

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers Verschiedenes	Communications Mitteilungen				
2.	2013-GC-40	Divers Verschiedenes	Assermentation Vereidigung				
3.	2023-DICS-9	Loi Gesetz	Projet de loi modifiant la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université et abrogeant la loi du 21 mai 2015 sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg <i>Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität und zur Aufhebung des Gesetzes vom 21. Mai 2015 über die Pädagogische Hochschule Freiburg</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Katharina Thalmann-Bolz Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2022-GC-218	Mandat Auftrag	Pour la gestion de leurs établissements, les directions d'école primaire disposent d'ici fin 2030 des mêmes ressources en temps de travail que les directions d'école du cycle d'orientation <i>Die Schuldirektionen der Primarschulen (PS) verfügen bis Ende 2030 über die gleichen Zeitressourcen für die Führung ihrer Schulen wie die Schuldirektionen der Orientierungsschulen (OS) (im Namen des Clubs Bildung und Erziehung)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Markus Julmy Antoinette de Weck Armand Jaquier Marc Pauchard Susanne Schwander Rose-Marie Rodriguez Bernadette Mäder-Brühlhart Nicolas Pasquier Katharina Thalmann-Bolz Flavio Bortoluzzi Auteurs / <i>Urheber</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2023-GC-162	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR) - 2022 <i>Interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Gaétan Emonet Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
6.	2023-GC-139	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Conseil de la magistrature (2022) <i>Justizrat (2022)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Bertrand Morel Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Johannes Frölicher Représentant du Conseil de la magistrature <i>Justizratvertreter</i>		
7.	2023-GC-106	Rapport <i>Bericht</i>	CIP 'détection pénale': rapport aux parlements pour l'année 2022 <i>IPK 'Strafrechtlicher Freiheitsentzug': Bericht an die Parlamente für das Jahr 2022</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Grégoire Kubski Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		



Message 2023-DICS-9

9 mai 2023

Projet de loi modifiant la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université et abrogeant la loi du 21 mai 2015 sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre l'avant-projet de loi modifiant la loi sur l'Université (RSF 431.0.1) et abrogeant la loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (RFS 433.1). Cet avant-projet de loi concerne le regroupement de la formation à l'enseignement sous un même toit institutionnel au sein de l'Université. Il constitue par ailleurs la suite donnée à la :

Motion 2021-GC-55	1H - 11H Formation des enseignants sous un même toit : créer une base légale
Auteur-e-s :	Mäder-Brülhart Bernadette / Schneuwly André
Adoptée le :	06.10.2021

Le présent message est structuré de la manière suivante :

Table des matières

1	Contexte	3
1.1	Regrouper la formation à l'enseignement sous un seul toit institutionnel : une nécessité longuement attendue	3
1.2	Un projet ambitieux	4
1.3	Financement des coûts du projet	4
1.4	Concept de structure et de gouvernance de la future entité	5
1.5	Des travaux de mise en œuvre à venir	8
2	Suite donnée à la motion 2021-GC-55	8
3	Consultation	8
4	Commentaire des articles	9
4.1	Modifications de la LUni, de la LESS et abrogation de la LHEPF pour le regroupement de la formation à l'enseignement	9
4.1.1	Modifications de la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (LUni)	9
4.1.2	Dispositions finales	10
4.1.3	Loi du 11 décembre 2018 sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS)	11
4.1.4	Abrogation de la loi du 21 mai 2015 sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg	11
4.2	Autres modifications de la LUni proposées par le Conseil d'Etat	12

5	Conséquences financières et en personnel	13
5.1	Une opération financièrement neutre	13
5.2	Impact sur la classification salariale des futurs enseignants et enseignantes primaires	14
5.3	Futur bâtiment	14
5.4	Retombées économiques positives grâce à un rayonnement accru de l'Université	14
6	Répartition des tâches Etat-communes	14
7	Effets sur le développement durable	15
8	Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet	15
9	Soumission aux référendums législatif et financier	15
10	Suite définitive à une intervention parlementaire	15

1 Contexte

1.1 Regrouper la formation à l'enseignement sous un seul toit institutionnel : une nécessité longuement attendue

Actuellement, le Canton de Fribourg se trouve dans une situation particulière pour la formation de ses enseignants et enseignantes de l'école obligatoire et du degré secondaire II de formation générale. Les enseignants et enseignantes primaires (1H-8H) sont formés à la Haute Ecole pédagogique Fribourg (HEP|PH FR), alors que les enseignants et enseignantes du secondaire I (9H-11H) et du secondaire II de formation générale (gymnases, ECG) ainsi que les enseignants et enseignantes spécialisés sont formés à l'Université (UniFR).

Cette séparation de la formation à l'enseignement dans différentes institutions ne permet pas d'utiliser le potentiel de synergies de ces différentes unités (HEP|PH FR, Département des sciences de l'éducation et de la formation (DSEF), Département de pédagogie spécialisée (DPS)), tels que d'autres cantons (par exemple Berne, Lucerne, Valais, Vaud et Genève) le font en regroupant toute la formation à l'enseignement sous le toit d'une seule institution. La situation actuelle avait déjà fait l'objet d'analyses internes depuis plusieurs années. L'étude externe réalisée par le Prof. Dr. Roman Capaul, dont le rapport a été rendu public en avril 2019, a conclu que la « séparation en plusieurs unités affaiblit la place fribourgeoise de la formation à l'enseignement ». En particulier, l'éclatement de la formation des enseignants et enseignantes de l'école obligatoire entre deux institutions est devenu anachronique avec l'introduction du système HarmoS, de la loi cantonale sur la scolarité obligatoire et des plans d'études romands et alémaniques (PER et Lehrplan21), dont l'essence repose sur une vision pédagogique globale de la 1H à la 11H.

Par conséquent, le Conseil d'Etat a pris le 17 septembre 2019 la décision de principe de réunir l'ensemble de la formation à l'enseignement sous un même toit institutionnel et mandaté la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) pour mener des analyses supplémentaires présentant les différentes conséquences pour les deux institutions, afin de déterminer quel serait le modèle le plus adéquat (regroupement soit au sein de la HEP|PH FR, soit au sein de l'UniFR).

Après l'analyse des risques et des opportunités des deux variantes de regroupement sous un toit institutionnel, le Conseil d'Etat a confirmé cette décision le 8 juin 2021 en décidant le regroupement de la formation à l'enseignement sous le toit institutionnel de l'Université avec l'objectif de renforcer la formation à l'enseignement par la création d'un centre de compétences dans le domaine de la pédagogie et de la didactique, réunissant toute la formation à l'enseignement et permettant ainsi de favoriser de plus grandes synergies et coopérations, tout en précisant que « les personnes employées à la Haute Ecole pédagogique tout comme celles qui travaillent pour la formation à l'enseignement au secondaire au sein de l'Université conserveront leur poste dans le cadre de la création du nouveau centre de formation ». Il a chargé la DFAC de fixer la feuille de route et de mener les travaux pour la mise en œuvre du regroupement.

Ce regroupement complet de la formation à l'enseignement, incluant également la formation des enseignants et enseignantes spécialisés, favorisera de plus grandes synergies et coopérations, en particulier dans les domaines de la formation continue, de la pédagogie spécialisée et de la recherche. La création d'un centre de compétences dans le domaine de la pédagogie et de la didactique réunissant toute la formation à l'enseignement sous le toit de l'Université constituera un modèle original avec un profil distinct et attractif dans le paysage universitaire suisse et est prometteuse à plusieurs points de vue : il renforcera les activités de l'Université de Fribourg dans ce domaine au niveau national, il donnera plus de poids à la formation à l'enseignement du canton et consolidera la spécificité fribourgeoise de former les enseignants et enseignantes dans chacune des deux langues, soit entièrement en français, soit entièrement en allemand, soit en option bilingue.

Concernant certaines craintes autour d'une éventuelle académisation de la formation des enseignants et enseignantes primaires, il s'agit de rappeler que la Haute Ecole pédagogique, tout comme l'Université et les hautes écoles spécialisées, sont des institutions de formation tertiaire. Le fait que l'Université accueillera en son sein la formation à l'enseignement de degré primaire ne modifie en rien les exigences des formations professionnalisantes. En effet, c'est déjà sous cet angle qu'est envisagée actuellement la formation à l'enseignement au secondaire I et II offerte à l'Université. Les formations à l'enseignement qui sont actuellement dispensées à l'Université répondent à toutes les exigences et recommandations émises par la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). C'est en fonction de ces exigences que sont déterminés les programmes, la proportion de stages et de pratique professionnelle, les qualifications et la formation spécifique des enseignants et enseignantes qui encadrent les stagiaires sur le terrain, etc. Tout en bénéficiant des synergies avec les domaines qui prestent la formation disciplinaire, les diplômés déjà délivrés par l'Université dans ce domaine répondent actuellement aux mêmes exigences que les hautes écoles pédagogiques en termes de formation « pratique » sous l'égide de la CDIP et de swissuniversities. L'accent est mis sur une formation articulant partie théorique dans l'institution et partie pratique sur le terrain.

Ce regroupement permettra en outre une meilleure visibilité et attractivité de la formation à l'enseignement « made in Fribourg », dans un contexte de concurrence accrue dans le paysage suisse des hautes écoles et de pénurie d'enseignants et enseignantes dans certains domaines ou parties linguistiques.

1.2 Un projet ambitieux

Etant donné l'ampleur du projet, la DFAC a mis en place une structure de projet interne permettant la tenue des objectifs et du calendrier très ambitieux. En effet, le regroupement institutionnel devrait être effectif pour la rentrée académique 2025/26, au plus tard pour la rentrée 2026/27.

La DFAC a nommé un Comité de pilotage (CoPil), qui, par décision du 28 janvier 2022, a nommé un Comité de projet (CoPro) et l'a chargé d'élaborer une proposition sur les grandes lignes de la structure d'organisation et de gouvernance de la nouvelle entité regroupant toute la formation à l'enseignement, y compris les questions de l'intégration de la pédagogie spécialisée, de la recherche, de la formation continue et des bibliothèques. Le CoPro peut constituer des groupes de travail thématiques, qui seront chargés de préparer les documents, les décisions et toute autre analyse nécessaire aux prises de décisions par le CoPil. Les deux hautes écoles sont représentées équitablement dans ces organes de pilotage. Par ailleurs, le Sénat de l'Université ainsi que la Commission HEP|PH FR continuent à œuvrer pour leur institution et sont impliqués dans la dynamique de changement en cours.

Durant les premiers mois du projet, le CoPil et le CoPro ont principalement œuvré sur le développement d'un concept de gouvernance et d'organisation pour la nouvelle entité. Ainsi, le Comité de pilotage a pris à ce sujet une décision de principe en juillet 2022, qui constitue la base du présent message pour la modification de la loi sur l'Université. Parallèlement, les travaux des différents groupes de travail se poursuivent sur les nombreuses thématiques (bibliothèques, IT, ressources humaines, finances, infrastructures, services académiques, etc.) qui doivent être abordées afin de permettre la mise en œuvre effective du regroupement institutionnel dans les délais prévus.

1.3 Financement des coûts du projet

Dans le cadre des bouclements des comptes 2022 de l'Etat, le Conseil d'Etat a décidé d'allouer un montant de 4 millions de francs en faveur de l'Université pour son fonds d'innovation et de développement (FID) ; une partie de cette somme permettra en particulier à l'Université de couvrir les besoins liés à la mise en œuvre du regroupement entre l'Université et la Haute Ecole pédagogique. En effet, ce projet ambitieux nécessite des ressources supplémentaires provisoires afin notamment d'engager, durant une période transitoire, des personnes qualifiées indispensables à la gestion du projet et à la mise en place des structures transitoires et futures de la nouvelle faculté. Ces moyens seront répartis selon les besoins spécifiques entre les deux institutions concernées.

1.4 Concept de structure et de gouvernance de la future entité

Le concept retenu pour la structure et la gouvernance de la future entité chargée, au sein de l'Université de Fribourg, de la formation des enseignants et des enseignantes, a été élaboré par le Comité de projet, puis soumis en préconsultation à toutes les parties prenantes directement concernées. Le résultat de cette préconsultation interne montrait une réaction globalement très positive. Les questions soulevées touchaient essentiellement aux points suivants :

- > l'adéquation de la nouvelle entité aux structures universitaires usuelles (faculté, département et les organes de gouvernance y relatifs) ;
- > la place de la pédagogie spécialisée, ainsi que le lien à maintenir entre formation à l'enseignement spécialisé et pédagogie curative ;
- > les liens entre la formation à l'enseignement et les autres parties prenantes, en particulier les services de l'enseignement de la DFAC, employeurs importants mais non uniques des diplômé-e-s de la nouvelle entité.

Sur la base des remarques formulées sur certains aspects du projet, le CoPro a retravaillé le concept et soumis une nouvelle version pour adoption par le CoPil. Celui-ci a validé le modèle d'une nouvelle Faculté dédiée aux sciences de l'éducation et de la formation. A noter que les statuts ainsi que d'autres réglementations internes de l'Université devront conséquemment être adaptés ou créés. Des modifications mineures pourraient encore intervenir par rapport au projet ici présenté.

En comparaison avec les cinq facultés actuelles, la nouvelle Faculté se positionnera de manière suivante :

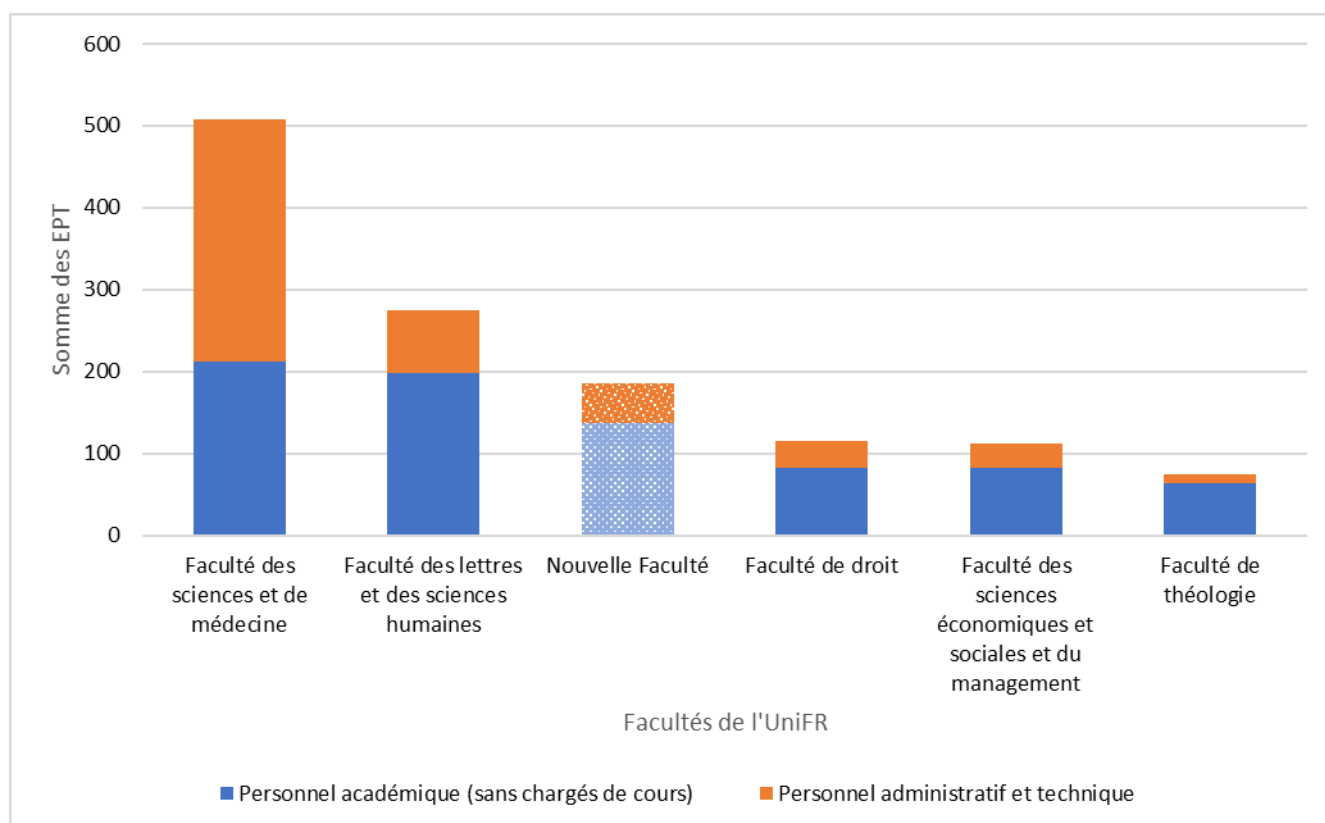


Figure 1. Positionnement indicatif de la nouvelle Faculté en termes de personnel académique et administratif (en nombre d'EPT)

Cette nouvelle faculté, dénommée « Faculté des sciences de l'éducation et de la formation », sera structurée en différents départements :

- > Le Département de la formation à l'enseignement, qui comprendra le degré primaire et les degrés secondaires I et II. Son organisation et sa gouvernance correspondront à celles d'un département universitaire. Sa structure est à définir en détail dans le cadre de la rédaction des statuts de la nouvelle faculté et du département, tout en veillant à intégrer de manière adéquate les structures éprouvées des entités déjà existantes tels que le CERF (Centre d'enseignement et de recherche pour la formation à l'enseignement au secondaire), le ZELF (Zentrum für Lehrerinnen- und Lehrerbildung Freiburg) et la HEP|PH FR actuelle. En outre, il est à examiner dans le cadre de la rédaction des statuts dans quelle mesure des règlements spécifiques seront nécessaires pour remplir les exigences de la formation pratique des enseignants et enseignantes. Il est prévu d'y intégrer un conseil consultatif, favorisant un échange permanent entre les parties prenantes internes et externes à l'Université.
- > Le Département de pédagogie spécialisée, correspondant au département actuel. Le maintien de la forme actuelle du département, avec ses programmes d'études avec orientation enseignement spécialisé et orientation pédagogie spécialisée, permettra de préserver sa bonne visibilité. La marque du département, établie depuis des années, combinée à sa taille, est un facteur essentiel pour la compétitivité dans l'acquisition de financement pour la recherche (en particulier du FNS) et pour l'attractivité auprès d'étudiants et étudiantes extracantonaux, qui constituent la majorité des étudiants et étudiantes. La collaboration dans le domaine de la formation à l'enseignement sera développée et renforcée par la mise en place d'une commission spécifique à ce domaine et d'un conseil consultatif.
- > Le Département des sciences de l'éducation, correspondant aux sciences de l'éducation actuelles. L'intégration institutionnelle dans la nouvelle faculté permettra de maintenir les liens étroits dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'apprentissage constituant le fondement pour des activités de recherches scientifiques, des professions pédagogiques et sociales, et des activités dans des professions annexes. Outre des études des sciences de l'éducation, le département continuera de proposer des études de pédagogie/psychologie en collaboration avec la Faculté des lettres et des sciences humaines.

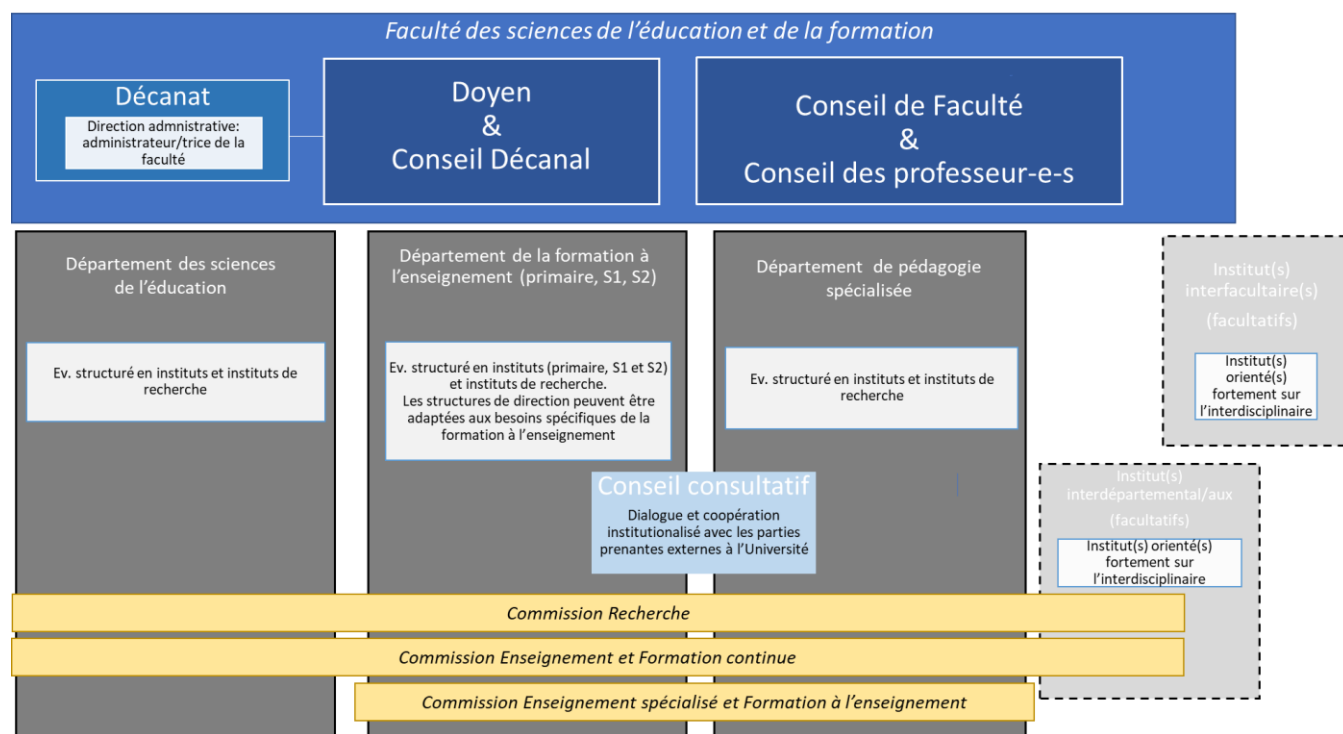


Figure 2 : Organigramme de la nouvelle Faculté des sciences de l'éducation et de la formation

L'Institut de plurilinguisme (IDP) est un institut universitaire interdisciplinaire de la Faculté des lettres et des sciences humaines. Il s'agit d'un institut interinstitutionnel dirigé conjointement avec la HEP|PH FR (art. 1 al. 1 des Statuts de l'Institut). Son financement de base est assuré par la Fondation Adolphe Merkle et la Fondation pour la

recherche et le développement du plurilinguisme du canton de Fribourg. Son rattachement au sein de l'Université de Fribourg sera réaffirmé et maintenu en tant qu'institut interfacultaire.

Par analogie avec les autres facultés, le doyen ou la doyenne veillera à la bonne marche de la Faculté et sera assisté-e d'un administrateur ou d'une administratrice de faculté.

La formation continue ainsi que la prestation de services à des tiers constituent deux éléments spécifiques à la Haute Ecole pédagogique. Dans la structure actuelle de la HEP|PH FR, ils sont placés sous la responsabilité d'une doyenne. Ils offrent notamment des services spécialement dédiés aux enseignants et enseignantes primaires du canton, comme par exemple la mise à disposition de matériel didactique et des cours de formation continue obligatoires, en collaboration avec les services de l'enseignement de la DFAC. Ces prestations sont également importantes pour les collaborateurs et collaboratrices internes et les étudiants et étudiantes de la haute école dans le cadre de l'enseignement, de la formation continue et de la recherche. Le positionnement futur de ces deux services spécifiques fait l'objet d'une analyse détaillée par les groupes de travail tripartites mis en place dans le cadre du projet et sera déterminé ultérieurement.

Les tâches, compétences et responsabilités des différentes unités et des organes de direction, spécialement du Département de formation à l'enseignement, seront définies en détail dans les travaux à venir dans la mise en œuvre du projet, en particulier lors de la rédaction des statuts de la nouvelle Faculté. Un objectif central consistera à ne pas affaiblir les prestations de service actuellement fournies aux enseignants et enseignantes primaires du canton par la HEP|PH FR, mais de les renforcer et, dans la mesure du possible, de les étendre aux enseignants et enseignantes des autres degrés. En parallèle, le projet veut permettre l'utilisation de synergies déjà existantes ou la création de nouvelles synergies.

Une coordination et une collaboration institutionnalisées, que ce soit à l'interne de la nouvelle Faculté ou avec d'autres unités, telle que la Faculté des lettres et des sciences humaines, combinées au dialogue avec les parties prenantes externes, sont essentielles pour une formation à l'enseignement de haute qualité. Le regroupement sous le toit institutionnel de l'Université est à ce titre une grande opportunité.

Au sein de la Faculté, la collaboration transversale sera encouragée et développée de la manière suivante :

- > Par la mise en place d'une Commission de recherche, dont le but et la tâche seront essentiellement la coordination de la recherche à l'interne de la Faculté ainsi que l'organisation des activités de recherche ;
- > Par la mise en place d'une Commission d'enseignement et de formation continue, qui se destinera à améliorer et encourager la coordination et le développement des activités d'enseignement et de formation continue ;
- > Par la mise en place d'une Commission de la pédagogie spécialisée et de la formation à l'enseignement, qui encouragera et coordonnera la collaboration entre la pédagogie spécialisée (en particulier de l'enseignement spécialisé) et la formation à l'enseignement. Elle développera des propositions concrètes pour l'encouragement et le développement de la collaboration entre le département de formation à l'enseignement et le département de pédagogie spécialisée.

L'objectif commun de ces trois commissions sera l'encouragement de la collaboration entre les unités académiques et ainsi le développement d'une vision d'identité commune dans la nouvelle Faculté. Les objectifs, les mandats, les compositions et les compétences des trois commissions devront être élaborés ces prochains mois.

La collaboration académique avec d'autres facultés et leurs unités devra être garantie et encouragée, en particulier la collaboration entre le Département de pédagogie spécialisée et le Département des sciences de l'éducation et des départements ou des domaines d'études de la Faculté des lettres et des sciences humaines.

Le Conseil consultatif institutionnalisera le dialogue et la coopération avec les parties prenantes externes à l'Université (en particulier les autorités cantonales et les écoles) par un procédé qui reste à établir en détail. Comme organe consultatif, il aura les caractéristiques d'un *sounding board*, dans lequel seront représentés les services de l'enseignement de la DFAC, les écoles, les départements universitaires des autres disciplines ou d'autres partenaires importants, qui restent encore à définir, pour assurer la proximité avec le terrain.

1.5 Des travaux de mise en œuvre à venir

La présente modification de la loi sur l'Université constitue un passage important et nécessaire pour la mise en œuvre du projet. Elle donnera l'assise légale à toutes les autres modifications d'actes ainsi qu'aux mesures concrètes de changement qui permettront la concrétisation du regroupement entre les deux institutions concernées.

En premier lieu, les statuts de l'Université doivent être adaptés, afin notamment de permettre l'intégration du corps enseignant de la HEP|PF FR et d'y ancrer la nouvelle Faculté. Cette modification des statuts impliquera une consultation large de toutes les parties prenantes des deux institutions. Des dispositions transitoires prévoiront différents organes constitutifs de la nouvelle Faculté, qui intégreront également de manière équilibrée les deux hautes écoles. L'adoption des statuts de la nouvelle Faculté nécessitera également des consultations internes aux deux institutions concernées.

2 Suite donnée à la motion 2021-GC-55

Par la motion 2021-GC-55 « *1H - 11H Formation des enseignants sous un même toit : créer une base légale* » déposée le 7 avril 2021, les députés Bernadette Mäder-Brühlhart et André Schneuwly ainsi que 18 cosignataires rappelaient que la répartition de la formation des enseignants et enseignantes du canton de Fribourg entre deux institutions, la HEP|PH FR pour le niveau primaire, et l'Université pour les niveaux secondaire I et II de formation générale, soulève de nombreuses questions. Les motionnaires demandaient donc au Conseil d'Etat qu'une loi permettant la réunification institutionnelle de la formation des enseignant-e-s de 1H à 11H soit rédigée dans un délai raisonnable.

Le 6 octobre 2021, le Grand Conseil, suivant la proposition du Conseil d'Etat, a adopté cette motion par 89 voix contre 4 et 2 abstentions. Ainsi, le Conseil d'Etat est tenu de proposer une base légale pour permettre cette réunification institutionnelle dans un délai d'un an.

Le présent message et la proposition de modification de la loi sur l'Université qu'il accompagne donnent suite à l'acceptation de la motion.

3 Consultation

L'avant-projet de loi a fait l'objet d'une consultation externe au sens de l'article 22 al. 1 du règlement du 24 mai 2005 sur l'élaboration des actes législatifs (REAL; RSF 122.0.21) du 14 octobre 2022 au 16 janvier 2023. 42 prises de position sont parvenues à la Direction de la formation et des affaires culturelles par le Service des affaires universitaires.

Il ressort de ces réponses que les parties prenantes soutiennent généralement la modification de la LUni et l'abrogation de la LHEPF, respectivement le projet de regroupement de la formation à l'enseignement sous le toit institutionnel de l'Université. En outre, aucun retour de consultation n'a émis d'opposition de principe aux avant-projets.

La plupart des répondants ont formulé des propositions de modifications portant sur des aspects généraux du projet de regroupement et non sur les propositions de modifications légales intégrées dans les avant-projets de loi. Les réponses recueillies concernent essentiellement la crainte d'une académisation de la formation à l'enseignement primaire, la séparation de la formation à l'enseignement de la pédagogie spécialisée à l'interne de la nouvelle Faculté, les organes de la nouvelle Faculté et leurs rôles, l'intégration du personnel de la HEP|PH FR et la représentation équilibrée des trois départements dans les conseils de la Faculté.

Sur proposition du Service de législation (SLeg), l'avant-projet de loi modifiant la loi sur l'Université et l'avant-projet de loi abrogeant la loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg ont été unifiés en un seul projet de loi. En outre, en réponse à une autre remarque du même service, la modification de l'art. 2 al.1 let. e a été complétée afin d'y intégrer les missions de formation continue des enseignants et enseignantes et de prestations de services spécifiques aux enseignants et enseignantes dans la LUni. En réponse à la remarque de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, des dispositions transitoires ont été ajoutées afin de donner une base légale matérielle assurant aux étudiants et étudiantes ayant débuté leur formation à la HEP|PH FR de pouvoir poursuivre leur formation sans entrave au sein de l'Université. De plus, les voies de droit relatives aux décisions qui seront prises sous le régime de la loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg sont également clarifiées et inscrites formellement dans le présent projet de loi.

4 Commentaire des articles

4.1 Modifications de la LUni, de la LESS et abrogation de la LHEPF pour le regroupement de la formation à l'enseignement

Au vu de la teneur des articles respectivement des alinéas modifiés ou ajoutés, les articles sont présentés dans un ordre thématique :

4.1.1 Modifications de la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (LUni)

Art. 2 al. 1

d) contribue à la formation continue (modifié)

Afin d'élargir le spectre des formations continues possiblement dispensées par l'Université, il est proposé de renoncer au complément « de formation universitaire ». Premièrement, cette précision est jugée redondante dans la mesure où cela paraît une évidence dans le cadre de cursus offerts par une université. Deuxièmement, il s'agit dans la présente modification de la loi de tenir compte des missions spécifiques en formation continue et complémentaire du personnel œuvrant en particulier dans l'enseignement, actuellement formalisé dans la LHEPF (en particulier les articles 3 al. 1 let b et 28 LHEPF). A ce sujet, le Message 2014-DICS-74 stipule que : « Le terme général de « personnel » a été choisi pour plus de clarté au niveau de la terminologie et également parce que les offres de formation continue et complémentaire (certifiante) peuvent s'adresser à un large public : autant à des enseignants et enseignantes du primaire, qu'au personnel enseignant des cycles d'orientation ou à leurs cadres, qu'aux responsables des établissements scolaires, ou au personnel de la HEP-PH FR etc. ». Il convient ainsi d'assurer, dans le cadre du regroupement de la formation à l'enseignement au sein de l'Université, le maintien de ces prestations essentielles et de les étendre en particulier aux autres acteurs et actrices de la scolarité, en particulier les enseignants et enseignantes du secondaire II de formation générale et aux enseignants et enseignantes spécialisés.

e) assure la formation initiale et continue des enseignants et enseignantes et leur fournit des prestations de service (nouveau)

Afin de s'assurer que la formation à l'enseignement soit effectivement dispensée dans la durée sur sol cantonal, il a paru important de faire figurer cette nouvelle mission de l'Université de manière explicite dans une base légale au sens formel, et ce bien que les autres missions ne soient pas explicitement citées dans la loi. Le terme général « enseignants et enseignantes » comprend les enseignants et enseignantes de l'école obligatoire (y compris du secondaire I), du secondaire II de formation générale (correspondant au S2 dans le canton de Fribourg), ainsi que de la pédagogie spécialisée. A noter que seule la formation des enseignants et enseignantes des cycles 1 et 2 (degrés 1H à 8H) est actuellement dispensée par la HEP|PH FR et sera donc nouvelle pour l'Université. Les autres formations pédagogiques et didactiques sont d'ores et déjà dispensées au sein de l'Université.

Par la reprise complète et entière des activités de la HEP|PH FR, l'Université sera tenue d'assurer également les missions spécifiques de cette haute école. Il s'agit en particulier de la recherche et du développement en matière d'éducation et de formation (art. 3 al. 1 let. c LHEPF) et de la mise à disposition de ressources d'enseignement et d'apprentissage nécessaires à la pratique professionnelle et à la formation des personnes œuvrant en particulier dans le domaine de l'enseignement obligatoire et au sein de la Faculté des sciences de l'éducation et de la formation (art. 3 al. 1 let. d LHEPF). Pour la formation continue, voir le commentaire de la lettre d) supra.

Les autres missions dévolues à la HEP|PH FR dans le cadre de la LHEPF sont déjà parties intégrales des missions de l'Université inscrites dans la LUni, en particulier la conduite des activités de recherche (art. 2 al. 1 let. b LUni), la veille à l'équilibre des langues en son sein (art. 6 LUni), la promotion de l'égalité des chances, la contribution au développement scientifique, culturel, social et économique de la société (art. 1 LUni) et la prestation de service à des tiers (art. 2 al. 3 LUni).

Art. 29 al. 1 let. d Approbation des règlements et plans d'études (modifié)

d) (modifié) [DE: (inchangé)] *les règlements et les plans d'études concernant la formation des enseignants et enseignantes.*

Cet article ne subit qu'une modification formelle dans le sens du langage épïcène.

Cependant, il convient de rappeler dans le présent message que les règlements et les plans d'étude de différents programmes offerts par l'Université relatifs à la formation des enseignants et enseignantes de la scolarité obligatoire (primaire et secondaire I), du secondaire II, de la pédagogie spécialisée et de la logopédie doivent être ratifiés par la Direction, conformément à l'art. 29 al. 2 let. d LUni. La reconnaissance des diplômes d'enseignement relève de la compétence de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et est régie par des accords intercantonaux qui exigent cette ratification. Il est à préciser que les autres programmes offerts par l'Université ne nécessitent pas d'approbation par la Direction.

Art. 34 al. 1 Rectorat – Composition (modifié)

¹ *Le Rectorat comprend le recteur ou la rectrice ainsi que deux à cinq vice-recteurs et vice-rectrices. Le nombre des vice-recteurs et vice-rectrices est fixé par les statuts de l'Université.*

Selon l'art. 62 al 1 des statuts du 4 novembre 2016 de l'Université de Fribourg, le Rectorat comprend le recteur ou la rectrice ainsi qu'un vice-recteur ou une vice-rectrice issu-e de chacune des facultés à laquelle le recteur ou la rectrice n'appartient pas. Avec la création d'une faculté supplémentaire dans le cadre du regroupement de la formation à l'enseignement au sein de l'Université de Fribourg, il s'agit d'augmenter conséquemment le nombre de vice-recteurs et vice-rectrices à cinq. La représentation de chaque faculté au sein du Rectorat pourra ainsi être perpétuée dans le cadre de la présente modification de la LUni.

4.1.2 Dispositions finales

Art. 50a (nouveau)

¹ *L'Université détermine les dispositions transitoires internes nécessaires au regroupement de la formation à l'enseignement, découlant de la modification du ... (ROF 2023_000)*

Les dispositions concernant le regroupement de la formation à l'enseignement du présent projet de loi sont les art. 2 al. 1 let. e, 34 al. 1 et 50b LUni. Pour la réalisation concrète du regroupement de la formation à l'enseignement, des dispositions dans divers domaines, dont certaines transitoires, seront nécessaires dans les actes internes de l'Université, en premier lieu dans les statuts de l'Université. Les dispositions transitoires permettront entre autres la nomination des organes constitutifs de la future Faculté, tels que le conseil constitutif de la faculté et le conseil décanal constitutif. Les processus usuels de consultation pour la modification de ces actes seront adaptés afin d'inclure toutes les parties prenantes concernées, en particulier au sein de la Haute Ecole pédagogique. A noter que le Service de législation introduira la date de la modification et le numéro ROF correspondant dans l'art. 50a en fonction de la date de l'adoption par le Grand Conseil.

Art. 50b (nouveau)

¹ *Les étudiants et étudiantes ayant débuté leur formation à la Haute Ecole pédagogique Fribourg poursuivent leur formation au sein de l'Université.*

Cette disposition transitoire permet d'assurer aux étudiants et étudiantes de la HEP|PH FR de pouvoir poursuivre leur formation, à condition de remplir les exigences de la HEP|PH FR, au sein de l'Université une fois le regroupement des deux institutions effectif. L'Université règle les dispositions transitoires y relatives conformément à l'art. 50a al 1.

² *Les décisions prises sous le régime de la loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg sont contestables selon les voies de droit prévues par cette législation.*

Cet alinéa rappelle que les procédures de la HEP|PH FR commencées avant le regroupement puissent se terminer sous le régime de la LHEPF. Il s'agira principalement d'éventuelles procédures en relation avec des décisions prises par la HEP|PH FR au cours du mois de juillet précédant le regroupement. Une fois le regroupement des deux institutions effectif, les décisions prises par l'Université seront contestables selon les voies de droit usuelles de l'Université. Si une décision concernant une évaluation certificative passée sous le régime de la LHEPF devait toutefois être communiqué après le regroupement, la LHEPF resterait applicable à ce cas particulier.

4.1.3 Loi du 11 décembre 2018 sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS)

Art. 12 al. 1 Formation en école de culture générale (modifié)

¹ *La formation en école de culture générale a pour but de préparer à une formation dans une école supérieure, dans une haute école spécialisée, dans une haute école pédagogique ou au cursus de formation à l'enseignement primaire de l'Université de Fribourg.*

Etant donné que la formation à l'enseignement primaire n'aura plus lieu dans la Haute Ecole pédagogique Fribourg mais dans l'Université de Fribourg une fois que le regroupement des institutions sera effectif, cet article a été complété afin d'assurer que les étudiants et étudiantes ayant terminé leur formation en école de culture générale avec une maturité spécialisée orientation pédagogie puissent accéder à la formation à l'enseignement primaire de l'Université de Fribourg.

4.1.4 Abrogation de la loi du 21 mai 2015 sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg

L'acte RSF 433.1 (Loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (LHEPF), du 21.05.2015) est abrogé.

Vu que la Haute Ecole pédagogique de Fribourg sera intégrée dans l'Université, et l'obligation de formation du corps enseignant par celle-ci intégrée dans la LUni, la LHEPF n'aura plus de raison d'être et devra donc être abrogée dans son ensemble.

Dates d'entrée en vigueur

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur le 1er septembre 2023, à l'exception de l'abrogation de la LHEPF, des art. 2 al. 1 let e et f, 34 al. 1 et 50b LUni et de l'art. 12 LESS.

Le Conseil d'Etat fixe ultérieurement la date d'entrée en vigueur l'abrogation de la LHEPF, des art. 2 al. 1 let e et f, 34 al. 1 et 50b LUni et de l'art. 12 LESS.

Le Conseil d'Etat fixera la date d'entrée en vigueur de la loi abrogeant la LHEPF lorsque le regroupement sera effectif. Au moment venu, il sera chargé d'abroger également les règlements en découlant. Les articles contenus dans la LHEPF et dans ses règlements d'exécution, dont la teneur n'est pas d'ores et déjà intégrée dans la législation de l'Université, seront repris, si nécessaire, dans le cadre de la révision des statuts de l'Université, de la création des statuts de la nouvelle faculté et/ou de la révision des différentes réglementations internes de l'Université. Les spécificités liées à la formation du corps enseignant primaire, comme par exemple les conditions d'admission, devront être respectées.

Par ailleurs, une entrée en vigueur plus tardive des art. 2 al.1 let. e, 34 al.1 et 50b ainsi que de l'abrogation de la LHEPF est nécessaire afin que la HEP|PH FR puisse continuer à exercer son mandat jusqu'au regroupement effectif au sein de l'Université à l'horizon 2025.

4.2 Autres modifications de la LUni proposées par le Conseil d'Etat

Dans le contexte d'une révision partielle de la LUni pour le regroupement institutionnel de la formation à l'enseignement, le Conseil d'Etat propose les modifications supplémentaires suivantes :

Art. 10cbis Droits d'auteur (nouveau)

Cet article est ajouté suite à la récente introduction de l'art. 74a dans la loi sur le personnel de l'Etat (LPers). Dans le cadre de la présente révision de la LUni, il paraît opportun d'intégrer cette modification.

De manière générale et à l'instar d'autres universités et hautes écoles, l'Université de Fribourg a un intérêt à ce que le « savoir-faire économiquement exploitable » généré en son sein, soit principalement les logiciels et les données de la recherche, lui appartienne. Ainsi, une cession globale à l'Université des droits d'auteur sur toutes les catégories d'œuvres à l'exception des droits sur les œuvres devant faire l'objet d'un contrat d'édition (cf. art. 380 CO) est prévue. Ce régime est par ailleurs en phase avec la réglementation concernant les inventions (art. 10c LUni).

A noter que les étudiants et étudiantes ne sont pas concernés par cet article. Dès lors ils restent titulaires des droits de leurs œuvres créées dans le cadre de leurs études, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). Une analyse de la situation devra être effectuée de cas en cas, s'agissant de personnes à statut mixte.

Al. 1 : Par « supports de cours et d'examens » il faut comprendre tout ce qui est rédigé dans l'objectif de la transmission du savoir aux étudiants et étudiantes, respectivement de la vérification de leur savoir. Les recueils d'exercices ou travaux pratiques sont aussi concernés.

Al. 2 : Sont en particulier concernées les publications scientifiques dans des revues scientifiques, mais également les thèses de doctorat. Dans la mesure où l'Université ne souhaite pas s'immiscer dans des questions de contrats d'édition (cf. art. 380 CO), il se justifie que l'auteur-e, personne physique, reste titulaire des droits correspondants et gère ses aspects avec l'éditeur ou l'éditrice concerné-e. Cette règle correspond à la pratique actuelle, tant au sein de l'Université que de la HEP|PH FR. Par ailleurs, vu que les publications sont souvent le fruit d'une collaboration entre professeur-e-s issus d'institutions différentes, un régime nécessitant une cession des droits de la part de chaque institution serait compliqué à mettre en œuvre.

Al. 4 : Ainsi sont notamment réservées les dispositions en matière de « publication et mise à disposition de résultats de la recherche » du fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). A titre d'exemple, l'art. 44 al. 3 du règlement des subsides du FNS accorde aux partenaires du projet et aux collaborateurs et collaboratrices les droits de participation et les droits d'auteur à la hauteur de leur contribution scientifique.

Al. 5 : Les dispositions d'exécution peuvent notamment régler les droits d'auteurs de thèses de doctorats non publiées. Par indemnité équitable, on comprend une participation adéquate aux éventuels revenus issus de l'œuvre.

Art. 11c sanctions disciplinaires

La terminologie utilisée dans la version française de l'article 11c d et la hiérarchie des mesures disciplinaires ont conduit à plusieurs reprises à des confusions lors de l'application. Il ressort de l'usage général et d'une comparaison avec les dispositions disciplinaires d'autres actes législatifs cantonaux que la mesure disciplinaire « avertissement » est le plus souvent traduite par « Verwarnung » et « blâme » par « Verweis ». En outre, il ressort de la comparaison avec les dispositions disciplinaires d'autres actes législatifs cantonaux, par exemple l'art. 125 al. 1 de la loi sur la santé publique (LSan, RSF 821.0.1), que la mesure disciplinaire « avertissement » doit être considérée comme plus légère que la mesure disciplinaire « blâme ». C'est la raison pour laquelle les termes « blâme » et « avertissement » sont échangés, afin que l'« avertissement » corresponde à la « Verwarnung » en tant que sanction la plus légère (ancienne let. c, nouvelle let. a) et que le « blâme » corresponde au « Verweis » en tant que troisième mesure disciplinaire dans le catalogue (ancienne let. a, nouvelle let. c).

Art. 19 al. 2 fin des rapports de service (du corps professoral)

Al. 2 : Le terme « avertissement » étant peu opportun dans ce contexte, il est modifié en « avis ».

Remplacements de « ratifier » / « ratification » par « approuver » / « approbation » : Modification des articles 9 al. 5, 29 al 1 et 2, 33 al. 1 let. c ch. 2 et 47 al 1 LUni

Dans le texte de loi, la compétence législative d'approuver un acte législatif adopté par un autre organe est désignée en français soit par le terme « ratifier » / « ratification », soit par le terme « approuver » / « approbation », alors qu'en allemand, le terme « genehmigen » ou « Genehmigung » est utilisé de manière uniforme pour cette compétence. Compte tenu du fait que les termes « ratifier » / « ratification » et « approuver » / « approbation » désignent une compétence identique et qu'il n'est donc pas possible d'établir des différences entre ces termes du point de vue du droit des compétences, l'épuration de ces termes permet d'améliorer la cohérence de la terminologie dans le texte de loi. Le terme « approuver » / « approbation » rend mieux compte de la compétence d'approbation en matière d'actes législatifs, raison pour laquelle « ratifier » / « ratification » est remplacé de manière uniforme par « approuver » / « approbation ». Le premier terme est plutôt utilisé pour les compétences en-dehors du processus législatif, par exemple en ce qui concerne les traités. Les versions françaises des art. 9 al. 5, 29 al. 1 et 2, 33 al. 1 let. c ch. 2 et 47 al. 1 sont concernées par l'adaptation.

Mise en conformité avec les directives de technique législative du Service de législation (SLeg)

Cette modification, qui consiste en l'adaptation de la loi au langage épïcène, affectant un grand nombre d'articles, il est renoncé à les lister nommément dans le présent message. La liste exhaustive se trouve dans le projet de modification de loi.

5 Conséquences financières et en personnel

5.1 Une opération financièrement neutre

Le Conseil d'Etat a communiqué, lors de la prise de décision de principe d'un regroupement de la formation à l'enseignement au sein de l'Université, que cette décision n'était en aucun cas une mesure d'économie, en particulier que : « les personnes actuellement employées à la Haute école pédagogique tout comme celles qui travaillent pour la formation à l'enseignement au secondaire au sein de l'Université conserveront leur poste dans le cadre de la création du nouveau centre de formation ».

L'objectif fixé par le Conseil d'Etat étant non seulement de conserver la substance même de la formation à l'enseignement dispensée dans le canton de Fribourg mais surtout de créer un pôle de compétences dans le domaine de la pédagogie et de la didactique qui constituera un modèle original avec un profil distinct et attractif, renforçant ainsi l'Université de Fribourg dans son ensemble. Par conséquent, les moyens actuellement alloués à la HEP|PH FR seront repris et intégrés dans le budget de l'Université, constituant ainsi une opération en principe neutre pour les finances de l'Etat. La pratique usuelle de répartition entre services centraux (pour les tâches administratives d'entreprise, telles que RH, finances, IT, etc.) et faculté et départements (pour les tâches académiques et les tâches pédagogique-administratives) sera appliquée. La modalité exacte des différents transferts et intégration de ces moyens est actuellement en cours d'analyse par les groupes de travail créés dans le cadre de la gestion de projet pour le regroupement.

Dans le cadre de la préparation à la décision par le Conseil d'Etat, une analyse préliminaire arrivait à la conclusion que, dans la mesure de la prévisibilité très relative quant aux futurs chiffres des effectifs d'étudiants et d'étudiantes à l'horizon 2025-2026, les incidences financières sont moindres, tant sur le plan salarial des futur-e-s enseignants et enseignantes primaires que des coûts liés au transfert du personnel d'une institution vers l'autre. Cependant, il est évident que la question du transfert du personnel de la Haute Ecole pédagogique vers l'Université représente un défi de taille qui nécessitera une attention particulière, en collaboration entre les différents services et entités concernés de

l'Etat. Une analyse et un accompagnement devront se faire au cas par cas, lors du transfert effectif des membres du corps enseignant en particulier.

Si le regroupement de la formation à l'enseignement au sein de l'Université est en soi une opération en principe financièrement neutre, l'évolution de la formation à l'enseignement au cours des prochaines années, sur le plan cantonal comme sur le plan suisse, connaîtra une dynamique non encore perceptible ni mesurée avec précision.

5.2 Impact sur la classification salariale des futurs enseignants et enseignantes primaires

Concernant les futures prétentions salariales des enseignants et enseignantes primaires, il convient en premier lieu de rappeler que la HEP|PH FR est déjà une haute école et que les diplômes délivrés par celle-ci aux futurs enseignants et enseignantes sont déjà des bachelors. Cela sera encore le cas après un rattachement à l'Université, la reconnaissance des diplômes d'enseignement se faisant par la CDIP. Ainsi, il n'y aura pas d'incidence financière sur le plan salarial des futurs enseignants et enseignantes primaires, ni sur celui des enseignants et enseignantes des autres degrés (secondaire I, secondaire II de formation générale ou enseignants et enseignantes spécialisés), les diplômes délivrés pour ces catégories d'enseignants et enseignantes n'étant pas non plus impactés par le regroupement institutionnel des deux hautes écoles.

5.3 Futur bâtiment

Afin de concrétiser le regroupement et de pouvoir mettre en œuvre de manière optimale les synergies souhaitées, il sera important de réunir l'ensemble de la formation à l'enseignement sous un même toit physique à moyen terme. Cependant, les contraintes propres à un regroupement physique font que ce projet sera réalisé sur une échelle de temps différente de celle du regroupement institutionnel. Pendant la phase de transition, les bâtiments actuels de la HEP|PH FR, sis à la rue de Morat, entreront dans le portefeuille des bâtiments de l'Université. Ils pourront être utilisés pour les besoins de la nouvelle faculté. L'intégration temporaire de ces bâtiments dans le portefeuille de l'Université diversifiera le panel de salles à disposition de la HEP|PH FR. Les risques de cette approche (en particulier, reprise de la gestion de l'infrastructure informatique par la direction IT de l'Université, obsolescence des infrastructures sportives) sont identifiés et intégrés au registre des risques du projet.

5.4 Retombées économiques positives grâce à un rayonnement accru de l'Université

Par le renforcement de l'Université, des effets positifs sont attendus, en particulier dans le domaine de la recherche (grâce à des synergies qui pourront être créées) et de l'attractivité pour les étudiants et les étudiantes des deux communautés linguistiques. En effet, ce projet ambitieux de création d'une nouvelle faculté dédiée aux sciences de l'éducation et de la formation devrait permettre un positionnement unique dans le domaine de la formation à l'enseignement, de la pédagogie et de la didactique. Pour rappel, toutes les études menées par des instituts externes confirment les répercussions positives pour les régions porteuses d'une haute école, celle-ci constituant un élément important de l'économie régionale, en tant que vecteur économique porteur d'émulation et de recherche permanente des meilleures pratiques.

6 Répartition des tâches Etat-communes

Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

7 Effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable selon l'article 197 LCG ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la législation cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision partielle de la loi. Les effets de la révision se déploient sur les domaines sociétaux et sur les domaines économiques, et non sur le développement environnemental. Ils se concentrent essentiellement sur les synergies qui vont être créées pour la formation, en particulier le projet permettra une amélioration de la cohérence de la formation dans la vision pédagogique 1H-11H. Le regroupement de la formation des enseignants et enseignantes au sein d'une entité favorise la perméabilité entre les différents cursus. Il permettra un renforcement de la place fribourgeoise de la formation à l'enseignement et de son université en général. La structure de gestion du projet favorise son acceptabilité.

8 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme à la Constitution fédérale et cantonale, ainsi qu'au droit fédéral et ne présente aucune incompatibilité avec le droit européen.

9 Soumission aux référendums législatif et financier

Le présent projet est soumis au referendum législatif. Il n'est pas soumis au referendum financier.

10 Suite définitive à une intervention parlementaire

La présente loi et son message donnent une suite définitive à la motion Bernadette Mäder-Brülhart et André Schneuwly 2021-GC-55 « 1H - 11H Formation des enseignants sous un même toit : créer une base légale ».



Botschaft 2023-DICS-9

9. Mai 2023

Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität und zur Aufhebung des Gesetzes vom 21. Mai 2015 über die Pädagogische Hochschule Freiburg

Wir unterbreiten Ihnen den Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Universität (SGF 431.0.1) und zur Aufhebung des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule Freiburg (SGF 433.1). Dieser Gesetzesvorentwurf betrifft die Zusammenführung der Lehrpersonenbildung unter dem institutionellen Dach der Universität. Er beinhaltet zudem die Folgemassnahmen zur:

Motion 2021-GC-55	1H – 11H Lehrpersonenausbildung unter einem Dach: Gesetzliche Grundlagen
Urheber/in:	Mäder-Brülhart Bernadette / Schneuwly André
Angenommen am:	06.10.2021

Dazu stellen wir folgende Fragen:

Inhaltsverzeichnis

1	Hintergrund	3
1.1	Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung unter einem institutionellen Dach: Eine lang erwartete Notwendigkeit	3
1.2	Ein ehrgeiziges Projekt	4
1.3	Finanzierung des Projekts	4
1.4	Konzept für die Struktur und Führung der künftigen Einheit	4
1.5	Anstehende Implementierungsarbeiten	7
2	Weiteres Verfahren zur Motion 2021-GC-55	8
3	Vernehmlassung	8
4	Kommentar zu den Artikeln	9
4.1	Änderungen des UniG und des MSG sowie Aufhebung des PHFG im Hinblick auf die Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung	9
4.1.1	Änderungen des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität (UniG)	9
4.1.2	Schlussbestimmungen	10
4.1.3	Gesetz vom 11. Dezember 2018 über den Mittelschulunterricht (MSG)	11
4.1.4	Aufhebung des Gesetzes vom 21. Mai 2015 über die Pädagogische Hochschule Freiburg	11
4.2	Weitere vom Staatsrat vorgeschlagene Änderungen des UniG	12

5	Finanzielle und personelle Auswirkungen	13
5.1	Eine kostenneutrale Umsetzung	13
5.2	Auswirkungen auf die Gehaltsklassen künftiger Primarlehrpersonen	14
5.3	Künftiges Gebäude	14
5.4	Positive wirtschaftliche Auswirkungen durch eine grössere Ausstrahlung der Universität	14
6	Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	15
7	Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	15
8	Übereinstimmung mit Bundesrecht und Kantonsverfassung sowie Euro-Kompatibilität des Projekts	15
9	Unterstellung unter das Gesetzes- oder das Finanzreferendum	15
10	Abschliessende Beantwortung eines parlamentarischen Vorstosses	15

1 Hintergrund

1.1 Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung unter einem institutionellen Dach: Eine lang erwartete Notwendigkeit

Im Kanton Freiburg ist die Ausbildung der Lehrerinnen und Lehrer für die obligatorische Schule und die allgemeinbildende Sekundarstufe 2 gegenwärtig in besonderer Form organisiert. Für die Primarschule (1H-8H) werden die Lehrerinnen und Lehrer an der Pädagogischen Hochschule Freiburg (HEP|PH FR) ausgebildet, während die Lehrerinnen und Lehrer für die Sekundarstufe 1 (9H–11H) und die allgemeinbildende Sekundarstufe 2 (Gymnasium, FMS) sowie für die Heilpädagogik an der Universität Freiburg (UniFR) ausgebildet werden.

Diese fragmentierte Organisation der Lehrpersonenbildung in verschiedenen Institutionen erlaubt es nicht, das Synergiepotenzial zwischen den verschiedenen Einheiten (HEP|PH FR, Departement für Erziehungs- und Bildungswissenschaften, Departement für Sonderpädagogik) zu nutzen. In anderen Kantonen (z.B. Bern, Luzern, Wallis, Waadt und Genf) ist hingegen die gesamte der Lehrpersonenbildung unter einem institutionellen Dach vereint. Bereits seit mehreren Jahren wurden interne Analysen zur aktuellen Situation durchgeführt. Die externe Studie von Prof. Dr. Roman Capaul, deren Bericht im April 2019 veröffentlicht wurde, kam zum Schluss, dass die Trennung der Lehrpersonenausbildung für den Kanton Freiburg ein Nachteil sei. Mit der Einführung des HarmoS-Systems, des kantonalen Gesetzes über die obligatorische Schule und der Lehrpläne für die West- und die Deutschschweiz (PER und Lehrplan 21), die im Kern auf einer pädagogischen Gesamtvision von der 1H bis zur 11H beruhen, ist insbesondere die Aufteilung der Ausbildung der Lehrpersonen für die obligatorische Schule auf zwei Institutionen nicht mehr zeitgemäss.

Daher traf der Staatsrat am 17. September 2019 den Grundsatzentscheid, die gesamte Lehrpersonenbildung unter einem institutionellen Dach zusammenzuführen. Gleichzeitig beauftragte er die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD), die möglichen Auswirkungen auf beide Institutionen zu untersuchen, um zu bestimmen, welche Variante für die Zusammenführung zielführender wäre (Zusammenführung innerhalb der HEP|PH FR oder innerhalb der UniFR).

Nach einer Risiko- und Chancenanalyse beider Varianten bekräftigte der Staatsrat am 8. Juni 2021 diesen Entscheid und beschloss, die Lehrpersonenbildung unter dem institutionellen Dach der UniFR zusammenzuführen. Dies mit dem Ziel, diese Ausbildung mit der Schaffung eines Kompetenzzentrums für Pädagogik und Didaktik, welches die Synergien und die Zusammenarbeit der verschiedenen Einheiten fördern soll, zu stärken. Er stellte dabei klar, dass «die derzeit an der Pädagogischen Hochschule beschäftigten Personen und die in der Ausbildung der Lehrpersonen für die Sekundarstufe an der Universität tätigen Personen ihre Stellen behalten werden, wenn das neue Ausbildungszentrum geschaffen wird». Zudem betraute er die BKAD mit der Planung und den Vorbereitungen für die Umsetzung der Zusammenführung.

Diese umfassende Zusammenführung der Lehrpersonenbildung, einschliesslich der Ausbildung im Bereich der schulischen Heilpädagogik, wird es erlauben, Synergien besser zu nutzen und die Zusammenarbeit zu fördern, insbesondere in den Bereichen der Weiterbildung, der Sonderpädagogik und der Forschung. Die Schaffung eines Kompetenzzentrums für Pädagogik und Didaktik an der Universität, das die gesamte Lehrpersonenbildung unter dem Dach der Universität vereint, ist ein originelles Modell mit einem eigenständigen und attraktiven Profil in der Schweizer Hochschullandschaft. Diese Lösung ist in mehrfacher Hinsicht vielversprechend: Das Kompetenzzentrum wird die Tätigkeit der Universität Freiburg in diesem Bereich auf nationaler Ebene stärken, der Ausbildung im Kanton mehr Gewicht verleihen und die Besonderheit des Kantons Freiburg festigen, die Lehrkräfte in beiden Sprachen auszubilden: entweder ganz auf Französisch oder ganz auf Deutsch oder mit einer zweisprachigen Option.

Bezüglich der Befürchtungen hinsichtlich einer möglichen Akademisierung der Ausbildung von Primarschullehrpersonen ist daran zu erinnern, dass die Pädagogische Hochschule zu den tertiären Bildungseinrichtungen gehört, ebenso wie die Universität und die Fachhochschulen. Dass die Universität neu auch die Ausbildung zur Lehrerin oder zum Lehrer für die Primarstufe anbieten wird, ändert nichts an den Anforderungen der berufsqualifizierenden

Ausbildungen. Denn die gegenwärtig an der Universität angebotene Ausbildung zur Lehrperson für die Sekundarstufen 1 und 2 wird bereits unter diesem Gesichtspunkt betrachtet. Die Bildungsgänge für Lehrpersonen, die derzeit an der Universität angeboten werden, erfüllen alle von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und Erziehungsdirektoren (EDK) gestellten Anforderungen und Empfehlungen. Diese Anforderungen bestimmen die Studienpläne, den Anteil an Praktika und Berufspraxis, die Qualifikationen und die spezifische Ausbildung der Lehrpersonen, die die Praktikantinnen und Praktikanten vor Ort betreuen, usw. Mit der Nutzung von Synergien mit der Fachausbildung und unter der Federführung der EDK und von *swissuniversities* erfüllen die von der Universität verliehenen Lehrdiplome bereits heute die gleichen Anforderungen an die pädagogisch-didaktische Ausbildung wie die pädagogischen Hochschulen. Der Schwerpunkt liegt auf einer Ausbildung, die einen theoretischen Teil in der Hochschule und einen praktischen Teil in der Berufspraxis miteinander verbindet.

Diese Zusammenführung wird zudem der Lehrpersonenausbildung «Made in Freiburg» zu einer besseren Sichtbarkeit verhelfen und deren Attraktivität steigern, was angesichts des zunehmenden Wettbewerbs in der Schweizer Hochschullandschaft und des Mangels an Lehrpersonen in bestimmten Bereichen oder Sprachregionen umso wichtiger ist.

1.2 Ein ehrgeiziges Projekt

In Anbetracht des Umfangs des Projekts hat die BKAD eine interne Projektstruktur eingerichtet, um die Einhaltung der sehr ehrgeizigen Ziele und des Zeitplans zu ermöglichen. Denn die institutionelle Zusammenlegung sollte bis zu Beginn des Studienjahres 2025/26, spätestens aber bis zu Beginn des Studienjahres 2026/27 vollzogen sein.

Die BKAD hat einen Steuerungsausschuss (COPIL) eingesetzt, der am 28. Januar 2022 wiederum einen Projektausschuss (COPRO) ernannt und beauftragt hat, die Grundzüge der Organisationsstruktur und der Führung der neuen Organisationseinheit zu erarbeiten, die die Lehrpersonenbildung, die Sonderpädagogik, die Forschung, die Weiterbildung und die Bibliotheken vereint. Der COPRO kann zu den verschiedenen Themen des Projekts Arbeitsgruppen bilden, welche die erforderlichen Dokumente, Entscheide und nötigen Analysen zur Entscheidungsfindung des COPIL vorbereiten. In diesen Steuerungsgremien sind beide Hochschulen gleichermaßen vertreten. Darüber hinaus setzen sich der Senat der Universität sowie die Kommission HEP|PH FR weiterhin für ihre Institution ein und sind in den laufenden Veränderungsprozess eingebunden.

In den ersten Monaten des Projekts arbeiteten der COPIL und der COPRO vor allem an der Entwicklung eines Konzepts für die Führung und Organisation der neuen Einheit. So traf der COPIL diesbezüglich im Juli 2022 einen Grundsatzentscheid, der die Grundlage für die vorliegende Botschaft zur Änderung des Universitätsgesetzes bildet. Parallel dazu wird die Arbeit der verschiedenen Arbeitsgruppen an den zahlreichen Themen (Bibliotheken, IT, Personalwesen, Finanzen, Infrastruktur, Verwaltungsdienste usw.) fortgesetzt, die angegangen werden müssen, damit die institutionelle Zusammenführung tatsächlich innerhalb der geplanten Frist umgesetzt werden kann.

1.3 Finanzierung des Projekts

Im Rahmen der Aufstellung der Staatsrechnung 2022 hat der Staatsrat beschlossen, der Universität einen Betrag von 4 Millionen Franken für ihren Innovations- und Entwicklungsfonds bereitzustellen. Ein Teil dieser Summe wird es der Universität insbesondere ermöglichen, den mit der Umsetzung der Zusammenführung der Universität und der Pädagogischen Hochschule verbundenen Finanzbedarf zu decken. Denn dieses ehrgeizige Projekt erfordert vorübergehend zusätzliche Ressourcen, um insbesondere während der Übergangszeit qualifiziertes Personal einzustellen, das für das Projektmanagement und den Aufbau der Übergangs- und der künftigen Strukturen der neuen Fakultät unerlässlich ist. Diese Mittel werden entsprechend den spezifischen Bedürfnissen zwischen den beiden betroffenen Institutionen aufgeteilt.

1.4 Konzept für die Struktur und Führung der künftigen Einheit

Das Konzept für die Struktur und die Führung der künftigen Einheit, die innerhalb der Universität Freiburg für die Lehrpersonenausbildung zuständig sein wird, wurde vom COPRO ausgearbeitet und anschliessend allen direkt betroffenen Interessengruppen zur Vorvernehmlassung vorgelegt. Das Ergebnis dieser internen Vorvernehmlassung hat gezeigt, dass das Projekt insgesamt sehr positiv aufgenommen wurde. Die aufgeworfenen Fragen betrafen vor allem folgende Punkte:

- > die Angemessenheit der neuen Einheit in Bezug auf die üblichen Universitätsstrukturen (Fakultät, Departement und die entsprechenden Leitungsorgane);
- > die Einbindung der Sonderpädagogik sowie die Verbindung, die mit der Ausbildung in klinischer Heilpädagogik und Sozialpädagogik aufrechterhalten werden muss;
- > die Verknüpfungen zwischen der Lehrpersonenausbildung und anderen Interessengruppen, insbesondere den Unterrichtsämtern der BKAD, die wichtige, aber nicht die einzigen Arbeitgeber für die Studienabgängerinnen und -abgänger der neuen Einheit sind.

Auf der Grundlage der Anmerkungen zu bestimmten Aspekten des Projekts überarbeitete der COPRO das Konzept und legte dem COPIL eine neue Version zur Annahme vor. Dieser validierte das Modell einer neuen Fakultät für Bildungswissenschaften. Die Statuten und andere interne Reglemente der Universität müssen entsprechend angepasst oder neu erstellt werden. Dabei können am vorliegenden Entwurf noch kleinere Änderungen vorgenommen werden.

Im Vergleich mit den fünf bestehenden Fakultäten der Universität wird sich die neue Fakultät, bezogen auf ihre Grösse, wie folgt positionieren:

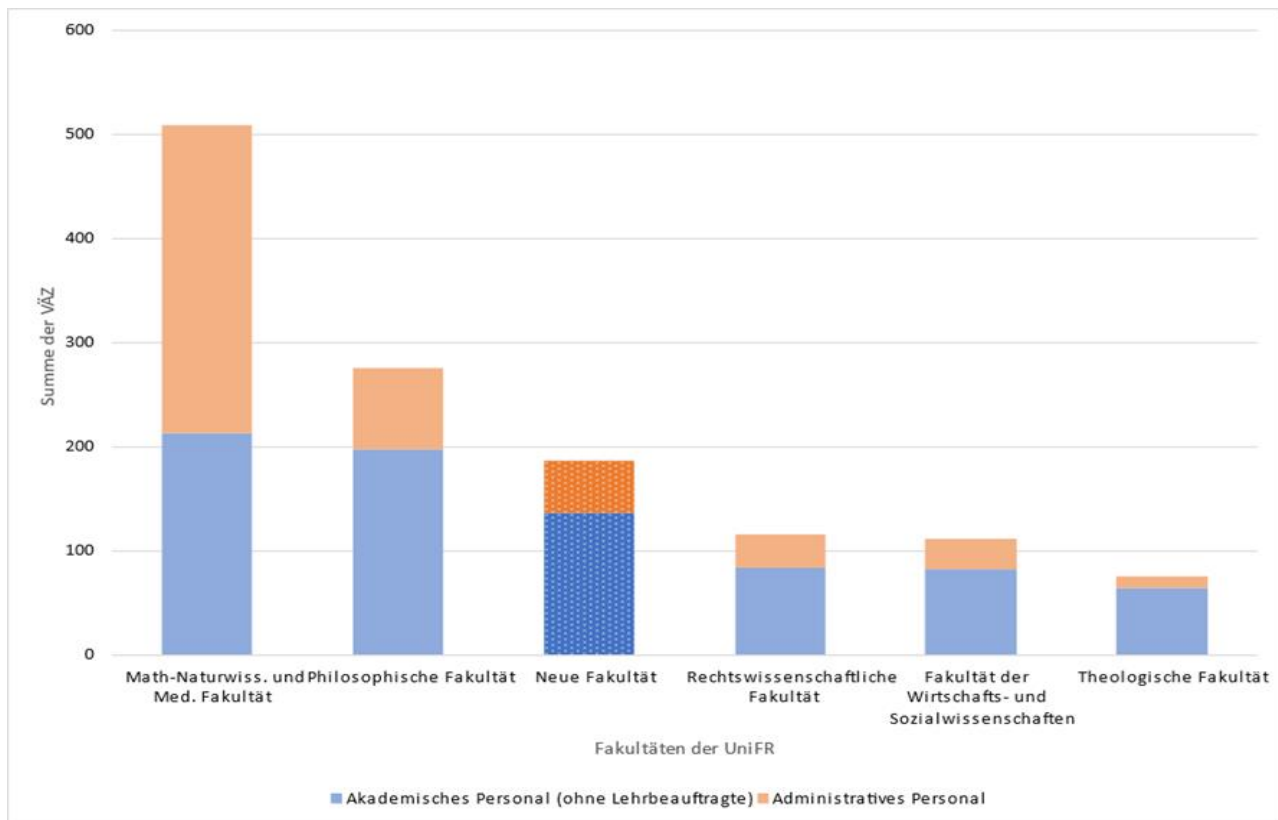


Abbildung 1. Indikative Positionierung der neuen Fakultät in Bezug auf das akademische und administrative Personal (in VZÄ)

Diese neue Fakultät für Bildungswissenschaften wird in verschiedene Abteilungen gegliedert sein:

- > Ein Departement für Lehrpersonenbildung, das die Primarstufe sowie die Sekundarstufe 1 und 2 umfasst. Seine Organisation und Führung entsprechen denjenigen eines Departements. Die Einzelheiten seiner Struktur sind im Einzelnen im Rahmen der Erarbeitung der Fakultäts- und Departementsstatuten zu erarbeiten, wobei bewährte Organisationseinheiten wie etwa das ZELF (Zentrum für Lehrerinnen- und Lehrerbildung Freiburg), das CERF (Centre d'enseignement et de recherche pour la formation à l'enseignement au secondaire) und die heutige HEP|PH FR in geeigneter Weise zu integrieren sind. Im Rahmen der Ausarbeitung dieser Statuten sollte zudem geprüft werden, inwiefern spezifische Regelungen vorzusehen sind, welche den Anforderungen der berufsorientierten Lehrpersonenbildung Rechnung tragen. Es ist geplant, einen Beirat zu bilden, der einen ständigen Austausch zwischen den Interessengruppen innerhalb und ausserhalb der Universität fördert.

- > Ein Departement für Sonderpädagogik, das dem heutigen Departement entspricht. Mit der Erhaltung des Departements mit seinen auf die Heilpädagogik und die Sonderpädagogik ausgerichteten Studienprogrammen in seiner heutigen Form wird seiner guten Sichtbarkeit Rechnung getragen. Die über Jahre aufgebaute «Marke» ist zusammen mit der Grösse ein zentraler Erfolgsfaktor für die Wettbewerbsfähigkeit sowohl hinsichtlich der Einwerbung von Forschungsfördermitteln (vor allem vom SNF) wie auch der Attraktivität für ausserkantonale Studierende, welche den Hauptteil der Studierenden ausmachen. Die bereits heute bestehende Zusammenarbeit im Bereich der Lehrpersonenbildung wird durch die Bildung einer Fachkommission speziell für diesen Bereich sowie durch die Einsetzung eines Beirats weiter ausgebaut.
- > Ein Departement für Erziehungswissenschaften, das den heutigen Erziehungswissenschaften entspricht. Die institutionelle Einbindung in die neue Fakultät ermöglicht die Aufrechterhaltung der engen Verbindungen in den Bereichen Erziehung, Bildung und Lernen, welche die Grundlage für wissenschaftliche Forschungsaktivitäten, pädagogische und soziale Berufe und Tätigkeiten in verwandten Berufen bilden. Nebst dem Studium «Erziehungswissenschaften» soll das Studium «Pädagogik/Psychologie» weiterhin in Zusammenarbeit mit der Philosophischen Fakultät angeboten werden.

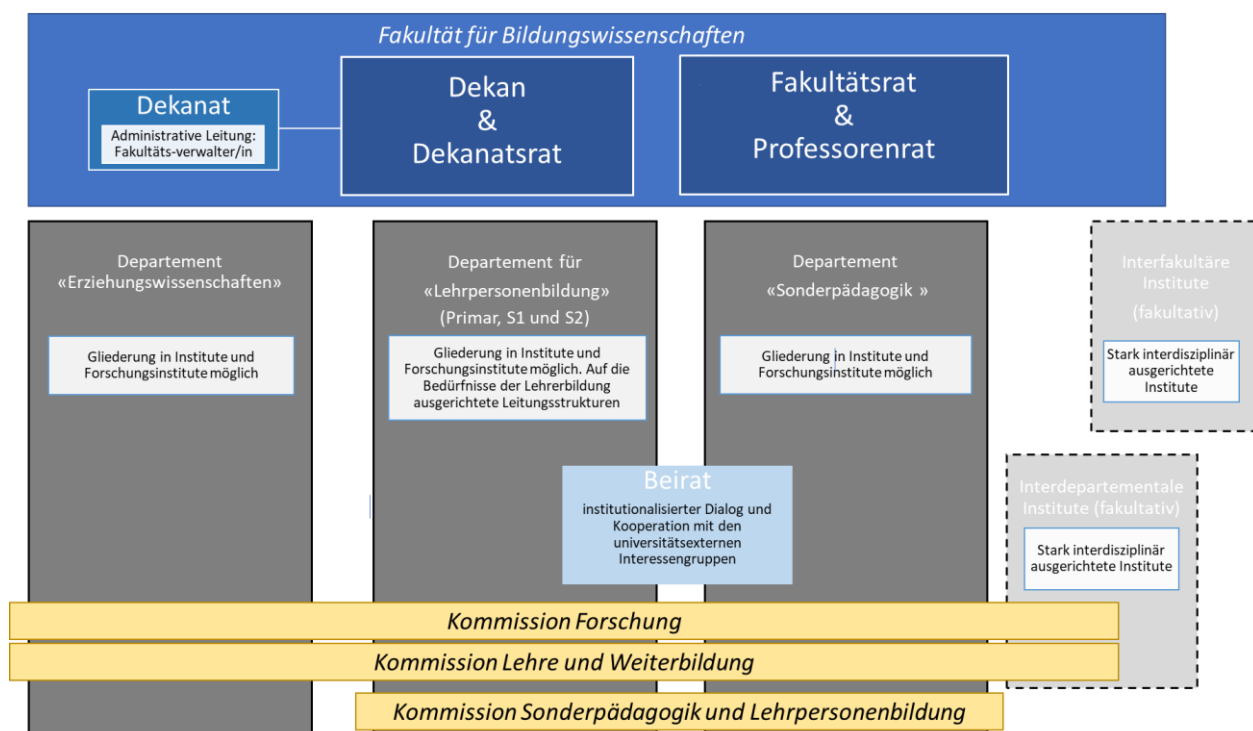


Abbildung 2: Organigramm der neuen Fakultät für Bildungswissenschaften

Das Institut für Mehrsprachigkeit (IFM) ist ein interdisziplinäres Universitätsinstitut der Philosophischen Fakultät. Es handelt sich um ein interinstitutionelles Institut, das gemeinsam mit der HEP|PH FR geleitet wird (Art. 1 Abs. 1 der Statuten des Instituts). Die Adolphe Merkle-Stiftung und die Stiftung für Forschung und Entwicklung der Mehrsprachigkeit des Staates Freiburg decken seine Grundfinanzierung ab. Seine Anbindung an die Universität Freiburg bleibt bestehen und seine Rolle als interfakultäres Institut beibehalten.

Analog zu den anderen Fakultäten sorgt die Dekanin oder der Dekan für den reibungslosen Ablauf der Fakultät und wird dabei von einer Fakultätsverwalterin oder einem Fakultätsverwalter unterstützt.

Die Weiterbildung sowie die Erbringung von Dienstleistungen für Dritte sind zwei Besonderheiten der Pädagogischen Hochschule. In der aktuellen Struktur der HEP|PH FR sind sie einer Abteilungsleiterin unterstellt. Sie bieten insbesondere Dienstleistungen an, die speziell für die Primarlehrpersonen des Kantons bestimmt sind, wie z. B. die Bereitstellung von Lehrmaterial sowie obligatorische Weiterbildungskurse, die in Zusammenarbeit mit den Unterrichtsämtern der BKAD organisiert werden. Diese Dienstleistungen sind auch für die Mitarbeiterinnen und

Mitarbeiter sowie die Studierenden der Hochschule im Rahmen der Lehre, Weiterbildung und Forschung wichtig. Die künftige Positionierung dieser beiden spezifischen Dienste wird von den im Rahmen des Projekts eingerichteten tripartiten Arbeitsgruppen eingehend analysiert und zu einem späteren Zeitpunkt festgelegt.

Die Aufgaben, Kompetenzen und Zuständigkeiten der verschiedenen Einheiten und der Führungsorgane, insbesondere des Departements für Lehrpersonenausbildung, werden im Verlauf der weiteren Projektarbeiten – namentlich im Rahmen der Erarbeitung der neuen Fakultätsstatuten – im Einzelnen festgelegt. Eine zentrale Zielsetzung wird es sein, die derzeit von der HEP|PH FR für die Primarlehrpersonen des Kantons Freiburg erbrachten Dienstleistungen nicht zu schwächen, sondern nach Möglichkeit auf die Lehrpersonen der anderen Bildungsstufen auszudehnen. Gleichzeitig sollen bestehende oder neu zu schaffende Synergienmöglichkeiten genutzt werden.

Eine institutionalisierte Koordination und Zusammenarbeit innerhalb der neuen Fakultät wie auch mit anderen Einheiten, etwa der Philosophischen Fakultät, sind zusammen mit dem Dialog mit den universitätsexternen Interessengruppen ein zentraler Faktor für eine qualitativ hochstehende Lehrpersonenbildung. Deren Zusammenführung unter dem Dach der Universität bietet diesbezüglich eine grosse Chance.

Innerhalb der Fakultät wird die transversale Zusammenarbeit wie folgt gefördert und entwickelt:

- > durch die Einsetzung einer fakultären Kommission Forschung, deren Ziel und Aufgabe im Wesentlichen die Koordination der Forschung innerhalb der Fakultät und die Planung gemeinsamer Forschungsvorhaben ist;
- > durch die Einsetzung einer fakultären Kommission Lehre und Weiterbildung, welche die Koordination und Entwicklung der Lehr- und Weiterbildungsaktivitäten innerhalb der Fakultät verbessern und fördern soll;
- > durch die Einsetzung einer fakultären Kommission Sonderpädagogik und Lehrpersonenbildung, welche die Zusammenarbeit zwischen der Sonderpädagogik (insbesondere der schulischen Heilpädagogik) und der Lehrpersonenbildung fördern und koordinieren soll. Sie wird konkrete Vorschläge zur Förderung und Weiterentwicklung der Zusammenarbeit zwischen dem Departement für Lehrerinnen- und Lehrerbildung sowie dem Departement für Sonderpädagogik erarbeiten.

Allen drei Kommissionen gemeinsam ist der Auftrag, die Zusammenarbeit zwischen den akademischen Einheiten der Fakultät und damit die Entwicklung eines gemeinsamen Identitätsverständnisses der neuen Fakultät zu fördern. Zweck, Auftrag, Zusammensetzung und Kompetenzen der drei Kommissionen sollen in den nächsten Monaten bestimmt werden.

Die akademische Zusammenarbeit mit anderen Fakultäten und deren Einheiten soll gewährleistet und gefördert werden, insbesondere die Zusammenarbeit zwischen dem Departement für Sonderpädagogik und dem Departement für Erziehungswissenschaften mit den Departementen bzw. Fachbereichen der Philosophischen Fakultät.

Der Beirat institutionalisiert den Dialog und die Kooperation mit den universitätsexternen Interessengruppen (insbesondere den kantonalen Behörden und den Schulen) und folgt dazu einem Verfahren, das im Einzelnen noch festzulegen ist. Als beratendes Organ hat der Beirat den Charakter eines *Sounding Board* (Fachgremiums), in dem die Unterrichtsämtler der BKAD, die Schulen, die universitären Departemente der anderen Fachgebiete sowie weitere wichtige, noch zu bestimmende Partnerinnen und Partner vertreten sind, um den Praxisbezug zu gewährleisten.

1.5 Anstehende Implementierungsarbeiten

Die vorliegende Änderung des Universitätsgesetzes ist eine wichtige und notwendige Etappe zur Umsetzung des Projekts. Sie wird die Rechtsgrundlage für alle weiteren Änderungen von Rechtserlassen sowie für die konkreten Änderungsmassnahmen bilden, mit denen die Zusammenführung der beiden betroffenen Institutionen in die Tat umgesetzt werden soll.

Zunächst müssen die Statuten der Universität angepasst werden, um insbesondere die Integration des Lehrkörpers der HEP|PH FR zu ermöglichen und die neue Fakultät darin zu verankern. Diese Änderung der Statuten wird eine umfassende Vernehmlassung bei allen Beteiligten der beiden Institutionen beinhalten. Die Übergangsbestimmungen werden verschiedene konstituierende Organe der neuen Fakultät vorsehen, in die beide Hochschulen ausgewogen

integriert werden. Die Verabschiedung der Statuten der neuen Fakultät wird auch interne Anhörungen der beiden beteiligten Institutionen erfordern.

2 Weiteres Verfahren zur Motion 2021-GC-55

Mit der am 7. April 2021 eingereichten Motion 2021-GC-55 «*1H–11H Lehrpersonenausbildung unter einem Dach: Gesetzliche Grundlagen*» erinnerten Grossrätin Bernadette Mäder-Brühlhart und Grossrat André Schneuwly sowie 18 Mitunterzeichnende daran, dass die Aufteilung der Lehrpersonenausbildung im Kanton Freiburg auf zwei Institutionen, die HEP|PH FR für die Primarstufe und die Universität für die allgemeinbildenden Sekundarstufen 1 und 2, zahlreiche Fragen aufwerfe. Die Verfasserin und der Verfasser der Motion forderten daher den Staatsrat auf, ein Gesetz auszuarbeiten, das die institutionelle Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung von der 1H bis 11H innerhalb eines angemessenen Zeitraums ermöglicht.

Am 6. Oktober 2021 folgte der Grosse Rat dem Vorschlag des Staatsrats und nahm diese Motion mit 89 gegen 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen an. So ist der Staatsrat verpflichtet, innerhalb eines Jahres eine gesetzliche Grundlage zu unterbreiten, um diese institutionelle Zusammenführung zu ermöglichen.

Die vorliegende Botschaft und die damit verbundenen Änderungsvorschläge für das Gesetz über die Universität gehen auf die Annahme der Motion zurück.

3 Vernehmlassung

Zum Gesetzesvorentwurf wurde vom 14. Oktober 2022 bis zum 16. Januar 2023 eine externe Vernehmlassung gemäss Artikel 22 Absatz 1 des Reglements vom 24. Mai 2005 über die Ausarbeitung der Erlasse (AER; SGF 122.0.21) durchgeführt. Bei der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten gingen über das Amt für Universitätsfragen 42 Stellungnahmen ein.

Aus diesen Antworten geht hervor, dass die Beteiligten die Änderung des UniG und die Aufhebung des PHFG bzw. die geplante Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung unter dem institutionellen Dach der Universität generell unterstützen. Darüber hinaus gab es im Rahmen der Vernehmlassung keine Rückmeldungen, die sich grundsätzlich gegen die Vorentwürfe ausgesprochen hätten.

Die meisten Antwortenden machten Änderungsvorschläge, die sich auf allgemeine Aspekte der geplanten Zusammenführung bezogen und nicht auf die in den Gesetzesvorentwürfen vorgeschlagenen Gesetzesänderungen. Die eingegangenen Antworten betrafen vor allem die Befürchtung hinsichtlich einer Akademisierung der Lehrpersonenausbildung für die Primarschulen, die Trennung der Lehrpersonenausbildung von der Sonderpädagogik innerhalb der neuen Fakultät, die Organe der neuen Fakultät und ihre Rollen, die Integration des Personals der HEP|PH FR und die ausgewogene Vertretung der drei Departemente in den Fakultätsräten.

Auf Vorschlag des Amtes für Gesetzgebung (GeGA) wurden der Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Universität und der Gesetzesvorentwurf zur Aufhebung des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule Freiburg in einem einzigen Gesetzesentwurf vereint. Darüber hinaus wurde als Reaktion auf eine weitere Bemerkung dieses Amtes die Änderung von Artikel 2 Abs. 1 Bst. e ergänzt, um die Aufgaben der Weiterbildung von Lehrpersonen und der spezifischen Dienstleistungen für Lehrpersonen in das UniG aufzunehmen. Als Antwort auf einen Kommentar der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft wurden Übergangsbestimmungen hinzugefügt, um eine materielle Rechtsgrundlage zu schaffen, die sicherstellt, dass Studierende, die ihre Ausbildung an der HEP|PH FR begonnen haben, ihre Ausbildung an der Universität ungehindert fortsetzen können. Darüber hinaus werden auch

die Rechtswege für Entscheide, die unter dem Gesetz über die Pädagogische Hochschule Freiburg getroffen werden, geklärt und im vorliegenden Gesetzesentwurf formell verankert.

4 Kommentar zu den Artikeln

4.1 Änderungen des UniG und des MSG sowie Aufhebung des PHFG im Hinblick auf die Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung

Angesichts des Inhalts der Artikel bzw. der geänderten oder hinzugefügten Absätze werden die Artikel in einer thematischen Reihenfolge behandelt:

4.1.1 Änderungen des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität (UniG)

Art. 2 Abs. 1

d) Sie trägt zur Weiterbildung bei. (geändert)

Um die Palette der möglichen Weiterbildungen, die von der Universität angeboten werden, zu erweitern, wird vorgeschlagen, auf den Zusatz «auf Universitätsstufe» zu verzichten. Erstens wird diese Präzisierung als überflüssig erachtet, da dies bei Studiengängen, die von einer Universität angeboten werden, selbstverständlich erscheint. Zweitens geht es bei der vorliegenden Gesetzesänderung darum, den spezifischen Aufgaben in Zusammenhang mit der Fort- und Weiterbildung des Lehrpersonals, insbesondere im Bereich des obligatorischen Unterrichts, Rechnung zu tragen, die derzeit im PHFG formalisiert sind (insbesondere Art. 3 Abs. 1 Bst. b und Art. 28 PHFG). In diesem Zusammenhang stand in der Botschaft 2014-DICS-74 Folgendes: «Der allgemeine Ausdruck «Personal» wurde für mehr terminologische Klarheit gewählt und auch, weil sich das Fort- und Weiterbildungsangebot (Zertifikatslehrgänge) an ein breites Publikum richten kann: sowohl an Lehrpersonen der Primarstufe als auch an das Lehrpersonal der Orientierungsschulen oder an ihre Kader, an die Schulverantwortlichen, an das Personal der HEP-PH FR usw.» So muss im Rahmen der Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung an der Universität sichergestellt werden, dass diese wesentlichen Leistungen erhalten bleiben und insbesondere auf andere Akteurinnen und Akteure im Schulwesen ausgeweitet werden, vor allem auf die Lehrkräfte der allgemeinbildenden Sekundarstufe 2 und auf die Lehrpersonen im sonderpädagogischen Bereich.

e) Sie gewährleistet die Aus- und Weiterbildung der Lehrpersonen und erbringt Dienstleistungen zu deren Gunsten. (neu)

Um sicherzustellen, dass diese Studiengänge auch wirklich langfristig auf dem Kantonsgebiet angeboten werden, erschien es wichtig, diese neue Aufgabe der Universität explizit in einer formalgesetzlichen Grundlage zu verankern, und dies, obwohl andere Aufgaben nicht explizit im Gesetz genannt werden. Der allgemeine Begriff «Lehrerinnen und Lehrer» umfasst die Lehrpersonen der obligatorischen Schule (einschliesslich der Sekundarstufe 1), der allgemeinbildenden Sekundarstufe 2 (entspricht der S2 im Kanton Freiburg) sowie der schulischen Heilpädagogik. Dabei ist zu beachten, dass derzeit von der HEP|PH FR nur die Ausbildung der Lehrpersonen für den ersten und den zweiten Zyklus (1H bis 8H) angeboten wird und somit für die Universität neu sein wird. Die übrigen pädagogischen und didaktischen Bildungsgänge werden bereits jetzt an der Universität angeboten.

Durch die vollständige und uneingeschränkte Übernahme der Tätigkeiten der HEP|PH FR wird die Universität verpflichtet, auch die spezifischen Aufgaben dieser Hochschule zu erfüllen. Dazu gehören vor allem die Forschungs- und Entwicklungstätigkeit zu den Themen Erziehung und Bildung (Art. 3 Abs. 1 Bst. c PHFG) sowie die Bereitstellung von Lehr- und Lernmaterialien für die berufliche Tätigkeit und die Ausbildung von Personen, die im Bereich des obligatorischen Unterrichts, und an der Fakultät für Bildungswissenschaften tätig sind (Art. 3 Abs. 1 Bst. d PHFG). Zur Weiterbildung siehe den Kommentar zu Buchstabe d) oben.

Die anderen Aufgaben, die der HEP|PH FR gemäss PHFG übertragen werden, sind bereits integrale Bestandteile der im UniG verankerten Aufgaben der Universität, insbesondere die Forschungstätigkeit (Art. 2 Abs. 1 Bst. b UniG), das Engagement für eine sprachliche Ausgewogenheit an der Universität (Art. 6 UniG), die Förderung der Chancengleichheit, der Beitrag zur wissenschaftlichen, kulturellen, sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung der Gesellschaft (Art. 1 UniG) und die Erbringung von Dienstleistungen für Dritte (Art. 2 Abs. 3 UniG).

Art. 29 Abs. 1 Bst. d die Reglemente und die Studienpläne. (geändert)

d) (geändert) [DE: (unverändert)] *die Reglemente und die Studienpläne zur Lehrerinnen- und Lehrerbildung.*

Dieser Artikel erfährt nur eine formale Änderung zur geschlechtergerechten Formulierung.

In der vorliegenden Botschaft ist jedoch daran zu erinnern, dass die Reglemente und Studienpläne der von der Universität angebotenen Programme zur Ausbildung von Lehrpersonen für die obligatorische Schule (Primarschule und Sekundarstufe 1), die Sekundarstufe 2, die Sonderpädagogik und die Logopädie gemäss Artikel 29 Abs. 2 Bst. d UniG von der Direktion genehmigt werden müssen. Die Anerkennung von Lehrdiplomen fällt in den Zuständigkeitsbereich der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und Erziehungsdirektoren (EDK) und wird durch interkantonale Vereinbarungen geregelt, die eine solche Genehmigung erfordern. Andere von der Universität angebotene Programme erfordern hingegen keine Genehmigung durch die Direktion.

Art. 34 Abs. 1 Rektorat – Zusammensetzung (geändert)

¹ *Dem Rektorat gehören die Rektorin oder der Rektor und zwei bis fünf Vizerektorinnen und Vizerektoren an. Die Statuten der Universität bestimmen die Anzahl der Vizerektorinnen und Vizerektoren.*

Nach Artikel 62 Abs. 1 der Statuten vom 4. November 2016 der Universität Freiburg gehören dem Rektorat die Rektorin oder der Rektor an sowie eine Vizerektorin oder ein Vizerektor von jeder Fakultät, welcher die Rektorin oder der Rektor nicht angehört. Mit der Schaffung einer zusätzlichen Fakultät im Rahmen der Zusammenführung der Lehrpersonenbildung an der Universität Freiburg gilt es im Sinne dieser Bestimmung, die Anzahl der Vizerektorinnen und Vizerektoren auf fünf zu erhöhen. So kann die Zusammensetzung des Rektorats mit der Repräsentation jeder Fakultät im Einklang mit dem Universitätsgesetz weitergeführt werden.

4.1.2 Schlussbestimmungen

Art. 50a (neu)

¹ *Die Universität legt die für die Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung notwendigen internen Übergangsbestimmungen zur Änderung vom ... (ASF 2023_000) fest.*

Die Bestimmungen zur Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung im vorliegenden Gesetzesentwurf sind in Artikel 2 Abs. 1 Bst. e, Artikel 34 Abs. 1 und Artikel 50b UniG festgelegt. Für die konkrete Umsetzung der Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung müssen in den internen Regelungen der Universität, in erster Linie in den Statuten der Universität, für verschiedene Bereiche Bestimmungen eingefügt werden, darunter auch gewisse Übergangsbestimmungen. Diese Übergangsbestimmungen werden unter anderem die Ernennung der konstituierenden Organe der künftigen Fakultät, etwa den konstituierenden Fakultätsrat und den konstituierenden Dekanatsrat, ermöglichen. Die üblichen Konsultationsverfahren für die Änderung dieser Regelungen werden angepasst, um alle betroffenen Interessengruppen einzubeziehen, insbesondere bei der Pädagogischen Hochschule. Zu beachten ist, dass das Amt für Gesetzgebung das Datum der Änderung und die entsprechende ASF-Nummer in Art. 50a entsprechend dem Datum der Verabschiedung durch den Grossen Rat einfügen wird.

Art. 50b (neu)

¹ *Studierende, die ihre Ausbildung an der Pädagogischen Hochschule Freiburg begonnen haben, setzen ihre Ausbildung an der Universität fort.*

Mit dieser Übergangsbestimmung wird sichergestellt, dass die Studierenden der HEP|PH FR ihre Ausbildung – unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der HEP|PH FR erfüllen – an der Universität fortsetzen können, sobald die Zusammenführung der beiden Institutionen tatsächlich erfolgt ist. Die Universität regelt die diesbezüglichen Übergangsbestimmungen gemäss Artikel 50a Abs. 1.

² *Die unter dem Gesetz über die Pädagogische Hochschule Freiburg getroffenen Entscheide sind nach den in derselben Gesetzgebung vorgesehenen Rechtsmitteln anfechtbar.*

Dieser Absatz weist darauf hin, dass die Verfahren der HEP|PH FR, die vor der Zusammenführung begonnen wurden, unter dem PHFG beendet werden können. Dabei wird es sich hauptsächlich um mögliche Verfahren im Zusammenhang mit Entscheiden handeln, die von der HEP|PH FR im Juli vor der Zusammenführung getroffen wurden. Sobald die Zusammenführung der beiden Institutionen vollzogen ist, können die von der Universität getroffenen Entscheide nach den an der Universität üblichen Rechtswegen angefochten werden. Sollte dennoch nach der Zusammenführung ein Entscheid über eine nach den Bestimmungen des PHFG durchgeführte zertifizierende Beurteilung mitgeteilt werden, bleibt in diesem besonderen Fall das PHFG anwendbar.

4.1.3 Gesetz vom 11. Dezember 2018 über den Mittelschulunterricht (MSG)

Art. 12 Abs. 1 Fachmittelschulbildung (geändert)

¹ *Die Fachmittelschulbildung hat zum Ziel, die Schülerinnen und Schüler auf eine höhere berufliche Fachausbildung oder auf ein Studium an einer Fachhochschule, einer pädagogischen Hochschule oder auf den Studiengang für die Primarstufe an der Universität Freiburg vorzubereiten.*

Sobald die Zusammenführung der Institutionen vollzogen ist, wird die Ausbildung zur Primarlehrerin oder zum Primarlehrer nicht mehr an der Pädagogischen Hochschule Freiburg, sondern an der Universität Freiburg stattfinden. Daher wurde dieser Artikel ergänzt, um sicherzustellen, dass Studierende, die ihre Ausbildung an der Fachmittelschule mit einer Fachmaturität für das Berufsfeld Pädagogik abgeschlossen haben, Zugang zur Ausbildung zur Primarlehrerin oder zum Primarlehrer an der Universität Freiburg haben.

4.1.4 Aufhebung des Gesetzes vom 21. Mai 2015 über die Pädagogische Hochschule Freiburg

Der Erlass SGF 433.1 (Gesetz über die Pädagogische Hochschule Freiburg (PHFG), vom 21.05.2015) wird aufgehoben.

Da die Pädagogische Hochschule Freiburg in die Universität eingebunden und die Verpflichtung zur Ausbildung von Lehrkräften durch die Universität in das UniG aufgenommen werden soll, hat das PHFG keine Berechtigung mehr und muss daher gesamthaft aufgehoben werden.

Inkrafttreten

Das Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt am 1. September 2023 in Kraft, mit Ausnahme der Aufhebung des PHFG, der Artikel 2 Abs. 1 Bst. e und f, 34 Abs. 1 und 50b UniG sowie Artikel 12 MSG.

Der Staatsrat legt zu einem späteren Zeitpunkt das Datum des Inkrafttretens der Aufhebung des PHFG, der Artikel 2 Abs. 1 Bst. e und f, 34 Abs. 1 und 50b UniG sowie von Artikel 12 MSG fest.

Der Staatsrat wird das Datum des Inkrafttretens des Gesetzes zur Aufhebung des PHFG festlegen, sobald die Zusammenführung tatsächlich erfolgt ist. Zu gegebener Zeit wird er damit beauftragt, auch die daraus resultierenden Reglemente aufzuheben. Die im PHFG und seinen Ausführungsbestimmungen enthaltenen Artikel, deren Inhalt nicht bereits in die Gesetzgebung der Universität integriert ist, werden falls nötig im Rahmen der Revision der Statuten der Universität, der Schaffung der Statuten der neuen Fakultät und/oder der Revision der verschiedenen internen

Reglemente der Universität übernommen. Dabei müssen den Besonderheiten der Ausbildung von Primarlehrpersonen, wie z. B. die Aufnahmebedingungen, Rechnung getragen werden.

Zudem ist ein späteres Inkrafttreten der Artikel 2 Abs. 1 Bst. e, 34 Abs. 1 und 50b UniG sowie der Aufhebung des PHFG notwendig, damit die HEP|PH FR ihr Mandat bis zur effektiven Zusammenführung innerhalb der Universität im Jahr 2025 weiter ausüben kann.

4.2 Weitere vom Staatsrat vorgeschlagene Änderungen des UniG

Im Zusammenhang mit einer Teilrevision des UniG zur institutionellen Zusammenführung der Lehrpersonenbildung schlägt der Staatsrat folgende zusätzliche Änderungen vor:

Art. 10cbis Urheberrecht (neu)

Dieser Artikel wird aufgrund der kürzlich erfolgten Aufnahme von Artikel 74a in das Gesetz über das Staatspersonal (StPG) hinzugefügt. Daher erscheint es sinnvoll, diese Änderung im Rahmen der vorliegenden Revision des UniG zu berücksichtigen.

Generell und wie andere Universitäten und Hochschulen auch hat die Universität Freiburg ein Interesse daran, dass das in ihrer Institution erworbene «wirtschaftlich verwertbare Fachwissen», also vor allem Software und Forschungsdaten, ihr gehört. So ist eine umfassende Abtretung der Urheberrechte an allen Werkkategorien an die Universität vorgesehen, mit Ausnahme der Rechte an Werken, die Gegenstand eines Verlagsvertrags sein sollen (vgl. Art. 380 OR). Diese Regelung steht im Übrigen im Einklang mit der Regelung betreffend die Erfindungen (Art. 10c UniG).

Zu beachten ist, dass die Studierenden von diesem Artikel nicht betroffen sind. Daher bleiben sie gemäss dem Bundesgesetz über das Urheberrecht und verwandte Schutzrechte (URG) Inhaberin bzw. Inhaber der Rechte an ihren Werken, die sie im Rahmen ihres Studiums geschaffen haben. Bei Personen mit gemischtem Status muss eine Einzelfallanalyse der Situation durchgeführt werden.

Abs. 1: Unter «Kurs- und Prüfungsunterlagen» ist alles zu verstehen, was mit dem Ziel verfasst wird, den Studierenden Wissen zu vermitteln und ihr Wissen zu überprüfen. Dies gilt auch für Sammlungen von Übungen oder praktischen Arbeiten.

Abs. 2: Dies gilt insbesondere für wissenschaftliche Veröffentlichungen in wissenschaftlichen Zeitschriften, aber auch für Doktorarbeiten. Da sich die Universität nicht in die Belange von Verlagsverträgen einmischen will (vgl. Art. 380 OR), ist es gerechtfertigt, dass die Verfasserin bzw. der Verfasser als natürliche Person Inhaberin bzw. Inhaber der entsprechenden Rechte bleibt und die diesbezüglichen Aspekte mit der jeweiligen Verlegerin oder dem jeweiligen Verleger regelt. Diese Regel entspricht der sowohl an der Universität wie auch an der HEP|PH FR heute üblichen Praxis. Da Publikationen häufig das Ergebnis der Zusammenarbeit von Professorinnen und Professoren verschiedener Institutionen sind, wäre eine Regelung, die eine Abtretung der Rechte durch jede Institution erfordert, schwierig umzusetzen.

Abs. 4: So bleiben insbesondere die Bestimmungen zur «Veröffentlichung und Zugänglichmachung von Forschungsergebnissen» des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) vorbehalten. Ein Beispiel: Gemäss Artikel 44 Abs. 3 des Beitragsreglements des SNF werden den Projektpartnerinnen und Projektpartnern sowie den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern ihrem wissenschaftlichen Beitrag angemessene Mitsprache- und Autorenrechte eingeräumt.

Abs. 5: In den Ausführungsbestimmungen können namentlich die Urheberrechte an unveröffentlichten Doktorarbeiten geregelt werden. Unter einer angemessenen Entschädigung versteht man eine angemessene Beteiligung an möglichen Einnahmen aus dem Werk.

Art. 11c Disziplinar massnahmen

Die in der französischen Fassung von Artikel 11c d verwendete Terminologie in Bezug auf die Hierarchiestufen der Disziplinar massnahmen haben in der Praxis wiederholt zu Verwirrungen geführt. Aus dem allgemeinen Sprachgebrauch und einem Vergleich mit den Disziplinarbestimmungen anderer kantonaler Erlasse geht hervor, dass die

Disziplarmassnahme «avertissement» am häufigsten mit «Verwarnung» und «blâme» mit «Verweis» übersetzt wird. Zudem ergibt sich aus dem Vergleich mit den Disziplinarbestimmungen anderer kantonaler Erlasse, z. B. Artikel 125 Abs. 1 des Gesundheitsgesetzes (GesG, SGF 821.0.1), dass die Disziplarmassnahme «Verwarnung» als milder zu betrachten ist als die Disziplarmassnahme «Verweis». Aus diesem Grund werden die Begriffe «blâme» und «avertissement» ausgetauscht, damit «avertissement» der «Verwarnung» als mildeste Sanktion entspricht (alter Bst. c, neuer Bst. a) und «blâme» dem «Verweis» als dritter Disziplarmassnahme in der Aufzählung entspricht (alter Bst. a, neuer Bst. c).

Art. 19 Abs. 2 Beendigung des Dienstverhältnisses (der Professorenschaft)

Abs. 2: Da in der französischen Fassung der Begriff «avertissement» in diesem Zusammenhang unpassend ist, wird er durch «avis» ersetzt.

In der französischen Fassung wird «ratifier» / «ratification» durch «approuver» / «approbation» ersetzt: Änderung der Artikel 9 Abs. 5, 29 Abs. 1 und 2, 33 Abs. 1 Bst. c Ziff. 2 und 47 Abs. 1 UniG

Im Gesetzestext wird die Rechtsetzungskompetenz, einen von einem anderen Organ verabschiedeten Rechtserlass zu genehmigen, im Französischen entweder mit dem Begriff «ratifier» bzw. «ratification» oder mit dem Begriff «approuver» bzw. «approbation» bezeichnet, während im Deutschen für diese Kompetenz einheitlich der Begriff «genehmigen» oder «Genehmigung» verwendet wird. Da die Begriffe «ratifier» bzw. «ratification» und «approuver» bzw. «approbation» die gleiche Kompetenz bezeichnen und daher aus kompetenzrechtlicher Sicht keine Unterschiede zwischen diesen Begriffen gemacht werden können, erlaubt die Bereinigung dieser Begriffe eine bessere Konsistenz der Terminologie im Gesetzestext. Der Begriff «approuver» bzw. «approbation» wird der Genehmigungskompetenz bei Gesetzgebungsakten besser gerecht, weshalb «ratifier» bzw. «ratification» überall durch «approuver» bzw. «approbation» ersetzt wird. Das erstgenannte Begriffspaar wird eher für Kompetenzen ausserhalb des Rechtsetzungsverfahrens verwendet, z. B. in Zusammenhang mit Verträgen oder Vereinbarungen. Von dieser Anpassung betroffen sind die französischen Fassungen von Artikel 9 Abs. 5, Artikel 29 Abs. 1 und 2, Artikel 33 Abs. 1 Bst. c Ziff. 2 und Artikel 47 Abs. 1.

Anpassung an die gesetzestechnischen Richtlinien des Amtes für Gesetzgebung (GeGA)

Da diese Änderung, die in der Anpassung des Gesetzes an die geschlechtergerechte Sprache besteht, eine Vielzahl von Artikeln betrifft, wird in dieser Botschaft auf eine namentliche Auflistung verzichtet. Die vollständige Liste findet sich im Entwurf der Gesetzesänderung.

5 Finanzielle und personelle Auswirkungen

5.1 Eine kostenneutrale Umsetzung

Als der Staatsrat den Grundsatzentscheid für die Zusammenführung der Lehrpersonenbildung unter dem Dach der Universität getroffen hat, teilte er mit, dass dies keinesfalls eine Sparmassnahme sei. Insbesondere stellte er klar, «dass die derzeit an der Pädagogischen Hochschule beschäftigten Personen und die in der Ausbildung der Lehrpersonen für die Sekundarstufe an der Universität tätigen Personen ihre Stellen behalten werden, wenn das neue Ausbildungszentrum geschaffen wird».

Der Staatsrat hat sich zum Ziel gesetzt, die Lehrpersonenbildung im Kanton Freiburg in ihrer Substanz zu erhalten und ein Kompetenzzentrum im Bereich Pädagogik und Didaktik zu schaffen, das ein originelles Modell mit einem eigenständigen und attraktiven Profil darstellt und so die Universität Freiburg insgesamt stärkt. Folglich werden die derzeit der HEP|PH FR zugewiesenen Mittel in das Budget der Universität aufgenommen, was einen grundsätzlich neutralen Vorgang für die Staatsfinanzen darstellt. Es wird die übliche Praxis der Aufteilung zwischen zentralen Diensten (für betriebswirtschaftliche Verwaltungsaufgaben wie das Personalwesen, die Finanzen, die IT usw.) und Fakultät und Abteilungen (für akademische und pädagogisch-administrative Aufgaben) angewandt. Die Einzelheiten

der verschiedenen Transfers und der Einbindung dieser Mittel wird derzeit von den Arbeitsgruppen analysiert, die im Rahmen des Projektmanagements für die Zusammenführung gebildet wurden.

Im Rahmen der Vorbereitungen für den Entscheid des Staatsrats kam eine vorbereitende Analyse zu dem Schluss, dass die finanziellen Auswirkungen gering seien, sowohl was die Löhne der künftigen Primarlehrpersonen als auch die Kosten für den Personaltransfer von einer Institution zur anderen betrifft, allerdings in Anbetracht der sehr relativen Vorhersehbarkeit der künftigen Studierendenzahlen bis 2025/2026. Es ist jedoch klar, dass die Frage des Personaltransfers von der Pädagogischen Hochschule zur Universität eine grosse Herausforderung darstellt, deren Lösung in Zusammenarbeit mit den verschiedenen betroffenen Ämtern und Einheiten des Staates besondere Aufmerksamkeit erfordern wird. Daher sollte von Fall zu Fall eine Analyse und Begleitung erfolgen, insbesondere beim tatsächlichen Wechsel von Mitgliedern des Lehrkörpers.

Auch wenn die Zusammenführung der Lehrerinnen- und Lehrerbildung unter dem Dach der Universität an sich ein grundsätzlich kostenneutrales Vorhaben ist, so wird die Entwicklung der Lehrpersonenausbildung in den nächsten Jahren sowohl auf kantonaler als auch auf schweizerischer Ebene eine Dynamik erfahren, die sich noch nicht genau absehen oder einschätzen lässt.

5.2 Auswirkungen auf die Gehaltsklassen künftiger Primarlehrpersonen

Was die künftigen Gehaltsvorstellungen der Primarlehrpersonen betrifft, ist zunächst daran zu erinnern, dass die HEP|PH FR bereits eine Hochschule ist und dass die Diplome, die sie künftigen Lehrpersonen ausstellt, bereits Bachelorabschlüsse sind. Dies wird auch nach einer Angliederung an die Universität noch der Fall sein, da die Anerkennung der Lehrdiplome durch die EDK erfolgt. So wird es keine finanziellen Auswirkungen auf die Gehälter der zukünftigen Primarlehrpersonen oder der Lehrpersonen der anderen Stufen (Sekundarstufe 1, allgemeinbildende Sekundarstufe 2 oder schulische Heilpädagogik) geben. Auch die für diese Kategorien von Lehrpersonen ausgestellten Diplome werden durch die institutionelle Zusammenführung der beiden Hochschulen nicht beeinflusst.

5.3 Künftiges Gebäude

Um die Zusammenführung konkret umzusetzen und die gewünschten Synergien optimal nutzen zu können, wird es wichtig sein, mittelfristig die gesamte Lehrpersonenbildung auch unter einem physischen Dach zu vereinen. Aufgrund der mit der physischen Zusammenführung verbundenen Einschränkungen wird dieses Projekt jedoch in einem anderen Zeitrahmen durchgeführt als die institutionelle Zusammenführung. Während der Übergangsphase werden die derzeitigen Gebäude der HEP|PH FR an der Murtengasse in das Gebäudeportfolio der Universität aufgenommen. Sie können für die Zwecke der neuen Fakultät genutzt werden. Die temporäre Aufnahme dieser Gebäude in das Portfolio der Universität wird die Palette der Räume, die der HEP|PH FR zur Verfügung stehen, diversifizieren. Die Risiken dieser Lösung (insbesondere die Übernahme der Verwaltung der IT-Infrastruktur durch die IT-Leitung der Universität oder die veraltete Sportinfrastruktur) werden ermittelt und in das Risikoregister des Projekts aufgenommen.

5.4 Positive wirtschaftliche Auswirkungen durch eine grössere Ausstrahlung der Universität

Durch die Stärkung der Universität werden positive Effekte erwartet, vor allem im Bereich der Forschung (durch Synergien, die geschaffen werden können) und der Attraktivität für die Studierenden beider Sprachgemeinschaften. Denn dieses ehrgeizige Projekt zur Schaffung einer neuen Fakultät, die sich den Erziehungs- und Bildungswissenschaften widmet, soll eine einzigartige Positionierung im Bereich der Lehrpersonenbildung, der Pädagogik und der Didaktik ermöglichen. Zur Erinnerung: Alle von externen Instituten durchgeführten Studien bestätigen die positiven Auswirkungen für die Regionen, in denen eine Hochschule besteht. Die Hochschulen stellen ein wichtiges Element der regionalen Wirtschaft dar, da sie als Wirtschaftsfaktor für das Wettstreifen und die ständige Suche nach den «Best Practices» dienen.

6 Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

—

Dieser Entwurf hat keine negativen Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden.

7 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

—

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung wurden gemäss Artikel 197 des Grossratsgesetzes (GRG), entsprechend der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung», mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, welche die Teilrevision des Gesetzes mit sich bringt. Die Auswirkungen der Revision entfalten sich in gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Bereichen, nicht aber in der Umweltentwicklung. Sie konzentrieren sich vor allem auf die Synergien, die für die Ausbildung geschaffen werden sollen, insbesondere wird das Projekt eine bessere Kohärenz der Ausbildung in der pädagogischen Gesamtvision von der 1H bis zur 11H ermöglichen. Die Zusammenführung der Lehrpersonenbildung unter dem Dach einer Institution fördert die Durchlässigkeit zwischen den verschiedenen Studiengängen. Es wird eine Stärkung des Freiburger Standorts für die Lehrpersonenbildung und seiner Universität im Allgemeinen ermöglichen. Die Struktur des Projektmanagements fördert die Akzeptanz des Projekts.

8 Übereinstimmung mit Bundesrecht und Kantonsverfassung sowie Euro-Kompatibilität des Projekts

—

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung und ist mit dem europäischen Recht vereinbar.

9 Unterstellung unter das Gesetzes- oder das Finanzreferendum

—

Diese Gesetzesvorlage untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht hingegen nicht dem Finanzreferendum.

10 Abschliessende Beantwortung eines parlamentarischen Vorstosses

—

Mit diesem Gesetz und seiner Botschaft wird der Motion Bernadette Mäder-Brühlhart und André Schneuwly 2021-GC-55 «1H–11H Lehrpersonenausbildung unter einem Dach: Gesetzliche Grundlagen» umfassend Folge geleistet.

Loi modifiant la loi sur l'Université et abrogeant la loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): 412.0.1 | **431.0.1**

Abrogé(s): 433.1

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2023-DICS-9 du Conseil d'Etat du 9 mai 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF [431.0.1](#) (Loi sur l'Université (LUni), du 19.11.1997) est modifié comme il suit:

Art. 1 al. 1

¹ L'Université a pour mission:

- b) (*modifié*) [DE: (*inchangé*)] de promouvoir chez les étudiants et étudiantes, les chercheurs et chercheuses et les enseignants et enseignantes le sens de leur responsabilité envers l'être humain, la société et l'environnement, et

Art. 2 al. 1

¹ Pour remplir cette mission, l'Université:

- d) (*modifié*) contribue à la formation continue;
- e) (*nouveau*) assure la formation initiale et continue des enseignants et enseignantes et leur fournit des prestations de service.

Art. 9 al. 5 (modifié)

⁵ L'Université dispose librement de l'enveloppe budgétaire et du budget, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat et de la convention d'objectifs fixant ses obligations. Elle bénéficie des dérogations aux principes de l'annualité et de la spécification du budget prévues dans le règlement financier approuvé par le Conseil d'Etat.

Art. 10b al. 3 (modifié) [DE: (inchangé)]

³ Des taxes plus élevées peuvent, dans le respect des traités internationaux et des accords intercantonaux, être prélevées pour les étudiants et étudiantes non titulaires d'un permis d'établissement.

Art. 10c al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (modifié)

¹ Les inventions faites par les collaborateurs et collaboratrices de l'Université appartiennent à celle-ci. Une indemnité équitable est versée à l'auteur-e de l'invention si l'exploitation de celle-ci engendre des bénéfices.

² Les conditions d'engagement précisent que tous les droits des collaborateurs et collaboratrices sur d'éventuelles inventions sont cédés à l'Université.

³ Si l'Université renonce, dans les six mois suivant la requête de l'inventeur ou l'inventrice, à entreprendre des mesures adéquates de mise en valeur des résultats de la recherche, il ou elle peut exiger d'être réinvesti-e de la propriété intellectuelle ou de la titularité des droits.

Art. 10c^{bis} (nouveau)

Droits d'auteur

¹ L'Université est titulaire des droits d'auteur sur toutes les œuvres, notamment les résultats de recherche, les supports de cours et d'examens, ainsi que les logiciels, réalisées par ses collaborateurs et collaboratrices dans l'exercice de leur activité au service de l'Université.

² Sont réservées les publications, pour lesquelles les droits d'auteur appartiennent au collaborateur ou à la collaboratrice.

³ L'Université peut céder ses droits d'auteur, notamment au collaborateur ou à la collaboratrice ayant réalisé des supports de cours ou d'examens.

⁴ Les dispositions particulières prévues par les organismes de financement de la recherche sont réservées.

⁵ L'Université peut préciser les détails, notamment le versement d'une indemnité équitable au collaborateur ou à la collaboratrice.

Art. 11b al. 1 (modifié)

¹ Est puni-e de l'amende celui ou celle qui porte un titre protégé au sens de la présente loi sans être titulaire du grade correspondant.

Art. 11c al. 1 (modifié) [DE: (inchangé)]

¹ L'étudiant ou l'étudiante ou l'auditeur ou l'auditrice qui porte atteinte à l'ordre universitaire est passible des sanctions disciplinaires suivantes prononcées par le Rectorat, compte tenu notamment de la gravité de l'infraction:

- a) (modifié) [DE: (inchangé)] l'avertissement;
- c) (modifié) [DE: (inchangé)] le blâme;

Art. 12 al. 1

¹ La communauté universitaire comprend:

- a) (modifié) les professeur-e-s;
- b) (modifié) les chargé-e-s de cours et les privat-docents et privat-docentes;
- c) (modifié) les collaborateurs et collaboratrices scientifiques;
- d) (modifié) les étudiants et étudiantes et les auditeurs et auditrices;

Art. 13 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

¹ Les professeur-e-s, les collaborateurs et collaboratrices scientifiques, les étudiants et étudiantes et les auditeurs et auditrices, les membres du personnel administratif et technique appartiennent de plein droit au corps dont ils relèvent.

² Les statuts de l'Université règlent la représentation des chargé-e-s de cours et des privat-docents et privat-docentes dans les assemblées du corps professoral.

Art. 15 al. 1 (modifié)

¹ Les collaborateurs et collaboratrices de l'Université engagés à plein temps ne peuvent avoir des activités accessoires rémunérées ou exigeant beaucoup de temps qu'avec l'autorisation écrite du Rectorat et à la condition que leurs activités universitaires n'en souffrent pas.

Art. 18 al. 2 (modifié)

² Ils dirigent les travaux des étudiants et étudiantes et les thèses de doctorat, font passer les examens prévus par les règlements, veillent à la formation de leurs collaborateurs et collaboratrices scientifiques et participent aux activités de formation continue et de services.

Art. 19 al. 2 (modifié)

² Les membres du corps professoral et du corps des collaborateurs et collaboratrices scientifiques permanents ne peuvent donner leur démission que pour la fin d'un semestre et moyennant un avis adressé à l'autorité d'engagement par voie hiérarchique, sauf accord particulier, six mois avant cette date.

Intitulé de section après Art. 19 (modifié)

2.2 Chargé-e-s de cours et privat-docents et privat-docentes

Art. 20 al. 1 (modifié) [DE: (inchangé)], **al. 2** (modifié) [DE: (inchangé)], **al. 3** (modifié), **al. 4** (modifié) [DE: (inchangé)]

Chargé-e-s de cours (*titre médian modifié*) [DE: (inchangé)]

¹ Les chargé-e-s de cours sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de la faculté.

² Ils assument les tâches d'enseignement qui leur sont confiées par les facultés; ils peuvent être appelés à fonctionner comme examinateurs ou examinatrices.

³ Sur la proposition de la faculté, le Rectorat peut accorder le titre de professeur-e titulaire aux chargé-e-s de cours qui ont les qualités scientifiques et didactiques requises d'un ou d'une professeur-e d'université.

⁴ Les statuts de l'Université déterminent les catégories de chargé-e-s de cours et fixent leur statut, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 21

Privat-docents et privat-docentes (*titre médian modifié*)

Intitulé de section après Art. 21 (modifié)

2.3 Collaborateurs et collaboratrices scientifiques

Art. 22 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

¹ Les collaborateurs et collaboratrices scientifiques soutiennent le corps professoral dans l'enseignement et l'encadrement des étudiants et étudiantes et font de la recherche.

² Les statuts de l'Université déterminent les catégories de collaborateurs et collaboratrices scientifiques et fixent leur statut, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 23 al. 1 (modifié)

¹ Les collaborateurs et collaboratrices scientifiques sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de celui ou celle qui sera leur supérieur-e et le préavis du doyen ou de la doyenne; s'ils sont appelés à assumer un enseignement régulier, la faculté doit en outre approuver la proposition.

Intitulé de section après Art. 23 (modifié)

2.4 Etudiants et étudiantes et auditeurs et auditrices

Art. 24 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (modifié), **al. 4** (modifié) [DE: (inchangé)]

¹ Sont admis à suivre l'enseignement dispensé à l'Université les étudiants et étudiantes et les auditeurs et auditrices qui remplissent les conditions fixées par voie de règlement.

² L'admission des étudiants et étudiantes et des auditeurs et auditrices peut être exceptionnellement limitée pour certains domaines d'enseignement, dans la mesure où:

b) (modifié) [DE: (inchangé)] il n'est pas possible de garantir au-delà d'un certain nombre d'étudiants et d'étudiantes la poursuite dans une autre université suisse d'études que l'Université ne permet pas de terminer.

³ Le Conseil d'Etat est compétent pour introduire, d'année en année, une telle mesure et pour déterminer les modalités du choix entre les candidats et candidates en tenant compte de la coordination interuniversitaire. Dans chaque cas, il entend l'Université. La sélection des candidats et candidates est opérée en fonction de leurs aptitudes aux études dans les branches considérées. Les candidats et candidates peuvent être astreints à s'acquitter d'une participation proportionnée aux frais engagés pour l'organisation et la mise en œuvre de la mesure de sélection.

⁴ En cas de restriction d'admission, des conditions d'admission particulières peuvent être fixées pour les candidats et candidates de nationalité étrangère, notamment en ce qui concerne le domicile, le statut d'étranger ou d'étrangère et le titre de fin d'études. Le Conseil d'Etat règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 25a al. 1 (modifié) [DE: (inchangé)]

¹ Les programmes d'études doivent être conçus de telle façon que les étudiants et étudiantes à plein temps puissent achever leurs études dans les délais ordinaires fixés par les règlements d'études.

Art. 28 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié) [DE: (inchangé)]

¹ Dans les collèges et commissions institués en exécution de la présente loi, des représentants et représentantes du corps des collaborateurs et collaboratrices scientifiques et du corps des étudiants et étudiantes ont le droit de participer aux séances soit avec voix délibérative, soit avec voix consultative.

² Il en va de même des représentants et représentantes du personnel administratif et technique pour les commissions traitant de questions qui le concernent.

Art. 29 al. 1 (*modifié*) [DE: (*inchangé*)], **al. 2** (*modifié*) [DE: (*inchangé*)]

Approbations (*titre médian modifié*) [DE: (*inchangé*)]

¹ Doivent être approuvés par le Conseil d'Etat:

d) (*modifié*) l'élection du recteur ou de la rectrice.

² Doivent être approuvés par la Direction:

d) (*modifié*) [DE: (*inchangé*)] les règlements et les plans d'études concernant la formation des enseignants et enseignantes.

Art. 31 al. 3 (*modifié*), **al. 4** (*modifié*), **al. 5** (*modifié*)

³ La communauté universitaire est représentée par trois professeur-e-s, un collaborateur ou une collaboratrice scientifique, un étudiant ou une étudiante et un membre du personnel administratif et technique, élus selon les modalités fixées par les statuts de l'Université.

⁴ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice peut assister aux séances; il ou elle peut se faire accompagner ou représenter par le ou la chef-fe du service chargé des affaires universitaires.

⁵ Le recteur ou la rectrice assiste aux séances; les vice-recteurs et vice-rectrices peuvent également y assister.

Art. 32 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*modifié*), **al. 3** (*modifié*)

¹ Le Sénat se constitue lui-même. Il désigne un président ou une présidente, qui est choisi-e parmi les membres désignés par l'Etat, et un vice-président ou une vice-présidente, qui est choisi-e parmi les représentants et représentantes de la communauté universitaire.

² Le Sénat ne peut prendre de décisions valables que si la moitié de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas d'égalité des voix, le président ou la présidente tranche.

³ Le Sénat constitue un bureau en vue de la préparation des délibérations. Le recteur ou la rectrice assiste aux séances du bureau.

Art. 33 al. 1

¹ Le Sénat est l'organe délibératif suprême de l'Université; il a les compétences et tâches suivantes:

c) Législatives:

2. (*modifié*) [DE: (*inchangé*)] approuver les statuts des unités d'enseignement et de recherche et des corps universitaires;

d) Electives:

1. (*modifié*) élire le recteur ou la rectrice sur la proposition de l'Assemblée plénière;

2. (modifié) élire les vice-recteurs et vice-rectrices, sur la proposition du recteur ou de la rectrice.

Art. 34 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 3 (modifié)

¹ Le Rectorat comprend le recteur ou la rectrice ainsi que deux à cinq vice-recteurs et vice-rectrices. Le nombre des vice-recteurs et vice-rectrices est fixé par les statuts de l'Université.

² En règle générale, le recteur ou la rectrice est choisi-e parmi les membres du corps professoral. Il ou elle est élu-e pour cinq ans et est rééligible. Il ou elle est libéré-e entièrement ou partiellement de ses tâches d'enseignement et de recherche.

³ En règle générale, les vice-recteurs ou vice-rectrices sont choisis parmi les membres du corps professoral. Ils sont élus pour cinq ans et ne sont rééligibles qu'une fois. Ils sont libérés partiellement de leurs tâches d'enseignement et de recherche.

Art. 35 al. 1

¹ Le Rectorat est l'organe dirigeant et exécutif de l'Université; il a les compétences et tâches suivantes:

a) Stratégiques et qualitatives:

3. (modifié) valider les programmes d'enseignement et décider la création, la suppression ainsi que la repourvue de tous les postes du corps professoral et du corps des collaborateurs et collaboratrices scientifiques permanents, en conformité avec la stratégie générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci;

Art. 36 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 3 (modifié), al. 4 (modifié)

Rectorat – Recteur ou rectrice (*titre médian modifié*)

¹ Le recteur ou la rectrice dirige et préside le Rectorat, veille à la mise en œuvre des décisions de celui-ci et traite les affaires courantes.

² Il ou elle veille à la bonne marche de l'Université et prend toutes les mesures et initiatives utiles à cette fin.

³ Il ou elle représente l'Université dans le cadre de la loi et des statuts, avec pouvoir de substitution.

⁴ Il ou elle dirige l'administration centrale de l'Université.

Art. 37 al. 1 (modifié)

Rectorat – Vice-recteurs et vice-rectrices (*titre médian modifié*)

¹ Les vice-recteurs et vice-rectrices collaborent avec le recteur ou la rectrice à la bonne marche de l'Université.

Art. 38 al. 1 (*modifié*)

¹ L'administration centrale est organisée de manière rationnelle, efficace et transparente. Elle exécute les tâches qui lui sont confiées par le Rectorat, le recteur ou la rectrice ou les personnes désignées par lui ou elle.

Art. 39 al. 1 (*modifié*), **al. 2**, **al. 3** (*modifié*)

¹ L'Assemblée plénière est réunie en vue de faire au Sénat une proposition pour la nomination du recteur ou de la rectrice.

² Elle est composée des membres du corps professoral ainsi que des personnes suivantes, élues par leurs corps respectifs selon les modalités fixées dans les statuts de l'Université:

- a) (*modifié*) par faculté, deux représentants ou représentantes du corps des collaborateurs et collaboratrices scientifiques, deux représentants ou représentantes du corps des étudiants et étudiantes et un représentant ou une représentante du personnel administratif et technique;
- b) (*modifié*) cinq représentants ou représentantes du personnel administratif et technique dépendant des organes centraux.

³ Elle est présidée par le président ou la présidente de l'assemblée du corps professoral ou, à défaut, par le doyen ou la doyenne le ou la plus âgé-e. Cette personne prend les mesures nécessaires à la convocation de l'Assemblée.

Art. 44 al. 1 (*modifié*)

¹ Chaque faculté est dotée d'un Conseil de faculté et d'un doyen ou d'une doyenne.

Art. 45 al. 1 (*modifié*), **al. 2**

¹ Le Conseil de faculté est composé des membres du corps professoral ou de représentants et représentantes de ceux-ci et celles-ci ainsi que de représentants et représentantes du corps des collaborateurs et collaboratrices scientifiques et du corps des étudiants et étudiantes; les chargé-e-s de cours, les privat-docents et privat-docentes ainsi que des représentants et représentantes du personnel administratif et technique peuvent être invités à assister aux séances avec voix consultative.

² Le Conseil de faculté;

- c) (*modifié*) élit le doyen ou la doyenne, sous réserve de la ratification par le recteur ou la rectrice; et

Art. 46 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*modifié*), **al. 3** (*modifié*)

Organisation – Doyen ou doyenne (*titre médian modifié*)

¹ Le doyen ou la doyenne de la faculté est choisi-e parmi les membres du corps professoral de la faculté. Il ou elle est élu-e au moins pour trois ans et est rééligible. Le recteur ou la rectrice ratifie son élection. Le doyen ou la doyenne est libéré-e partiellement de ses tâches d'enseignement et de recherche.

² Le doyen ou la doyenne est l'organe dirigeant et exécutif de la faculté, sous réserve des compétences des organes centraux; au besoin, il ou elle est assisté-e par un conseil décanal et par un administrateur ou une administratrice de faculté.

³ Le doyen ou la doyenne:

- a) *(inchangé) [DE: (modifié)]* préside et dirige le Conseil de faculté, veille à la mise en œuvre des décisions de celui-ci, prend les décisions placées dans sa compétence et traite les affaires courantes;
- b) *(inchangé) [DE: (modifié)]* représente la faculté dans le cadre de la loi et des statuts, avec pouvoir de substitution;
- d) *(inchangé) [DE: (modifié)]* exerce les autres attributions qui lui sont conférées par les statuts et règlements.

Art. 46a al. 1 *(modifié)*

Conférence des doyens et doyennes *(titre médian modifié)*

¹ Le recteur ou la rectrice réunit régulièrement les doyens et doyennes en conférence.

Art. 47 al. 1 *(modifié) [DE: (inchangé)]*

¹ Sous réserve des compétences des organes centraux et des approbations nécessaires, les facultés peuvent constituer des unités d'enseignement et de recherche telles que sections, départements ou instituts, auxquelles elles délèguent une partie de leurs compétences.

Art. 47b al. 2 *(modifié)*, **al. 3** *(modifié)*, **al. 4** *(inchangé) [DE: (modifié)]*

² Elle est composée d'un président ou d'une présidente, d'un vice-président ou d'une vice-présidente, de six assesseur-e-s et de six suppléants ou suppléantes des assesseur-e-s, qui sont élus par le Grand Conseil sur le préavis du Conseil de la magistrature.

³ Le président ou la présidente, le vice-président ou la vice-présidente sont choisis parmi les juges professionnels au sens de la loi sur la justice; les autres membres de la Commission doivent être titulaires d'une licence ou d'un master. Les juges professionnels doivent soit être titulaires du brevet d'avocat, soit être titulaires d'une licence ou d'un master en droit. Ils doivent faire preuve de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction.

⁴ Pour le surplus, les dispositions de la loi sur la justice relatives à la fonction de juge sont applicables par analogie aux membres de la Commission.

Art. 47d al. 1 (modifié)

¹ Pour siéger, la Commission est composée du président ou de la présidente ou du vice-président ou de la vice-présidente et de quatre assesseur-e-s désignés par lui ou elle.

Art. 47e al. 2 (modifié)

² Elle est gratuite; toutefois, un émolument global d'un montant maximal de 500 francs peut être mis à la charge du recourant ou de la recourante qui succombe:

- a) (modifié) si ce dernier ou cette dernière a occasionné des frais supplémentaires par sa faute;
- b) (inchangé) [DE: (modifié)] en cas de procédure téméraire, abusive ou introduite à la légère;

Art. 50a (nouveau)

¹ L'Université détermine les dispositions transitoires internes nécessaires au regroupement de la formation à l'enseignement, découlant de la modification du ... (ROF 2023_000)

Art. 50b (nouveau)

¹ Les étudiants et étudiantes ayant débuté leur formation à la Haute Ecole pédagogique Fribourg poursuivent leur formation au sein de l'Université.

² Les décisions prises sous le régime de la loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg sont contestables selon les voies de droit prévues par cette législation.

II.

L'acte RSF [412.0.1](#) (Loi sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS), du 11.12.2018) est modifié comme il suit:

Art. 12 al. 1 (modifié)

¹ La formation en école de culture générale a pour but de préparer à une formation dans une école supérieure, dans une haute école spécialisée, dans une haute école pédagogique ou au cursus de formation à l'enseignement primaire à l'Université de Fribourg.

III.

L'acte RSF [433.1](#) (Loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (LHEPF), du 21.05.2015) est abrogé.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023, à l'exception de l'abrogation de la LHEPF, des articles 2 al. 1 let. e et f, 34 al. 1 et 50b LUni et de l'article 12 al.1 LESS, dont l'entrée en vigueur sera fixée ultérieurement par le Conseil d'Etat.

Entwurf vom 09.05.2023

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Universität und zur Aufhebung des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule Freiburg

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: 412.0.1 | **431.0.1**
Aufgehoben: 433.1

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2023-DICS-9 des Staatsrats vom 9. Mai 2023;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF [431.0.1](#) (Gesetz über die Universität (UniG), vom 19.11.1997) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1

¹ Die Universität hat den Auftrag:

- b) *(unverändert) [FR: (geändert)]* bei den Studierenden, Forschenden und Lehrenden das Verantwortungsbewusstsein gegenüber dem Menschen, der Gesellschaft und der Umwelt zu stärken, und

Art. 2 Abs. 1

¹ Die Universität erfüllt diesen Auftrag wie folgt:

- d) *(geändert)* Sie trägt zur Weiterbildung bei.

- e) *(neu)* Sie sorgt für die Aus- und Weiterbildung von Lehrerinnen und Lehrern und erbringt Dienstleistungen für sie.

Art. 9 Abs. 5 *(geändert)*

⁵ Die Universität verfügt im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal und der Zielvereinbarung, in der ihre Verpflichtungen festgelegt sind, frei über das Globalbudget und das Budget. Sie kann vom Prinzip der Jährlichkeit und der Spezifikation des Budgets abweichen, soweit dies in dem vom Staatsrat genehmigten Finanzreglement vorgesehen ist.

Art. 10b Abs. 3 *(unverändert) [FR: (geändert)]*

³ Von Studierenden, die nicht im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sind, können höhere Gebühren erhoben werden; internationale Verträge und interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

Art. 10c Abs. 1 *(geändert)*, **Abs. 2** *(geändert)*, **Abs. 3** *(geändert)*

¹ Erfindungen von Universitätsmitarbeiterinnen und -mitarbeitern gehören der Universität. Die Erfinderin oder der Erfinder erhält eine angemessene Entschädigung, wenn die Nutzung der Erfindung gewinnbringend ist.

² Die Anstellungsbedingungen halten fest, dass alle Rechte der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter an allfälligen Erfindungen an die Universität abgetreten werden.

³ Wenn die Universität innerhalb von 6 Monaten, nachdem die Erfinderin oder der Erfinder das Gesuch eingereicht hat, darauf verzichtet, angemessene Massnahmen zur Verwertung der Forschungsergebnisse zu treffen, kann sie oder er verlangen, dass ihr oder ihm das geistige Eigentum oder die Verfügungsgewalt über die Rechte verliehen wird.

Art. 10c bis *(neu)*

Urheberrechte

¹ Die Universität ist Inhaberin der Urheberrechte an allen Werken, namentlich an Forschungsergebnissen, Kurs- und Prüfungsunterlagen und an Software, die von ihren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern in Ausübung ihrer Tätigkeit im Dienste der Universität geschaffen werden.

² Vorbehalten sind Veröffentlichungen, bei denen das Urheberrecht der Mitarbeiterin oder dem Mitarbeiter zusteht.

³ Die Universität kann ihre Urheberrechte abtreten, insbesondere an die Mitarbeiterin oder den Mitarbeiter, die oder der Kurs- oder Prüfungsunterlagen erstellt hat.

⁴ Besondere Bestimmungen, die von den Forschungsförderungsagenturen vorgesehen sind, bleiben vorbehalten.

⁵ Die Universität kann die Einzelheiten festlegen, insbesondere die Zahlung einer angemessenen Entschädigung an die Mitarbeiterin oder den Mitarbeiter.

Art. 11b Abs. 1 (geändert)

¹ Wer einen nach diesem Gesetz geschützten Titel trägt, ohne Inhaberin oder Inhaber des entsprechenden Grades zu sein, wird mit Busse bestraft.

Art. 11c Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ Gegen Studierende oder Hörerinnen und Hörer, die gegen die Universitätsordnung verstossen, ergreift das Rektorat unter Berücksichtigung der Schwere des Verstoßes folgende Disziplinarmaßnahmen:

- a) (unverändert) [FR: (geändert)] Verwarnung;
- c) (unverändert) [FR: (geändert)] Verweis;

Art. 12 Abs. 1

¹ Die Universitätsgemeinschaft umfasst:

- a) (geändert) die Professorinnen und Professoren;
- b) (geändert) die Lehrbeauftragten und die Privatdozentinnen und Privatdozenten;
- c) (geändert) die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter;
- d) (geändert) die Studierenden und die Hörerinnen und Hörer;

Art. 13 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Die Professorinnen und Professoren, die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die Studierenden und die Hörerinnen und Hörer sowie das administrative und technische Personal gehören von Rechts wegen zu der ihnen entsprechenden Körperschaft.

² Die Statuten der Universität regeln die Vertretung der Lehrbeauftragten und der Privatdozentinnen und Privatdozenten an den Versammlungen der Professorenschaft.

Art. 15 Abs. 1 (geändert)

¹ Vollamtliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Universität dürfen bezahlte oder zeitraubende Nebenbeschäftigungen nur mit einer schriftlichen Bewilligung des Rektorats und unter der Voraussetzung ausüben, dass dadurch ihre Tätigkeit an der Universität nicht beeinträchtigt wird.

Art. 18 Abs. 2 (geändert)

² Sie leiten die Arbeiten von Studierenden sowie die Doktorarbeiten, nehmen die in den Reglementen vorgesehenen Prüfungen ab, kümmern sich um die Ausbildung ihrer wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und beteiligen sich an den Weiterbildungsveranstaltungen und Dienstleistungen.

Art. 19 Abs. 2 (geändert)

² Die Mitglieder der Professorenschaft und der ständigen wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter können ihren Rücktritt nur auf das Ende eines Semesters mit einer auf dem Dienstweg an die Anstellungsbehörde gerichteten Kündigung einreichen. Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate. Besondere Abmachungen bleiben vorbehalten.

Abschnittsüberschrift nach Art. 19 (geändert)

2.2 Lehrbeauftragte und Privatdozentinnen und Privatdozenten

Art. 20 Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)], **Abs. 2** (unverändert) [FR: (geändert)], **Abs. 3** (geändert), **Abs. 4** (unverändert) [FR: (geändert)]

Lehrbeauftragte (unverändert) [FR: (Artikelüberschrift geändert)]

¹ Die Lehrbeauftragten werden vom Rektorat auf Antrag der Fakultät angestellt.

² Sie erfüllen die Lehraufträge, die ihnen von den Fakultäten anvertraut werden. Sie können mit der Abnahme von Prüfungen betraut werden.

³ Auf Antrag der Fakultät kann das Rektorat Lehrbeauftragten, die über die wissenschaftlichen und didaktischen Qualitäten einer Universitätsprofessorin oder eines Universitätsprofessors verfügen, den Titel einer Titularprofessorin oder eines Titularprofessors verleihen.

⁴ Die Statuten der Universität legen die Kategorien der Lehrbeauftragten fest und bestimmen ihr Dienstverhältnis im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 21

Privatdozentinnen und Privatdozenten (Artikelüberschrift geändert)

Abschnittsüberschrift nach Art. 21 (geändert)

2.3 Wissenschaftliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Art. 22 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter unterstützen die Professorenschaft bei der Betreuung der Studierenden und in der Lehre; sie betreiben Forschung.

² Die Statuten der Universität legen die Kategorien der wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter fest und bestimmen ihr Dienstverhältnis im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 23 Abs. 1 (geändert)

¹ Die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter werden auf Antrag ihrer oder ihres zukünftigen Vorgesetzten und nach Stellungnahme der Dekanin oder des Dekans vom Rektorat angestellt; sind sie für eine regelmässige Lehrtätigkeit vorgesehen, so muss der Antrag zudem von der Fakultät genehmigt werden.

Abschnittsüberschrift nach Art. 23 (geändert)

2.4 Studierende und Hörerinnen und Hörer

Art. 24 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (geändert), **Abs. 4** (unverändert)
[FR: (geändert)]

¹ Zur Teilnahme am Unterricht der Universität sind die Studierenden und die Hörerinnen und Hörer zugelassen, welche die im Reglement festgelegten Voraussetzungen erfüllen.

² Die Zulassung von Studierenden sowie von Hörerinnen und Hörern kann ausnahmsweise für bestimmte Lehrgebiete eingeschränkt werden, soweit:

- b) (unverändert) [FR: (geändert)] ab einer bestimmten Anzahl von Studierenden keine Gewähr mehr besteht, dass ein Studium, das an dieser Universität nicht abgeschlossen werden kann, an einer anderen schweizerischen Universität fortgesetzt werden kann.

³ Der Staatsrat kann eine solche Massnahme von Jahr zu Jahr treffen und das Vorgehen für die Auswahl unter den Studienanwärterinnen und -anwärtern unter Berücksichtigung der interuniversitären Koordination festlegen; in jedem Fall hört er die Universität an. Bei der Auswahl wird die Eignung der Studienanwärterinnen und -anwärter zum Studium in den betreffenden Fächern berücksichtigt. Die Studienanwärterinnen und -anwärter können zur Entrichtung eines angemessenen Beitrags an die Kosten der Organisation und Durchführung der Selektionsmassnahme verpflichtet werden.

⁴ Bei Zulassungsbeschränkungen können für ausländische Studienanwärterinnen und -anwärter besondere Zulassungsbedingungen festgelegt werden, insbesondere was Wohnsitz, Ausländerstatus und Vorbildungsausweis betrifft. Der Staatsrat regelt die Einzelheiten in einer Verordnung.

Art. 25a Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ Die Studienpläne müssen so ausgestaltet werden, dass Vollzeitstudierende ihr Studium in der Regelzeit, die in den Studienreglementen vorgesehen ist, abschliessen können.

Art. 28 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ In den ständigen Kollegialorganen und Kommissionen, die in Anwendung dieses Gesetzes geschaffen werden, haben Vertreterinnen und Vertreter der Körperschaften der wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und der Studierenden das Recht, an den Sitzungen mit beschliessender oder beratender Stimme teilzunehmen.

² Dies gilt auch für Angehörige des administrativen und technischen Personals in Kommissionen, die sie betreffende Fragen behandeln.

Art. 29 Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)], **Abs. 2** (unverändert) [FR: (geändert)]

Genehmigungen (unverändert) [FR: (Artikelüberschrift geändert)]

¹ Der Genehmigung des Staatsrats bedürfen:

d) (geändert) die Wahl der Rektorin oder des Rektors.

² Der Genehmigung der Direktion bedürfen:

d) (unverändert) [FR: (geändert)] die Reglemente und die Studienpläne zur Lehrerinnen- und Lehrerbildung.

Art. 31 Abs. 3 (geändert), **Abs. 4** (geändert), **Abs. 5** (geändert)

³ Die Universitätsgemeinschaft wird durch drei Professorinnen oder Professoren, eine wissenschaftliche Mitarbeiterin oder einen wissenschaftlichen Mitarbeiter, eine Studentin oder einen Studenten und ein Mitglied des administrativen und technischen Personals vertreten; sie werden nach den in den Statuten der Universität festgelegten Modalitäten gewählt.

⁴ Die Direktionsvorsteherin oder der Direktionsvorsteher kann an den Sitzungen teilnehmen; sie oder er kann sich von der Vorsteherin oder vom Vorsteher des für Universitätsfragen zuständigen Amtes begleiten oder vertreten lassen.

⁵ Die Rektorin oder der Rektor nimmt an den Sitzungen teil; die Vizerektorinnen und Vizerektoren können ebenfalls daran teilnehmen.

Art. 32 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (geändert)

¹ Der Senat konstituiert sich selber. Er bestimmt eine Präsidentin oder einen Präsidenten und eine Vizepräsidentin oder einen Vizepräsidenten; die Präsidentin oder der Präsident wird unter den vom Staat bezeichneten Mitgliedern und die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident unter den Vertreterinnen und Vertretern der Universitätsgemeinschaft gewählt.

² Der Senat ist beschlussfähig, wenn die Hälfte der Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit der Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Präsidentin oder der Präsident.

³ Der Senat setzt zur Vorbereitung der Beratungen ein Büro ein. Die Rektorin oder der Rektor nimmt an den Sitzungen des Büros teil.

Art. 33 Abs. 1

¹ Der Senat ist das oberste beschlussfassende Organ der Universität. Er hat folgende Kompetenzen und Aufgaben:

- c) Gesetzgeberische Kompetenzen und Aufgaben:
 - 2. (unverändert) [FR: (geändert)] Er genehmigt die Statuten der Lehr- und Forschungseinheiten und der universitären Körperschaften.
- d) Wahlkompetenzen und -aufgaben:
 - 1. (geändert) Er wählt die Rektorin oder den Rektor auf Antrag der Plenarversammlung.
 - 2. (geändert) Er wählt die Vizerektorinnen und Vizerektoren auf Antrag der Rektorin oder des Rektors.

Art. 34 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (geändert)

¹ Dem Rektorat gehören die Rektorin oder der Rektor und zwei bis fünf Vizerektorinnen und Vizerektoren an. Die Statuten der Universität bestimmen die Anzahl der Vizerektorinnen und Vizerektoren.

² In der Regel wird die Rektorin oder der Rektor aus der Professorschenschaft gewählt. Sie oder er wird für fünf Jahre gewählt und ist wiederwählbar. Sie oder er wird von seinen Lehr- und Forschungsaufgaben vollständig oder teilweise befreit.

³ In der Regel werden die Vizerektorinnen und Vizerektoren aus der Professorschenschaft gewählt. Sie werden für fünf Jahre gewählt und können nur einmal wiedergewählt werden. Sie werden teilweise von ihren Lehr- und Forschungsaufgaben befreit.

Art. 35 Abs. 1

¹ Das Rektorat ist das leitende und vollziehende Organ der Universität. Es hat folgende Kompetenzen und Aufgaben:

- a) Strategische und qualitätsbezogene Kompetenzen und Aufgaben:
3. (*geändert*) Es bestätigt die Lehrprogramme und entscheidet in Übereinstimmung mit der allgemeinen Politik der Universität und ihrem Entwicklungskonzept über die Schaffung, Aufhebung und Besetzung sämtlicher Stellen der Professorenschaft und der ständigen wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

Art. 36 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*), **Abs. 3** (*geändert*), **Abs. 4** (*geändert*)

Rektorat – Rektorin oder Rektor (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Rektorin oder der Rektor leitet und präsidiert das Rektorat, sorgt für die Ausführung der Rektoratsbeschlüsse und erledigt die laufenden Geschäfte.

² Sie oder er sorgt für einen guten Betrieb der Universität und ergreift alle dazu erforderlichen Massnahmen und Initiativen.

³ Sie oder er vertritt die Universität im Rahmen des Gesetzes und der Statuten und kann sich vertreten lassen.

⁴ Sie oder er leitet die zentrale Verwaltung der Universität.

Art. 37 Abs. 1 (*geändert*)

Rektorat – Vizerektorinnen und Vizerektoren (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Vizerektorinnen und Vizerektoren arbeiten mit der Rektorin oder dem Rektor zusammen für einen guten Betrieb der Universität.

Art. 38 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Die zentrale Verwaltung ist rationell, effizient und transparent organisiert. Sie führt die Aufgaben aus, die ihr vom Rektorat, von der Rektorin oder vom Rektor oder von den von ihr oder ihm bezeichneten Personen übertragen werden.

Art. 39 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2**, **Abs. 3** (*geändert*)

¹ Die Plenarversammlung wird einberufen, um dem Senat einen Antrag für die Ernennung der Rektorin oder des Rektors zu stellen.

² Sie setzt sich zusammen aus Mitgliedern der Professorenschaft und aus den folgenden Personen, die von ihren jeweiligen Körperschaften nach den Verfahrensregeln der Statuten der Universität gewählt werden:

- a) (*geändert*) je Fakultät zwei Vertreterinnen oder Vertreter der Körperschaft der wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, zwei Vertreterinnen oder Vertreter der Studierenden und eine Vertreterin oder ein Vertreter des administrativen und technischen Personals;
- b) (*geändert*) fünf Vertreterinnen oder Vertreter des administrativen und technischen Personals, das in den zentralen Organen tätig ist.

³ Die Plenarversammlung wird von der Präsidentin oder vom Präsidenten der Versammlung der Professorenschaft oder, wenn dies nicht möglich ist, von der ältesten Dekanin oder vom ältesten Dekan präsiert. Diese Person trifft die zur Einberufung der Plenarversammlung notwendigen Massnahmen.

Art. 44 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Jede Fakultät verfügt über einen Fakultätsrat und eine Dekanin oder einen Dekan.

Art. 45 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2**

¹ Der Fakultätsrat besteht aus den Mitgliedern der Professorenschaft oder deren Vertreterinnen und Vertretern und aus den Vertreterinnen und Vertretern der Körperschaften der wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und der Studierenden; die Lehrbeauftragten, die Privatdozentinnen und Privatdozenten und die Vertreterinnen und Vertreter des administrativen und technischen Personals können eingeladen werden, an den Sitzungen mit beratender Stimme teilzunehmen.

² Der Fakultätsrat:

- c) (*geändert*) wählt die Dekanin oder den Dekan, unter Vorbehalt der Bestätigung durch die Rektorin oder den Rektor; und

Art. 46 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*), **Abs. 3** (*geändert*)

Organisation – Dekanin oder Dekan (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Dekanin oder der Dekan der Fakultät wird aus den Mitgliedern der Professorenschaft der Fakultät gewählt. Sie oder er wird für mindestens drei Jahre gewählt und ist wiederwählbar. Die Rektorin oder der Rektor bestätigt die Wahl der Dekanin oder des Dekans. Diese oder dieser wird von ihren oder seinen Lehr- und Forschungsaufgaben vollständig oder teilweise befreit.

² Die Dekanin oder der Dekan ist das leitende und vollziehende Organ der Fakultät, unter Vorbehalt der Zuständigkeit der zentralen Organe; bei Bedarf wird sie oder er durch einen Dekanatsrat und eine Fakultätsverwalterin oder einen Fakultätsverwalter unterstützt.

³ Die Dekanin oder der Dekan:

- a) (*geändert*) [FR: (*unverändert*)] präsiert und leitet den Fakultätsrat, sorgt für die Ausführung der Ratsbeschlüsse, trifft die Entscheide, die in ihre oder seine Zuständigkeit fallen, und erledigt die laufenden Geschäfte;
- b) (*geändert*) [FR: (*unverändert*)] vertritt die Fakultät im Rahmen des Gesetzes und der Statuten; sie oder er kann sich vertreten lassen;
- d) (*geändert*) [FR: (*unverändert*)] übt die anderen Befugnisse aus, die ihr oder ihm durch die Statuten und Reglemente übertragen werden.

Art. 46a Abs. 1 (geändert)

Konferenz der Dekaninnen und Dekane (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Rektorin oder der Rektor beruft regelmässig die Konferenz der Dekaninnen und Dekane ein.

Art. 47 Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ Unter Vorbehalt der Zuständigkeit der zentralen Organe und der notwendigen Genehmigungen können die Fakultäten Lehr- und Forschungseinheiten wie Abteilungen, Departemente und Institute bilden, denen sie einen Teil ihrer Kompetenzen abtreten.

Art. 47b Abs. 2 (geändert), **Abs. 3** (geändert), **Abs. 4** (geändert) [FR: (unverändert)]

² Die Rekurskommission besteht aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten, einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten, sechs Beisitzerinnen und Beisitzern und sechs Ersatzbeisitzerinnen und -beisitzern, die vom Grossen Rat auf Antrag des Justizrats gewählt werden.

³ Die Präsidentin oder der Präsident, die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident werden aus dem Kreis der Berufsrichterinnen und Berufsrichter im Sinne des Justizgesetzes gewählt; die übrigen Mitglieder der Kommission müssen im Besitz eines Lizentiats oder Masters sein. Die Berufsrichterinnen und Berufsrichter müssen entweder im Besitz eines Anwaltpatentes oder eines Lizentiats oder Masters der Rechtswissenschaften sein und genügende praktische Kenntnisse zur Ausübung des Amtes nachweisen.

⁴ Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Justizgesetzes über das Amt der Richterinnen oder des Richters sinngemäss für die Mitglieder der Kommission.

Art. 47d Abs. 1 (geändert)

¹ Die Kommission tagt unter dem Vorsitz der Präsidentin oder des Präsidenten oder der Vizepräsidentin oder des Vizepräsidenten mit vier von ihr oder ihm bestimmten Beisitzerinnen und Beisitzern.

Art. 47e Abs. 2 (geändert)

² Es ist unentgeltlich; der unterliegenden Beschwerdeführerin oder dem unterliegenden Beschwerdeführer kann jedoch für das Verfahren vor der Rekurskommission eine Pauschalgebühr von höchstens 500 Franken auferlegt werden, wenn:

- a) (geändert) durch ihr oder sein Verschulden Mehrkosten entstanden sind;
- b) (geändert) [FR: (unverändert)] sie oder er mutwillig, missbräuchlich oder leichtfertig ein Verfahren eingeleitet hat;

Art. 50a (neu)

¹ Die Universität legt die für die Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung notwendigen internen Übergangsbestimmungen zur Änderung vom ... (ASF 2023_000) fest.

Art. 50b (neu)

¹ Studierende, die ihre Ausbildung an der Pädagogischen Hochschule Freiburg begonnen haben, setzen ihre Ausbildung an der Universität fort.

² Die unter dem Gesetz über die Pädagogische Hochschule Freiburg getroffenen Entscheide sind nach den in dieser Gesetzgebung vorgesehenen Rechtsmitteln anfechtbar.

II.

Der Erlass SGF [412.0.1](#) (Gesetz über den Mittelschulunterricht (MSG), vom 11.12.2018) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 1 (geändert)

¹ Die Fachmittelschulausbildung hat zum Ziel, die Schülerinnen und Schüler auf eine höhere berufliche Fachausbildung oder auf ein Studium an einer Fachhochschule, an einer pädagogischen Hochschule oder auf den Studiengang für die Primarstufe an der Universität Freiburg vorzubereiten.

III.

Der Erlass SGF [433.1](#) (Gesetz über die Pädagogische Hochschule Freiburg (PHFG), vom 21.05.2015) wird aufgehoben.

IV.

Das Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt am 1. September 2023 in Kraft, mit Ausnahme der Aufhebung des PHFG, der Artikel 2 Abs. 1 Bst. e und f, 34 Abs. 1 und 50b UniG und von Artikel 12 Abs. 1 MSG, deren Inkrafttreten vom Staatsrat zu einem späteren Zeitpunkt festgelegt wird.

[Signaturen]

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DICS-9

Projet de loi modifiant la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université et abrogeant la loi du 21 mai 2015 sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg

Propositions de la commission ordinaire CAH-2023-008

Présidence : Katharina Thalmann-Bolz

Membres : Carole Baschung, Christophe Chardonnens, Lucas Dupré, Regula Hayoz Helfer, Grégoire Kubski, Bernadette Mäder-Brühlhart, Savio Michellod, Elias Moussa, Peter Wüthrich

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 11c al. 1 let. b et c

¹ L'étudiant ou l'étudiante ou l'auditeur ou l'auditrice qui porte atteinte à l'ordre universitaire est passible des sanctions disciplinaires suivantes prononcées par le Rectorat, compte tenu notamment de la gravité de l'infraction:

a) l'avertissement;

b) le blâme;

c) ~~le blâme~~ l'amende, jusqu'à 500 francs au maximum;

Anhang

GROSSER RAT

2023-DICS-9

Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität und zur Aufhebung des Gesetzes vom 21. Mai 2015 über die Pädagogische Hochschule Freiburg

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2023-008

Präsidium: Katharina Thalmann-Bolz

Mitglieder: Carole Baschung, Christophe Chardonnens, Lucas Dupré, Regula Hayoz Helfer, Grégoire Kubski, Bernadette Mäder-Brühlhart, Savio Michellod, Elias Moussa, Peter Wüthrich

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 11c Abs. 1 Bst. B und c

A1

¹ Gegen Studierende oder Hörerinnen und Hörer, die gegen die Universitätsordnung verstossen, ergreift das Rektorat unter Berücksichtigung der Schwere des Verstosses folgende Disziplinar massnahmen:

a) Verwarnung;

b) Verweis;

c) ~~Verweis~~ Busse bis maximal 500 Franken;

Art. 31 al. 3

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 47b al. 2

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 47d al. 1

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 31 Abs. 3

A2 ³ Die Universitätsgemeinschaft wird durch drei Professorinnen oder Professoren, eine wissenschaftliche Mitarbeiterin oder einen wissenschaftlichen Mitarbeiter, eine ~~Studentin~~ Studierende oder einen ~~Studenten~~ Studierenden und ein Mitglied des administrativen und technischen Personals vertreten; sie werden nach den in den Statuten der Universität festgelegten Modalitäten gewählt.

Art. 47b Abs. 2

A3 ² Die Rekurskommission besteht aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten, einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten, sechs Beisitzerinnen ~~und~~ oder Beisitzern und sechs Ersatzbeisitzerinnen ~~und~~ oder -beisitzern, die vom Grossen Rat auf Antrag des Justizrats gewählt werden.

Art. 47d Abs. 1

A4 ¹ Die Kommission tagt unter dem Vorsitz der Präsidentin oder des Präsidenten oder der Vizepräsidentin oder des Vizepräsidenten mit vier von ihr oder ihm bestimmten Beisitzerinnen ~~und~~ oder Beisitzern.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition originale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 0 et 4 abstentions.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1
CE Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Le 14 juin 2023

Den 14. Juni 2023



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2022-GC-218

Pour la gestion de leurs établissements, les directions d'école primaire disposent d'ici fin 2030 des mêmes ressources en temps de travail que les directions d'école du cycle d'orientation

Auteur-e-s :	Mäder-Brühlhart Bernadette / Pauchard Marc / Bortoluzzi Flavio / Jaquier Armand / Schwander Susanne / Julmy Markus / de Weck Antoinette / Thalmann-Bolz Katharina / Rodriguez Rose-Marie / Pasquier Nicolas
Nombre de cosignataires :	30
Dépôt :	15.12.2022
Développement :	15.12.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	19.12.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	06.06.2023

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé le 15.12.2022, les dix député-e-s mentionné-e-s ci-dessus ainsi que 30 cosignataires demandent au Conseil d'Etat d'augmenter le taux d'activité des directions d'école primaire, les taux d'activité d'adjointes et d'adjoints, ainsi que les heures de décharge. Ils et elles mettent en lumière les différences de ressources pour l'accomplissement des tâches entre les directions d'école primaire et les directions d'école du cycle d'orientation, constatant que cette thématique a déjà été abordée dans plusieurs affaires parlementaires traitées ces dernières années. Les député-e-s constatent également que l'entrée en vigueur de l'Ordonnance relative à la conduite, par objectifs, du développement et de l'évaluation du personnel de l'Etat (OODE) a engendré des tâches supplémentaires pour les directions d'école dont la charge de travail était déjà importante. Cette situation ne peut qu'être néfaste pour le bien-être du corps enseignant, et donc pour la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves. Les député-e-s estiment qu'il manque actuellement 68 EPT pour la direction d'école et le travail d'adjoint-e, ainsi que 22 EPT pour les heures de décharges. Ils et elles estiment qu'un tel investissement pourrait décharger l'inspection scolaire d'une bonne partie de son travail touchant à la gestion du personnel et peut-être permettre, d'ici 2030, de supprimer des postes d'inspectrices et d'inspecteurs, ce qui permettrait de gagner en efficacité et de maintenir une certaine horizontalité des rapports de travail (aplatissement de la hiérarchie).

Dans le mandat, il est demandé que les taux d'activité des directions d'école primaire (taux d'activité des directions, taux d'activité des adjointes et adjoints, heures de décharges) soient alignés sur ceux des directions d'école du cycle d'orientation. Les député-e-s souhaitent que l'une des deux solutions suivantes soit adoptée afin qu'elle puisse déjà être inscrite au budget 2024 :

- a) *Jusqu'à la fin de l'année 2030, un échelonnement flexible avec les augmentations de postes minimales suivantes : chaque année, minimum 5 EPT de direction et d'adjoint-e-s, et minimum 2 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs.*

b) Un échelonnement concret :

2024 : 10 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 4 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs;

2025 : 10 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 3 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs;

2026 : 10 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 3 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs;

2027 : 10 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 3 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs;

2028 : 10 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 3 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs;

2029 : 10 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 3 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs;

2030 : 8 EPT de direction et d'adjoint-e-s et 3 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Dans le Rapport 2019-DICS-11 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2017-GC-121 Antoinette de Weck / Raoul Girard – Taux d'activité des responsables d'établissements (RE), le Conseil d'Etat avait conclu qu'aussi bien dans la partie francophone du canton que dans la partie germanophone, les directions d'école primaire rencontrent des difficultés à effectuer leurs tâches avec les taux d'activité qui leur sont attribués. Même s'il convient de prendre en compte le fait que le système des directions d'école primaire (alors appelées responsables d'établissement) a été mis en place -relativement récemment (en date du 01.08.2015, avec la mise en œuvre de la loi sur la scolarité obligatoire) par rapport à celui des directions du cycle d'orientation (mis en place avec la loi scolaire de 1985), on peut observer des différences objectives dans les moyens qui leur sont fournis. Le Conseil d'Etat avait également précisé travailler, année après année, à un rapprochement des conditions financières entre les deux fonctions. Dans la réponse à la question d'Antoinette de Weck et Markus Julmy 2022-CE-188 « Charge de travail des directions d'école primaire comparée à celle des directions du cycle d'orientation, où en sommes-nous ? », un état des lieux avait été fait, montrant que le nombre d'EPT était passé de 51.5 EPT en 2016 à 67.4 EPT en 2022. L'évolution du nombre d'EPT a donc suivi son cours et est actuellement de 68.3 EPT (52.2 pour le Service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF et 16.1 pour le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande DOA). Le présent mandat offre une opportunité de poursuivre cette augmentation des moyens mis à dispositions.

1. Question des postes d'inspection scolaire

Le Conseil d'Etat estime que la suppression ou la diminution des postes d'inspection scolaire, évoquée dans le mandat, n'est ni souhaitée, ni réaliste. Cela reviendrait à confier aux deux chefs des services de l'enseignement obligatoire la responsabilité de plus de 130 personnes en ligne directe, remettant ainsi en cause les modèles organisationnels qui structurent l'administration cantonale. Par ailleurs, les tâches dévolues à l'inspection scolaire ne pourraient plus être assurées : en particulier la supervision et le soutien aux directions d'école, la prise de décision dans des situations d'élèves particulières, la surveillance de l'enseignement privé à domicile, etc. Seraient ainsi mis en péril, la mise en œuvre coordonnée des projets et concepts cantonaux ; le travail avec les collaboratrices et collaborateurs pédagogiques notamment dans le domaine du développement de l'école, la

planification et la coordination de la formation continue des enseignant-e-s, la planification cantonale en matière de mesures de soutien, la représentation la DFAC ou de ses services dans des commissions cantonales ou intercantionales, la présidence du le conseil d'arrondissement et celle des conférences des autorités scolaires ou d'y participer. Les inspecteurs et les inspectrices scolaires sont aussi les supérieur-e-s hiérarchiques direct-e-s des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux en milieu scolaire. À cela s'ajoute également la gestion de certaines mesures d'aide (conduite financière et organisationnelle), la participation à des groupes de travail, la récolte d'informations ou la rédaction de prises de position en cas de question externes. Enfin, ils et elles s'occupent également de la transmission aux chefs de service de certains problèmes ou sujets d'actualité qui sont observés dans les établissements scolaires, de la rédaction de documents importants, et de bien d'autres tâches encore. En résumé, l'augmentation des EPT pour les directions d'établissement ne peut pas se faire au détriment de l'inspection scolaire.

Le Conseil d'Etat rappelle qu'une analyse approfondie quant aux tâches à assumer et à la répartition des inspecteurs et des inspectrices sur l'ensemble du canton a été menée pour donner suite à l'adoption de la loi scolaire. Deux arrondissements ont ainsi disparu. Il y en a 11 aujourd'hui, 8 pour la partie francophones et 3 pour la partie germanophone. Depuis, le nombre de dossiers et les exigences provenant de l'extérieur n'ont pas diminué, et même si les directions d'écoles venaient à prendre davantage de responsabilités, le travail de l'inspection n'en serait pas pour autant considérablement déchargé.

2. Question de la charge des directions d'école primaire

Dans le Rapport 2019-DICS-11 du Conseil d'Etat au Grand Conseil mentionné ci-dessus, la question de la charge des directions d'école primaire avait déjà été évoquée et leur cahier des charges résumé.

Il convient d'ajouter que lorsque les postulant-e-s évoquent l'idée de confier les tâches assumées aujourd'hui par l'inspection dans le domaine du personnel cela reviendrait en fait à confier de très nombreuses missions supplémentaires aux directions d'école primaire qu'elles devraient relever, chacune seule, car l'inspection ne fait pas que superviser, il épaulé et conseille.

Confier plus de tâches aux directions d'école n'est pas uniquement synonyme de davantage d'autonomie pour les établissements, cela signifie aussi la perte de bénéfices d'échelle (par exemple tout ce qui peut être conçu au niveau du canton) et une augmentation conséquente du temps consacré à la coordination entre écoles. Cette perte et cette augmentation ne seraient très vraisemblablement pas compensées par les EPT demandés. Le pilotage de l'école fribourgeoise en serait, de plus, sérieusement, affecté.

3. Objectif visé à long terme en matière d'EPT

Concernant le nombre d'EPT nécessaires pour les directions d'école primaire, le taux d'activité visé n'est pas strictement égal à celui dont disposent les directions d'école du cycle d'orientation. En effet, bien que la plupart des tâches requièrent des ressources égales, les directions d'école primaire ont globalement moins de personnel à gérer que les directions d'école du cycle d'orientation.

Le tableau suivant montre que plus de 87 % des directions d'école primaire gèrent moins de 50 enseignantes et enseignants, tandis que près de 70 % des directions d'école du cycle d'orientation gèrent entre 51 et 100 enseignantes et enseignants.

L'objectif à long terme est donc d'atteindre, pour les directions d'école primaire, 90 % des ressources attribuées aux directions d'école du cycle d'orientation.

Nbre d'enseignant-e-s	Nbre d'écoles primaires	Nbre de cycles d'orientation	Total
Moins de 20	16	0	16
20 - 29	36	0	36
30 - 39	23	2	25
40 - 49	9	5	14
50 - 59	4	5	9
60 - 69	3	3	6
70 - 79	2	2	4
80 - 89	0	3	3
90 - 99	1	2	3
100 et plus	2	1	3

4. Coûts des propositions du mandat

La variante a) prévoit un échelonnement fixe jusqu'en 2030 de 5 EPT par année pour la direction d'école et les adjoint-e-s, et de 2 EPT pour les collaboratrices et collaborateurs (heures de décharge). Concernant le financement, il est à souligner que les 100 % des EPT de directions et d'adjointe-e-s est à la charge du canton. Pour les heures de décharge, tout comme pour ce qui se pratique actuellement au cycle d'orientation, le financement est partagé à hauteur de 50 % pour les communes et de 50 % pour le canton.

Globalement, cet échelonnement permettrait de donner chaque année environ 4 EPT au Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) et environ 1 EPT au Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA). Au début de cet échelonnement toutefois, une proportion un peu plus grande des EPT sera attribuée au SEnOF pour compenser la différence proportionnelle qui existe actuellement entre les deux services.

Concrètement, l'adoption de la variante a) engendrerait l'évolution de la table actuelle (n°1 ci-dessous) vers une nouvelle table intermédiaire (n°2) pouvant encore évoluer en fonction du nombre d'EPT qui seront attribués au-delà de l'année 2030. La variante a) engendrerait également l'attribution d'heures de décharge qui n'existaient pas auparavant : ces dernières sont présentées dans la table n°3. Les tables commencent à 8 classes, car il s'agit également du nombre minimum pour constituer un cercle scolaire.

Les coûts de la variante a) de 2024 à 2030 se présentent ainsi :

- > Postes directions d'école et adjoint-e-s : 35 EPT ce qui correspond à 5 110 000 francs
- > Heures de décharge : 14 EPT ce qui correspond à 1 680 000 francs dont 50 % à la charge des communes

Total : 6 790 000 francs dont 840 000 francs à charge des communes

Les coûts de la variante b) de 2024 à 2030 se présentent ainsi :

- > Postes directions d'école et adjoint-e-s : 68 EPT ce qui correspond à 9 928 000 francs
- > Heures de décharge : 22 EPT ce qui correspond à 2 640 000 francs dont 50 % à la charge des communes

Total : 12 568 000 francs dont 1 320 000 francs à charge des communes

1. Tablette actuelle pour les taux de direction et d'adjoint-e-s à l'école primaire			
Nbre classes	Taux	Nbre classes	Taux
8	50 %	35	120 %
9	50 %	36	120 %
10	50 %	37	130 %
11	60 %	38	130 %
12	60 %	39	130 %
13	60 %	40	130 %
14	70 %	41	140 %
15	70 %	42	140 %
16	70 %	43	140 %
17	80 %	44	140 %
18	80 %	45	150 %
19	80 %	46	150 %
20	80 %	47	150 %
21	90 %	48	150 %
22	90 %	49	160 %
23	90 %	50	160 %
24	90 %	51	160 %
25	100 %	52	160 %
26	100 %	53	170 %
27	100 %	54	170 %
28	100 %	55	170 %
29	110 %	56	170 %
30	110 %	57	180 %
31	110 %	58	180 %
32	110 %	59	180 %
33	120 %	60	180 %
34	120 %		

2.Nouvelle tablelle intermédiaire pour les taux de direction et d'adjoint-e-s à l'école primaire dans le cas de la variante a)			
Nbre classes	Taux	Nbre classes	Taux
8	80 %	35	180 %
9	80 %	36	180 %
10	90 %	37	200 %
11	90 %	38	200 %
12	100 %	39	200 %
13	100 %	40	200 %
14	100 %	41	200 %
15	100 %	42	220 %
16	100 %	43	220 %
17	120 %	44	220 %
18	120 %	45	220 %
19	120 %	46	220 %
20	120 %	47	240 %
21	120 %	48	240 %
22	140 %	49	240 %
23	140 %	50	240 %
24	140 %	51	240 %
25	140 %	52	260 %
26	140 %	53	260 %
27	160 %	54	260 %
28	160 %	55	260 %
29	160 %	56	260 %
30	160 %	57	280 %
31	160 %	58	280 %
32	180 %	59	280 %
33	180 %	60	280 %
34	180 %		

3. Tablelle des heures de décharge dans le cas de la variante a)			
Nbre classes	Leçons	Nbre classes	Leçons
8	3.00	35	9.00
9	3.00	36	10.00
10	3.00	37	10.00
11	3.00	38	10.00
12	4.00	39	10.00
13	4.00	40	10.00
14	4.00	41	10.00

3. Tablette des heures de décharge dans le cas de la variante a)			
Nbre classes	Leçons	Nbre classes	Leçons
15	4.00	42	10.00
16	5.00	43	10.00
17	5.00	44	10.00
18	5.00	45	10.00
19	5.00	46	10.00
20	6.00	47	10.00
21	6.00	48	10.00
22	6.00	49	10.00
23	6.00	50	10.00
24	7.00	51	10.00
25	7.00	52	10.00
26	7.00	53	10.00
27	7.00	54	10.00
28	8.00	55	10.00
29	8.00	56	10.00
30	8.00	57	10.00
31	8.00	58	10.00
32	9.00	59	10.00
33	9.00	60	10.00
34	9.00		

5. Conclusion

Le Conseil d'Etat est conscient de la situation des directions d'école primaire et a progressivement octroyé, dans la mesure des possibilités budgétaires, des ressources supplémentaires : ainsi, depuis l'entrée en vigueur de la loi scolaire au 1^{er} août 2015, ce sont 16,8 EPT supplémentaire qui ont été affectés à cette fonction. Le Conseil d'Etat entend poursuivre son effort de dotation ces prochaines années, notamment en lien avec l'évolution démographique du canton. Il souligne encore une fois que la fonction d'inspecteur et d'inspectrice scolaire est indispensable au bon fonctionnement des services de l'enseignement et des directions d'école. Y renoncer n'est pas envisageable.

En conséquence, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil le rejet du mandat.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2022-GC-218

Die Schuldirektionen der Primarschulen (PS) verfügen bis Ende 2030 über die gleichen Zeitressourcen für die Führung ihrer Schulen wie die Schuldirektionen der Orientierungsschulen (OS)

Urheber/innen:	Mäder-Brühlhart Bernadette / Pauchard Marc / Bortoluzzi Flavio / Jaquier Armand / Schwander Susanne / Julmy Markus / de Weck Antoinette / Thalmann-Bolz Katharina / Rodriguez Rose-Marie / Pasquier Nicolas
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	30
Einreichung:	15.12.2022
Begründung:	15.12.2022
Überweisung an den Staatsrat:	19.12.2022
Antwort des Staatsrats:	06.06.2023

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit einem am 15. Dezember 2022 eingereichten Auftrag fordern die zehn oben erwähnten Grossrätinnen und Grossräte sowie 30 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, die Stellenprozentage für die Schulführung (Schuldirektion, Stellvertretung, Mitarbeiterstunden) anzuheben. Sie beleuchten die Unterschiede bei den Ressourcen für die Ausübung ihrer Aufgaben zwischen der Schuldirektion einer Primarschule und der Schuldirektion einer Orientierungsschule und stellen fest, dass dieses Thema bereits in mehreren parlamentarischen Vorstössen, die in den letzten Jahren behandelt wurden, angesprochen wurde. Die Grossrätinnen und Grossräte weisen ferner darauf hin, dass das Inkrafttreten der neuen Verordnung über das Führen mit Zielvereinbarung, Entwicklung und Beurteilung des Staatspersonals (ZEB) für die Schuldirektionen, die ohnehin bereits mit den bisherigen Aufgaben überfordert seien, einen massiven Mehraufwand mit sich gebracht habe. Dies kann sich nur negativ auf das Wohlbefinden der Lehrpersonen und damit auf die Qualität des Unterrichts für die Schülerinnen und Schüler auswirken. Gemäss den Informationen, die den Grossrätinnen und Grossräte vorliegen, fehlen gegenwärtig 68 Vollzeitstellen für die Schuldirektion/Stellvertretung und 22 Vollzeitstellen für die Entlastungsstunden für besondere Aufgaben. Sie sind der Ansicht, dass eine solche Investition das Schulinspektorat von einem Grossteil der Personalführung entlasten würde. So könnten bis 2030 möglicherweise Stellen für Schulinspektorinnen und Schulinspektoren eingespart werden.

Im Auftrag wird gefordert, die Stellenprozentage für die Schulführung (Schuldirektion, Stellvertretung und Entlastungsstunden für die Mitarbeitenden) der Primarschule an diejenigen der Orientierungsschule anzugleichen. Die Grossrätinnen und Grossräte möchten, dass eine der beiden folgenden Lösungen angenommen wird, damit diese bereits ins Budget 2024 aufgenommen werden kann:

a) *Eine flexible Aufteilung mit folgenden minimalen Stellenerhöhungen bis Ende Jahr 2030: Jedes Jahr mindestens 5 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stellvertretung und mindestens 2 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden.*

b) *Eine konkrete Etappierung*

2024: 10 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 4 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden;
2025: 10 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 3 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden;
2026: 10 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 3 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden;
2027: 10 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 3 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden;
2028: 10 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 3 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden;
2029: 10 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 3 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden;
2030: 8 Vollzeitstellen Schuldirektion/Stv. und 3 Vollzeitstellen für die Mitarbeitenden.

II. Antwort des Staatsrats

Im Bericht 2019-DICS-11 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2017-GC-121 Antoinette de Weck / Raoul Girard – Beschäftigungsgrad der Schulleiterinnen und Schulleiter (SL) war der Staatsrat zum Schluss gekommen, dass die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren der Primarschulen sowohl im französischsprachigen wie auch im deutschsprachigen Kantonsteil Schwierigkeiten haben, ihre Aufgaben mit dem zugeteilten Beschäftigungsgrad zu erledigen. Obwohl berücksichtigt werden müsse, dass das System der Schuldirektionen von Primarschulen (damals noch als Schulleiterinnen und Schulleiter bezeichnet) – relativ gesehen – erst vor kurzem (am 1. August 2015 mit der Umsetzung des Gesetzes über die obligatorische Schule) im Vergleich zu demjenigen der Schuldirektionen an Orientierungsschulen (die mit dem Schulgesetz von 1985 eingeführt wurden) eingeführt wurde, könne man bei den zur Verfügung gestellten Mitteln doch objektive Unterschiede feststellen. Der Staatsrat fügte ferner an, dass er seit Jahren an einer Angleichung der finanziellen Verhältnisse zwischen den beiden Funktionen arbeite. In der Antwort auf die Anfrage von Antoinette de Weck und Markus Julmy 2022-CE-188 «Arbeitspensen Schuldirektorinnen und Schuldirektoren PS versus OS, wo stehen wir?» hatte eine Bestandsaufnahme ergeben, dass die Zahl der Vollzeitstellen von 51.5 VZÄ (Vollzeitäquivalente) im Jahr 2016 auf 67.4 VZÄ im Jahr 2022 gestiegen war. Die Entwicklung der Anzahl VZÄ verlief also nach Plan und liegt derzeit bei 68.3 VZÄ (52.2 für das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht SEnOF und 16.1 für das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht DOA). Der vorliegende Auftrag bietet eine Gelegenheit, diese Erhöhung der zur Verfügung gestellten Mittel fortzusetzen.

1. Frage betreffend Stellen für die Schulinspektorate

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die im Auftrag angesprochene Abschaffung oder Verringerung der Stellen für die Schulinspektorate weder erwünscht noch realistisch ist. Dies würde bedeuten, dass den beiden Vorstehern der Ämter für obligatorischen Unterricht in direkter Linie die Verantwortung für mehr als 130 Personen übertragen würde, was die Organisationsmodelle, die die Kantonsverwaltung strukturieren, in Frage stellen würde. Ausserdem könnten die Aufgaben des Schulinspektorats nicht mehr erfüllt werden: Insbesondere die Aufsicht und Unterstützung der Schuldirektionen, die Entscheidungsfindung in besonderen Situationen für Schülerinnen und Schüler, die Aufsicht über den privaten Unterricht zu Hause usw. Dies würde die koordinierte Umsetzung der kantonalen Projekte und Ansätze untergraben; die Zusammenarbeit mit den

pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, vor allem im Bereich der schulischen Entwicklung, die Planung und Koordination der Lehrpersonenweiterbildung, die kantonale Planung von Unterstützungsmassnahmen, die Vertretung der BKAD bzw. ihrer Ämter in kantonalen oder interkantonalen Kommissionen, den Vorsitz des Schulinspektoratskreises und der Schuldirektionskonferenzen bzw. die Teilnahme an diesen Konferenzen. Die Schulinspektoren und Schulinspektorinnen sind auch die direkten Vorgesetzten der Schulsozialarbeiterinnen und Schulsozialarbeiter. Hinzu kommen auch die Verwaltung bestimmter Unterstützungsmassnahmen (finanzielle und organisatorische Leitung), die Teilnahme an Arbeitsgruppen, das Sammeln von Informationen oder das Verfassen von Stellungnahmen zu externen Fragen. Schliesslich kümmern sich die Schulinspektorinnen und Schulinspektoren auch darum, bestimmte Probleme oder aktuelle Themen, die in den Schulen beobachtet werden, an die Amtsvorsteher weiterzuleiten, wichtige Dokumente zu verfassen und viele weitere Aufgaben zu erledigen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Erhöhung der VZÄ für die Schuldirektionen nicht auf Kosten der Schulinspektorate gehen darf.

Der Staatsrat erinnert daran, dass im Anschluss an die Verabschiedung des Schulgesetzes eine gründliche Analyse hinsichtlich der zu übernehmenden Aufgaben und der Verteilung der Schulinspektorinnen und Schulinspektoren über den gesamten Kanton durchgeführt wurde. In der Folge wurden zwei Inspektoratskreise aufgehoben. Heute gibt es insgesamt 11 – 8 für den französischsprachigen und 3 für den deutschsprachigen Kantonsteil. Seitdem sind weder die Anzahl der Fälle noch die von aussen gestellten Anforderungen zurückgegangen, und selbst wenn die Schuldirektionen mehr Verantwortung übernehmen würden, würde dies die Arbeit des Schulinspektorats nicht wesentlich entlasten.

2. Frage betreffend Belastung der Primarschuldirektionen

Im oben erwähnten Bericht 2019-DICS-11 des Staatsrats an den Grossen Rat wurde die Frage der Arbeitslast der Primarschuldirektionen bereits angesprochen und deren Pflichtenheft zusammengefasst.

Die Idee der Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags, die Aufgaben, die heute vom Schulinspektorat im Personalbereich wahrgenommen werden zu übertragen, würde bedeuten, dass die Primarschuldirektionen einen sehr grossen Mehraufwand allein zu bewältigen hätten, da das Schulinspektorat nicht nur beaufsichtigt, sondern auch unterstützt und berät.

Werden den Schuldirektionen mehr Aufgaben übertragen, so haben die Schulen zwar mehr Autonomie, es geht dabei aber die übergeordnete Ebene verloren (z. B. alles, was auf kantonaler Ebene konzipiert werden kann). Somit ergibt sich ein entsprechend höherer Zeitaufwand für die Koordination unter den Schulen. Dieser Verlust und der Mehraufwand liessen sich höchstwahrscheinlich nicht durch die beantragten VZÄ ausgleichen. Die Führung der Freiburger Schule würde dadurch zudem ernsthaft beeinträchtigt.

3. Langfristig angestrebtes Ziel bezüglich Vollzeitstellen

Was die Anzahl der VZÄ betrifft, die für die Schuldirektionen der Primarschulen erforderlich sind, entspricht der angestrebte Beschäftigungsgrad nicht genau demjenigen, der den Schuldirektionen der Orientierungsschulen zur Verfügung steht. Denn obwohl die meisten Aufgaben die gleichen Ressourcen erfordern, haben die Schuldirektionen von Primarschulen insgesamt weniger Personal zu verwalten als die Schuldirektionen von Orientierungsschulen.

Die folgenden Tabellen zeigen, dass über 87% der Schuldirektionen von Primarschulen weniger als 50 Lehrpersonen führen, während fast 70% der Schuldirektionen von Orientierungsschulen zwischen 51 und 100 Lehrpersonen führen.

Langfristiges Ziel ist es daher, für die Schuldirektionen der Primarschulen 90% der Ressourcen zu erreichen, die den Schuldirektionen der Orientierungsschulen zugewiesen werden.

Anzahl der Lehrpersonen	Anzahl der Primarschulen	Anzahl der Orientierungsschulen	Total
Moins de 20	16	0	16
20 - 29	36	0	36
30 - 39	23	2	25
40 - 49	9	5	14
50 - 59	4	5	9
60 - 69	3	3	6
70 - 79	2	2	4
80 - 89	0	3	3
90 - 99	1	2	3
100 et plus	2	1	3

4. Kosten der Vorschläge des Auftrags

Variante a) sieht eine feste Aufteilung bis 2030 von 5 VZÄ pro Jahr für die Schuldirektion und die Stellvertreterinnen und Stellvertreter sowie von 2 VZÄ für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter (Entlastungsstunden für besondere Aufgaben) vor. In Bezug auf die Finanzierung ist zu betonen, dass 100% der VZÄ für die Schuldirektion und die Stellvertreterinnen und Stellvertreter vom Kanton getragen werden. Bei den Entlastungsstunden wird die Finanzierung wie bei der gegenwärtigen Praxis auf Orientierungsschulstufe zu 50% von den Gemeinden und zu 50% vom Kanton geteilt.

Insgesamt würden durch diese Aufteilung jährlich rund 4 VZÄ an das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (FOA) und rund 1 VZÄ an das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA) vergeben. Zu Beginn dieser Aufteilung wird jedoch ein etwas grösserer Anteil der VZÄ dem FOA zugewiesen, um den derzeit bestehenden proportionalen Unterschied zwischen den beiden Ämtern auszugleichen.

Konkret würde die Annahme von Variante a) dazu führen, dass sich die aktuelle Tabelle (Nr. 1 unten) zu einer neuen Zwischentabelle (Nr. 2) entwickelt, die sich noch weiter entwickeln kann, je nachdem, wie viele VZÄ über das Jahr 2030 hinaus zugewiesen werden. Variante a) würde auch die Zuweisung von Entlastungsstunden bewirken, die es vorher nicht gab: Diese sind in Tabelle Nr. 3 aufgeführt. Die Tabellen beginnen bei 8 Klassen, da dies gesetzlich die Mindestzahl ist, um einen Schulkreis zu bilden.

Für die Variante a) ergeben sich im Zeitraum 2024 bis 2030 folgende Kosten:

- > Stellen für Schuldirektionen und Stellvertreter/innen: 35 VZÄ, was 5 110 000 Franken entspricht
- > Entlastungsstunden: 14 VZÄ, was 1 680 000 Franken entspricht, wovon 50% von den Gemeinden zu tragen sind

Total: 6 790 000 Franken, davon 840 000 Franken zulasten der Gemeinden

Für die Variante b) ergeben sich im Zeitraum 2024 bis 2030 folgende Kosten:

- > Stellen für Schuldirektionen und Stellvertreter/innen: 68 VZÄ, was 9 928 000 Franken entspricht
- > Entlastungsstunden: 22 VZÄ, was 2 640 000 Franken entspricht, wovon 50% von den Gemeinden zu tragen sind

Total: 12 568 000 Franken, davon 1 320 000 Franken zulasten der Gemeinden

1. Aktuelle Tabelle für die Stellenprozentage der Schuldirektion und Stellvertretung an den Primarschulen			
Anzahl Klassen	Stellenprozentage	Anzahl Klassen	Stellenprozentage
8	50%	35	120%
9	50%	36	120%
10	50%	37	130%
11	60%	38	130%
12	60%	39	130%
13	60%	40	130%
14	70%	41	140%
15	70%	42	140%
16	70%	43	140%
17	80%	44	140%
18	80%	45	150%
19	80%	46	150%
20	80%	47	150%
21	90%	48	150%
22	90%	49	160%
23	90%	50	160%
24	90%	51	160%
25	100%	52	160%
26	100%	53	170%
27	100%	54	170%
28	100%	55	170%
29	110%	56	170%
30	110%	57	180%
31	110%	58	180%
32	110%	59	180%
33	120%	60	180%
34	120%		

2. Neue Zwischentabelle für die Stellenprocente für Schuldirektion und Stellvertretung an den Primarschulen bei Variante a)			
Anzahl Klassen	Stellenprocente	Anzahl Klassen	Stellenprocente
8	80%	35	180%
9	80%	36	180%
10	90%	37	200%
11	90%	38	200%
12	100%	39	200%
13	100%	40	200%
14	100%	41	200%
15	100%	42	220%
16	100%	43	220%
17	120%	44	220%
18	120%	45	220%
19	120%	46	220%
20	120%	47	240%
21	120%	48	240%
22	140%	49	240%
23	140%	50	240%
24	140%	51	240%
25	140%	52	260%
26	140%	53	260%
27	160%	54	260%
28	160%	55	260%
29	160%	56	260%
30	160%	57	280%
31	160%	58	280%
32	180%	59	280%
33	180%	60	280%
34	180%		

3. Tabelle der Entlastungsstunden im Fall von Variante a)			
Anzahl Klassen	Lektionen	Anzahl Klassen	Lektionen
8	3.00	35	9.00
9	3.00	36	10.00
10	3.00	37	10.00
11	3.00	38	10.00
12	4.00	39	10.00
13	4.00	40	10.00
14	4.00	41	10.00

3. Tabelle der Entlastungsstunden im Fall von Variante a)			
Anzahl Klassen	Lektionen	Anzahl Klassen	Lektionen
15	4.00	42	10.00
16	5.00	43	10.00
17	5.00	44	10.00
18	5.00	45	10.00
19	5.00	46	10.00
20	6.00	47	10.00
21	6.00	48	10.00
22	6.00	49	10.00
23	6.00	50	10.00
24	7.00	51	10.00
25	7.00	52	10.00
26	7.00	53	10.00
27	7.00	54	10.00
28	8.00	55	10.00
29	8.00	56	10.00
30	8.00	57	10.00
31	8.00	58	10.00
32	9.00	59	10.00
33	9.00	60	10.00
34	9.00		

5. Schlussbemerkungen

Der Staatsrat ist sich der Situation der Primarschuldirektionen bewusst und hat im Rahmen der budgetären Möglichkeiten schrittweise zusätzliche Ressourcen bewilligt. So wurden seit Inkrafttreten des Schulgesetzes am 1. August 2015 16,8 zusätzliche VZÄ für diese Funktion bereitgestellt. Der Staatsrat will seine Bemühungen um eine Aufstockung der Mittel in den kommenden Jahren fortsetzen, insbesondere mit Blick auf die Bevölkerungsentwicklung des Kantons. Er betont erneut, dass die Funktion der Schulinspektorin und des Schulinspektors für das reibungslose Funktionieren der Unterrichtsämtler und der Schuldirektionen unerlässlich ist. Auf sie zu verzichten, kommt nicht in Frage.

Aus diesen Gründen beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung des Auftrags.

Rapport annuel 2022 de la commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR)

Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents des Parlements cantonaux de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura,
Mesdames et Messieurs les Députées et Députés,

Conformément aux dispositions précisées ci-dessous, la Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CSR) vous invite à prendre connaissance de son rapport annuel.

Le bureau de la commission est composé des présidents des délégations cantonales, soit de:

Vincent Eschmann	JU	Président 2022
Gaétan Emonet	FR	Vice-président 2022
Jean Romain	GE	
Karim Saïd	BE	succède à Peter Gasser
Amina Chouiter Djebaili	NE	
David Vogel	VD	succède à Fabien Deillon
Julien Dubuis	VS	

1. CADRE LEGISLATIF

La Convention scolaire romande du 21 juin 2007 est entrée en vigueur le 1^{er} août 2009. Elle institue un Espace romand de la formation qui s'intègre dans l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS). La CSR reprend ainsi les dispositions contraignantes de l'accord suisse tout en étendant l'engagement des cantons romands à d'autres domaines de coopération obligatoire.

L'activité de la commission découle du contrôle parlementaire d'institutions intercantionales généralisé, dès 2001 en Suisse romande, par « la Convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités avec l'étranger », accord remplacé en 2011 par la Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl).

Le présent rapport annuel de la commission, à l'intention des parlements cantonaux, repose sur les dispositions contenues aux articles 20 à 25 du chapitre 5 de la CSR qui prévoient, en particulier, que la commission préavise le rapport annuel, le budget et les comptes de la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP).

2. SEANCES DE LA CIP

Suite aux élections cantonales en 2022 dans les cantons de Berne et de Vaud, les compositions de ces deux cantons ont été remaniées. Au sein du bureau, nous avons donc accueilli Karim Saïd, responsable de la délégation bernoise et David Vogel, responsable de la délégation vaudoise.

Durant l'année, le bureau s'est réuni à 3 reprises, le 11 février, le 11 mai et le 14 septembre par visioconférence. La première séance plénière s'est déroulée le 2 juin à Lausanne et la session d'automne le 11 novembre à Delémont. Durant les deux séances plénières, en renvoyant aux PV qui s'y rapportent pour les détails, la CIC-CSR a traité des objets ci-après.

Séance du 2 juin 2022

Numérique à l'école : implications, risques et aspects critiques

Notre commission a décidé qu'une fois le thème annuel défini par le bureau, celui-ci est initié par une première présentation à la session de printemps, puis approfondi grâce à plusieurs intervenants à la session d'automne. Ainsi, c'est le Professeur Pierre Dillenbourg de l'EPFL qui nous a présenté le sujet du numérique à l'école.

Message du Président de la CIIP, M. Christophe Darbellay

Après un début d'année 2022 encore marqué par la crise sanitaire, les cantons ont dû relever un nouveau défi, celui de l'accueil des enfants ukrainiens dans les écoles. L'ensemble du personnel impliqué dans la formation est remercié pour son engagement dans ces contextes particuliers.

Le Président a ensuite cité quelques points forts du programme d'activité 2020-2023:

- **Numérique:** À la suite à la publication du PER-Education numérique qui peut maintenant être mis en œuvre dans les cantons, l'Assemblée plénière a défini une feuille de route pour la poursuite de la mise en œuvre de notre plan d'action. Cette feuille de route comporte différents projets dont le plus urgent est la révision du PER suite à l'ajout d'un nouveau domaine d'enseignement. Toujours dans le domaine du numérique il faut relever, la rédaction, en collaboration avec les HEP, d'un référentiel de compétences commun de formation des enseignant.es et la publication, par l'IRDP, d'un rapport sur l'exposition aux écrans.
- En lien avec **les moyens d'enseignement romands (MER)**, les membres de l'AP-CIIP avaient souhaité revoir entièrement le dispositif d'élaboration jugé trop lourd et peu efficient. Une task force avait été créée dans ce but. Le nouveau dispositif est actuellement mis en place pour les MER de français.
- **Mise en œuvre de la CSR:** Dans le cadre du projet de constitution d'une banque d'items (art. 15 de la CSR), les enseignant.es trouvent désormais, sur les plateformes numériques de la CIIP, des pistes théoriques et pratiques pour préparer leurs évaluations. De plus, un premier outil de définition des profils de compétences et de connaissance (art. 16 de la CSR) a été conçu et sera finalisé courant 2022. Cet outil sera intégré au projet de la CDIP "*Profilsd'exigences.ch*" dont l'objectif est de fournir, dans tout la Suisse, des instruments d'aide au choix professionnel en reliant les compétences des élèves aux exigences des programmes de formation professionnelle.
- La CIIP a constitué un réseau prospectif en vue de poursuivre l'intégration de **l'éducation en matière de durabilité** dans l'enseignement. Ce réseau réunit les référent.es cantonaux en matière de durabilité et est institué dans le but d'établir un panorama des actions prises dans les cantons et de définir les modalités d'un renforcement de la coordination intercantonale pour des activités pédagogiques concrètes choisies en échangeant sur les bonnes pratiques.

Quelques précisions par le Président sont données sur la décision de juin 2021 concernant **l'intégration de deux éléments de l'évolution de la langue dans les moyens d'enseignement du français** actuellement en cours d'élaboration. Il s'agit des 14 principes de l'orthographe rectifiée et du langage épïcène. Pour le langage épïcène, il a été décidé de ne pas l'appliquer dans nos manuels scolaires. Quant à l'intégration de l'orthographe rectifiée, acceptée dans les écoles depuis 1996, il est prévu maintenant de l'appliquer dans nos manuels tout en autorisant les anciennes graphies. Cette orthographe rectifiée se caractérise par une diminution des exceptions et des cas particuliers qui, souvent, n'ont pas de réelle justification. En résumé : **davantage de cohérence et moins d'exceptions.**

Séance du 11 novembre 2022 :

Deux exposés ont prolongé la présentation du Professeur Dillenbourg à la séance de juin. Tout d'abord M. Christian Rossé, chargé de cours en éducation numérique à la Haute Ecole

Pédagogue BEJUNE et co-directeur du Centre MITIC Interjurassien, puis Mme Anne-Marie Cruz, enseignante, membre du comité de l'association Réfléchissons à l'Usage du Numérique et des Ecrans (RUNE Genève). Les conférenciers ont livré leurs réflexions et répondu aux questions des participants.

Message du Président de la CIIP, M. Christophe Darbellay

Les crises qui malheureusement se succèdent mettent en évidence la capacité d'adaptation et de résilience de nos systèmes de formation, tout comme l'importance de la coordination romande qui s'est vue renforcée et enrichie. En effet, les cantons ont pu, à de nombreuses reprises, coordonner leurs actions ou faire part de leurs revendications au niveau fédéral. Cette dynamique qui va au-delà des articles de la Convention Scolaire, renforce donc la cohésion intercantonale.

Après cette introduction le Président, cite brièvement quelques faits marquants des derniers mois:

- **Rencontre avec une délégation du SER** lors de l'Assemblée plénière de septembre. Cette rencontre a permis d'échanger sur diverses préoccupations communes dont notamment celle du renforcement de l'attractivité de la profession enseignante et la nécessité de promouvoir une vision positive de la profession.
- **Préparation du prochain programme d'activité de la CIIP pour les années 24-27.** Dans ce programme, nous trouverons certainement des priorités qui concernent l'éducation en matière de citoyenneté et de durabilité et la poursuite de la mise en œuvre de la Convention Scolaire Romande, notamment en ce qui concerne l'art. 15 la constitution d'une banque d'items et de pistes d'évaluation romandes, ou l'art. 16, la réalisation d'un outil pour attester des compétences de l'élève à la fin de la scolarité obligatoire.
- **Moyens d'enseignement:** La collection des moyens d'enseignement SHS 9-11 est terminée. La collection de mathématiques 1-8, quant à elle, sera terminée l'année prochaine. Quant à la collection du français qui a fait couler beaucoup d'encre, pour les raisons qu'on connaît, elle sera mise à disposition, comme prévu, dans les classes de 1H, 2H et 5H en 2023. Au travers de l'élaboration de ces collections romandes qui touchent les grands domaines du PER, l'école romande se voit enfin dotée de moyens communs. PER et MER étant les piliers de la Convention Scolaire Romande.
- **Éducation numérique:** Un monitoring de ces développements sera mené afin de suivre cette mise en œuvre et de réajuster les actions au besoin.

3. RAPPORT D'ACTIVITES DE LA CIIP 2021 : ETAT DES LIEUX 2021 DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SCOLAIRE ROMANDE (CSR)

Les points forts de l'année 2022 sont les suivants :

- Mise en œuvre de l'éducation numérique à la suite de la publication du PER-Education numérique
- MER¹: fin de la réalisation de la collection SHS. Poursuite des travaux pour la collection de Maths et de français.

Les éléments principaux du rapport d'activité 2021 sont les suivants :

[art. 9] Moyens d'enseignement et ressources didactiques : Maths (2022) en cours de finalisation ; projet Français cycles 1 et 2 en cours (1-2 et 5 mis à disposition en 2023); projet Français cycle 3: toujours en attente du nouveau dispositif.

¹ Moyens d'enseignement romands

[art. 10] Portfolios : la version électronique du PEL III pour les jeunes de 15 ans et plus a paru début 2012. Elle est adaptée aux diverses filières du secondaire II et à leurs besoins spécifiques ; le PEL II pour les jeunes entre 12 et 15 ans est en voie d'introduction selon les décisions prises dans chacun des cantons, lesquels organisent également des modules de formation.

[art. 12] Formation initiale des enseignants : en ce qui concerne la structure des formations, aussi bien au primaire qu'au secondaire I et II, on constate une grande stabilité sur les questions de profils et durées des formations aussi bien que sur les aspects concernant les conditions d'admission.

[art. 16] Profils de connaissance/compétences : en 2019, un groupe romand composé de membres de différentes conférences (scolarité obligatoire, orientation, post-obligatoire, enseignement spécialisé) a été mandaté pour poursuivre les réflexions, en s'appuyant sur les principaux constats issus du colloque susmentionné. Le développement d'un outil d'accompagnement destiné à soutenir tous les élèves vers l'entrée en profession doit également être exploré. Le PCC romand est intégré au projet national « *Profil d'exigences* ».

4. BUDGET 2023 DE LA CIIP

Le budget couvrant le secrétariat général et l'IRDP est adopté. Il se monte à CHF 6'154'700 et comporte 24.8 postes permanents et 1.65 postes sous contrats de droit privé. Les cantons financent à hauteur de CHF 5'503'660 (sans indexation).

Les cantons contribuent au fonctionnement du *Glossaire des patois romands* pour CHF 260'000 (sans indexation).

L'excédent de charges de CHF 99'540 est ramené presque à l'équilibre de CHF 9'090 par l'utilisation des fonds propres directement affectés au projet EPROCOM/banque d'items et Livre +.

- UMER-SO (contributions remboursables) : budget 2023 de l'Unité des moyens d'enseignement romands pour la scolarité obligatoire est adopté (CHF 18'021'00 de charges d'exploitation et CHF 4'000'000 de dépenses d'investissement ; 7.9 postes permanents et 1.2 postes sous contrat de droit privé). Sous réserve de l'avancement des projets et des commandes effectives des cantons, une contribution remboursable de CHF 1'932'000 est versée pour assurer les liquidités nécessaires à l'acquisition ou à l'élaboration et l'impression des nouveaux MER. Cependant, vu les variations importantes par rapport aux budgets 2020 à 2022, la contribution remboursable peut être diminuée de CHF 532'000 et atteindre ainsi le montant de 1'4 million de francs en 2023.
- UMER-FP (subvention du SEFRI) : budget de l'Unité des moyens d'enseignement romands et tessinois pour la formation professionnelle s'élève à CHF 2'790'000 (1.1 poste permanent et 1 poste sous contrat de droit privé). Rappel : pas de contribution cantonale.

5. COMPTES 2021

Les comptes 2021 du Secrétariat général de la Conférence ont été adoptés par l'AP-CIIP en mai 2022.

Le résultat opérationnel pour le Secrétariat général montre un excédent de charges de CHF 4'803.96

Compte tenu de l'utilisation du fonds propre EPROCOM/banque d'items, c'est un excédent de revenu net de CHF 91'200.96 qui est versé sur les capitaux propres.

- UMER-SO : le résultat opérationnel pour la scolarité obligatoire (UMER-SO) montre excédent de revenus de CHF 538'712.35. Les fonds propres affectés à la réactualisation de certains ouvrages sont augmentés de CHF 462'692 correspondant aux bénéfices nets réalisés en 021 sur ces collections complètement amorties et le fond propre affecté au

développement de la stratégie numérique (CFH 1'998), font que c'est donc finalement un excédent de revenus net de 78'018.35 qui est versé sur les capitaux propres.

- UMER-FP : le résultat opérationnel pour la formation professionnelle (UMER-FP) montre un excédent de revenus de CHF 225'488.12 sur un budget équilibré. Cependant, avec l'utilisation de la réserve accordée par l'AP-CIIP pour les deux projets en cours que sont la révision complète de la collection du Commerce selon nouvelle ordonnance du SEFRI (CHF 359'972) et le développement d'une plateforme numérique (CHF 93'135), c'est un excédent de revenus net qui se dégage de CHF 227'618.88, versé sur la réserve propre de l'UMER-FP (selon RFI art. 4 alinéa 2).

6. ELECTIONS

Pour l'année 2023, c'est le canton de Fribourg qui occupera la présidence. La vice-présidence devait revenir au canton de Vaud. Toutefois, comme ce canton a vécu le renouvellement de ses autorités suite aux élections cantonales à l'automne 2022 et que le Valais n'avait exercé la présidence qu'une seule fois depuis la création de la CIC-CSR pour les mêmes raisons à l'époque, la commission a effectué une rocade : Valais occupera la vice-présidence 2023 et la présidence 2024 alors que Vaud occupera la vice-présidence 2024 et la présidence 2025.

Au terme de cette partie électorale, le président Vincent Eschmann adresse un message d'au revoir à M. Nicolas Sierro, secrétaire de la CIC-CSR depuis ses débuts, et récemment élu secrétaire général du Parlement valaisan. Le président relève l'accompagnement parfait de M. Sierro au fil des séances du bureau et de l'assemblée plénière, en particulier ses talents d'organisateur, sa compétence dans le suivi des dossiers, sa discrétion et son amabilité. En lui souhaitant un fructueux mandat, le président lui remet un cadeau en signe de remerciement.

7. INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

Postulat : « Orthographe rectifiée : laissons l'usage imposer les modifications orthographiques »

Le texte soumis à la discussion demande que le peuple et ses représentants, notamment les parlementaires des cantons romands ainsi que les membres des délégations parlementaires à la CIP CSR, puissent être associés à la décision de retenir les modifications orthographiques dans les nouveaux manuels de français. Le postulat invite la CIIP à ne pas mettre en oeuvre cette décision. Un large débat a permis aux participants de s'exprimer et d'obtenir des informations.

La CIIP a, lors de la séance plénière d'automne, détaillé la procédure de prise de décision concernant la réforme de l'OR.

Au vote final, le postulat est refusé par 19 voix contre 10 et 4 abstentions.

8. CONCLUSION RECOMMANDATION FINALE

La Commission interparlementaire de contrôle de la CSR recommande aux Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, de prendre acte du rapport d'information de la CIIP, présenté conformément à l'art. 20 de la Convention scolaire romande.

Vicques, le 26 février 2023

Vincent Eschmann
Président CIC CSR 2022

Jahresbericht 2022 der interparlamentarischen Aufsichtskommission der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR)

Sehr geehrte Präsidentinnen und Präsidenten der Kantonsparlamente von Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura
Sehr geehrte Grossrätinnen und Grossräte

Gemäss den unten erwähnten Bestimmungen lädt die interparlamentarische Aufsichtskommission der Westschweizer Schulvereinbarung (CSR) Sie ein, ihren Jahresbericht zur Kenntnis zu nehmen.

Dem Kommissionsbüro gehören folgende Präsidentinnen und Präsidenten der kantonalen Delegationen an:

Vincent Eschmann	JU	Präsident 2022
Gaétan Emonet	FR	Vizepräsident 2022
Jean Romain	GE	
Karim Saïd	BE	Nachfolger von Peter Gasser
Amina Chouiter Djebaili	NE	
David Vogel	VD	Nachfolger von Fabien Deillon
Julien Dubuis	VS	

1. GESETZLICHER RAHMEN

Die Westschweizer Schulvereinbarung vom 21. Juni 2007 ist am 1. August 2009 in Kraft getreten. Sie schafft einen Westschweizer Bildungsraum, der sich in die Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (HarmoS) einfügt. Die CSR übernimmt die zwingenden Bestimmungen der Schweizer Vereinbarung und erweitert die Verpflichtung der Westschweizer Kantone auf weitere Bereiche, in denen sie obligatorisch zusammenarbeiten müssen.

Die Tätigkeit der Kommission ist die Folge der parlamentarischen Aufsicht über interkantonale Institutionen, die ab 2001 in der Westschweiz aufgrund der «Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland» verallgemeinert wurde; die Vereinbarung wurde 2011 vom Vertrag über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland (ParlVer) abgelöst.

Dieser Jahresbericht der Kommission zuhanden der Kantonsparlamente stützt sich auf die Artikel 20–25 des 5. Kapitels der CSR, in denen namentlich bestimmt wird, dass die Kommission Stellung zum Jahresbericht, zum Voranschlag und zur Rechnung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) nimmt.

2. SITZUNGEN DER IPK

Nach den kantonalen Wahlen im Jahr 2022 in den Kantonen Bern und Waadt wurden die Delegationen dieser beiden Kantone neu gebildet. Im Büro begrüsst wir daher Karim Saïd, den Leiter der Berner Delegation, und David Vogel, den Leiter der Waadtländer Delegation.

Im Laufe des Jahres trat der Vorstand dreimal zusammen: am 11. Februar, am 11. Mai und am 14. September per Videokonferenz. Die erste Plenarsitzung fand am 2. Juni in Lausanne und die Herbstsession am 11. November in Delsberg statt. In den beiden Plenarsitzungen behandelte die IPK-CSR die folgenden Themen.

Sitzung vom 2. Juni 2022

Digitalisierung in der Schule: Auswirkungen, Risiken und kritische Aspekte

Unsere Kommission hat beschlossen, dass das Büro das Jahresthema festlegt und dieses in einer ersten Präsentation in der Frühjahrsession eingeleitet und dann durch mehrere Redner in der Herbstsession vertieft wird. So führte uns Professor Pierre Dillenbourg von der EPFL in das Thema «Digitalisierung in der Schule» ein.

Botschaft des Präsidenten der CIIP, Christophe Darbellay

Nachdem der Beginn des Jahres 2022 noch von der Gesundheitskrise geprägt war, mussten sich die Kantone einer neuen Herausforderung stellen: der Aufnahme ukrainischer Kinder in die Schulen. Dem ganzen Personal, das an der Ausbildung beteiligt ist, wird für sein Engagement vor diesem besonderen Hintergrund gedankt.

Anschliessend hob der Präsident einige Höhepunkte des Tätigkeitsprogramms 2020-2023 hervor:

- **Digitalisierung:** Nach der Veröffentlichung des PER-Education numérique (Westschweizer Lehrplan digitale Bildung), der jetzt in den Kantonen umgesetzt werden kann, hat die Plenarversammlung eine Roadmap für die weitere Umsetzung unseres Aktionsplans festgelegt. Diese Roadmap umfasst verschiedene Projekte, das dringendste davon ist die Überarbeitung des PER infolge der Hinzufügung eines neuen Unterrichtsbereichs. Weiter wurde im Bereich der Digitalisierung in Zusammenarbeit mit den Pädagogischen Hochschulen ein gemeinsamer Kompetenzrahmen für die Ausbildung der Lehrpersonen erarbeitet, und das IRDP hat einen Bericht über die Belastung durch Bildschirme veröffentlicht.
- Im Zusammenhang mit den «**moyens d'enseignement romands**» (MER; Westschweizer Lehrmittel) hatten die Mitglieder der PV-CIIP den Wunsch geäußert, dass das als zu schwerfällig und wenig effizient empfundene Erarbeitungssystem vollständig überarbeitet wird. Zu diesem Zweck war eine Task Force eingerichtet worden. Das neue Dispositiv wird derzeit für die MER für Französisch eingeführt.
- **Umsetzung der CSR:** Im Rahmen des Projekts zur Erstellung einer Item-Bank (Art. 15 CSR) finden die Lehrkräfte nun auf den digitalen Plattformen der CIIP theoretische und praktische Anregungen zur Vorbereitung ihrer Bewertungen. Darüber hinaus wurde ein erstes Instrument zur Definition von Kompetenz- und Wissensprofilen (Art. 16 CSR) entworfen, das im Laufe des Jahres 2022 fertiggestellt werden soll. Dieses Instrument wird in das EDK-Projekt «*Anforderungsprofile.ch*» integriert, dessen Ziel es ist, in der ganzen Schweiz Instrumente zur Unterstützung der Berufswahl bereitzustellen, indem die Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler mit den Anforderungen der Berufsbildungsprogramme verknüpft werden.
- Die CIIP hat ein zukunftsorientiertes Netzwerk gebildet, um die Integration der **Erziehung zur Nachhaltigkeit** in den Unterricht fortzusetzen. Dieses Netzwerk vereint die kantonalen Ansprechpersonen für Nachhaltigkeit und wurde eingerichtet, um einen Überblick über die in den Kantonen ergriffenen Massnahmen zu erstellen und die Modalitäten für eine verstärkte interkantonale Koordination der konkreten pädagogischen Aktivitäten festzulegen, die durch den Austausch über bewährte Praktiken ausgewählt werden.

Der Präsident gibt einige Erläuterungen zum Beschluss vom Juni 2021 über **die Aufnahme von zwei Elementen der Sprachentwicklung in die** derzeit in Ausarbeitung befindlichen **Lehrmittel für Französisch**. Es handelt sich um 14 Grundsätze der berichtigten Rechtschreibung und der geschlechtergerechten Sprache. Es wurde beschlossen, dass in unseren Schulbüchern die geschlechtergerechte Sprache nicht angewendet werden soll. Es

ist nun geplant die berichtigte Rechtschreibung, die seit 1996 in den Schulen akzeptiert wird, in unseren Lehrbüchern anzuwenden, während die alten Schreibweisen weiterhin erlaubt sind. Diese berichtigte Rechtschreibung zeichnet sich durch weniger Ausnahmen und Sonderfälle aus, für die es oft keine wirkliche Begründung gibt. Kurz: **mehr Kohärenz und weniger Ausnahmen.**

Sitzung vom 11. November 2022

Auf die Präsentation von Professor Dillenbourg an der Junisitzung folgten zwei Vorträge. Zunächst Christian Rossé, Lehrbeauftragter für digitale Bildung an der Pädagogischen Hochschule BEJUNE und Co-Direktor des Centre MITIC Interjurassien, dann Anne-Marie Cruz, Lehrerin und Vorstandsmitglied der Association Réfléchissons à l'Usage du Numérique et des Ecrans (RUNE Genf). Die Vortragenden stellten ihre Überlegungen vor und beantworteten die Fragen der Teilnehmerinnen und Teilnehmer.

Botschaft des Präsidenten der CIIP, Christophe Darbellay

Die Krisen, die leider immer wieder auftreten, machen die Anpassungs- und Widerstandsfähigkeit unserer Bildungssysteme und die Bedeutung der Koordination in der Westschweiz, die gestärkt und bereichert wurde, deutlich. Tatsächlich konnten die Kantone bei vielen Gelegenheiten ihre Aktionen koordinieren oder ihre Forderungen auf Bundesebene vorbringen. Diese Dynamik, die über den Inhalt der Schulvereinbarung hinausgeht, stärkt also den interkantonalen Zusammenhalt.

Nach dieser Einleitung erwähnt der Präsident kurz einige wichtige Ereignisse der letzten Monate:

- **Treffen mit einer Delegation des SER (Syndicat des enseignant.es romand.es)** während der Plenarversammlung im September. Das Treffen bot die Gelegenheit, sich über verschiedene gemeinsame Anliegen auszutauschen, darunter insbesondere die Steigerung der Attraktivität des Lehrerberufs und die Notwendigkeit, eine positive Vision des Lehrerberufs zu fördern.
- **Vorbereitung des nächsten Tätigkeitsprogramms der CIIP für die Jahre 24-27.** In diesem Programm werden wir sicherlich Prioritäten finden, die den Staatskundeunterricht, die Erziehung zur Nachhaltigkeit und die weitere Umsetzung der Westschweizer Schulvereinbarung betreffen, namentlich die Erstellung einer Item-Bank und einer Bank mit Westschweizer Bewertungsmöglichkeiten (Art. 15) sowie die Entwicklung eines Instruments zur Bescheinigung der Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler am Ende der obligatorischen Schulzeit (Art. 16).
- **Lehrmittel:** Die Lehrmittelsammlung für die Geistes- und Sozialwissenschaften 9-11 ist abgeschlossen. Die Sammlung der Mathematiklehrmittel 1-8 hingegen wird im nächsten Jahr fertiggestellt. Die Sammlung der Französischlehrmittel, über die aus bekannten Gründen viel geschrieben wurde, wird wie geplant 2023 in den Klassen 1H, 2H und 5H zur Verfügung stehen. Mit der Entwicklung dieser Westschweizer Sammlungen, welche die grossen Bereiche des Westschweizer Lehrplans betreffen, werden der Westschweizer Schule endlich gemeinsame Mittel gegeben. Der Westschweizer Lehrplan und die Westschweizer Lehrmittel sind die tragenden Pfeiler der Westschweizer Schulvereinbarung.
- **Digitale Bildung:** Ein Monitoring dieser Entwicklungen wird durchgeführt, um deren Umsetzung zu verfolgen und die Massnahmen gegebenenfalls anzupassen.

3. TÄTIGKEITSBERICHT 2021 DER CIIP: BESTANDSAUFNAHME 2021 DER UMSETZUNG DER WESTSCHWEIZER SCHULVEREINBARUNG (CSR)

Im Jahr 2022 gab es folgende Schwerpunkte:

- Umsetzung der digitalen Bildung im Anschluss an die Veröffentlichung des Westschweizer Lehrplans Digitale Bildung;
- Westschweizer Lehrmittel¹: Fertigstellung der Sammlung für Geistes- und Sozialwissenschaften, Fortsetzung der Arbeiten an der Sammlung für Mathematik und für Französisch.

Die Hauptelemente des Tätigkeitsberichts 2021 sind:

[Art. 9] Lehrmittel und didaktische Ressourcen: Mathematik (2022) wird derzeit fertiggestellt; Projekt Französisch 1. und 2. Zyklus ist im Gang (1-2 und 5 werden 2023 zur Verfügung gestellt); Projekt Französisch 3. Zyklus: noch immer in Erwartung des neuen Dispositivs.

[Art. 10] Portfolios: Die elektronische Version des ESP III für Jugendliche ab 15 Jahren erschien Anfang 2012. Sie ist auf die verschiedenen Bildungsgänge der Sekundarstufe II und ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten; das ESP II für Jugendliche zwischen 12 und 15 Jahren wird nach den Entscheiden in den einzelnen Kantonen eingeführt, die auch Ausbildungsmodule organisieren.

[Art. 12] Grundausbildung von Lehrpersonen: Bei der Struktur der Ausbildungen, sowohl für die Primarstufe als auch für die Sekundarstufen I und II, gibt es eine grosse Stabilität bei den Profilen und der Dauer der Ausbildungen sowie bei den Aspekten der Zulassungsbedingungen.

[Art. 16] Wissens-/Kompetenzprofile: 2019 wurde eine Westschweizer Gruppe, die sich aus Mitgliedern verschiedener Konferenzen (obligatorische Schule, Beratung, nachobligatorische Schule, Sonderpädagogik) zusammensetzt, beauftragt, die Überlegungen auf der Grundlage der wichtigsten Erkenntnisse aus dem oben genannten Symposium fortzusetzen. Die Entwicklung eines Begleitinstruments, das alle Schülerinnen und Schüler auf dem Weg in den Beruf unterstützen soll, sollte ebenfalls geprüft werden. Die Westschweizer Wissens-/Kompetenzprofile sind in das nationale Projekt «Anforderungsprofil» integriert.

4. VORANSCHLAGE 2023 DER CIIP

Der Voranschlag, der das Generalsekretariat und das IRDP abdeckt, wird angenommen. Er beläuft sich auf 6 154 700 Franken und umfasst 24,8 feste Stellen und 1,65 Stellen mit privatrechtlichen Verträgen. Die Kantone finanzieren davon 5 503 660 Franken (ohne Indexierung).

Die Kantone tragen mit 260 000 Franken (ohne Indexierung) zum Betrieb des *Glossaire des patois romands* bei.

Der Aufwandüberschuss in der Höhe von 99 540 Franken wird durch die Verwendung von Eigenmitteln, die direkt dem Projekt EPROCOM/Item-Bank und Livre + zugewiesen wurden, bis auf 9 090 Franken fast auf ein ausgeglichenes Ergebnis reduziert.

- UMER-SO (rückzahlbare Beiträge): Das Budget 2023 der Unité des moyens d'enseignement romands für die obligatorische Schule wird angenommen (18 021 000 Franken Betriebsaufwand und 4 000 000 Franken Investitionsausgaben); 7,9 feste Stellen und 1,2 Stellen mit privatrechtlichem Vertrag). Unter Vorbehalt des Projektfortschritts und der effektiven Bestellungen der Kantone wird ein rückzahlbarer Beitrag von 1 932 000 Franken ausbezahlt, um die notwendige Liquidität für den Erwerb oder die Erstellung und den Druck der neuen Westschweizer Lehrmittel zu gewährleisten. Angesichts der erheblichen Abweichungen gegenüber den Voranschlägen 2020 bis 2022 kann der rückzahlbare Beitrag jedoch um 532 000 Franken gesenkt werden und erreicht somit im Jahr 2023 den Betrag von 1,4 Millionen Franken.

¹ Westschweizer Lehrmittel

- UMER-FP (Subvention des SBFI): Der Voranschlag der «Unité des moyens d'enseignement romands et tessinois pour la formation professionnelle» beträgt 2 790 000 Franken (1,1 feste Stelle und 1 Stelle mit privatrechtlichem Vertrag). Zur Erinnerung: kein Kantonsbeitrag.

5. RECHNUNG 2021

Die Jahresrechnung 2021 des Generalsekretariats der Konferenz wurde von der PV-CIIP im Mai 2022 verabschiedet.

Das operative Ergebnis für das Generalsekretariat zeigt einen Aufwandüberschuss von Fr. 4 803.96.

Unter Berücksichtigung der Verwendung des Eigenkapitals EPROCOM/Item-Bank wird ein Nettoertragsüberschuss von Fr. 91 200.96 dem Eigenkapital überwiesen.

- UMER-SO: Das operative Ergebnis für die obligatorische Schule (UMER-SO) weist einen Einnahmenüberschuss von Fr. 538 712.35 aus. Das Eigenkapital für die Aktualisierung bestimmter Werke, erhöht um 462 692 Franken, was dem 2021 erzielten Nettogewinnen auf diesen vollständig abgeschrieben Sammlungen entspricht, und das Eigenkapital für die Entwicklung der digitalen Strategie (1998 Franken) sorgen dafür, dass schliesslich ein Nettoertragsüberschuss von Fr. 78'018.35 an das Eigenkapital überwiesen wird.
- UMER-FP: Das operative Ergebnis für die Berufsbildung (UMER-FP) weist einen Ertragsüberschuss von Fr. 225 488.12 bei einem ausgeglichenen Budget aus. Mit der Verwendung der von der PV-CIIP gewährten Reserve für die beiden laufenden Projekte, nämlich die vollständige Revision der Sammlung für das Kaufmännische gemäss der neuen Verordnung des SBFI (359 972 Franken) und die Entwicklung einer digitalen Plattform (93 135 Franken), ergibt sich jedoch ein Nettoeinkommensüberschuss von Fr. 227 618.88, der in die eigene Reserve der UMER-FP (gemäss FIR Art. 4 Abs. 2) eingezahlt wird.

6. WAHLEN

Für das Jahr 2023 wird der Kanton Freiburg das Präsidium innehaben. Das Vizepräsidium wäre dem Kanton Waadt zugestanden. Da dieser Kanton jedoch nach den kantonalen Wahlen im Herbst 2022 seine Behörden erneuerte und das Wallis seit der Gründung der IPK CSR aus denselben Gründen damals nur einmal das Präsidium innehatte, führte die Kommission eine Rochade durch: Das Wallis wird das Vizepräsidium 2023 und das Präsidium 2024 innehaben, während die Waadt 2024 das Vizepräsidium und 2025 das Präsidium bekleiden wird.

Am Ende dieses Wahlteils richtet der Präsident Vincent Eschmann eine Abschiedsbotschaft an Nicolas Sierro, der seit den Anfängen der IPK CSR als Sekretär tätig war und kürzlich zum Generalsekretär des Walliser Parlaments gewählt wurde. Der Präsident hebt hervor, dass Nicolas Sierro die Sitzungen des Präsidiums und der Plenarversammlung perfekt begleitet hat, er würdigt insbesondere sein Organisationstalent, seine Kompetenz bei der Nachverfolgung der Dossiers, seine Diskretion und seine Freundlichkeit. Mit den besten Wünschen für die erfolgreiche Ausübung seines neuen Amtes überreicht ihm der Präsident als Zeichen des Dankes ein Geschenk.

7. PARLAMENTARISCHE VORSTÖSSE

Postulat: «Berichtigte Rechtschreibung: lassen wir den Gebrauch die Änderungen der Rechtschreibung durchsetzen»

Der zur Diskussion gestellte Text fordert, dass das Volk und seine Vertreter, insbesondere die Parlamentarier der Westschweizer Kantone und die Mitglieder der parlamentarischen Delegationen in der IPK CSR, am Entscheid, ob die Änderungen der Rechtschreibung in den neuen Französischlehrbüchern beibehalten werden sollen, beteiligt werden können. Das Postulat fordert die CIIP auf, diesen Beschluss nicht umzusetzen. Eine breite Debatte gab den Teilnehmerinnen und Teilnehmern die Möglichkeit, sich zu äussern und Informationen zu erhalten.

Die CIIP hat in der Herbstplenarsitzung das Verfahren zur Entscheidungsfindung bei der Reform der berechtigten Rechtschreibung detailliert beschrieben.

In der Schlussabstimmung wird das Postulat mit 19 zu 10 Stimmen bei 4 Enthaltungen abgelehnt.

8. SCHLUSSFOLGERUNG UND SCHLUSSEMPFEHLUNG

Die interparlamentarische Aufsichtskommission der CSR empfiehlt den Grossen Räten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura, diesen Tätigkeitsbericht der CIIP, der gemäss Artikel 20 der Westschweizer Schulvereinbarung vorgestellt wurde, zur Kenntnis zu nehmen.

Vicques, 26. Februar 2023

Vincent Eschmann
Präsident IPK CSR 2022

Rapport annuel

—

2022



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

1	Le Conseil de la magistrature	6
1.1.	Conseil et secrétariat	6
1.2.	Séances plénières et des commissions	7
1.3.	Elections, nominations, départs et modifications de taux d'activité	7
1.3.1.	Elections	7
1.3.2.	Nominations	11
1.3.3.	Modifications de taux d'activité	11
1.4	Pouvoir de surveillance	12
1.4.1	Surveillance administrative	12
1.4.2	Surveillance disciplinaire	13
1.5	Communication	14
1.6	Consultations	14
1.7	Enquêtes	14
1.8	Analyse du pouvoir judiciaire et plan directeur du Pouvoir judiciaire	14
1.9	Divers	14
1.9.1	Rapport du Conseil	14
1.9.2	Programme e-Justice	15
1.9.3	Covid-19	15
1.9.4	Echanges	15
1.9.5	Commission de justice du Grand Conseil	15
1.9.6	Dossiers des magistrats – délégation de compétence du Grand Conseil	16
1.9.7	Autorité de surveillance du registre foncier et Direction des finances	16
1.9.8	Formation des magistrates et magistrats	16
1.9.9	Heures supplémentaires des magistrats	17
1.9.10	Nouveau programme informatique pour le recrutement	17
2	Le Pouvoir judiciaire en 2022	18
2.1	Synthèse et éléments marquants de l'année	18
2.1.1	Personnel et dotation	18
2.1.2	Locaux	19
2.1.3	Salaire des magistrats et des assesseurs	19
2.1.4	Système de gestion de dossiers pour les Préfectures	20

2.2	Analyse du Pouvoir judiciaire	20
2.3	Informatique	20
2.4	Charge de travail (entrées et liquidations)	22
2.4.1	Nouvelles entrées	25
2.4.2	Liquidations	26
2.5	Dotation des autorités judiciaires en 2022	28
3	Activités des juridictions	29
3.1	Tribunal cantonal TC	29
3.1.1	Ressources humaines	30
3.1.2	Remarques sur l'activité	30
3.1.3	Charge de travail – statistiques	31
3.1.4	Rapport détaillé du Tribunal cantonal	37
3.2	Ministère public MP	38
3.2.1	Ressources humaines	38
3.2.2	Remarques sur l'activité	39
3.2.3	Charge de travail – statistiques	39
3.2.4	Rapport détaillé du Ministère public	41
3.3	Tribunal des mesures de contrainte TMC	42
3.3.1	Ressources humaines	42
3.3.2	Remarques sur l'activité	43
3.3.3	Charge de travail – statistiques	43
3.3.4	Rapport détaillé du Tribunal des mesures de contrainte	44
3.4	Tribunal pénal des mineurs TPM	45
3.4.1	Ressources humaines	45
3.4.2	Remarques sur l'activité	46
3.4.3	Charge de travail - statistiques	47
3.4.4	Rapport détaillé du Tribunal pénal des mineurs	48
3.5	Cellule judiciaire itinérante CELLIT	49
3.5.1	Ressources humaines	49
3.5.2	Remarques sur l'activité	50
3.5.3	Charge de travail - statistiques	51
3.5.4	Rapport détaillé de la Cellule judiciaire itinérante	52

3.6	Tribunal pénal économique TPE	53
3.6.1	Ressources humaines	53
3.6.2	Remarques sur l'activité	54
3.6.3	Charge de travail – statistiques	54
3.6.4	Rapport détaillé du Tribunal pénal économique	54
3.7	Tribunaux d'arrondissement TA	55
3.7.1	Ressources humaines	55
3.7.2	Charge de travail – statistiques	57
3.7.3	Tribunal d'arrondissement de la Sarine TASA	75
3.7.4	Tribunal d'arrondissement de la Singine TASI	78
3.7.5	Tribunal d'arrondissement de la Gruyère TAGR	81
3.7.6	Tribunal d'arrondissement du Lac TALA	84
3.7.7	Tribunal d'arrondissement de la Glâne TAGL	87
3.7.8	Tribunal d'arrondissement de la Broye TABR	90
3.7.9	Tribunal d'arrondissement de la Veveyse TAVE	93
3.8	Justices de paix	96
3.8.1	Ressources humaines	96
3.8.2	Charge de travail - statistiques	97
3.8.3	Justice de paix de la Sarine JPSA	103
3.8.4	Justice de paix de la Singine JPSI	106
3.8.5	Justice de paix de la Gruyère JPGR	108
3.8.6	Justice de paix du Lac JPLA	110
3.8.7	Justice de paix de la Glâne JPGL	112
3.8.8	Justice de paix de la Broye JPBR	114
3.8.9	Justice de paix de la Veveyse JPVE	116
3.9	Préfectures PR	118
3.9.1	Activité judiciaire pénale - Charge de travail – statistiques 2022	118
3.9.2	Préfecture de la Sarine PRSA	119
3.9.3	Préfecture de la Singine PRSI	121
3.9.4	Préfecture de la Gruyère PRGR	122
3.9.5	Préfecture du Lac PRLA	123
3.9.6	Préfecture de la Glâne PRGL	124
3.9.7	Préfecture de la Broye PRBR	125
3.9.8	Préfecture de la Veveyse PRVE	126

3.10 Commissions de conciliation en matière de bail CCB	127
3.10.1 Charge de travail – statistiques	127
3.10.2 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine CCBSA	128
3.10.3 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac CCBSL	130
3.10.4 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse CCBSUD	132
3.11 Commission de recours de l'Université CRU	134
3.11.1 Remarques sur l'activité	134
3.11.2 Charge de travail – statistiques	134
3.11.3 Rapport détaillé de la Commission de recours de l'Université	135
3.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail CCEGAL	136
3.12.1 Remarques sur l'activité	136
3.12.2 Charge de travail - statistiques	137
3.12.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	137
3.13 Commission de recours en matière d'améliorations foncières CRAF	138
3.13.1 Remarques sur l'activité	138
3.13.2 Charge de travail – statistiques	138
3.13.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière d'améliorations foncières	138
3.14 Commission d'expropriation CEXP	139
3.14.1 Remarques sur l'activité	139
3.14.2 Charge de travail – statistiques	140
3.14.3 Rapport détaillé de la Commission d'expropriation	140
3.15 Autorité de surveillance du registre foncier ASRF	141
3.15.1 Remarques sur l'activité	141
3.15.2 Charge de travail – statistiques	142
3.15.3 Rapport détaillé de l'Autorité de surveillance du registre foncier	142
3.16 Commission de recours en matière de premier relevé CRPR	143
3.16.1 Remarques sur l'activité	143
3.16.2 Charge de travail – statistiques	143
3.16.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière de premier relevé	143
3.17 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents TARB	144
3.17.1 Remarques sur l'activité	144
3.17.2 Charge de travail – statistiques	144
3.17.3 Rapport détaillé du Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	144

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité.

Complètement remanié pour l'exercice 2020 par rapport aux éditions des années précédentes, le présent rapport continue d'évoluer ; des statistiques comparatives de la charge de travail par rapport au nombre d'habitants, des comparaisons des équivalents plein temps (EPT) entre autorités ont notamment été introduites.

Le rapport est structuré en trois parties. La première partie porte sur l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature. La deuxième est une synthèse des éléments marquants du Pouvoir judiciaire au cours de cet exercice. Enfin la troisième partie est consacrée aux différentes autorités judiciaires. Pour chacune d'elles, un lien électronique renvoie à leurs rapports officiels et statistiques détaillées qui ont été établis conformément à un formulaire uniformisé et mis à disposition par le Conseil.

Pour simplifier la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

1 Le Conseil de la magistrature

Mission et compétences

Le Conseil de la magistrature (CM) est l'organe de surveillance du Pouvoir judiciaire et du Ministère public.

Il est indépendant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. La surveillance administrative comprend l'examen des rapports annuels et l'inspection annuelle des autorités judiciaires et du Ministère public. La surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance peut être déléguée, pour une durée limitée, au Tribunal cantonal. Le Conseil de la magistrature préavise, à l'intention du Grand Conseil, les candidatures aux postes du pouvoir judiciaire et du Ministère public. Il peut, à l'égard des autorités judiciaires et du Ministère public, émettre des directives, donner des instructions et prendre toute autre mesure nécessaire.

Site du CM : <https://www.fr.ch/cmagg>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Johannes Frölicher, Président ; Damien Colliard, Vice-président ; Nicolas Charrière, Alessia Chocomeli, Michel Heinzmann, Romain Collaud, Gaël Gobet, Katharina Thalmann-Bolz, Caroline Gauch, Membres

- > Commission interne des élections : Michel Heinzmann, Président ; Johannes Frölicher, Katharina Thalmann-Bolz, Membres
- > Commission interne de surveillance disciplinaire : Nicolas Charrière, Président ; Alessia Chocomeli, Damien Colliard, Membres
- > Commission interne de surveillance administrative : Caroline Gauch, Président ; Romain Collaud, Gaël Gobet, Membres
- > Secrétariat : Marjorie Jaquet, Secrétaire générale ; Yolande Brünisholz, Secrétaire

1.1. Conseil et secrétariat

Au cours de cet exercice, le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil ou le CM) a subi plusieurs modifications dans sa composition.

Romain Collaud, Conseiller d'Etat, Directeur de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport, a repris la place de Maurice Ropraz au sein du Conseil. Caroline Gauch, Présidente du Tribunal d'arrondissement du district de la Singine, a succédé à Philippe Vallet. Tous deux sont entrés en fonction au 1er janvier 2022.

Wanda Suter, membre cooptée du CM, a terminé son second mandat à la fin mai. Elle a été remplacée par Gaël Gobet, Juge de paix de l'arrondissement de la Sarine, dès le 1er juin. Le Conseil remercie chaleureusement Wanda Suter dont la participation active et l'excellente collaboration ont été extrêmement précieuses pour le fonctionnement du collège.

Romain Collaud et Gaël Gobet sont devenus membres de la commission de surveillance administrative présidée désormais par Caroline Gauch.

Me Nicolas Charrière a été réélu pour un second mandat sur proposition de l'Ordre des avocats fribourgeois. Damien Colliard, membre coopté du CM, a également été réélu pour un deuxième mandat de 5 ans.

En vertu de l'art. 94 LJ, le Conseil a réélu Johannes Frölicher à sa présidence pour une nouvelle période de trois ans.

Le personnel du secrétariat est composé de Marjorie Jaquet, Secrétaire générale entrée en fonction au 1er janvier 2022, et de Yolande Brünisholz-Waeber, Secrétaire.

Le Président du Conseil, Johannes Frölicher est co-mandant, avec le Directeur de la sécurité et de la justice, du programme e-Justice qui vise à digitaliser la justice. Quant à Marjorie Jaquet, elle a représenté le Conseil au sein de la Commission informatique des autorités judiciaires (ci-après la CIAJ) ; elle a également été engagée à 10% par le programme e-Justice.

1.2. Séances plénières et des commissions

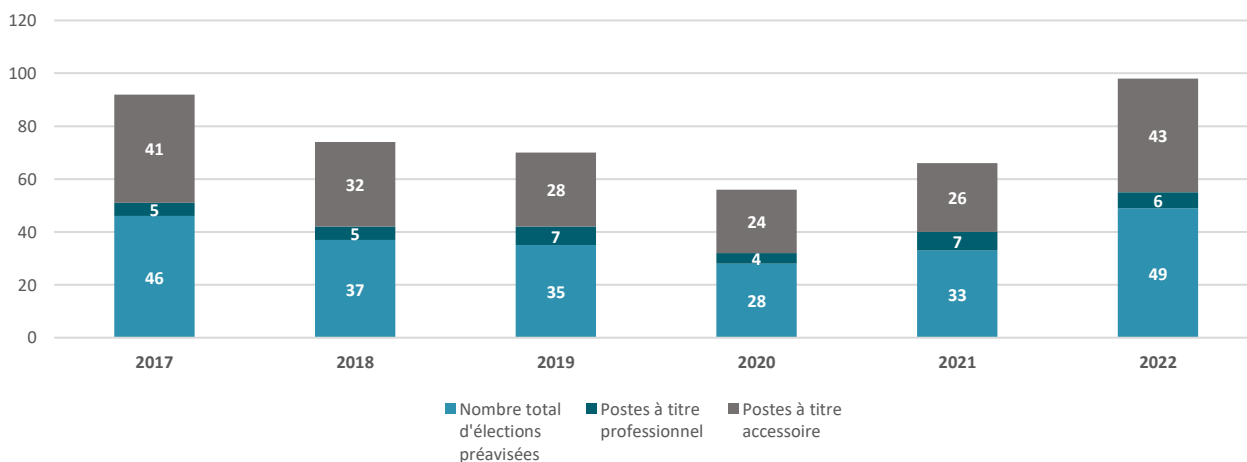
En 2022, le Conseil a tenu treize séances plénières. Il a siégé pour la plupart de ses séances dans les locaux de la Chancellerie afin de laisser libre sa salle de séance pour une Juge du Tribunal des mesures de contraintes (cf. point 2.1.2 pour des explications).

Les commissions se sont réunies en présentiel et par visioconférence en fonction des besoins. Le Conseil a en outre procédé aux inspections des autorités judiciaires. La Commission des élections a également auditionné des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel.

1.3. Elections, nominations, départs et modifications de taux d'activité

1.3.1. Elections

Elections - préavis du CM 2017-2022



Elections 2022

Personne élue	Fonction	Remplacement
Tribunal cantonal		
Thalmann El Bachary Cornelia	Juge cantonale (50%)	Christian Pfammatter
Stéphanie Colella	Juge suppléante	Mélanie Maillard Russier
Jean-Benoît Meuwly	Juge suppléant	Pascal Terrapon
Christian Pfammatter	Juge suppléant	Nouveau poste
Ministère public		
Julien Aubry	Procureur (100%)	Jean-Frédéric Schmutz
Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
Renate Bartosch Krauskopf	Assesseure	Sophie Tritten
Jürg Jost	Assesseur	Raymond Baraké
Claude Chassot	Assesseur	Guy Python
Sabrine Basma Yasmin Wassmer-Tawfik	Assesseure	Paul Quartenoud
Petra Vondrasek	Assesseure	Sabrine Basma Yasmin Wassmer-Tawfik
Tribunal d'arrondissement de la Singine		
Martin Waeber	Assesseur	Monika Grossrieder
Tribunal d'arrondissement de la Gruyère		
Sévérine Zehnder	Présidente (60%)	Nouveau poste
Soraya Bosson	Assesseure	Claudia Romanens
Barbara Clément Reichenbach	Assesseure	Joseph Geinoz
Ludmilla Combriat	Assesseure	Nouveau poste
Jean-Marie Oberson	Assesseur	Nouveau poste
Rachel Sauge	Assesseure	Nouveau poste
Corinne Uginet	Assesseure	Nouveau poste
Tribunal d'arrondissement du Lac		
Nicolas Bienz	Assesseur	Eric Sandro Delley
Claude Clément	Assesseur	Nouveau poste
Tribunal d'arrondissement de la Veveyse		
Marie Wicht	Assesseure	Anita Genoud

Elections 2022**Personne élue****Fonction****Remplacement**

Tribunal des prud'hommes de la Sarine

Ganiosz Xavier	Assesneur suppléant (travailleurs)	Pierre-André Charrière
Reto Julmy	Assesneur suppléant (employeurs)	Jean-Jacques Marti
Jean-François Feyer	Assesneur suppléant (employeurs)	Nouveau poste

Tribunal des prud'hommes de la Gruyère

Séverine Zehnder	Suppléante de la Présidente/du Président	Nouveau poste
Mathieu Fehlmann	Assesneur suppléant (employeurs)	Annick Rémy

Tribunal des prud'hommes du Lac

Pas de remplacement en 2022	Présidente 10%	Anna Schwaller
-----------------------------	----------------	----------------

Tribunal des prud'hommes de la Broye

Etienne Volery	Assesneur (employeurs)	François Berchier
----------------	------------------------	-------------------

Tribunal des prud'hommes de la Veveyse

Julia Giallombardo	Présidente (10%)	Romain Lang
--------------------	------------------	-------------

**Tribunal des baux de la Gruyère, Glâne,
Broye et Veveyse**

Marcel Favre	Assesneur (locataires)	Valentina Scazzari
Pierre-André Defferrard	Assesneur suppléant (propriétaires)	André Magne

Justice de paix de la Sarine

Samuel Briguet	Juge de paix (100%)	Nouveau poste
Philippe Ettlín	Assesneur	Roger Marthe

Justice de paix de la Singine

Pas de remplacement en 2022	Assesseure	Gabrielle Aerschmann
Pas de remplacement en 2022	Assesseure	Bernadette Mäder

Elections 2022

Personne élue	Fonction	Remplacement
Justice de paix de la Gruyère		
Laurent Oberson	Assesseur (contrôle des comptes)	François Oberson
Robert Combriat	Assesseur (gestion des biens)	Véronique Glasson
Dominique Schmutz	Assesseur (gestion des biens)	Pierre Morand
Fatima Rey	Assesseure (matière sociale et psychologie)	Mireille Barbey
Virginie Oliveira da Silva	Assesseur (contrôle des comptes)	Philippe Maradan
Justice de paix de la Glâne		
Mircea-Ninel Cuzman	Assesseur (contrôle des comptes)	Jean-Blaise Castella
Eveline Garrido	Assesseure (contrôle des comptes)	Laetitia Reynaud
Benoît Gex	Assesseur (pédagogie, éducation)	Alexis Carrel
Claudine Jaquier	Assesseure (contrôle des comptes)	Nouveau poste
Pascale Mottet	Assesseure (contrôle des comptes)	Nouveau poste
Ethan Zaami	Assesseur (contrôle des comptes)	Nouveau poste
Commission de conciliation en matière de bail pour les districts du Sud		
Houri Rousseau	Présidente suppléante	Sévérine Zehnder
Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac		
Jean-Claude Goldschmid	Assesseur (propriétaires)	Hanspeter Bellorini
Commission d'expropriation		
Nicolas Charrière	Assesseur (ingénieur)	Edgar Schorderet
Autorité de surveillance du Registre foncier		
Rose-Marie Genoud	Membre	Catherine Overney
Bettina Hürlimann-Kaup	Membre	Bettina Hürlimann-Kaup
Christoph Siegfried Julius Merk	Membre suppléant	Alexandra Jungo

Le Conseil exprime sa gratitude à toutes les personnes ayant œuvré pour le Pouvoir judiciaire.

1.3.2. Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois au maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ). Par ailleurs, en cas d'empêchement, chaque juge professionnel-le dispose d'un ou plusieurs suppléants ou d'une ou plusieurs suppléantes ordinaires. Le suppléant ou la suppléante est choisi-e par le Conseil de la magistrature parmi les juges professionnels de l'autorité judiciaire concernée, dans l'ensemble des arrondissements ; il ou elle doit disposer des mêmes compétences professionnelles et linguistiques pour traiter de manière convenable les dossiers du ou de la juge empêché-e. Les dispositions relatives à la désignation d'un remplaçant ou d'une remplaçante pour le ou la procureur-e général-e et les juges du Tribunal cantonal demeurent réservées (art. 22 al. 1 et 2 LJ).

A l'issue d'un mandat ad hoc, le Conseil procède à une inspection finale sous forme de transmission d'un rapport final d'activité. Les personnes, la plupart du temps des greffiers, ayant accompli un tel mandat se voient délivrer une attestation.

En 2022, le Conseil a nommé quatre magistrats ad hoc (art. 91 al.1 let. d LJ).

Nominations 2022		
Personne nommée	Fonction	Base légale
Ministère public		
Yasemin Bayhan Nager	Procureure ad hoc (100%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Sophie Moeschler	Procureure ad hoc (100%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Tribunal des mesures de contrainte		
Sylvain Keller	Juge ad hoc (60%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
Saskia Oberson	Présidente ad hoc (100%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ

En vertu de l'art. 6 LJ, le Conseil a admis des exceptions pour des dossiers particuliers et prolongé les mandats d'un président et de plusieurs assesseurs.

Dans son activité relative à l'élection de personnes pour des fonctions d'assesseurs, le Conseil constate que certaines mises au concours restent sans écho. Les procédures pour des fonctions dans des Tribunaux ou Commissions avec des représentations paritaires ou nécessitant des connaissances très spécifiques sont extrêmement problématiques. Le Conseil ne peut que le regretter sans véritablement avoir la possibilité d'y remédier, puisque même des contacts avec les différentes organisations syndicales n'apportent aucun changement.

1.3.3. Modifications de taux d'activité

A l'occasion du départ en retraite du Juge cantonal Christian Pfammatter, trois juges cantonaux ont souhaité mettre à profit cette succession pour augmenter leur taux d'activité. Marc Boivin a souhaité augmenter son taux de 20% et passer à 70%, Dominique Gross de travailler à 60% (+10) et Yann Hofmann à 70% (+20).

Après s'être assuré que la charge de travail de l'ensemble des cours (civiles, pénales et administratives) serait répartie de manière équitable assurant ainsi le bon fonctionnement de l'autorité, ces propositions ont été approuvées par le Conseil. Le Conseil a également tenu compte du nouvel article 37 al. 2 LJ (entré en vigueur au 1^{er} janvier 2022) qui limite pour le Tribunal cantonal le nombre de juges pouvant travailler à temps partiel.

A la Justice de paix de la Sarine, le Juge de paix Samuel Briguet a souhaité pouvoir faire passer son taux d'activité de 100 à 80% après la naissance de son premier enfant en janvier 2023. Des échanges ont été menés à l'interne, Mmes Monnerat et Suter se sont dites ouvertes et intéressées à pouvoir modifier leur taux d'activité, pour le faire passer respectivement de 60 à 70% pour Violaine Monnerat et de 80 à 90% pour Wanda Suter, avec effet au 1^{er} janvier 2023. Là également, le Conseil s'est assuré que, avec cette nouvelle organisation, la continuité de l'organisation du greffe et du secrétariat étaient assurées, tout en évitant que les EPT deviennent trop « petits » ce qui contreviendrait au principe de garantir des postes de magistrats à des taux de 100%. En effet le poste de Mme Suter sera de 90% ce qui équivaut à un plein temps (politique de l'Etat de mettre des postes de 100% au concours avec un taux de 80%-100%) et M. Gaël Gobet maintient son taux à plein temps.

En vertu de l'article 10b al. 2 LJ, la Commission de justice a été préalablement informée de ces modifications.

1.4 Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

1.4.1 Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les autorités suivantes :

- > Le Tribunal des mesures de contrainte
- > Les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, Gruyère, Sarine (en partie), Singine (en partie) et du Lac
- > Le Tribunal pénal économique
- > Les Justices de paix de la Sarine et de la Veveyse
- > Le Procureur général et ses deux adjoints ainsi que la Procureur Sandrine Chardonnens Olmo
- > La Cellule judiciaire itinérante
- > La Commission d'expropriation
- > Les Préfectures de la Sarine, Gruyère et du Lac.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst.

Dans l'ensemble, les inspections n'ont pas révélé de dysfonctionnement. Le Conseil note cependant que beaucoup d'autorités se plaignent, et ce malgré l'octroi de onze EPT (équivalents plein temps) en 2022, d'une surcharge en partie liée à une nouvelle jurisprudence fédérale en matière de contribution d'entretien et d'un manque de ressources ainsi que de l'exiguïté des locaux (voir également les points 2.1.1 et 2.1.2).

Se fondant sur les inspections et rapports des autorités, il a formulé des remarques pour chacune d'elles au chapitre 3.

Statistiques – informatique

Dans le cadre de la surveillance administrative, le Conseil examine et analyse les statistiques des autorités non seulement pour l'établissement de son rapport annuel sur l'activité judiciaire mais également en vue des inspections évoquées ci-dessus. La connaissance de ces chiffres est indispensable pour réagir aux surcharges et aux retards, identifier tout problème concernant les méthodes de travail des juges et utiliser de manière efficace la Cellule itinérante, destinée à soulager les autorités temporairement surchargées. C'est également un outil précieux pour identifier les problèmes de dotation des tribunaux et soutenir de manière étayée auprès des autorités politiques les demandes d'EPT supplémentaires pour ceux qui sont durablement sous-dotés.

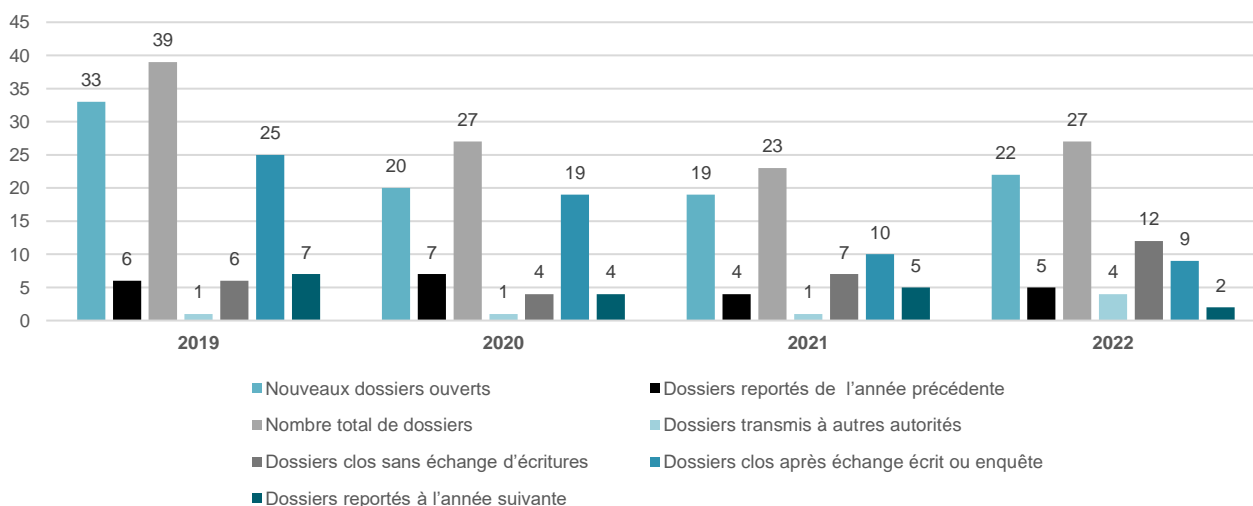
A ce titre, le Conseil rappelle l'importance et la nécessité de disposer d'un outil lui permettant de regrouper et de comparer l'ensemble des statistiques des autorités toutes matières confondues.

En outre, comme répété à plusieurs reprises, la base de données vieillissante regroupant l'ensemble des magistrats professionnels et non professionnels du canton ne permet pas de travailler de manière rationnelle et efficace. Le Conseil devrait pouvoir disposer d'un outil moderne et performant pour gérer les ressources en juges et informer, respectivement répondre rapidement aux questions posées par les autorités politiques et les justiciables en relation avec la composition des autorités judiciaires. Le Conseil en a fait la demande.

Bien que sans rapport direct avec son activité de surveillance, il y a lieu de relever à ce stade du rapport relatif aux outils informatiques, que le Conseil devrait pouvoir disposer d'un programme de gestion des dossiers afin de gagner un temps précieux dans la numérisation de l'ensemble de son activité. Le Conseil en a également fait la demande et espère pouvoir en bénéficier dans le courant de l'année 2023.

1.4.2 Surveillance disciplinaire

Surveillance disciplinaire CM - évolution 2019-2022



Le nombre de nouvelles dénonciations est resté stable par rapport aux deux dernières années. A relever que plusieurs intervenants reviennent à la charge une ou plusieurs fois après la décision de classement du Conseil. Ces interventions réitérées, qui concernent des éléments sur lesquels le Conseil s'est déjà prononcé, ne sont pas comptabilisées comme de nouvelles entrées. Elles représentent néanmoins une charge de travail certaine.

Une procédure avait été ouverte contre un magistrat en 2021 ; elle est désormais clôturée suite à la démission du magistrat concerné.

Dans un souci d'efficacité, il a été fait usage durant cet exercice à plusieurs reprises de l'art. 43 du code de procédure et de juridiction administrative qui permet de demander la régularisation des interventions.

1.5 Communication

La conférence de presse pour la publication du rapport annuel a eu lieu le 13 juin 2022.

Dit rapport a été présenté devant le Grand Conseil lors de sa session du 21 juin 2022. Le Président du Conseil a assisté à cette présentation comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil).

1.6 Consultations

Le Conseil a été consulté sur l'avant-projet d'ordonnance concernant la classification des fonctions du personnel de l'Etat et sur l'avant-projet d'ordonnance sur les primes du personnel de l'Etat.

1.7 Enquêtes

Abréviations des Autorités judiciaires fribourgeoises

Dans le cadre de l'élaboration du dernier rapport annuel, le Conseil de la magistrature a procédé à une enquête concernant les abréviations utilisées pour désigner les autorités judiciaires fribourgeoises et a constaté que différentes variantes d'abréviations étaient parfois utilisées (comptabilité, Tribuna, Sitel, adresses e-mail, site internet de l'Etat), sans qu'il existe une liste officielle de ces abréviations.

Dans un but d'uniformisation et de clarification, le Conseil a décidé d'établir une liste officielle des abréviations qui devront être utilisées à l'avenir. L'uniformisation des abréviations est indispensable, notamment dans le cadre du projet e-Justice.

Les Autorités judiciaires et étatiques ont été consultées et ont réservé un accueil plus que favorable à cette uniformisation.

1.8 Analyse du pouvoir judiciaire et plan directeur du Pouvoir judiciaire

La Direction de la sécurité, de la justice et du sport est chargée d'évaluer les incidences financières, infrastructurelles ou encore légales, et d'établir une planification de réalisation de sa mise en œuvre.

Le Conseil s'est en outre attelé à la rédaction du plan directeur 2023-2028.

1.9 Divers

1.9.1 Rapport du Conseil

Afin de faciliter encore le travail des personnes en charge des rapports annuels tant au sein des autorités qu'au sein du Conseil, les greffières-chefes et greffiers-chefs des Tribunaux d'arrondissement ont été consultés. Faisant suite à ces échanges, les supports des modèles et les modèles des rapports ont été modifiés.

Les autres autorités seront également amenées à se prononcer dans les mois à venir.

1.9.2 Programme e-Justice

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme e-Justice, en particulier le projet Impressions centralisées, le Conseil a été amené à rendre plusieurs décisions (ex. autorisation d'accès pour adapter les différents modèles de document par autorité dans leur session de Tribuna, sans accéder toutefois aux données des affaires en cours) et édicter une directive relative à la cessation d'envois d'actes judiciaires au profit de recommandés.

Dans le contexte de la mise en œuvre de e-Justice, il est vraisemblable que d'autres directives devront suivre. Partant s'est posée la question de quelle autorité doit formellement prendre la décision : le Conseil ou le Comité de pilotage de e-Justice (ci-après le COPIL).

Il a été décidé que le COPIL – dans lequel siège également le Président du Conseil – examinera dans chaque cas, si l'objet nécessite des directives de la part du Conseil. Cas échéant, le Conseil se chargera de prendre les décisions nécessaires et les communiquera aux autorités. Il a notamment été convenu que les conséquences liées à l'introduction de nouveaux outils électroniques ne commandent en principe pas de directives de la part du Conseil (ex. devoir transmettre les documents à l'impression centralisé jusqu'à 14h ne nécessite pas de directive, puisque le fonctionnement de l'autorité n'est pas touché dès lors que les envois arrivant au secrétariat après 14h peuvent toujours être envoyés par courrier postal ordinaire). En revanche, si le fonctionnement de l'autorité devait être directement touché, des directives pourront s'avérer impératives (ex. de ne plus recourir à l'envoi par acte judiciaire).

Toutefois, au vu des difficultés à ce stade de faire des prévisibilités sur les situations concrètes à venir, il a été renoncé à procéder à des décisions de principe. Il faudra suivre l'évolution. Toutefois, au vu de ce qui précède, un « conflit » de compétences entre le COPIL et le CM ne devrait en principe pas survenir.

1.9.3 Covid-19

Compte tenu des nouvelles mesures fédérales, le Conseil a abrogé ses directives dans le courant du mois de février 2022.

1.9.4 Echanges

Une délégation du Conseil a rencontré la Commission de justice ad hoc du canton de Neuchâtel.

Plusieurs échanges ont en outre eu lieu avec le Conseil de la magistrature du canton du Valais.

Enfin, une rencontre a eu lieu avec une délégation de l'Association fribourgeoise des magistrats (AFM). Les échanges ont porté sur des problématiques liées à l'application de la loi sur la justice et de la loi sur le personnel de l'Etat. En effet, certains magistrats de l'ordre judiciaire sont soumis pour la plupart à la loi sur le personnel de l'Etat et, pour certains aspects, à la loi sur la justice. Ce qui présente certains inconvénients qui justifieraient une réflexion sur ces bases légales, en particulier sur les questions relatives à l'autorité d'engagement, aux procédures de promotions, à l'âge de la retraite des magistrats.

1.9.5 Commission de justice du Grand Conseil

Faisant suite à des échanges avec la Commission de justice portant sur le contenu des préavis du Conseil en vue des élections, le Conseil a pris un certain nombre de décisions qui ont été communiquées en mars à la Commission de justice.

Le statut matrimonial et le nombre d'enfants des candidats ne figurent plus dans le préavis. Dans un souci de transparence et de lisibilité, le Conseil a pris la décision de maintenir l'indication dans le préavis du fait que certains candidats postulent pour différents postes. Cette mention se justifie également sous l'angle du cumul de ce type de fonctions qui n'est pas forcément souhaité.

Afin que la Commission de justice, respectivement le Grand Conseil ait la vue d'ensemble sur la parité dans les autorités, le Conseil fait désormais figurer systématiquement dans son préavis la composition Hommes-Femmes de l'autorité concernée.

Enfin, s'agissant des élections pour les tribunaux des baux et des prud'hommes, le Conseil a pris la décision d'exiger dans la mesure du possible, dans le cadre des mises au concours, des lettres de recommandations des organisations que l'assesseur-e est censé-e représenter afin de s'assurer de sa légitimité

1.9.6 Dossiers des magistrats – délégation de compétence du Grand Conseil

Il est apparu dans le courant de l'année 2022 qu'aucun dossier du personnel n'était tenu pour les magistrats. Le Service du personnel de l'Etat de Fribourg tient des dossiers purement administratifs en lien avec le paiement du salaire et les allocations, le Conseil de la magistrature ne conserve pas les dossiers de candidatures remis dans le cadre des mises au concours, et le Grand Conseil, autorité d'engagement, n'assure pas le suivi après les élections dans la mesure où les pouvoirs de surveillance administrative et disciplinaire appartiennent au Conseil. Quant au service de la justice, il ne saurait du point de vue de la séparation des pouvoirs assumer cette tâche.

Faisant suite à différents échanges, il a semblé pertinent que le CM tienne des dossiers à jour tant sous l'angle de la procédure d'élection que sous l'angle de la formation des magistrats et de la surveillance disciplinaire. A terme, cette activité pourra être reprise par l'organe de conduite. Dans l'intervalle, toutefois, le secrétariat du Conseil est prêt à assumer cette tâche avec une délégation de compétences de la part du Grand Conseil.

Partant, par courrier du 21 septembre, le Bureau du Grand Conseil a informé le Conseil qu'il avait accepté à l'unanimité la délégation formelle de compétence pour la tenue des dossiers personnels de magistrats. Celle-ci n'est toutefois entrée en vigueur (rétroactivement) que dès le 1^{er} janvier 2022.

1.9.7 Autorité de surveillance du registre foncier et Direction des finances

Suite à la démission de quatre membres de l'autorité de surveillance et des problèmes liées au traitement des tâches administratives, le Conseil s'est vu contraint d'intervenir afin de garantir le fonctionnement de l'autorité au-delà des démissions des personnes concernées. En effet, les raisons ayant conduit quatre membres à démissionner étaient liées aux charges et tâches administratives.

Le Conseil est intervenu auprès de la Direction des finances et de la Présidente de l'autorité, une rencontre a pu avoir lieu et a débouché sur la conclusion d'une convention relative au traitement des tâches administratives. Cette solution a permis d'assurer le fonctionnement à court et moyen terme. Toutefois, celle-ci ne saurait être considérée que comme provisoire. A terme, une solution s'inspirant vraisemblablement des autres cantons devra impérativement être trouvée.

1.9.8 Formation des magistrates et magistrats

En adéquation avec sa politique RH, l'Etat de Fribourg accompagne ses cadres en veillant au développement de leurs compétences managériales. Ainsi, lors de l'engagement de nouveaux cadres, des formations introductives sont proposées par le Service du personnel et d'organisation (SPO) et doivent obligatoirement être suivies.

Conscient des spécificités des fonctions de magistrat, le SPO a abordé l'AFM pour la mise en place d'une formation adaptée en termes de durée et de contenu aux magistrates et magistrats du Pouvoir judiciaire et l'a élaborée en étroite collaboration avec elle.

Le Conseil de la magistrature, qui doit veiller à la formation continue de ces derniers, a validé le contenu de cette nouvelle formation introductive et spécifiquement pensée pour le Pouvoir judiciaire. Le parcours de formation englobe trois modules d'une demi-journée chacun, répartis sur une durée d'environ 5 mois, à savoir : Techniques d'entretien de recrutement, Conduite par Objectifs, du Développement et de l'Evaluation (ODE) et Gestion et prévention des conflits.

Cette formation est ouverte à toutes et tous. Le Conseil a toutefois souhaité la rendre obligatoire à l'avenir pour les magistrates et les magistrats nouvellement élu-e-s ainsi que pour celles et ceux qui assument un poste de magistrat dans le canton depuis le 1^{er} janvier 2018.

Les premiers modules auront lieu dès le mois de septembre 2023.

1.9.9 Heures supplémentaires des magistrats

Il est rappelé que les magistrats qui demandent la validation de leurs heures supplémentaires ou complémentaires (pour les magistrates et magistrats à temps partiel) en vue de leur paiement doivent les justifier.

Pour 2022, le Conseil a validé les heures supplémentaires et complémentaires de neuf magistrats. Le total s'élève à 1085 heures. En 2021, le total s'élevait à 1257,89 heures.

1.9.10 Nouveau programme informatique pour le recrutement

Un nouveau programme informatique a été mis en place courant 2021 par l'Etat de Fribourg pour le recrutement de son personnel. Ce programme hautement développé vise à garantir la disponibilité des ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement de l'administration cantonale, à attirer les bons candidats et candidates, à simplifier le travail administratif et à accélérer les processus de recrutement. Il a même été pensé pour la gestion des entretiens de recrutement.

Malheureusement, compte tenu des spécificités de la procédure de recrutement des magistrats, ce programme n'est pas adapté aux processus de travail du Conseil et peut même faire perdre un temps significatif à son secrétariat.

2 Le Pouvoir judiciaire en 2022

2.1 Synthèse et éléments marquants de l'année

2.1.1 Personnel et dotation

Avec le soutien du Conseil et de la Commission de justice, la création d'un nombre important de nouveaux postes pour 2022 a été défendue par le Directeur de la sécurité et de la justice devant le Conseil d'Etat. Le pouvoir judiciaire a ainsi pu obtenir onze nouveaux postes, dont 2,7 EPT de magistrats, pour 2022.

En concertation avec le Service de la justice et en fonction des rapports annuels du Conseil et des besoins qui avaient été exprimés par les différentes autorités, ces EPT ont été répartis de la manière qui suit ci-dessous. Il est toutefois à signaler que les besoins totaux exprimés par les autorités allaient au-delà de ces onze EPT. En effet, les autorités concluaient, en 2020 déjà, à l'octroi de postes urgents pour un total de 15,55 EPT qu'elles jugeaient indispensables pour leur fonctionnement et la bonne administration de la justice.

- > Tribunal d'arrondissement de la Broye : 0,7 EPT Greffier
- > Tribunal d'arrondissement de la Gruyère : 0,8 EPT Magistrat, 0,8 EPT Greffier, 0,8 EPT Secrétaire de juge
- > Tribunal d'arrondissement de la Sarine : 0,5 EPT Greffier
- > Tribunal d'arrondissement du Lac : 0,2 EPT Magistrat, 0,7 EPT Greffier
- > Ministère public : 0,1 EPT Greffier, 0,5 EPT Conseiller économique
- > Tribunal des mesures de contrainte : 0,7 EPT Magistrat, 0,7 EPT Greffier, 0,7 EPT Secrétaire de juge
- > Justice de paix de la Gruyère : 0,8 EPT Greffier
- > Justice de paix de la Sarine : 1 EPT Magistrat, 1 EPT Greffier, 1 EPT Secrétaire de juge

Un poste de Juge de paix de la Sarine à 100% et un poste de Président-e du Tribunal de la Gruyère à 60% ont été mis au concours. Les candidats ont été élus lors de la session de février 2022. Les pourcentages restants ont été attribués à des magistrats déjà en place.

Après presque un an de recul, on peut constater que ces EPT octroyés ont pu soulager une partie des autorités ; certaines ne fonctionnent plus en mode réactif mais peuvent même selon les périodes agir en mode pro-actif. Le Tribunal de la Gruyère tente désormais d'assumer son rôle en faisant moins appel à la cellule itinérante, le Tribunal des mesures de contraintes souffre désormais plus de l'exiguïté de ses locaux que de la surcharge de travail. D'autres autorités en revanche ont pu constater que les nouvelles forces de travail avaient amélioré la charge de travail des magistrats en place en termes de statistiques mais en aucun cas débouché sur un réel soulagement.

L'ensemble des autorités ont en outre subi de plein fouet la nouvelle jurisprudence fédérale en matière de contribution d'entretien. Cette méthode certes uniforme pour toute la Suisse demeure cependant très complexe et chronophage dans son application au quotidien.

Dans le cadre des inspections, de nombreuses autorités ont fait valoir des charges de travail importantes nécessitant l'octroi de forces supplémentaires tant en magistrats, qu'en greffiers ou personnel administratif. A ce titre, il y a lieu de relever que tous les tribunaux d'arrondissement sont unanimes sur la complexité croissante dans les domaines du droit de la famille et des procédures pénales. Les Justices de paix relèvent quant à elle la complexification des situations qui deviennent de plus en plus difficiles, longues et impactantes sans que cela ne ressorte des statistiques.

Le recours à la Cellule judiciaire itinérante, la nomination de juges ad hoc pour des situations particulières liées à des procédures importantes, complexes ou chronophages ou pour palier à l'absence de magistrats, l'augmentation des heures supplémentaires, la motivation des plaintes adressées au Conseil contre des magistrats, les critiques portant sur la durée des procédures font partie des éléments qui confirment le manque de ressources et ce malgré l'octroi de forces supplémentaires en 2022. Si le Conseil est heureux de l'octroi de ces forces supplémentaires, il ne peut toutefois que constater qu'elles n'ont permis que de passer d'une situation catastrophique à une situation toujours alarmante.

Dans ce contexte de surcharge, les Autorités remercient l'ensemble de leur personnel pour leur engagement et leurs efforts soutenus et permanents.

2.1.2 Locaux

Certaines autorités relèvent depuis plusieurs années l'exiguïté de leurs locaux.

Dans le précédent rapport annuel, le Conseil pensait que des solutions étaient en passe d'être trouvées pour le Tribunal des mesures de contrainte. Il n'en est rien. Cette autorité continue de fonctionner à onze personnes dans un 3,5 pièces. Une des juges n'a pas de bureau et s'est installée dans la salle de séance du Conseil de la magistrature (les adaptations en termes d'organisation des espaces et des meubles ont été mises en place afin que la séparation des pouvoirs soit pleinement respectée). D'après les discussions en cours, on ne saurait espérer une solution définitive et adéquate dans les prochaines années. Grâce à l'investissement de la DSJS, en particulier du Service de la justice en la personne de sa cheffe de service, une solution provisoire pourrait être trouvée dans le courant de l'année 2023 ; le Conseil de la magistrature quitterait ses locaux afin de libérer un étage supplémentaire pour le TMC. Cette solution transitoire permettra au personnel du TMC de retrouver des conditions de travail décentes, elles ne sauraient en aucun cas toutefois être qualifiées d'adéquates.

La Justice de paix de la Sarine a assisté au déménagement de son service comptable dans un autre bâtiment, rue de la Poste 1. Ce qui a permis de libérer un certain nombre de place pour le reste du personnel dans les locaux de la rue des Chanoines en attendant le déménagement définitif. Le secrétariat du Conseil de la magistrature devrait d'ailleurs s'installer dans des bureaux de la rue de la Poste 1 avec le service comptable de la Justice de paix. Il espère que cette solution transitoire ne durera pas indéfiniment et que des locaux adéquats et représentatifs de l'autorité de surveillance du pouvoir judiciaire pourront être trouvés.

Les Tribunaux d'arrondissement de la Broye et de la Veveyse ainsi que la Justice de paix de la Gruyère sont également toujours en attente de solutions.

2.1.3 Salaire des magistrats et des assesseurs

Comme déjà relevé à plusieurs reprises, le Conseil est parfois confronté au retrait de candidature à des postes professionnels en raison des classifications salariales - trop modiques en comparaison à d'autres cantons notamment - recommandées par le Service du personnel. Le Conseil est inquiet que cela ne restreigne le vivier des candidats potentiels.

S'agissant de la rémunération des assesseurs, le Grand Conseil fribourgeois a accepté à l'unanimité, durant cet exercice, le postulat de Nicolas Kolly et Grégoire Kubski demandant au Conseil d'Etat de revoir la rémunération des juges assesseurs. Le Conseil d'Etat a abondé, ces tarifs ne sont en effet en rien attractifs notamment en comparaison intercantonale (190 francs par journée, 125 francs par demi-journée et 60 francs pour une séance de moins de deux heures) et aucune indemnité n'est prévue pour la préparation des dossiers. Cette adaptation des tarifs devrait pouvoir intervenir en 2024.

Le Conseil de la magistrature s'étant investi pour cette modification de tarifs tient à remercier les députés, en particulier les membres de la Commission de justice ainsi que le Conseiller d'Etat Romain Collaud pour leur investissement dans ce dossier.

2.1.4 Système de gestion de dossiers pour les Préfectures

Les Préfectures ne disposent toujours pas de système de gestion des dossiers électronique pour gérer informatiquement les affaires pénales de sorte qu'elles doivent continuer à travailler avec des listes Excel. Ceci n'est plus acceptable avec les exigences d'efficacité et de rationalité actuelles. Certaines préfectures relèvent également la nécessité d'une digitalisation des transmissions de rapports de police afin d'éviter la double saisie des données.

Le Conseil est intervenu auprès de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts dans le courant de l'automne pour que les préfectures puissent bénéficier de Tribuna.

En lien avec les Préfectures, le Conseil constate que les activités de celles-ci dans le domaine du droit administratif ne sont pas soumises à sa surveillance.

2.2 Analyse du Pouvoir judiciaire

« Le Pouvoir judiciaire fribourgeois fonctionne bien et de manière efficace », telle est la conclusion finale du rapport.

Comme relevé plus haut, la Direction de la sécurité, de la justice et du sport est chargée d'évaluer les incidences financières, infrastructurelles ou encore légales, et d'établir une planification de réalisation de sa mise en œuvre.

Parallèlement, le Conseil est en passe de terminer la rédaction du nouveau plan directeur du Pouvoir judiciaire.

En 2017, le Conseil de la magistrature a élaboré un plan directeur 2017-2021 qui décrivait l'évolution de la justice dans le canton de Fribourg pour les prochaines années. Ce plan devait être compris comme un outil de planification qui décrit les objectifs, les missions et les projets. Il permettait d'amorcer la vision stratégique de l'avenir de la justice fribourgeoise à court et moyen terme.

Le plan directeur 2023-2028 s'inscrit dans la ligne du premier plan directeur. A l'image du plan 2017-2021, ce nouveau document analysera le contexte global, suisse, fribourgeois et judiciaire de la justice fribourgeoise et en tirera les conclusions en termes de buts, de devoirs, d'organisation et de thèmes prioritaires. Il aura dès lors pour but d'accompagner la réorganisation de la justice et ses nouvelles façons de travailler. Il abordera également la question du changement et la nécessité d'un accompagnement ainsi que certaines questions sensibles relatives au statut du personnel des magistrats.

2.3 Informatique

Est intervenue en cours d'année 2022, la migration de la **téléphonie sous Microsoft TEAMS**. Celle-ci s'est accompagnée de plusieurs actions techniques, soit : le changement des ordinateurs fixes par des ordinateurs mobiles ; la migration de la téléphonie vers Microsoft TEAMS (suppression des téléphones fixes individuels, des applications Webex, ...) ; la mise à disposition de téléphonie fixe de type « ressources » pour les salles d'audition par exemple. Cette migration s'est dans l'ensemble bien déroulée, les autorités ont en outre pu bénéficier de formation ciblée.

En fin d'année, le **projet Impressions centralisées** du programme e-Justice s'est déployé dans toutes les autorités judiciaires. Des suivis sont encore en cours afin de pouvoir optimiser l'utilisation de cette nouvelle fonctionnalité.

Dans le courant de l'année, la CIAJ a validé un projet de concept d'organisation du **Centre de compétences JUS-TIC**, soit le centre de compétences informatique au service des Autorités judiciaires.

L'objectif de la création du Centre de compétences est « dans un premier temps apporter un support opérationnel par une équipe compétente en matière digitale ; il soutiendra à la fois l'utilisation des applications « métiers » et celle des applications de l'environnement bureautique. Dans un second temps, à mesure de la mise en service des projets du programme e-Justice, il pourra en intégrer le support, créant ainsi une transition efficiente entre le mode projet et le mode opérationnel au niveau des bénéficiaires ».

Le Centre de compétences sera l'interlocuteur en termes de support opérationnel pour :

- > le Conseil de la magistrature
- > le Tribunal cantonal
- > les Tribunaux d'arrondissement, y compris des baux à loyer et des prud'hommes
- > le Tribunal pénal économique
- > le Tribunal des mineurs
- > le Tribunal des mesures de contrainte
- > les Justices de paix
- > la Cellule judiciaire itinérante
- > le Ministère public
- > les Commissions rattachées au Pouvoir judiciaire.

La proposition budgétaire prenait en compte :

- > Un démarrage début 2023 de l'activité du centre de compétences sur les activités de support, d'accompagnement et la préparation du renforcement.
- > Un renforcement de l'offre de formation des collaborateurs des autorités judiciaires à partir de 2025.
- > Un déploiement progressif – à partir de 2025 – de la mise en œuvre d'un programme de formation structuré et le début des programmes de business analyse au service de l'évolution des applications proposées ou choisies par les métiers en relais avec le programme e-justice (activité renforcée en 2027 à la fin prévue de programme e-justice).

M. Michel Corbaz a été engagé comme responsable du futur Centre de compétences digitales des autorités judiciaires, pour le 1^{er} janvier 2023. Âgé de 58 ans, M. Michel Corbaz est une personnalité extrêmement connue des autorités judiciaires dans la mesure où il travaille depuis plus de 24 ans au service de l'informatique du pouvoir judiciaire, dans un premier temps auprès du Tribunal cantonal puis auprès du SITel.

Dans le cadre des travaux liés à la digitalisation de la justice, la nécessité de mettre sur pied un centre de compétences pour apporter un support opérationnel en matière digitale au personnel des autorités judiciaires a été identifiée.

Les objectifs principaux étaient les suivants :

- > contribuer au bon fonctionnement des autorités judiciaires sur le plan digital au quotidien
- > permettre aux autorités judiciaires d'assumer correctement les nouveaux rôles métier découlant de la nouvelle ordonnance sur la digitalisation
- > fournir un support de qualité aux utilisateurs des autorités judiciaires concernant les futures applications déployées.

Le Centre de compétences sera chargé de coordonner et de collaborer avec les correspondants informatiques, les utilisateurs clef et les responsables des processus métier dans les domaines suivants :

- > support : fournir un support de qualité aux collaborateurs et collaboratrices des autorités judiciaires.
- > accompagnement : aider à la compréhension de la valeur ajoutée des outils et services mis à disposition.
- > formation : construire, diffuser et présenter des tutoriaux afin de faciliter l'utilisation des logiciels et services.
- > communication : partager les informations et les bonnes pratiques au sein des autorités judiciaires.
- > veille technologique : suivre et comprendre les évolutions technologiques en lien avec les systèmes utilisés dans les autorités judiciaires.
- > anticipation : écouter les besoins et préparer l'environnement de travail de demain.

Ce centre de compétences se déploiera en principe progressivement durant le premier semestre 2023. Sous réserve de la validation du budget 2023 par le Grand Conseil, M. Corbaz dirigera une équipe constituée de 5 EPT, à savoir le responsable de formation, M. Marc Decroux, déjà en fonction, de trois intendants numériques, et un assistant médiaticien.

En l'état, les objectifs et les processus de travail seront encore définis et précisés avec l'appui d'un groupe de travail impliquant Michel Corbaz, le métier, le Service de la justice, le Programme e-Justice et le SITel.

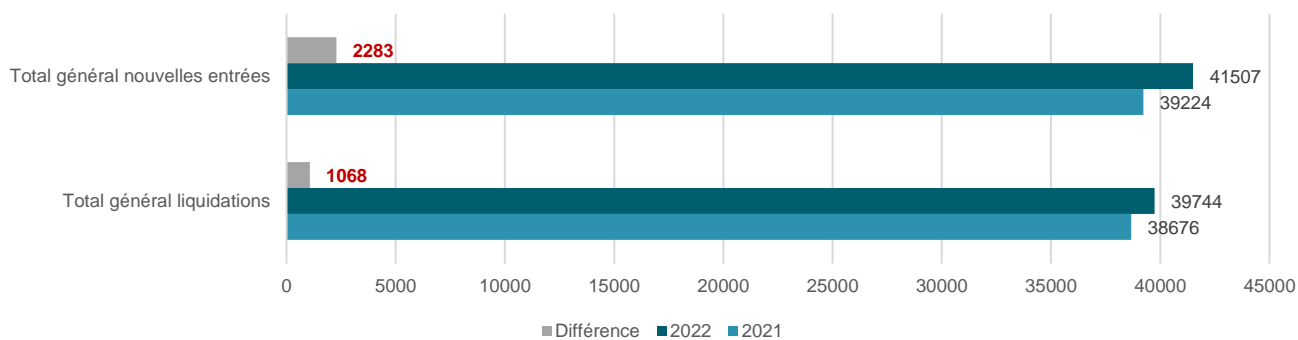
Les travaux informatiques réalisés et en cours sont les suivants :

- > Déploiement de la téléphonie Teams
- > Renouvellement d'une partie du parc informatique (selon ancienneté du matériel)
- > Equipement de systèmes de visioconférence pour les salles d'audience
- > Elargissement de fonctionnalités dans Tribuna pour le dossier familial des Justices de paix (release R22)
- > Mise à niveau de Tribuna au Tribunal des mineurs (en attente)
- > Nouvelle plateforme d'échanges de dossiers OAI-TC
- > Mise en production d'e-LP
- > Mise à disposition d'adresses XXX@fr.ch pour les membres des commissions rattachées au Pouvoir judiciaire, les assesseurs et les juges suppléants. A relever que les travaux de mise à disposition de Tribuna pour les commissions de conciliation en matière de bail à loyer ont été relancés par la CIAJ
- > Mise en application de NewVOSTRA (gestion des casiers judiciaires) (1^{ère} phase)
- > Traitement des scellés au Tribunal des mesures de contrainte (en cours)
- > Données transmises par les autorités judiciaires au SITel (en cours).

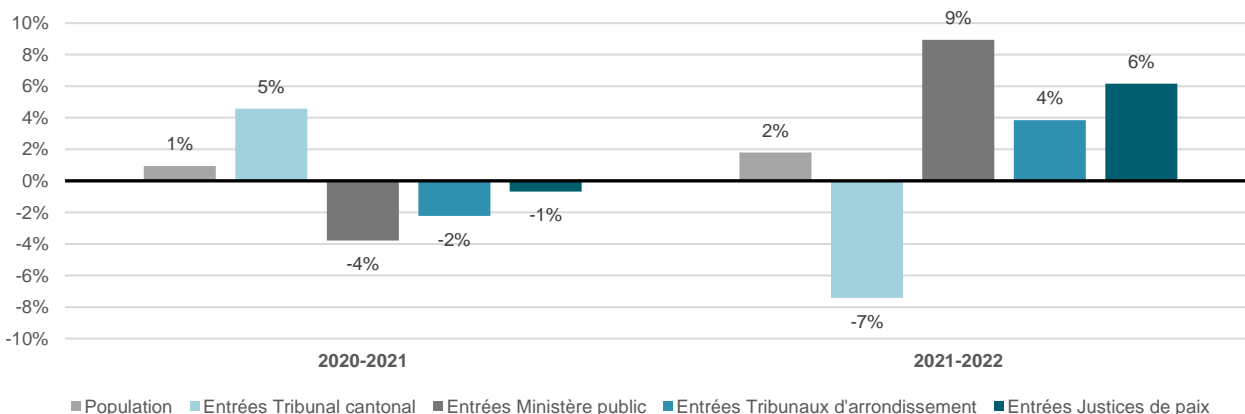
2.4 Charge de travail (entrées et liquidations)

Comme déjà relevé à plusieurs reprises, s'agissant de la charge de travail et des liquidations globales du Pouvoir judiciaire, il est important de relever que sans un outil statistique uniforme applicable à toutes les autorités judiciaires et compte tenu des natures différentes des procédures pendantes auprès des autorités, il est difficile d'en donner une véritable vue d'ensemble. Les diagrammes ci-dessous ne tiennent pas compte des chiffres de la Cellule itinérante qui sont déjà compris dans ceux des autorités lui ayant transmis les dossiers. Il en va de même pour les Préfectures qui ne disposent pas du système Tribuna et dont certaines entrées sont déjà comptabilisées au Ministère public, ainsi que pour les Commissions de conciliation en matière de bail, dont une partie des chiffres se retrouvent dans ceux des tribunaux. Par souci d'exhaustivité, ces chiffres sont toutefois répertoriés dans la seconde partie des tableaux ci-dessous.

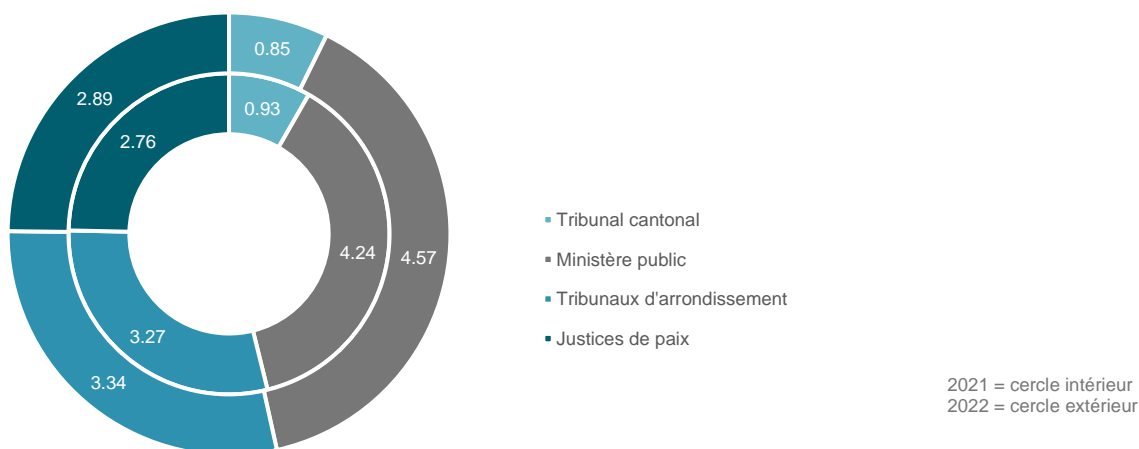
Entrées et liquidations des Autorités disposant du logiciel Tribuna - évolution 2021-2022
(sans Commissions et Préfectures)



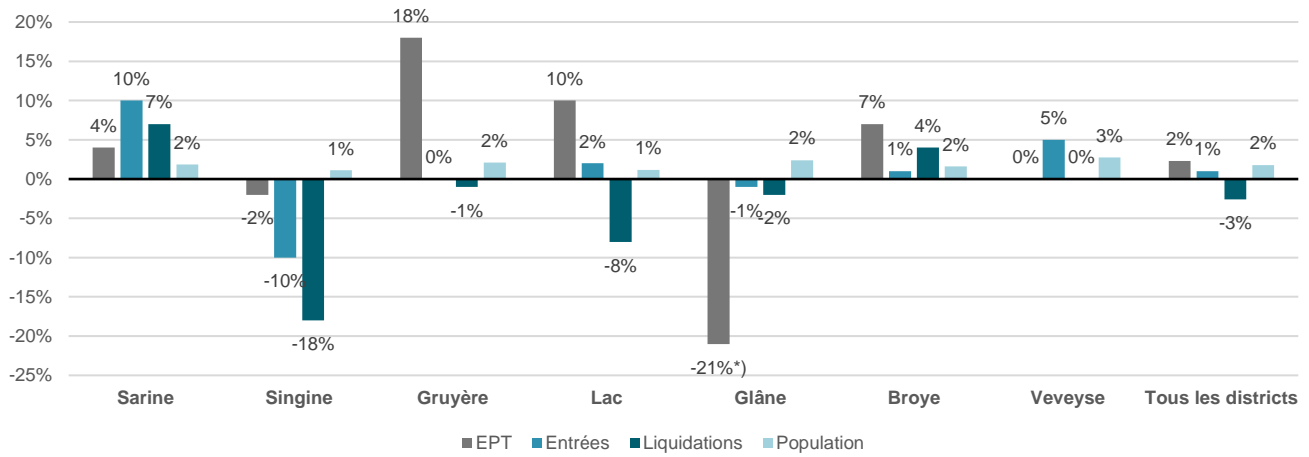
Evolution population et nouvelles entrées 2020-2022
TC - MP - TA - JP



Affaires inscrites au rôle par 100 habitants 2021-2022



Evolution Population - EPT - Entrées - Liquidations - Tribunaux d'arrondissement 2021-2022



*) La diminution de 21% dans le district de la Glâne s'explique par la suppression d'un ETP d'apprenti en 2022.

2.4.1 Nouvelles entrées

Autorités disposant du logiciel Tribuna	2020	2021	2022
Tribunal cantonal	2904	3043	2833
Ministère public	14445	13917	15283
Tribunal des mesures de contrainte	634	830	711
Tribunal pénal des mineurs	1427	1636	1850
Cellule judiciaire itinérante ¹⁾	279	298	505
Tribunal pénal économique	6	3	10
Tribunaux d'arrondissement	10980	10733 ^{*)}	11163
Justices de paix	9124	9062	9657
Total	39520	39215	41507

¹⁾ Les entrées de la Cellule itinérante sont déjà comptabilisées dans les autorités qui lui ont transmis les dossiers.

^{*)} Ce chiffre ne correspond pas au rapport précédent, celui-ci était en effet inexact en raison d'un problème informatique. Il a été corrigé dans le présent rapport.

Autres Autorités	2020	2021	2022
Préfectures ¹⁾	16045	17850	19424
Commissions de conciliations en matière de bail ²⁾	725	633	516
Commission de recours de l'Université	4	9	2
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	4	1	1
Commission de recours en matière d'améliorations foncières	2	8	0
Commission d'expropriation	3	8	5
Autorité de surveillance du registre foncier	5	3	9
Commission de recours en matière de premier relevé	0	2	3
Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	7	2	1
Total	16795	18516	19961

¹⁾ Une partie des entrées des Préfectures, qui ne disposent pas du système informatique Tribuna, est déjà comptabilisée au Ministère public.

²⁾ Une partie des affaires des commissions figurent dans les rôles des tribunaux.

2.4.2 Liquidations

Autorités disposant du logiciel Tribuna	2020	2021	2022
Tribunal cantonal	3124	3095	2837
Ministère public	14572*)	14127	14699
Tribunal des mesures de contrainte	634	830	718
Tribunal pénal des mineurs	1561	1463	1752
Cellule judiciaire itinérante ¹⁾	268	304	433
Tribunal pénal économique	6	3	10
Tribunaux d'arrondissement	10639*)	10958*)	11085
Justices de paix	8386	8191	8643
Total	38922	38667	39744

¹⁾ Les liquidations de la Cellule itinérante sont déjà comptabilisées dans les autorités qui lui ont transmis les dossiers.

*) Ces chiffres ne correspondent pas aux rapports précédents, ceux-ci étaient en effet inexacts en raison d'un problème informatique. Ils ont été corrigés dans le présent rapport.

Autres Autorités (sans préfectures)	2020	2021	2022
Commissions de conciliations en matière de bail ¹⁾	736	666	495
Commission de recours de l'Université	8	8	5
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	4	1	0
Commission de recours en matière d'améliorations foncières	2	6	2
Commission d'expropriation	1	4	3
Autorité de surveillance du registre foncier	3	5	3
Commission de recours en matière de premier relevé	1	5	4
Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	11	3	2

¹⁾ Une partie des affaires des commissions figurent dans les rôles des tribunaux.

Le **Tribunal cantonal** a vu le nombre global de ses affaires enregistrées et liquidées baisser durant cet exercice. Le nombre d'affaires pendantes a également pu diminuer. Les cours pénales ont toutefois vu leurs nouvelles entrées augmenter.

Le **Ministère public** a continué à gérer de manière efficace son importante charge de travail. En effet, le nombre de procédures enregistrées durant cet exercice a augmenté, à l'image des liquidations. Les procédures pendantes ont toutefois augmenté.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le **Tribunal des mesures de contrainte** a vu ses nouvelles entrées diminuer.

Tout comme en 2021, on assiste dans cet exercice à une augmentation du nombre d'entrées et du nombre d'affaires pendantes au 31 décembre pour le **Tribunal pénal des mineurs**.

Le nombre de nouvelles affaires, toutes matières confondues, enregistrées par les **Tribunaux d'arrondissement** a augmenté. Si les liquidations ont pu augmenter, elles n'ont toutefois pas permis de faire baisser le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre. La Sarine a vu ses entrées, ses liquidations et ses affaires pendantes augmenter. La Singine a vu ses entrées et ses liquidations baisser ; ses affaires pendantes ont toutefois augmenté. La Gruyère a vu ses entrées, ses liquidations et ses affaires pendantes diminuer. Le Lac a vu ses entrées et ses affaires pendantes augmenter ; ses liquidations ont baissé. La Glâne a vu ses entrées et ses liquidations baisser ; ses affaires pendantes ont augmenté. La Broye a vu ses entrées et ses liquidations augmenter ; ses dossiers pendants ont en revanche diminuer. Enfin, la Veveyse a vu ses entrées et ses affaires pendantes augmenter, ses liquidations ont baissé.

En 2021, une augmentation des équivalents plein temps (magistrat, greffier et secrétariat) de la **Cellule judiciaire itinérante** a été consenti pour compenser la participation des autorités au programme e-justice. En 2022, la Cellule s'est vu attribuer un nombre conséquent de nouveaux dossiers (+ 207 par rapport à 2021).

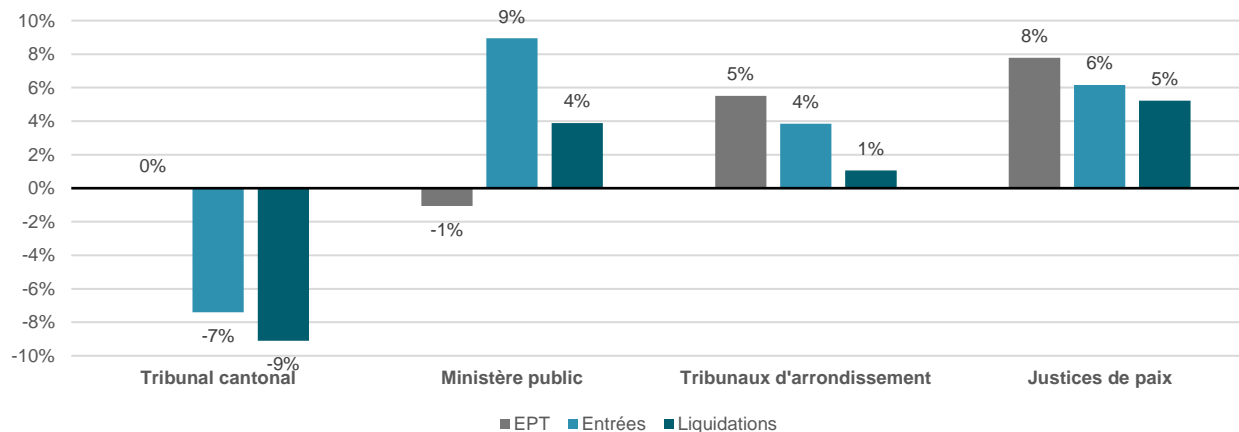
Le volume des nouvelles affaires toutes matières confondues **des Justices de paix** a augmenté. Il en va de même des liquidations et des affaires pendantes. Les décisions ont baissé. Cette tendance se retrouve dans toutes les justices de paix à l'exception du Lac qui a vu ses nouvelles entrées, ses affaires pendantes et ses décisions baisser, ses liquidations ont pu augmenter, ainsi que la Broye qui a vu ses entrées, ses liquidations et ses décisions baisser, tandis que ses affaires pendantes ont augmenté. Les dossiers continuent de se complexifier.

Comme relevé plus haut (point 2.1.4), les **Préfectures** gèrent leurs affaires en s'appuyant sur des tableaux Excel, ce qui implique des pertes de temps et complique le travail de ces autorités déjà largement chargées. La juridiction administrative est actuellement exempte de la surveillance du Conseil. En 2022, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts a procédé à une première inspection des Préfectures sous l'angle de leur activité administrative et politique. Le Conseil, d'entente avec la DSJ, proposera qu'un échange ait lieu après cette première double inspection, afin de rationaliser certains fonctionnements, notamment les questions relatives à la gestion des données et à la tenue des dossiers.

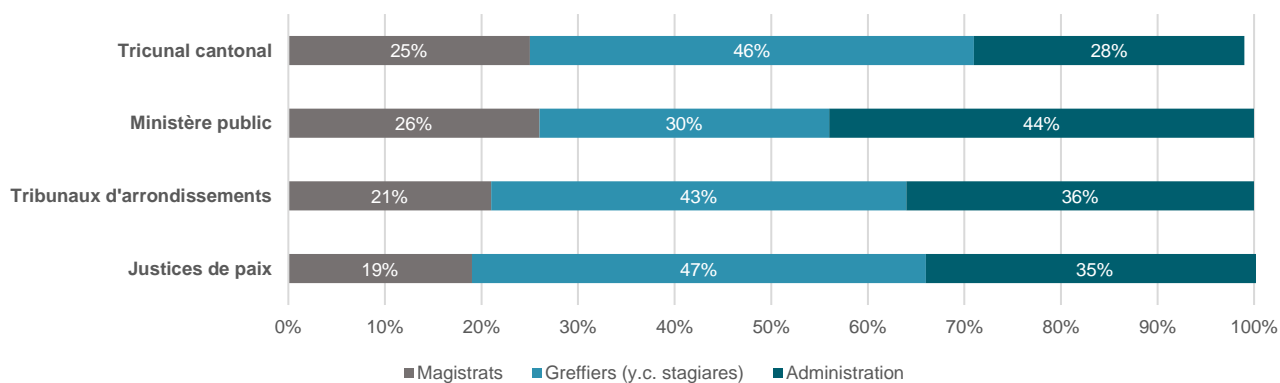
Quant aux **Commissions de conciliation en matière de bail**, le nombre de nouvelles affaires et de liquidation ont baissé, leur taux de conciliation est resté stable.

2.5 Dotation des autorités judiciaires en 2022

Evolution EPT (magistrats, greffier, administration) - Entrées - Liquidations 2021-2022



Ressources humaines EPT selon les diverses catégories 2022



3 Activités des juridictions

3.1 Tribunal cantonal TC

Mission et compétences

Le Tribunal cantonal TC est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative. En principe, il statue sur les appels et recours contre un jugement d'un Tribunal de 1ère Instance ainsi que sur les actions et recours contre des décisions rendues par des autorités administratives. A ce titre, il assume un double rôle d'autorité juridictionnelle et de surveillance déléguée de l'administration de la justice.

Site du TC : <https://www.fr.ch/tc>

Organisation et composition au 31.12.2022

Dina Beti, Présidente ; Marc Sugnaux, Vice-président

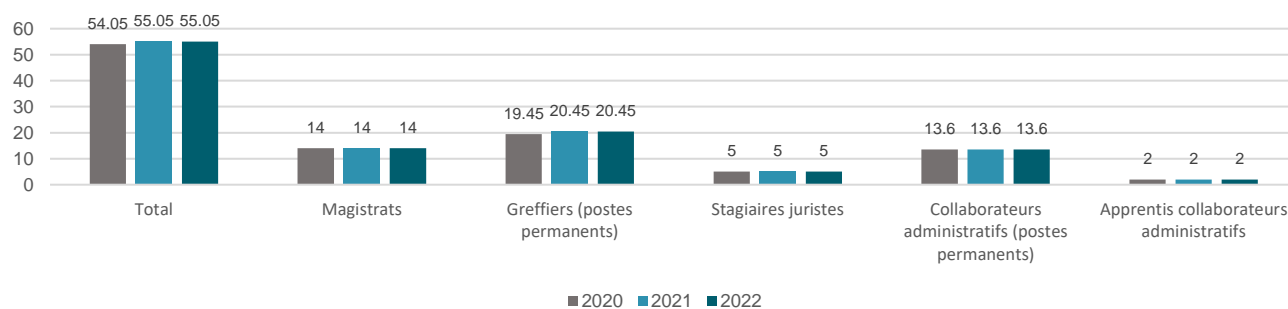
Marc Boivin, Jérôme Delabays, Markus Ducret, Michel Favre, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Marianne Jungo, Daniela Kiener, Catherine Overney, Anne-Sophie Peyraud, Christian Pfammatter, Laurent Schneuwly, Sandra Wohlhauser, Membres

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Stéphanie Colella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher, Juges suppléants

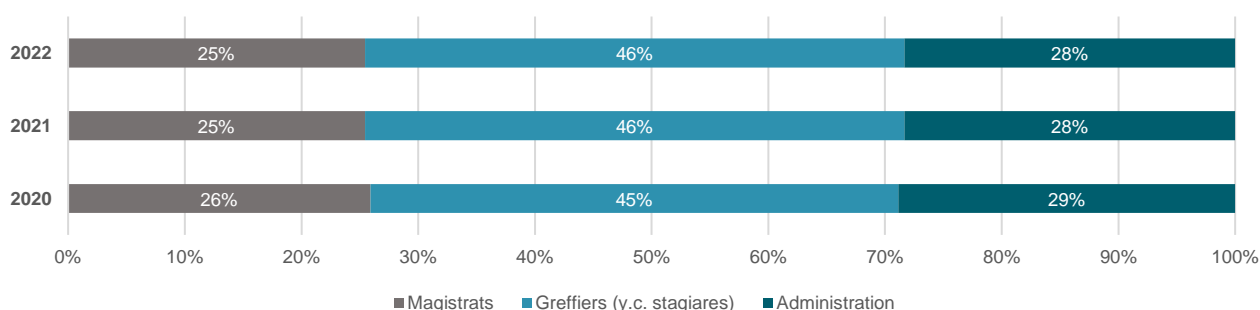
- > Ie Cour d'appel civil : Jérôme Delabays, Président ; Dina Beti, Sandra Wohlhauser, Laurent Schneuwly, Yann Hofmann, Membres
- > IIe Cour d'appel civil : Dina Beti, Présidente ; Catherine Overney, Michel Favre, Markus Ducret, Membres
- > Chambre des poursuites et faillites : Catherine Overney, Présidente ; Dina Beti, Markus Ducret, Membres
- > Cour de protection de l'enfant et de l'adulte : Sandra Wohlhauser, Présidente ; Jérôme Delabays, Michel Favre, Laurent Schneuwly, Membres
- > Cour d'appel pénal : Michel Favre, Président ; Catherine Overney, Dina Beti, Markus Ducret, Membres
- > Chambre pénale : Laurent Schneuwly, Président ; Jérôme Delabays, Sandra Wohlhauser, Membres
- > Ie Cour administrative : Marianne Jungo, Présidente ; Anne-Sophie Peyraud, Christian Pfammatter, Dominique Gross, Yann Hofmann, Membres
- > IIe Cour administrative : Christian Pfammatter, Président ; Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Membres
- > IIIe Cour administrative : Anne-Sophie Peyraud, Présidente ; Marianne Jungo, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Membres
- > Cour fiscale : Marc Sugnaux, Président ; Christian Pfammatter, Dina Beti, Daniela Kiener, Membres
- > Ie Cour des assurances sociales : Marc Boivin, Président ; Dominique Gross, Yann Hofmann, Marianne Jungo, Marc Sugnaux, membres
- > IIe Cour des assurances sociales : Johannes Frölicher, Président ; Daniela Kiener, Anne-Sophie Peyraud, Marc Sugnaux, membres

3.1.1 Ressources humaines

TC - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TC - Ressources humaines - EPT selon les divers catégories



3.1.2 Remarques sur l'activité

En 2022, le Tribunal cantonal a rendu 2837 arrêts. Si le nombre d'affaires liquidées a diminué par rapport à 2021 (3095; - 8.3%) et aux années précédentes, ce chiffre ne reflète pas la réalité quant à la charge de travail du Tribunal cantonal qui demeure très importante. En effet, les procédures se sont considérablement complexifiées depuis plusieurs années de sorte que le volume des dossiers individuels a pris une grande ampleur et la durée du traitement des affaires s'est allongée. Le nombre de nouvelles entrées ayant également baissé (2022: 2833 ; 2021 : 3043 ; - 6.9%), le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2022 s'élève à 996, soit 4 dossiers de moins qu'à fin 2021 (1000).

La charge de travail de la Ière Cour d'appel civil est toujours très importante consécutivement à la nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de fixation des pensions alimentaires. La IIème Cour administrative subit elle aussi une augmentation conséquente du nombre d'affaires enregistrées. A ce titre, le Conseil salue la flexibilité des Juges qui interviennent dans d'autres cours en fonction des besoins.

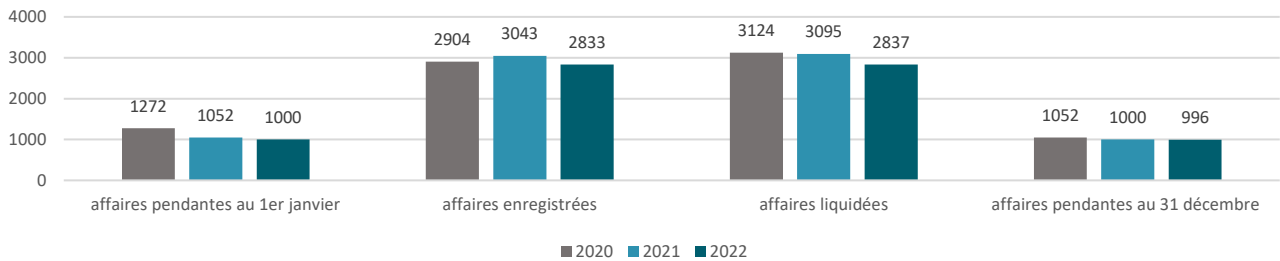
En ce qui concerne la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, le Conseil a pris note de l'augmentation et de la complexification des dossiers ainsi que de la problématique à venir de la succession non assurée d'un expert psychiatre alémanique. Il a également noté l'absence de médecin, respectivement de personnel, parlant allemand au Réseau fribourgeois de la santé mentale (site de Marsens) et des difficultés qui en découlent pour une partie de la population qui ne saurait être placée dans un autre site. Le Conseil tâchera dans la mesure de ses possibilités et compétences d'appuyer les demandes nécessaires pour remédier à ces difficultés.

Enfin, le Conseil tient à souligner et saluer la large implication du Tribunal cantonal dans la mise en œuvre du programme e-Justice. A ce titre, il se réjouit que le Tribunal ait accepté d'être l'une des trois autorités pilotes pour la mise en œuvre du projet d'impression centralisée et remercie l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs pour la flexibilité dont ils ont fait preuve.

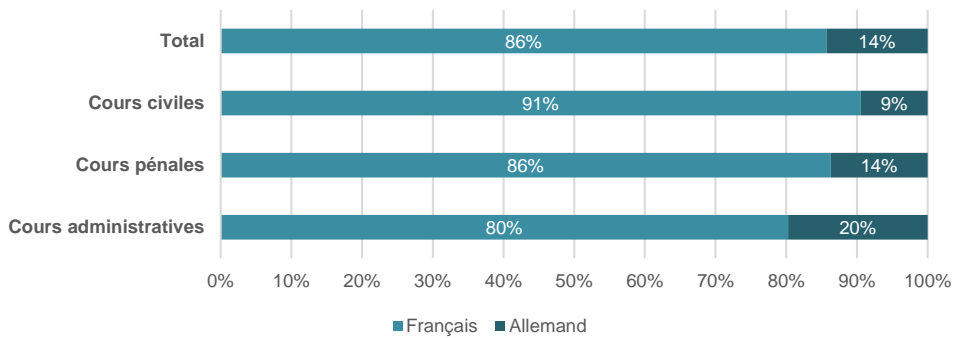
3.1.3 Charge de travail – statistiques

3.1.3.1 En général

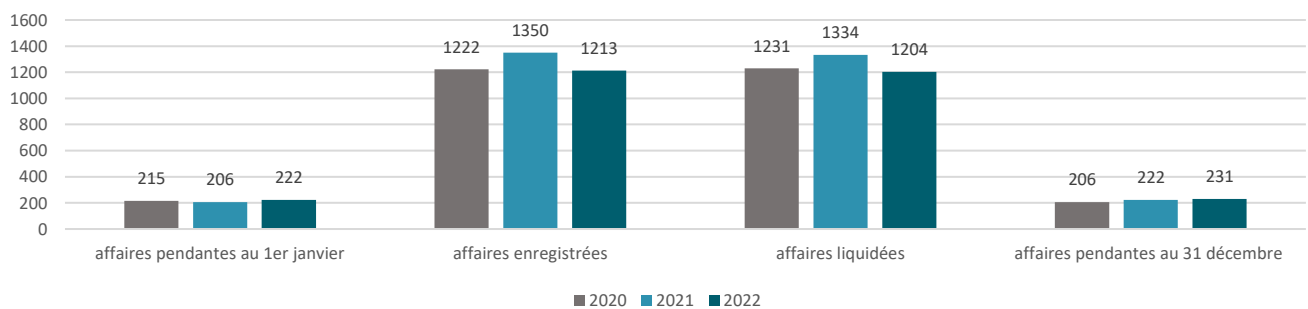
TC - Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal et les différentes cours 2020-2022



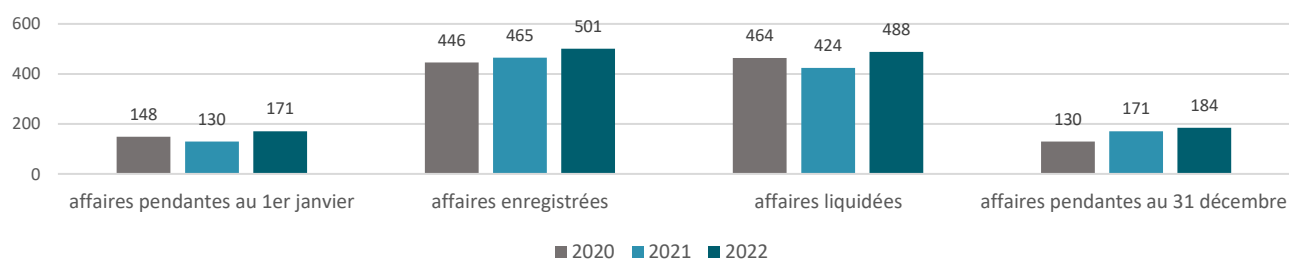
TC - Langue des affaires liquidées 2022



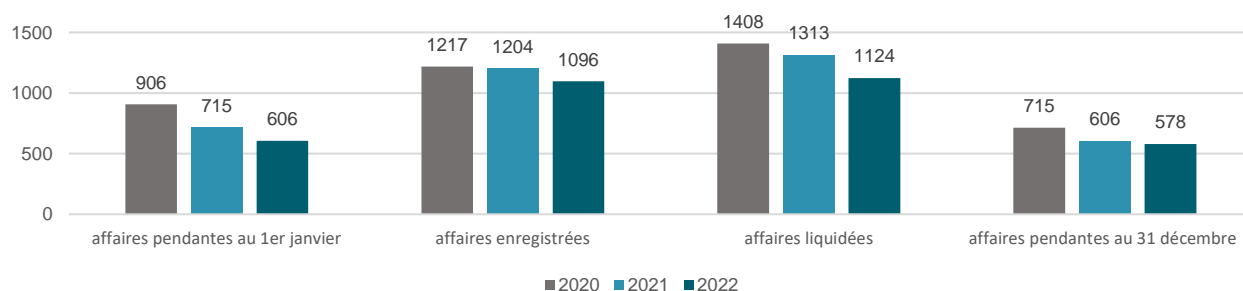
Cours civiles - évolution 2020-2022



Cours pénales - évolution 2020-2022



Cours administratives - évolution 2020-2022

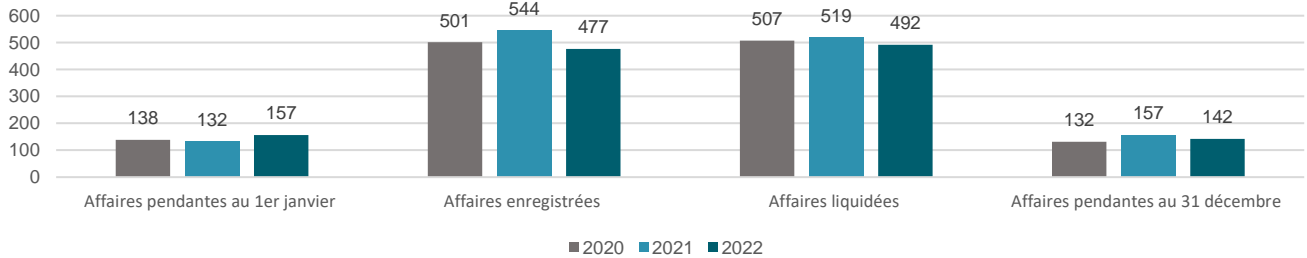


Durée des procédures dans les principales Cours/Chambres	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	204	91	83	86	26	2
Ile Cour d'appel civil	100	120	20	9	0	2
Ile Cour d'appel civil – entraide internationale	176	10	1	0	0	0
Chambre des poursuites et faillites	84	38	5	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	70	48	27	1	1	0
Cour d'appel pénal	46	19	24	62	42	0
Chambre pénale	99	127	48	13	8	0
le Cour administrative	36	40	27	49	42	8
Ile Cour administrative	43	41	34	61	21	3
IIle Cour administrative	41	71	25	21	5	1
Cour fiscale	7	33	12	57	2	0
le Cour des assurances sociales	17	23	32	133	28	3
Ile Cour des assurances sociales	18	36	57	64	30	3

3.1.3.2 Cours civiles

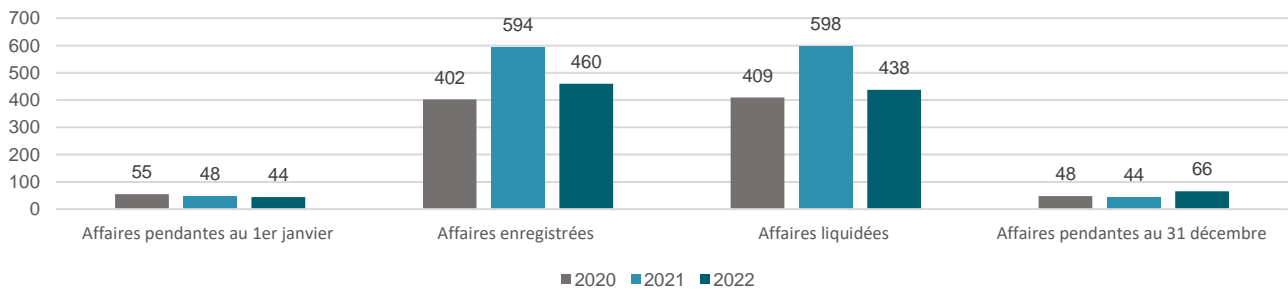
3.1.3.2.1 Le Cour d'appel civil

Le Cour d'appel civil - statistique générale 2020-2022



3.1.3.2.2 Ile Cour d'appel civil

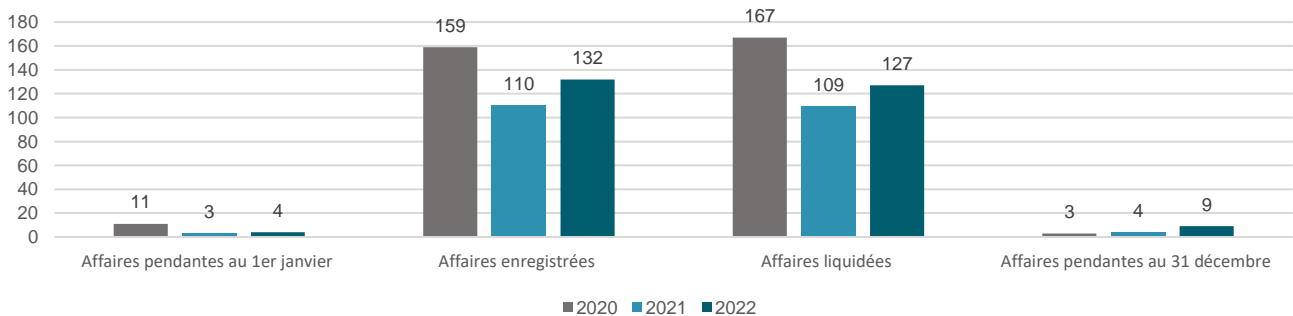
Ile Cour d'appel civil - statistique générale 2020-2022



Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale.

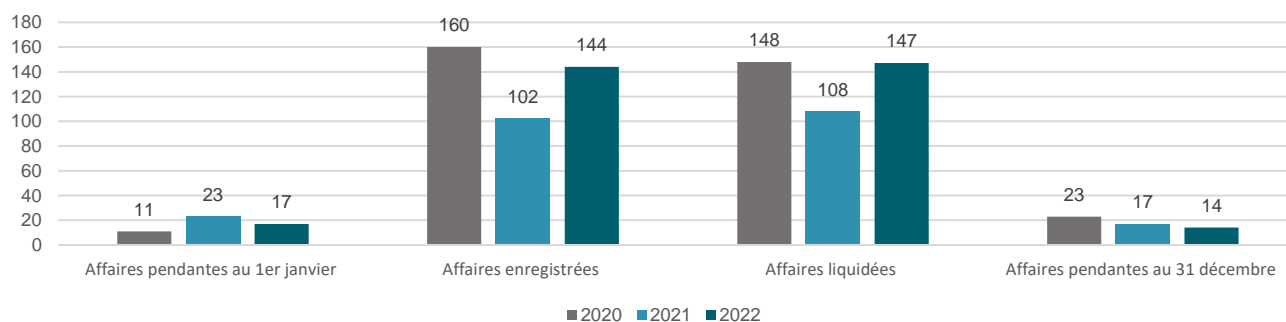
3.1.3.2.3 Chambre des poursuites et faillites

Chambre des poursuites et faillites - statistiques 2020-2022



3.1.3.2.4 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

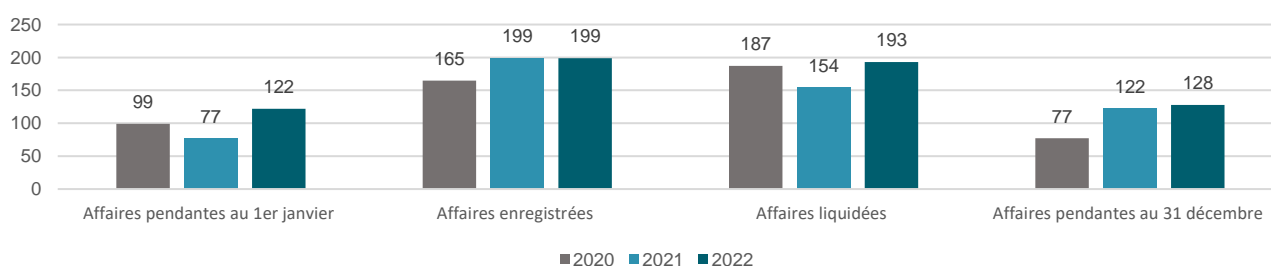
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte - statistique générale 2020-2022



3.1.3.3 Cours pénales

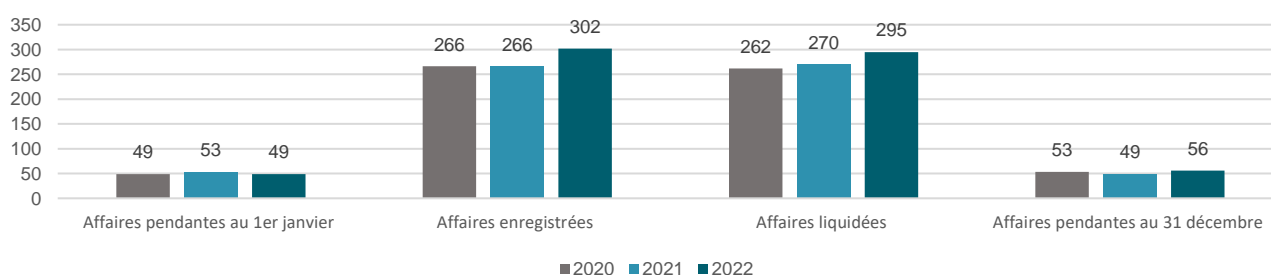
3.1.3.3.1 Cour d'appel pénal

Cour d'appel pénal - statistique générale 2020-2022



3.1.3.3.2 Chambre pénale

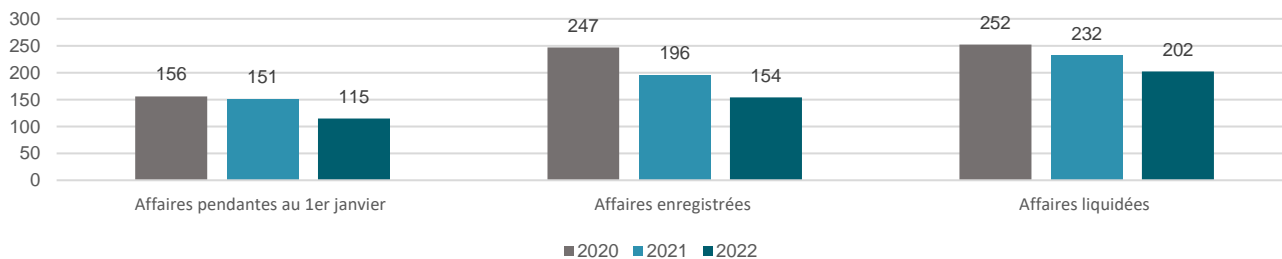
Chambre pénale - statistique générale 2020-2022



3.1.3.4 Cours administratives

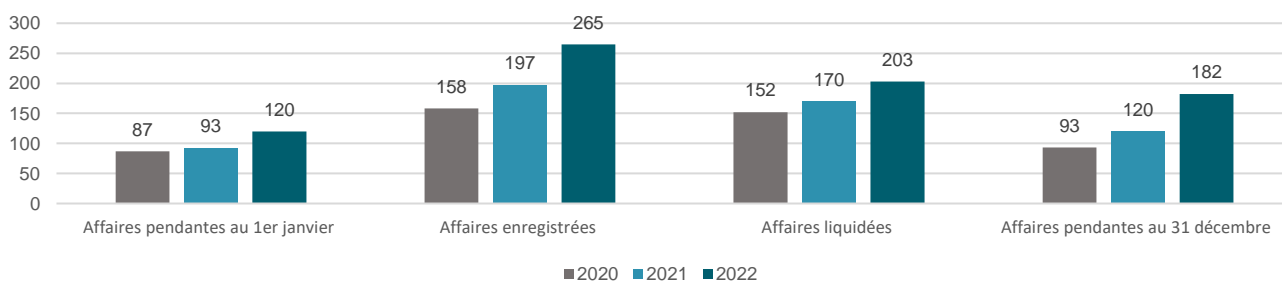
3.1.3.4.1 Ie Cour administrative

Ie Cour administrative - statistique générale 2020-2022



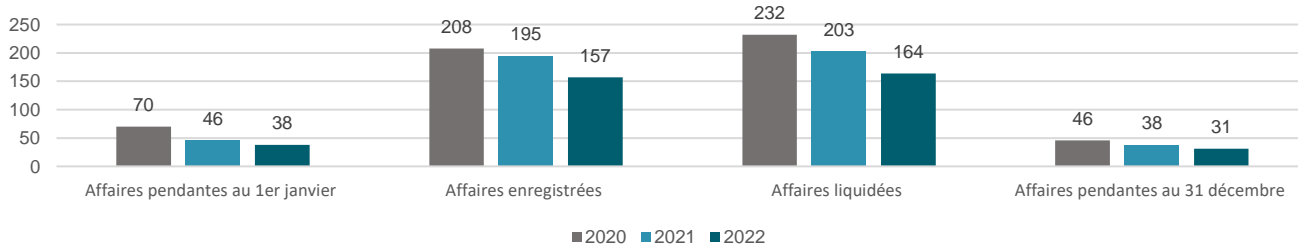
3.1.3.4.2 Ile Cour administrative

Ile Cour administrative - statistique générale 2020-2022



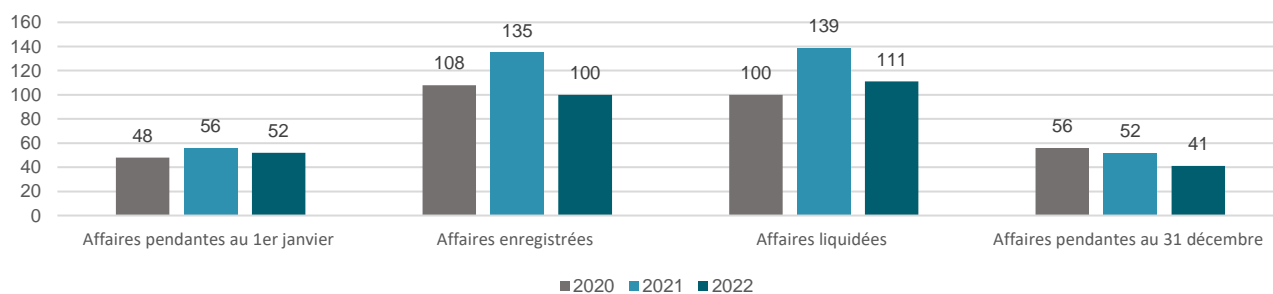
3.1.3.4.3 IiIe Cour administrative

IiIe Cour administrative - statistique générale 2020-2022



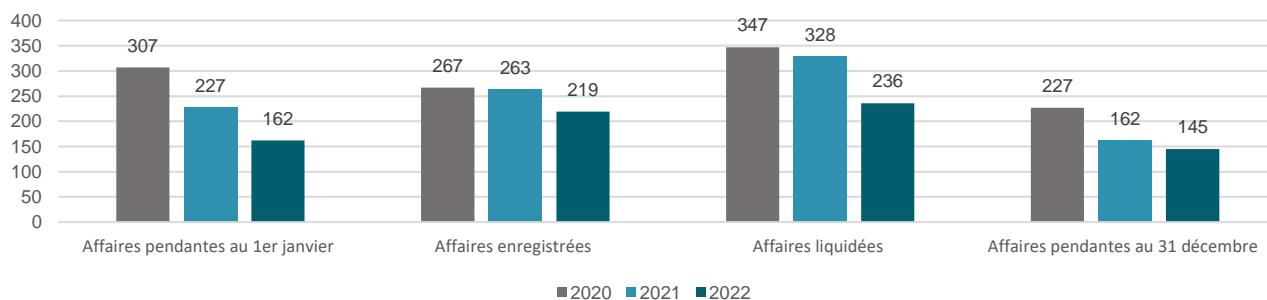
3.1.3.4.4 Cour fiscale

Cour fiscale - statistique générale 2020-2022



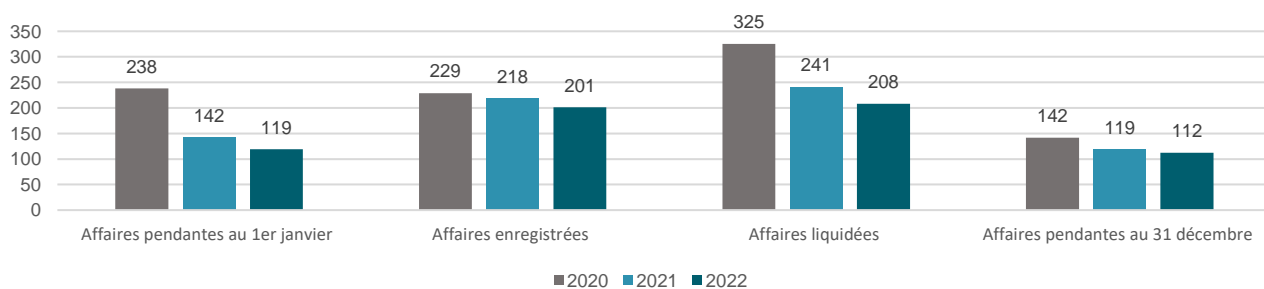
3.1.3.4.5 le Cour des assurances sociales

le Cour des assurances sociales - statistique générale 2020-2022



3.1.3.4.6 Ile Cour des assurances sociales

Ile Cour des assurances sociales - statistique générale 2020-2022



3.1.3.4.7 Recours au Tribunal fédéral

Matières traitées	2020	2021	2022
Ie Cour d'appel civil	26	24	37
Ile Cour d'appel civil	23	23	24
Chambre des poursuites et des faillites	4	4	6
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	9	9	7
Cour d'appel pénal	27	50	29
Chambre pénale	35	22	34
Ie Cour administrative	29	30	18
Ile Cour administrative	19	18	16
IIle Cour administrative	11	12	9
Cour fiscale	9	12	11
Ie Cour des assurances sociales	43	32	23
Ile Cour des assurances sociales	21	21	15
Total	256	257	229

3.1.4 Rapport détaillé du Tribunal cantonal

[Lien.](#)

3.2 Ministère public MP

Mission et compétences

Le Ministère public MP veille à l'application de la loi et au maintien de l'ordre public. Il exerce principalement l'action publique auprès des tribunaux pénaux et civils d'arrondissement, du Tribunal des mineurs, du Tribunal pénal économique, du Tribunal cantonal et du Tribunal fédéral.

Site du MP : <https://www.fr.ch/mp>.

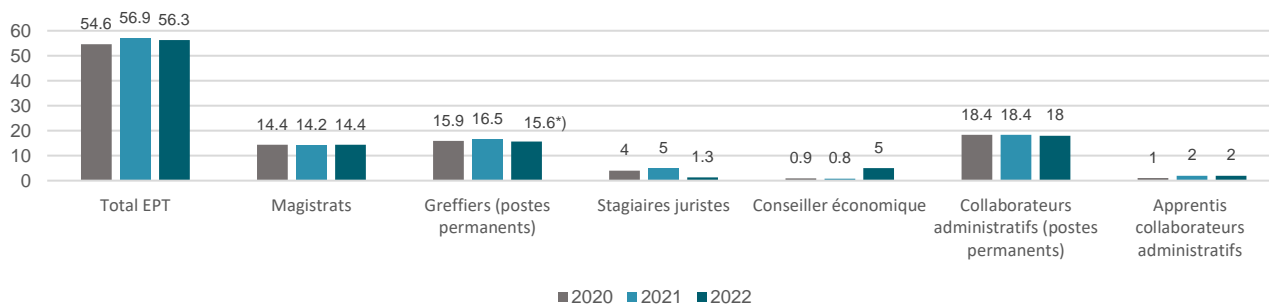
Organisation et composition au 31.12.2022

Fabien Gasser, Procureur général ; Alessia Chocomeli, Procureure générale adjointe ; Raphaël Bourquin, Procureur général adjoint

Stéphanie Amara, Philippe Barboni, Marc Bugnon, Sandrine Chardonnens, Frédéric Chassot, Catherine Christinaz, Christiana Dieu Bach, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Sonja Hurni, Laurent Moschini, Jean-Frédéric Schmutz, Procureurs

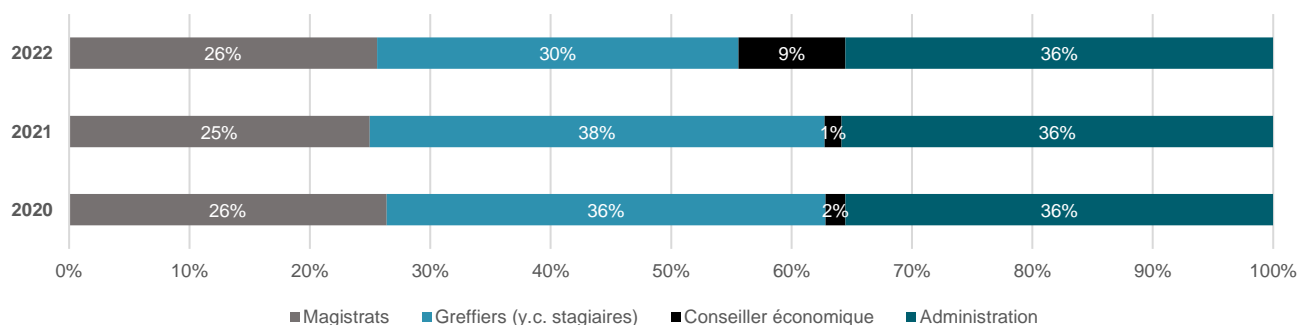
3.2.1 Ressources humaines

MP - Ressources humaines - EPT au 31.12



*) En 2020 et 2021, le rapport mentionnait un poste de greffier non permanent obtenu sur un budget extraordinaire.

MP - Ressources humaines selon EPT des diverses catégories 2020-2022



3.2.2 Remarques sur l'activité

En 2022, le Ministère public a connu une augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 1366 unités), du nombre des procédures liquidées (+ 572 unités) et en particulier du nombre des ordonnances pénales définitives (+ 653 unités) en comparaison de l'année précédente. Revers de la médaille, le nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2022 a lui aussi augmenté (+ 730 unités) et la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement s'est réduit à quelque 59 % (- 2.5 points). Le nombre de renvois aux Tribunaux est toujours élevé, même s'il a diminué en 2022 (- 87 unités). Enfin, le nombre de détenus a diminué (- 45 détenus), néanmoins le nombre de jours de détention a encore augmenté (22'444 en 2022, contre 20'106 en 2021).

Le Conseil de la Magistrature a pris acte qu'il est encore trop tôt pour tirer un bilan du décloisonnement des spécialisations et ce dans la mesure où les anciens spécialistes conservent encore de nombreux dossiers, dont le traitement peut durer plusieurs années.

Enfin, il y a lieu de relever que l'année 2022 aura été marquée par les décisions du Parlement fédéral concernant la modification du code de procédure pénale. De l'avis du Ministère public, le droit de participation des parties, qui amène à toutes sortes de difficultés procédurales, n'a pas été modifié. En revanche, le droit de recours des Ministères publics contre des décisions de remise en liberté a été supprimé et plusieurs contraintes procédurales ont été ajoutées : obligation d'auditionner toute personne encourant une peine privative de liberté ferme, obligation d'informer toutes les personnes potentiellement lésées avant de rendre une ordonnance pénale ; introduction d'un délai d'interdiction d'exploiter les séquestres pendant trois jours. Selon le MP, il est placé face à un paradoxe : le législateur fédéral souhaite régulièrement étoffer le catalogue des infractions pénales d'une main alors que, de l'autre, il complexifie la procédure au point de surcharger les autorités judiciaires.

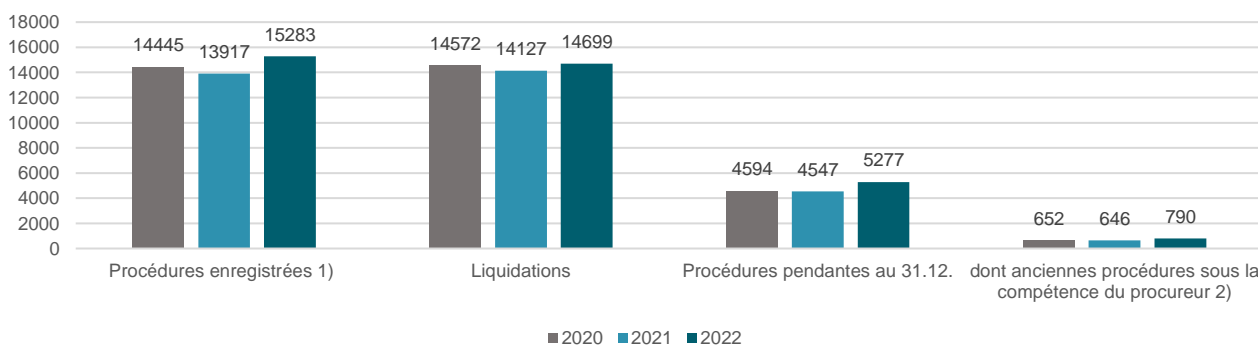
Dans ce contexte, le Conseil se réjouit de la bonne organisation du Ministère Public qui pourra vraisemblablement compter avec une cellule supplémentaire pour l'année 2024.

3.2.3 Charge de travail – statistiques

3.2.3.1 En général

1)

MP - Statistique générale 2020-2022



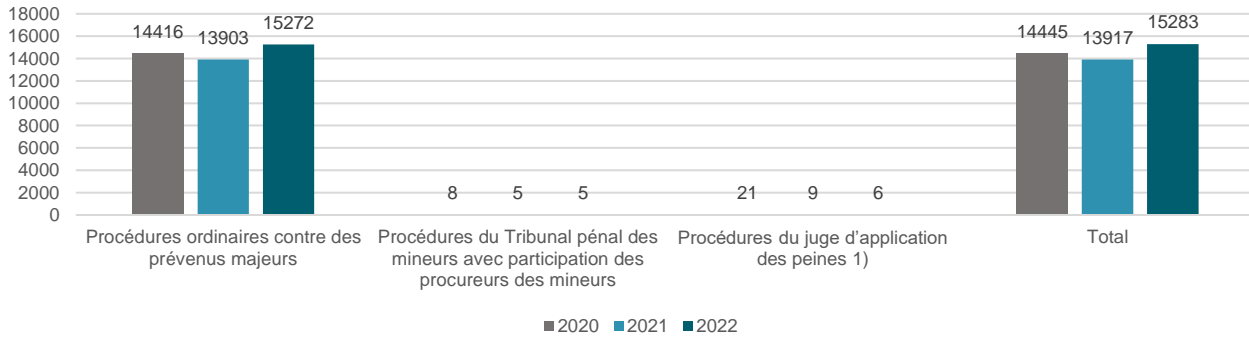
1) Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

2) Soit ouvertes depuis plus de 12 mois

3.2.3.2 Procédures enregistrées et pendantes

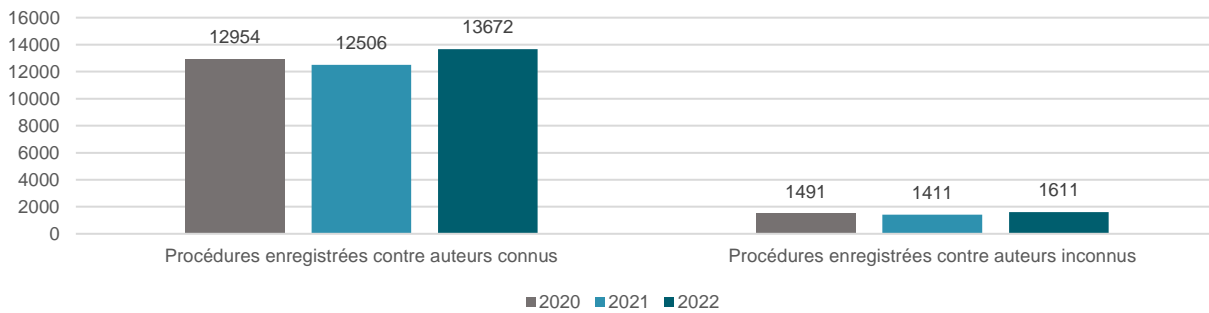
3.2.3.2.1 Procédures enregistrées

MP - Répartition des procédures enregistrées 2020-2022

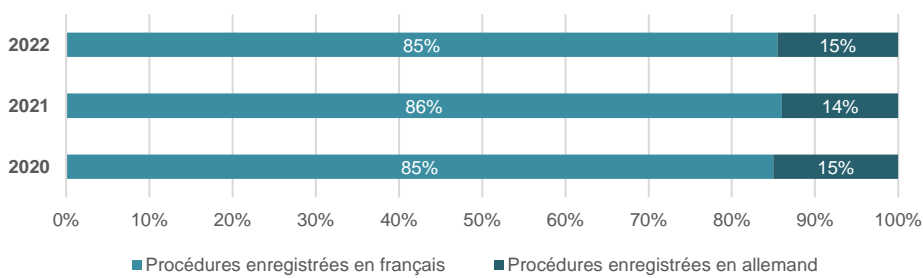


1) Ci-après JAP

MP - Procédures enregistrées contre auteurs connus et inconnus 2020-2022

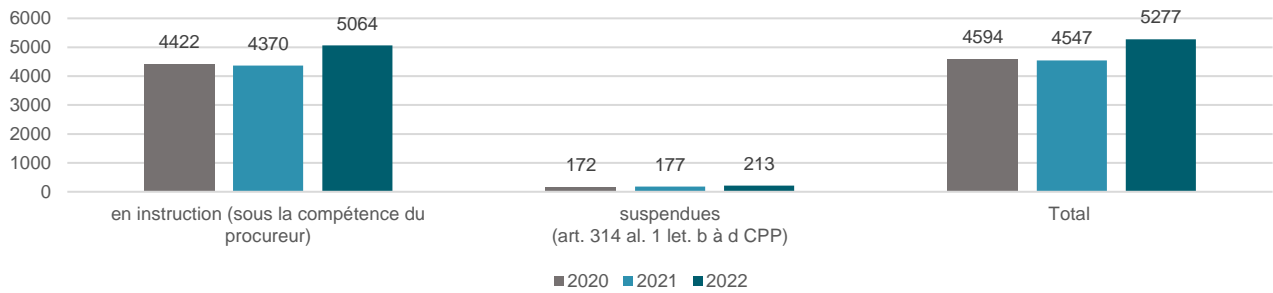


MP - Répartition linguistique procédures enregistrées 2020-2022



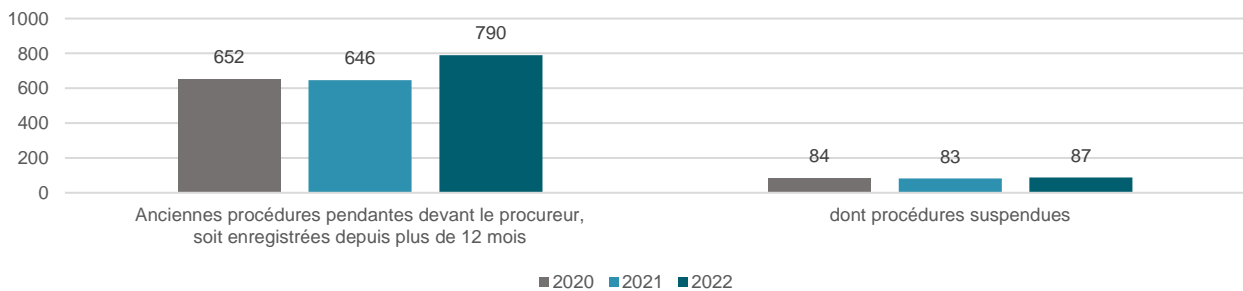
3.2.3.2.2 Procédures pendantes

MP - Procédures pendantes 2020-2022



3.2.3.2.3 Anciennes procédures pendantes

MP - Anciennes procédures pendantes 2020-2022



3.2.4 Rapport détaillé du Ministère public

[Lien.](#)

3.3 Tribunal des mesures de contrainte TMC

Mission et compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte TMC est l'autorité cantonale compétente pour approuver, sur requête du Ministère public, du Juge pénal des mineurs, ainsi que du Service de la population et des migrants, des mesures de contrainte particulièrement incisives, tant au niveau pénal qu'administratif. Ses décisions sont rendues par un juge unique.

Le Tribunal ordonne et prolonge la détention provisoire, ordonne la détention pour des motifs de sûreté et décide sur les requêtes de mise en liberté, ordonne ou autorise d'autres mesures de contrainte (notamment la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, les autres mesures techniques de surveillance et l'investigation secrète) et statue aussi sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire (notamment le contrôle de la légalité de la détention en phase préparatoire ou en vue du renvoi ou de l'expulsion).

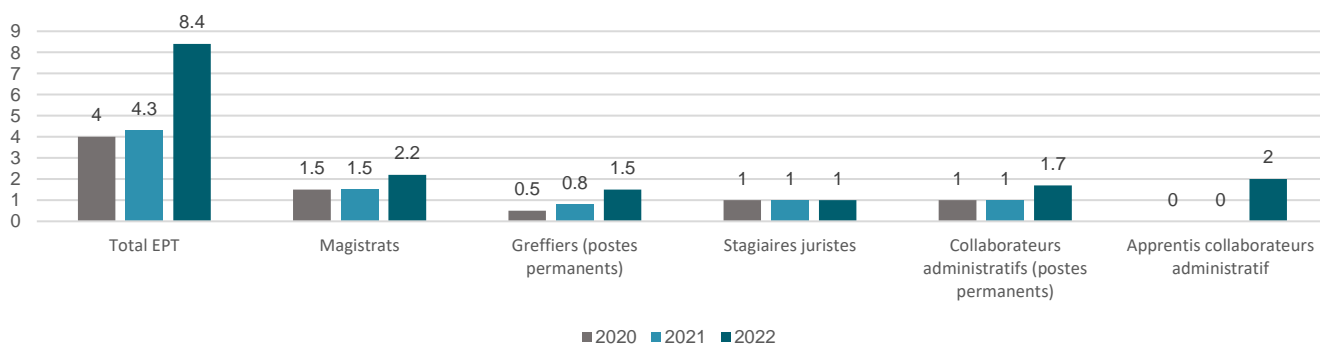
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-des-mesures-de-contrainte>.

Organisation et composition au 31.12.2022

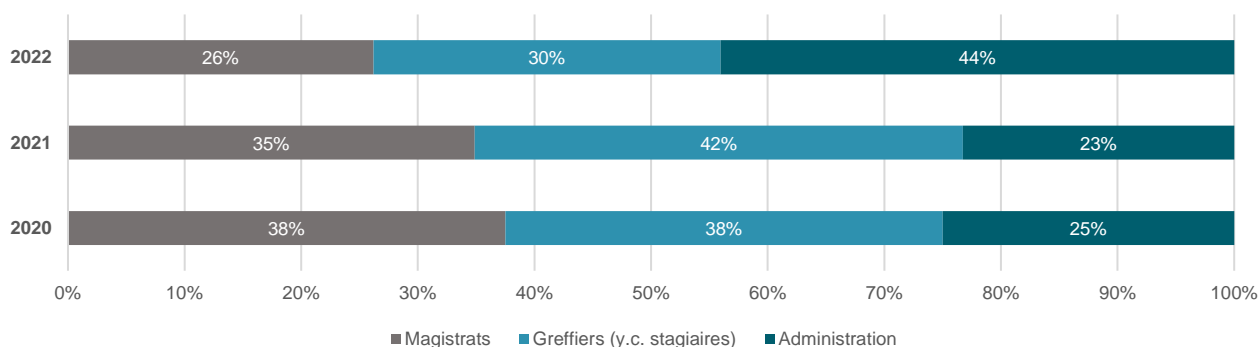
Delphine Maradan, Géraldine Pontelli-Barras, Sonja Walter, Juges ; Adeline Corpataux, Ludovic Farine, Caroline Gauch, Peter Stoller, Juges suppléants

3.3.1 Ressources humaines

TMC - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TMC - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.3.2 Remarques sur l'activité

Après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2021, ce nombre a baissé et s'est stabilisé en 2022. Toutefois, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires enregistrées a toujours progressé, augmentant en moyenne de 30%, qui résulte de la comparaison entre la moyenne de 2012 à 2022, d'une part, et le chiffre de 2011, d'autre part.

En 2022, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 718 nouvelles affaires (2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574) en sus des 15 affaires pendantes au 31 décembre 2021. 8 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2022.

Sur les 718 affaires liquidées, 631 ont été traitées en français et 87 (2021 : 56 ; 2020: 23 ; 2019: 71; 2018: 68) en allemand, soit 87.8% en français et 12.2% en allemand (soit une augmentation de 5% des dossiers en allemand par rapport à 2021).

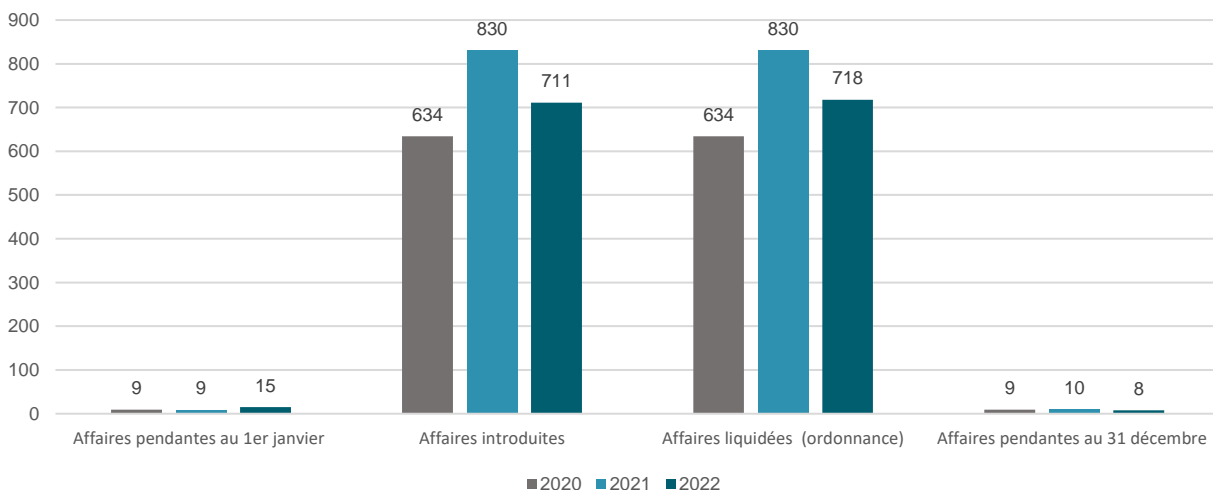
Le Conseil se réjouit que l'octroi d'une cellule de 0.7 EPT (0,7 EPT Magistrat, 0,7 EPT Greffier, 0,7 EPT Secrétaire de juge) obtenu au 1^{er} janvier 2022 ait clairement amélioré l'organisation interne du tribunal et la gestion des affaires de plus en plus nombreuses, notamment celles relatives à la levée de scellés. Le Conseil se réjouit également qu'un poste informatique spécifique aux scellés (poste hors réseau) ait pu être mis en fonction.

Enfin, s'agissant des locaux, le Conseil de la magistrature relève que ce Tribunal est toujours installé dans les mêmes locaux trop exigus, dans lesquels tant les juges que les collaborateurs travaillent dans des conditions difficilement acceptables (onze personnes dans un 3,5 pièces). Il devient urgent de trouver une solution qui offre des conditions de travail optimales, une salle d'audience adaptée et des locaux sécurisés, ainsi qu'une situation géographique proche du Ministère public.

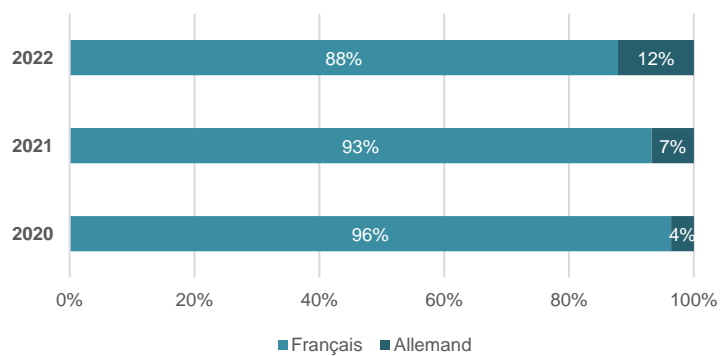
3.3.3 Charge de travail – statistiques

3.3.3.1 Statistique générale

TMC - Statistique générale 2020-2022



TMC - Langue des affaires liquidées 2020-2022



3.3.4 Rapport détaillé du Tribunal des mesures de contrainte

[Lien.](#)

3.4 Tribunal pénal des mineurs TPM

Mission et compétences

Le Tribunal pénal des mineurs TPM traite les infractions pénales commises par des mineurs âgés de 10 à 18 ans. Il fonctionne en qualité d'autorité d'instruction, de jugement et d'exécution.

Le juge des mineurs en sa qualité d'autorité d'instruction clôt l'instruction par une ordonnance de classement, une ordonnance pénale si le jugement de l'infraction n'est pas de la compétence du tribunal des mineurs ou transmet le dossier au Ministère public des mineurs pour la mise en accusation si le jugement de l'infraction est de la compétence du TM.

En sa qualité d'autorité de jugement, le TM statue en première instance sur les infractions pour lesquelles entrent en ligne de compte un placement, une amende de plus de 1000 francs ou une peine privative de liberté de plus de trois mois. Il statue aussi sur les infractions retenues dans une ordonnance pénale ayant fait l'objet d'une opposition.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-des-mineurs>.

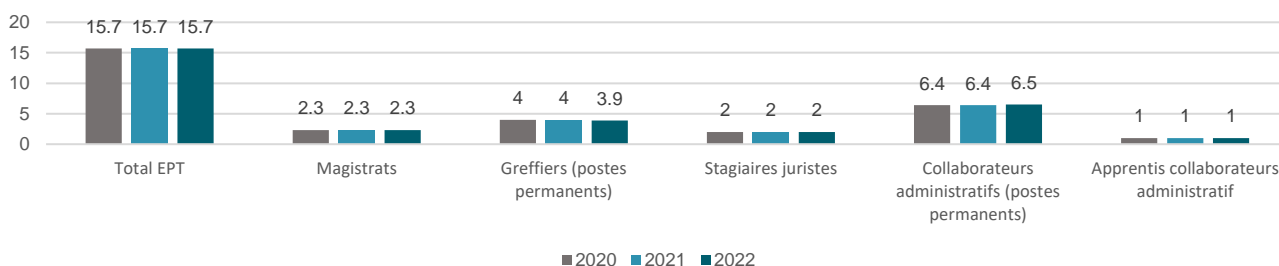
Organisation et composition au 31.12.2022

Sandrine Boillat Zaugg, Pierre-Laurant Dougoud, Arthur Lehmann, Présidents

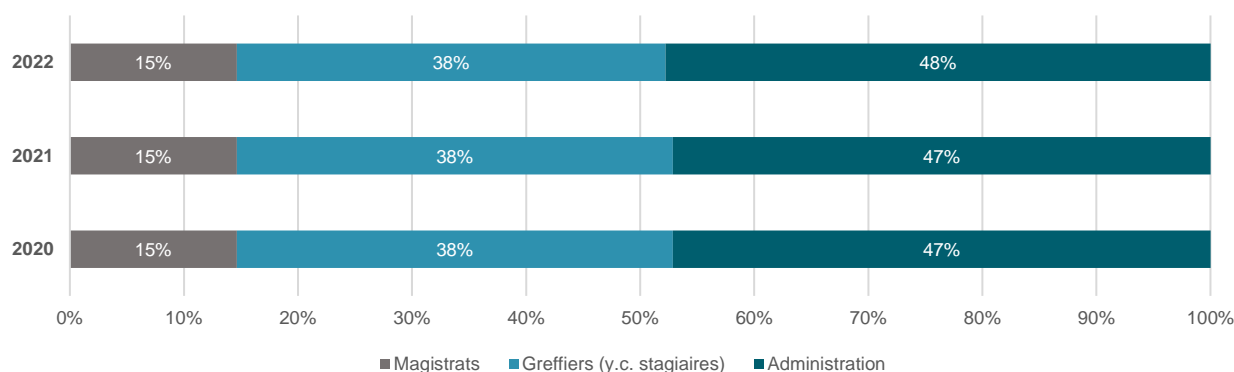
Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Assesseurs ; Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Assesseurs suppléants

3.4.1 Ressources humaines

TPM - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TPM - Ressources humaines EPT selon les diverses catégories 2020-2022



3.4.2 Remarques sur l'activité

En 2022, le Tribunal pénal des mineurs a été saisi de 1850 nouvelles affaires (2021 : 1636), lesquelles ont concerné 1189 mineurs (2021 : 1083). Cela représente une augmentation, par rapport à l'année précédente, de 13,3%, respectivement 9,7%. Le nombre de décisions rendues en 2022, sans les décisions rendues par le Juge des mineurs en qualité d'Autorité d'exécution, est de 2433. Depuis l'entrée en vigueur du CPP, en 2011, cela représente une augmentation de décisions rendues de 30% (2011 : 1906) ; depuis cette même date, le nombre d'affaires enregistrées a augmenté de 30% également. Quant au nombre de mineurs dénoncés, il est passé de 1054 en 2011 à 1189 en 2022, soit une augmentation de 11,3 %. Ces chiffres démontrent qu'un certain nombre de mineurs se sont ancrés dans une trajectoire délictueuse et commettent des infractions à répétition. Le nombre de décisions, d'affaires et de mineurs dénoncés avait atteint un pic durant l'année 2019, puis il a connu une baisse en 2020 en raison essentiellement de la pandémie ; une nouvelle courbe ascendante est observée depuis 2021, à l'instar des statistiques fédérales en matière de criminalité juvénile.

Entre 2021 et 2022, la part des enfants et adolescents auteurs d'infractions de moins de 15 ans a augmenté de 32,7 % (de 321 à 426). Cette tendance se dégage également de manière claire des statistiques fédérales qui ont montré, en 2021, que la proportion des mineurs de moins de 15 ans est en hausse ; à l'échelle nationale, elle a atteint 39% en 2021 contre 19% en 2018. Ce constat inquiétant démontre que les mécanismes de détection précoce et de prévention auprès des enfants doivent être renforcés.

L'augmentation de la charge de travail empêche les juges d'auditionner tous les jeunes prévenus. Cette situation peut être déplorée dans la mesure où, pour un jeune, le fait de passer devant le juge pour être auditionné, a un impact plus important que de recevoir une simple ordonnance pénale. Les infractions contre l'intégrité sexuelle ainsi que les infractions commises par des bandes de jeunes (souvent moins de 15 ans) ont augmenté. Des bandes de jeunes de différents cantons s'affrontent.

Il y a lieu de relever enfin, surtout pour la Suisse romande, un manque de places en milieu fermé pour les jeunes délinquants. Ces places sont pourtant indispensables pour suivre correctement les jeunes et parvenir à les empêcher de récidiver. Il y a également une pénurie de places pour effectuer des observations de ces jeunes. *Timeout et la Clairière* ont une liste d'attente. Face à ce manque extrême de places, le constat suivant « *Dans ces conditions, la justice des mineurs ne peut plus remplir sa fonction de protection de l'individu et d'éducation* » pourrait être formulé.

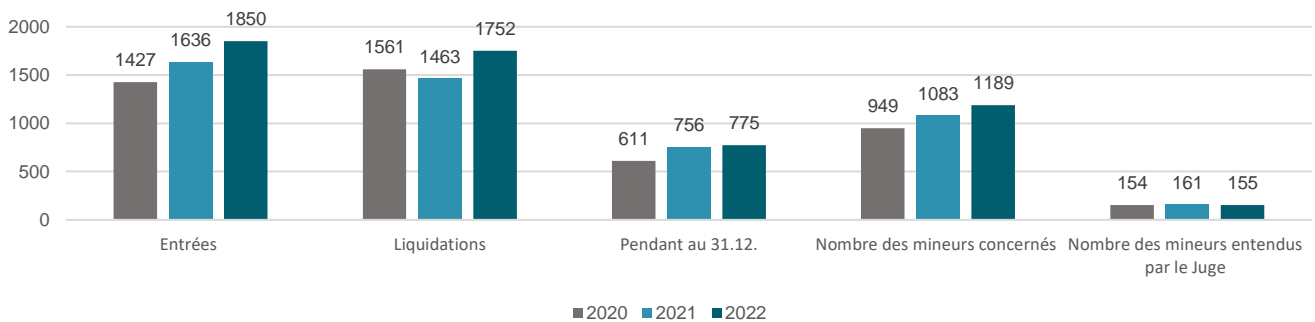
Depuis 2019, le Tribunal des mineurs a procédé à une analyse approfondie de ses processus. L'implémentation de nouveaux processus arrivera à son terme en semestre 2023. Le Tribunal des mineurs a également opéré des changements dans son organigramme afin d'exploiter au mieux les ressources existantes et les compétences de ses collaborateurs. Le tribunal craint toutefois que les effectifs actuels ne permettent pas d'absorber la hausse prévisible des cas. Une comparaison avec les cantons romands, sans Neuchâtel qui n'a pas instauré de Tribunal des mineurs et qui confie la charge de la poursuite pénale des mineurs aux Tribunaux d'arrondissements, montre que la dotation en postes de Juge au Tribunal pénal des mineurs est inférieure et insuffisante à Fribourg. Ainsi, mis en relation avec la population de chaque canton, le canton de Fribourg dispose d'un poste de Juge des mineurs à plein temps pour 143'332 habitants (total EPT Juges FR : 2,3), alors que Genève dispose d'un poste à plein temps pour 73'131 habitants (total EPT Juges GE : 7), le Valais d'un poste à plein temps pour 92'949 habitants (total EPT Juges VS : 3,8) et Vaud d'un poste à plein temps pour 137'313 habitants (total EPT Juges VD : 6). Le constat de sous-dotation dans le canton de Fribourg est valable également pour la fonction d'Intervenant.e en protection de l'enfant ; en effet, le Tribunal pénal des mineurs du canton de Fribourg dispose d'un EPT pour 164'832 habitants (total EPT IPE FR : 2), contre un EPT pour 106'605 habitants à Genève (total EPT IPE GE : 4,8), un EPT pour 117'697 habitants dans le canton de Vaud (total EPT IPE VD : 7) et un EPT pour 141'283 habitants en Valais (total EPT IPE VS : 2,5).

La création d'une cellule judiciaire complète (Juge, greffier-ère, secrétaire) devait être envisagée au plus court terme possible, ce d'autant plus que les effectifs de la Brigade des mineurs sont en cours d'augmentation. Seule cette mesure permettra d'accompagner et de sanctionner avec célérité et efficacité les mineurs en situation de délinquance.

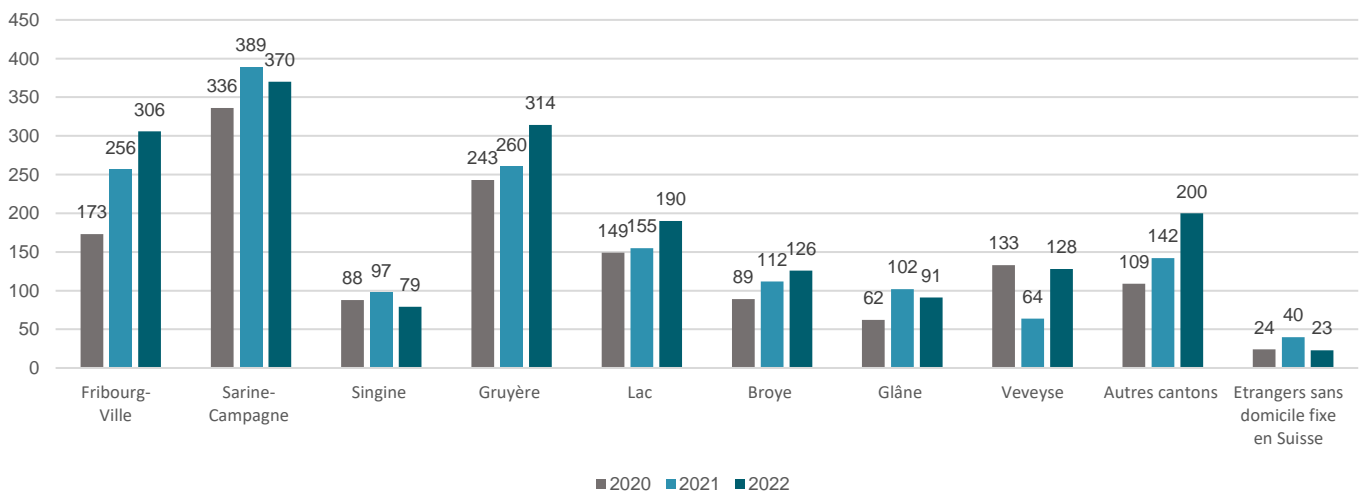
3.4.3 Charge de travail - statistiques

3.4.3.1 Dénonciations et plaintes

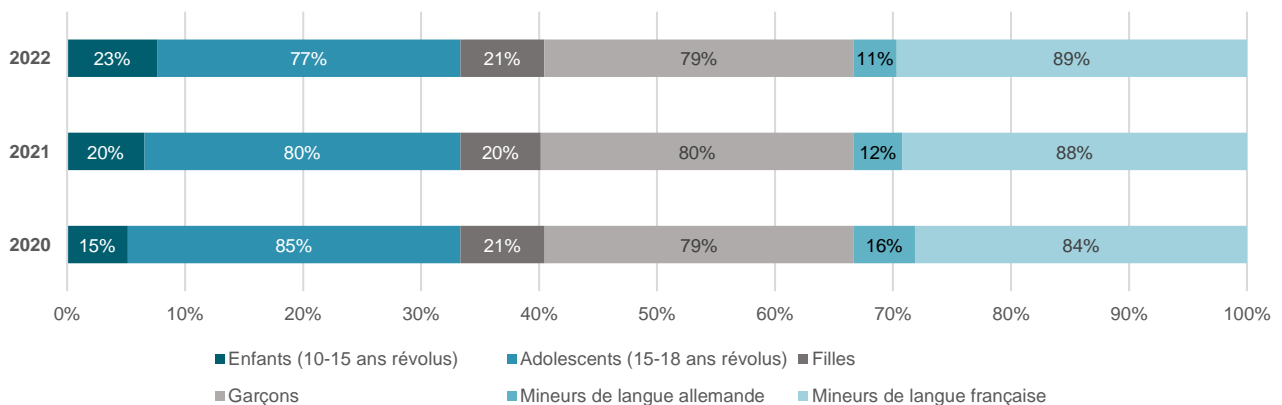
TPM - Statistique générale 2020-2022



TPM - Répartition selon le domicile 2020-2022

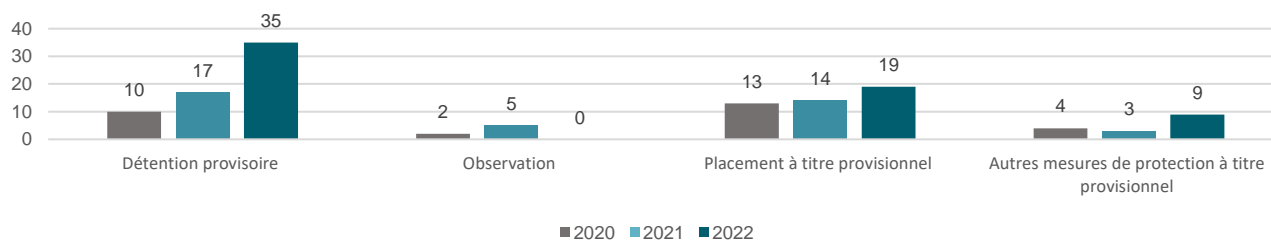


TPM - Répartition par âge, sexe et langue 2020-2022



3.4.3.2 Mesures à titre provisionnel

TPM - Mesures à titre provisionnel 2020-2022



3.4.4 Rapport détaillé du Tribunal pénal des mineurs

[Lien.](#)

3.5 Cellule judiciaire itinérante CELLIT

Mission et compétences

La Cellule judiciaire itinérante CELLIT se déplace au sein des diverses autorités judiciaires de 1ère instance que compte l’Etat de Fribourg, au gré des dossiers qui lui sont confiés. Elle est amenée à apporter son aide afin de pallier les manques temporels de personnel en cas de surcharge ou d’absence, et en cas de récusation d’un magistrat.

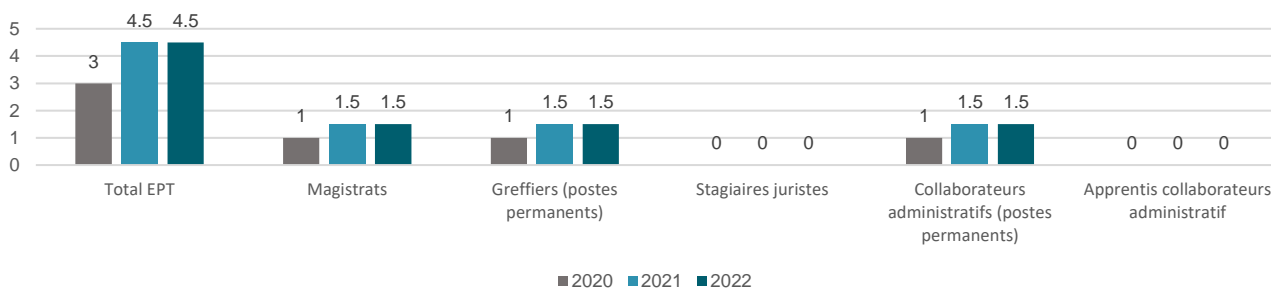
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-cellule-judiciaire-itinerante>.

Organisation et composition au 31.12.2022

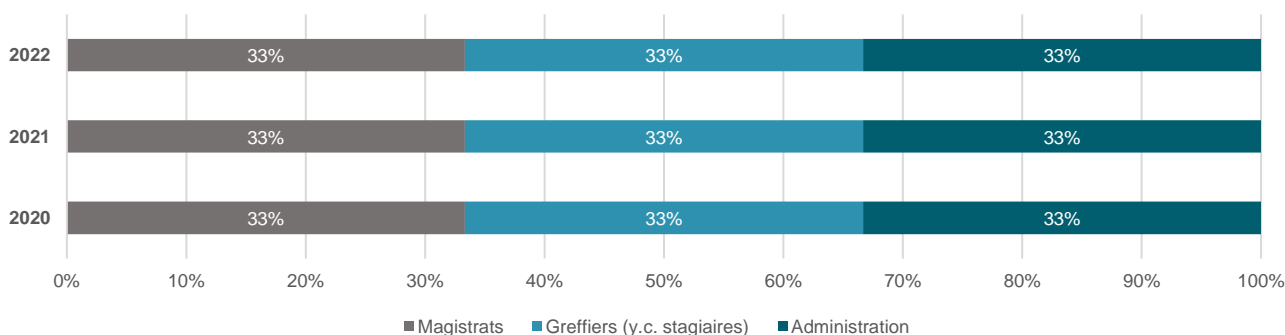
Lorraine Vallet, Nadine Aebischer, Juges

3.5.1 Ressources humaines

CELLIT - Ressources humaines - EPT au 31.12.



CELLIT - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.5.2 Remarques sur l'activité

Au cours de l'année 2022, davantage de Tribunaux d'arrondissement ont fait appel à la Cellule judiciaire et un plus grand nombre de dossiers lui ont été transmis, en particulier en matière pénale.

Comme dans l'ensemble des autorités compétentes en droit de la famille, les nouvelles jurisprudences et l'ampleur que prennent régulièrement les procédures dans ce domaine, objet de la majorité des dossiers traités par la Cellule judiciaire itinérante, entraînent une très nette augmentation du temps nécessaire au traitement de ces dossiers.

En cours d'année, au vu des nouveaux postes attribués au pouvoir judiciaire, notamment dans les tribunaux d'arrondissement du Lac et de la Gruyère, une nouvelle clé de répartition/attribution des dossiers à la CELLIT a été arrêtée par le Conseil de la magistrature.

Pour la fin de l'année **2022**, la répartition des dossiers était la suivante :

- > 1^{ère} semaine du mois : dossiers du Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > 2^{ème} semaine du mois : dossiers du Tribunal d'arrondissement de la Broye
- > 3^{ème} semaine du mois : Mme Vallet est à disposition des autres autorités, notamment des Tribunaux de la Veveyse, de la Glâne et du Lac
- > 4^{ème} semaine du mois : aucun dossier attribué.

La clé de répartition à partir **du 1^{er} janvier 2023** sera la suivante :

- > 1^{ère} semaine du mois : dossiers du Tribunal d'arrondissement de la Veveyse (durant 6 mois en 2^{ème} partie d'année 2023)
- > 2^{ème} semaine du mois : dossiers du Tribunal d'arrondissement de la Broye
- > 3^{ème} semaine du mois : Mme Vallet est à disposition des autres Autorités, notamment du Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > 4^{ème} semaine du mois : aucun dossier attribué.

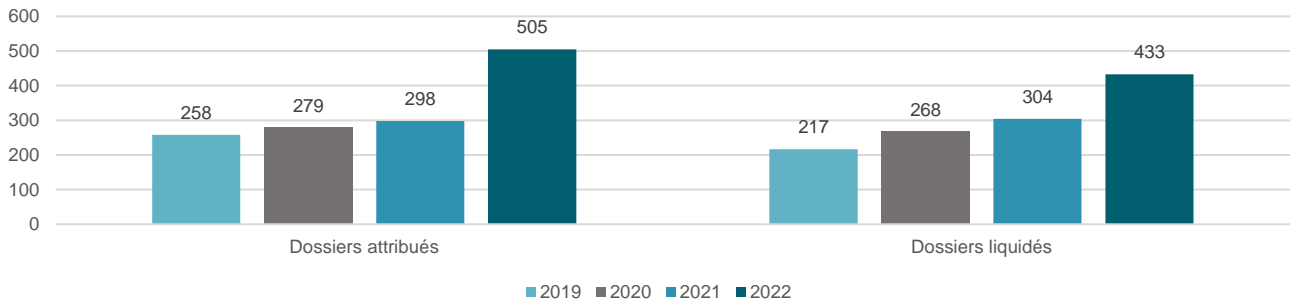
Afin de réduire les pertes de temps induites par les déplacements, le Conseil a également autorisé l'autorité à siéger d'une manière régulière dans la salle dite COVID.

Il y a lieu de relever en outre que la particularité du fonctionnement de la Cellule judiciaire itinérante, qui travaille pour plusieurs Tribunaux d'arrondissement distincts, n'est pas ou mal pris en considération en lien avec les outils informatiques mis à sa disposition. Ceci engendre une perte de temps, par exemple pour le courrier, où aucun modèle à en-tête de la Cellule n'est disponible dans le logiciel Tribuna et ces derniers doivent donc systématiquement être modifiés manuellement en trois voire quatre points distincts. Cela se révèle également dans le cadre du projet de numérisation de la justice où le logiciel d'impression centralisée ne permet pas de modifier l'adresse du Tribunal d'arrondissement dont provient le dossier. Une demande en ce sens a été déposée mais en l'état, l'utilisation de ce programme par la Cellule risque de créer de la confusion pour les destinataires des envois, avec pour corollaire d'engendrer un surcroît de travail pour le secrétariat de la Cellule et ceux des Tribunaux d'arrondissement.

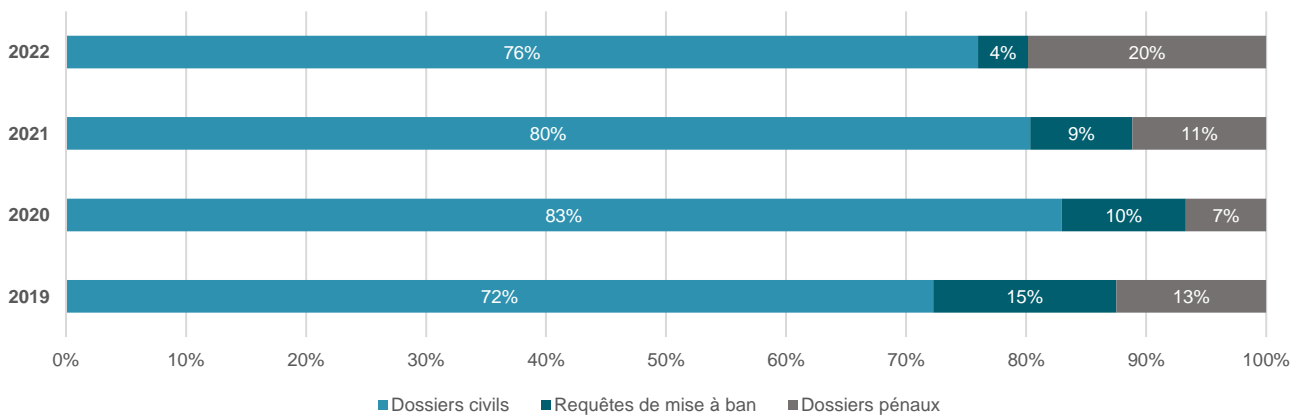
Enfin, s'agissant des locaux occupés par la Cellule, on ne peut que constater qu'ils sont utilisés à leur capacité maximale ; les greffières y sont particulièrement à l'étroit, en open-space avec le secrétariat et l'imprimante dans leur espace de travail, le tout sans lumière naturelle directe.

3.5.3 Charge de travail - statistiques

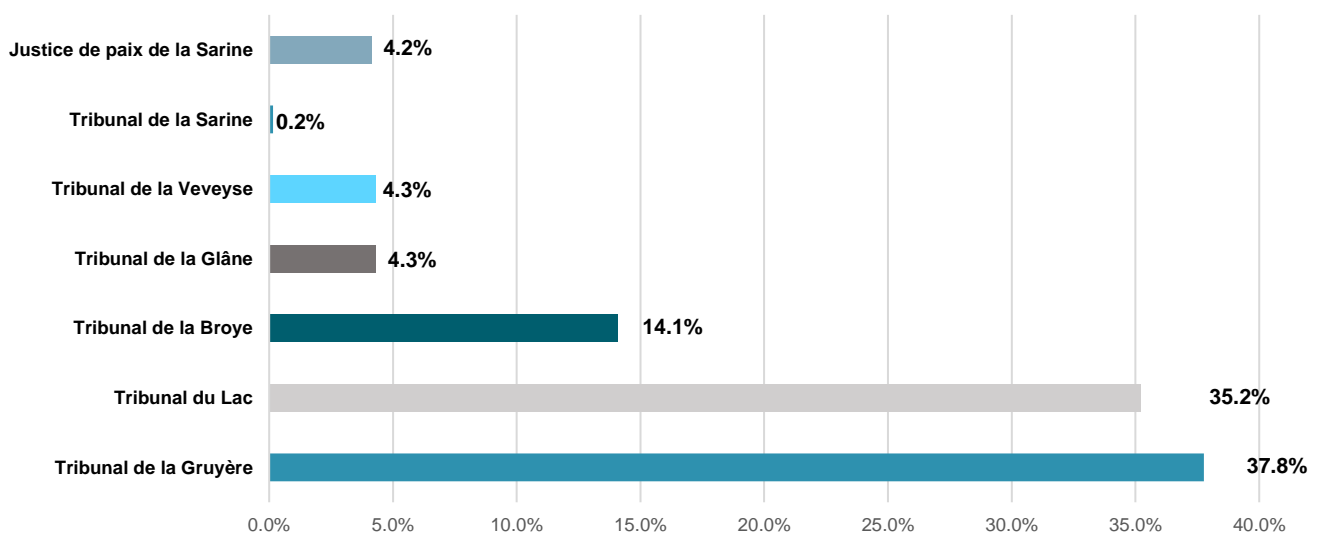
CELLIT - Statistiques 2019-2022



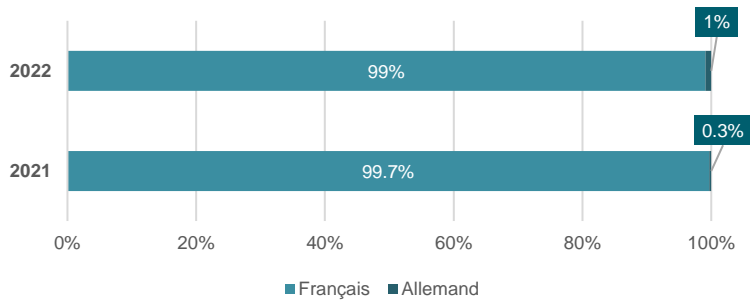
CELLIT - Répartition affaires transmises selon domaine de droit 2019-2022



CELLIT - Répartition dossiers traités selon entité judiciaire 2022



CELLIT - Langue des affaires liquidées 2021-2022



3.5.4 Rapport détaillé de la Cellule judiciaire itinérante

[Lien.](#)

3.6 Tribunal pénal économique TPE

Mission et compétences

Le Tribunal pénal économique TPE est un tribunal de première instance dont le ressort s'étend à l'ensemble du territoire cantonal. Il connaît des affaires portant, pour l'essentiel, sur des infractions contre le patrimoine ou des faux dans les titres, si leur examen requiert des connaissances économiques spéciales ou l'appréciation d'un grand nombre de moyens de preuve écrits.

Site du pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-penal-economique>.

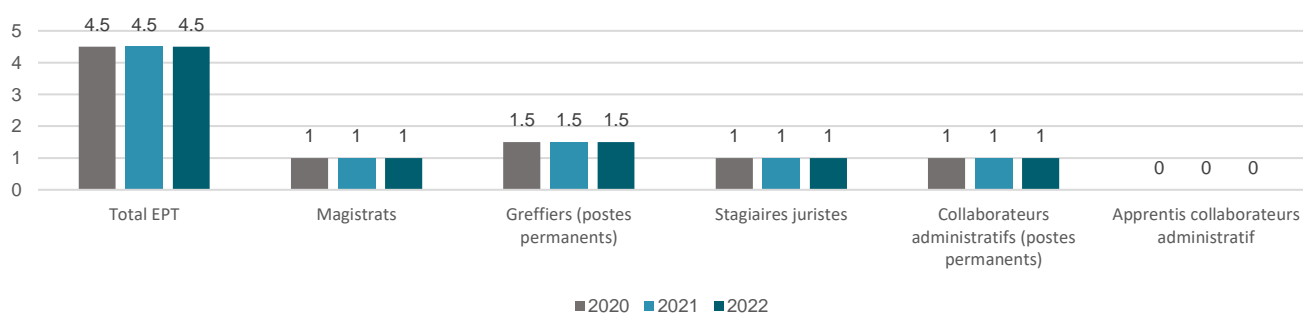
Organisation et composition au 31.12.2022

Alain Gautschi, Président ; Benoît Chassot, José Rodriguez, Jean-Marc Sallin, Suppléants du Président

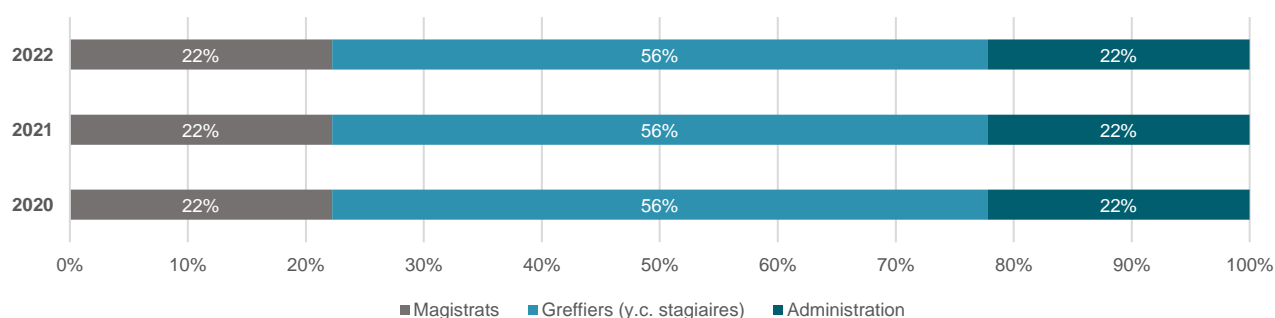
Julien Baechler, Céline Cal-Oberson, Eric Charrière, Julien Joseph Collaud, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Joseph Dénervaud, Marie-Christine Dorand, Alexandre Dumas, Laurent Jacot, Bernard Loup, Cédric Margueron, Gisela Marty, Martin Morel, Nicole Moret, Thierry Schmid, Oswald Udry, Thierry Vial, Franz Walter, Andreas Zbinden, Assesseurs

3.6.1 Ressources humaines

TPE - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TPE - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.6.2 Remarques sur l'activité

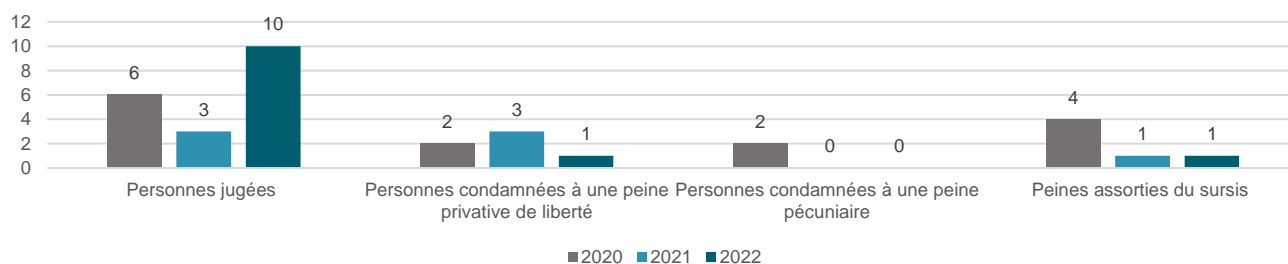
En 2022, le Tribunal pénal économique a siégé dans une affaire entre juin et septembre. Neuf décisions ultérieures ont en outre été rendues. Durant cet exercice, sept affaires ont été inscrites au rôle ; six seront jugées entre février et juillet 2023.

Le Conseil de la magistrature est conscient des particularités du rôle de cette autorité, soit de l'inscription de dossiers volumineux qui nécessitent un travail concentré quasi exclusivement pendant plusieurs mois.

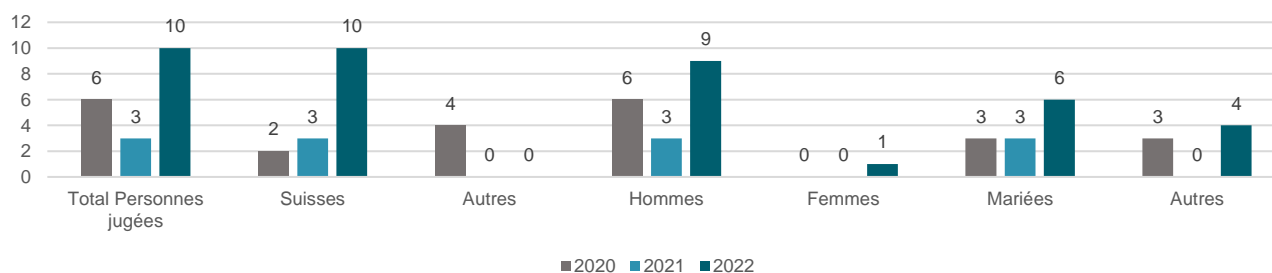
Le Conseil relève enfin qu'aucune solution n'a pu être trouvée pour répondre au besoin de suppléance de la présidence et ce notamment en raison des spécificités de cette fonction (magistrat bilingue, disposant de solides compétences en matière financière et comptable, prétentions salariales, ...). Cette problématique est suivie par le Conseil qui est d'avis, compte tenu de la situation actuelle, qu'il faudra vraisemblablement intégrer cette vice-présidence dans une mise au concours à venir.

3.6.3 Charge de travail – statistiques

TPE - Nombre de personnes jugées 2020-2022



TPE - Personnes jugées - Répartition par nationalité, sexe, état civil 2020-2022



Tableaux comparatifs cf. point 3.7.2.4.3 ci-après (p. 73).

3.6.4 Rapport détaillé du Tribunal pénal économique

[Lien.](#)

3.7 Tribunaux d'arrondissement TA

Mission et compétences

Le canton de Fribourg comprend sept tribunaux d'arrondissement, dont les sièges se trouvent à Fribourg, Tavel, Bulle, Morat, Romont, Estavayer-le-Lac et Châtel-Saint-Denis (cinq de langue française, un de langue allemande et un bilingue).

Chaque tribunal est composé d'un ou plusieurs présidents, de juges et de greffiers. Les présidents sont des magistrats professionnels et les juges des laïcs exerçant leur fonction à titre accessoire.

Les tribunaux d'arrondissement siègent comme tribunal civil ou comme tribunal pénal et ils forment en outre plusieurs juridictions (tribunal des prud'hommes, tribunal des baux, etc.).

Ce sont des juridictions de première instance qui statuent dans de nombreuses causes relevant du droit civil ou du droit pénal.

En matière civile

Le tribunal civil d'arrondissement est la juridiction civile ordinaire. Il statue en première instance sur toutes les causes civiles qui ne sont pas placées dans la compétence d'une autre autorité. Le tribunal civil est composé d'un président et de deux juges.

Le président juge seul les affaires patrimoniales dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 30'000 francs, les causes soumises à la procédure sommaire, notamment en matière de mainlevée d'opposition, faillite, séquestre et concordat, ainsi que les autres causes pour lesquelles la loi prévoit sa compétence.

D'autres juridictions sont rattachées au tribunal d'arrondissement : le Tribunal des baux et le Tribunal des prud'hommes.

Le tribunal des baux connaît des litiges relevant du droit du bail et portant sur des immeubles non agricoles.

Le tribunal des prud'hommes connaît des litiges de droit privé portant sur un contrat de travail.

En matière pénale

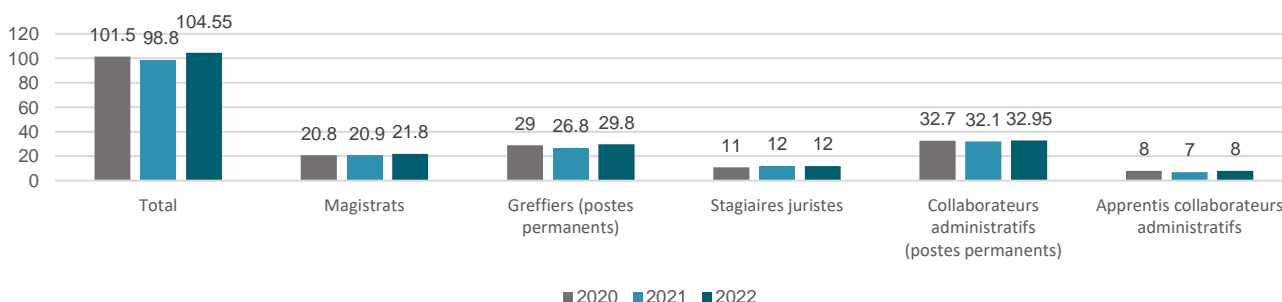
Le tribunal pénal d'arrondissement statue en première instance sur toutes les infractions qui ne relèvent pas de la compétence d'autres autorités. Il est composé d'un président et de quatre assesseurs.

Le juge de police dont la fonction est exercée par le président du tribunal pénal d'arrondissement, statue seul en première instance, dans la mesure où la loi ne désigne pas d'autre autorité compétente, sur les contraventions ainsi que les crimes qui paraissent devoir entraîner une peine privative n'excédant pas 18 mois.

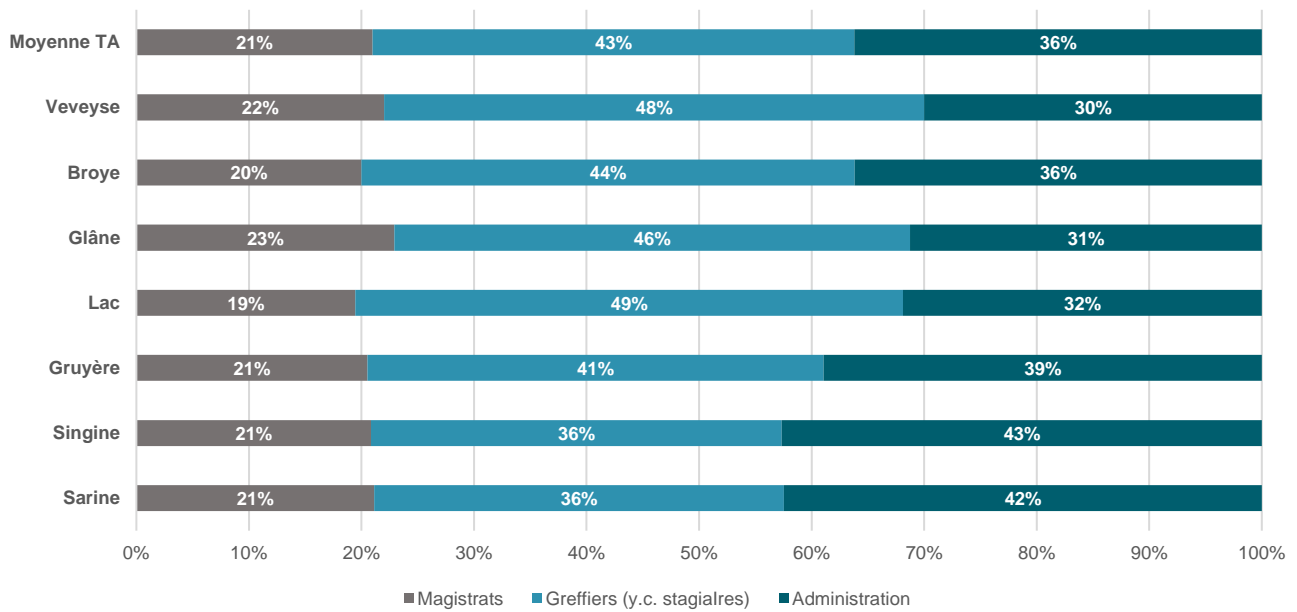
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunaux-darrondissement>

3.7.1 Ressources humaines

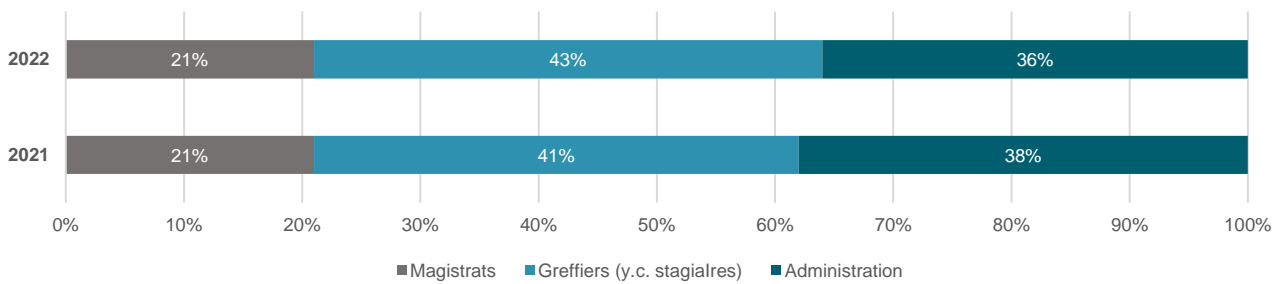
TA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TA - Ressources humaines (EPT) par catégories au 31.12.2022



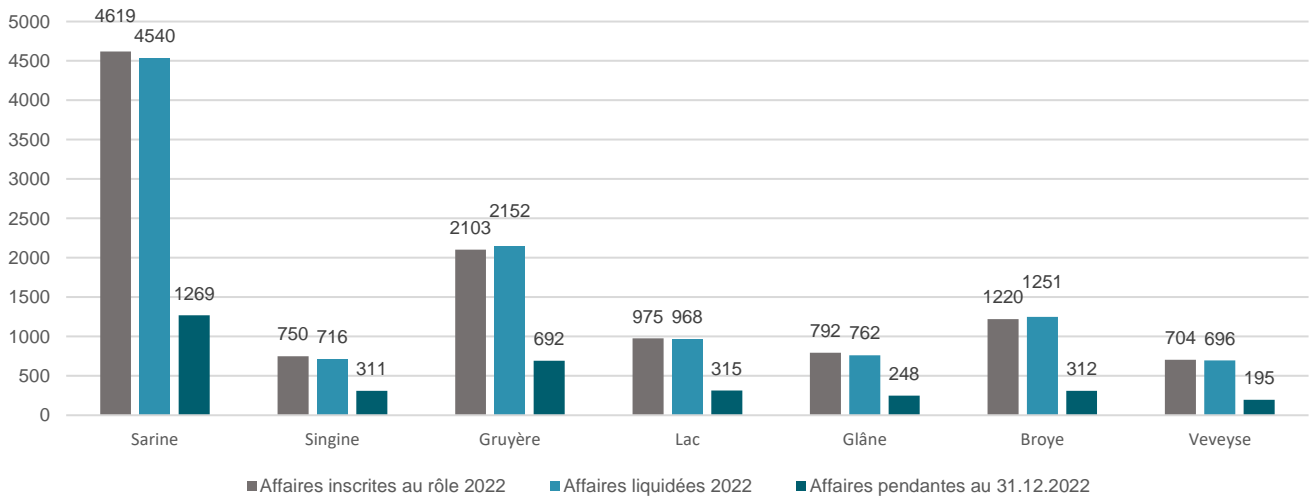
TA - Ressources humaines par catégories (EPT) 2021-2022



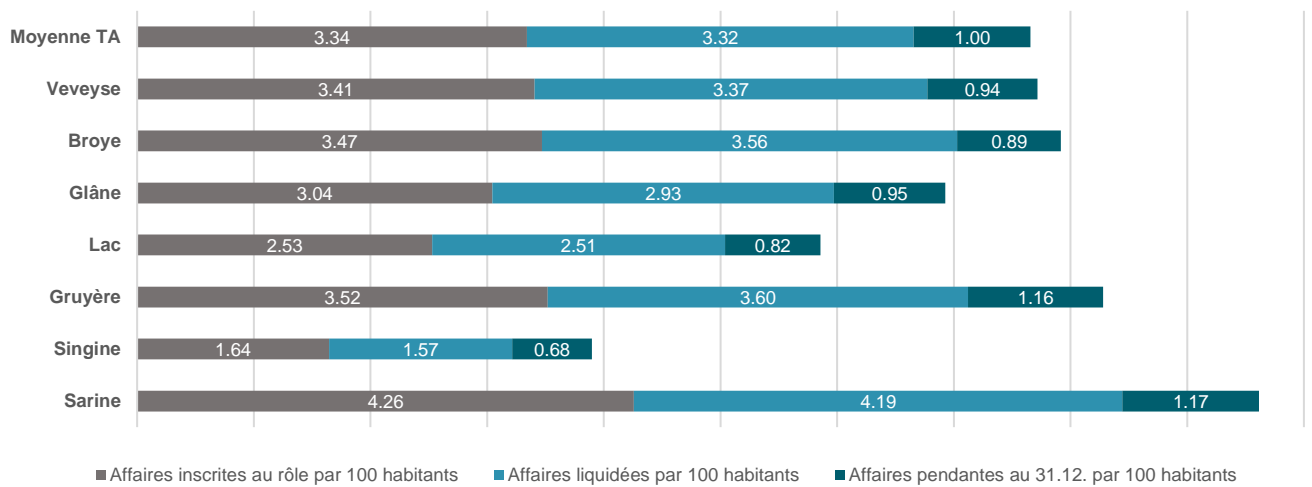
3.7.2 Charge de travail – statistiques

3.7.2.1 En général

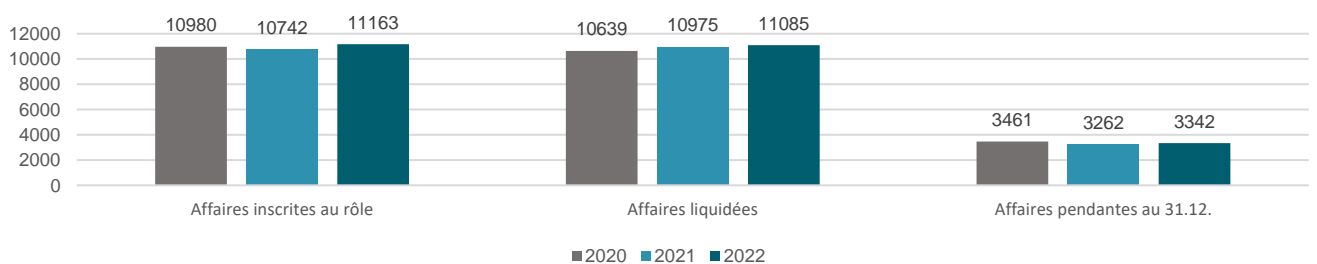
TA - charge de travail 2022



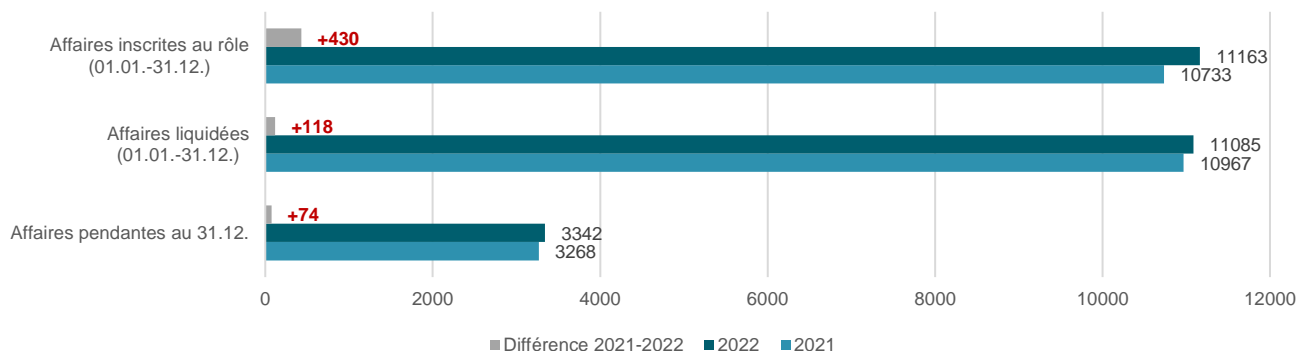
TA - Charge de travail 2022 par 100 habitants



TA - Evolution en général 2020-2022

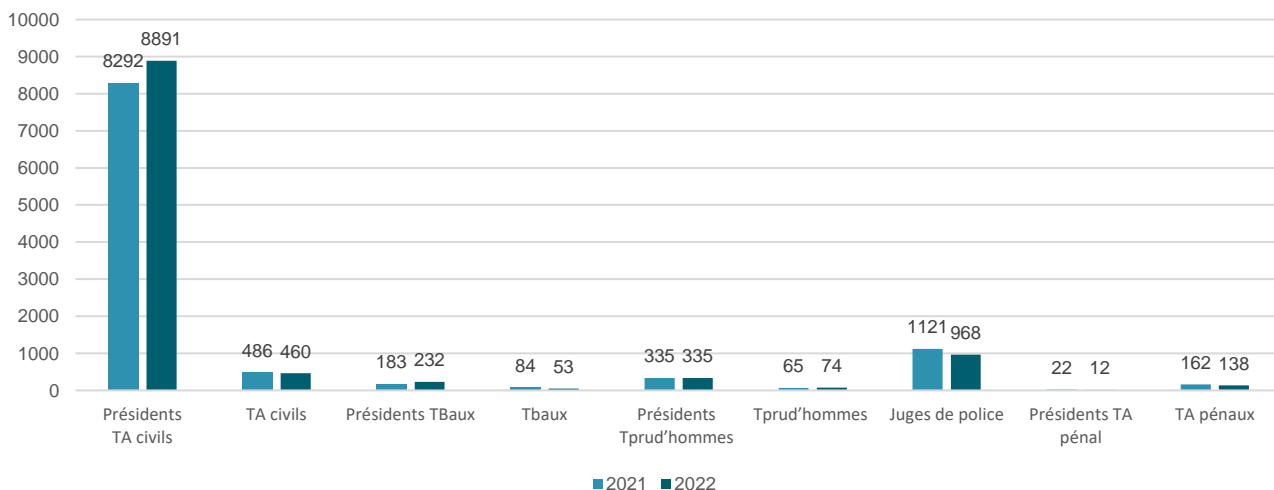


TA - Evolution charge de travail 2021-2022

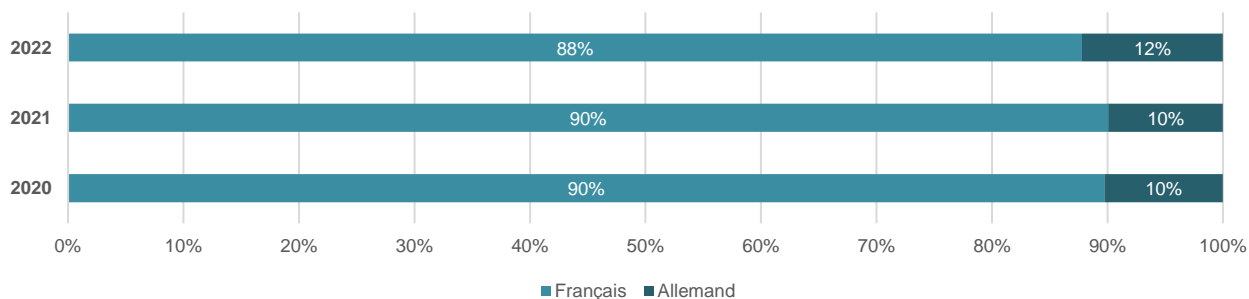


Les chiffres ne correspondent pas au rapport précédent, ceux-ci étaient en effet inexacts en raison d'un problème informatique. Ils ont été corrigés dans le présent rapport.

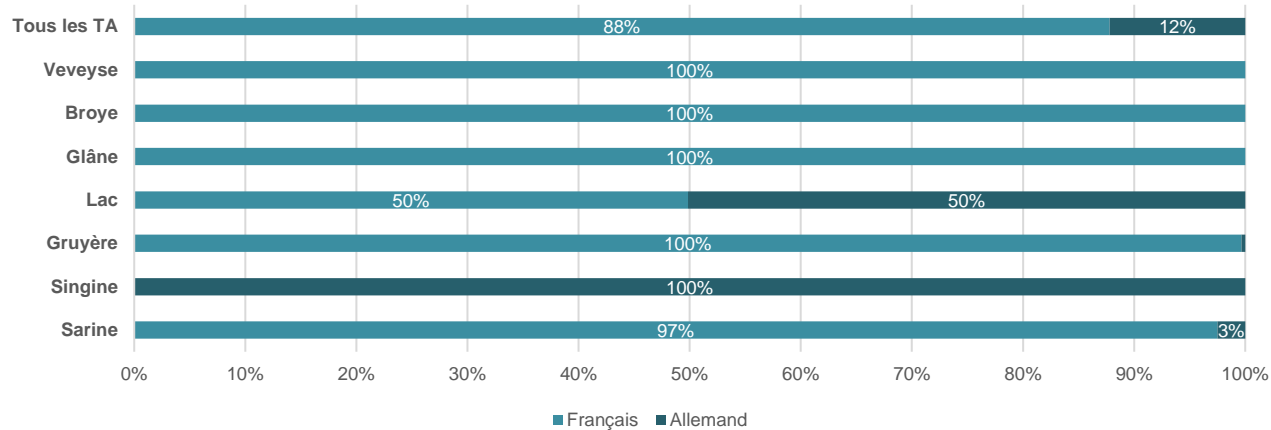
TA- Evolution des affaires inscrites au rôle 2021-2022 (toutes affaires confondues)



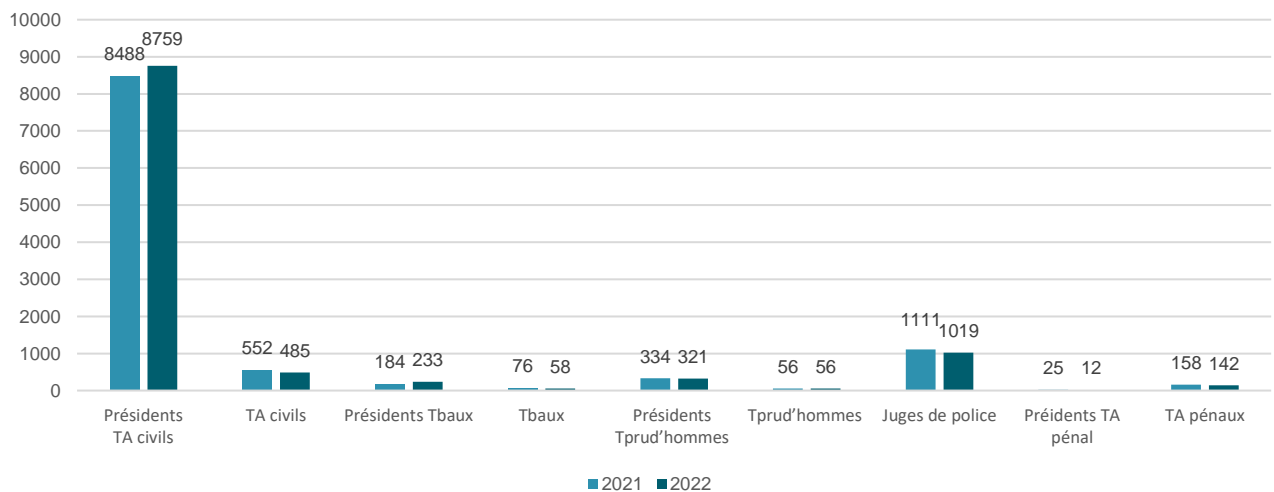
TA- Langue des affaires enregistrées (toutes affaires confondues) 2020-2022



TA - Langue des affaires enregistrées 2022



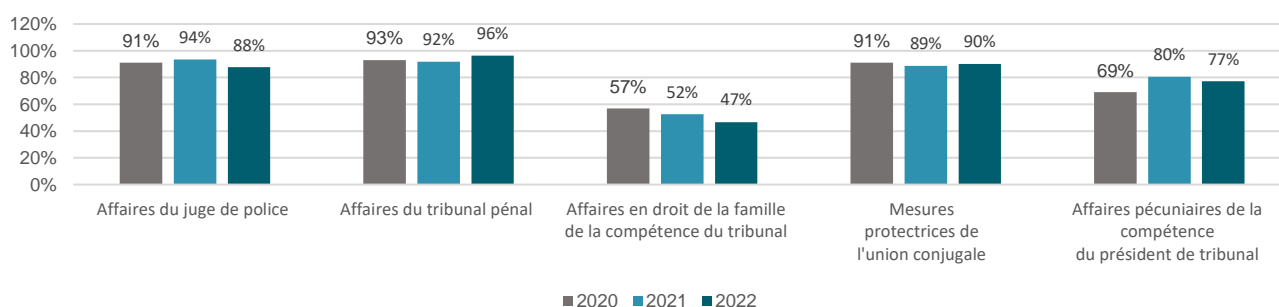
TA - Evolution des affaires liquidées 2021-2022 (toutes affaires confondues)



3.7.2.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	> 2 ans
Juge de répression	117	266	358	291	115	15
Tribunal pénal	6	29	68	34	4	1
Juge de police	111	237	290	257	111	14
Tribunal civil	17	34	67	77	127	86
Droit de la famille	17	34	56	69	121	80
Actions résultant des contrats	0	0	11	8	6	6
Président tribunal civil	535	2123	450	176	71	26
Divorce sur requête commune avec accord complet	42	224	139	24	2	0
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	29	88	90	66	25	5
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. A LJ)	22	47	47	67	36	18
Mainlevée	442	1764	174	19	8	3
Juridiction des prud'hommes	90	136	72	31	37	11
Président	90	134	65	16	16	0
Tribunal	0	2	7	15	21	11
Juridiction des baux	75	138	28	24	21	5
Président	74	135	13	6	4	1
Tribunal	1	3	15	18	17	4

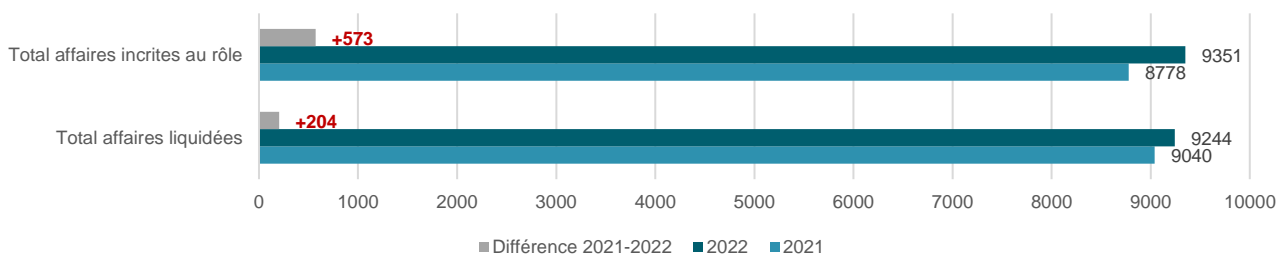
TA - Jugements rendus dans l'année à compter de leur enregistrement 2020-2022



3.7.2.3 Affaires civiles

3.7.2.3.1 En général

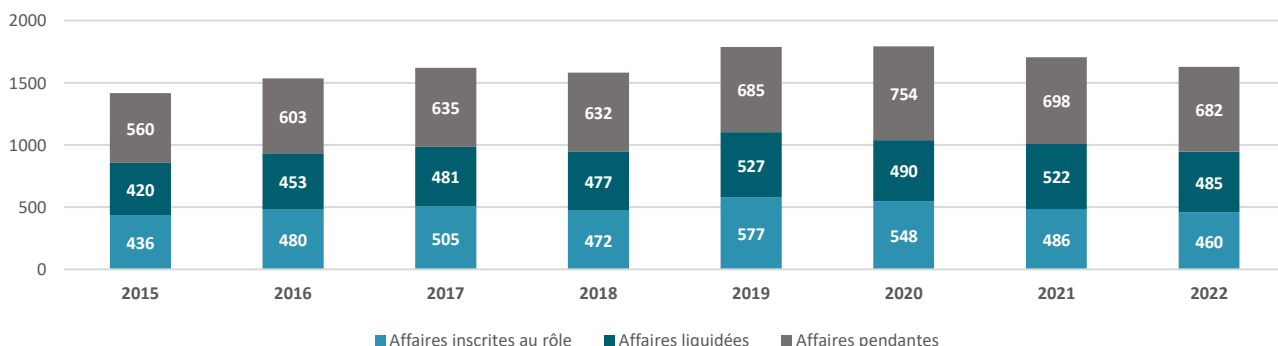
Comparatif affaires civiles entrées et liquidations 2021-2022 - tribunaux d'arrondissement et présidents



3.7.2.3.2 Tribunaux d'arrondissement (TA) - affaires civiles

Répartition 2022	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)	Affaires en cours au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
Sarine	166	172	256	57
Singine	43	32	52	10
Gruyère	91	105	151	48
Lac	30	35	52	16
Glâne	36	38	49	12
Broye	61	62	71	15
Veveyse	33	41	51	16
Total	460	485	682	174

TA - Evolution affaires civiles 2015-2022



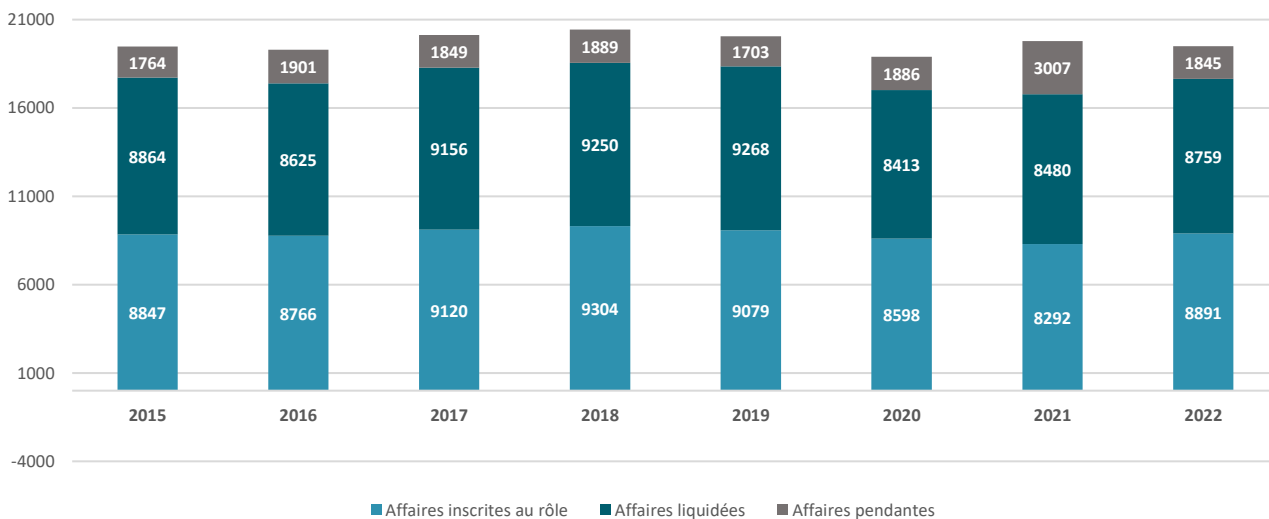
Objets des jugements rendus

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
A. Code civil	140	30	89	31	31	53	34	408
1. Droit des personnes	0	0	1	0	0	0	1	2
2. Droit de la famille	134	29	84	24	26	48	31	376
a) divorce	99	23	63	17	17	29	24	272
b) modification de jugements de divorce	33	5	18	7	8	18	6	95
c) séparation de corps	0	0	0	0	0	0	0	0
d) divers	2	0	3	0	1	1	1	8
3. Droit des successions	2	0	3	4	5	2	0	16
4. Droits réels	4	1	1	3	0	3	2	14
B. Code des obligations	17	2	5	4	6	7	4	45
1. Actions résultant des contrats	12	2	4	2	6	4	2	32
2. Actions résultant d'actes illicites	2	0	0	0	0	0	0	2
3. Droit des sociétés	0	0	0	1	0	2	1	4
4. Autres	3	0	1	1	0	1	1	7
C. Autres lois fédérales ou cantonales	15	1	11	0	1	2	3	33
Total	172	33	105	35	38	62	41	486

3.7.2.3.3 Présidents de tribunaux - affaires civiles

Répartition 2022	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)	Affaires en cours au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
Sarine	3729	3585	703	20
Singine	560	562	177	13
Gruyère	1686	1707	372	37
Lac	774	767	179	12
Glâne	598	588	135	5
Broye	993	1014	188	2
Veveyse	551	536	91	1
Total	8891	8759	1845	90

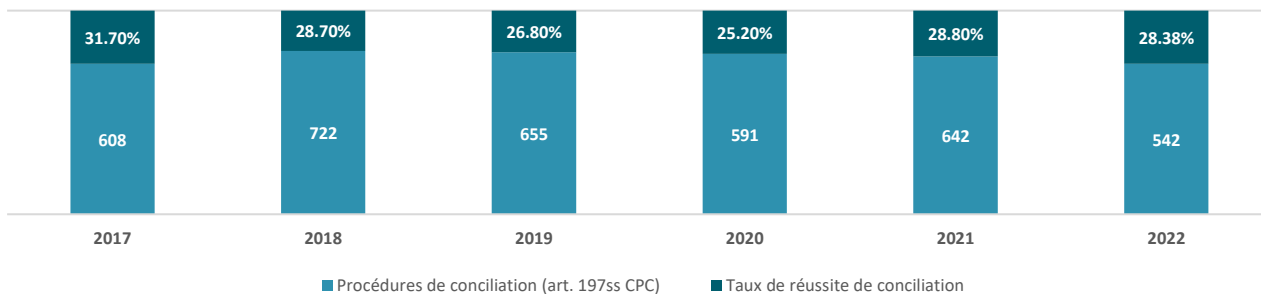
Evolution affaires civiles Présidents TA 2015-2022



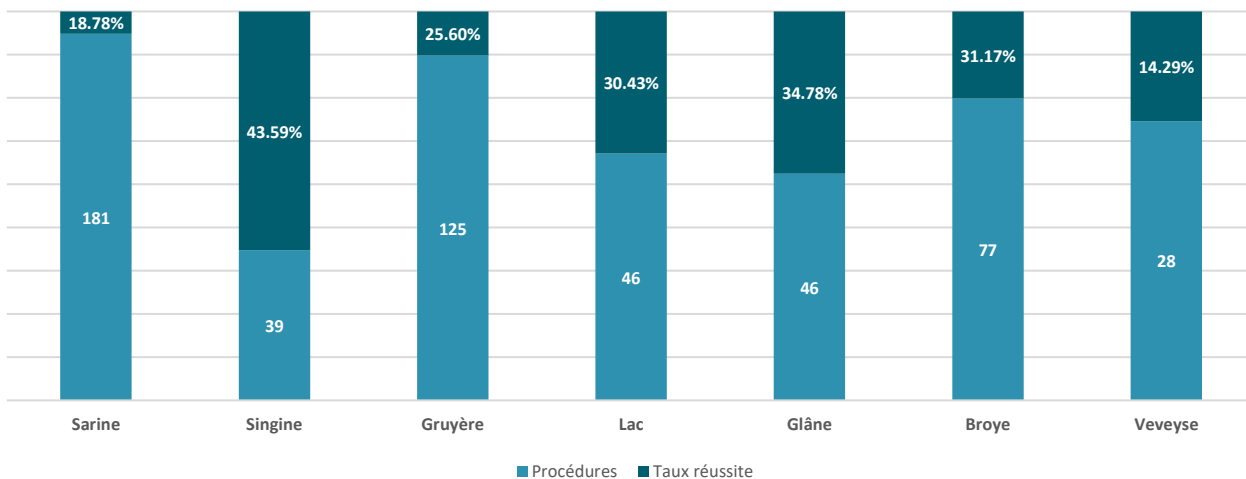
Objets des jugements et ordonnances rendus

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet	157	41	73	49	25	57	35	437
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet	2	1	3	0	0	0	0	6
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC)	123	19	57	22	24	40	18	303
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	102	16	42	16	16	23	16	231
5. Mesures provisionnelles et leur modification	296	38	153	42	77	88	46	740
6. Inscription provisoire des hypothèques légales entrepreneurs et artisans	28	2	13	1	4	19	1	68
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire	524	91	296	123	99	136	86	1355
8. Décisions rendues en vertu de la LELP	1591	275	826	400	262	494	251	4099
9. Annulation de titres	20	14	21	8	4	16	8	91
10. Commissions rogatoires	3	7	24	16	6	21	8	85
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC)	8	1	2	1	1	2	1	16
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	181	39	125	46	46	77	28	542
13. Divers	397	18	72	43	24	41	38	633
Total	3432	562	1707	767	588	1014	536	8606

Procédures de conciliation et taux de réussite 2017-2022



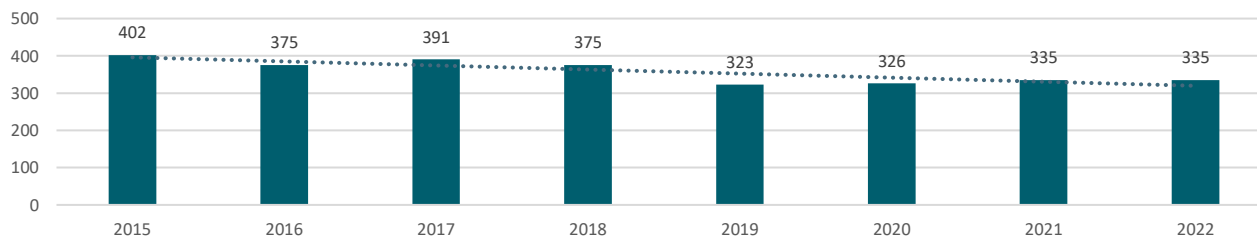
Procédures de conciliation et taux de réussite 2022 - par arrondissement



3.7.2.3.4 Juridiction des prud'hommes

3.7.2.3.4.1 Présidents des tribunaux des prud'hommes

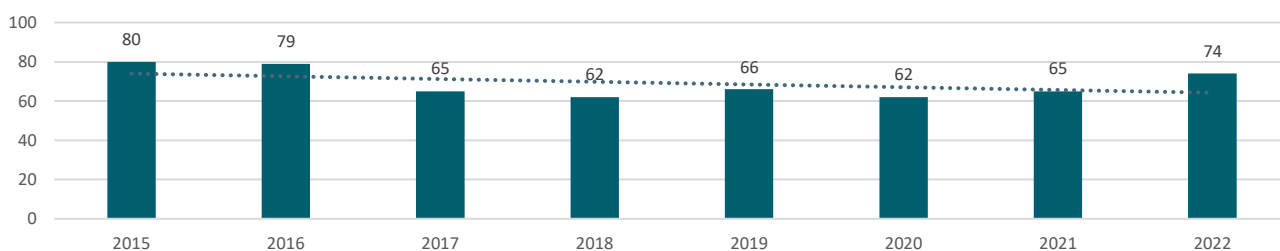
Présidents des tribunaux des prud'hommes - nouvelles affaires inscrites au rôle - 2015-2022



Répartition 2022	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/ transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	48	144	13	28	114	37
Singine	4	24	2	4	12	10
Gruyère	10	57	4	11	36	16
Lac	4	36	3	3	22	12
Glâne	3	16	1	6	8	4
Broye	11	39	0	17	24	9
Veveyse	0	19	0	4	9	6
Total	80	335	23	73	225	94

3.7.2.3.4.2 Tribunaux des prud'hommes (TPR)

TPR - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2022

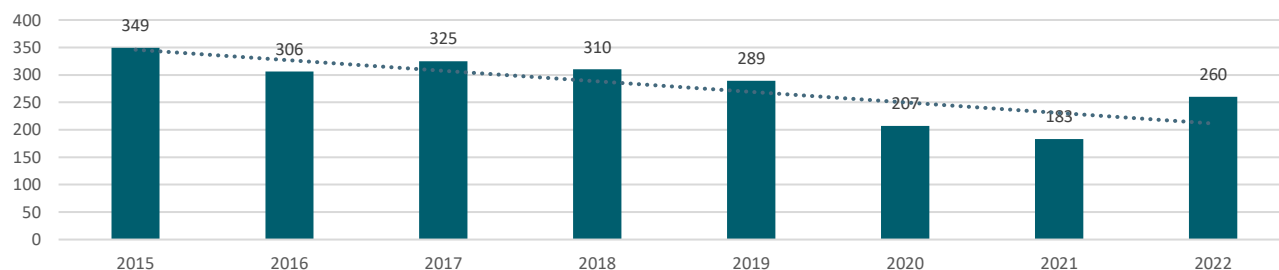


Répartition 2022	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/ transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	49	42	10	12	9	59
Singine	3	3	1	0	0	5
Gruyère	15	7	5	1	1	15
Lac	8	10	3	3	1	11
Glâne	0	2	0	0	0	2
Broye	8	5	4	2	2	5
Veveyse	4	5	0	1	1	7
Total	87	74	23	19	14	104

3.7.2.3.5 Jurisdiction des baux

3.7.2.3.5.1 Présidents des tribunaux des baux

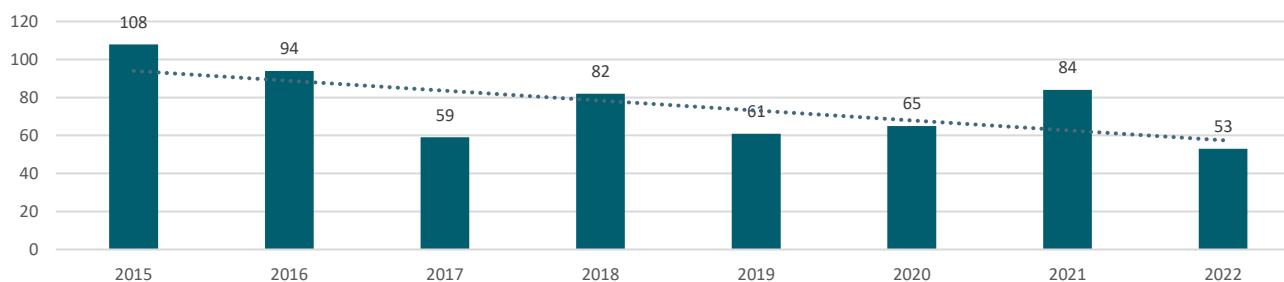
Présidents des tribunaux des baux - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2022



Répartition 2022	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	17	111	110	18
Singine	4	16	15	5
Gruyère	10	57	4	11
Lac	2	14	14	2
Glâne	6	19	22	3
Broye	1	16	15	2
Veveyse	6	27	26	7
Total	46	260	206	48

3.7.2.3.5.2 Tribunaux des baux (TB)

TB - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2022

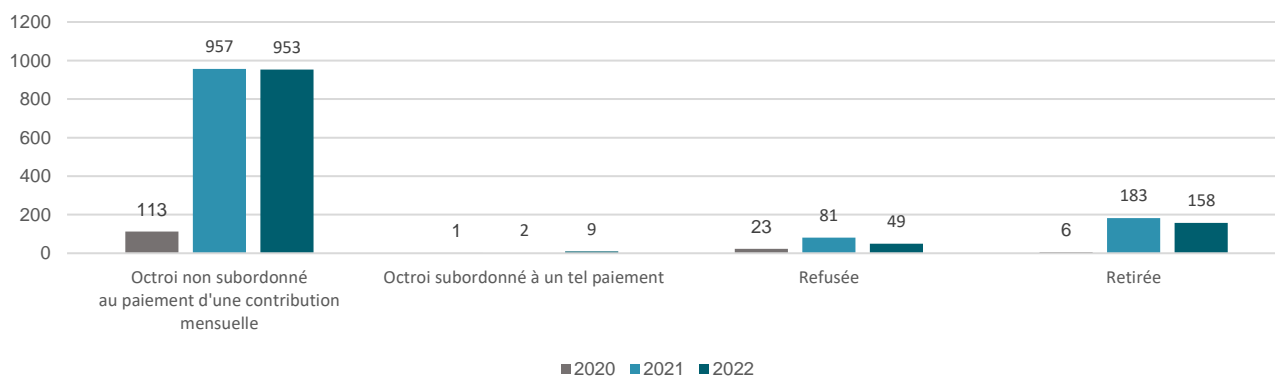


Répartition 2022	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	21	17	19	19
Singine	8	3	6	5
Gruyère	0	0	0	0
Lac	9	2	5	6
Glâne	12	18	14	16
Broye	0	0	0	0
Veveyse	21	13	14	20
Total	71	53	58	66

3.7.2.3.6 Assistance judiciaire

3.7.2.3.6.1 En matière civile

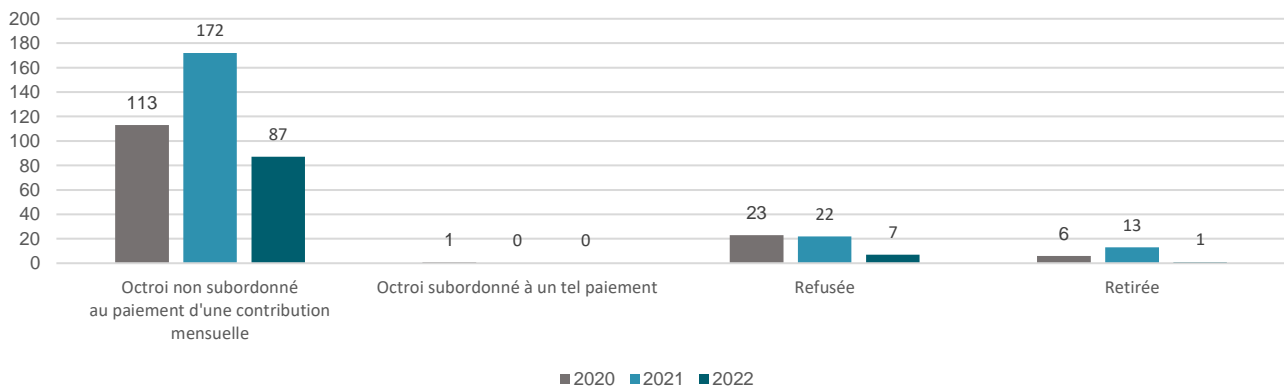
Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office 2020-2022



Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office

2022	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée
Sarine	387	5	22	106
Singine	58	0	5	11
Gruyère	259	1	1	27
Lac	99	0	5	8
Glâne	76	0	10	2
Broye	0	0	0	0
Veveyse	74	3	6	4
Total	953	9	49	158

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés 2020-2022



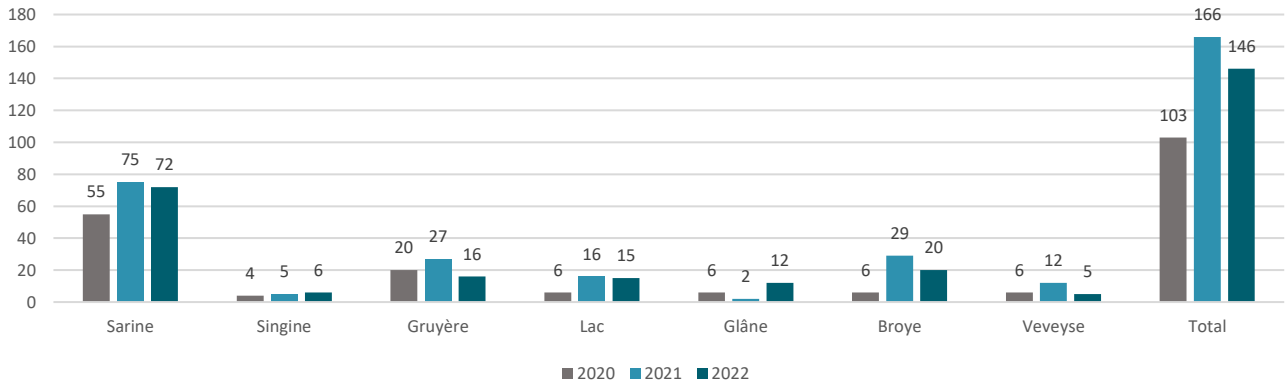
Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés

2022	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée
Sarine	19	0	1	0
Singine	15	0	2	1
Gruyère	15	0	1	0
Lac	13	0	1	0
Glâne	14	0	1	0
Broye	9	0	1	0
Veveyse	2	0	0	0
Total	87	0	7	1

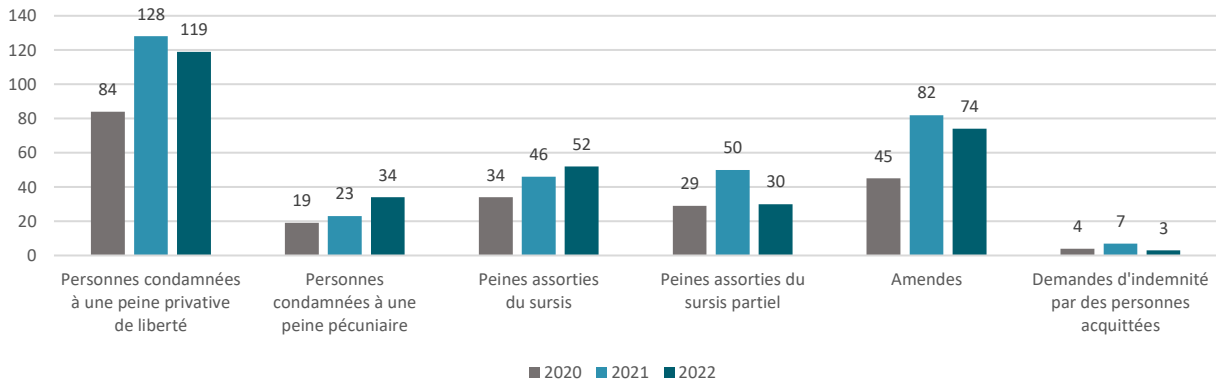
3.7.2.4 Affaires pénales

3.7.2.4.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement

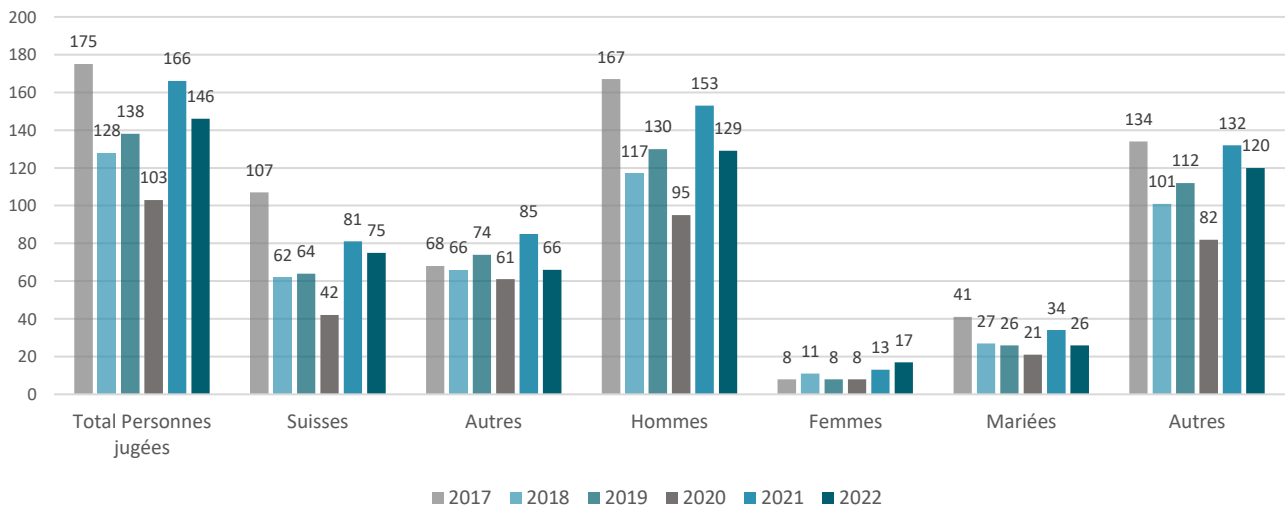
Tribunaux pénaux - nombre de personnes jugées 2020-2022



Tribunaux pénaux - évolution général 2020-2022 (personnes jugées)



Tribunaux pénaux - Personnes jugées - Répartition par nationalité, sexe, état civil 2017-2022



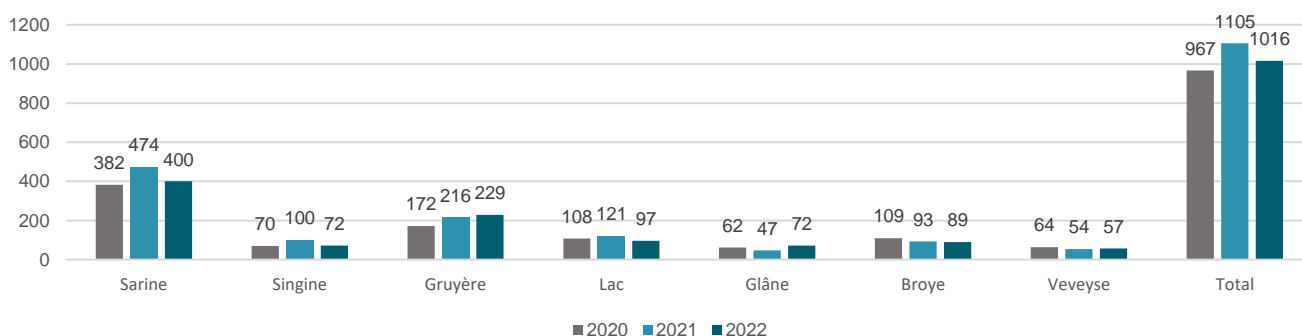
2022	Personnes jugées	Nationalité		Sexe		Etat civil		Langue de la procédure	
		Suisses	Autres	Hommes	Femmes	Mariés	Autres	Français	Allemand
Sarine	72	32	40	66	6	11	61	68	4
Singine	6	2	4	5	1	3	3	0	6
Gruyère	16	11	5	13	3	3	13	16	0
Lac	15	7	8	11	4	5	10	6	9
Glâne	12	5	7	10	2	0	12	12	0
Broye	20	14	1	20	0	3	17	20	0
Veveyse	5	4	1	4	1	1	4	5	0
Total	146	75	66	129	17	26	120	127	19

Nombre d'infractions

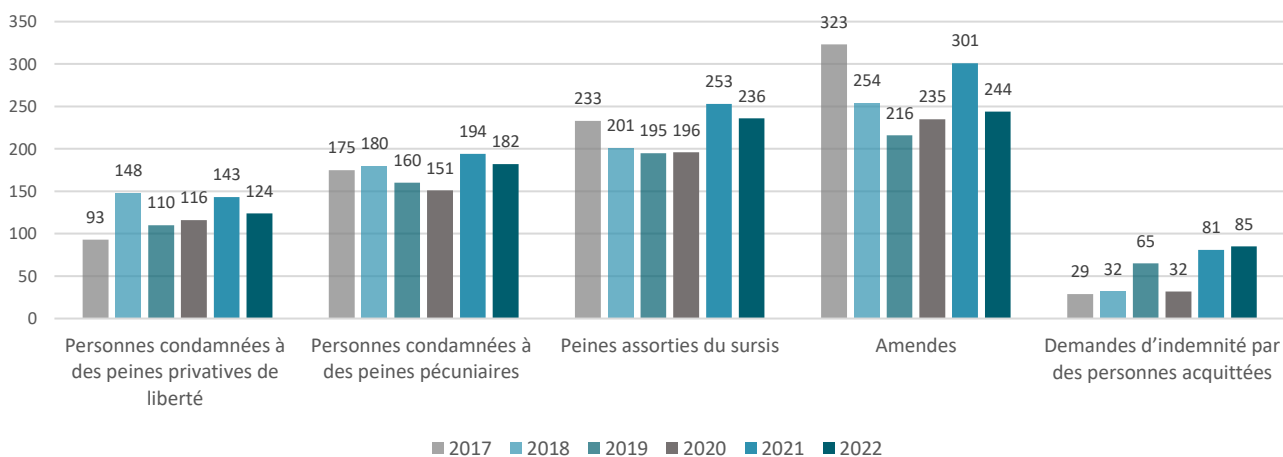
	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 111-136 CP)	23	5	7	3	4	4	0	46
2. Infractions contre le patrimoine (art. 137-172ter CP)	30	4	19	9	0	11	2	75
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé (art. 173-179novies CP)	3	0	3	2	1	0	1	10
4. Crimes ou délits contre la liberté (art. 180-186 CP)	19	2	8	4	0	6	1	40
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187-200 CP)	18	7	6	4	0	3	1	39
6. Délits contre la famille (art. 213 - 220 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Crimes ou délits créant un danger collectif (art. 221-230 CP)	1	0	0	0	0	1	0	2
8. Crimes ou délits contre les communications publiques (art. 237-239 CP)	0	0	1	0	0	0	0	1
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures (art. 240-250 CP)	0	0	0	0	0	0	1	1
10. Faux dans les titres (art. 251-257 CP)	3	0	1	1	0	2	0	7
11. Crimes ou délits contre la paix publique (art. 258-263 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale (art. 265-278 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice (art. 303-311 CP)	11	0	1	2	0	3	0	17
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels (art. 312-322 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Corruption (art. 322ter-322octies CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral (art. 323-332 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Infractions à la LCR	11	1	27	5	3	16	1	64
18. 349Infractions à la LStup	96	4	21	11	18	22	7	179
19. Infractions à la LALEtr	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Infractions à la LArm	2	0	3	4	0	2	0	11
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales	45	3	19	2	5	16	1	91
Total	262	26	116	47	31	86	15	583

3.7.2.4.2 Juges de police

Juge de police - nombre de personnes jugées 2020-2022



Juge de police - évolution en général 2017-2022

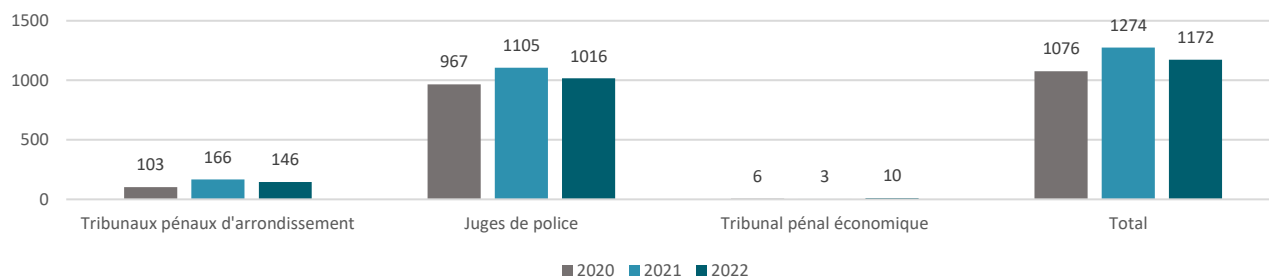


Répartition 2022	Personnes jugées	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
Sarine	400	172	56	115
Singine	72	37	9	16
Gruyère	229	70	47	44
Lac	97	41	18	24
Glâne	72	31	7	21
Broye	89	34	10	32
Veveyse	57	29	11	9
Total	1016	414	158	261

Nombre d'infractions	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Infractions au CP	158	31	73	35	40	36	16	389
a) Atteinte à l'intégrité corporelle	20	2	18	9	9	7	5	70
b) Infractions contre le patrimoine	33	1	8	2	0	0	1	45
c) Atteinte à l'honneur	23	4	8	2	9	6	2	54
d) Infractions contre l'intégrité sexuelle	15	12	14	8	4	12	3	68
e) Insoumission à une décision de l'autorité	4	1	2	2	1	0	0	10
f) Contravention à des dispositions du droit fédéral	0	0	0	0	0	0	0	0
g) Divers	63	11	23	12	17	11	5	142
2. Infractions à la LACP	13	2	5	3	1	0	2	26
a) Art. 8 LACP	0	0	0	0	0	0	0	0
b) Divers	13	2	5	3	1	0	2	26
3. Infractions	199	43	86	88	45	20	32	513
a) à la loi sur la pêche	0	0	0	0	0	0	0	0
b) à la loi sur la chasse	0	1	0	0	0	0	0	1
c) au code forestier	0	1	0	0	0	0	0	1
d) à la loi sur les denrées alimentaires	0	0	0	0	0	0	0	0
e) à la loi sur la police des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0
f) à la loi sur les étrangers	25	2	6	7	15	2	5	62
g) à la loi sur la protection civile	0	0	0	0	0	0	0	0
h) à la loi sur la protection des animaux	0	0	1	0	0	2	1	4
i) à la loi sur la protection des eaux	0	1	0	0	0	0	0	1
j) à la loi sur les transports publics	9	0	5	1	1	0	0	16
k) à la loi sur les établissements publics et la danse	0	0	1	0	0	0	0	1
l) à la loi sur le chômage	1	0	0	1	0	0	0	2
m) à la loi sur la navigation intérieure	0	0	0	0	0	0	0	0
n) à la loi sur la circulation routière	59	20	36	39	9	12	17	192
o) à la loi sur les stupéfiants	38	5	11	12	13	1	0	80
p) Infractions à la LArm	9	2	4	3	2	0	2	22
q) Divers	58	11	22	25	5	3	7	131
Total	370	76	164	126	86	56	50	928

3.7.2.4.3 Récapitulation affaires pénales

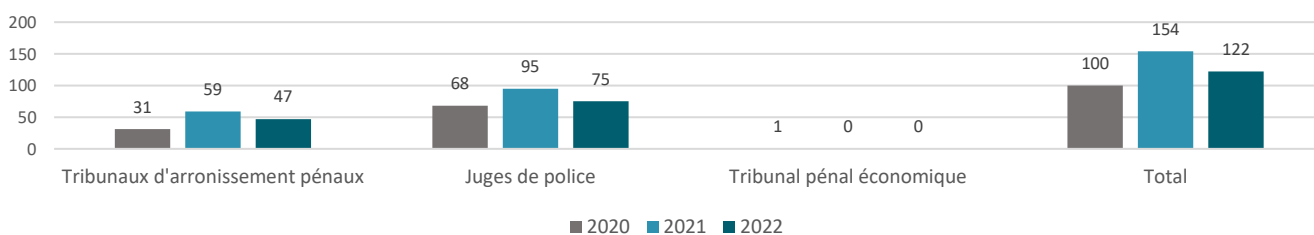
Récapitulation - évolution personnes jugées 2020-2022



Répartition 2022	Tribunal pénal d'arrondissement	Juge de police	Tribunal pénal économique TPE	Total
Sarine	72	400	--	472
Singine	6	72	--	78
Gruyère	16	229	--	245
Lac	15	97	--	112
Glâne	12	72	--	84
Broye	20	89	--	109
Veveyse	5	57	--	62
TPE	--	--	10	10
Total	146	1016	10	1172

3.7.2.4.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis

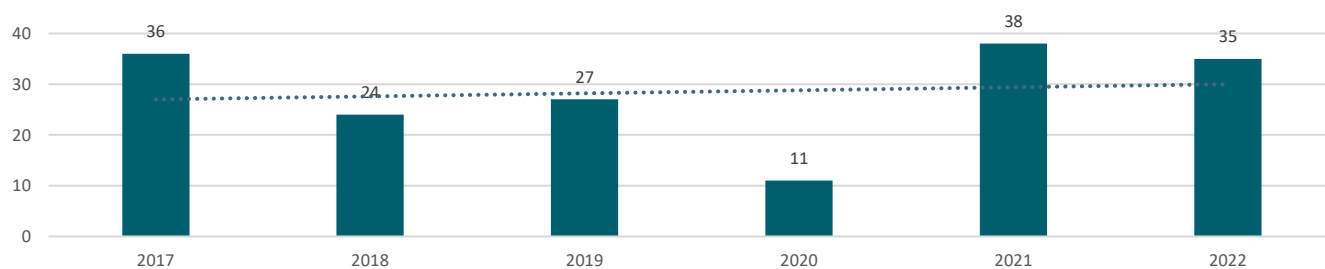
Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis - évolution 2020-2022



Répartition 2022	Tribunal pénal d'arrondissement	Juge de police	Tribunal pénal économique TPE	Total
Sarine	28	46	--	74
Singine	0	0	--	0
Gruyère	3	10	--	13
Lac	2	7	--	9
Glâne	4	6	--	10
Broye	9	5	--	14
Veveyse	1	1	--	2
TPE	--	--	0	0
Total	47	75	0	122

3.7.2.4.5 Détention préventive

Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement - évolution 2017-2022



3.7.3 Tribunal d'arrondissement de la Sarine TASA

Organisation et composition au 31.12.2022

Christelle Almeida Boges, François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebekka Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Présidents

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Sandrine Schaller Walker, Suppléants des Présidents

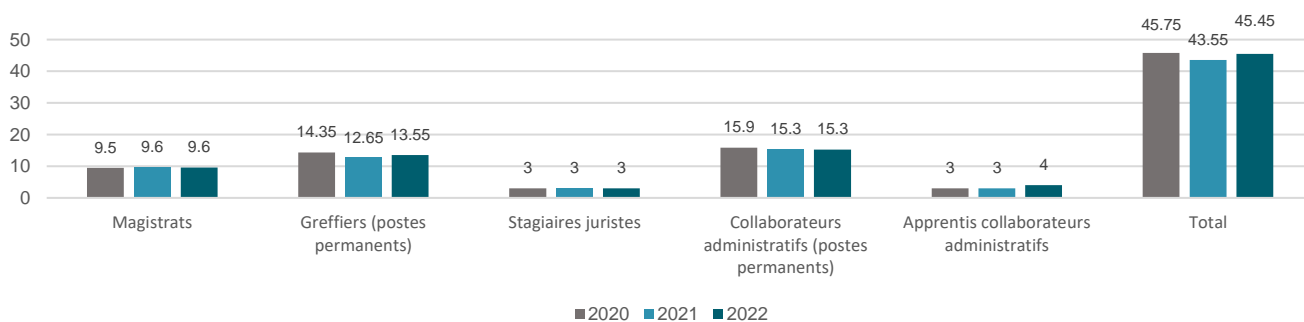
Tribunal civil et pénal : Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Renate Bartosch Krauskopf, Claude Chassot, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Dénervaud, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Claudia Häller, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Anne Hemmer, Sandra Herren Schwab, Renato Iliescu, Anne Jochem, Jürg Jost, Hans Jungo, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Guy Python, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Cécile Thiémard, José Uldry, Petra Vondrasek, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Christelle Almeida Borges, Ariane Guye, José Rodriguez, Présidents ; Rebekka Jutzet, Suppléante des Présidents ; Nicole Madeleine Aeby, David Brugger, Karin Rudaz, Assesseurs ; Jean-François Feyer, Marc Fischer, Xavier Ganioz, Patrick Gendre, Reto Julmy, Jean-Jacques Marti, Assesseurs suppléants

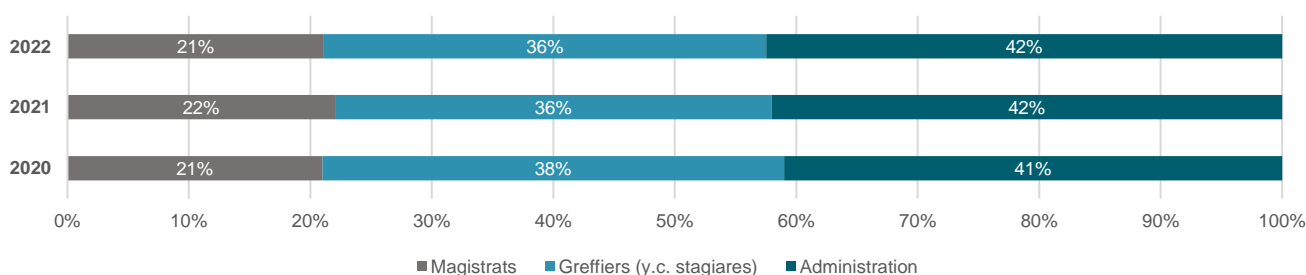
Tribunal des baux : Ariane Guye, Présidente ; Rebekka Jutzet, Alexandra Rossi Carré, Suppléantes de la Présidente ; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Assesseurs ; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Assesseurs suppléants

3.7.3.1 Ressources humaines

TASA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TASA - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.7.3.2 Remarques sur l'activité

En 2022, le nombre des affaires inscrites, tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine qu'à celui des Président(e)s, s'est élevé à 3'893, soit une augmentation de 18% par rapport à l'année 2021 (589 affaires de plus qu'en 2021). Au vu de l'augmentation de la charge de travail, la création d'une cellule complète, soit un(e) Président(e) civil(e), un(e) Greffier(ère) et un(e) secrétaire, à 100%, a été demandée.

Il est encore nécessaire de préciser – et cela vaut pour tous les tribunaux d'arrondissement, qu'outre le nombre croissant des affaires civiles, ces dernières se complexifient tant par le nombre de justiciables impliqués que par les domaines qu'elles concernent. Ce constat a pour corollaire un plus long temps de préparation du dossier avant séance et de rédaction des décisions. La révision du calcul des contributions d'entretien en droit de la famille en est un parfait exemple.

La charge de travail des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine a été élevée et soutenue, afin de liquider le plus grand nombre d'affaires dans des délais raisonnables.

En 2022, le Tribunal pénal a reçu 71 nouveaux dossiers à traiter (68 en français ; 3 en allemand). Il en a liquidé 66. Au 1^{er} janvier 2023, il reste ainsi 31 dossiers à traiter. Les Juges de police ont reçu 344 nouveaux dossiers (321 en français ; 23 en allemand). Ils en ont liquidé 402. Au 1^{er} janvier 2023, il reste ainsi 145 dossiers à traiter.

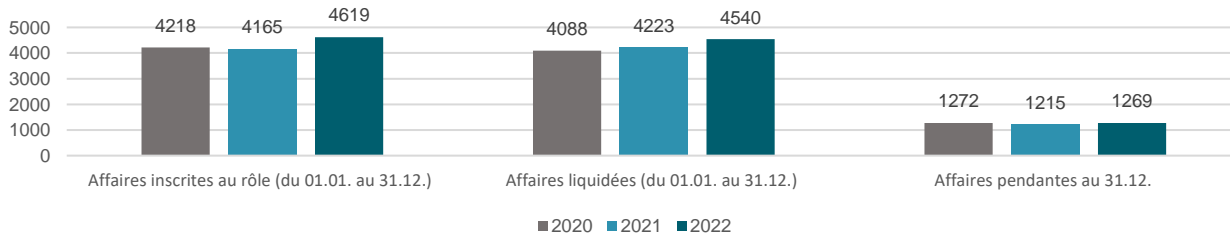
Il est à relever certaines difficultés à assigner des audiences en raison du manque de disponibilité avec certains avocats

Une réorganisation interne du personnel a débouché sur la création d'un pool de secrétariat (220%) et d'un pool de greffiers pénaux (à 50%).

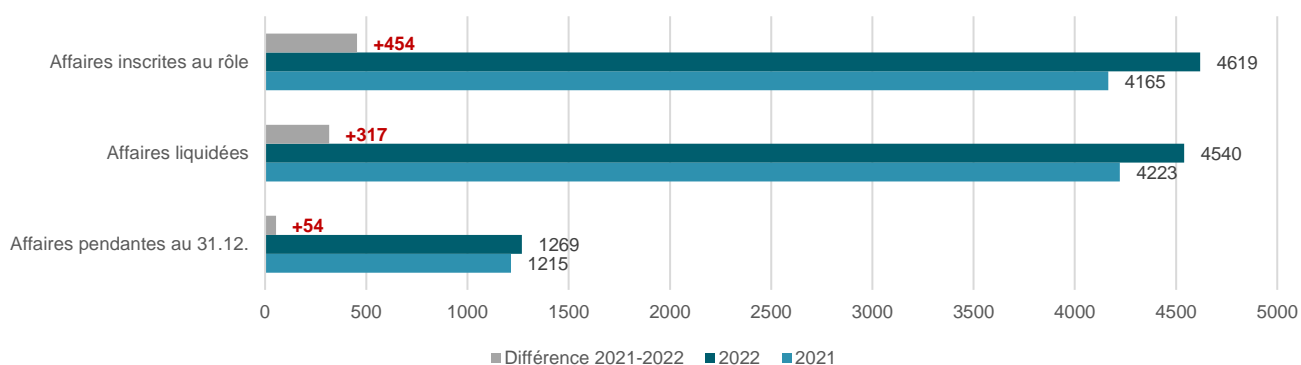
Enfin, s'agissant des locaux, ceux-ci semblent avoir atteint les limites de leurs possibilités pour l'activité qui y est déployée. Un projet de construire des étages supplémentaires sur le bâtiment est à l'étude auprès du Service des bâtiments.

3.7.3.3 Charge de travail – statistiques

TASA - évolution en général 2020-2022



TASA - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022

(toutes affaires confondues)

	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	3123	3729	3157	3585	577	703
Tribunal civil	181	166	199	172	262	256
Présidents tribunal des baux (Sarine)	101	111	105	110	17	18
Tribunal des baux (Sarine)	28	17	33	19	21	19
Présidents tribunal des prud'hommes	159	144	161	155	48	37
Tribunal des prud'hommes	35	42	26	31	49	59
Juge de police	463	337	469	400	213	146
Présidents tribunal pénal	3	1	3	2	1	0
Tribunal pénal	72	72	70	66	27	31
Total	4165	4619	4223	4540	1215	1269

3.7.3.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Sarine

[Lien.](#)

3.7.4 Tribunal d'arrondissement de la Singine TASI

Organisation et composition au 31.12.2022

Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Présidentes ; Peter Stoller, Suppléant de la Présidente

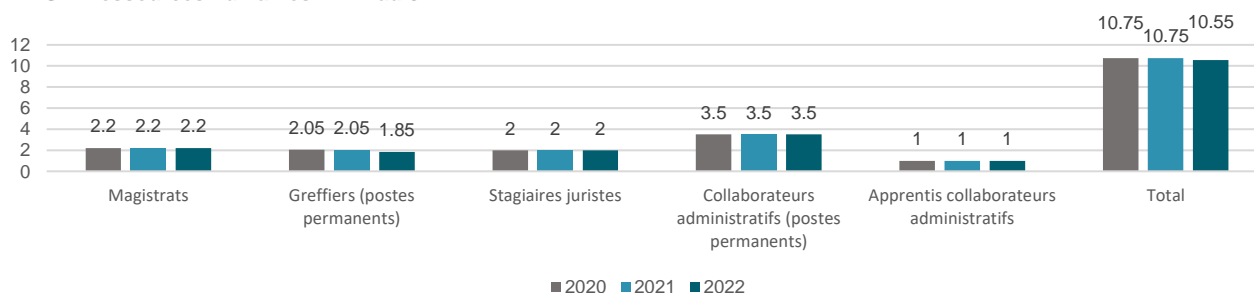
Tribunal civil et pénal : Robert Aeberhard, Judith Berger, Martha Bürgisser, Dominique Chappuis Waeber, Monika Grossrieder, Eveline Jungo, Guido Jungo, Urs Kolly, Marianne Portmann, Thomas Reidy, Markus Stöckli, Myriam Sturny, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Caroline Gauch, Jonas Kühni, Présidents ; Debora Friedli-Bruggmann, Suppléante du Président ; Irène Marguet, René Stritt, Assesseurs ; Dominique Chappuis Waeber, Urs Maurer, Pascal Rappo, Michael Zurkinden, Assesseurs suppléants

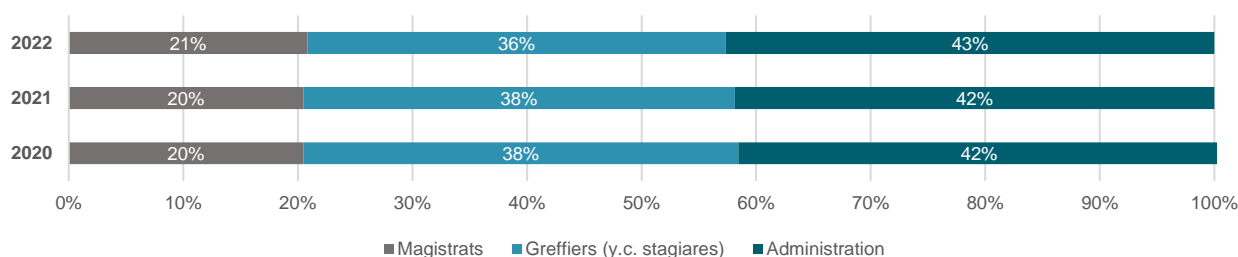
Tribunal des baux de la Singine et du Lac : Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Nicholas Bürgy, Présidents ; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Suppléants de la Présidente ; Verena Loembe, Gilberte Schär, Assesseures ; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Assesseurs suppléants

3.7.4.1 Ressources humaines

TASI - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TASI - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.7.4.2 Remarques sur l'activité

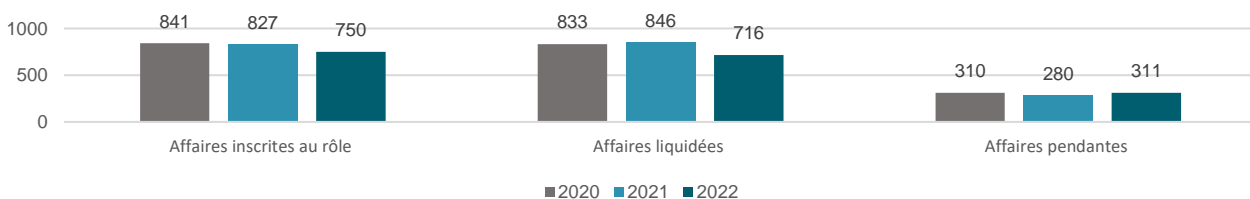
Le Président Peter Rentsch a pris sa retraite au 31 décembre 2021. Il a toutefois été nommé Juge ad hoc afin de terminer un dossier. Les pourcentages de postes de juges revenant au tribunal d'arrondissement de la Singine ont été redistribués et Debora Friedli-Bruggmann a été élue nouvelle présidente. De même, Jonas Kühni a été élu président du Tribunal des prud'hommes et Nicholas Bürgy président du Tribunal des baux (10% chacun).

En 2022, 649 affaires civiles ont été enregistrées au total (2017 : 936, 2018 : 827, 2019 : 832, 2020 : 780, 2021 : 732). Au total, 103 affaires pénales ont été enregistrées (2017 : 83 ; 2018 : 75, 2019 : 89, 2020 : 85, 2021 : 106), 82 affaires ont été réglées (2017 : 93, 2018 : 69, 2019 : 89, 2020 : 77, 2021 : 107).

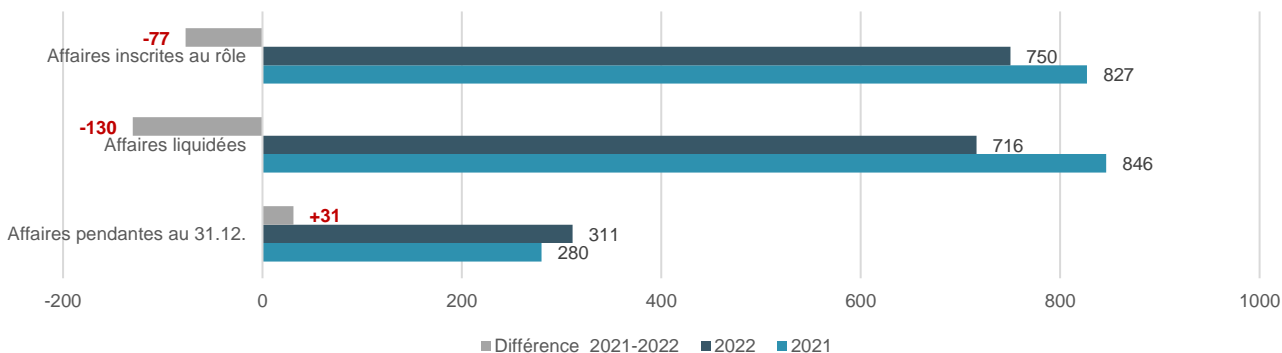
La charge de travail est restée élevée, mais a pu être maîtrisée pour l'essentiel. Les cas sont de plus en plus complexes, les dossiers de plus en plus volumineux, la fréquence des modifications du droit et les exigences en matière de motivation des décisions de plus en plus élevées.

3.7.4.3 Charge de travail – statistiques

TASI - évolution en général 2020-2022



TASI - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022 (toutes affaires confondues)	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	633	560	648	562	181	177
Tribunal civil	41	43	52	32	40	52
Présidents tribunal des baux (Singine)	14	16	12	15	4	5
Tribunal des baux (Singine)	6	3	6	6	9	5
Présidents tribunal des prud'hommes	16	24	17	18	4	10
Tribunal des prud'hommes	4	3	5	1	3	5
Juge de police	100	92	100	75	29	45
Présidents tribunal pénal	1	0	1	0	1	0
Tribunal pénal	12	9	5	7	10	12
Total	827	750	846	716	280	311

3.7.4.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Singine

[Lien.](#)

3.7.5 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère TAGR

Organisation et composition au 31.12.2022

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Camille Perroud Sugnaux, Séverine Zehnder, Présidents ; Grégoire Bovet, Debora Friedli-Bruggmann, Pascal L'Homme, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président

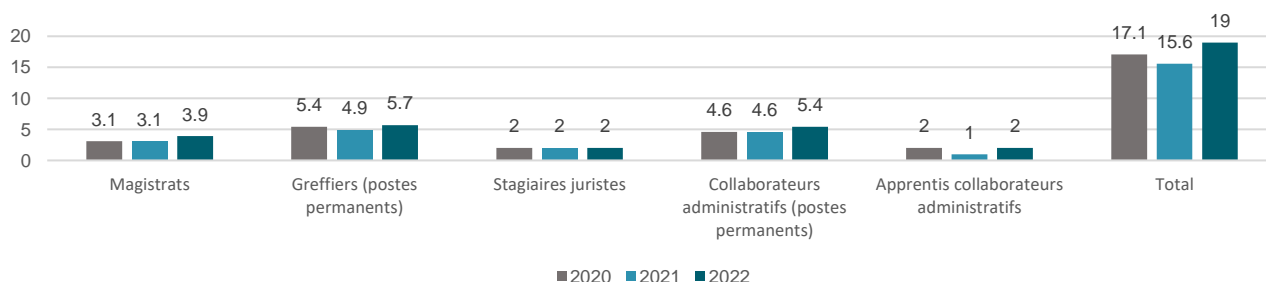
Tribunal civil et pénal : Jacques Aebischer, Philippe Barras, Karine Beaud, Damien Blanc, Soraya Bosson, Jacqueline Brodard, Michel Castella, Barbara Clément Reichenbach, Ludmilla Combriat, Colette Dupasquier, Nicole Fragnière-Morard, Maryse Gapany Joye, Joseph Geinoz, Stéphane Giller, Patrice Morand, Jean-Marie Oberson, Rachel Sauge, Corinne Marie Uginet, Christian Wyssmüller, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Romain Lang, Nicolas Oberson, Présidents ; Claudia Dey Gremaud, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Séverine Zehnder, Suppléantes du Président ; Yolande Progin, Pierre Rouiller, Assesseurs ; Philippe Clément, François Ducrest, Mathieu Fehlmann, Christian Schorderet, Assesseurs suppléants

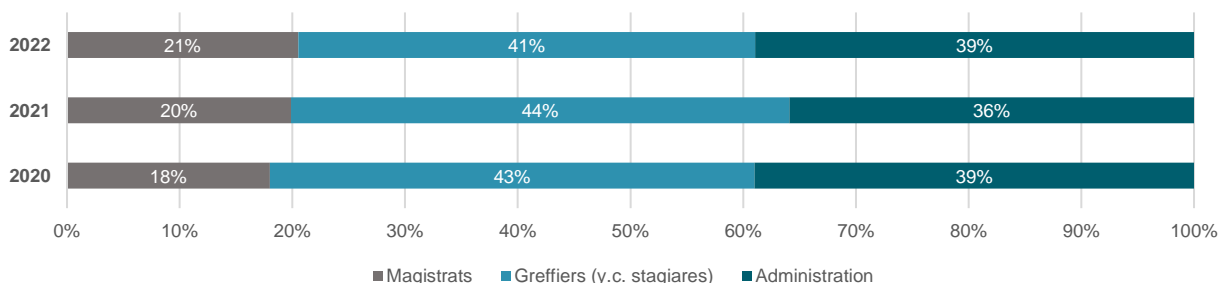
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveysse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.5.1 Ressources humaines

TAGR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAGR - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.7.5.2 Remarques sur l'activité

Le Président Philippe Vallet a fait valoir son droit à la retraite pour le 31 décembre 2021. Romain Lang est entré en fonction, en remplacement de Monsieur Philippe Vallet, le 1^{er} janvier 2022. Dès cette date, le Tribunal s'est vu octroyer un nouveau poste de magistrat à 80 %. Mme Séverine Zehnder, entrée en fonction le 1^{er} juin 2022, occupe ce poste à raison de 60%, le 20% restant ayant été réparti à raison de 10% chacune entre Mmes Camille Perroud Sugnaux et Frédérique Bütikofer Repond. M. Philippe Vallet a occupé le poste vacant de Président à 60% durant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 mai 2022, puis a cessé toutes fonctions au sein de l'autorité.

Mme Séverine Zehnder est en charge uniquement de procédures civiles, aux côtés de M. Romain Lang et de Mme Claudia Dey Gremaud. Les Présidentes Camille Perroud Sugnaux et Frédérique Bütikofer Repond s'occupent, quant à elles, uniquement des procédures pénales dévolues au Tribunal de la Gruyère.

La charge de travail pour l'année 2022 est demeurée stable par rapport à celle de 2021, enregistrant un total de 2103 nouvelles affaires contre 2105 l'année dernière. Cette charge de travail demeure importante. Cependant, les arrivées d'une nouvelle magistrate et de nouveaux collègues au sein du secrétariat et du greffe ont permis au Tribunal de liquider plus de causes qu'il n'en a été inscrit au rôle, et ce, dans des délais raisonnables.

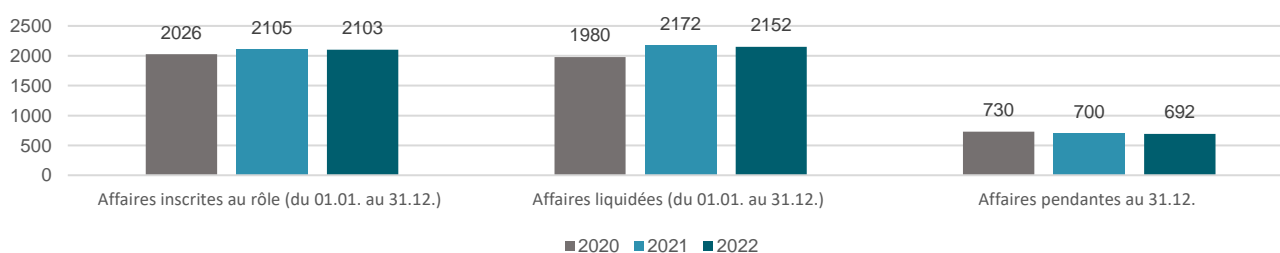
Le Tribunal a pu bénéficier de l'aide de la Cellule judiciaire itinérante tout au long de l'année 2022, soit pour 172 nouveaux dossiers (157 en causes civiles et 15 en causes pénales). 167 dossiers ont ainsi été liquidés par cette équipe de renfort au cours de l'année 2022.

En civil, le nombre d'affaires enregistrées, toutes causes confondues, s'élève cette année à 1870 alors que l'année précédente il s'était élevé à 1831. Le nombre de nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 233 dossiers, contre 274 l'année dernière.

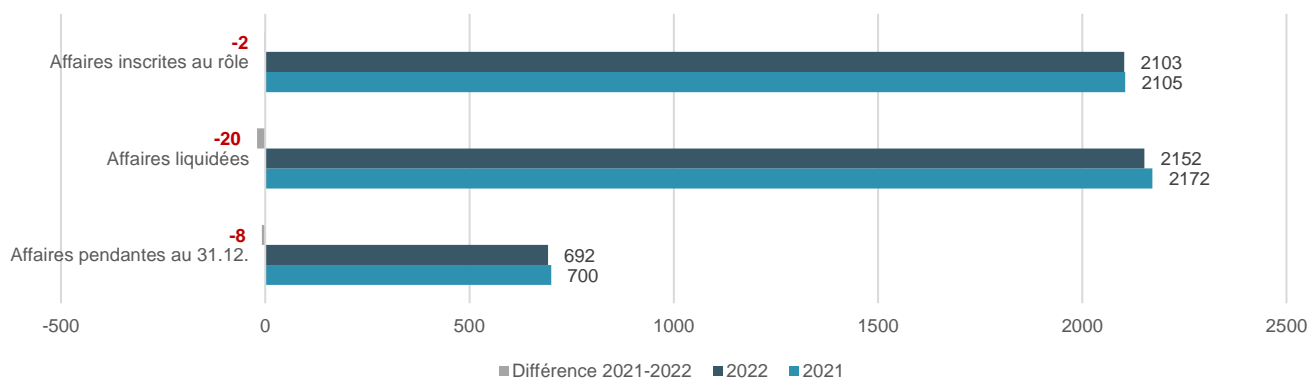
En matière de personnel, le Tribunal est en cours de réorganisation de son greffe en pool pour le secteur civil. En parallèle, l'organisation du secrétariat a également été revue au début de l'année.

3.7.5.3 Charge de travail – statistiques

TAGR - évolution en général 2020-2022



TAGR - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022

(toutes affaires confondues)

	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	1657	1686	1733	1707	361	372
Tribunal civil	99	91	101	105	158	151
Présidents tribunal des baux (Gruyère)	18	29	15	31	5	3
Tribunal des baux (Gruyère)	0	0	0	0	0	0
Présidents tribunal des prud'hommes	47	57	52	51	9	16
Tribunal des prud'hommes	10	7	9	7	14	15
Juge de police	239	210	222	229	143	124
Président du Tribunal pénal	13	7	14	6	1	3
Tribunal pénal	22	16	26	16	9	8
Total	2105	2103	2172	2152	700	692

3.7.5.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

[Lien.](#)

3.7.6 Tribunal d'arrondissement du Lac TALA

Organisation et composition au 31.12.2022

Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Présidents ; Jean-Benoît Meuwly, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président

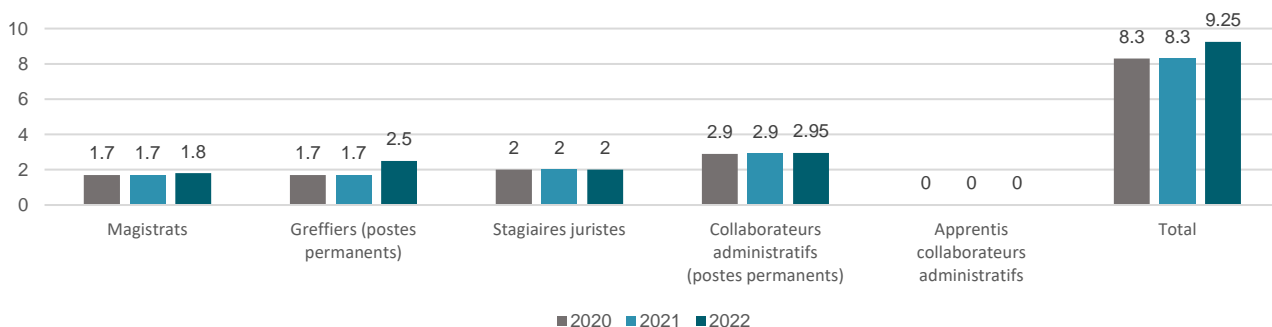
Tribunal civil et pénal : Daniel Baechler, Brigitte Bauer, Nicole Chuard, Eric Delley, Miriam Deuble, David Humair, Cilette Marchand, Jonas Petersen, Frédéric Plancherel, Thomas Schick, Valentine Tschümperlin, Aline Wälti, Patrick Zehnder, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Peter Stoller, Président ; Sandrine Schaller Walker, Suppléante des Présidents ; Bruno Schwander, Eliane Weber, Assesseurs ; Anne-Marie Coopt, Manfred Meyer, Christian Pillonel, Philipp Wieland, Assesseurs suppléants

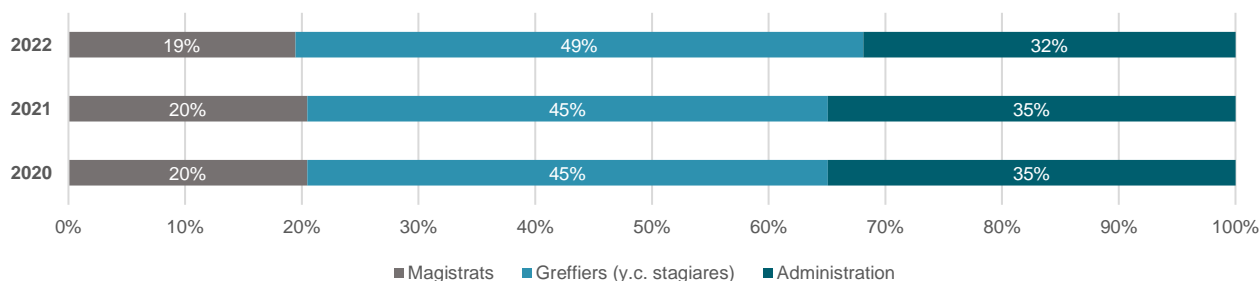
Tribunal des baux de la Singine et du Lac : Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Nicholas Bürgy, Présidents ; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Suppléants de la Présidente ; Verena Loembe, Gilberte Schär, Assesseures ; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Assesseurs suppléants

3.7.6.1 Ressources humaines

TALA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TALA - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.7.6.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail du tribunal d'arrondissement du Lac reste très élevée, notamment en raison de l'augmentation continue du nombre d'affaires francophones, une tendance qui s'est une nouvelle fois confirmée en 2022. Il convient de noter que si ces affaires représentaient 29% des nouvelles affaires en 2009, ce chiffre est passé à 45% en 2020 et à 50% en 2022.

Les deux Présidents sont impliqués dans le projet e-Justice : la présidente Schaller travaille également à un taux d'occupation d'environ 40% pour le projet e-Justice et le président Stoller s'est également engagé dans la numérisation de la justice dans le canton en tant que membre du Copil e-Justice et mandant d'un projet partiel (impression centralisée). La moitié du rôle de Mme Schaller est assumée par la CELLIT.

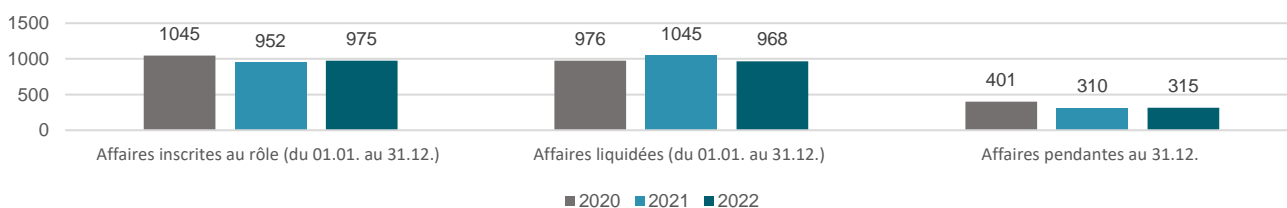
L'augmentation des pourcentages de postes au 1er janvier 2022 et l'engagement ainsi rendu possible d'une greffière supplémentaire à 70% ont permis de décharger le greffe.

La greffière-chef et présidente du tribunal des prud'hommes Anna Schwaller a quitté le tribunal d'arrondissement du Lac le 30 septembre 2022 afin d'entamer une formation supplémentaire. Elle a été remplacée par Christina Joller en tant que greffière-chef et par Alicia Loosli en tant que greffière.

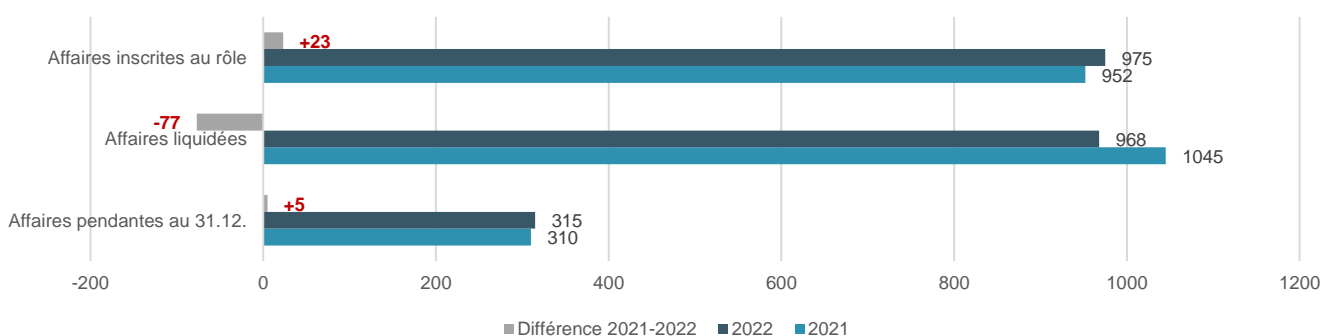
S'agissant des locaux, ils sont occupés à leur capacité maximale. Compte tenu des postes supplémentaires accordés au Tribunal, la surface des locaux sera vraisemblablement insuffisante à moyen terme.

3.7.6.3 Charge de travail – statistiques

TALA - évolution en général 2020-2022



TALA - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022 (toutes affaires confondues)	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	720	744	796	767	173	179
Tribunal civil	37	30	58	35	57	52
Présidents tribunal des baux (Lac)	9	14	10	14	2	2
Tribunal des baux (Lac)	9	2	7	5	9	6
Présidents tribunal des prud'hommes	29	36	27	28	4	12
Tribunal des prud'hommes	5	10	5	7	8	11
Juge de police	128	98	125	97	48	48
Présidents du tribunal pénal	1	0	1	0	0	0
Tribunal pénal	14	11	16	15	9	5
Total	952	975	1045	968	310	315

3.7.6.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement du Lac

[Lien.](#)

3.7.7 Tribunal d'arrondissement de la Glâne TAGL

Organisation et composition au 31.12.2022

Grégoire Bovet, Président ; Sonia Bulliard Grosset, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Suppléants du Président

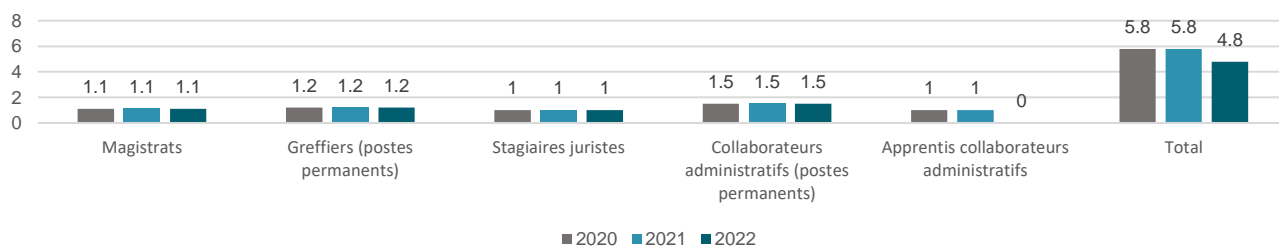
Tribunal civil et pénal : Jean-François Bard, Astrid Bichsel-Zeindl, Marlène Cornu, Guillaume Favre, Maja Fontaine, Christophe Girard, Muriel Joye, Claudine Matthey, Philippe Pache, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Jacques Menoud, Président ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Suppléants du Président ; Vincent Brodard, Bernard Ropraz, Assesseurs ; Christian Deillon, Sébastien Jaquier, Denis Repond, Cédric Rossel, Jacques Terrapon, Jean-François Vuagniaux, Assesseurs suppléants

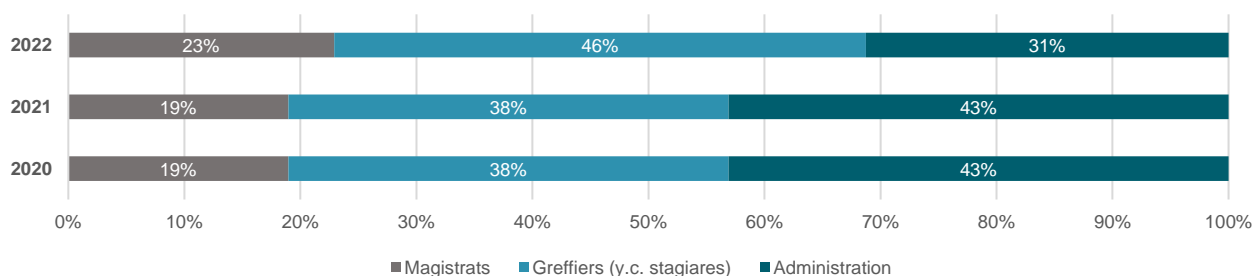
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveysse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.7.1 Ressources humaines

TAGL - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAGL - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



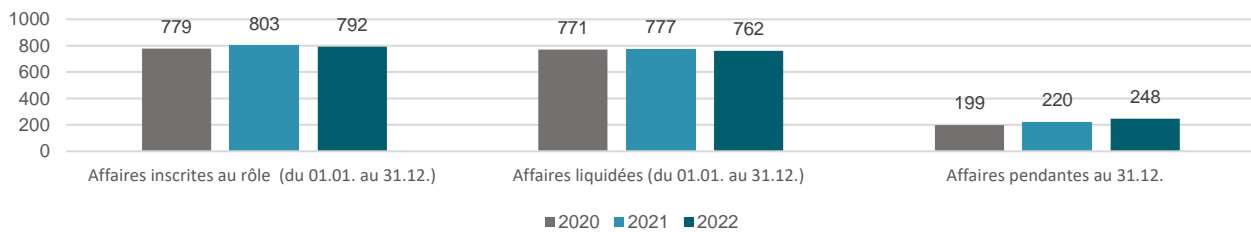
3.7.7.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail s'est encore accentuée en 2022 alors qu'elle était déjà très élevée en 2021. Si le nombre de nouvelles entrées est quasiment identique en 2022 à celui enregistré en 2021, le volume des affaires est nettement supérieur à celui des années précédentes. Les dossiers sont de plus en plus complexes et chronophages.

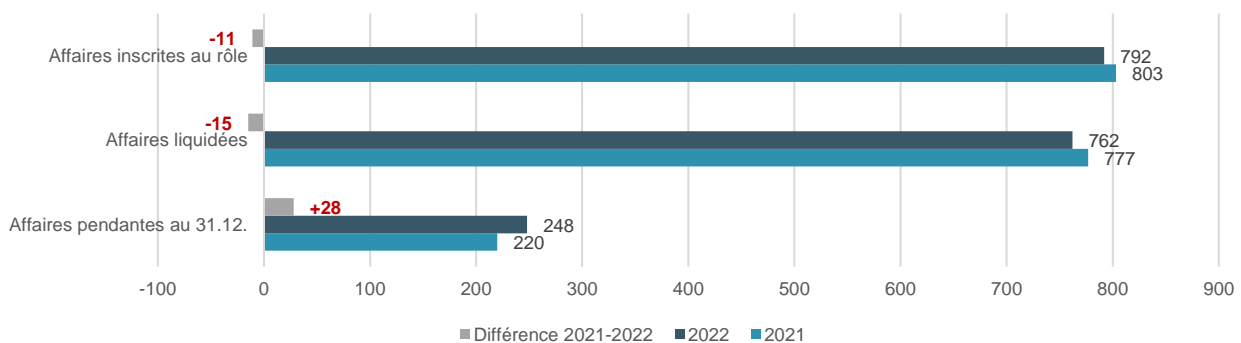
L'aide de la CELLIT soulage l'autorité.

3.7.7.3 Charge de travail – statistiques

TAGL - évolution en général 2020-2022



TAGL - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022 (toutes affaires confondues)	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	651	598	635	588	127	135
Tribunal civil	51	36	46	38	51	49
Présidents tribunal des baux (Glâne)	14	19	14	22	6	3
Tribunal des baux (Glâne)	13	18	14	14	12	16
Présidents tribunal des prud'hommes	17	16	15	15	3	4
Tribunal des prud'hommes	2	2	2	0	0	2
Juge de police	52	83	47	72	19	30
Présidents du Tribunal pénal	0	1	2	1	0	0
Tribunal pénal	3	19	2	12	2	9
Total	803	792	777	762	220	248

3.7.7.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Glâne

[Lien.](#)

3.7.8 Tribunal d'arrondissement de la Broye TABR

Organisation et composition au 31.12.2022

Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Présidents ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Stéphane Raemy, Alexandra Rossi Carré, Suppléants des Présidents

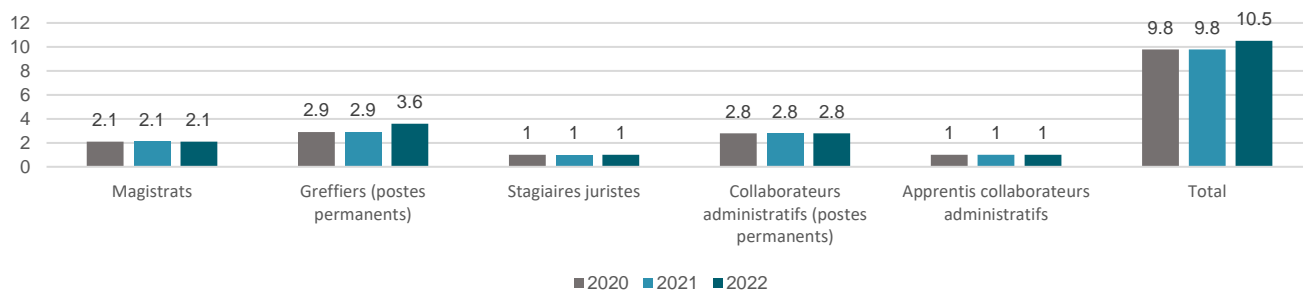
Tribunal civil et pénal : Guy Biland, Maurice Bourqui, Martine Corminboeuf, Francis Duruz, Marcel Godel, Micheline Guerry, Carine Haenni, Claude Jabornigg, Christine Keller, Francis Marchand, Annelise Moser, Irène Rüsi, Claire-Lise Sudan, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Christian Esseiva, Jean-Benoît Meuwly, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Suppléante du Président ; François Berchier, Yvan Corminboeuf, Assesseurs ; Frédéric Gross, Hans Krebs, Francis Michel, Christian Müller, Assesseurs suppléants

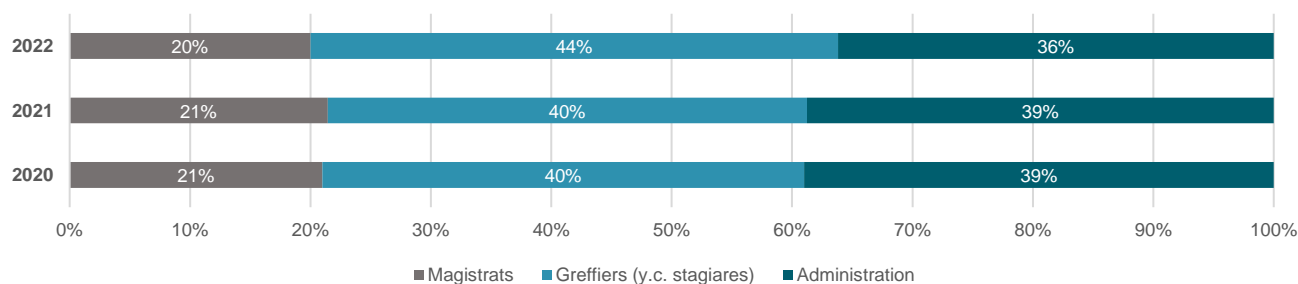
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.8.1 Ressources humaines

TABR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TABR - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.7.8.2 Remarques sur l'activité

En 2022, 1'114 nouvelles affaires civiles ont été introduites (contre 1093 en 2021, 1'173 en 2020, 1'234 en 2019 et 1'051 en 2018). Au total, 1'140 décisions ont été rendues (contre 1'080 en 2021, 1'170 en 2020, 1'020 en 2019 et 1'022 en 2018). Le nombre de nouvelles affaires civiles est en légère augmentation par rapport à l'année dernière, en particulier, celles de la compétence du Tribunal civil, qui ont augmenté de 39% (+ 17 nouveaux dossiers par rapport à 2021), ce qui démontre que la diminution de ce genre d'affaires, constatée en 2021, ne s'inscrivait pas dans une tendance générale.

En droit pénal, 106 nouvelles affaires ont été enregistrées (contre 116 en 2021, 136 en 2020, 118 en 2019 et 116 en 2018), soit 98 en Juge de police, 6 en Tribunal pénal et 2 de la compétence du Président du Tribunal pénal.

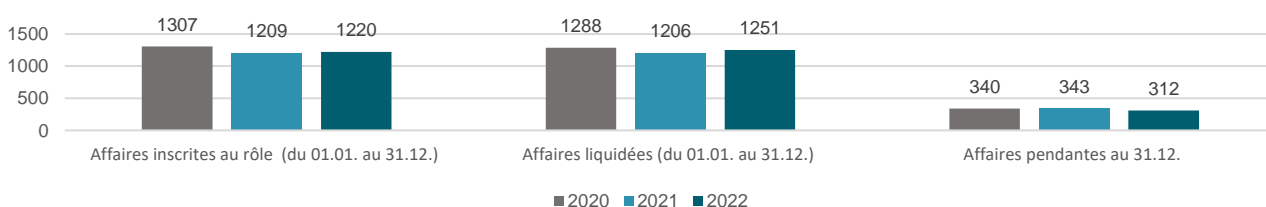
Le nombre des affaires relevant du Tribunal pénal – soit les plus lourdes – qui avait presque doublé en 2021 (31 en 2021) par rapport à l'exercice 2020 (17 affaires) et presque quadruplé par rapport à l'exercice 2019 (8 affaires) a considérablement diminué en 2022 (6 affaires), de sorte que la forte augmentation constatée en 2021 semble en l'état exceptionnelle. Cette charge de travail importante résultant du nombre exceptionnel de nouvelles affaires en Tribunal pénal entrées en 2021, n'avait pas pu être absorbée en 2021 et le solde a pu être liquidé au cours de l'année 2022. Il convient toutefois de préciser que plusieurs de ces jugements sont toujours en cours de rédaction.

Malgré l'octroi d'un 0.7 ETP de greffier au 1^{er} janvier 2022, la charge de travail reste toujours très importante en raison du nombre de dossiers croissant d'année en année, ainsi que des procédures qui s'alourdissent. La CELLIT est une aide précieuse pour le traitement des affaires.

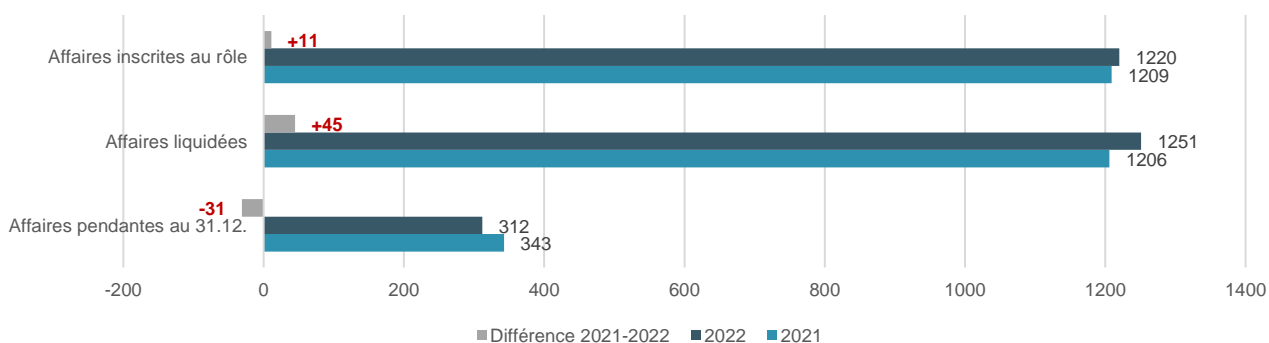
Enfin, s'agissant des locaux, sachant qu'ils étaient prévus initialement pour un seul juge, il y a lieu de relever qu'ils sont utilisés à leur capacité maximale ; les bureaux deviennent exigus compte tenu de l'augmentation du nombre de collaborateurs et de magistrats.

3.7.8.3 Charge de travail – statistiques

TABR - évolution en général 2020-2022



TABR - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022 (toutes affaires confondues)	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	991	993	972	1014	209	188
Tribunal civil	44	61	56	62	72	71
Présidents tribunal des baux (Broye)	4	16	5	15	1	2
Tribunal des baux (Broye)	0	0	0	0	0	0
Présidents tribunal des prud'hommes	50	39	43	41	11	9
Tribunal des prud'hommes	4	5	4	8	8	5
Juge de police	81	98	93	89	28	37
Présidents tribunal pénal	4	2	4	2	0	0
Tribunal pénal	31	6	29	20	14	0
Total	1209	1220	1206	1251	343	312

3.7.8.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Broye

[Lien.](#)

3.7.9 Tribunal d'arrondissement de la Veveyse TAVE

Organisation et composition au 31.12.2022

Pascal L'Homme, Président ; Grégoire Bovet, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Suppléants du Président

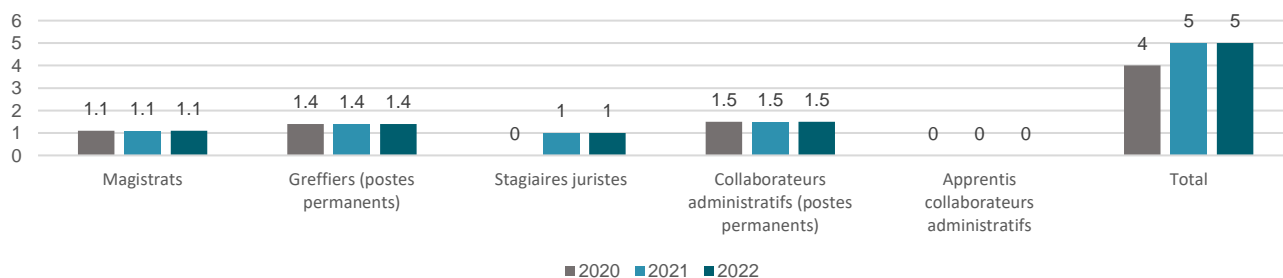
Tribunal civil et pénal : Claudine Aebischer, Noémie Berthoud, Stéphane Broillet, Jeannick Cardinaux, Valérie Dewarrat, Roland Dumoulin, Jean-Bernard Jaquet, Catherine Mossier, Caroline Perroud, François Pilloud, Michel Savoy, Marie Wicht, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Julia Giallombardo, Pascal L'Homme, Présidents ; Jacques Menoud, Suppléant du Président ; Pascal Emonet, Fabienne Tâche, Assesseurs ; Laurent Gabriel, Daniel Jamain, Eric Maillard, Antonio-Elviro Soares, Assesseurs suppléants

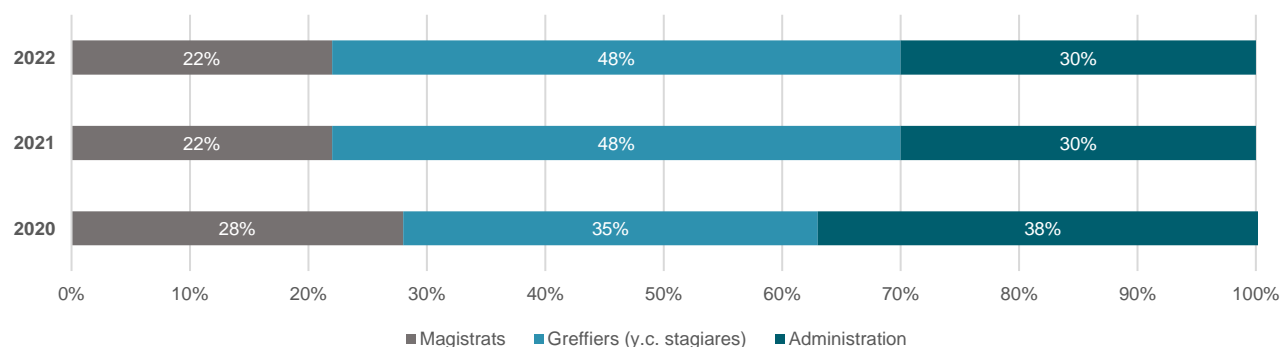
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseur ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.9.1 Ressources humaines

TAVE - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAVE - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



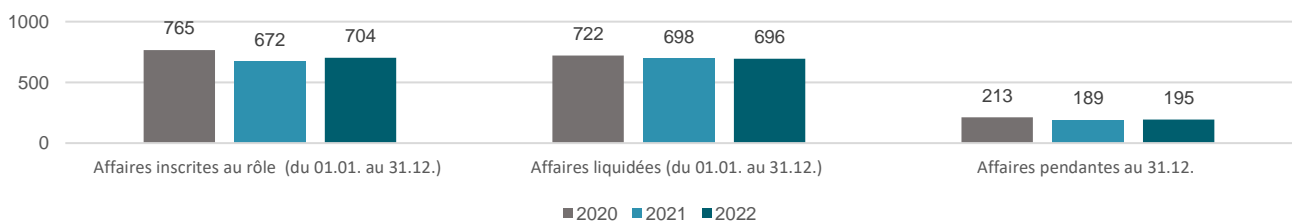
3.7.9.2 Remarques sur l'activité

Le nombre d'affaires en cours a explosé en cours d'année, avant de retrouver un niveau plus raisonnable en fin d'exercice. Grâce notamment à une augmentation temporaire de 20% du taux d'occupation d'une greffière et l'appui de la cellule itinérante, le rôle a pu être assumé.

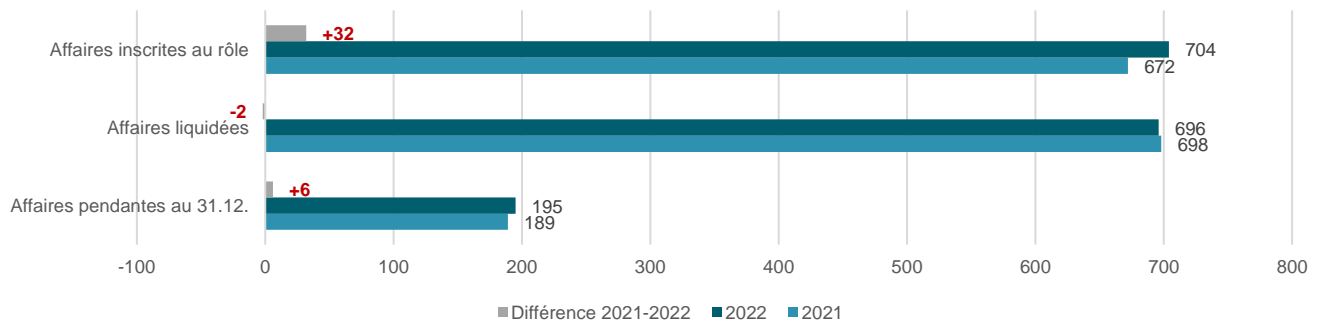
S'agissant des locaux, le Tribunal de la Veveyse est toujours en attente du démarrage de la construction d'un nouveau bâtiment administratif ou, du moins, d'informations à ce sujet.

3.7.9.3 Charge de travail – statistiques

TAVE - évolution en général 2020-2022



TAVE - évolution charge de travail 2021-2022



Evolution 2021-2022 (toutes affaires confondues)	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Présidents civils	518	551	547	536	76	91
Tribunal civil	33	33	40	41	59	51
Présidents tribunal des baux (Veveyse)	14	27	13	26	7	7
Tribunal des baux (Veveyse)	19	13	9	14	21	20
Présidents tribunal des prud'hommes	17	19	19	13	0	6
Tribunal des prud'hommes	5	5	5	2	4	7
Juge de police	58	50	55	57	21	13
Présidents tribunal pénal	0	1	0	1	0	0
Tribunal pénal	8	5	10	6	1	0
Total	672	704	698	696	189	195

3.7.9.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

[Lien.](#)

3.8 Justices de paix

Mission et compétences

La justice de paix est en premier lieu l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Le juge de paix en est le président. L'autorité de protection de l'adulte ordonne une mesure lorsque l'appui fourni à la personne ayant besoin d'aide par les membres de sa famille, par d'autres proches ou par des services privés ou publics ne suffit pas ou semble a priori insuffisant et que le besoin d'assistance et de protection de la personne incapable de discernement n'est pas ou pas suffisamment garanti par une mesure personnelle anticipée (mandat pour cause d'inaptitude et directives anticipées) ou par une mesure appliquée de plein droit (représentation par le conjoint/partenaire enregistré, représentation dans le domaine médical, protection de la personne résidant dans un établissement médico-social ou un home).

L'autorité de protection de l'adulte peut soit instituer une curatelle, soit ordonner le placement de la personne à des fins d'assistance. Il existe quatre types de curatelle : la curatelle d'accompagnement, la curatelle de représentation, la curatelle de coopération et la curatelle de portée générale.

L'autorité de protection exerce aussi le contrôle des décisions de placement à des fins d'assistance prises par un médecin.

L'autorité de protection de l'enfant est compétente pour prendre toutes les mesures de protection en faveur de l'enfant telles que le retrait du droit de garde ou de l'autorité parentale, le placement et la désignation d'un curateur.

L'autorité de protection de l'enfant du domicile de l'enfant reçoit la déclaration commune des parents non mariés concernant l'autorité parentale conjointe lorsqu'elle est déposée après la reconnaissance de l'enfant. Lorsqu'un parent refuse de déposer la déclaration commune, l'autre parent peut s'adresser à l'autorité de protection. Cette dernière institue l'autorité parentale conjointe, sauf si le bien de l'enfant ne commande qu'un seul parent détienne l'autorité parentale.

Les décisions de l'autorité de protection peuvent faire l'objet d'un recours à la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte du Tribunal cantonal.

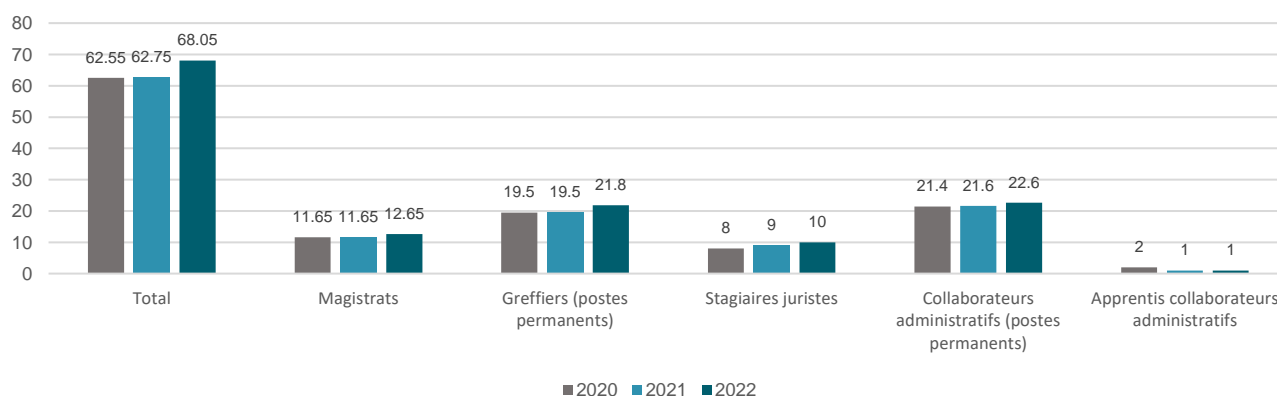
La justice de paix et le juge de paix ont des tâches qui relèvent du droit successoral. Outre les inventaires fiscaux que le juge de paix est appelé à dresser à la suite de chaque décès, celui-ci doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la dévolution de la succession. Il est ainsi chargé de l'ouverture des testaments en vue de leur publication et de la délivrance des certificats d'héritiers.

Le juge de paix a notamment la compétence de prononcer les interdictions de pénétrer sur un fonds (ban).

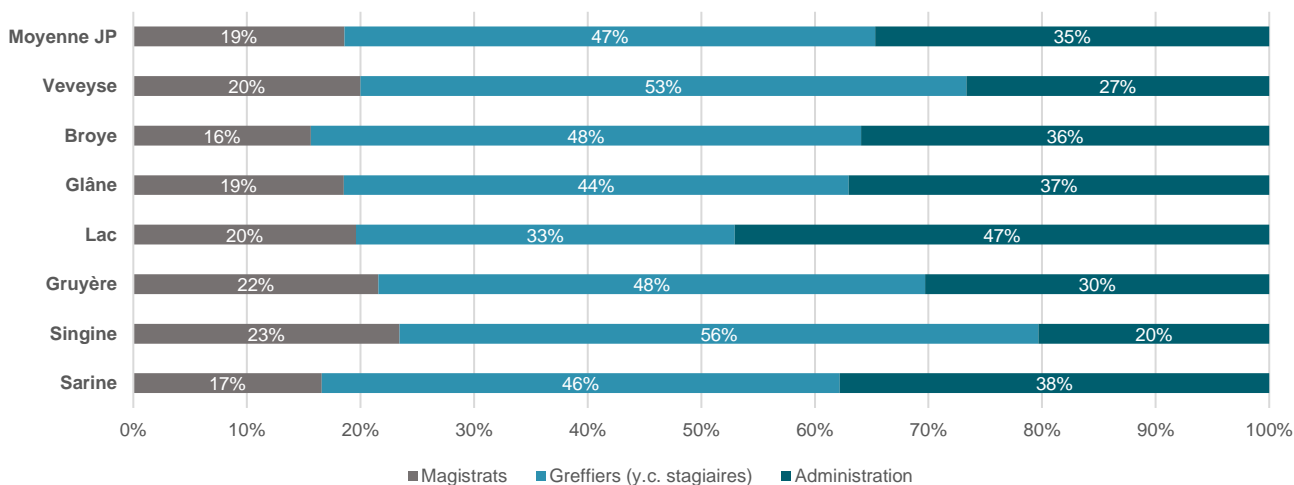
Site du Pouvoir judiciaire: <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-justices-de-paix>

3.8.1 Ressources humaines

JP - Ressources humaines - EPT au 31.12.



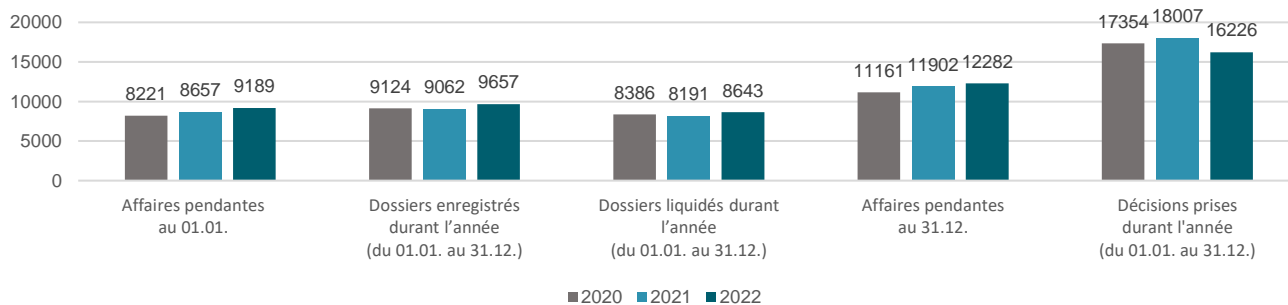
JP - Ressources humaines (EPT) par catégories au 31.12.2022



3.8.2 Charge de travail - statistiques

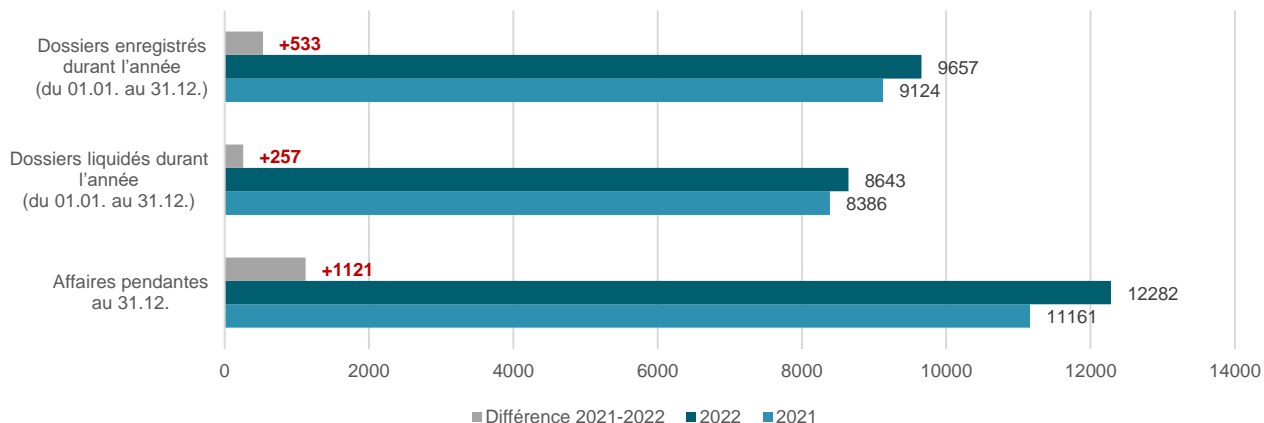
3.8.2.1 Statistique générale

JP - statistique générale 2020-2022

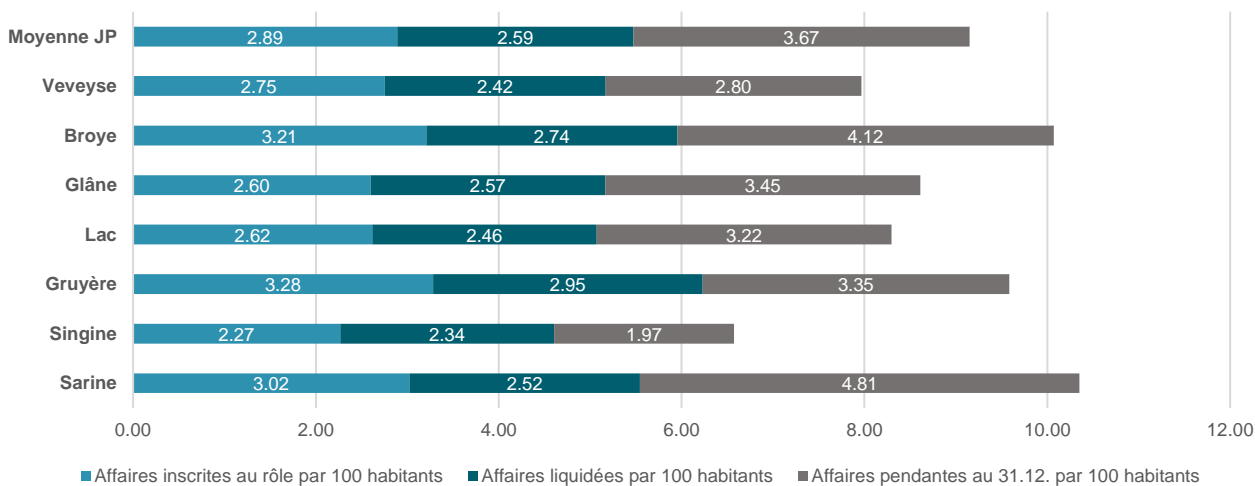


2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	3624	698	1449	1181	712	1141	384	9189
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	3280	1033	1962	1009	676	1128	569	9657
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	2734	1068	1761	947	668	965	500	8643
Affaires pendantes au 31.12.	5215	897	2005	1243	897	1447	578	12282
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	6087	2232	3504	1196	1069	1231	907	16226

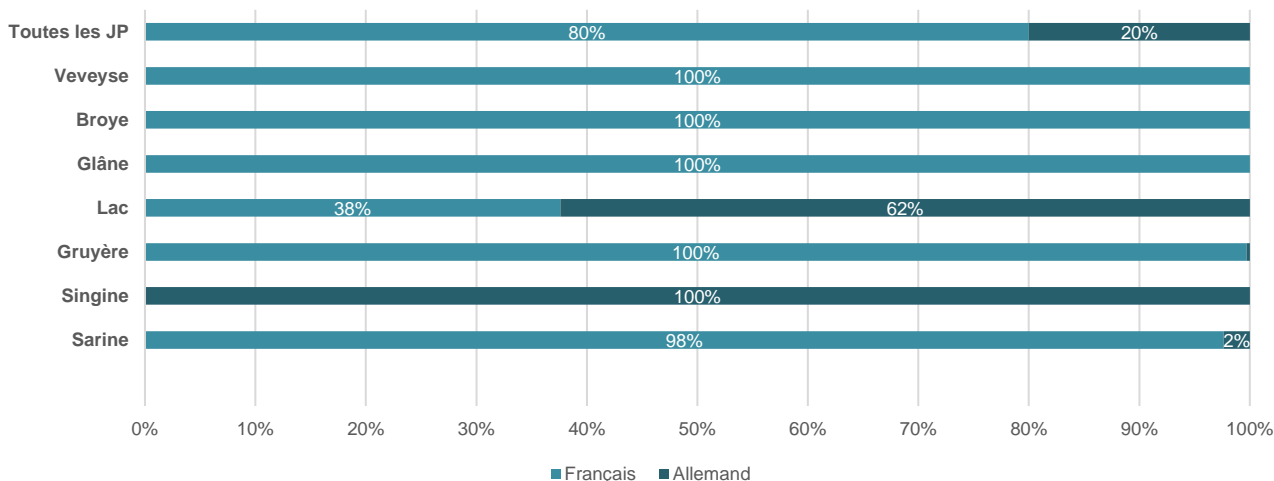
JP - évolution charge de travail en général 2021-2022



JP - Charge de travail 2022 par 100 habitants

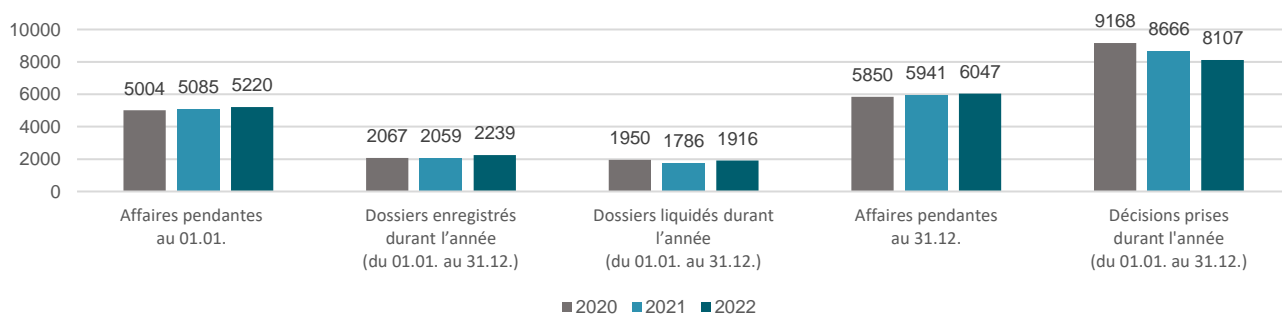


JP - Langue des affaires liquidées 2022



3.8.2.2 Protection des adultes

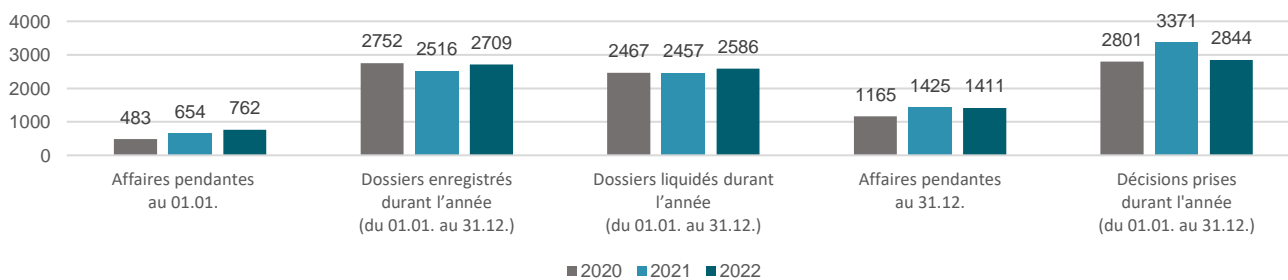
JP - protection des adultes - évolution 2020-2022



2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	2076	532	956	471	415	517	253	5220
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	841	216	445	188	188	235	126	2239
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	672	209	382	177	184	175	117	1916
Affaires pendantes au 31.12.	2439	614	1138	482	482	587	305	6047
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	3243	909	1643	710	573	565	464	8107

3.8.2.3 Successions

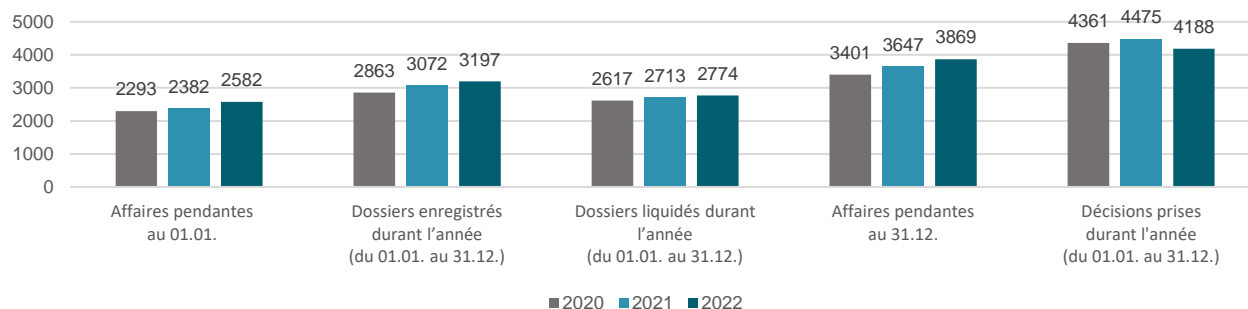
JP - successions - évolution 2020-2022



2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	230	8	17	165	82	253	7	762
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	823	393	576	273	178	298	168	2709
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	747	459	546	317	165	208	144	2586
Affaires pendantes au 31.12.	666	27	61	121	108	366	62	1411
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	763	889	480	124	148	275	165	2844

3.8.2.4 Protection des mineurs

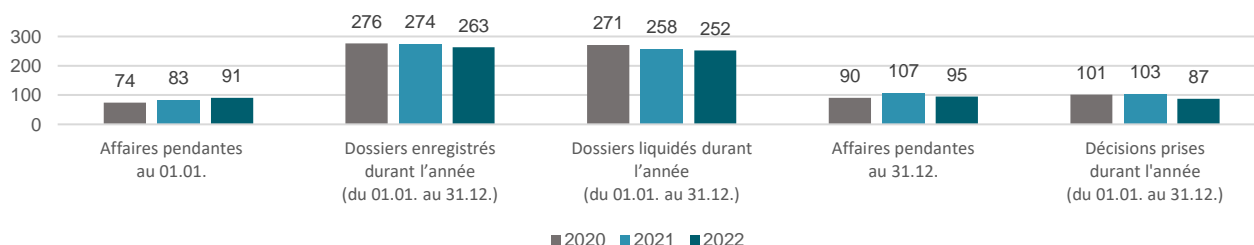
JP - protection des mineurs - évolution 2020-2022



2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	1032	143	390	439	175	305	98	2582
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	1114	281	623	335	234	417	193	3197
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	861	274	557	252	249	420	161	2774
Affaires pendantes au 31.12.	1672	221	639	522	245	406	164	3869
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	1651	346	1143	264	304	297	183	4188

3.8.2.5 Incompétences

JP - incompétences *) - évolution 2020-2022



*) Il s'agit essentiellement de requêtes de mainlevée déclarées irrecevables et rayées du rôle.

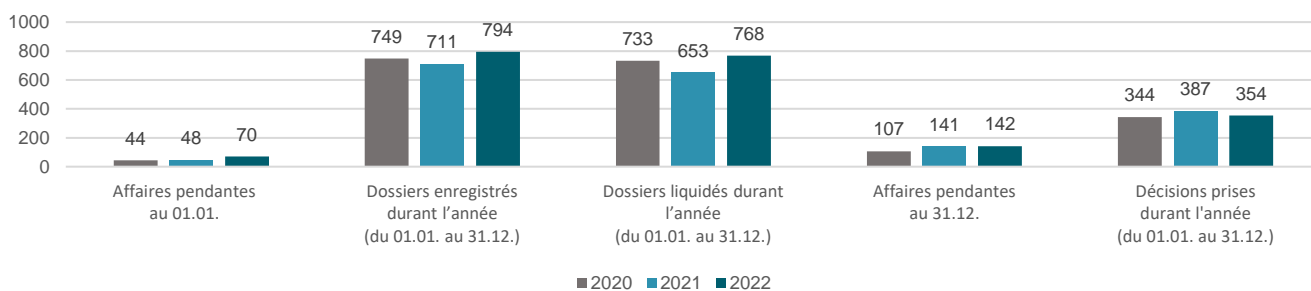
2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	11	0	1	52	2	25	0	91
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	26	10	17	87	14	94	15	263
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	28	10	17	86	12	84	15	252
Affaires pendantes au 31.12.	14	0	0	53	4	24	0	95
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	29	10	18	0	0	15	15	87

3.8.2.6 Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Incompétences (art. 59 CPC)	46	13	16	82	14	91	13	275
2. Rayés du rôle, retraits d'action et affaires devenues sans objet	10	4	246	7	0	4	13	284

3.8.2.7 Placement à des fins d'assistance

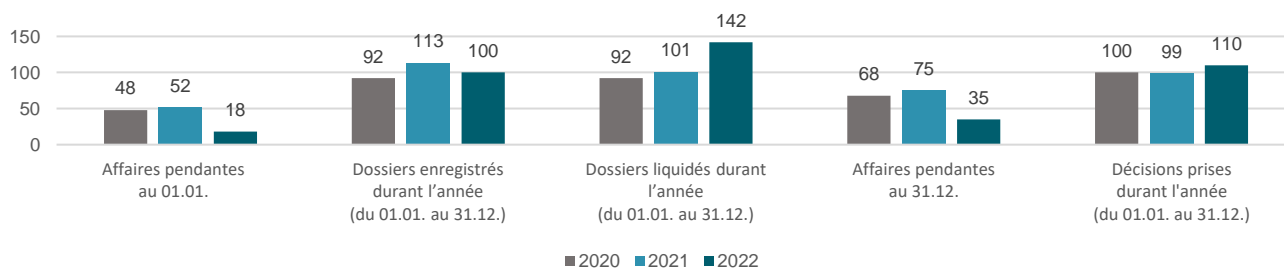
JP - placements à des fins d'assistance - évolution 2020-2022



2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	35	2	4	11	5	8	5	70
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	332	90	185	50	44	55	38	794
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	312	92	184	56	42	45	37	768
Affaires pendantes au 31.12.	80	6	13	5	10	17	11	142
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	151	30	68	26	17	33	29	354

3.8.2.8 Mise à ban

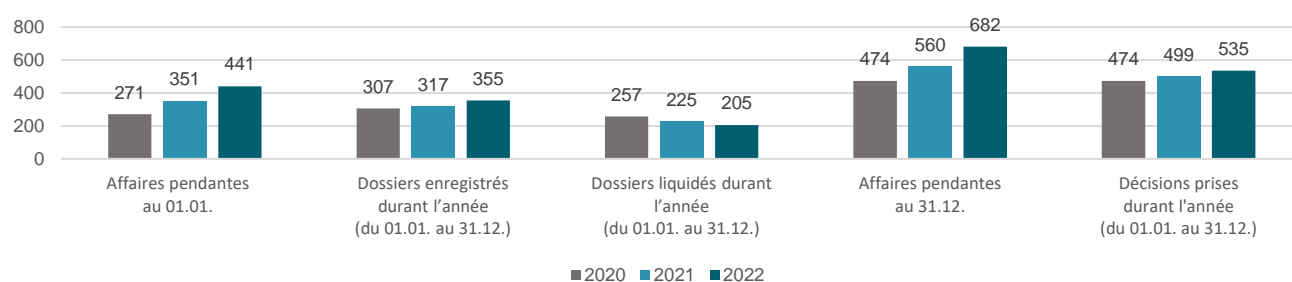
JP - mise à ban - évolution 2020-2022



2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	0	0	0	7	4	7	0	18
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	23	14	28	6	4	15	10	100
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	57	9	26	8	8	24	10	142
Affaires pendantes au 31.12.	1	6	2	5	7	14	0	35
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	26	13	26	9	7	19	10	110

3.8.2.9 Assistance judiciaire

JP - assistance judiciaire - évolution 2020-2022



2022	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	238	12	82	36	28	24	21	441
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	121	29	88	70	14	14	19	355
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	57	15	50	51	8	9	15	205
Affaires pendantes au 31.12.	343	23	152	55	41	32	36	682
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	225	35	132	63	19	23	38	535

3.8.3 Justice de paix de la Sarine JPSA

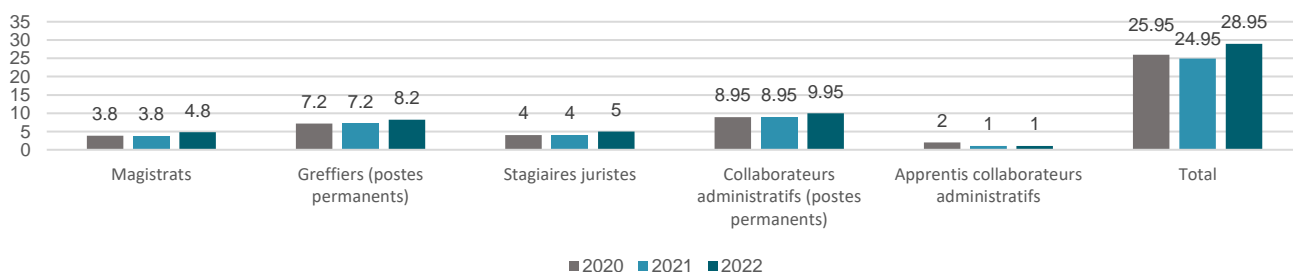
Organisation et composition au 31.12.2022

Samuel Briguet, Gaël Gobet, Mélanie Imhof, Violaine Monnerat, Delphine Queloz, Wanda Suter, Juges de paix ; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Juges suppléantes

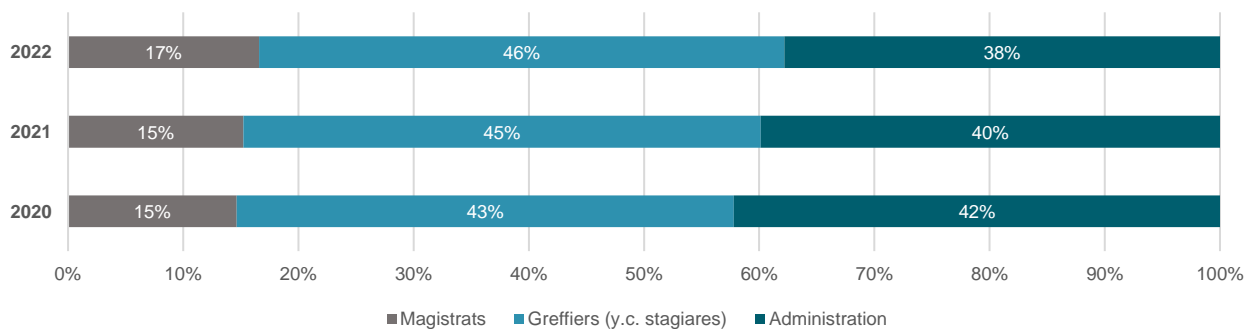
Béatrice Ackermann, Michel Allemann, Fabienne Bapst, Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Catherine Ducrest-Wyssmueller, Laurent Eggertswyler, Philippe Ettlin, Stefanie Frölicher-Güggi, Jean-Pierre Antonio Gauch, Béatrix Guillet, Myriam Guillet, Christian Gumy, Fabienne Jacquat-Bondallaz, Marine Jordan, Roger Marthe, Nathalie Mastelli, Danièle Mayer Aldana, Madeleine Merkle, Sonia Nicolet, Blaise Rochat, Claire Roelli, Marie Schaefer, Matthias Wattendorff, Assesseurs

3.8.3.1 Ressources humaines

JPSA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPSA - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.8.3.2 Remarques sur l'activité

Toutes les Justices de paix s'entendent pour relever une augmentation et une complexification des affaires.

S'agissant de la Sarine proprement dite, une augmentation des nouveaux dossiers enregistrés a pu être constatée, soit 213 signalements de plus qu'en 2021. Au niveau des nouvelles affaires, 3'280 ont pu être comptabilisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022. Une augmentation du nombre d'affaires pendantes concernant la protection de l'enfant est à relever ; elle s'explique par le traitement plus complexe de certaines affaires. L'augmentation du nombre de séances, soit 1'546 en 2020, 1'531 2021 et 2'161 en 2022, s'explique probablement par le rattrapage des séances reportées en raison de la pandémie.

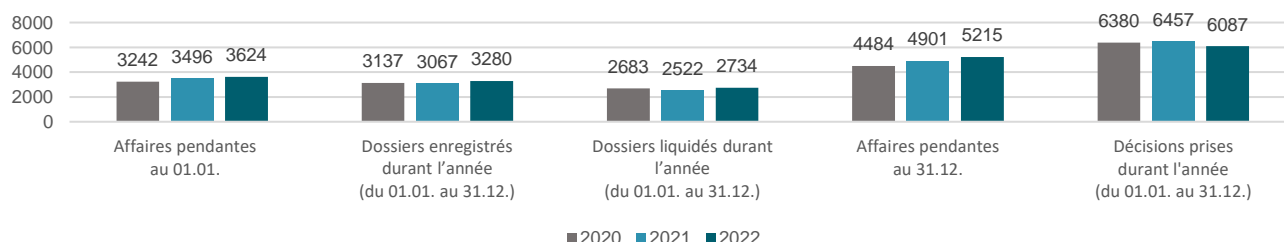
L'entrée en fonction d'un nouveau magistrat à 100% ainsi que d'un team composé d'une greffière, d'une secrétaire et d'un stagiaire au 1^{er} janvier 2022 a été saluée. Force est toutefois de constater que le volume de travail important absorbe d'ores et déjà l'intégralité du rôle du nouveau Juge de paix et que tous les magistrats de cette instance se trouvent à nouveau en situation de flux tendu.

S'agissant des locaux, ils sont actuellement fonctionnels, mais trop exigus. Afin de remédier au manque de place et dans l'attente de nouveaux locaux, la salle du Conseil général doit être utilisée. Le service comptable a déménagé dans des bureaux situés hors des murs. La recherche de nouveaux locaux se poursuit avec le soutien du Service de la Justice et du Service des bâtiments.

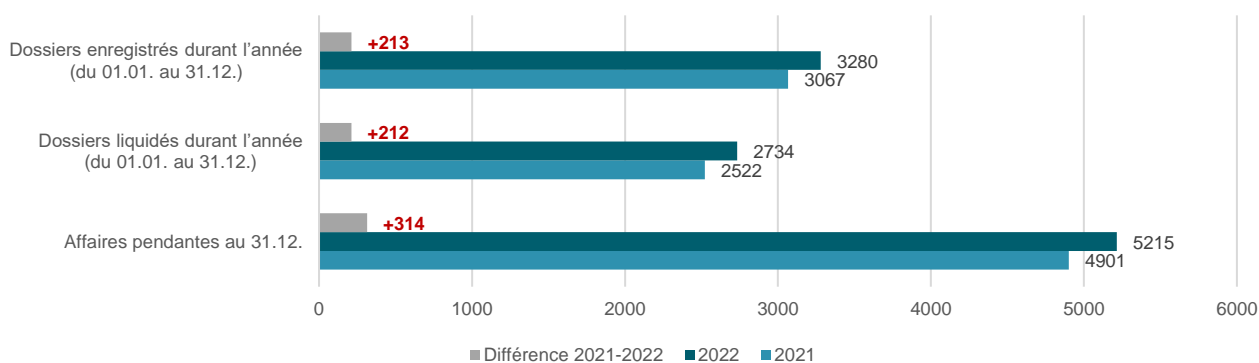
Enfin, il est relevé que le manque de moyens accordés notamment au SEJ, à la Fondation Transit pour l'AEMO, au Point Rencontre et à l'Association pour l'Education Familiale, complique la tâche des Autorités de protection de l'enfant. La problématique des curatelles en paternité, que le SEJ refusait par manque de personnel, a pu trouver une issue favorable suite à des discussions entre la DSAS et la DSJS.

3.8.3.3 Charge de travail – statistiques

JPSA - évolution en général 2020-2022



JPSA - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.3.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Sarine

[Lien.](#)

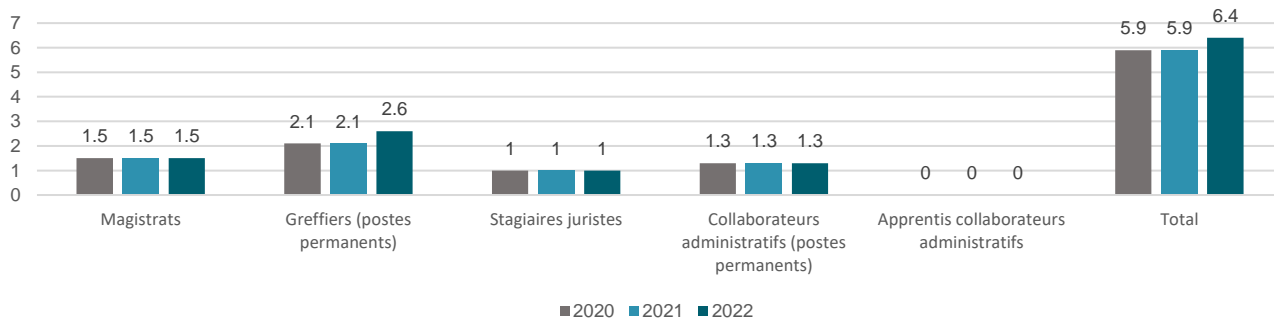
3.8.4 Justice de paix de la Singine JPSI

Organisation et composition au 31.12.2022

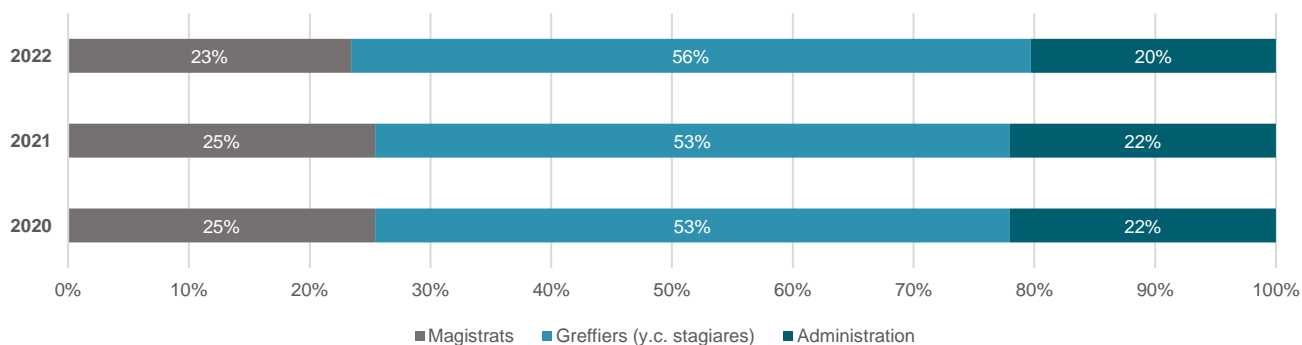
Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Juges de paix ; Claudine Lerf-Vonlanthen, Wanda Suter, Juges suppléantes
 Tamara Aebischer, Gabrielle Aerschmann, Brigitte Gauch, Therese Imstepf, Bernadette Mäder, Marie-Therese Piller,
 Sylvia Reidy, Yvo Riedo, Ruth Schärli, Michel Seewer, Assesseurs

3.8.4.1 Ressources humaines

JPSI - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPSI - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



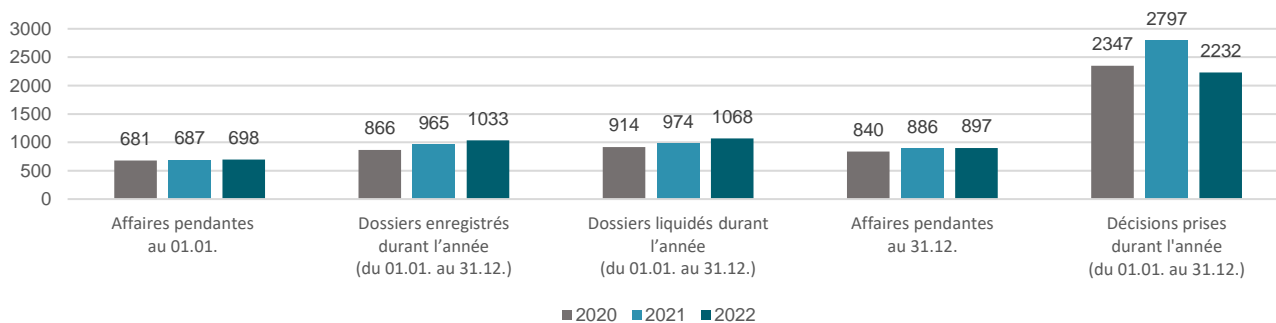
3.8.4.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail a été élevée en 2022. Certes, le nombre de dossiers est resté constant par rapport à l'année précédente, mais les cas à traiter étaient de plus en plus complexes et demandaient donc beaucoup de temps. Les annonces de mise en danger d'enfants et de malades psychiques, en particulier, exigent beaucoup de doigté et de travail. L'autorité s'interroge si le pourcentage de juges ne devrait pas être augmenté d'au moins 20%.

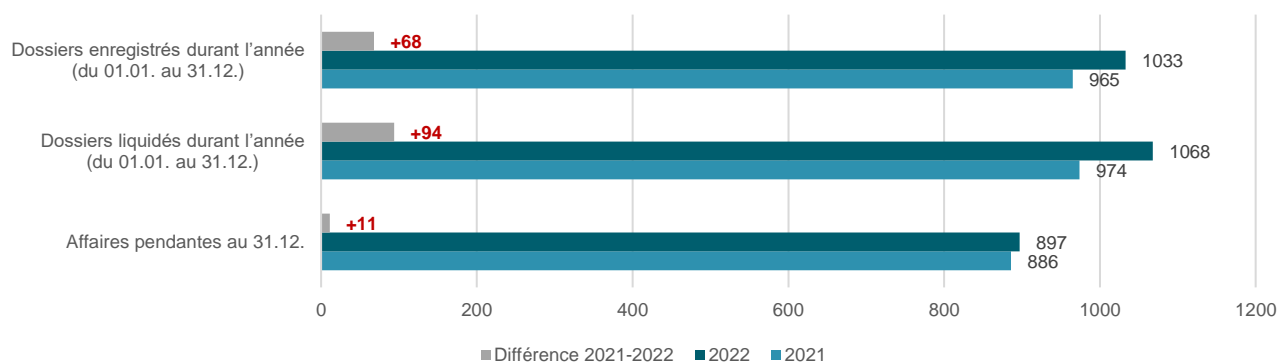
S'agissant des locaux, la justice de paix dispose de locaux supplémentaires au 2e étage (bureaux, salle d'audience, salle de repos, sanitaires). L'espace disponible est actuellement suffisant.

3.8.4.3 Charge de travail – statistiques

JPSI - évolution en général 2020-2022



JPSI - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.4.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Singine

[Lien.](#)

3.8.5 Justice de paix de la Gruyère JPGR

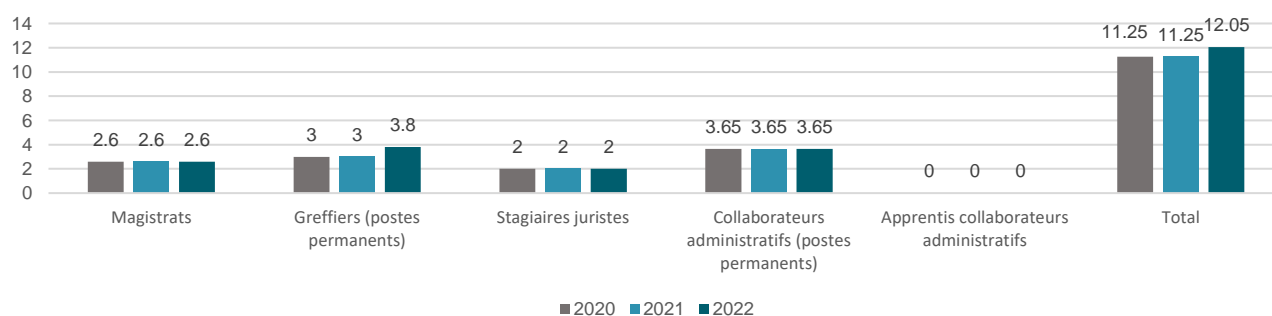
Organisation et composition au 31.12.2022

Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Juges de paix
Martina Gerber-Sturny, Claudine Lurf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes

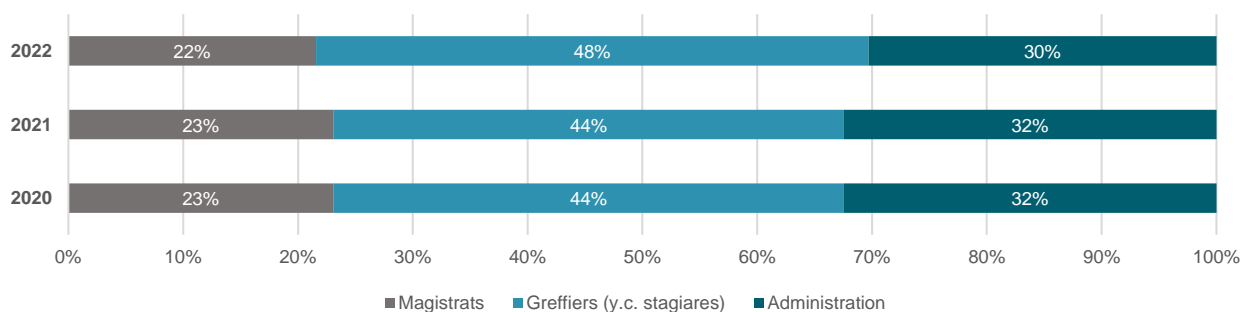
Sylvain Bertschy, Daniel Bovigny, Frédérique Brodard, François Charrière, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Robert Combriat, Sara Liliana Delamadeleine, Elisabeth Dunand, Maria-Elvira Nordmann, François Oberson, Virginie Oliveira da Silva, Fatima Rey, Dominique Schmutz, Assesseurs

3.8.5.1 Ressources humaines

JPGR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPGR - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



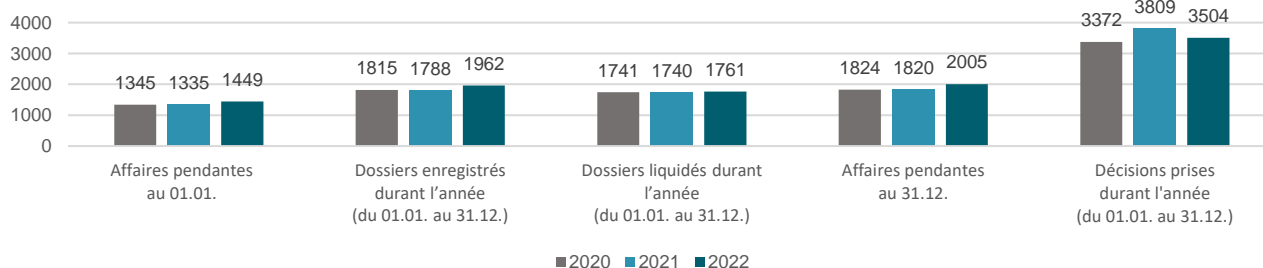
3.8.5.2 Remarques sur l'activité

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu et la charge de travail en 2022 a été élevée.

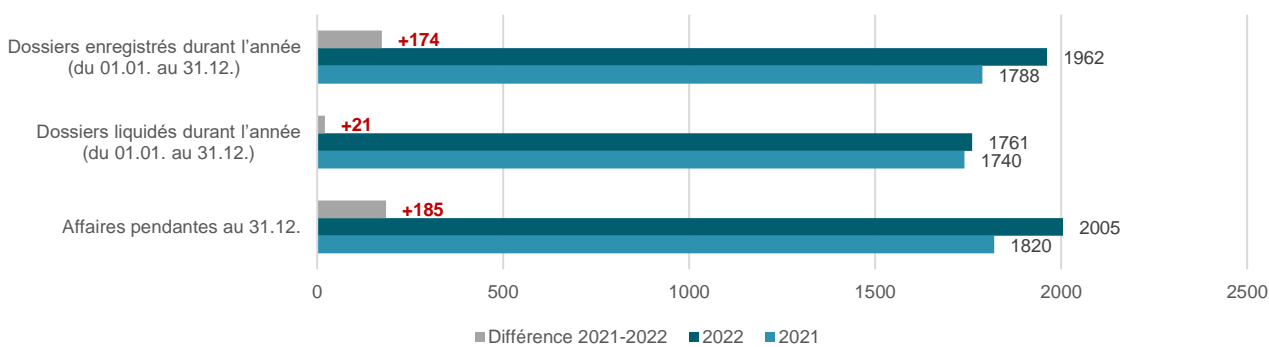
S'agissant des locaux que l'autorité occupe depuis le mois de septembre 2014, ceux-ci sont modernes, lumineux, fonctionnels et appréciés de l'ensemble des collaborateurs. Toutefois, l'autorité y est déjà à l'étroit. Les aménagements réalisés au printemps 2018, pour accueillir une nouvelle Juge, ne suffisent plus, compte tenu de la création d'un nouveau poste de greffe en 2022, du renfort engagé via l'ORP pour le secrétariat et des demandes de personnel supplémentaire qui seront formulées en 2023.

3.8.5.3 Charge de travail – statistiques

JPGR - évolution en général 2020-2022



JPGR - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.5.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Gruyère

[Lien.](#)

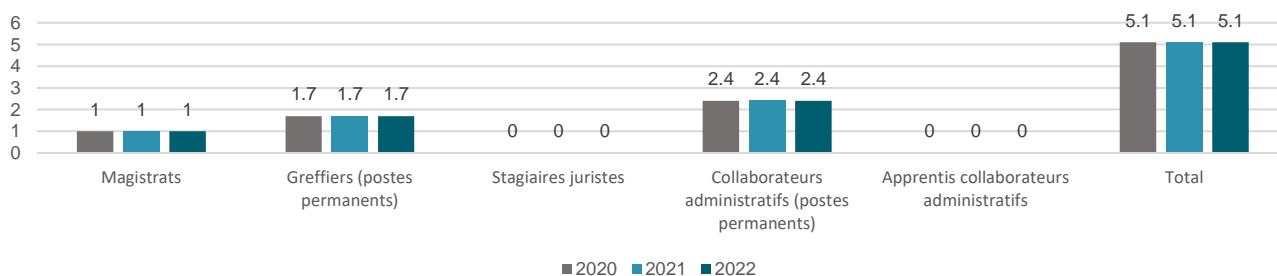
3.8.6 Justice de paix du Lac JPLA

Organisation et composition au 31.12.2022

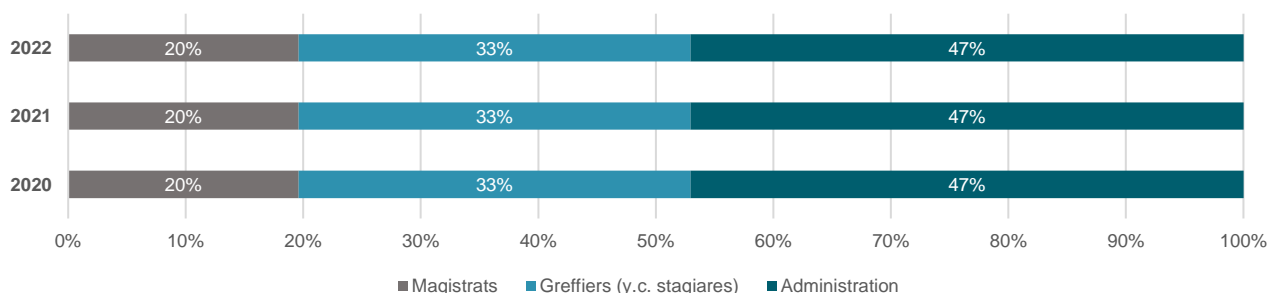
Claudine Lerf-Vonlanthen, Juge de paix ; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes
 Claudia Achermann, Nicole Aebi, Marie-Madeleine Bovigny Rossy, Els De Kock, Guido Egger, Jacqueline Haefliger, Ivan Progin, Marianne Reinhard Ryser, Olivier Simonet, Sabine Spring, Annakatharina Walser Beglinger, Assesseurs

3.8.6.1 Ressources humaines

JPLA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPLA - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.8.6.2 Remarques sur l'activité

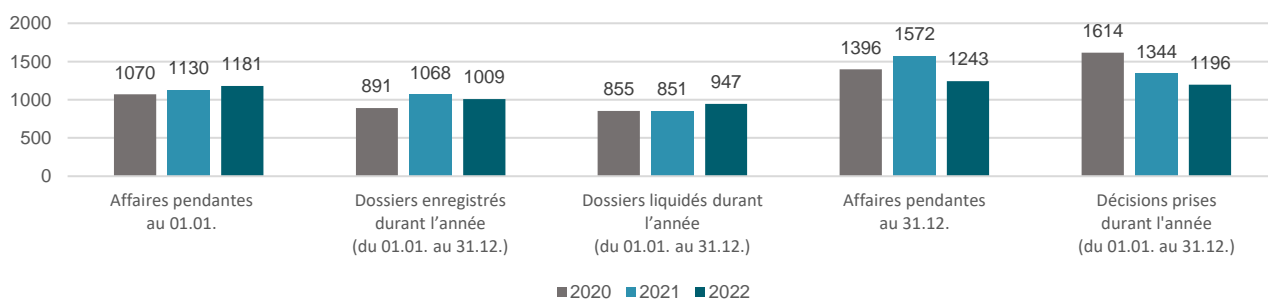
La charge de travail a augmenté en 2022. L'autorité relève de plus en plus de demandes par téléphone et par e-mail, notamment en matière de succession. Cette charge de travail ne peut être assumée que par des heures supplémentaires des collaborateurs.

S'agissant des locaux, ceux-ci sont situés dans la zone industrielle de la commune de Morat, à quinze minutes à pied de la gare de Morat et de la gare de Münschenwiler-Courgevaux. En voiture, le site est bien accessible et facile à trouver.

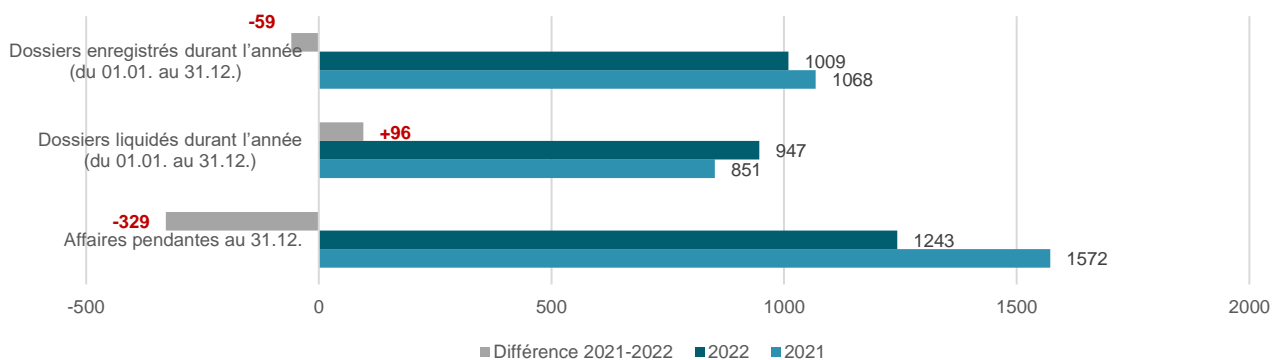
L'autorité relève que certaines personnes de langue allemande ne peuvent être placés qu'à Marsens où l'on constate un manque de médecin et de personnel parlant l'allemand.

3.8.6.3 Charge de travail – statistiques

JPLA - évolution en général 2020-2022



JPLA - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.6.4 Rapport détaillé de la Justice de paix du Lac

[Lien.](#)

3.8.7 Justice de paix de la Glâne JPGL

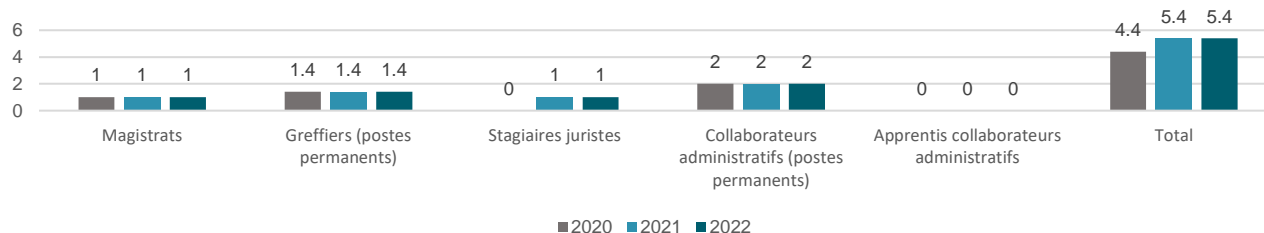
Organisation et composition au 31.12.2022

Marc Butty, Juge de paix ; Sylviane Sauter, Juge suppléante

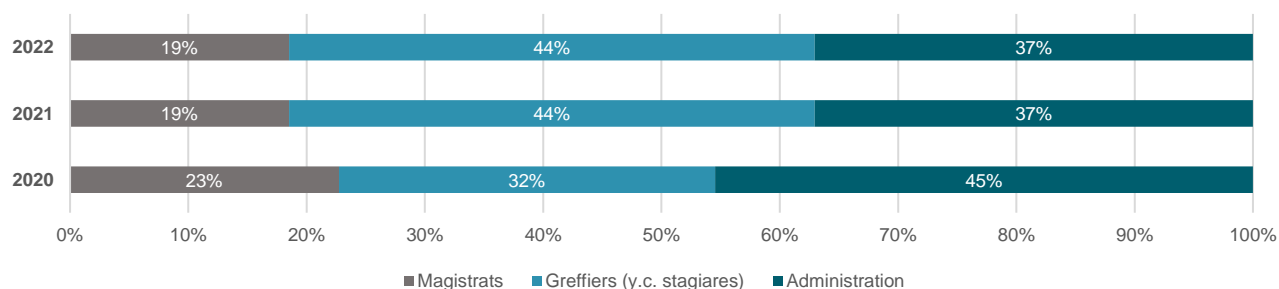
Jean-François Bard, Jean-François Bonfils, Claude-Alain Bürgi, Alexis Carrel, Claudine Codourey, Mircea-Ninel Cuzman, Evelyne Garrido, Benoît Gex, Jean-François Girard, Claudine Jaquier, Marguerite Morand-Delabays, Pascale Mottet, Mélanie Robyr Jaques, Bernard Sansonnens, Ethan Zaami, Assesseurs

3.8.7.1 Ressources humaines

JPGL - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPGL - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.8.7.2 Remarques sur l'activité

A fin 2022, le nombre d'affaires pendantes était de 897, contre 884 l'année précédente (légère augmentation), pour plus de 1050 décisions prises (légère diminution). Toutes ne débouchent toutefois pas sur l'ouverture formelle et à moyen-long terme d'un dossier, dont le nombre reste plus ou moins constant (entre 600 et 650).

Au 31 décembre 2022, la Justice de paix comptait :

482 dossiers d'adultes, pour 188 nouveaux dossiers enregistrés et 184 liquidés, ce qui démontre à la fois une certaine stabilité quant au nombre d'affaires pendantes, mais également une grande rotation/fluctuation, voulue par le législateur (des mesures subsidiaires, ponctuelles, ciblées et dans une certaine mesure formatives).

245 mandats ou curatelles d'enfants (tutelles de mineurs, curatelles éducatives, en paternité et/ou alimentaires, et de surveillance des relations personnelles), sans compter les démarches - nombreuses - liées aux naissances hors mariage, dont le nombre de décisions et les dossiers (affaires pendantes) sont en constante augmentation.

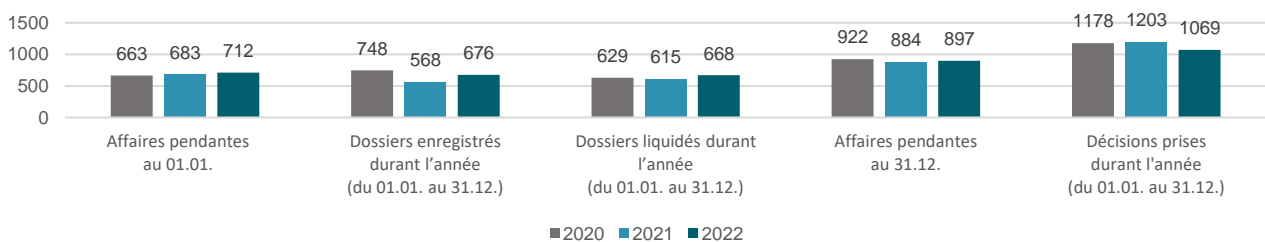
Dans le courant de l'année 2022, 44 dossiers de placements à des fins d'assistance (PAFA) ont été ouverts par la Justice de paix, pour 42 dossiers liquidés,

De la compétence du seul juge de paix, les successions demeurent un poste important, à la fois technique juridiquement et sensible, vu le poids du passé et l'enjeu financier pour certains, d'autant après une période de maladie ou souffrance et de deuil. Les décisions (148 cette année) et démarches, administratives notamment, et dans la collecte des renseignements, sont multiples et nombreuses. Ces affaires ont toutefois diminué après deux années (2020 et 2021) marquées par la Covid et de nombreux décès, pour revenir à des chiffres plus raisonnables en cette année 2022.

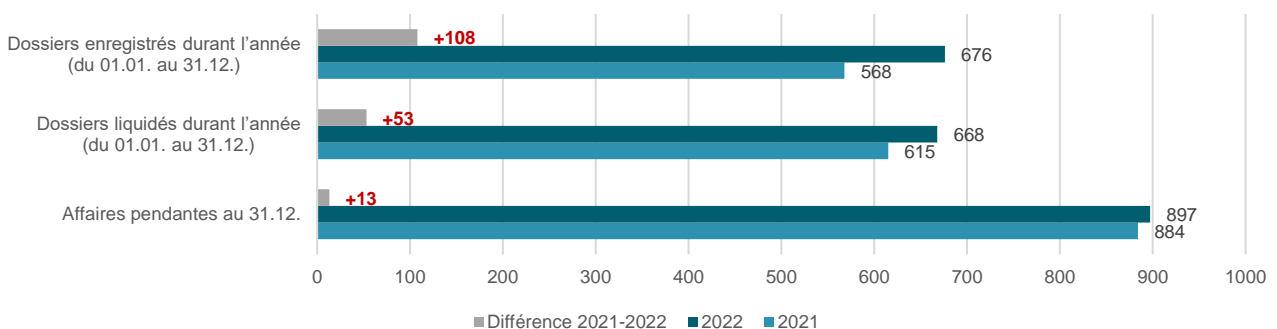
S'agissant des locaux, ceux-ci pourraient ne plus être adéquats dans les prochaines années.

3.8.7.3 Charge de travail – statistiques

JPGL - évolution en général 2020-2022



JPGL - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.7.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Glâne

[Lien.](#)

3.8.8 Justice de paix de la Broye JPBR

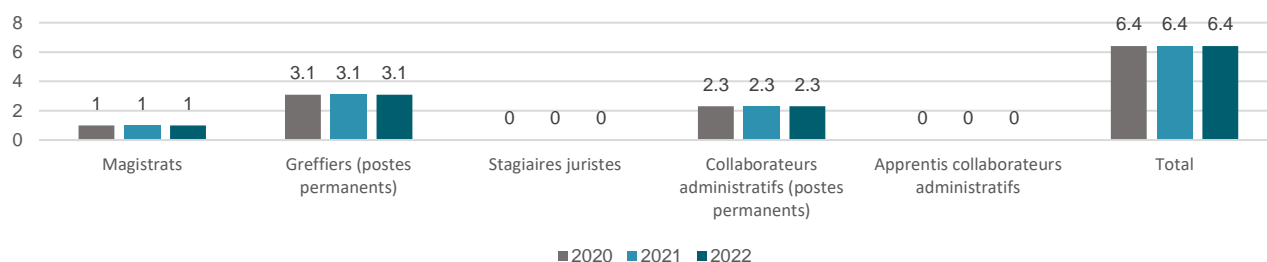
Organisation et composition au 31.12.2022

Sylviane Sauteur, Juge de paix ; Sophie Germond, Juge suppléante

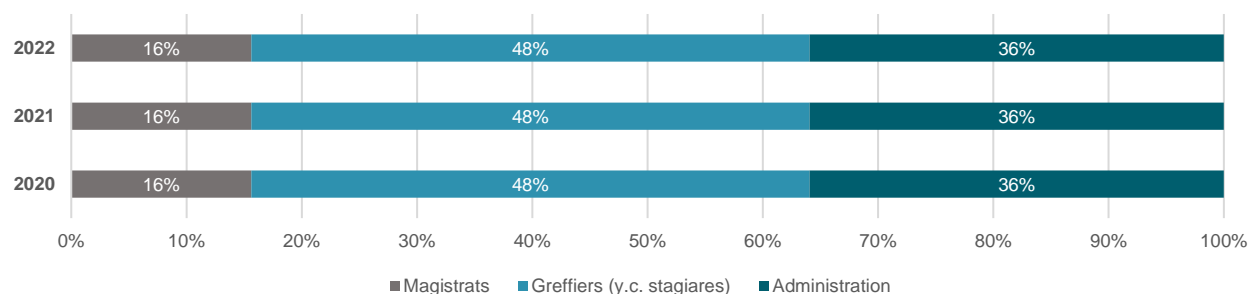
Sylvie Bise, Cristina Boffi, Marie-Claire Corminboeuf, Eric Haberkorn, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez, Thierry Schneider, Nathalie Sideris-Corminboeuf, Assesseurs

3.8.8.1 Ressources humaines

JPBR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPBR - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.8.8.2 Remarques sur l'activité

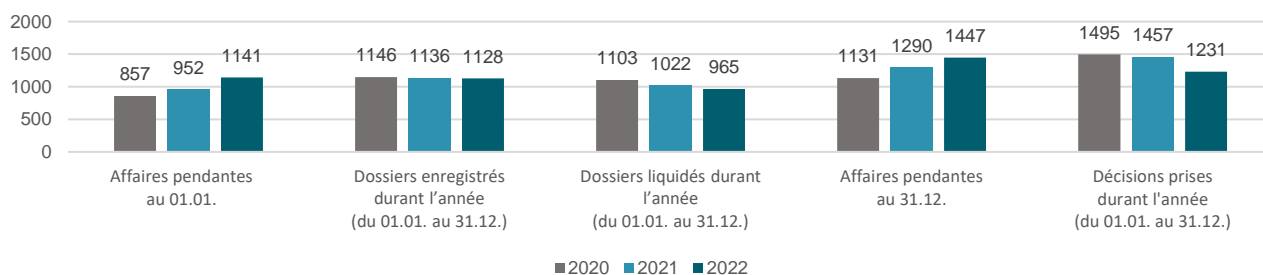
La charge de travail globale demeure en augmentation, eu égard notamment à la complexification des situations des personnes concernées, tant au niveau social que familial, ainsi qu'à l'accroissement de la population.

Concernant les mesures de protection de l'adulte ayant été transformées de par la loi au 1er janvier 2013 en curatelle de portée générale, l'adaptation de celles-ci perdure afin d'être en conformité avec l'art. 14 du titre final Code civil.

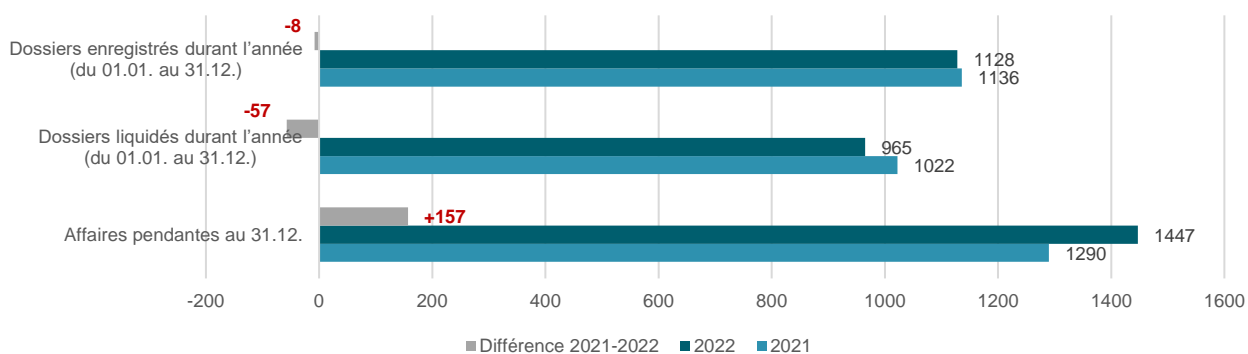
Les locaux, idéalement situés à proximité de la gare, offrent des places de parc dans les environs et bénéficient de la discrétion nécessaire quant à son accès. Comme déjà les années précédentes, l'espace à disposition est totalement utilisé tant concernant les places de travail que celui dédié aux documents.

3.8.8.3 Charge de travail – statistiques

JPBR - évolution en général 2020-2022



JPBR - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.8.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Broye

[Lien.](#)

3.8.9 Justice de paix de la Veveyse JPVE

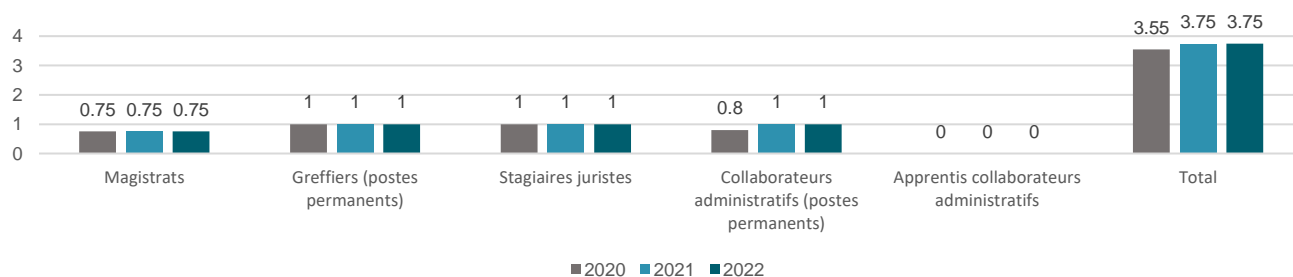
Organisation et composition au 31.12.2022

Sophie Germond, Juge de paix ; Marc Butty, Juge suppléant

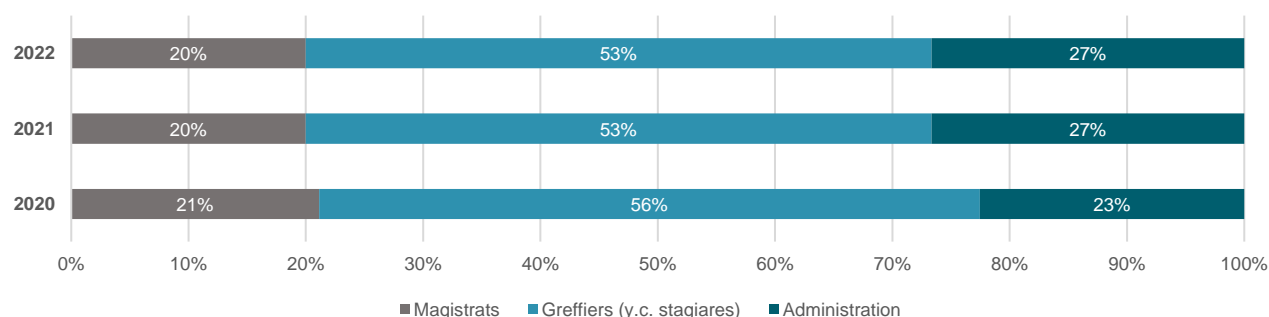
Anne-Lise Chaperon, Isabelle Fluri Ruchet, Marie-Claude Genoud, Séverine Maillard, Roland Mesot, Nicole Paillard, Yves Pollet, Jean-Daniel Vial, Maryline Werro, Assesseurs

3.8.9.1 Ressources humaines

JPVE - Ressources humaines - EPT au 31.12



JPVE - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.8.9.2 Remarques sur l'activité

En 2022, la charge de travail globale est demeuré en augmentation (+20% par rapport à 2021). Cette augmentation reste importante, tant dans les dossiers de protection de l'adulte que dans les dossiers de protection de l'enfant et de succession. En effet, en 2022, la Justice de paix de la Veveyse enregistre une nette augmentation des décès (+37%). Cet accroissement est difficilement explicable, eu égard au fait que nous ne connaissons pas toujours la cause exacte ayant provoqué le décès de la personne concernée. Cela peut être expliqué, en partie, par l'accroissement de la population en Veveyse ainsi que par la reprise des contacts interpersonnels, suite à la fin des mesures d'éloignements dues à la pandémie. En outre, les signalements à l'autorité de protection vont croissants, impliquant souvent des interventions urgentes de la part de la Justice de paix. Il est relevé que ces situations tendent à se complexifier, en particulier s'agissant des situations concernant de jeunes mineurs en opposition, placés en foyer, qui ne se respectent pas le cadre éducatif dudit foyer et sont constamment en fugue. Ces derniers sont souvent placés en séjour de recadrage dans d'autres institutions pour des raisons de sécurité et afin de mettre un frein à leurs comportements de toute-puissance. Toutefois, ces mesures atteignent rarement l'effet escompté, ce qui a pour effet que les parents, déjà démunis par la situation de leur enfant, perdent confiance en l'autorité et ne veulent plus collaborer. L'intervention de la Justice de paix devient de plus en plus limitée dans ces situations-là, eu égard également au manque d'institutions adaptées pour les jeunes, de type foyers fermés, et du manque de personnel au sein des institutions existantes. Cette

problématique doit être relayée, en amont, afin que les situations de mineurs en difficultés puissent être traitées avec plus d'efficacité et d'éviter que leur situation sociale ne se péjore davantage, une fois leur majorité atteinte.

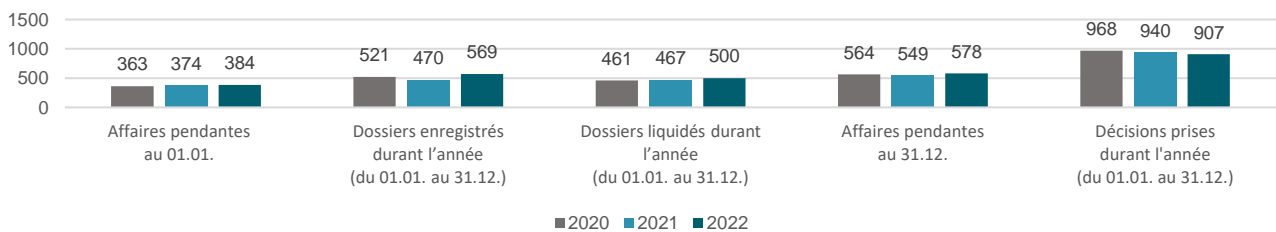
En ce qui concerne la charge de travail, une légère augmentation des dossiers concernant les successions (+ 24%) et la protection de l'enfant (+48%) peut être constatée.

Comme déjà relevé, la collaboration avec le SEJ dans le secteur des mandats s'est améliorée depuis que le SEJ se charge à nouveau des mandats de représentation. A signaler qu'il manque toujours des places dans les institutions pour les jeunes. En ce qui concerne les adultes, il y a un manque de structures intermédiaires entre les institutions et les homes pour les personnes souffrant de démence précoce.

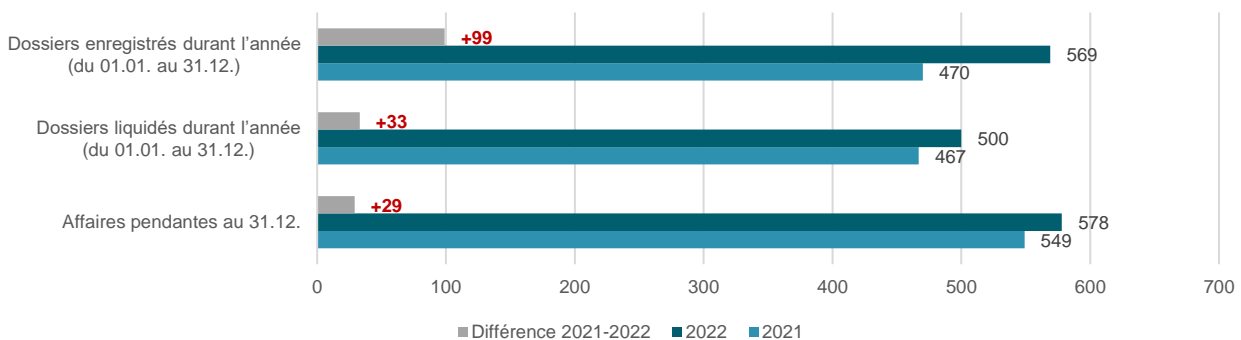
S'agissant des locaux, l'autorité en est satisfaite. En raison de travaux de réfection du chemin de ronde du Château, la question de l'accès reste toutefois problématique, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

3.8.9.3 Charge de travail – statistiques

JPVE - évolution en général 2020-2022



JPVE - évolution charge de travail 2021-2022



3.8.9.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Veveyse

[Lien.](#)

3.9 Préfectures PR

Mission et compétences

Le préfet représente le Conseil d'Etat et chacune de ses Directions dans le district. Il est élu pour cinq ans par l'assemblée électorale de district.

Il contribue au développement de son district ; en particulier il suscite et favorise la collaboration régionale et intercommunale (art. 15 loi sur les préfets). Il est également responsable du maintien de l'ordre public (art. 19). Outre ses compétences citées ci-dessus, le préfet exerce les attributions que les lois et les règlements lui confèrent (art. 14). Il est ainsi notamment compétent pour l'octroi des permis de construire (cf. loi sur l'aménagement du territoire et les constructions).

Il connaît des recours contre les décisions des autorités communales conformément à la loi sur les communes et au code de procédure et de juridiction administrative.

Enfin, en matière pénale, le préfet connaît des affaires que la législation spéciale place dans sa compétence, notamment en matière de circulation routière.

La surveillance du Conseil de la magistrature porte uniquement sur l'activité judiciaire pénale des préfets.

Organisation

Le canton de Fribourg comprend sept préfectures qui sont localisées dans les chefs-lieux de chaque district.

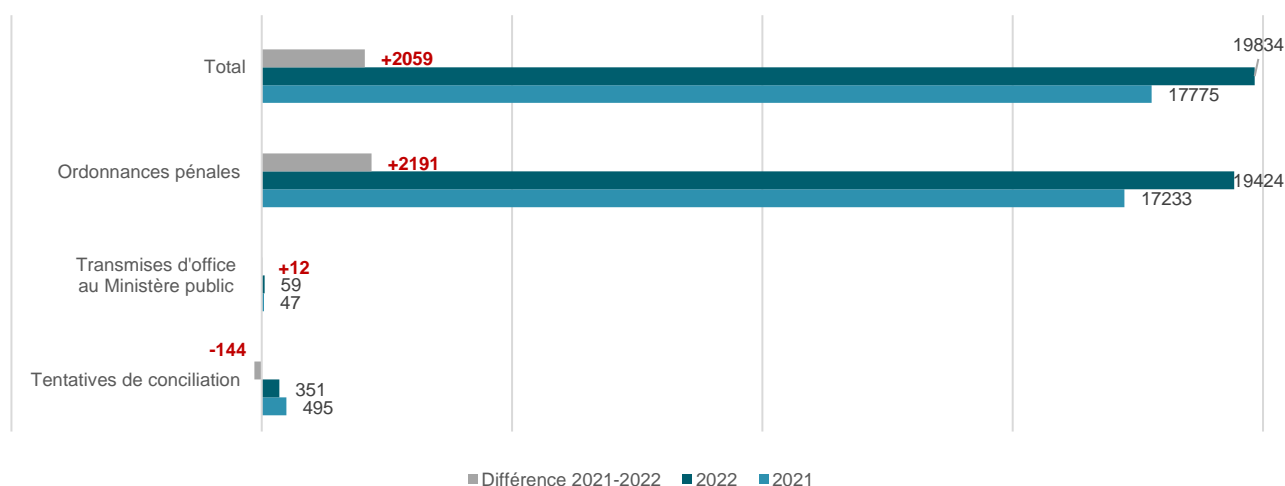
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/prefectures>.

3.9.1 Activité judiciaire pénale - Charge de travail – statistiques 2022

Plaintes et dénonciations

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Tentatives de conciliation	149	22	73	24	25	40	18	351
ayant abouti	90	3	50	11	5	17	10	186
ayant échoué, transmise au MP	58	5	23	7	16	9	6	124
en suspens	1	1	15	6	1	9	0	33
Transmises d'office au Ministère public	34	2	13	0	3	5	2	59
Ordonnances pénales	6117	2091	2931	5634	528	1389	734	19424
Définitives	6087	2061	2896	5620	525	1369	713	19271
Frappées d'opposition, transmis au juge	30	30	35	14	3	20	9	141
Total	6300	2115	3017	5658	556	1434	754	19834

PR - évolution en général 2021-2022



3.9.2 Préfecture de la Sarine PRSA

Organisation et composition au 31.12.2022

Lise-Marie Graden, Préfète ; Patrick Nicolet, Tatiana Veth, Lieutenants de Préfet

1.5.1.1. Remarques sur l'activité

Le volume des affaires pénales est important même s'il est resté stable par rapport à 2021. Le secteur pénal travaille à flux tendu.

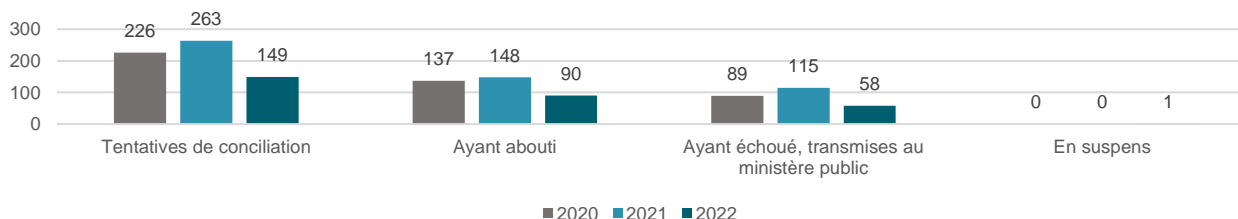
De manière générale, une augmentation des décisions rendues en matière d'accidents de la circulation routière peut être constatée ainsi qu'une diminution du nombre de dossiers transmis par le Ministère public pour conciliation. Sachant que les accidents de la circulation constituent les dossiers plus chronophages en raison de l'analyse qu'ils nécessitent, ce phénomène a permis d'assurer un suivi normal de l'ensemble des dossiers.

En 2022, aucune ordonnance pénale en matière de constructions n'a été prononcée. De manière générale, les dossiers de police des constructions sont toujours plus complexes et demandent toujours plus d'instruction, ce qui rend leur traitement plus long. La Préfecture ne dispose pas des ressources nécessaires (en temps et en personnel) pour assurer un traitement optimal de ces dossiers et des éventuelles sanctions pénales qui devraient en découler.

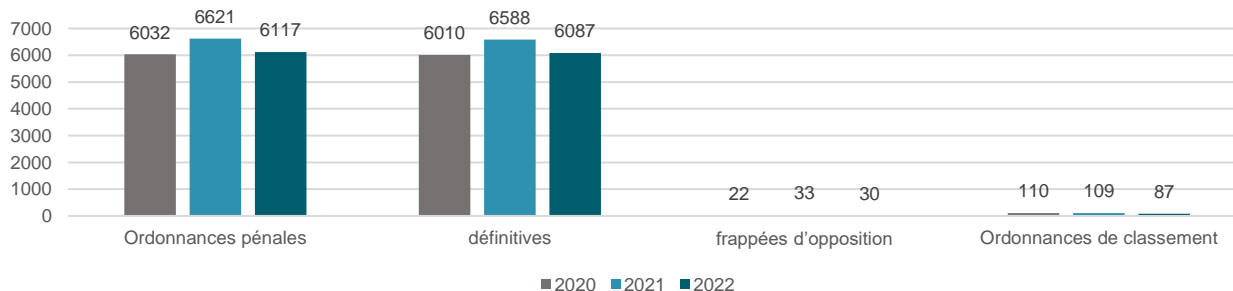
Dans le cadre des dossiers de police des constructions, la priorité est donnée à la mise en conformité des constructions. La plupart du temps, la procédure pénale n'est ouverte qu'au terme de la procédure administrative, afin d'assurer une meilleure collaboration du propriétaire durant celle-ci.

3.9.2.1 Charge de travail – statistiques

PRSA - plaintes 2020-2022



PRSA - dénonciations 2020-2022



3.9.2.2 Rapport détaillé de la Préfecture de la Sarine

[Lien](#).

3.9.3 Préfecture de la Singine PRSI

Organisation et composition au 31.12.2022

Manfred Raemy, Préfet ; Simon Bucheli, Lieutenant de Préfet

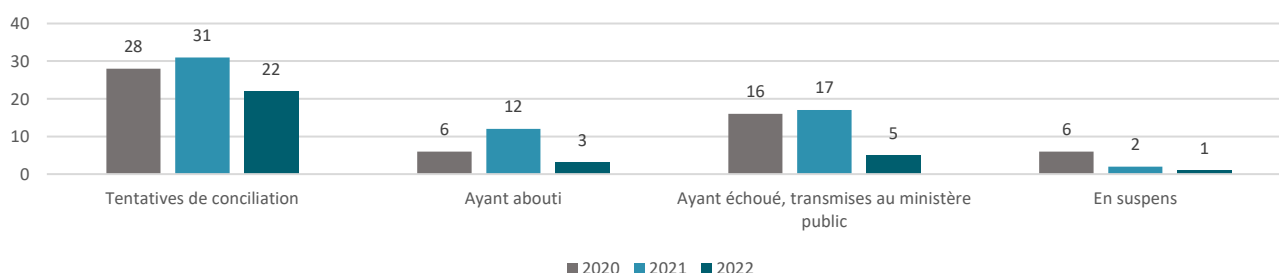
3.9.3.1 Remarques sur l'activité

Les ordonnances pénales ont augmenté de 681 par rapport à l'année précédente. Au total, 2377 ordonnances pénales ont été rendues. Parmi elles, 30 ont été contestées par voie d'opposition. Il convient de préciser que 18 d'entre elles ont été réglées au niveau de la préfecture (par une deuxième décision) et que 9 ont été transmises au juge de police. 3 oppositions sont encore en suspens au 31 décembre.

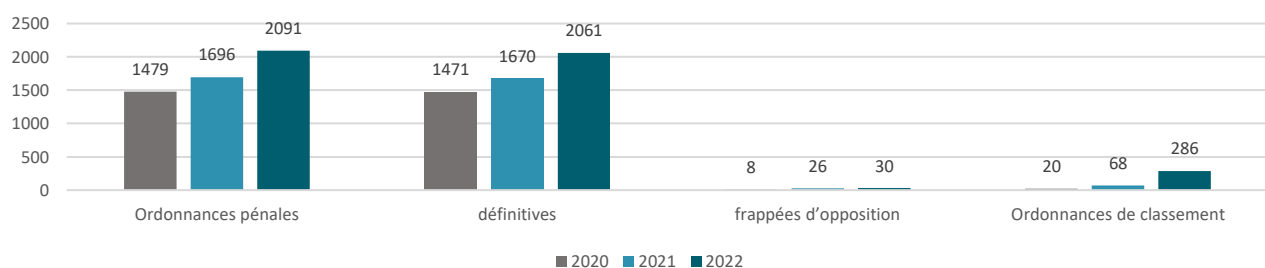
La notification et l'encaissement des ordonnances pénales pour les conducteurs et conductrices domiciliés à l'étranger deviennent chaque année plus difficiles et prennent plus de temps. La plupart des excès de vitesse sont mesurés au radar fixe de l'autoroute A12 (commune de Bösinge) et concernent souvent des conducteurs domiciliés à l'étranger, qui circulent principalement avec des voitures de location. Les adresses imprécises, les données manquantes (p. ex. date de naissance), les déménagements compliquent le travail et nécessitent, le cas échéant, de plus en plus souvent un signalement dans Ripol.

3.9.3.2 Charge de travail – statistiques

PRSI - plaintes 2020-2022



PRSI - dénonciations 2020-2022



3.9.3.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Singine

[Lien.](#)

3.9.4 Préfecture de la Gruyère PRGR

Organisation et composition au 31.12.2022

Vincent Bosson, Préfet ; Fabien Schafer, Lieutenant de Préfet

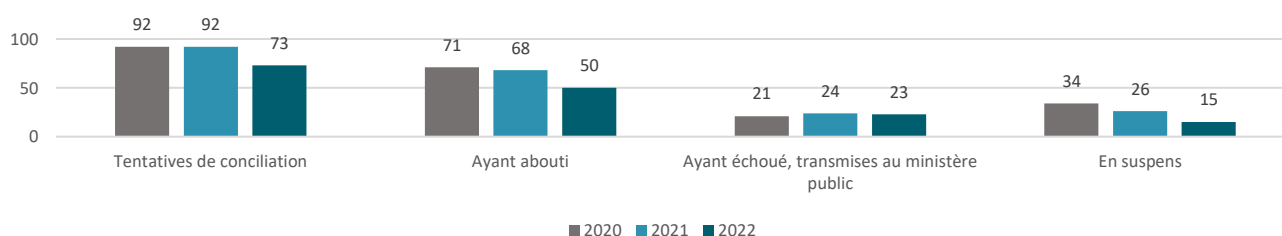
3.9.4.1 Remarques sur l'activité

La gestion opérationnelle par M. le Préfet fut particulièrement intense durant les quatre premiers mois de l'année en raison de son entrée en fonction. En effet, il a fallu prendre en mains les dossiers stratégiques et politiques tout en continuant à administrer la Préfecture sans l'aide d'un Lieutenant de Préfet, qui n'est entré en fonction que le 25 avril 2022.

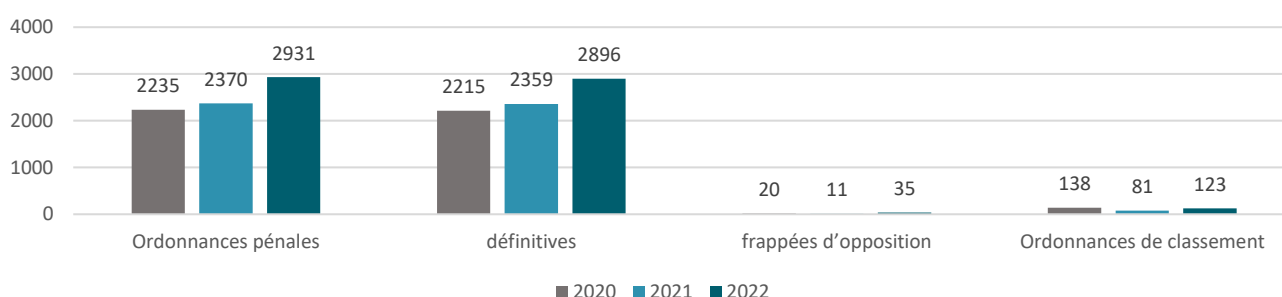
Le nombre total des plaintes enregistrées a légèrement diminué. Le nombre total des dénonciations pénales enregistrées par la Préfecture de la Gruyère a augmenté par rapport à 2021. La majorité des dénonciations concernent des infractions liées à la loi sur la circulation routière, qui ont augmenté par rapport à l'année précédente (2022/1188 - 2021/1072) et des violations de mise à ban (2022/1510 - 2021/1050). L'augmentation des dénonciations de violations de mise à ban est certainement en partie due aux nouvelles constructions importantes survenues en Gruyère. Ces dénonciations entraînent un travail administratif important et soulèvent de nombreuses contestations.

3.9.4.2 Charge de travail – statistiques

PRGR - plaintes 2020-2022



PRGR - dénonciations 2020-2022



3.9.4.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Gruyère

[Lien.](#)

3.9.5 Préfecture du Lac PRLA

Organisation et composition au 31.12.2022

Christoph Wieland, Préfet ; Sarah Göksu Hage, Nicola Constant Ostini Della Vedova, Lieutenants de Préfet

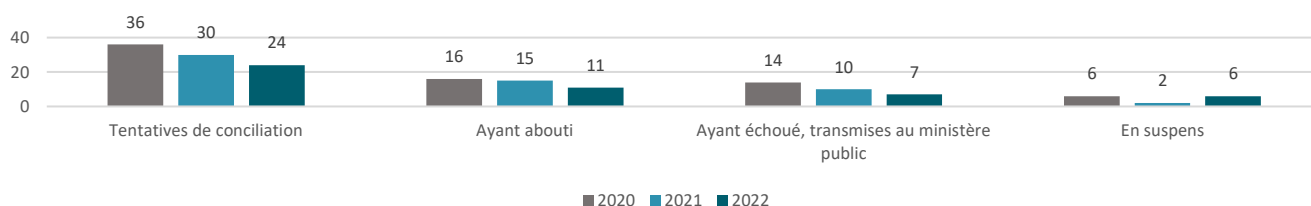
3.9.5.1 Remarques sur l'activité

En 2022, un total de 24 plaintes pénales a été enregistré (année précédente : 30). Par rapport à l'année précédente, le nombre d'ordonnances pénales en 2022 a augmenté, passant de 4309 à 5634 ordonnances pénales (= + 32,00%). Le nombre d'infractions à la loi sur la circulation routière a donc augmenté.

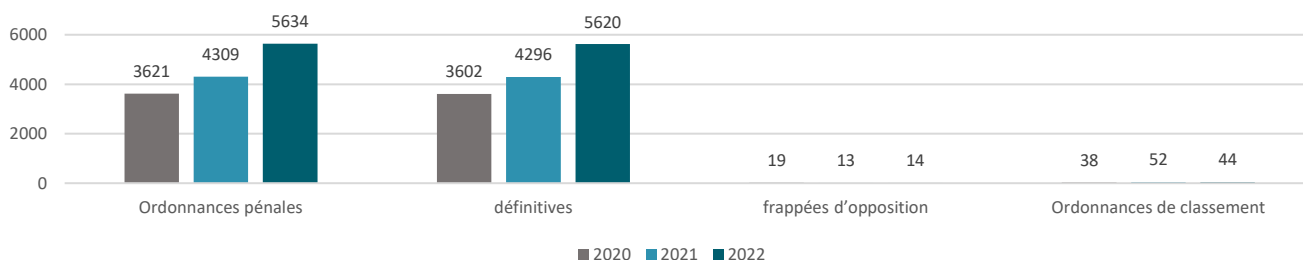
L'augmentation marquée des ordonnances pénales (+32%) est difficile à traiter avec les ressources humaines disponibles. Une augmentation du pourcentage d'emplois doit avoir lieu s'il n'y a pas de baisse notable des ordonnances de pénalité en 2023.

3.9.5.2 Charge de travail – statistiques

PRLA - plaintes 2020-2022



PRLA - dénonciations 2020-2022



3.9.5.3 Rapport détaillé de la Préfecture du Lac

[Lien.](#)

3.9.6 Préfecture de la Glâne PRGL

Organisation et composition au 31.12.2022

Willy Schorderet, Préfet ; Valentin Bard, Lieutenant de Préfet

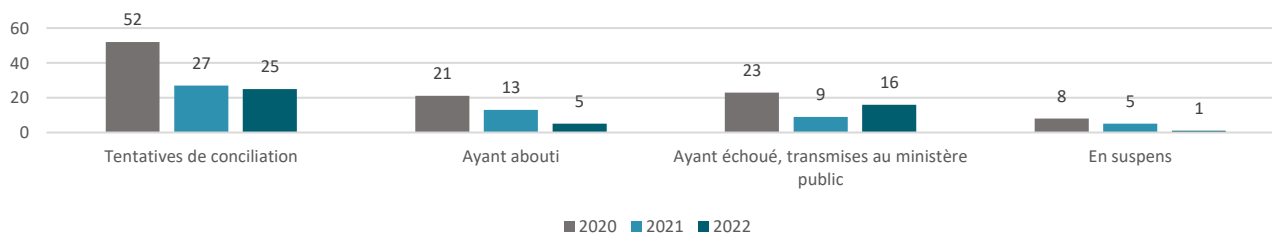
3.9.6.1 Remarques sur l'activité

L'année 2022 a connu une nouvelle augmentation globale du volume des affaires pénales de 10.8%, celles-ci passant de 499 à 553. La réduction des dénonciations pour excès de vitesse (- 40) a été largement compensée par l'augmentation des dénonciations pour diverses infractions à la LCR (+ 34) et par les dénonciations pour violation d'une mise à ban (+ 45).

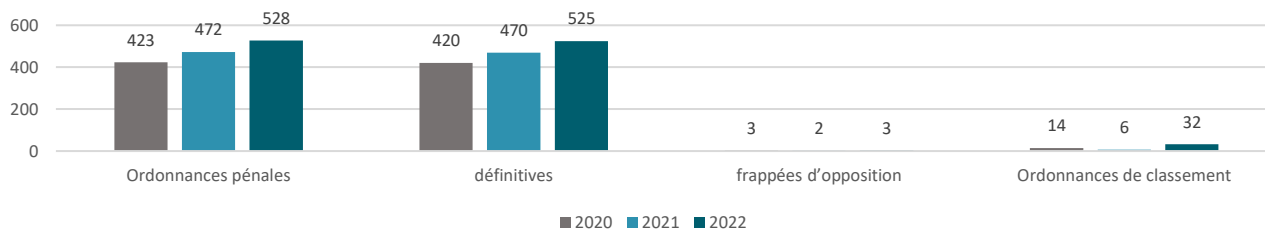
Le nombre de dossiers de plainte transmis par le Ministère public est resté stable (- 2).

3.9.6.2 Charge de travail – statistiques

PRGL - plaintes 2020-2022



PRGL - dénonciations 2020-2022



3.9.6.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Glâne

[Lien.](#)

3.9.7 Préfecture de la Broye PRBR

Organisation et composition au 31.12.2022

Nicolas Kilchoer, Préfet ; Joël Bourqui, Lieutenant de Préfet

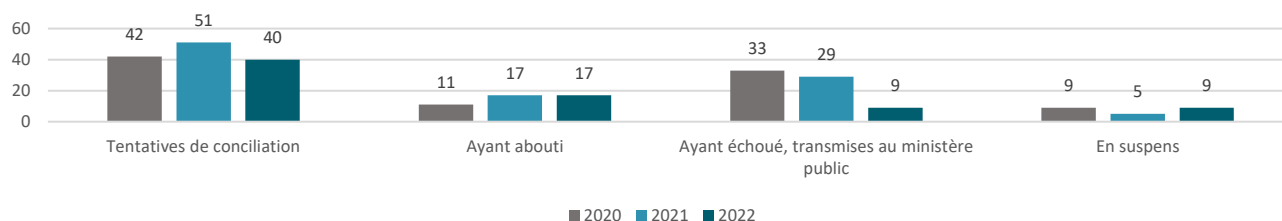
3.9.7.1 Remarques sur l'activité

La Préfecture de la Broye enregistre une augmentation de son activité juridictionnelle en matière pénale, 1389 dossiers contre 1142 en 2021.

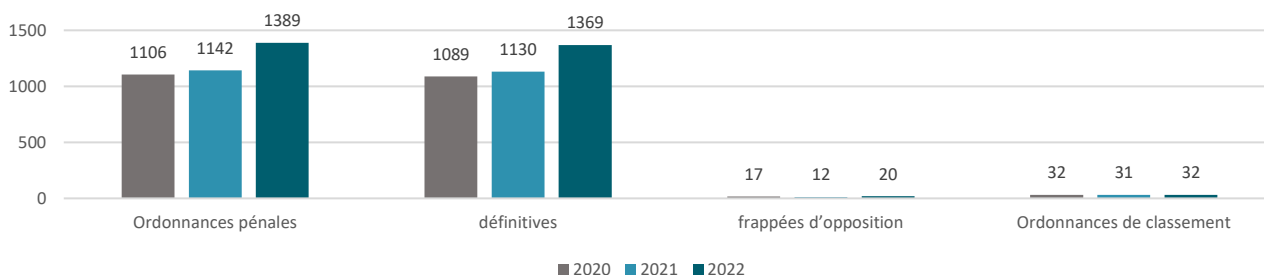
Le nombre de plaintes transmises au préfet par le Ministère public pour conciliation est inférieur à l'année dernière. Le nombre de dénonciations est en augmentation. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (1,4%). Les ordonnances pénales ont augmenté depuis 2019, passant de 606 à 806 dossiers (+33%), et qui s'explique d'une part par le lien étroit avec le droit des constructions (mise à ban des places de parc), et, d'autre part, par le formalisme de la procédure.

3.9.7.2 Charge de travail – statistiques

PRBR - plaintes 2020-2022



PRBR - dénonciations 2020-2022



3.9.7.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Broye

[Lien.](#)

3.9.8 Préfecture de la Veveyse PRVE

Organisation et composition au 31.12.2022

François Genoud, Préfet ; Laura Corpataux, Lieutenante de Préfet

3.9.8.1 Remarques sur l'activité

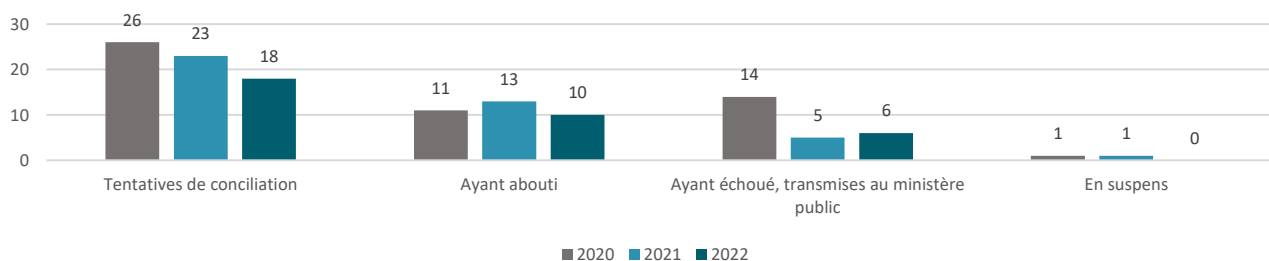
De manière générale, les statistiques montrent une diminution des plaintes de 20% environ et une augmentation des dénonciations (+99).

Les infractions les plus courantes ont été les suivantes : violences domestiques, voies de fait, lésions corporelles simples, injures, menaces, diffamation, abus de confiance, escroquerie, calomnie, utilisation abusive d'un appareil de communication, vol et discrimination raciale.

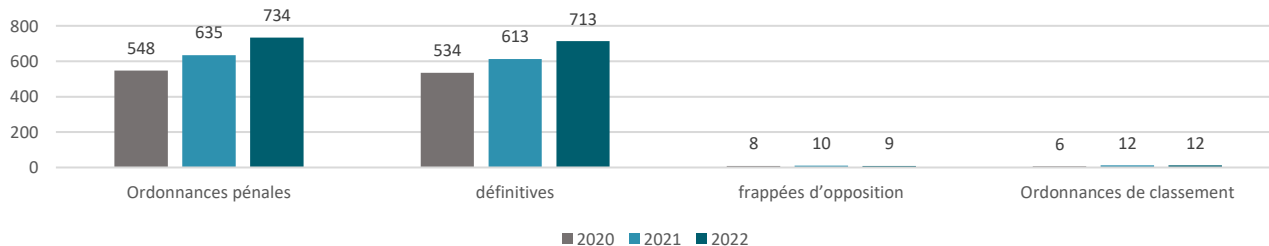
Dans le domaine des dénonciations, la Préfecture a constaté une augmentation de quelque 15%. Celles relatives à la loi sur la circulation routière (LCR) ou aux autres bases légales s'en rapprochant représentent clairement la majorité des dénonciations reçues : 579/734. Viennent ensuite les dénonciations pour violation de mise à ban (125), puis les travaux entrepris sans autorisation ou en violation des conditions du permis de construire (19), le contrôle des habitants (2) et l'abandon de déchets (2).

3.9.8.2 Charge de travail – statistiques

PRVE - plaintes 2020-2022



PRVE - dénonciations 2020-2022



3.9.8.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Veveyse

[Lien.](#)

3.10 Commissions de conciliation en matière de bail CCB

Mission et compétences

Les commissions de conciliation en matière de bail à loyer CCB permettent notamment de lutter contre les abus, de résoudre les litiges entre propriétaires et locataires et d'assurer une certaine protection des locataires. Elles sont également chargées de fournir des renseignements conformément au nouveau code de procédure civile suisse (art. 201 CPC ; RS 272).

La procédure de tentative de conciliation doit respecter les règles des art. 202 et suivants du code de procédure civile suisse.

Organisation

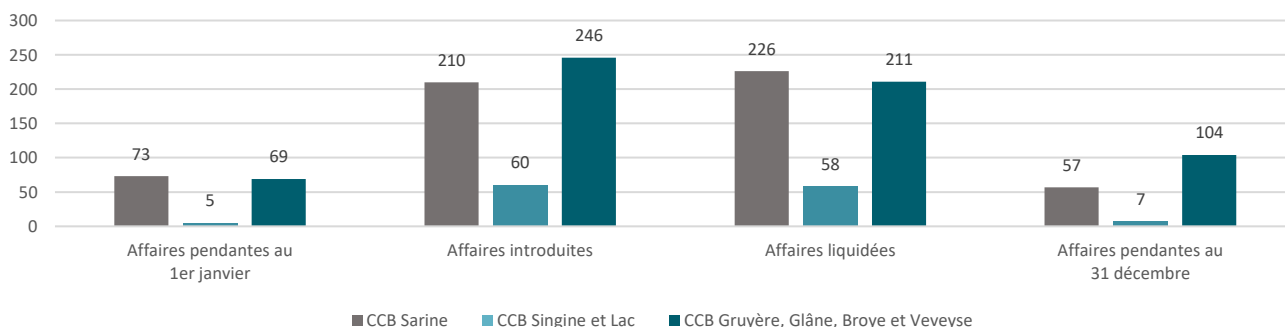
Pour les litiges relatifs aux baux à loyer ou à ferme d'habitations ou de locaux commerciaux, il existe trois autorités de conciliation : une pour le district de la Sarine, une pour les districts de la Singine et du Lac et une pour les districts du Sud (Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse).

L'autorité de conciliation siège à trois membres, à savoir le président et deux assesseurs, dont l'un représente les propriétaires et l'autre, les locataires.

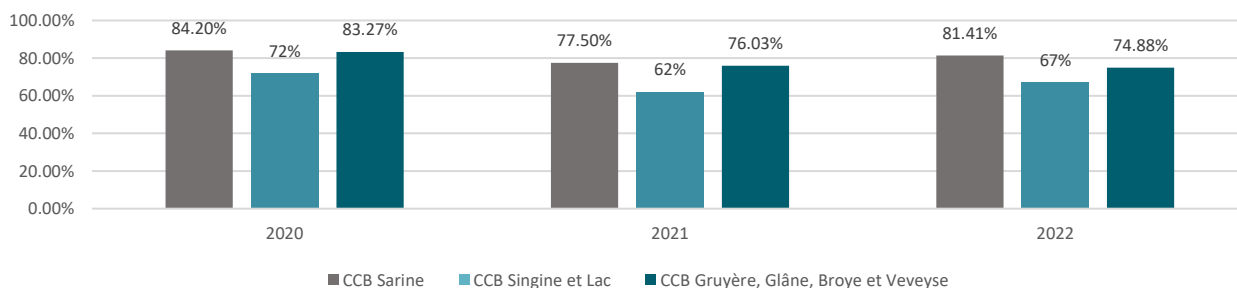
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-autorite-de-conciliation-en-matiere-de-bail-et-tribunal-des-baux>.

3.10.1 Charge de travail – statistiques

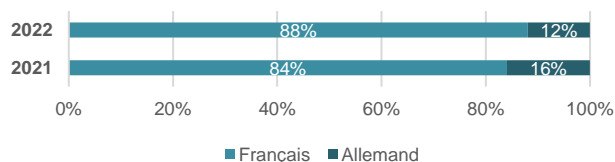
CCB - charge de travail 2022



CCB - évolution taux moyen de conciliation 2020-2022



CCB - Langue des affaires liquidées 2021-2022



3.10.2 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine CCBSA

Organisation et composition au 31.12.2022

Jacqueline Passaplan, Présidente ; Sophie Sarah Dumartheray, Suppléante de la Présidente

Valentin Aebischer, Jean-Marc Boechat, Ricardo Ramos, Amalia Echegoyen, Christine Maillard, Assesseurs (locataires), François Chenaux, Samuel Hirt, Sébastien Thorimbert, Françoise Marchon, Olivier Ragonesi, Assesseurs (propriétaires)

3.10.2.1 Remarques sur l'activité

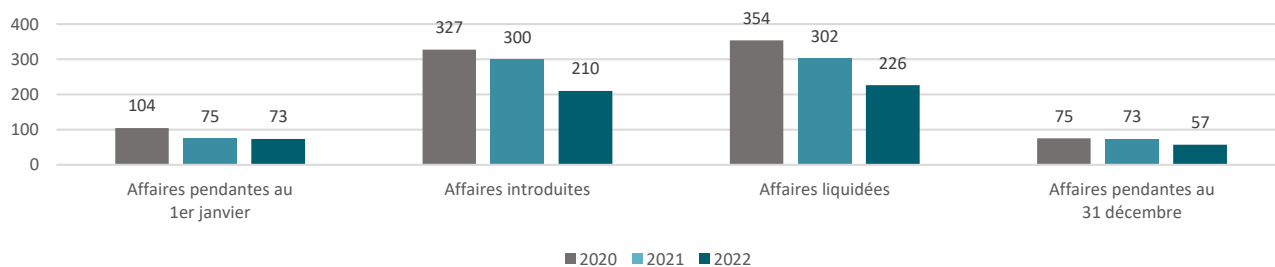
Le nombre de requêtes introduites durant l'année est relativement semblable à l'année 2021.

42 requêtes n'ont pas abouti à un accord au stade de la Commission. Cependant, tous les bénéficiaires d'autorisation de procéder ne poursuivent pas la procédure au Tribunal des baux.

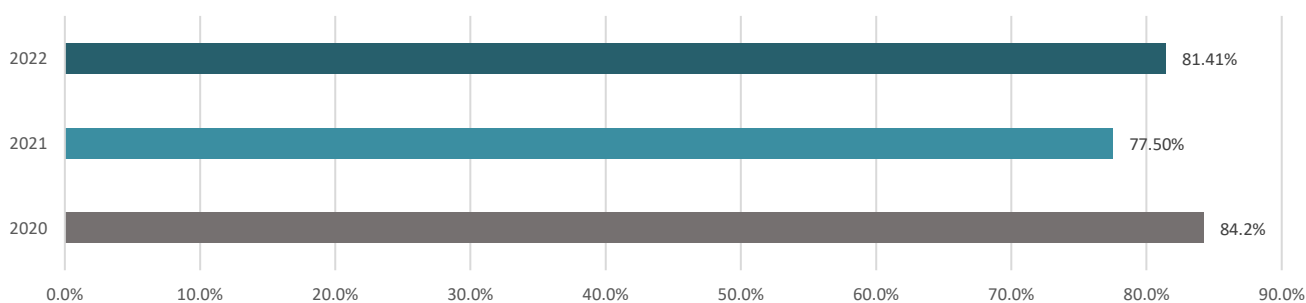
3.10.2.2 Charge de travail – statistiques

3.10.2.2.1 Statistique générale

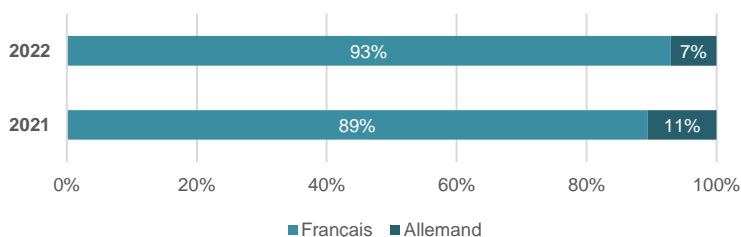
CCBSA - charge de travail 2020-2022



CCBSA - taux moyen de conciliation 2020-2022



CCBSA - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.10.2.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine
[Lien.](#)

3.10.3 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac CCBSL

Organisation et composition au 31.12.2022

Marius Schneuwly, Président ; Sarah Reitze, Suppléante du Président

Susanne Heiniger, Beatrix Franziska Vogl Ott, Gabriella Weber Morf, Assesseurs (locataires), Hanspeter Bellorini, Marianne Isler-Raemy, Edgar Jenny, Assesseurs (propriétaires)

3.10.3.1 Remarques sur l'activité

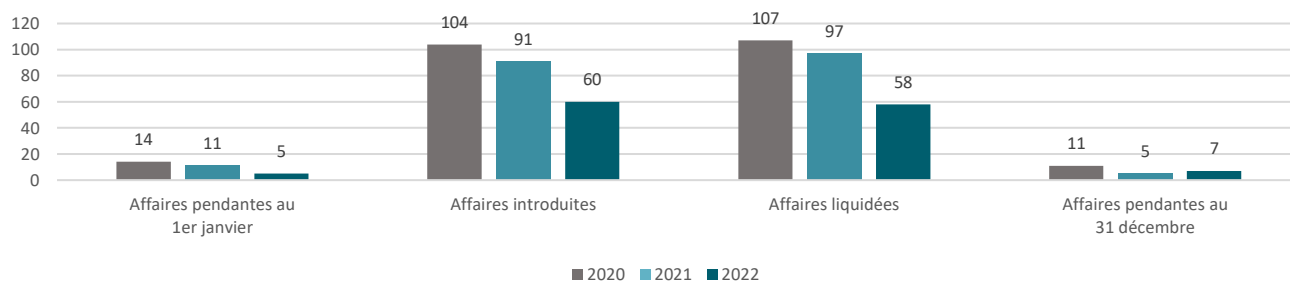
Par rapport aux années précédentes (2020 : 104 / 2021 : 97), le nombre de demandes a fortement diminué en 2022 (60 seulement). Il n'y a pas d'explication à cette baisse, mais la commission part du principe que davantage de demandes seront à nouveau déposées en 2023 (adaptation imminente du taux d'intérêt de référence, forte augmentation des frais annexes, renchérissement, etc.).

Sur les 58 demandes traitées, 39 ont pu être conciliées. Le taux de réussite des conciliations de 67% en 2022 est légèrement supérieur à celui de 2021 et représente une décharge considérable pour les autorités judiciaires.

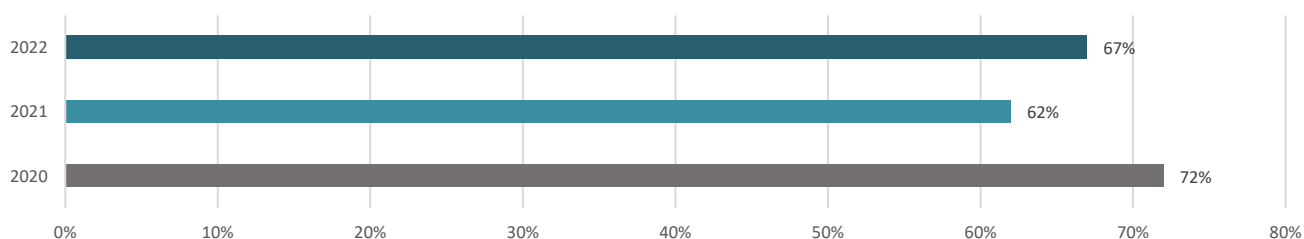
3.10.3.2 Charge de travail – statistiques

3.10.3.2.1 Statistique générale

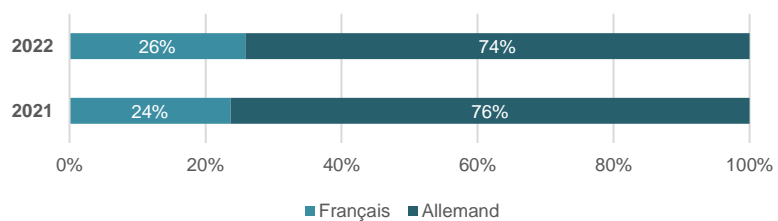
CCBSL - charge de travail 2020-2022



CCBSL - taux moyen de conciliation 2020-2022



CCBSL - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.10.3.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac [Lien](#).

3.10.4 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse CCBSUD

Organisation et composition au 31.12.2022

Jean-Christophe Oberson, Président ; Hourri Rousseau, Suppléante du Président

Cristina Beaud, Simon Chatagny, Délia Charrière-Gonzalez, Laure Gallay-Christ, Elodie Surchat, Assesseures (locataires), Alain Charrière, Josiane-Marie Galley, Xavier Guanter, Andéol Jordan, Daniel Massardi, Assesseurs (propriétaires)

3.10.4.1 Remarques sur l'activité

Le nombre de requêtes introduites est stable entre l'année 2021 et 2022.

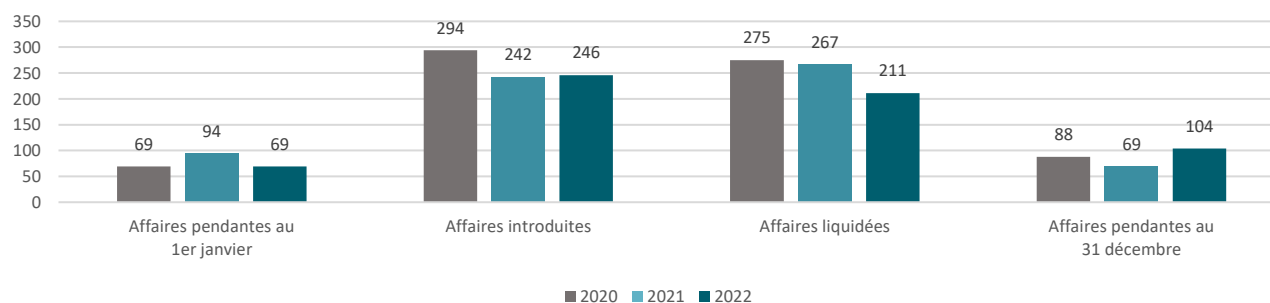
Le taux de conciliation reste stable. 53 requêtes n'ont pas abouti à un accord en conciliation et le sort des autorisations de procéder délivrées n'est pas connu, si les demandes sont déposées auprès des Tribunaux des baux concernés.

9 propositions de jugement ont été rendues, 8 ont été acceptées et 1 opposition a été faite suite à laquelle une autorisation de procéder a été délivrée.

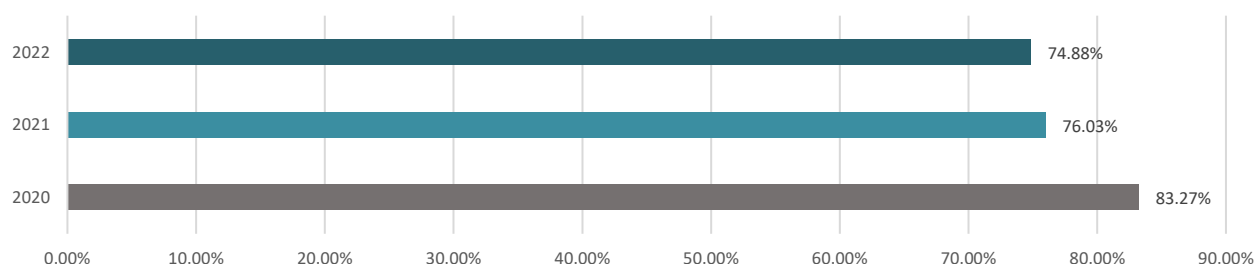
3.10.4.2 Charge de travail – statistiques

3.10.4.2.1 Statistique générale

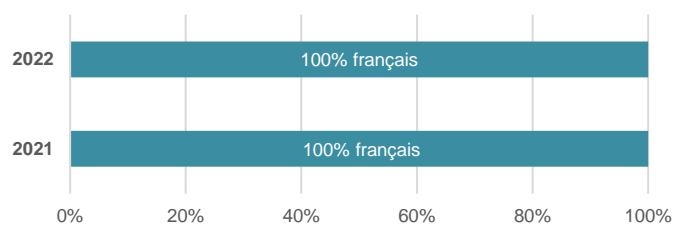
CCBSUD - charge de travail 2020-2022



CCBSUD - taux moyen de conciliation 2020-2022



CCBSUD - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.10.4.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse

[Lien.](#)

3.11 Commission de recours de l'Université CRU

Mission et compétences

La Commission de recours de l'Université CRU est une autorité spéciale de la juridiction administrative, ayant le statut d'autorité judiciaire, instituée par la loi sur l'Université. Elle est indépendante dans l'exercice de ses compétences. L'organisation et la procédure sont réglées dans la loi sur l'Université, dans le code de procédure et de juridiction administrative ainsi que dans le règlement de la Commission. La Commission statue en principe sans débats et dans la majorité des cas par voie de circulation. Pour siéger, elle est composée du président/de la présidente ou du vice-président/de la vice-présidente et de quatre assesseurs désignés par lui/elle.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-de-luniversite>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Daniela Kiener, Présidente ; Géraldine Pontelli-Barras, Vice-présidente

Ambroise Bulambo, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Isabelle Théron, Petra Vondrasek, Frédérique Joëlle Weil Fivian, Assesseurs ; Marina Achermann-Eggelhöfer, Sascha Bischof, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Andreas Stöckli, Laure Zbinden, Assesseurs suppléants

Stéphanie Colella, Frédérique Riesen, Secrétaires juriste

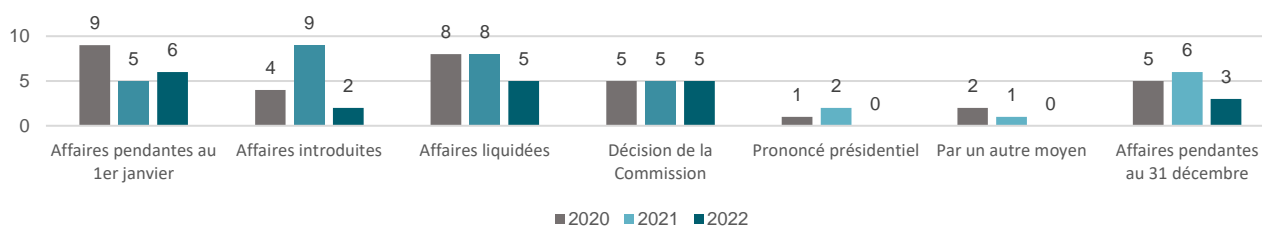
3.11.1 Remarques sur l'activité

La Commission est à jour. Il reste trois affaires pendantes au 31 décembre 2022.

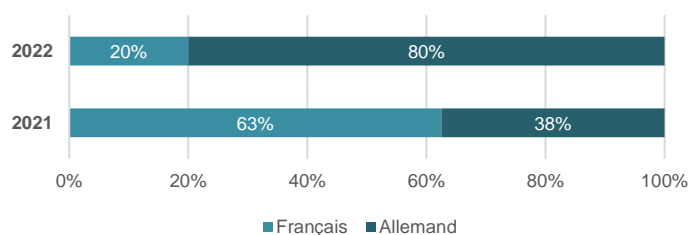
3.11.2 Charge de travail – statistiques

3.11.2.1 Statistique générale

CRU - charge de travail 2020-2022



CRU - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.11.3 Rapport détaillé de la Commission de recours de l'Université

[Lien.](#)

3.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail CCEGAL

Mission et compétences

La loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) prévoit que chaque canton désigne un office de conciliation, chargé de conseiller gratuitement les parties et de les aider à trouver un accord. Cette commission, indépendante des tribunaux, se penche sur les cas de discrimination fondée sur le sexe dans les rapports de travail dont fait partie le harcèlement sexuel. Elle peut aussi être sollicitée si un cas présente des soupçons de discrimination.

Sous la direction d'un/e président/e, cette commission siège à quatre assesseurs/es, soit deux hommes et deux femmes. Parmi ces assesseurs/es, deux représentent les employeur-e-s, un/e les travailleurs et travailleuses et un/e les organisations féminines. C'est à cette commission qu'il faut adresser une demande de conciliation et c'est elle qui délivrera, le cas échéant, l'acte de non-conciliation à la suite duquel le tribunal doit être saisi dans les trois mois.

Pour les litiges relevant de rapports de travail de droit privé, la conciliation est facultative pour la partie demanderesse mais obligatoire pour la partie défenderesse. Pour les rapports de droit public, la personne qui invoque une discrimination fondée sur le sexe peut demander un avis à la commission, lorsqu'elle fait recours contre une décision de première instance.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-conciliation-en-matiere-degalite-entre-les-sexes-dans-les-rapports-de-travail>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Suat Ayan Janse van Vuuren, Présidente ; Anastasia Zacharatos, Présidente suppléante

Viviane Collaud, Reto Julmy, assesseur-e-s (employeur-se-s) ; Daniel Bürdel, Jean-Daniel Wicht, assesseurs suppléants (employeur-se-s) ; Raphaël Brandt, René Nicolet, assesseurs (travailleur-se-s) ; Luftey Kaya, assesseure suppléante (travailleur-se-s) ; Nicole Schmutz Larequi, assesseure (organisations féminines) ; Isabelle Brunner Wicht, assesseure suppléante (organisations féminines)

Anouchka Chardonens, secrétaire juriste

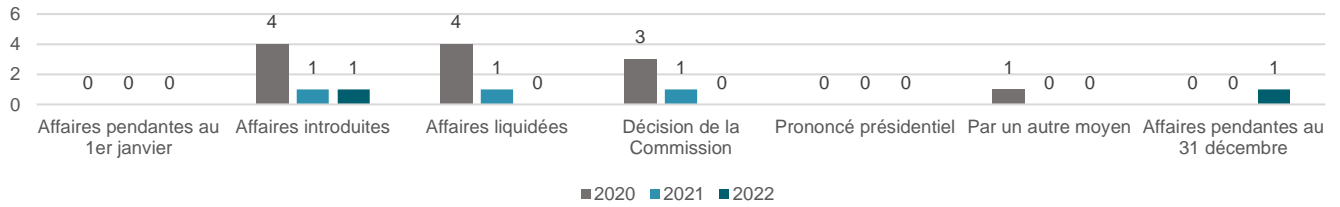
3.12.1 Remarques sur l'activité

Aucune affaire n'est pendante au rôle. Aucune affaire n'a même été enregistrée depuis le 1^{er} janvier 2022.

3.12.2 Charge de travail - statistiques

3.12.2.1 Statistique générale

CCEGAL - charge de travail 2020-2022



3.12.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

[Lien.](#)

3.13 Commission de recours en matière d'améliorations foncières CRAF

Mission et compétences

La Commission de recours en matière d'améliorations foncières CRAF exerce ses attributions selon le code de procédure et de juridiction administrative.

Les décisions du comité et celles de la commission de classification d'un syndicat d'améliorations foncières sont notamment susceptibles d'opposition auprès de l'organe qui a rendu la décision (art. 197 al. 1 let. a LAF). Les décisions rendues sur opposition peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la CRAF (art. 203 al. 1 LAF).

La procédure administrative est en principe applicable sous réserve des règles spécifiques des art. 203 à 207 LAF (art. 76 à 100 CPJA). La CRAF statue en dernière instance cantonale (art. 203 al. 3 LAF).

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-en-matiere-dameliorations-foncieres-instance-cantonale-unique>

Organisation et composition au 31.12.2022

Jacques Menoud, Président ; Thomas Meyer, Vice-président

Jean-Bernard Bapst, Felix Bärtschi, Yvan Chassot, Jacques Genoud, René Hirsiger, Sylvie Mabillard, Joseph Rhême, Dominique Schaller, Assesseurs

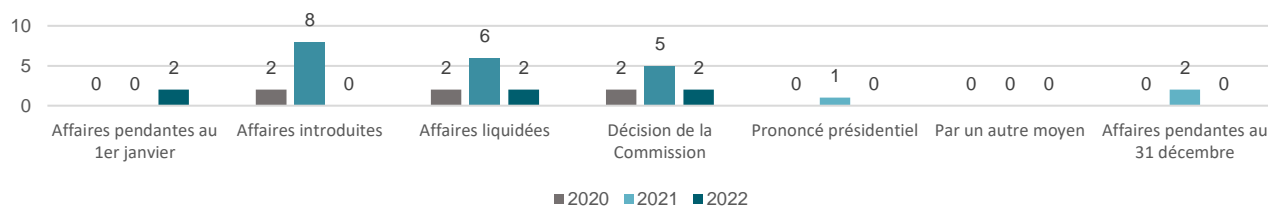
3.13.1 Remarques sur l'activité

La Commission est à jour. Deux affaires étaient pendantes au 1^{er} janvier 2022 qui ont été liquidées ; aucune nouvelle affaire n'a été introduite.

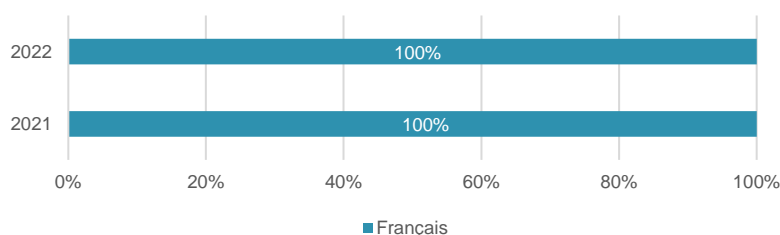
3.13.2 Charge de travail – statistiques

3.13.2.1 Statistique générale

CRAF - charge de travail 2020-2022



CRAF - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.13.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière d'améliorations foncières

[Lien.](#)

3.14 Commission d'expropriation CEXP

Mission et compétences

La Commission d'expropriation CEXP connaît de toutes les questions d'estimation que la loi sur l'expropriation ne place pas dans la compétence d'une autre autorité, ainsi que des demandes d'indemnisation pour cause d'expropriation matérielle. Elle exerce en outre les attributions que d'autres dispositions du droit cantonal confèrent au juge de l'expropriation, formellement ou par des expressions équivalentes (art. 3), par exemple des demandes d'indemnité d'un propriétaire à son voisin, en application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions.

La procédure devant la Commission est réglée par la loi qui l'institue ainsi que par le Code de procédure et de juridiction administrative. Ses décisions sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-dexpropriation>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Anna Noël, Présidente ; Pierre-Henri Gapany, Danielle Julmy, Vice-présidents

Gérald Cantin, Pascal Chassot, Olivier Chenevert, Marie Angelina Cécika Christen, Lorenz Fivian, Andreas Freiburghaus, Jacqueline Giroud, German Imoberdorf, Jean-Marc Sallin, Patrik Schaller, Noël Schneider, Imre Schnierer, Elodie Surchat, Victorine Alice van Zanten, Assesseurs

Sarah Luisier-Curchod et Cornelia Mooser, Secrétares

3.14.1 Remarques sur l'activité

Cinq nouvelles affaires ont été introduites en 2022 : trois demandes d'indemnité pour expropriation matérielle et deux demandes d'expropriation formelle.

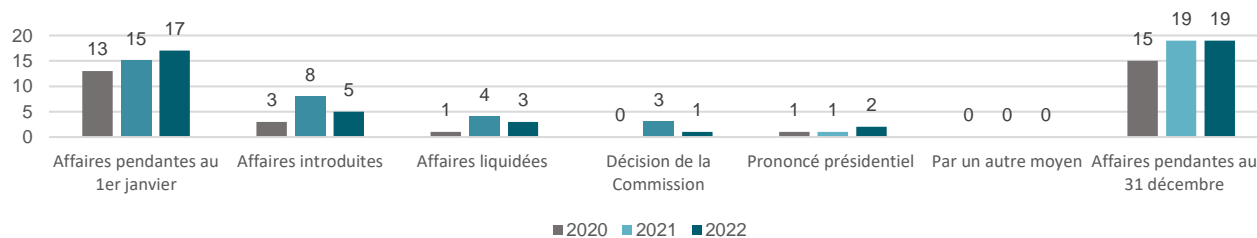
Une demande d'indemnité pour expropriation matérielle a été tranchée par la Commission d'expropriation en 2022.

Introduite déjà en 2001, une demande de création d'une servitude portant sur dix parcelles a été partiellement liquidée.

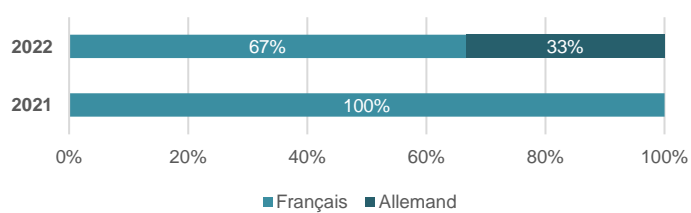
3.14.2 Charge de travail – statistiques

3.14.2.1 Statistique générale

CEXP - charge de travail 2020-2022



CEXP - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.14.3 Rapport détaillé de la Commission d'expropriation

[Lien.](#)

3.15 Autorité de surveillance du registre foncier ASRF

Mission et compétences

L'Autorité est chargée de la surveillance et du contrôle judiciaire de la tenue du registre foncier. D'une part, elle inspecte une fois par an chaque service chargé de la tenue du registre foncier. D'autre part, elle statue, sous réserve de recours au Tribunal cantonal, sur les recours interjetés contre les décisions du conservateur ou de la conservatrice du registre foncier.

Site du Pouvoir judiciaire <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-autorite-de-surveillance-du-registre-foncier>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Bettina Hürlimann-Kaup, Présidente ; Pierre-Henri Gapany, Vice-président

Catherine Overney, Jérôme Delabays, Alexandra Jungo, Maryse Pradervand-Kernen, membres

Xavier Morard, secrétaire-juriste

3.15.1 Remarques sur l'activité

L'Autorité de surveillance du registre foncier a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Il est à relever qu'elle a été saisie de 9 recours en 2022 contre 3 en 2021. Durant l'année 2022, 3 décisions ont été rendues (1 en français et 2 en allemand), dont 1 relative à une affaire introduite en 2021 (1 rejet, 1 admission, 1 irrecevabilité).

Outre le nombre élevé de recours, l'augmentation considérable des tâches de surveillance administrative a largement sollicité l'Autorité.

Enfin, l'Autorité a visité tous les Bureaux en 2022 et a procédé à des contrôles par sondages.

Il est relevé que Mmes Bettina Hürlimann-Kaup, Catherine Overney, Alexandra Jungo et Maryse Pradervand-Kernen ont donné leur démission pour le 31 décembre 2022. Cela étant, afin de préserver la continuité du fonctionnement de l'Autorité, Mme Bettina Hürlimann-Kaup s'est, à nouveau, portée candidate pour devenir membre de l'Autorité en 2023 et a été réélue par le Grand Conseil en décembre 2022. Deux nouveaux membres ont en outre été élus.

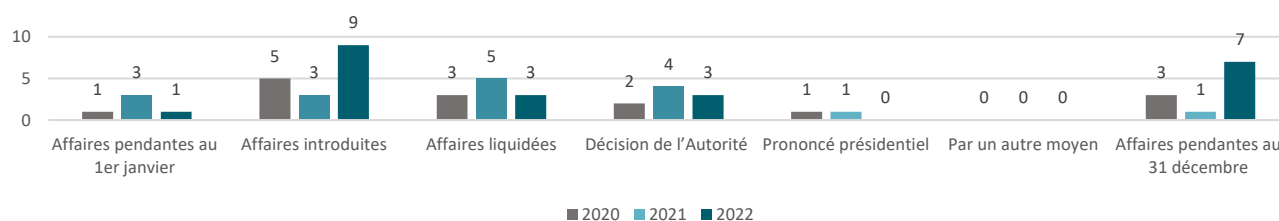
A relever enfin qu'une convention relative au traitement des tâches administratives a été signée avec la Direction des finances.

Enfin, comme relevé ci-avant (cf. point 2.3.2), le Conseil de la magistrature peine à trouver des candidats disposant des compétences requises pour repourvoir les postes vacants de cette autorité.

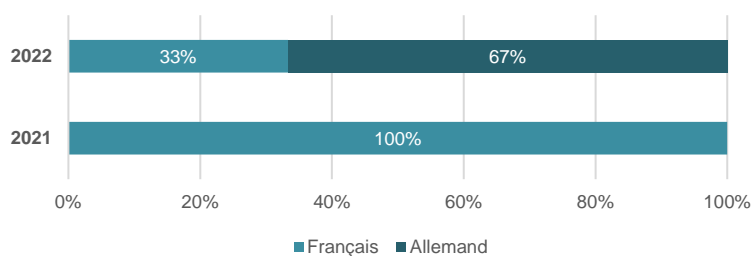
3.15.2 Charge de travail – statistiques

3.15.2.1 Statistique générale

ASRF - charge de travail 2020-2022



ASRF - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.15.3 Rapport détaillé de l'Autorité de surveillance du registre foncier

[Lien.](#)

3.16 Commission de recours en matière de premier relevé CRPR

Mission et compétences

La Commission de recours en matière de premier relevé CRPR traite les recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire selon la législation spéciale. Elle statue en dernière instance cantonale et œuvre sous la surveillance du Conseil de la magistrature. De par sa composition, elle garantit une prise en compte qualifiée aussi bien des aspects liés aux droits et obligations de personnes touchées que des aspects spécifiques de la mensuration.

De plus, la présence ordinaire de tous les actrices et acteurs impliqués (partie recourante, géomètre intimé, personnes intéressées, témoins) aux débats publics permet d'une manière générale une meilleure compréhension des tenants et aboutissant du droit et de la mensuration dont il est en question.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-en-matiere-de-premier-releve-instance-cantonale-unique>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Alice Reichmuth Pfammatter, Présidente ; Marc Zürcher, Vice-président

Xavier Angéloz, Yvan Chassot, Luc Déglise, Daniel Kaeser, Marcel Koller, Giacinto Zucchini, Assesseurs

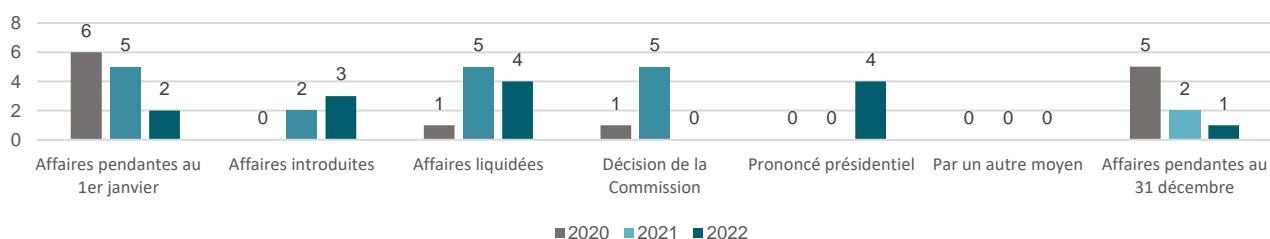
3.16.1 Remarques sur l'activité

Avec une affaire pendante, la Commission de recours est à jour.

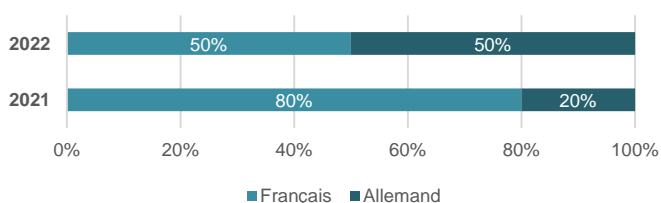
3.16.2 Charge de travail – statistiques

3.16.2.1 Statistique générale

CRPR - charge de travail 2020-2022



CRPR - langue des affaires liquidées 2021-2022



3.16.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière de premier relevé

[Lien.](#)

3.17 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents TARB

Mission et compétences

Le Tribunal arbitral, compétent en matière de litiges entre assureurs et fournisseurs de prestations dans les domaines de l'assurance-accidents et de l'assurance-maladie (cf. art. 89 al. 1 LAMal et art. 57 al. 1 LAA), est désigné par les cantons et se compose d'un président neutre et de représentants des parties en nombre égal (art. 89 al. 4 LAMal et art. 57 al. 3 LAA). Le droit fédéral prévoit que la procédure est fixée par le droit cantonal (art. 89 al. 5 LAMal et art. 57 al. 3 LAA).

La loi et le règlement ne décrivent pas précisément, ce qu'il faut entendre par litiges au sens de l'art. 89 al. 1 LAMal et/ou l'art. 57 al. 1 LAA. D'après la jurisprudence et la doctrine, la compétence matérielle du tribunal arbitral suppose que le litige ait pour objet les relations juridiques qui ressortent à l'assurance-maladie et l'assurance-accidents.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-arbitral-en-matiere-dassurance-maladie-et-accidents-instance-cantonale-unique>.

Organisation et composition au 31.12.2022

Anne-Sophie Peyraud, Présidente

3.17.1 Remarques sur l'activité

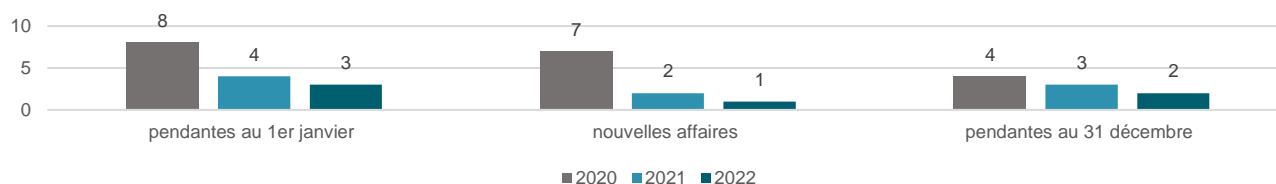
Le Tribunal arbitral n'a enregistré qu'une seule nouvelle affaire en 2022. L'explication est probablement due à un changement de méthode. Les assurances ont pu se mettre d'accord sur une méthode relative à l'évaluation du caractère économique des prestataires de soin.

Une affaire complexe de 2019 a enfin pu être liquidée.

3.17.2 Charge de travail – statistiques

3.17.2.1 Statistique générale

TARB - charge de travail 2020-2022



3.17.3 Rapport détaillé du Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents

[Lien.](#)

Jahresbericht

—

2022



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Justizrat JR
Conseil de la magistrature CM**

Inhaltsverzeichnis

1	Justizrat	6
1.1	Rat und Sekretariat	6
1.2	Plenar- und Kommissionssitzungen	7
1.3	Wahlen, Ernennungen, Abgänge und Anpassung Beschäftigungsgrade	7
1.3.1	Wahlen	7
1.3.2	Ernennungen	11
1.3.3	Anpassung von Beschäftigungsgraden	11
1.4	Aufsichtsbefugnis	12
1.4.1	Administrative Aufsicht	12
1.4.2	Disziplinarische Aufsicht	13
1.5	Kommunikation	14
1.6	Vernehmlassungen	14
1.7	Umfragen	14
1.8	Analyse der Gerichtsbehörden und Leitplan für Gerichtsbehörden	14
1.9	Verschiedenes	14
1.9.1	Jahresbericht des Rates	14
1.9.2	Programm e-Justice	15
1.9.3	Covid-19	15
1.9.4	Informationsaustausch	15
1.9.5	Justizkommission des Grossen Rates	15
1.9.6	Personaldossier der Magistratspersonen - Kompetenzdelegation des Grossen Rates	16
1.9.7	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und die Finanzdirektion	16
1.9.8	Weiterbildung der Magistratspersonen	16
1.9.9	Überstunden der Magistratspersonen	17
1.9.10	Neue Anwendung für die Personalrekrutierung	17
2	Das Gerichtswesen im Jahr 2022	18
2.1	Zusammenfassung und prägende Ereignisse des Jahres	18
2.1.1	Personal und Ausstattung	18
2.1.2	Räumlichkeiten	19
2.1.3	Entschädigung der Magistratspersonen und Beisitzerinnen und Beisitzer	19
2.1.4	Anwendung für die Geschäftsverwaltung der Oberämter	20

2.2	Analyse der Gerichtsbehörden	20
2.3	Informatik	20
2.4	Arbeitslast (Neueingänge und erledigte Dossiers)	22
2.4.1	Neueingänge	25
2.4.2	Erledigte Angelegenheiten	26
2.5	Personalausstattung der Gerichtsbehörden 2022	28
3	Tätigkeit der Gerichtsbehörden	29
3.1	Kantonsgericht KG	29
3.1.1	Personalressourcen	30
3.1.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	30
3.1.3	Arbeitslast – Statistik	31
3.1.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Kantonsgerichts	37
3.2	Staatsanwaltschaft StA	38
3.2.1	Personalressourcen	38
3.2.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	39
3.2.3	Arbeitslast - Statistik	39
3.2.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Staatsanwaltschaft	41
3.3	Zwangsmassnahmengericht ZMG	42
3.3.1	Personalressourcen	42
3.3.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	43
3.3.3	Arbeitslast - Statistik	43
3.3.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Zwangsmassnahmengerichts	44
3.4	Jugendstrafgericht JSG	45
3.4.1	Personalressourcen	45
3.4.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	46
3.4.3	Arbeitslast - Statistik	47
3.4.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Jugendstrafgerichts	48
3.5	Gerichtsunabhängige Justizbehörde GUJB	49
3.5.1	Personalressourcen	49
3.5.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	50
3.5.3	Arbeitslast – Statistik	51
3.5.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde	52

3.6	Wirtschaftsstrafgericht WSG	53
3.6.1	Personalressourcen	53
3.6.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	54
3.6.3	Arbeitslast – Statistik	54
3.6.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Wirtschaftsstrafrichtes	54
3.7	Bezirksgerichte BG	55
3.7.1	Personalressourcen	55
3.7.2	Arbeitslast – Statistik	57
3.7.2.1	Allgemein	57
3.7.3	Bezirksgericht Saane BGSA	75
3.7.4	Bezirksgericht Sense BGSEN	78
3.7.5	Bezirksgericht Greyerz BGGR	81
3.7.6	Bezirksgericht See BGSEE	84
3.7.7	Bezirksgericht Glane BGGL	87
3.7.8	Bezirksgericht Broye BGBR	90
3.7.9	Bezirksgericht Vivisbach BGVI	93
3.8	Friedensgerichte	96
3.8.1	Personalressourcen	97
3.8.2	Arbeitslast – Statistik	97
3.8.3	Friedensgericht Saane FGSA	104
3.8.4	Friedensgericht Sense FGSEN	107
3.8.5	Friedensgericht Greyerz FGGR	109
3.8.6	Friedensgericht See FGSEE	111
3.8.7	Friedensgericht Glane FGGL	113
3.8.8	Friedensgericht Broye FGBR	115
3.8.9	Friedensgericht Vivisbach FGUI	117
3.9	Oberämter OA	119
3.9.1	Strafrechtliche Tätigkeit der Oberämter - Arbeitslast - Statistik 2022	119
3.9.2	Oberamt Saane OASA	120
3.9.3	Oberamt Sense OASEN	122
3.9.4	Oberamt Greyerz OAGR	123
3.9.5	Oberamt See OASEE	124
3.9.6	Oberamt Glane OAGL	125
3.9.7	Oberamt Broye OABR	126
3.9.8	Oberamt Vivisbach OAVI	127

3.10	Schlichtungskommissionen für Mietsachen SKM	128
3.10.1	Arbeitslast - Statistik	128
3.10.2	Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks SKMSA	129
3.10.3	Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks SKMSS	131
3.10.4	Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks SKMSÜD	133
3.11	Rekurskommission der Universität RKU	135
3.11.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	135
3.11.2	Arbeitslast – Statistik	135
3.11.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission der Universität	136
3.12	Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben SKGLEICH	137
3.12.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	137
3.12.2	Arbeitslast – Statistik	138
3.12.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	138
3.13	Rekurskommission für Bodenverbesserungen RKBV	139
3.13.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	139
3.13.2	Arbeitslast – Statistik	139
3.13.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für Bodenverbesserungen	139
3.14	Enteignungskommission ENTK	140
3.14.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	140
3.14.2	Arbeitslast – Statistik	141
3.14.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Enteignungskommission	141
3.15	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch ABGB	142
3.15.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	142
3.15.2	Arbeitslast – Statistik	143
3.15.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	143
3.16	Rekurskommission für die Ersterhebung RKEH	144
3.16.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	144
3.16.2	Arbeitslast – Statistik	144
3.16.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für die Ersterhebung	144
3.17	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung SCHG	145
3.17.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	145
3.17.2	Arbeitslast – Statistik	145
3.17.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	145

Einleitung

In Artikel 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg ist vorgesehen, dass der Justizrat den Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit informiert.

Dieser Bericht wurde für das Jahr 2020 im Vergleich zu den Ausgaben der Vorjahre komplett überarbeitet und entwickelt sich weiter; insbesondere wurden vergleichende Statistiken über die Arbeitsbelastung im Verhältnis zur Einwohnerzahl und Vergleiche der Vollzeitäquivalenten (VZÄ) zwischen den Behörden eingeführt.

Der Bericht ist in drei Teile gegliedert. Der erste Teil befasst sich mit der eigentlichen Tätigkeit des Justizrats. Der zweite Teil stellt eine Zusammenfassung der wichtigsten Elemente der Gerichtstätigkeit im Laufe dieses Geschäftsjahres dar. Der dritte Teil schliesslich widmet sich den verschiedenen Gerichtsbehörden. Für jede dieser organisatorischen Einheiten führt ein elektronischer Link zu ihren offiziellen Berichten und detaillierten Statistiken, die nach einem einheitlichen, vom Rat zur Verfügung gestellten Formular erstellt wurden.

Um das Lesen des Dokuments zu vereinfachen, wird das generische Maskulinum verwendet, das aber immer beide Geschlechter einschliesst.

1 Justizrat

Aufgabe und Zuständigkeit

Der Justizrat JR übt die Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft aus. Er ist gegenüber der gesetzgebenden, der vollziehenden und der richterlichen Gewalt unabhängig.

Der Justizrat befasst sich mit der administrativen und disziplinarischen Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft. Die administrative Aufsicht beinhaltet die Prüfung der Jahresberichte und die jährliche Inspektion der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft. Die administrative Aufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden kann für eine begrenzte Zeit dem Kantonsgericht übertragen werden. Der Justizrat nimmt zuhanden des Grossen Rates Stellung zu Bewerbungen für die Stellen der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft. Weiter kann er gegenüber den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft Weisungen erlassen, Instruktionen erteilen und andere notwendige Massnahmen treffen.

Webseite JR: <https://www.fr.ch/de/gb/jr>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Johannes Frölicher, Präsident; Damien Colliard, Vizepräsident; Nicolas Charrière, Alessia Chocomeli, Michel Heinzmann, Romain Collaud, Gaël Gobet, Katharine Thalmann-Bolz, Caroline Gauch, Mitglieder

- > Wahlkommission: Michel Heinzmann, Präsident; Johannes Frölicher, Katharina Thalmann-Bolz, Mitglieder
- > Kommission für die disziplinarische Aufsicht: Nicolas Charrière, Präsident; Alessia Chocomeli, Damien Colliard, Mitglieder
- > Kommission für die administrative Aufsicht: Caroline Gauch, Präsidentin; Romain Collaud, Gaël Gobet, Mitglieder
- > Sekretariat: Marjorie Jaquet, Generalsekretärin; Yolande Brünisholz, Sekretärin

1.1 Rat und Sekretariat

In diesem Berichtsjahr hat der Justizrat (im Folgenden Rat oder JR) mehrere Änderungen in seiner Zusammensetzung erfahren.

Romain Collaud, Staatsrat und Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektor, hat den Platz von Maurice Ropraz im Rat übernommen. Caroline Gauch, Präsidentin des Bezirksgerichts Sense, trat die Nachfolge von Philippe Vallet an. Beide traten ihr Amt am 1. Januar 2022 an.

Wanda Suter, kooptiertes Mitglied des JR, beendete Ende Mai ihre zweite Amtszeit. Sie wurde ab dem 1. Juni durch Gaël Gobet, Friedensrichter des Saanebezirks, ersetzt. Der Rat dankt Wanda Suter herzlich, deren aktive Teilnahme und hervorragende Zusammenarbeit für das Funktionieren des Kollegiums äusserst wertvoll waren.

Romain Collaud und Gaël Gobet wurden Mitglieder der Kommission für die administrative Aufsicht, die nun von Caroline Gauch präsiert wird.

Rechtsanwalt Nicolas Charrière wurde auf Vorschlag des Freiburger Anwaltsverbands für eine zweite Amtszeit wiedergewählt. Damien Colliard, kooptiertes Mitglied des JR, wurde ebenfalls für eine zweite Amtszeit von fünf Jahren wiedergewählt.

Gemäss Art. 94 JG wählte der Rat Johannes Frölicher für weitere drei Jahre zu seinem Präsidenten.

Das Personal des Sekretariats besteht aus Marjorie Jaquet, Generalsekretärin, die ihr Amt am 1. Januar 2022 angetreten hat, und Yolande Brünisholz-Waeber, Sekretärin.

Ratspräsident Johannes Frölicher ist zusammen mit dem Sicherheits- und Justizdirektor Mandant des Programms e-Justice, das die Digitalisierung der Justiz zum Ziel hat. Marjorie Jaquet vertrat den Rat in der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden (IKGB); sie war auch zu 10 % im Programm e-Justice angestellt.

1.2 Plenar- und Kommissionssitzungen

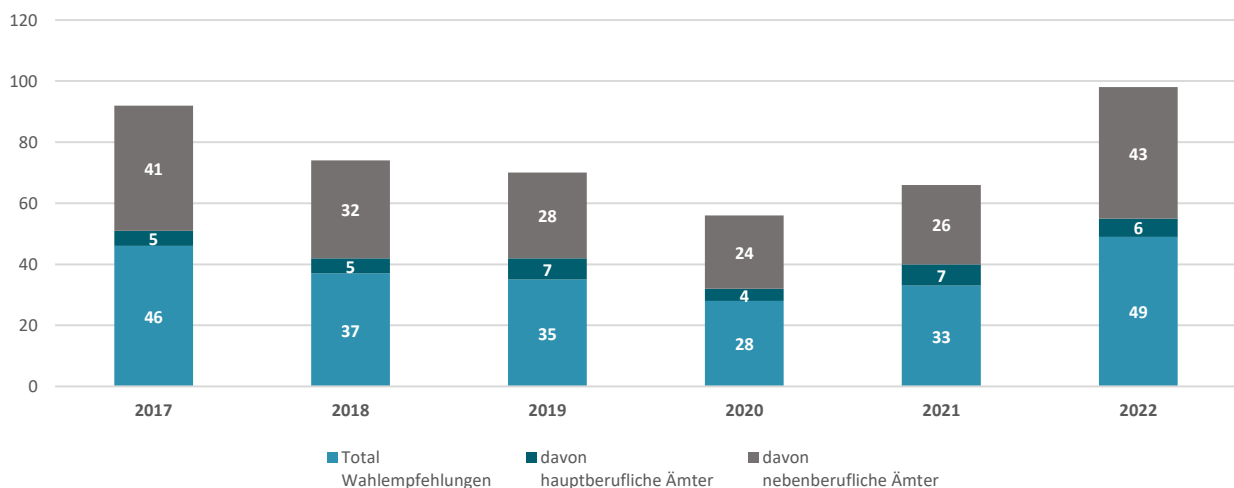
Im Jahr 2022 hielt der Rat dreizehn Plenarsitzungen ab. Er tagte für die meisten seiner Sitzungen in den Räumlichkeiten der Staatskanzlei, damit sein Sitzungszimmer einer Richterin des Zwangsmassnahmengerichts zur Verfügung gestellt werden konnte (vgl. Punkt 2.1.2 für Erläuterungen).

Die Kommissionen traten je nach Bedarf in Anwesenheit oder per Videokonferenz zusammen. Ausserdem führte der Rat Inspektionen der Gerichtsbehörden durch. Die Wahlkommission führte die Anhörungen der kandidierenden Personen durch, die sich für ein berufliches Richteramt bewarben.

1.3 Wahlen, Ernennungen, Abgänge und Anpassung Beschäftigungsgrade

1.3.1 Wahlen

Wahlen - Wahlempfehlungen des Justizrates - 2017-2022



Wahlen 2022

Gewählte Personen

Funktion

Abgelöste Personen

Kantonsgericht

Thalmann El Bachary Cornelia

Kantonsrichterin (50%)

Christian Pfammatter

Stéphanie Colella

Ersatzrichterin

Mélanie Maillard Russier

Jean-Benoît Meuwly

Ersatzrichter

Pascal Terrapon

Christian Pfammatter

Ersatzrichter

Neues Amt

Staatsanwaltschaft

Julien Aubry

Staatsanwalt (100%)

Jean-Frédéric Schmutz

Bezirksgericht Saane

Renate Bartosch Krauskopf

Beisitzerin

Sophie Tritten

Jürg Jost

Beisitzer

Raymond Baraké

Claude Chassot

Beisitzer

Guy Python

Sabrine Basma Yasmin Wassmer-Tawfik

Beisitzerin

Paul Quartenoud

Petra Vondrasek

Beisitzerin

Sabrine Basma Yasmin
Wassmer-Tawfik

Bezirksgericht Sense

Martin Waeber

Beisitzer

Monika Grossrieder

Bezirksgericht Greyerz

Sévérine Zehnder

Präsidentin (60%)

Neue Stelle

Soraya Bosson

Beisitzerin

Claudia Romanens

Barbara Clément Reichenbach

Beisitzerin

Joseph Geinoz

Ludmilla Combriat

Beisitzerin

Neues Amt

Jean-Marie Oberson

Beisitzer

Neues Amt

Rachel Sauge

Beisitzerin

Neues Amt

Corinne Uginet

Beisitzerin

Neues Amt

Bezirksgericht See

Nicolas Bienz

Beisitzer

Eric Sandro Delley

Claude Clément

Beisitzer

Neues Amt

Bezirksgericht Vivisbach

Marie Wicht

Beisitzerin

Anita Genoud

Wahlen 2022

Gewählte Personen

Funktion

Abgelöste Personen

Arbeitsgericht Saane

Ganioz Xavier

Ersatzbeisitzer
(Arbeitnehmende)

Pierre-André Charrière

Reto Julmy

Ersatzbeisitzer
(Arbeitgebende)

Jean-Jacques Marti

Jean-François Feyer

Ersatzbeisitzer
(Arbeitgebende)

Neues Amt

Arbeitsgericht Greyerz

Séverine Zehnder

Stellvertretende Präsidentin

Neues Amt

Mathieu Fehlmann

Ersatzbeisitzer
(Arbeitgebende)

Annick Rémy

Arbeitsgericht See

Keine Neubesetzung im Jahr 2022

Präsidentin 10%

Anna Schwaller

Arbeitsgericht Broye

Etienne Volery

Beisitzer (Arbeitgebende)

François Berchier

Arbeitsgericht Vivisbach

Julia Giallombardo

Präsidentin (10%)

Romain Lang

Mietgericht Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach

Marcel Favre

Beisitzer (Mieter-innen)

Valentina Scazzari

Pierre-André Defferrard

Ersatzbeisitzer (Eigentümer-
innen)

André Magne

Friedensgericht Saane

Samuel Briguët

Friedensrichter (100%)

Neue Stelle

Philippe Ettlín

Beisitzer

Roger Marthe

Friedensgericht Sense

Keine Neubesetzung im Jahr 2022

Beisitzerin

Gabrielle Aerschmann

Keine Neubesetzung im Jahr 2022

Beisitzerin

Bernadette Mäder

Wahlen 2022**Gewählte Personen****Funktion****Abgelöste Personen**

Friedensgericht Greyerz

Laurent Oberson	Beisitzer (Rechnungsprüfung)	François Oberson
-----------------	------------------------------	------------------

Robert Combriat	Beisitzer (Vermögensverwaltung)	Véronique Glasson
-----------------	------------------------------------	-------------------

Dominique Schmutz	Beisitzer (Vermögensverwaltung)	Pierre Morand
-------------------	------------------------------------	---------------

Fatima Rey	Beisitzerin (Sozialwesen und Psychologie)	Mireille Barbey
------------	--	-----------------

Virginie Oliveira da Silva	Beisitzerin (Rechnungsprüfung)	Philippe Maradan
----------------------------	-----------------------------------	------------------

Friedensgericht Glane

Mircea-Ninel Cuzman	Beisitzerin (Rechnungsprüfung)	Jean-Blaise Castella
---------------------	-----------------------------------	----------------------

Eveline Garrido	Beisitzerin (Rechnungsprüfung)	Laetitia Reynaud
-----------------	-----------------------------------	------------------

Benoît Gex	Beisitzer (Pädagogik, Erziehung)	Alexis Carrel
------------	-------------------------------------	---------------

Claudine Jaquier	Beisitzerin (Rechnungsprüfung)	Neues Amt
------------------	-----------------------------------	-----------

Pascale Mottet	Beisitzerin (Rechnungsprüfung)	Neues Amt
----------------	-----------------------------------	-----------

Ethan Zaami	Beisitzer (Rechnungsprüfung)	Neues Amt
-------------	------------------------------	-----------

**Schlichtungskommission für Mietsachen
Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach**

Houri Rousseau	Stellvertretende Präsidentin	Sévérine Zehnder
----------------	------------------------------	------------------

**Schlichtungskommission für Mietsachen
Sense und See**

Jean-Claude Goldschmid	Beisitzer (Eigentümer)	Hanspeter Bellorini
------------------------	------------------------	---------------------

Enteignungskommission

Nicolas Charrière	Beisitzer (Ingenieur)	Edgar Schorderet
-------------------	-----------------------	------------------

Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Rose-Marie Genoud	Mitglied	Catherine Overney
-------------------	----------	-------------------

Bettina Hürlimann-Kaup	Mitglied	Bettina Hürlimann-Kaup
------------------------	----------	------------------------

Christoph Siegfried Julius Merk	Ersatzmitglied	Alexandra Jungo
---------------------------------	----------------	-----------------

Der Rat spricht allen zurückgetretenen Personen, die für die Gerichtsbehörden tätig waren, seinen Dank aus.

1.3.2 Ernennungen

Der Rat ist in aussergewöhnlichen und dringenden Situationen befugt ist, von sich aus eine Richterin oder einen Richter für eine Dauer von bis zu sechs Monaten zu ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Wenn es wahrscheinlich ist, dass eine Magistratsperson für eine längere Zeit verhindert sein wird, kann er sie mit Genehmigung des Grossen Rates und nach Stellungnahme der Justizkommission für höchstens zwölf Monate ersetzen (Art. 91 Abs. 1 Bst. dbis JG). Darüber hinaus verfügt jede Berufsrichterin und jeder Berufsrichter im Falle der Verhinderung über eine oder einen oder mehrere ordentliche Stellvertreterinnen oder Stellvertreter. Die Stellvertreterin oder der Stellvertreter wird vom Justizrat unter den Berufsrichterinnen oder Berufsrichtern der betreffenden Justizbehörde in allen Bezirken ausgewählt; sie oder er muss über die gleichen fachlichen und sprachlichen Kompetenzen verfügen, um die Akten der verhinderten Richterin oder des verhinderten Richters angemessen bearbeiten zu können. Die Bestimmungen über die Ernennung einer Stellvertreterin oder eines Stellvertreters für die Generalstaatsanwältin oder den Generalstaatsanwalt und die Richterinnen und Richter des Kantonsgerichts bleiben vorbehalten (Art. 22 Abs. 1 und 2 JG).

Nach Ablauf eines Ad-hoc-Mandats nimmt der Rat eine Abschlussinspektion in Form der Übermittlung eines abschliessenden Tätigkeitsberichts vor. Den Personen, mehrheitlich Gerichtsschreiberinnen oder Gerichtsschreiber, die ein solches Mandat ausgeführt haben, wird eine Bescheinigung ausgestellt.

Im Jahr 2022 ernannte der Rat vier Ad-hoc-Richterinnen und -Richter (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG).

Ernennungen 2022 Ernannte Personen	Funktion	Gesetzliche Grundlage
Staatsanwaltschaft		
Yasemin Bayhan Nager	Staatsanwältin ad hoc (100%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Sophie Moeschler	Staatsanwältin ad hoc (100%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Zwangsmassnahmengericht		
Sylvain Keller	Richter ad hoc (60%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Bezirksgericht Saane		
Saskia Oberson	Präsidentin ad hoc (100%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG

Der Rat hat in Anwendung von Artikel 6 JG für einzelne Verfahren eine Ausnahme gewährt und die Amtszeit eines Präsidenten und mehrerer Beisitzerinnen und Beisitzer verlängert.

Im Zusammenhang mit seiner Tätigkeit für die Besetzung der Ämter der Beisitzerinnen und Beisitzer stellt der Rat fest, dass einige Stellenausschreibungen ohne Resonanz blieben. Verfahren für Ämter in Gerichten oder Kommissionen mit paritätischen Vertretungen oder solchen, die sehr spezifische Kenntnisse erfordern, sind äusserst problematisch. Der Rat hat diesbezüglich mit den verschiedenen Standesorganisationen Kontakt aufgenommen. Bedauerlicherweise konnte diese Massnahme keine Änderungen bewirken.

1.3.3 Anpassung von Beschäftigungsgraden

Anlässlich der Pensionierung von Kantonsrichter Christian Pfammatter wünschten drei Kantonsrichter diese Nachfolge zu nutzen, um ihren Beschäftigungsgrad zu erhöhen. Marc Boivin wollte sein Pensum um 20 % auf 70 % erhöhen, Dominique Gross wollte zu 60 % (+10 %) und Yann Hofmann zu 70 % (+20 %) arbeiten.

Nachdem sichergestellt worden war, dass die Arbeitsbelastung aller Gerichtshöfe (Zivil-, Straf- und Verwaltungsgerichtshöfe) gleichmässig verteilt wird, um das reibungslose Funktionieren der Behörde sicherzustellen, wurden diese Vorschläge vom Rat genehmigt. Der Rat berücksichtigte auch den neuen Artikel 37 Abs. 2 JG (in Kraft

getreten am 1. Januar 2022), der für das Kantonsgericht die Anzahl der Richterinnen und Richter, die Teilzeit arbeiten können, begrenzt.

Beim Friedensgericht Saane wünschte Friedensrichter Samuel Briguet, sein Arbeitspensum nach der Geburt seines ersten Kindes im Januar 2023 von 100 auf 80 Prozent senken zu können. Es wurden interne Gespräche geführt, und Frau Monnerat und Frau Suter zeigten sich offen und interessiert, ihren Beschäftigungsgrad, auf den 1. Januar 2023, von 60 % auf 70 % (Violaine Monnerat) bzw. von 80 % auf 90 % (Wanda Suter) zu erhöhen. Auch hier hat der Rat sichergestellt, dass mit dieser neuen Organisation die Kontinuität der Organisation der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats gewährleistet ist und gleichzeitig vermieden wird, dass die VZÄ zu «klein» werden, was gegen den Grundsatz verstossen würde, auch Stellen für Magistratspersonen zu 100 % zu erhalten. Tatsächlich ist die Stelle von Frau Suter mit einem Beschäftigungsgrad von 90 % versehen, was einem Vollzeitpensum entspricht (die Politik des Staates sieht vor, 100 %-Stellen mit einem Pensum von 80 %-100 % auszuschreiben) und Gaël Gobet behält seinen Vollzeit-Beschäftigungsgrad bei.

Gemäss Artikel 10b Abs. 2 JG wurde die Justizkommission vorab über diese Änderungen informiert.

1.4 Aufsichtsbefugnis

Gemäss Artikel 127 KV übt der Rat die Administrativ- und die Disziplinaraufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

1.4.1 Administrative Aufsicht

Neben der Inspektion des Kantonsgerichts, die ihm von Amtes wegen zusteht, inspizierte der Rat die folgenden Behörden:

- > das Zwangsmassnahmengericht;
- > die Bezirksgerichte Broye, Greyerz, Saane (teilweise), Sense (teilweise) und See;
- > das Wirtschaftsstrafgericht;
- > die Friedensgerichte Saane und Vivisbach;
- > den Generalstaatsanwalt und seine beiden Stellvertreter sowie die Staatsanwältin Sandrine Chardonnens Olmo;
- > die Gerichtsunabhängige Justizbehörde;
- > die Enteignungskommission;
- > die Oberämter des Saane-, des Greyerz- und des Seebezirks.

Die Inspektion der übrigen Behörden wurde in Anwendung von Art. 127 Abs. 2 KV an das Kantonsgericht delegiert.

Insgesamt ergaben die Inspektionen keine Hinweise auf Missstände. Der Rat stellt jedoch fest, dass sich viele Behörden trotz der Bereitstellung von elf VZÄ (Vollzeitäquivalenten) im Jahr 2022 über eine Überlastung, die zum Teil auf eine neue Rechtsprechung des Bundes zu Unterhaltsbeiträgen zurückzuführen ist, und über fehlende Ressourcen und beengte Räumlichkeiten (siehe auch Punkte 2.1.1 und 2.1.2) beklagen.

Der Rat hat in Kapitel 3 hiernach zu jedem dieser Punkte Anmerkungen gemacht, wobei er sich auf die Inspektionen und Berichte der Behörden stützt.

Statistiken – Informatik

Im Rahmen der administrativen Aufsicht prüft und analysiert der Rat die Statistiken der Behörden nicht nur für die Erstellung seines Jahresberichts über die gerichtliche Tätigkeit, sondern auch im Hinblick auf die oben erwähnten Inspektionen. Die Kenntnis dieser Zahlen ist unerlässlich, um auf Überlastungen und Verzögerungen zu reagieren, eventuelle Probleme mit den Arbeitsmethoden der Richterinnen und Richter zu erkennen und die Gerichtsunabhängige Justizbehörde, die vorübergehend überlastete Behörden entlasten sollen, effektiv einzusetzen. Sie ist auch ein wertvolles Instrument, um Probleme bei der Personalausstattung der Gerichte zu erkennen und den politischen Behörden fundierte Anträge auf zusätzliche VZÄ für Gerichte, die dauernd unterbesetzt sind, unterbreiten zu können.

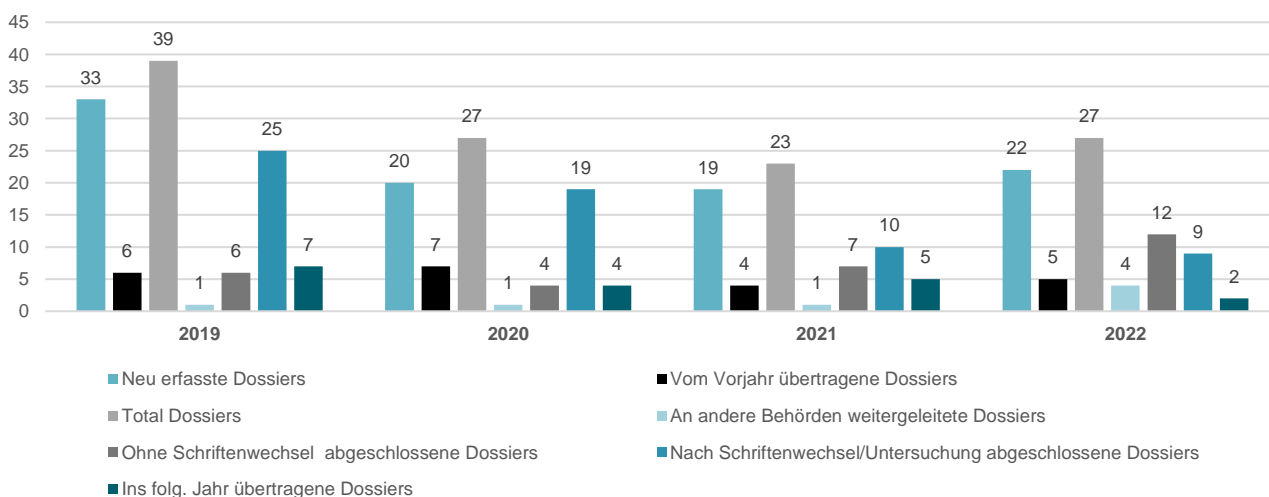
In diesem Zusammenhang erinnert der Rat daran, dass es wichtig und notwendig ist, über ein Instrument zu verfügen, das es ihm ermöglicht, die Statistiken der Gerichtsbehörden in den verschiedenen Bereichen zusammenzufassen und zu vergleichen.

Die veraltete Datenbank, in der alle beruflichen und nebenberuflichen Richterinnen und Richter des Kantons erfasst sind, erlaubt kein rationelles und effizientes Arbeiten, worauf bereits wiederholt hingewiesen wurde. Der Rat muss in Zukunft über ein modernes und leistungsfähiges Instrument verfügen, um die Ressourcen an Richterinnen und Richtern zu verwalten und um zu informieren, bzw. Fragen von politischen Behörden und Bürgerinnen und Bürgern im Zusammenhang mit der Zusammensetzung der Gerichtsbehörden schnell beantworten zu können. Der Rat hat einen entsprechenden Antrag gestellt.

Der Rat merkt ausserdem an dieser Stelle an, dass er ein Geschäftsverwaltungsprogramm benötigt, um bei der Digitalisierung seiner eigenen Tätigkeit wertvolle Zeit einzusparen. Er hat auch hier einen entsprechenden Antrag gestellt und hofft, im Laufe des Jahres 2023 in den Genuss einer solchen Anwendung kommen zu können.

1.4.2 Disziplinarische Aufsicht

Disziplinaraufsicht JR - Entwicklung 2019-2022



Die Zahl der neuen Anzeigen blieb im Vergleich zu den letzten beiden Jahren unverändert. Dazu ist zu vermerken, dass mehrere Akteurinnen und Akteure nach dem Einstellungsentscheid des Rates ein oder mehrere Male auf diesen zurückkamen. Diese wiederholten Interventionen, die Punkte betreffen, über die der Rat bereits entschieden hat, werden nicht als Neueingänge gezählt. Sie stellen jedoch einen deutlichen Arbeitsaufwand dar.

Gegen eine Magistratsperson wurde 2021 ein Verfahren eröffnet; dieses ist nun nach dem Rücktritt der betreffenden Magistratsperson geschlossen worden.

Im Interesse der Effizienz wurde während dieses Berichtsjahrs mehrmals von Art. 43 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) Gebrauch gemacht, dank dem es möglich ist, zu verlangen, dass die Eingaben gewissen Formerfordernissen entsprechen. Werden solche mangelhaften Eingaben nicht innert Frist verbessert, wird auf diese nicht eingetreten.

1.5 Kommunikation

Die Medienkonferenz zur Veröffentlichung des Jahresberichts fand am 13. Juni 2022 statt.

Der Jahresrapport wurde dem Grossen Rat am 21. Juni 2022 vorgelegt. Der Ratspräsident nahm an dieser Präsentation teil, wie es das Gesetz vorschreibt (Art. 198a des Grossratsgesetzes).

1.6 Vernehmlassungen

Der Rat wurde zum Vorentwurf der Verordnung über die Einreihung der Funktionen des Staatspersonals und zum Vorentwurf der Verordnung über die Prämien für das Staatspersonal angehört.

1.7 Umfragen

Abkürzungen für die Bezeichnung der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg

Im Rahmen der Erstellung des letzten Jahresberichts führte der Justizrat eine Umfrage zu den Abkürzungen durch, die für die Bezeichnung der Freiburger Gerichtsbehörden verwendet werden. Dabei stellte er fest, dass zum Teil verschiedene Abkürzungsvarianten verwendet werden (Buchhaltung, Tribuna, ITA, E-Mail-Adressen, Website des Staates), ohne dass es eine offizielle Liste dieser Abkürzungen gibt.

Im Interesse der Vereinheitlichung und der Übersichtlichkeit beschloss der Rat, eine offizielle Liste der Abkürzungen zu erstellen, die künftig verwendet werden sollen. Die Vereinheitlichung der Abkürzungen ist insbesondere im Zusammenhang mit dem Projekt e-Justice unerlässlich.

Die Gerichtsbehörden und die staatlichen Behörden wurden angehört und haben die Vereinheitlichung begrüsst.

1.8 Analyse der Gerichtsbehörden und Leitplan für Gerichtsbehörden

Die Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion hat nun den Auftrag, die entsprechenden finanziellen, infrastrukturellen und gesetzlichen Auswirkungen zu prüfen und einen Umsetzungsplan zu erstellen.

Der Rat machte sich zudem daran, den Leitplan 2023-2028 zu verfassen.

1.9 Verschiedenes

1.9.1 Jahresbericht des Rates

Um die Arbeit der Personen, die sowohl in den Behörden als auch im Rat für die Jahresberichte zuständig sind, weiter zu erleichtern, wurden die Chefgerichtsschreiberinnen und Chefgerichtsschreiber der Bezirksgerichte angehört. Als Ergebnis dieses Austauschs wurden die Statistikformulare und die Berichtsvorlagen angepasst.

In den nächsten Monaten ist in dieser Hinsicht auch mit den übrigen Behörden ein Austausch geplant.

1.9.2 Programm e-Justice

Im Rahmen der Umsetzung des Programms e-Justice, insbesondere des Projekts Zentralisiertes Drucken, musste der Rat mehrere Entscheide treffen (z. B. Zugriffsberechtigung zur Anpassung der verschiedenen Dokumentenvorlagen nach Behörde in ihrer Tribuna-Sitzung, jedoch ohne Zugriff auf die Daten der hängigen Angelegenheiten) und eine Richtlinie zur Einstellung des Versands per Gerichtsurkunde zugunsten von eingeschriebenen Sendungen erlassen.

Im Zusammenhang mit der Umsetzung von e-Justice ist es wahrscheinlich, dass weitere Richtlinien folgen müssen. Daher stellte sich die Frage, welche Behörde den Entscheid formell treffen sollte: der Rat oder der Steuerungsausschuss von e-Justice (im Folgenden COPIL).

Es wurde beschlossen, dass das COPIL – dem auch der Ratspräsident angehört – in Einzelfall prüfen wird, ob der Gegenstand Richtlinien vom Rat erfordert. Gegebenenfalls wird der Rat die notwendigen Entscheide treffen und diese den Behörden mitteilen. Insbesondere wurde vereinbart, dass die Auswirkungen der Einführung neuer elektronischer Hilfsmittel grundsätzlich keine Richtlinien seitens des Rates nötig machen (z. B. die Notwendigkeit, Dokumente bis 14 Uhr an den zentralen Drucker weiterzuleiten, erfordert keine Richtlinie, da die Arbeitsweise der Behörde nicht betroffen ist, da Sendungen, die nach 14 Uhr im Sekretariat eintreffen, immer noch mit normaler Post verschickt werden können). Sollte hingegen die Arbeitsweise der Behörde direkt betroffen sein, können sich Richtlinien als zwingend erweisen (z. B. nicht mehr auf die Versandart „Gerichtsurkunde“ zurückzugreifen).

Angesichts der Schwierigkeiten, zum jetzigen Zeitpunkt Vorhersagen über künftige konkrete Situationen zu treffen, wurde jedoch darauf verzichtet, Grundsatzentscheide zu fällen. Die Entwicklung ist weiter zu beobachten. Angesichts der obigen Ausführungen sollte zwischen dem COPIL und dem JR jedoch grundsätzlich kein Kompetenz-«Konflikt» auftreten.

1.9.3 Covid-19

Angesichts der neuen Massnahmen des Bundes hob der Rat seine Richtlinien im Laufe des Monats Februar 2022 auf.

1.9.4 Informationsaustausch

Eine Delegation des Rates traf sich mit der Ad-hoc-Justizkommission des Kantons Neuenburg.

Zudem fanden mehrere Austausche mit dem Justizrat des Kantons Wallis statt.

Schliesslich fand ein Treffen mit einer Delegation der Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter (FVR) statt. Der Austausch konzentrierte sich auf Problematiken im Zusammenhang mit der Anwendung des Justizgesetzes und des Gesetzes über das Staatspersonal. Tatsächlich unterstehen einige Magistratspersonen der Gerichtsbehörden grösstenteils dem Staatspersonalgesetz und in einigen Bereichen auch dem Justizgesetz. Dies hat einige Nachteile, die ein Nachdenken über diese Rechtsgrundlagen rechtfertigen würden, insbesondere über Fragen im Zusammenhang mit der Anstellungsbehörde, den Beförderungsverfahren und dem Rentenalter von Magistratspersonen.

1.9.5 Justizkommission des Grossen Rates

Nach einem Austausch mit der Justizkommission über den Inhalt der Stellungnahmen des Rates zu den Wahlen traf der Rat eine Reihe von Entscheiden, die der Justizkommission im März mitgeteilt wurden.

Der Familienstand und die Anzahl der Kinder der Bewerberinnen und Bewerber sind in der Stellungnahme nun nicht mehr enthalten. Im Interesse der Transparenz und Lesbarkeit entschied der Rat, den Hinweis in der Stellungnahme beizubehalten, dass sich einige kandidierende Personen auf verschiedene Stellen bewerben. Diese Erwähnung ist auch unter dem Gesichtspunkt der Kumulierung dieser Art von Funktionen gerechtfertigt, die nicht unbedingt erwünscht ist.

Damit die Justizkommission bzw. der Grosse Rat einen Überblick über die Parität in den Behörden hat, gibt der Rat in seiner Stellungnahme nun systematisch die Zusammensetzung der betreffenden Behörde nach Männern und Frauen an.

Schliesslich beschloss der Rat bei Wahlen für Miet- und Arbeitsgerichte, bei Stellenausschreibungen Empfehlungsschreiben der Organisationen, welche die Beisitzerin oder der Beisitzer vertreten soll, zu verlangen, um ihre oder seine Legitimität zu gewährleisten.

1.9.6 Personaldossier der Magistratspersonen - Kompetenzdelegation des Grossen Rates

Im Laufe des Jahres 2022 stellte sich heraus, dass für Magistratspersonen keine Personaldossiers geführt werden. Das Amt für Personal des Staates Freiburg führt rein administrative Akten im Zusammenhang mit der Lohnzahlung und den Zulagen, der Justizrat bewahrt die im Rahmen von Stellenausschreibungen eingereichten Bewerbungsdossiers nicht auf, und der Grosse Rat als Anstellungsbehörde sorgt nicht für die Nachbearbeitung nach den Wahlen. Die administrative und disziplinarische Aufsicht liegt beim Rat. Das Amt für Justiz darf diese Aufgabe aufgrund der Gewaltenteilung nicht übernehmen.

Nach verschiedenen Gesprächen erschien es sinnvoll, dass der JR aktuelle Unterlagen sowohl zum Wahlverfahren als auch zur Ausbildung von Magistratspersonen und zur disziplinarischen Aufsicht führt. Langfristig kann diese Tätigkeit vom Führungsorgan übernommen werden. In der Zwischenzeit ist das Ratssekretariat jedoch bereit, diese Aufgabe auf der Basis einer Kompetenzdelegation durch den Grossen Rat zu übernehmen.

Mit Schreiben vom 21. September teilte das Büro des Grossen Rates dem Rat mit, dass es die formelle Übertragung der Zuständigkeit für die Führung der Personaldossiers von Magistratspersonen einstimmig angenommen habe. Diese trat ab dem 1. Januar 2022 in Kraft.

1.9.7 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und die Finanzdirektion

Nach dem Rücktritt von vier Mitgliedern der Aufsichtsbehörde und Problemen bei der Bearbeitung von Verwaltungsaufgaben der Aufsichtsbehörde sah sich der Rat gezwungen, einzugreifen, um das Funktionieren der Behörde über die Rücktrittsdaten der betroffenen Personen hinaus zu gewährleisten. Tatsächlich waren die Gründe, die die vier Mitglieder zum Rücktritt veranlassten, in den Verwaltungslasten und -aufgaben zu suchen.

Der Rat intervenierte bei der Finanzdirektion und der Präsidentin der Behörde, es kam zu einem Treffen, das zum Abschluss einer Vereinbarung über die Bearbeitung von Verwaltungsaufgaben führte. Mit dieser Lösung konnte das Funktionieren kurz- und mittelfristig sichergestellt werden. Sie kann jedoch nur als vorläufig betrachtet werden. Langfristig muss unbedingt eine Lösung gefunden werden, für die man sich wohl an anderen Kantonen orientieren wird.

1.9.8 Weiterbildung der Magistratspersonen

In Übereinstimmung mit seiner HR-Politik begleitet der Staat Freiburg seine Führungskräfte und sorgt für die Entwicklung ihrer Managementkompetenzen. So werden bei der Anstellung neuer Führungskräfte einführende Schulungen vom Amt für Personal und Organisation (POA) angeboten, die obligatorisch besucht werden müssen.

Da sich das POA der Besonderheiten des Richteramtes bewusst ist, trat es an die FVR heran, um eine zeitlich und inhaltlich angemessene Ausbildung für Magistratspersonen der Gerichtsbehörden einzuführen, und erarbeitete diese in enger Zusammenarbeit mit der FVR.

Der Justizrat, dessen Aufgabe es ist, für die Weiterbildung der Magistratspersonen zu sorgen, hat den Inhalt dieser neuen einführenden und speziell für die Gerichtsbehörden konzipierten Ausbildung validiert. Der Ausbildungsgang umfasst drei Module von jeweils einem halben Tag, die über einen Zeitraum von etwa fünf Monaten verteilt sind,

nämlich: Techniken für Anstellungsgespräche, Führung mit Zielvereinbarung, Entwicklung und Personalbeurteilung (ZEB) und Konfliktmanagement und -prävention.

Die Ausbildung steht allen offen. Der Rat wollte sie jedoch künftig für neu gewählte Magistratspersonen und für diejenigen, die seit dem 1. Januar 2018 ein Amt als Magistratsperson im Kanton übernehmen, für obligatorisch erklären.

Die ersten Module werden ab September 2023 stattfinden.

1.9.9 Überstunden der Magistratspersonen

Es wird daran erinnert, dass Magistratspersonen, die um eine Validierung ihrer Überstunden oder zusätzlichen Stunden (für Magistratspersonen in Teilzeit) zwecks Bezahlung ersuchen, diese begründen müssen.

Für das Jahr 2022 bestätigte der Rat die Überstunden von 9 Magistratspersonen. Die Gesamtsumme beläuft sich auf 1085 Stunden. Im Jahr 2021 belief sich die Gesamtsumme auf 1257,89 Stunden.

1.9.10 Neue Anwendung für die Personalrekrutierung

Für die Rekrutierung seines Personals hat der Staat Freiburg im Laufe des Jahres 2021 eine neue IT-Anwendung eingeführt. Diese hochentwickelte Anwendung soll die Verfügbarkeit der für das reibungslose Funktionieren der Kantonsverwaltung erforderlichen Humanressourcen sicherstellen, die richtigen Bewerberinnen und Bewerber anziehen, die Verwaltungsarbeit vereinfachen und die Rekrutierungsprozesse beschleunigen. Es wurde sogar an die Verwaltung von Vorstellungsgesprächen gedacht.

Leider ist die Anwendung angesichts der Besonderheiten des Rekrutierungsverfahrens für Magistratspersonen nicht auf die Arbeitsabläufe des Rates abgestimmt und kann gar einen erheblichen Zeitverlust für das Sekretariat des Rates bedeuten.

2 Das Gerichtswesen im Jahr 2022

2.1 Zusammenfassung und prägende Ereignisse des Jahres

2.1.1 Personal und Ausstattung

Mit Unterstützung des Rates und der Justizkommission verteidigte der Sicherheits- und Justizdirektor vor dem Staatsrat die Schaffung einer erheblichen Anzahl neuer Stellen per 2022. So erhielten die Gerichtsbehörden für das Jahr 2022 11 neue Stellen, darunter 2,7 VZÄ für Magistratspersonen.

In Absprache mit dem Amt für Justiz und auf der Grundlage der Jahresberichte des Rates und des Gesamtbedarfs, der geäußert worden war, wurden diese VZÄ wie folgt aufgeteilt: Es ist jedoch zu erwähnen, dass der von den Behörden geäußerte Gesamtbedarf über diese 11 VZÄ hinausging, da die Behörden bereits 2020 zum Schluss kamen, dass dringende Stellen im Umfang von insgesamt 15,55 VZÄ bewilligt werden sollten, die sie für ihr Funktionieren und eine ordnungsgemäße Rechtsprechung für unerlässlich hielten:

- > Bezirksgericht Broye: 0,7 VZÄ Gerichtsschreiber/in;
- > Bezirksgericht Greyerz: 0,8 VZÄ Magistratsperson, 0,8 VZÄ Gerichtsschreiber/in, 0,8 VZÄ Richtersekretär/in;
- > Bezirksgericht Saane: 0,5 VZÄ Gerichtsschreiber/in;
- > Bezirksgericht See: 0,2 VZÄ Magistratsperson, 0,7 VZÄ Gerichtsschreiber/in;
- > Staatsanwaltschaft: 0,1 VZÄ Gerichtsschreiber/in, 0,5 VZÄ wirtschaftswissenschaftliche Beraterin/wirtschaftswissenschaftlicher Berater;
- > Zwangsmassnahmengericht: 0,7 VZÄ Magistratsperson, 0,7 VZÄ Gerichtsschreiber/in, 0,7 VZÄ Richtersekretär/in;
- > Friedensgericht des Greyerzbezirks: 0,8 VZÄ Gerichtsschreiber/in;
- > Friedensgericht des Saanebezirks: 1 VZÄ Magistratsperson, 1 VZÄ Gerichtsschreiber/in, 1 VZÄ Richtersekretär/in;

Eine Stelle als Friedensrichter/in des Saanebezirks zu 100 % und eine Stelle als Präsident/in des Bezirksgerichts Greyerz zu 60 % wurden ausgeschrieben. Die erfolgreich kandidierenden Personen wurden in der Februarsession 2022 gewählt. Die restlichen Prozente wurden an bereits amtierende Magistratspersonen vergeben.

Im Rückblick nach fast einem Jahr lässt sich feststellen, dass diese bewilligten VZÄ einen Teil der Behörden entlasten konnten; einige arbeiten nicht mehr im reaktiven Modus, sondern können je nach zeitlicher Periode gar proaktiv agieren. Das Gericht des Greyerzbezirks versucht nun, seiner Rolle gerecht zu werden, indem es weniger auf die Gerichtsunabhängige Justizbehörde zurückgreift, das Zwangsmassnahmengericht leidet nun eher unter den engen Räumlichkeiten als unter Arbeitsüberlastung. Andere Behörden hingegen konnten feststellen, dass die neuen Arbeitskräfte die Arbeitsbelastung der bestehenden Magistratspersonen in statistischer Hinsicht verbessert, aber keinesfalls zu einer echten Erleichterung geführt haben.

Alle Behörden bekamen zudem die neue Rechtsprechung des Bundes zu den Unterhaltsbeiträgen mit voller Wucht zu spüren. Diese für die ganze Schweiz einheitliche Methode bleibt jedoch in ihrer täglichen Anwendung sehr komplex und zeitaufwändig.

Im Rahmen der Inspektionen wiesen viele Behörden auf eine hohe Arbeitsbelastung hin, die zusätzliche Kräfte sowohl bei Magistratspersonen als auch bei Gerichtsschreiberinnen, Gerichtsschreibern und Verwaltungspersonal erforderte. In diesem Zusammenhang ist anzumerken, dass alle Bezirksgerichte übereinstimmend von der zunehmenden Komplexität in den Bereichen Familienrecht und Strafverfahren berichten. Die Friedensgerichte stellen fest, dass die Situationen immer komplexer, schwieriger, langwieriger und einschneidender werden, ohne dass dies aus den Statistiken hervorgeht.

Der Rückgriff auf die Gerichtsunabhängige Justizbehörde, die Ernennung von Ad-hoc-Richterinnen und -richtern für besondere Situationen im Zusammenhang mit grossen, komplexen oder zeitraubenden Verfahren oder um die Abwesenheit von Magistratspersonen zu kompensieren, die Zunahme von Überstunden, die Begründung von Beschwerden gegen Magistratspersonen, die an den Rat gerichtet werden und die Kritik an der Dauer der Verfahren gehören zu den Elementen, die den Mangel an Ressourcen bestätigen, trotz der Bereitstellung zusätzlicher Kräfte im Jahr 2022. Der Rat ist zwar erfreut über die Bereitstellung dieser zusätzlichen Kräfte, kann jedoch nur feststellen, dass sie lediglich dazu beigetragen haben, von einer katastrophalen Situation zu einer weiterhin alarmierenden Situation überzugehen.

In diesem überlasteten Umfeld dankt die Behörde allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für ihr Engagement und ihren anhaltenden und kontinuierlichen Einsatz.

2.1.2 Räumlichkeiten

Einige Behörden wiesen auf die beengten räumlichen Verhältnisse hin.

Im letzten Jahresbericht war der Rat davon ausgegangen, dass für das Zwangsmassnahmengericht Lösungen gefunden würden. Das ist jedoch nicht der Fall. Diese Behörde funktioniert auch weiterhin mit 11 Personen in einer 3,5-Zimmer-Wohnung. Eine der Richterinnen hat kein eigenes Büro und hat sich im Sitzungsraum des Justizrates eingerichtet (Anpassungen in Bezug auf die Organisation der Räume und Möbel wurden vorgenommen, damit die Gewaltenteilung vollständig gewahrt bleibt). Nach den derzeitigen Gesprächen ist eine endgültige und angemessene Lösung in den nächsten Jahren nicht zu erwarten. Dank dem Einsatz der SJSD, insbesondere des Amtes für Justiz in Person seiner Amtsvorsteherin, könnte im Laufe des Jahres 2023 eine vorläufige Lösung gefunden werden; der Justizrat würde seine Räumlichkeiten verlassen, um eine zusätzliche Etage für das ZMG freizumachen. Diese Übergangslösung würde es dem Personal des ZMG ermöglichen, wieder etwas bessere Arbeitsbedingungen zu schaffen, die jedoch keinesfalls als angemessen bezeichnet werden können.

Das Friedensgericht des Saanebezirks sah den Umzug seiner Buchhaltungsabteilung in ein anderes Gebäude in der Postgasse 1. Dadurch wurde in den Räumlichkeiten in der Chorherrengasse bis zum endgültigen Umzug eine gewisse Anzahl an Plätzen für das übrige Personal frei. Das Sekretariat des Justizrates soll zusammen mit der Buchhaltungsabteilung des Friedensgerichts in Büros an der Postgasse 1 einziehen. Er hofft, dass diese Übergangslösung nicht andauern wird und dass angemessene und repräsentative Räumlichkeiten für den Justizrat als oberste Aufsichtsbehörde über die Gerichtsbehörden gefunden werden können.

Auch die Bezirksgerichte Broye und Vivisbach sowie das Friedensgericht des Greyerzbezirks warten noch auf eine Lösung für ihre räumlichen Probleme.

2.1.3 Entschädigung der Magistratspersonen und Beisitzerinnen und Beisitzer

Der Rat hat wiederholt darauf hingewiesen, dass er sich gelegentlich mit dem Rückzug von Bewerbungen für berufliche Positionen konfrontiert sieht, weil die vom Amt für Personal empfohlenen Gehaltseinstufungen – die insbesondere im Vergleich zu anderen Kantonen zu niedrig sind – nicht eingehalten werden. Der Rat ist besorgt darüber, dass dies den Pool an potenziellen kandidierenden Personen einschränken könnte.

Was die Bezahlung der Beisitzerinnen und Beisitzer betrifft, so nahm der Freiburger Grosse Rat im Berichtsjahr einstimmig das Postulat von Nicolas Kolly und Grégoire Kubski an, in dem der Staatsrat aufgefordert wurde, die Bezahlung der Beisitzerinnen und Beisitzer zu überprüfen. Der Staatsrat stimmte zu, diese Tarife seien in der Tat keineswegs attraktiv, insbesondere im interkantonalen Vergleich (190 Franken pro Tag, 125 Franken pro halben Tag und 60 Franken für eine Sitzung von weniger als zwei Stunden), und es sei keine Entschädigung für die Vorbereitung der Dossiers vorgesehen. Die entsprechende Tarifanpassung sollte im Jahr 2024 erfolgen können.

Der Justizrat, der sich für diese Tarifänderung eingesetzt hat, möchte den Grossrätinnen und Grossräten, insbesondere den Mitgliedern der Justizkommission, sowie Staatsrat Romain Collaud für ihr Engagement im Bereich dieses Dossiers danken.

2.1.4 Anwendung für die Geschäftsverwaltung der Oberämter

Die Oberämter verfügen noch immer über keine Anwendung für die elektronische Geschäftsverwaltung für die digitalisierte Verwaltung von Strafsachen, so dass sie weiterhin mit Excel-Listen arbeiten müssen. Das ist angesichts der heutigen Anforderungen an Effizienz und Rationalität nicht mehr akzeptierbar. Gewisse Oberämter verweisen auch auf die Notwendigkeit, die Übermittlung von Polizeirapporten zu digitalisieren, um eine doppelte Dateneingabe zu vermeiden.

Der Rat intervenierte im Laufe des Herbstes bei der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft, damit die Oberämter von Tribuna profitieren können.

Im Zusammenhang mit den Oberämtern stellt der Rat fest, dass deren Aktivitäten im Bereich des Verwaltungsrechts nicht seiner Aufsicht unterliegen.

2.2 Analyse der Gerichtsbehörden

«Die Freiburger Gerichtsbehörden funktionieren gut und effizient», so lautet das abschliessende Fazit des Berichts.

Wie weiter oben erwähnt, hat die Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion den Auftrag, die entsprechenden finanziellen, infrastrukturellen und gesetzlichen Auswirkungen zu prüfen und einen Umsetzungsplan zu erstellen.

Parallel dazu ist der Rat dabei, die Ausarbeitung des neuen Leitplans für die Gerichtsbehörden abzuschliessen.

Im Jahr 2017 erstellte der Justizrat einen Leitplan 2017-2021, der die Entwicklung der Justiz im Kanton Freiburg in den nächsten Jahren beschrieb. Dieser Plan sollte als Planungsinstrument verstanden werden, das Ziele, Aufgaben und Projekte beschreibt. Dies ermöglichte den Beginn einer strategischen Vision für die kurz- und mittelfristige Zukunft der Freiburger Justiz.

Der Leitplan 2023-2028 wird die Linie des ersten Leitplans fortsetzen. Nach dem Vorbild des Plans 2017-2021 wird dieses neue Dokument den globalen, schweizerischen, freiburgischen und gerichtlichen Kontext der Freiburger Justiz analysieren und daraus Schlussfolgerungen in Bezug auf Ziele, Pflichten, Organisation und Schwerpunktthemen ziehen. Es wird daher ein Ziel sein, die Neuorganisation der Justiz und ihre neuen Arbeitsweisen zu begleiten. Er wird auch die Frage des Wandels und die Notwendigkeit einer Begleitung sowie einige sensible Fragen zum Personalstatus von Magistratspersonen ansprechen.

2.3 Informatik

Im Laufe des Jahres 2022 erfolgte die **Migration der Telefonie auf Microsoft TEAMS**. Diese wurde von mehreren technischen Massnahmen begleitet, nämlich: den Wechsel von Desktop-Computern zu Laptops, die Migration der Telefonie auf Microsoft TEAMS (Abschaffung individueller Festnetztelefone, Webex-Anwendungen, ...), die Bereitstellung von Festnetztelefonen der Art «Ressourcen», z. B. für Verhörräume. Diese Migration verlief im Grossen und Ganzen reibungslos, die Behörden konnten zudem von gezielten Schulungen profitieren.

Gegen Ende des Jahres wurde das **Projekt Zentralisiertes Drucken** des e-Justice-Programms in allen Gerichtsbehörden ausgerollt. Es werden noch Folgemaassnahmen durchgeführt, um die Nutzung dieser neuen Funktionalität optimieren zu können.

Im Laufe des Jahres validierte die IKGB den Entwurf eines Organisationskonzepts für das **Kompetenzzentrum JUS-IKT**, d. h. das Informatik-Kompetenzzentrum im Dienste der Gerichtsbehörden.

Das Ziel der Einrichtung des Kompetenzzentrums ist es, «in einer ersten Phase operative Unterstützung durch ein Team zu leisten, das in digitalen Fragen kompetent ist; es wird sowohl die Nutzung von «Fach»-Anwendungen als auch von Anwendungen aus dem Büroumfeld unterstützen. In einer zweiten Phase, wenn die Projekte des e-Justice-Programms in Betrieb genommen werden, kann es die Unterstützung für diese Projekte übernehmen und so einen effizienten Übergang zwischen dem Projektmodus und dem Betriebsmodus auf Ebene der Benutzerinnen und Benutzer schaffen».

Das Kompetenzzentrum wird der Ansprechpartner für die operative Unterstützung für die folgenden Behörden und Einheiten sein:

- > Justizrat;
- > Kantonsgericht;
- > Bezirksgerichte, einschliesslich Miet- und Arbeitsgerichte;
- > Wirtschaftsstrafgericht;
- > Jugendgericht;
- > Zwangsmassnahmengericht;
- > Friedensgerichte;
- > Gerichtsunabhängige Justizbehörde;
- > Staatsanwaltschaft;
- > den Gerichtsbehörden zugeordnete Kommissionen.

Der Budgetvorschlag berücksichtigte:

- > anfangs 2023 die Aufnahme der Tätigkeit des Kompetenzzentrums in den Bereichen Support, Begleitung und Vorbereitung der Verstärkung;
- > eine Verstärkung des Schulungsangebots für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Gerichtsbehörden ab 2025;
- > ab 2025 die schrittweise Einführung eines strukturierten Schulungsprogramms und der Beginn von Business-Analyse-Programmen zur Unterstützung der Anwendungsentwicklung, die von den Berufsgruppen vorgeschlagen oder ausgewählt werden, in Verbindung mit dem Programm e-Justice (verstärkte Aktivität 2027 nach dem geplanten Ende des Programms e-Justice).

Michel Corbaz wurde per 1. Januar 2023 als Leiter des künftigen digitalen Kompetenzzentrums der Gerichtsbehörden angestellt. Herr Corbaz ist 58 Jahre alt und bei den Gerichtsbehörden wohlbekannt, denn er arbeitet seit über 24 Jahren im Informatikdienst der Gerichtsbehörden, früher beim Kantonsgericht und danach beim ITA.

Bei den Arbeiten für die Digitalisierung der Justiz zeigte sich die Notwendigkeit eines Kompetenzzentrums für die operative Unterstützung des Personals der Gerichtsbehörden in Informatikfragen.

Die Hauptaufgaben lauten daher wie folgt:

- > im Informatikbereich zum ordentlichen Betrieb der Gerichtsbehörden im Alltag beitragen;
- > den Gerichtsbehörden ermöglichen, die neuen fachspezifischen Rollen gemäss der neuen Verordnung über die Digitalisierung korrekt wahrzunehmen;
- > den Benutzerinnen und Benutzern der Gerichtsbehörden guten Support für künftige neue Anwendungen leisten.

Das Kompetenzzentrum hat den Auftrag, zu koordinieren und in den folgenden Bereichen mit den IT-Ansprechpersonen, Key-Userinnen, Key Usern und Verantwortlichen der fachlichen Prozesse zusammenzuarbeiten, dies umfasst:

- > Support: für die Mitarbeitenden der Gerichtsbehörden einen qualitativ hochstehenden Support zu leisten;
- > Begleitung: den Mehrwert der bereitgestellten Tools und Services zu vermitteln;
- > Schulung: Tutorials zu erstellen, zu verbreiten und zu präsentieren, um die Nutzung der Tools und Anwendungen und Services zu erleichtern;
- > Kommunikation: Informationen und Best Practices innerhalb der Gerichtsbehörden zu teilen;
- > Technologiebeobachtung: technologische Entwicklungen bei den von den Gerichtsbehörden genutzten Systemen mitzuverfolgen und zu verstehen.
- > Antizipierung: Bedürfnisse zu erkennen und das Arbeitsumfeld von morgen vorzubereiten.

Das Kompetenzzentrum wird den Betrieb ab dem ersten Halbjahr 2023 schrittweise aufnehmen. Wenn der Grosse Rat den Voranschlag 2023 genehmigt, wird Herr Corbaz ein Team mit 5 VZÄ führen, das heisst den Schulungsverantwortlichen Marc Decroux, der seine Arbeit bereits aufgenommen hat, IT-Verantwortliche und ein/e Mediamatik-Assistent/in.

Nach derzeitigem Stand werden die Ziele und Arbeitsabläufe mit Unterstützung einer Arbeitsgruppe, an der Michel Corbaz, der Fachbereich, das Amt für Justiz, das Programm e-Justice und das ITA beteiligt sind, weiter definiert und präzisiert.

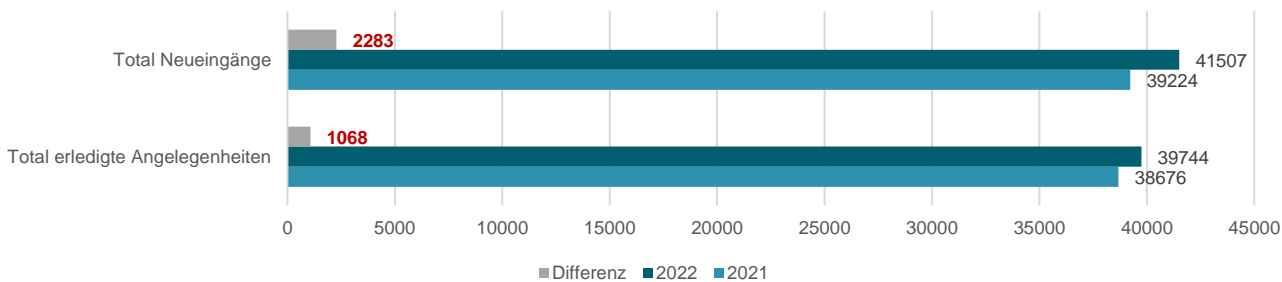
Die abgeschlossenen und laufenden IT-Projekte lauten wie folgt:

- > Rollout der Anwendung Teams;
- > Erneuerung eines Teils des Computerbestands (je nach Alter der Hardware);
- > Ausstattung von Gerichtssälen mit Videokonferenzsystemen;
- > Erweiterung der Funktionalitäten von Tribuna für das Familiendossier der Friedensgerichte (Release R22);
- > Update von Tribuna beim Jugendgericht (in Wartestellung);
- > Neue Plattform für den Austausch von Dossiers OAI-TC;
- > e-LP in Produktion bringen;
- > Bereitstellung von Adressen XXX@fr.ch für Mitglieder von Kommissionen, die den Gerichtsbehörden zugewiesen sind, und für Beisitzerinnen, Beisitzer, stellvertretende Richterinnen und Richter. Zu erwähnen bleibt, dass die Arbeiten zur Bereitstellung von Tribuna für die Schlichtungskommissionen für Mietsachen von der IKGB wieder aufgenommen wurden;
- > Einführung von NewVOSTRA (Verwaltung von Strafregistern) (1. Phase);
- > Bearbeitung der Siegel beim Zwangsmassnahmengericht (in Bearbeitung);
- > Daten, die von den Gerichtsbehörden an das ITA übermittelt werden (in Bearbeitung).

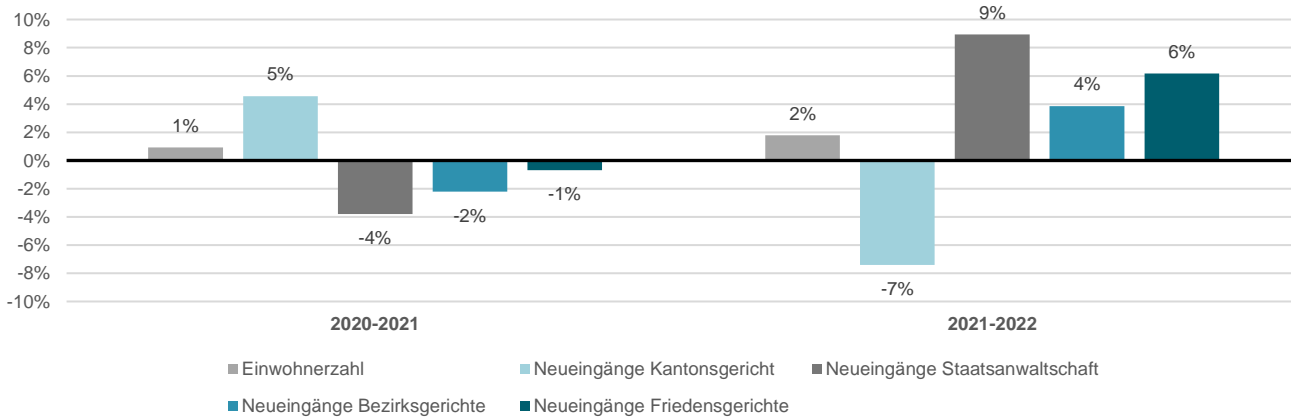
2.4 Arbeitslast (Neueingänge und erledigte Dossiers)

Wie bereits mehrfach festgestellt, ist es im Zusammenhang mit der Arbeitsbelastung und den generellen Erledigungen von Dossiers der Gerichtsbehörden wichtig, darauf hinzuweisen, dass es ohne ein einheitliches statistisches Instrument, das auf alle Gerichtsbehörden anwendbar ist, und angesichts der unterschiedlichen Natur der bei den Behörden hängigen Verfahren schwierig ist, einen wirklichen Überblick zu geben. In den nachstehenden Diagrammen sind die Zahlen der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde nicht berücksichtigt, die bereits in den Zahlen der Behörden enthalten sind, welche die Fälle an sie überwiesen haben. Gleiches gilt für die Oberämter, die nicht über das Tribuna-System verfügen und deren Einträge zum Teil bereits bei der Staatsanwaltschaft erfasst sind, und für die Schlichtungskommissionen für Mietsachen, deren Zahlen zum Teil in denjenigen der Gerichte enthalten sind. Der Vollständigkeit halber sind diese Zahlen jedoch im zweiten Teil der nachfolgenden Tabellen aufgeführt.

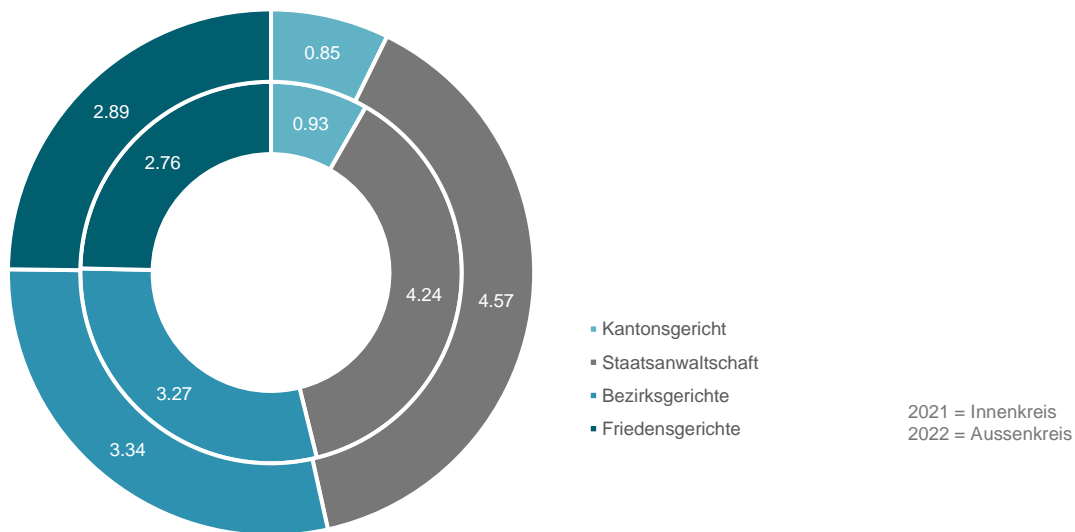
Neueingänge und erledigte Angelegenheiten der Behörden mit Tribuna-Software - Entwicklung 2021-2022 (ohne Kommissionen und Oberämter)



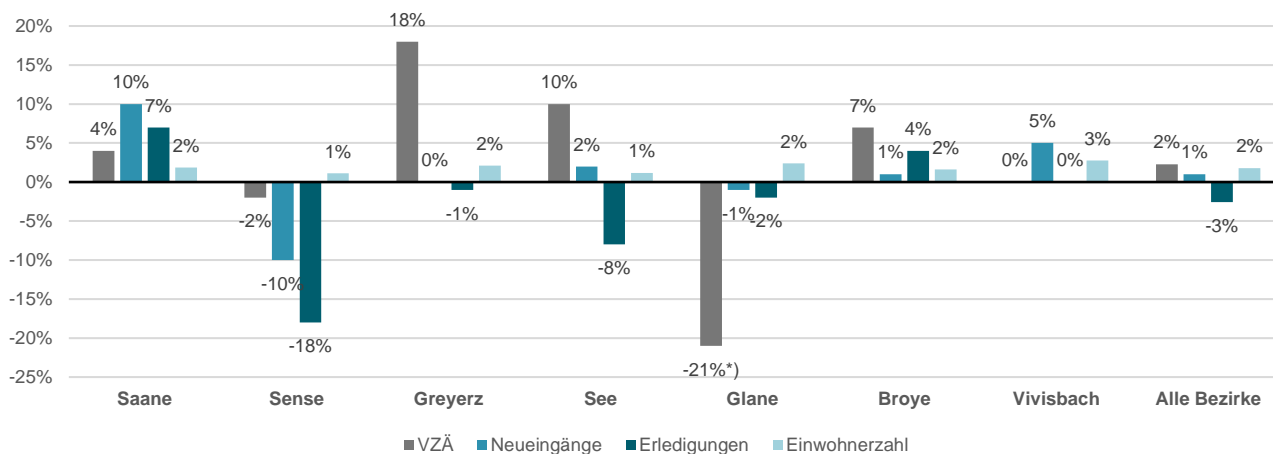
Entwicklung Einwohnerzahl und Neueingänge 2020-2022 KG - StA - BG - FG



Neueingänge pro 100 Einwohner 2021-2022



Entwicklung Einwohnerzahl - VZÄ - Neueingänge - Erledigungen - Bezirksgericht 2021 2021-2022



*) Die 21% Abnahme im Glanebezirk ergeben sich aus einer 2022 weggefallenen VZÄ-Lehrstelle.

2.4.1 Neueingänge

Behörden mit Tribuna-Software	2020	2021	2022
Kantonsgericht	2904	3043	2833
Staatsanwaltschaft	14445	13917	15283
Zwangsmassnahmengericht	634	830	711
Jugendstrafgericht	1427	1636	1850
Gerichtsunabhängige Richterin ¹⁾	279	298	505
Wirtschaftsstrafgericht	6	3	10
Bezirksgerichte	10980	10733*)	11163
Friedensgerichte	9124	9062	9657
Total	39520	39215	41507

¹⁾ Die Neueingänge der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Behörden, die Dossiers an diese Einheit übertragen haben, miteinberechnet.

*) Diese Zahl stimmt nicht mit der Zahl des Vorjahresberichtes überein. Die angegebene Zahl war aufgrund eines Informatikproblems ungenau und wurde im vorliegenden Bericht korrigiert.

Andere Behörden	2020	2021	2022
Oberämter ¹⁾	16045	17850	19424
Schlichtungskommissionen für Mietsachen ²⁾	725	633	516
Rekurskommission der Universität	4	9	2
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	4	1	1
Rekurskommission für Bodenverbesserungen	2	8	0
Enteignungskommission	3	8	5
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	5	3	9
Rekurskommission für die Ersterhebung	0	2	3
Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	7	2	1
Total	16795	18516	19961

¹⁾ Ein Teil der Neueingänge der Oberämter, die nicht über das Tribuna-Computersystem verfügen, sind bereits bei der Staatsanwaltschaft erfasst.

²⁾ Ein Teil der Angelegenheiten der Kommissionen sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Gerichte miteinberechnet.

2.4.2 Erledigte Angelegenheiten

Behörden mit Tribuna-Software	2020	2021	2022
Kantonsgericht	3124	3095	2837
Staatsanwaltschaft	14572*)	14127	14699
Zwangsmassnahmengericht	634	830	718
Jugendstrafgericht	1561	1463	1752
Gerichtsunabhängige RichterIn ¹⁾	268	304	433
Wirtschaftsstrafgericht	6	3	10
Bezirksgerichte	10639*)	10958*)	11085
Friedensgerichte	8386	8191	8643
Total	38922	38667	39744

¹⁾ Die erledigten Angelegenheiten der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Behörden, die Dossiers an diese Einheit übertragen haben, miteinberechnet.

*) Diese Zahlen stimmen nicht mit den Zahlen der Vorjahresberichte überein. Die angegebenen Zahlen waren aufgrund eines Informatikproblems ungenau und wurden im vorliegenden Bericht korrigiert.

Andere Behörden (ohne Oberämter)	2020	2021	2022
Schlichtungskommissionen für Mietsachen ¹⁾	736	666	495
Rekurskommission der Universität	8	8	5
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	4	1	0
Rekurskommission für Bodenverbesserungen	2	6	2
Enteignungskommission	1	4	3
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	3	5	3
Rekurskommission für die Ersterhebung	1	5	4
Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	11	3	2

¹⁾ Ein Teil der Angelegenheiten der Kommissionen sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Gerichte miteinberechnet.

Das **Kantonsgericht** verzeichnete in diesem Berichtsjahr einen Rückgang der Gesamtzahl seiner registrierten und erledigten Angelegenheiten. Auch die Zahl der hängigen Dossiers konnte gesenkt werden. Bei den Strafhöfen stiegen die Neueingänge jedoch an.

Die **Staatsanwaltschaft** bewältigte ihre bedeutende Arbeitsbelastung weiterhin sehr effizient. Tatsächlich stieg die Zahl der Verfahren, die in diesem Berichtsjahr registriert wurden, analog zur Zahl der erledigten Angelegenheiten. Die Zahl der hängigen Angelegenheiten hat jedoch zugenommen.

Zum ersten Mal seit mehreren Jahren hat das **Zwangsmassnahmengericht** einen Rückgang der Neueingänge zu verzeichnen.

Wie im Jahr 2021 kommt es auch in diesem Jahr zu einem Anstieg der Anzahl Eingänge und der Anzahl der am 31. Dezember hängigen Angelegenheiten beim **Jugendstrafgericht**.

Die Zahl der neuen Angelegenheiten über alle Fachgebiete hinweg, die bei den **Bezirksgerichten** registriert wurden, stieg an. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten ist zwar gestiegen, doch konnte dadurch die Zahl der am 31. Dezember hängigen Angelegenheiten nicht gesenkt werden. Im Saanebezirk stieg die Zahl der Eingänge, der erledigten Angelegenheiten und der hängigen Angelegenheiten. Im Sensebezirk gingen die Eingänge und die

erledigten Angelegenheiten zurück; die Anzahl hängiger Angelegenheiten hat jedoch zugenommen. Im Greyerzbezirk stieg die Zahl der Eingänge, der erledigten Angelegenheiten und der hängigen Angelegenheiten. Der Seebezirk verzeichnete einen Anstieg der Eingänge und der hängigen Angelegenheiten; seine erledigten Angelegenheiten sanken. Im Glanebezirk gingen sowohl die Eingänge als auch die erledigten Angelegenheiten zurück; jedoch stieg die Zahl der pendenten Angelegenheiten an. Im Broyebezirk nahmen sowohl die Eingänge als auch die erledigten Angelegenheiten zu; die hängigen Angelegenheiten nahmen hingegen ab. Schliesslich stieg im Vivisbachbezirk die Zahl der Eingänge und der hängigen Angelegenheiten, während die erledigten Angelegenheiten zurückgingen.

Im Jahr 2021 wurde einer Erhöhung der Vollzeitäquivalente (Magistratspersonen, Gerichtsschreiberinnen, Gerichtsschreiber und Sekretariat) der **Gerichtsunabhängigen Justizbehörde** zugestimmt, um die Teilnahme der Behörden am Programm e-Justice auszugleichen. Im Jahr 2022 wurde der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde eine beträchtliche Anzahl neuer Angelegenheiten zugewiesen (+207 im Vergleich zu 2021).

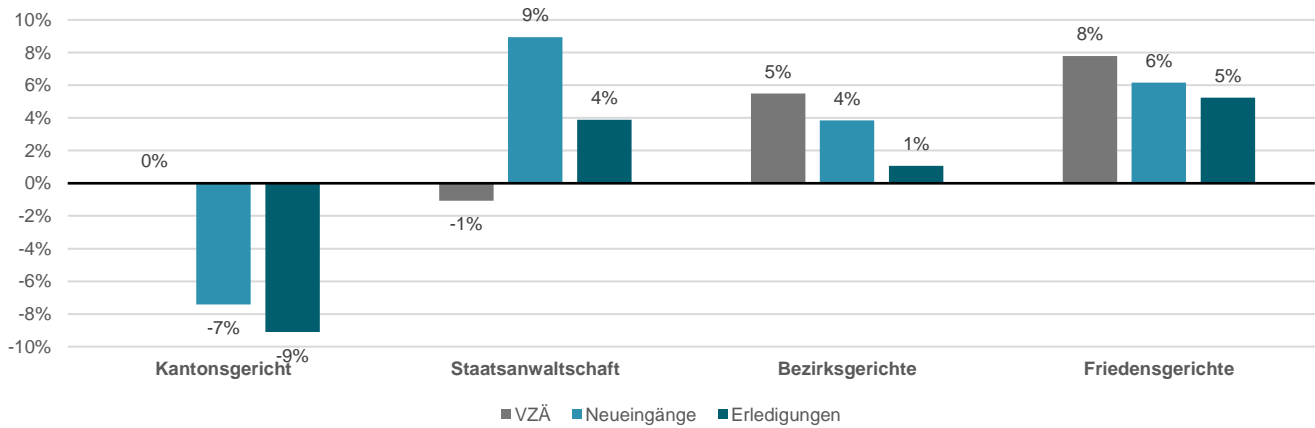
Das Volumen der neuen Angelegenheiten aller Rechtsgebiete **der Friedensgerichte** ist gestiegen, dasselbe gilt für erledigte und hängige Angelegenheiten. Die Anzahl der Entscheide ist gesunken. Diese Tendenz ist in allen Friedensgerichten zu beobachten, mit Ausnahme des Seebezirks, wo die Neueingänge, die hängigen Angelegenheiten und die Entscheide zurückgingen, während die Erledigungen zugenommen haben, und des Broyebezirks, wo die Neueingänge, die erledigten Angelegenheiten und die Entscheide zurückgingen, während die hängigen Angelegenheiten zunahmen. Die Angelegenheiten werden weiterhin komplexer.

Wie oben (unter Punkt 2.1.4) festgestellt wurde, verwalten die **Oberämter** ihre Angelegenheiten mithilfe von Excel-Tabellen, was Zeitverlust bedeutet und die Arbeit dieser ohnehin schon stark belasteten Behörden erschwert. Die Verwaltungsgerichtsbarkeit der Oberämter ist derzeit von der Aufsicht des Rates ausgenommen. Im Jahr 2022 führte die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft eine erste Inspektion der Oberämter unter dem Gesichtspunkt ihrer administrativen und politischen Tätigkeit durch. Der Rat wird in Absprache mit der SJSD vorschlagen, dass nach dieser ersten Doppelinspektion ein Austausch stattfindet, um bestimmte Funktionsweisen zu rationalisieren, insbesondere in den Bereichen Datenverwaltung und Dossierführung.

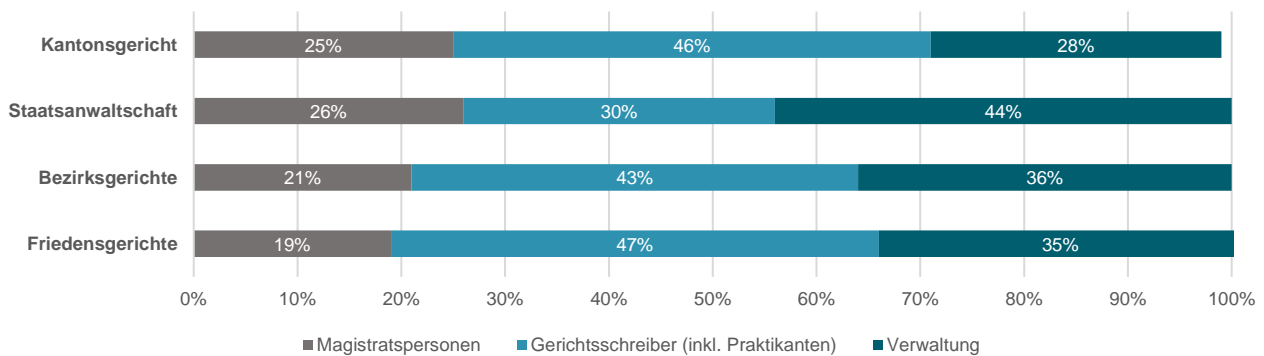
Was die **Schlichtungskommissionen in Mietsachen** betrifft, so ist die Zahl der neuen Angelegenheiten und der erledigten Angelegenheiten zurückgegangen, während die Schlichtungsquote stabil blieb.

2.5 Personalausstattung der Gerichtsbehörden 2022

Entwicklung VZÄ (Magistratspersonen, Gerichtsschreiber, Verwaltung) - Neueingänge - Erledigungen 2021-2022



Personalressourcen VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2022



3 Tätigkeit der Gerichtsbehörden

3.1 Kantonsgericht KG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Kantonsgericht KG ist oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Administrativsachen. Es entscheidet über Berufungen und Beschwerden gegen ein erstinstanzliches Urteil und auch über Klagen und Beschwerden gegen Entscheide der Verwaltungsbehörden des Kantons. Ihm kommt eine doppelte Funktion als Gerichtsbehörde und als delegiertes Aufsichtsorgan über die Verwaltung der Rechtspflege zu.

Webseite KG: <https://www.fr.ch/de/gb/kg>

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Dina Beti, Präsidentin; Marc Sugnaux, Vizepräsident

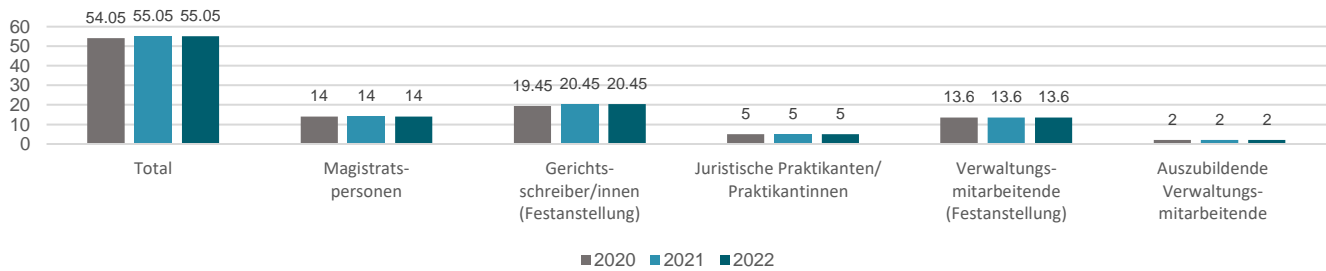
Marc Boivin, Jérôme Delabays, Markus Ducret, Michel Favre, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Marianne Jungo, Daniela Kiener, Catherine Overney, Anne-Sophie Peyraud, Christian Pfammatter, Laurent Schneuwly, Sandra Wohlhauser, Mitglieder

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Stéphanie Colella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher, Ersatzrichterin/Ersatzrichter

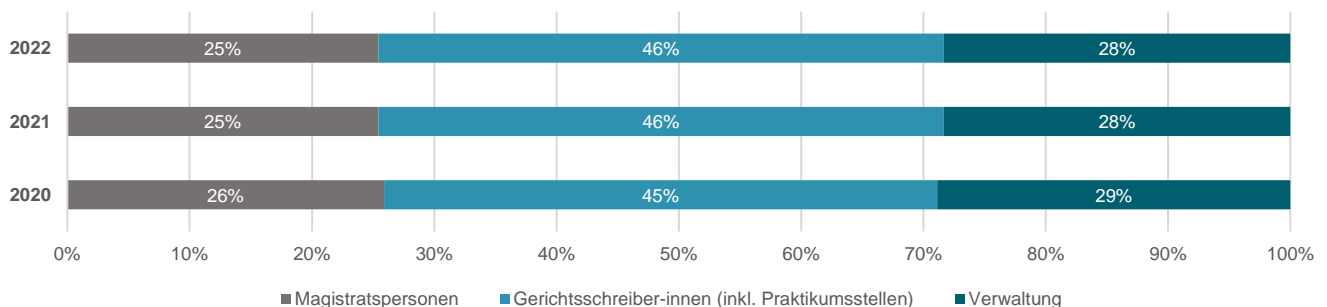
- > I. Zivilappellationshof: Jérôme Delabays, Präsident; Dina Beti, Sandra Wohlhauser, Laurent Schneuwly, Yann Hofmann, Mitglieder
- > II. Zivilappellationshof: Dina Beti, Präsidentin; Catherine Overney, Michel Favre, Markus Ducret, Mitglieder
- > Schuldbetreibungs- und Konkurskammer: Catherine Overney, Präsidentin; Dina Beti, Markus Ducret, Mitglieder
- > Kindes- und Erwachsenenschutzhof: Sandra Wohlhauser, Präsidentin; Jérôme Delabays, Michel Favre, Laurent Schneuwly, Mitglieder
- > Strafappellationshof: Michel Favre, Präsident; Catherine Overney, Dina Beti, Markus Ducret, Mitglieder
- > Strafkammer: Laurent Schneuwly, Präsident; Jérôme Delabays, Sandra Wohlhauser, Mitglieder
- > I. Verwaltungsgerichtshof: Marianne Jungo, Präsidentin; Anne-Sophie Peyraud, Christian Pfammatter, Dominique Gross, Yann Hofmann, Mitglieder
- > II. Verwaltungsgerichtshof: Christian Pfammatter, Präsident; Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Mitglieder
- > III. Verwaltungsgerichtshof: Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin; Marianne Jungo, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Mitglieder
- > Steuergerichtshof: Marc Sugnaux, Präsident; Christian Pfammatter, Dina Beti, Daniela Kiener, Mitglieder
- > I. Sozialversicherungsgerichtshof: Marc Boivin, Präsident; Dominique Gross, Yann Hofmann, Marianne Jungo, Marc Sugnaux, Mitglieder
- > II. Sozialversicherungsgerichtshof: Johannes Frölicher, Präsident; Daniela Kiener, Anne-Sophie Peyraud, Marc Sugnaux, Mitglieder

3.1.1 Personalressourcen

KG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



KG - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien



3.1.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 fällte das Kantonsgericht 2837 Urteile. Während die Zahl der erledigten Angelegenheiten im Vergleich zu 2021 (3095; -8.3 %) und im Vergleich zu den Vorjahren sank, spiegelt diese Zahl nicht die Realität bei der Arbeitsbelastung des Kantonsgerichts wider, die nach wie vor sehr hoch ist. Tatsächlich sind die Verfahren in den letzten Jahren erheblich komplexer geworden, so dass der Arbeitsaufwand für die einzelnen Dossiers stark zugenommen hat und die Bearbeitungszeiten länger geworden sind. Die Zahl der Neueingänge ist ebenfalls gesunken (2022: 2833; 2021: 3043; -6.9 %), die Zahl der hängigen Angelegenheiten belief sich am 31. Dezember 2022 auf 996, was 4 Angelegenheiten weniger waren als Ende 2021 (1000).

Die Arbeitsbelastung des Ersten Zivilappellationshofs ist aufgrund der neuen Rechtsprechung des Bundesgerichts im Bereich der Unterhaltsbeiträge weiterhin sehr hoch. Auch der Zweite Verwaltungsgerichtshof verzeichnet einen deutlichen Anstieg der Zahl der registrierten Fälle. In diesem Zusammenhang begrüsst der Rat die Flexibilität der Richterinnen und Richter, die je nach Bedarf in anderen Höfen tätig sind.

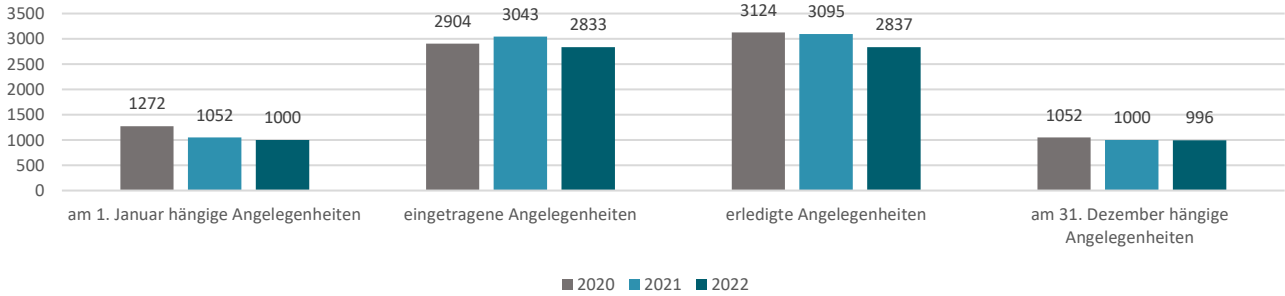
Beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof nahm der Rat die Zunahme und Komplexität der Fälle sowie die bevorstehende Problematik der ungesicherten Nachfolge eines deutschsprachigen psychiatrischen Sachverständigen zur Kenntnis. Er stellte auch fest, dass es im Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (Standort Marsens) keinen deutschsprachigen Arzt bzw. kein deutschsprachiges Personal gibt und dass sich daraus Schwierigkeiten für einen Teil der Bevölkerung ergeben, die nicht an einem anderen Standort untergebracht werden können. Der Rat wird sich im Rahmen seiner Möglichkeiten und Befugnisse bemühen, die notwendigen Gesuche zu unterstützen, um diese Schwierigkeiten zu beheben.

Schliesslich möchte der Rat die umfassende Beteiligung des Kantonsgerichts an der Umsetzung des Programms e-Justice hervorheben und begrüsst diese. In diesem Zusammenhang freut er sich, dass das Gericht sich bereit erklärt hat, eine der drei Pilotbehörden für die Umsetzung des Projekts für das Zentralisierte Drucken zu sein, und dankt allen Mitarbeitenden für ihre Flexibilität.

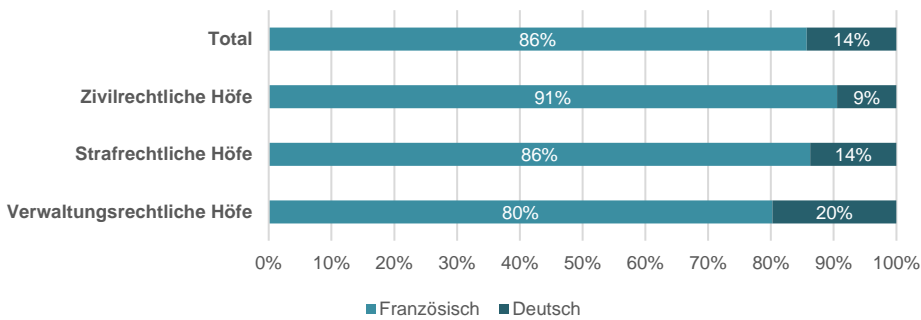
3.1.3 Arbeitslast – Statistik

3.1.3.1 Allgemeines

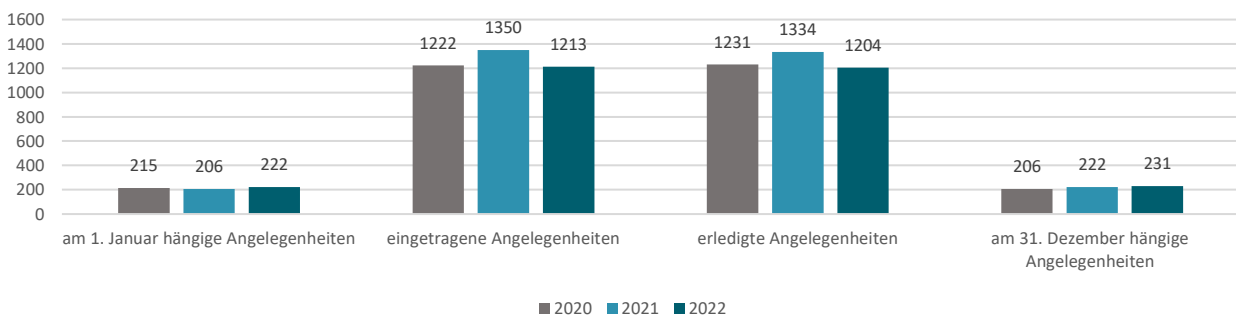
KG - Allgemeine Statistik Gericht und verschiedene Höfe 2020-2022



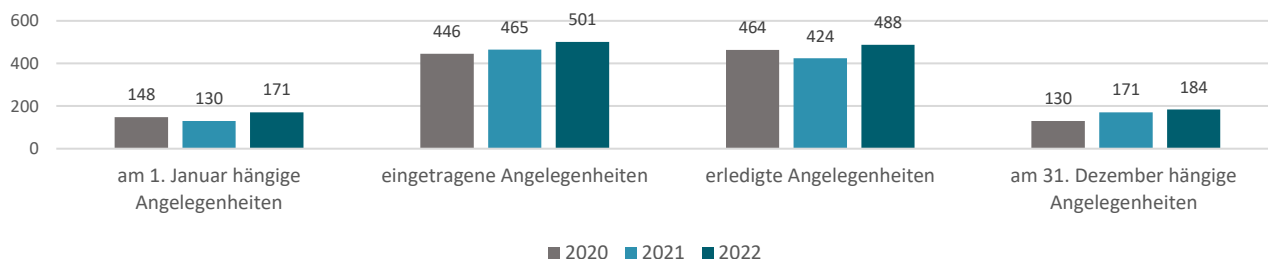
KG - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2022



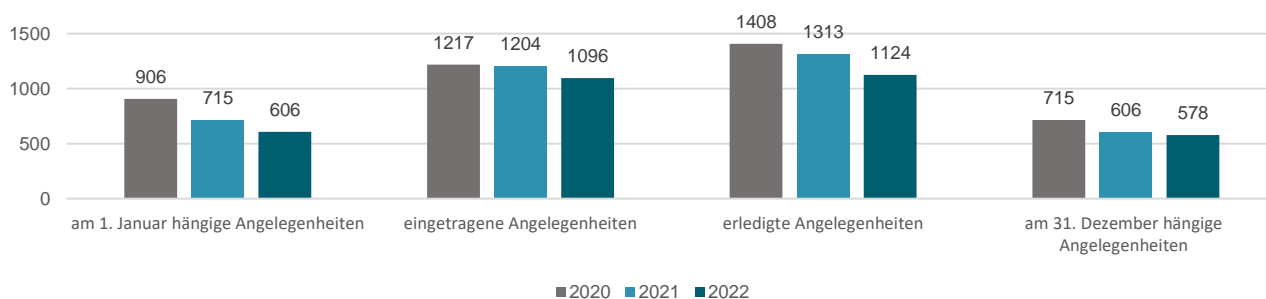
Zivilrechtliche Höfe - Entwicklung 2020-2022



Strafrechtliche Höfe - Entwicklung 2020-2022



Verwaltungsrechtliche Höfe - Entwicklung 2020-2022

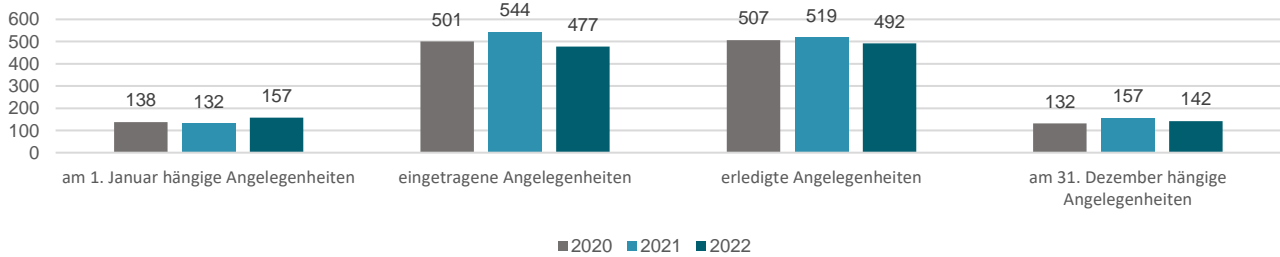


	1–30 Tge	1–3 Mte	3–6 Mte	6–12 Mte	1–2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	204	91	83	86	26	2
II. Zivilappellationshof	100	120	20	9	0	2
II. Zivilappellationshof – intern. Rechtsh.	176	10	1	0	0	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	84	38	5	0	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	70	48	27	1	1	0
Strafappellationshof	46	19	24	62	42	0
Strafkammer	99	127	48	13	8	0
I. Verwaltungsgerichtshof	36	40	27	49	42	8
II. Verwaltungsgerichtshof	43	41	34	61	21	3
III. Verwaltungsgerichtshof	41	71	25	21	5	1
Steuergerichtshof	7	33	12	57	2	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	17	23	32	133	28	3
II. Sozialversicherungsgerichtshof	18	36	57	64	30	3

3.1.3.2 Zivilrechtliche Höfe

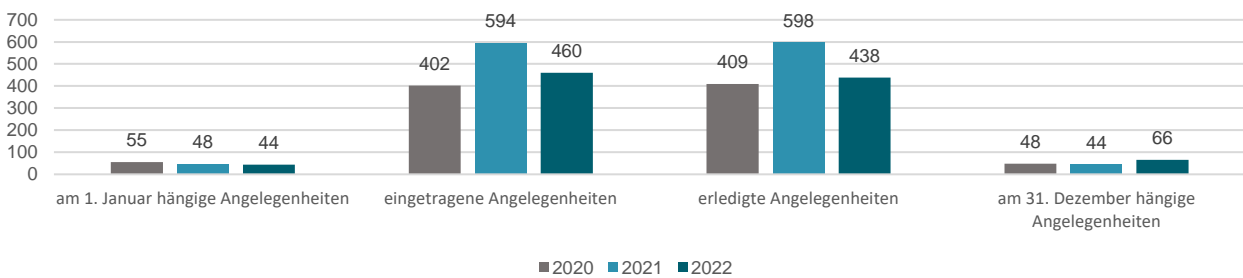
3.1.3.2.1 I. Zivilappellationshof

I. Zivilappellationshof - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.2.2 II. Zivilappellationshof

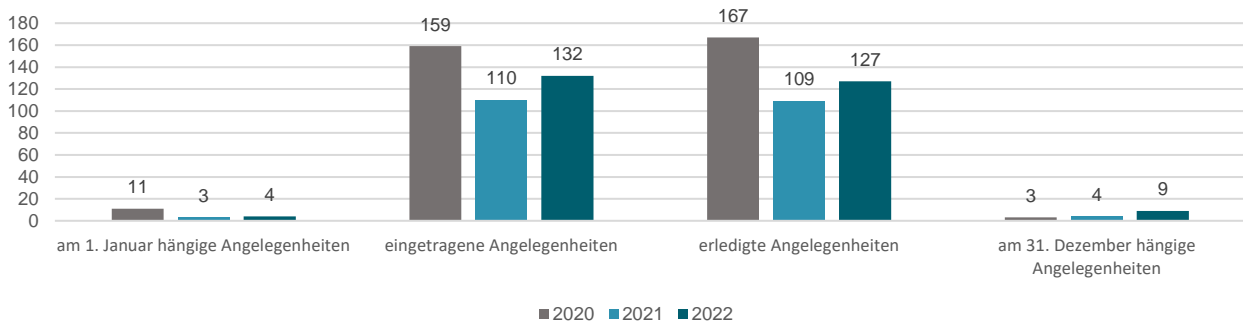
II. Zivilappellationshof - allgemeine Statistik 2020-2022



Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.

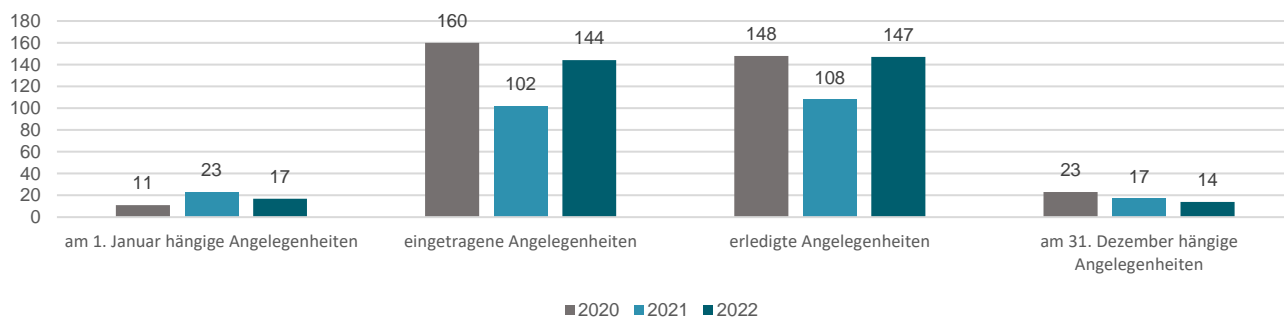
3.1.3.2.3 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Schuldbetreibungs- und Konkurskammer - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.2.4 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

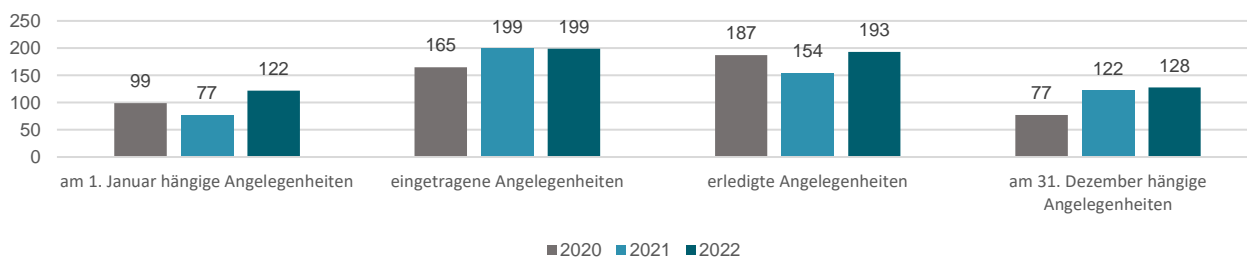
Kindes- und Erwachsenenschutzhof - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.3 Strafrechtliche Höfe

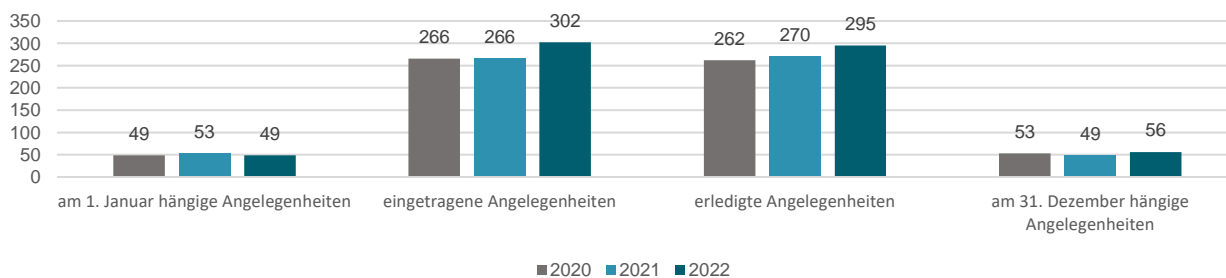
3.1.3.3.1 Strafappellationshof

Strafappellationshof - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.3.2 Strafkammer

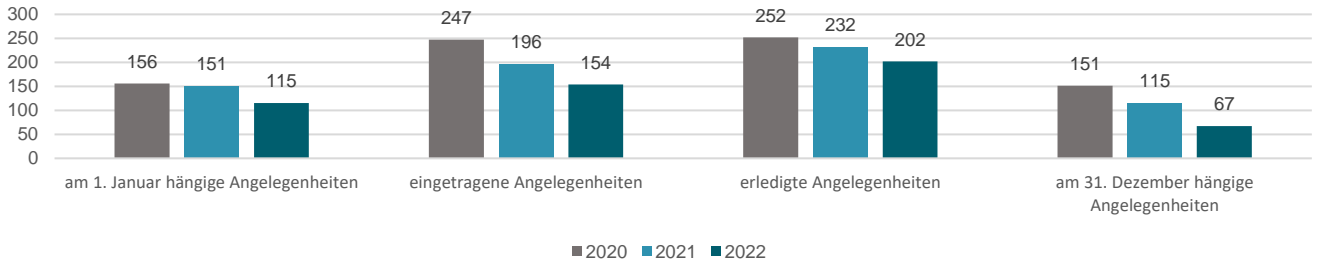
Strafkammer - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.4 Verwaltungsrechtliche Höfe

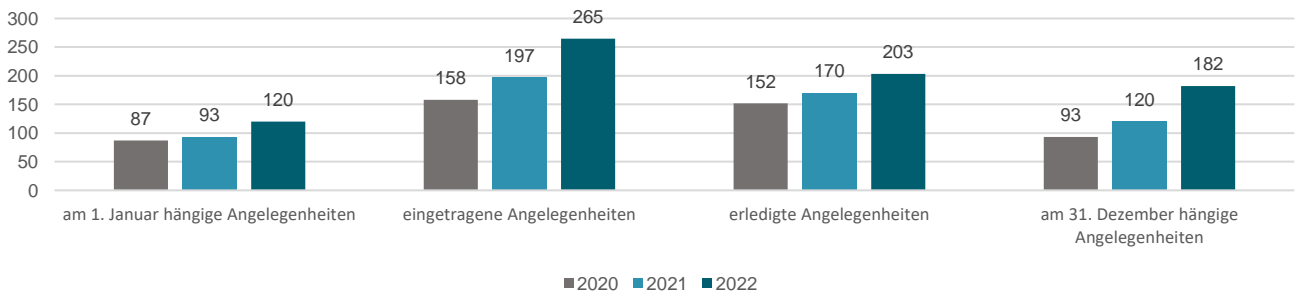
3.1.3.4.1 I. Verwaltungsgerichtshof

I. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2020-2022



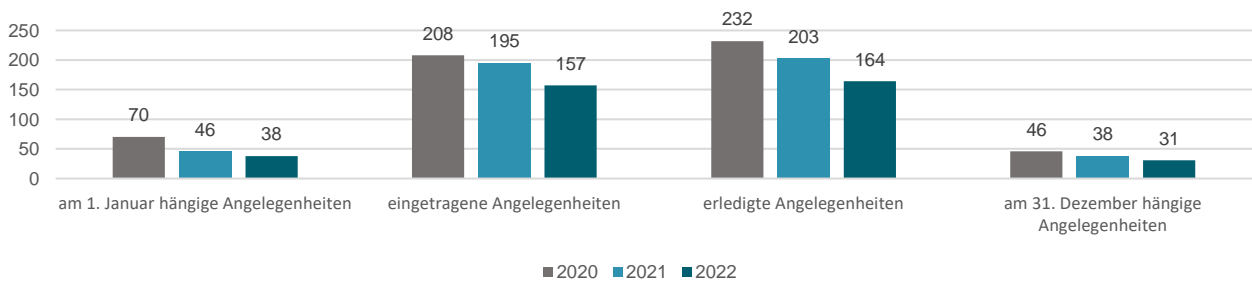
3.1.3.4.2 II. Verwaltungsgerichtshof

II. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2020-2022



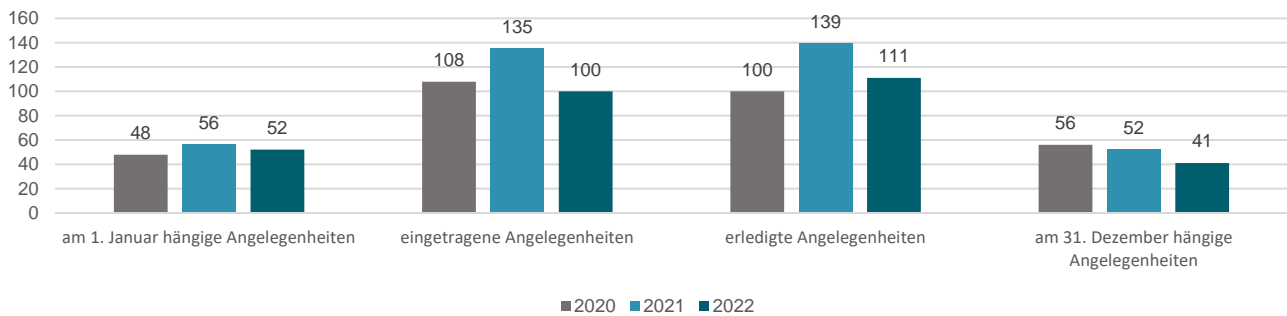
3.1.3.4.3 III. Verwaltungsgerichtshof

III. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2020-2022



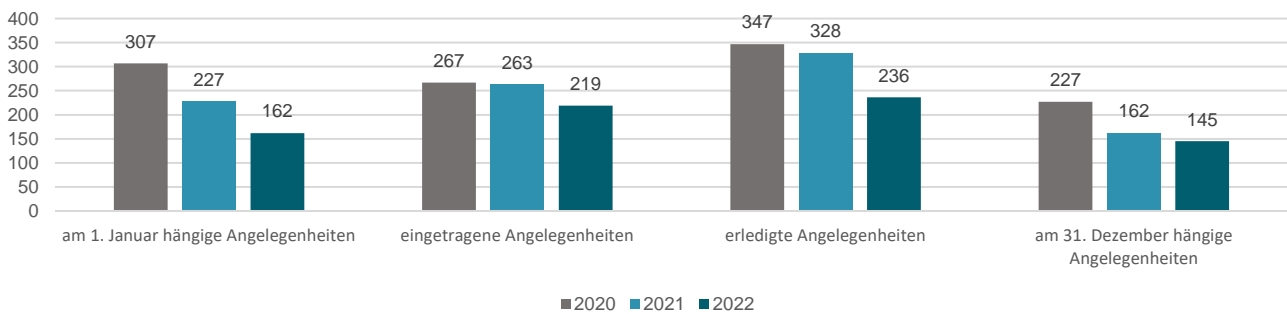
3.1.3.4.4 Steuergerichtshof

Steuergerichtshof - allgemeine Statistik 2020-2022



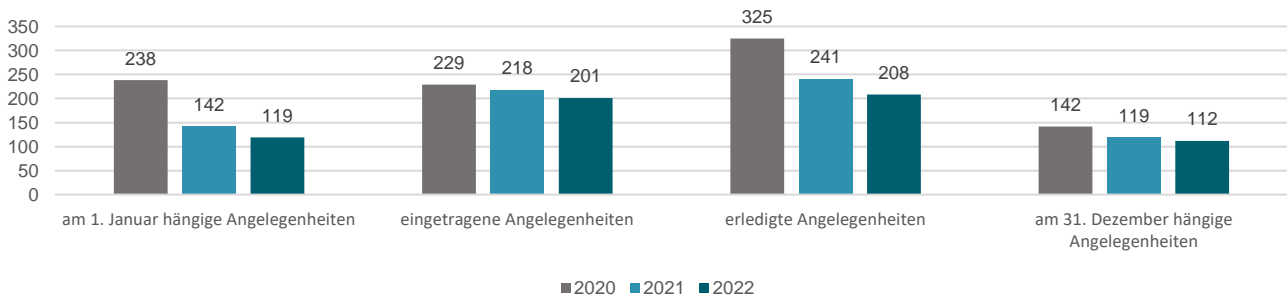
3.1.3.4.5 I. Sozialversicherungsgerichtshof

I. Sozialversicherungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.4.6 II. Sozialversicherungsgerichtshof

II. Sozialversicherungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2020-2022



3.1.3.4.7 Beschwerden an das Bundesgericht

Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021	2022
I. Zivilappellationshof	26	24	37
II. Zivilappellationshof	23	23	24
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	4	6
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	9	7
Strafappellationshof	27	50	29
Strafkammer	35	22	34
I. Verwaltungsgerichtshof	29	30	18
II. Verwaltungsgerichtshof	19	18	16
III. Verwaltungsgerichtshof	11	12	9
Steuergerichtshof	9	12	11
I. Sozialversicherungsgerichtshof	43	32	23
II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	21	15
Total	256	257	229

3.1.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Kantonsgerichts

[Link.](#)

3.2 Staatsanwaltschaft StA

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Staatsanwaltschaft StA wacht über die Einhaltung von Recht und Ordnung. Sie vertritt namentlich den Staat vor den Bezirksstrafgerichten und gegebenenfalls den Bezirkszivilgerichten, dem Jugendstrafgericht, dem Wirtschaftsstrafgericht, dem Kantons- und dem Bundesgericht.

Webseite StA: <https://www.fr.ch/de/sjd/sta>.

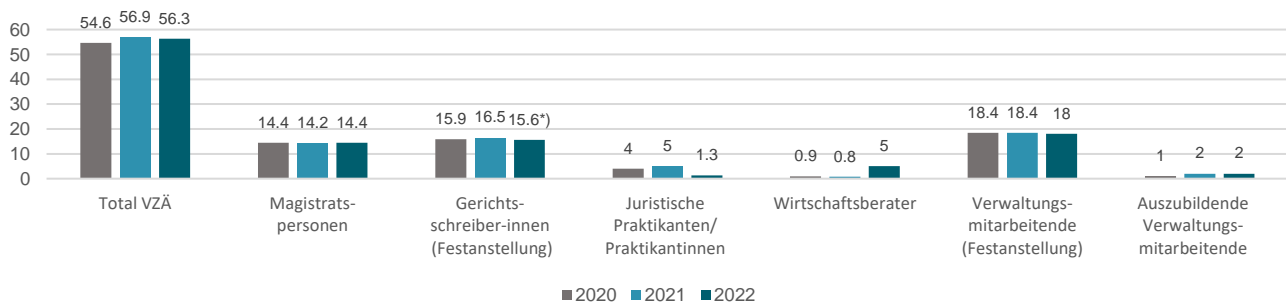
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Fabien Gasser, Generalstaatsanwalt; Alessia Chocomeli, Stellvertretende Generalstaatsanwältin; Raphaël Bourquin, Stellvertretender Generalstaatsanwalt

Stéphanie Amara, Philippe Barboni, Marc Bugnon, Sandrine Chardonens, Frédéric Chassot, Catherine Christinaz, Christiana Dieu Bach, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Sonja Hurni, Laurent Moschini, Jean-Frédéric Schmutz, Staatsanwältin/Staatsanwalt

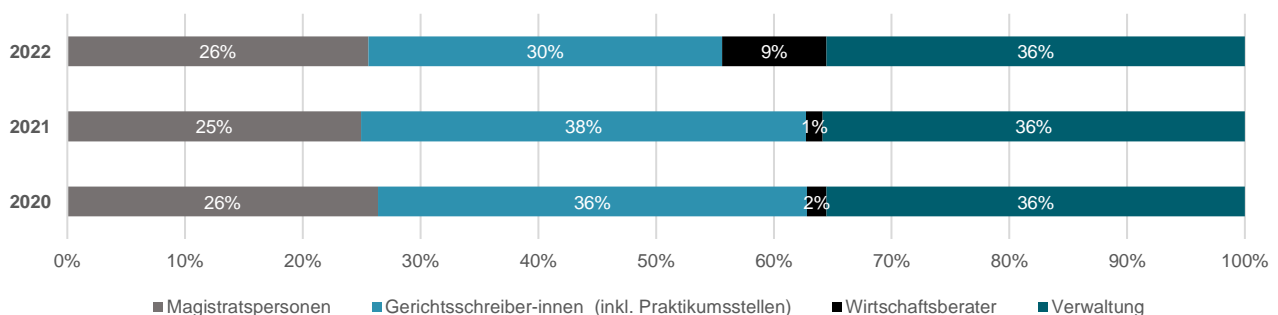
3.2.1 Personalressourcen

StA - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



*) In den Jahren 2020 und 2021 enthielt der Bericht eine nicht ständige Gerichtsschreiberstelle, die mit Hilfe eines ausserordentlichen Budgets erhalten wurde.

StA - Personalressourcen nach VZÄ der verschiedenen Kategorien 2020-2022



3.2.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 verzeichnete die Staatsanwaltschaft im Vergleich zum Vorjahr einen Anstieg der Zahl der registrierten Verfahren (+1366 Einheiten), der Zahl der erledigten Verfahren (+572 Einheiten) und insbesondere der Zahl der rechtskräftigen Strafbefehle (+653 Einheiten). Die Kehrseite der Medaille ist, dass die Zahl der am 31. Dezember 2022 hängigen Fälle ebenfalls gestiegen ist (+730 Einheiten) und der Anteil der Fälle, die innerhalb von drei Monaten seit ihrer Registrierung abgeschlossen wurden, auf rund 59 % gesunken ist (-2,5 Punkte). Die Zahl der Überweisungen an die Gerichte ist immer noch hoch, auch wenn sie 2022 zurückgegangen ist (-87 Einheiten). Die Zahl der inhaftierten Personen ist zwar gesunken (-45 inhaftierte Personen), die Zahl der Hafttage ist jedoch weiter gestiegen (22 444 im Jahr 2022 gegenüber 20 106 im Jahr 2021).

Der Justizrat hat zur Kenntnis genommen, dass es noch zu früh ist, um eine Bilanz der Aufhebung der Spezialisierungen zu ziehen, da die ehemaligen Spezialistinnen und Spezialisten noch zahlreiche Dossier behalten, deren Bearbeitung mehrere Jahre dauern kann.

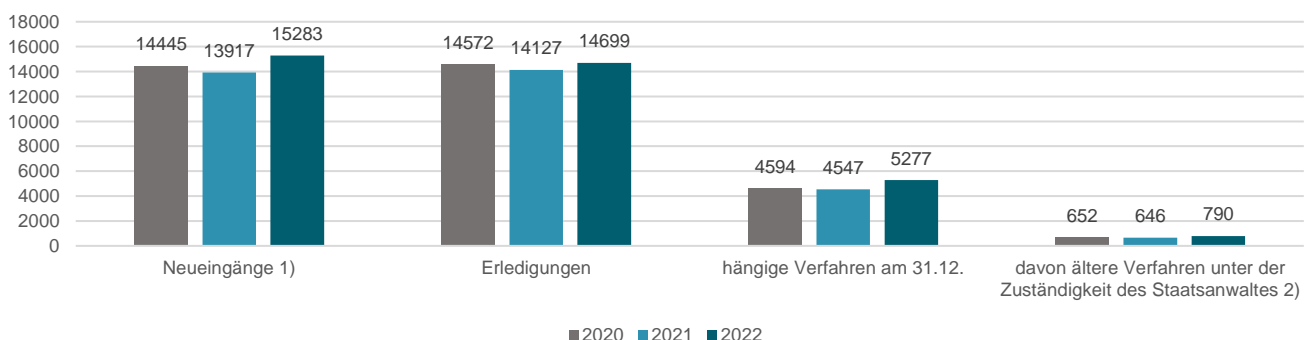
Schliesslich ist zu erwähnen, dass das Jahr 2022 von den Entscheiden des Bundesparlaments über die Änderung der Strafprozessordnung geprägt wurde. Nach Ansicht der Staatsanwaltschaft wurde das Recht der Parteien auf Teilnahme, das zu allerlei Verfahrensschwierigkeiten führt, nicht geändert. Stattdessen wurde das Beschwerderecht der Staatsanwaltschaft gegen Freilassungsentscheide abgeschafft und mehrere Verfahrensbeschränkungen hinzugefügt: Verpflichtung zur Anhörung aller Personen, denen eine unbedingte Freiheitsstrafe droht, Verpflichtung zur Information aller potenziell geschädigten Personen vor dem Erlass eines Strafbefehls; Einführung einer dreitägigen Sperrfrist für die Verwertung von Beschlagnahmungen. Gemäss StA wird sie mit einem Paradoxon konfrontiert: da der Bundesgesetzgeber regelmässig mit der einen Hand den Katalog der strafbaren Handlungen erweitern möchte, während er auf der anderen Seite das Verfahren so kompliziert macht, dass die Gerichtsbehörden überlastet werden.

In diesem Zusammenhang freut sich der Rat über die gute Organisation der Staatsanwaltschaft, die für das Jahr 2024 voraussichtlich mit einer zusätzlichen Einheit rechnen kann.

3.2.3 Arbeitslast - Statistik

3.2.3.1 Im Allgemeinen

StA - Allgemeine Statistik 2020-2022



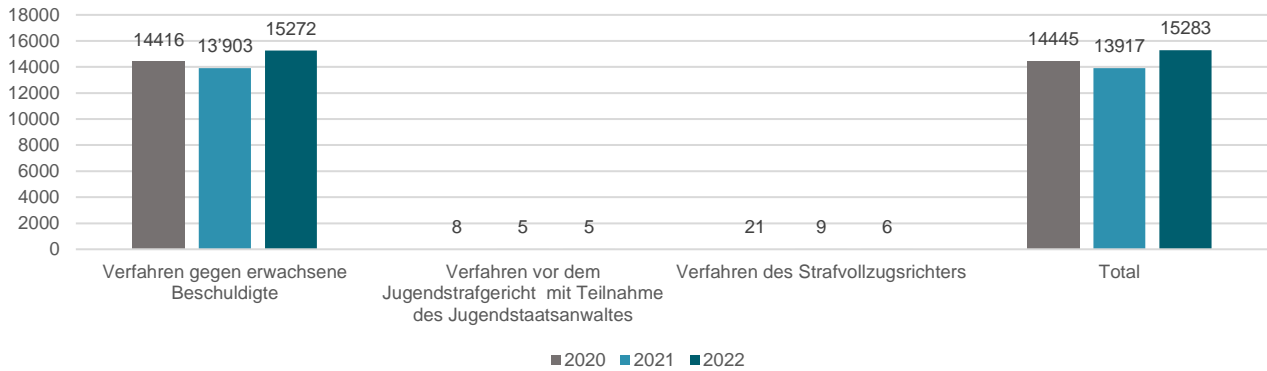
¹⁾ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist möglich, dass ein Strafdossier mehrere Beschuldigte betrifft.

²⁾ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

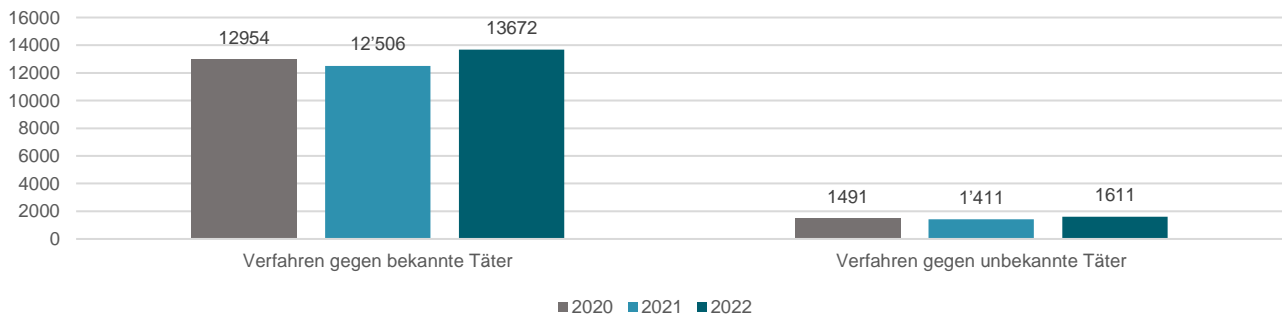
3.2.3.2 Eingetragene und hängige Verfahren

3.2.3.2.1 Eingetragene Verfahren

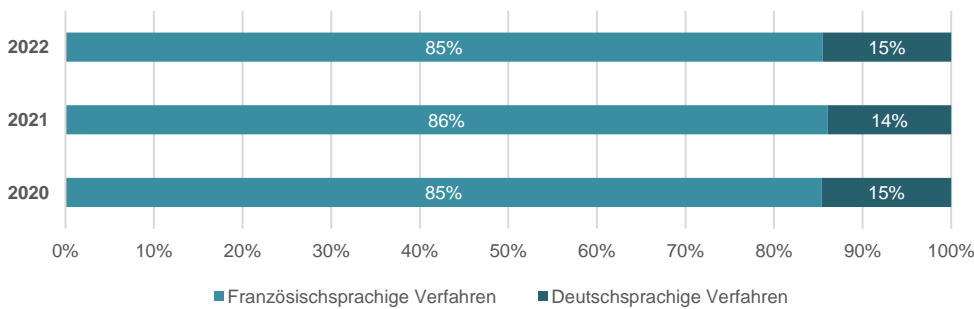
StA - Aufteilung der eingetragenen Verfahren 2020-2022



StA - Verfahren gegen bekannte und unbekannte Täter 2020-2022

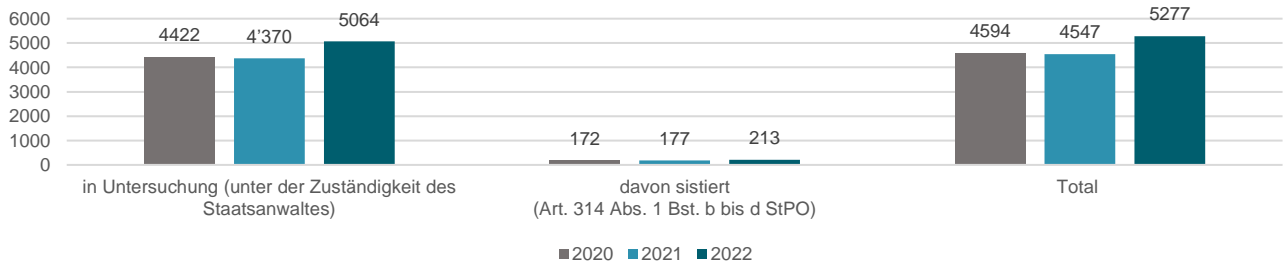


StA - Verfahrenssprache Neueingänge 2020-2022



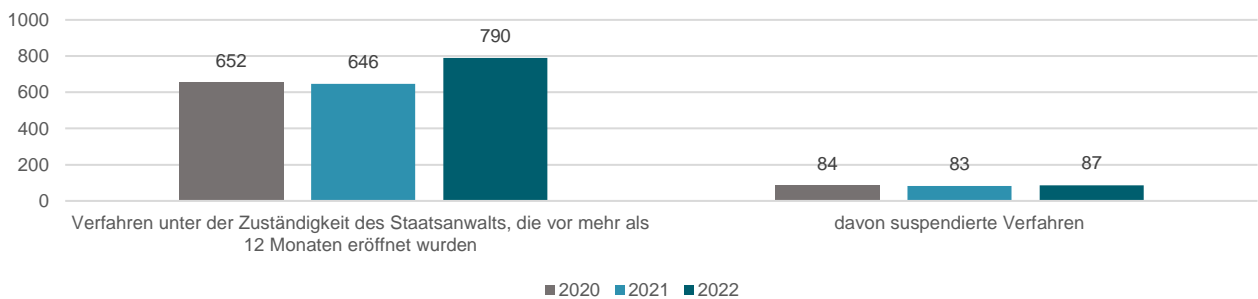
3.2.3.2.2 Hängige Verfahren

StA - Hängige Verfahren 2020-2022



3.2.3.2.3 Ältere hängige Verfahren

StA - Ältere hängige Verfahren 2020-2022



3.2.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Staatsanwaltschaft

[Link.](#)

3.3 Zwangsmassnahmengericht ZMG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ZMG bewilligt für den ganzen Kanton auf Antrag der Staatsanwaltschaft, der Jugendstrafrichterin/des Jugendstrafrichters oder des Amtes für Bevölkerung und Migration besonders einschneidende Zwangsmassnahmen auf dem Gebiet des Straf- und Verwaltungsrechts. Es trifft seine Entscheide durch eine Einzelrichterin/einen Einzelrichter.

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet eine Untersuchungshaft an und verlängert diese, ordnet die Sicherheitshaft an, entscheidet über Haftentlassungsgesuche; ordnet andere Zwangsmassnahmen an oder genehmigt diese (insbesondere die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs, die Überwachung mit technischen Überwachungsgeräten und die verdeckte Ermittlung); entscheidet über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist (insbesondere die Überprüfung der Rechtmässigkeit der Vorbereitungs- oder Ausschaffungshaft).

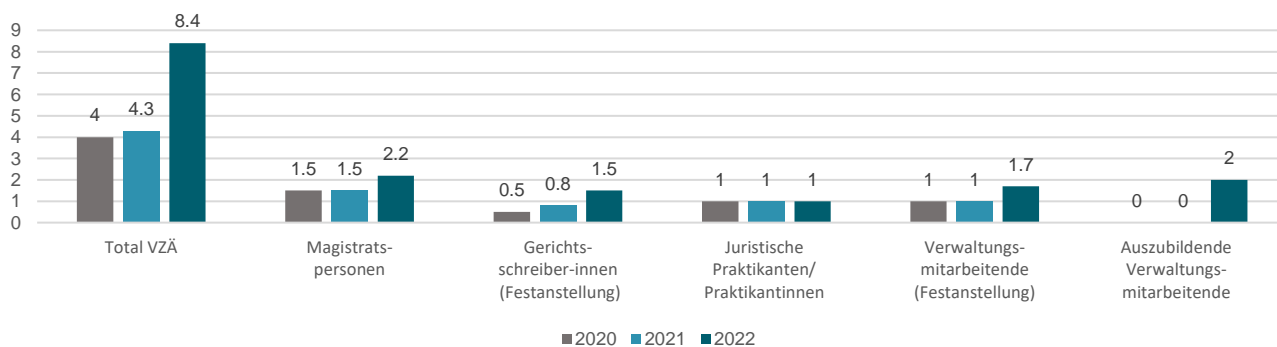
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-zwangsmassnahmengericht>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

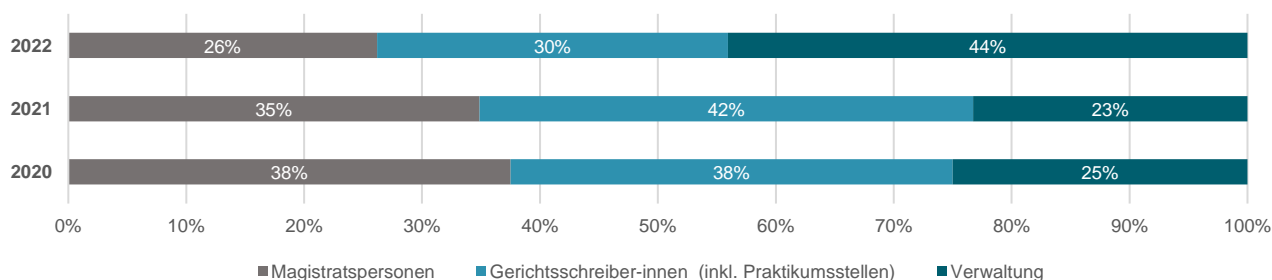
Delphine Maradan, Géraldine Pontelli-Barras, Sonja Walter, Richterinnen; Adeline Corpataux, Ludovic Farine, Caroline Gauch, Peter Stoller, Stellvertretende Richterin/Stellvertretender Richter

3.3.1 Personalressourcen

ZMG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



ZMG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.3.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Nach einem starken Anstieg der Zahl der Angelegenheiten im Jahr 2021 ging diese Zahl zurück und stabilisierte sich im Jahr 2022. Seit der Einrichtung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 ist die Zahl der registrierten Angelegenheiten jedoch stets gestiegen und hat sich im Durchschnitt um 30 % erhöht, was sich aus dem Vergleich zwischen dem Durchschnitt von 2012 bis 2022 einerseits und der Zahl von 2011 andererseits ergibt.

Im Jahr 2022 gingen 718 neue Angelegenheiten beim Zwangsmassnahmengericht ein (2021: 830; 2020: 634; 2019: 688; 2018: 672; 2017: 897; 2016: 915; 2015: 759; 2014: 777; 2013: 797; 2012: 735; 2011: 574), zusätzlich zu den 15 Angelegenheiten, die am 31. Dezember 2021 hängig waren. Am 31. Dezember 2022 waren acht Angelegenheiten hängig.

Von den 718 erledigten Angelegenheiten wurden 631 auf Französisch und 87 (2021: 56; 2020: 23; 2019: 71; 2018: 68) auf Deutsch bearbeitet, d. h. 87,8 % auf Französisch und 12,2 % auf Deutsch (dies bedeutet im Vergleich zu 2021 ein Anstieg der deutschsprachigen Angelegenheiten um 5 %).

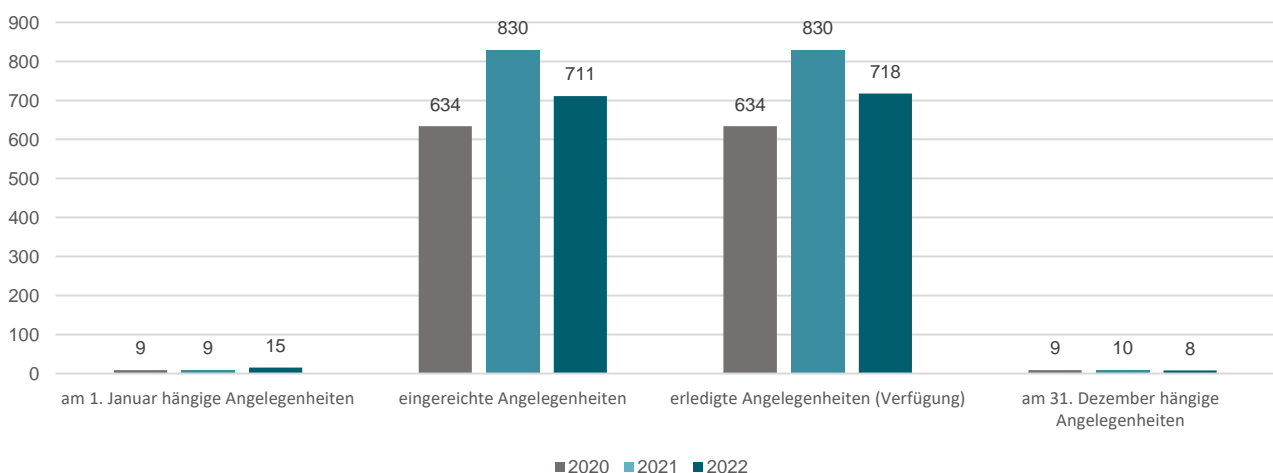
Der Rat ist erfreut, dass die Gewährung einer Einheit von 0,7 VZÄ (0,7 VZÄ Magistratsperson, 0,7 VZÄ Gerichtsschreiber/in, 0,7 VZÄ Richtersekretär/in), per 1. Januar 2022, die interne Organisation des Gerichts und die Verwaltung der immer zahlreicher werdenden Angelegenheiten, insbesondere im Zusammenhang mit Entsiegelungsverfahren, eindeutig verbessert hat. Der Rat begrüsst auch, dass ein spezieller Computerarbeitsplatz für Siegelungsverfahren (netzunabhängige Station) in Betrieb genommen werden konnte.

Was schliesslich die Räumlichkeiten betrifft, stellt der Justizrat fest, dass dieses Gericht immer noch in denselben zu engen Räumlichkeiten untergebracht ist, in denen sowohl die Richter/innen als auch die Mitarbeiter/innen unter kaum akzeptablen Bedingungen arbeiten (elf Personen in einer 3,5-Zimmer-Wohnung). Es wird dringend notwendig, eine Lösung zu finden, die optimale Arbeitsbedingungen, einen geeigneten Gerichtssaal und gesicherte Räumlichkeiten sowie eine geografische Lage in der Nähe der Staatsanwaltschaft bietet.

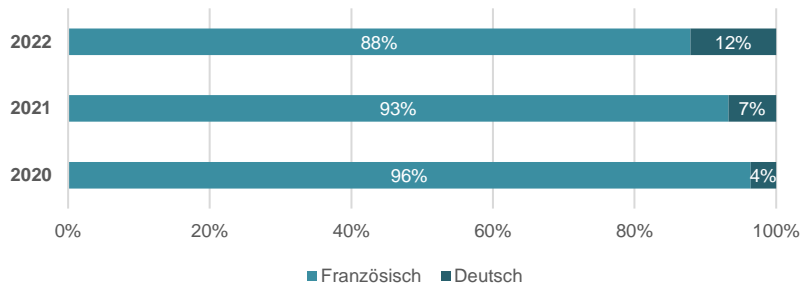
3.3.3 Arbeitslast - Statistik

3.3.3.1 Allgemeine Statistik

ZMG - Allgemeine Statistik 2020-2022



ZMG - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2020-2022



3.3.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Zwangsmassnahmengerichts [Link.](#)

3.4 Jugendstrafgericht JSG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Jugendstrafgericht JSG behandelt Straftaten von Jugendlichen im Alter zwischen 10 und 18 Jahren. Es ist zuständig für die Verfolgung und Aburteilung der Straftaten sowie den Vollzug der Strafe.

Die Jugendrichterin/der Jugendrichter schliesst in ihrer/seiner Funktion als Untersuchungsbehörde die Untersuchung mit einer Einstellungsverfügung oder, wenn das Delikt nicht in die Zuständigkeit des Jugendstrafgerichts fällt, mit einem Strafbefehl ab. Fällt die Beurteilung der Straftat in die Zuständigkeit des Jugendstrafgerichts, so werden die Akten der Jugendstaatsanwaltschaft für die Anklageerhebung übergeben.

In seiner Funktion als urteilende Behörde entscheidet das Jugendstrafgericht erstinstanzlich über alle Straftaten, für die eine Unterbringung, eine Busse von mehr als 1000 Franken oder ein Freiheitsentzug von mehr als drei Monaten in Frage kommen. Es beurteilt auch Anklagen im Anschluss an Einsprachen gegen Strafbefehle.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-jugendgericht>.

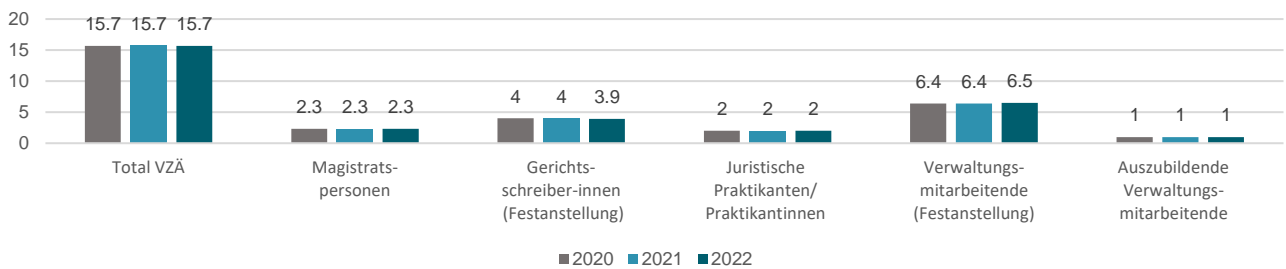
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Sandrine Boillat Zaugg, Pierre-Laurant Dougoud, Arthur Lehmann, Präsidentin/Präsident

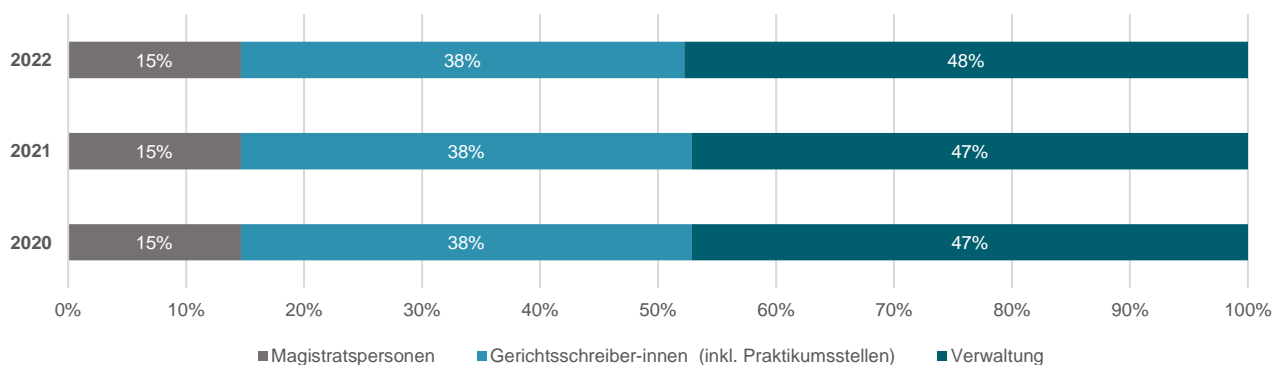
Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Beisitzende; Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Ersatzbeisitzende

3.4.1 Personalressourcen

JSG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



JSG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien 2020-2022



3.4.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 gingen beim Jugendstrafgericht 1850 neue Angelegenheiten ein (2021: 1636), von denen 1189 Minderjährige betroffen waren (2021: 1083). Dies bedeutet im Vergleich zum Vorjahr einen Anstieg um 13,3 % bzw. 9,7 %. Die Anzahl der im Jahr 2022 gefällten Entscheide, ohne die Entscheide, welche die Jugendrichterin oder der Jugendrichter als Vollzugsbehörde fällte, beträgt 2433. Seit dem Inkrafttreten der StPO im Jahr 2011 bedeutet dies einen Anstieg der gefällten Entscheide um 30 % (2011: 1906); seit demselben Datum stieg die Zahl der registrierten Angelegenheiten ebenfalls um 30 %. Was die Zahl der angezeigten Minderjährigen betrifft, so stieg sie von 1054 im Jahr 2011 auf 1189 im Jahr 2022, was einem Anstieg um 11,3 % entspricht. Diese Zahlen belegen, dass sich eine Reihe von Minderjährigen auf einem kriminellen Pfad befinden und wiederholt Straftaten begehen. Die Zahl der Entscheide, der Angelegenheiten und der angezeigten Minderjährigen hatte im Jahr 2019 einen Höhepunkt erreicht und ging dann im Jahr 2020 vor allem aufgrund der Pandemie zurück; seit 2021 ist wieder ein Ansteigen der Kurve zu beobachten, wie auch aus den Bundesstatistiken zur Jugendkriminalität hervorgeht.

Zwischen 2021 und 2022 stieg der Anteil der Kinder und Jugendlichen unter 15 Jahren, die Straftaten begingen, um 32,7 % (von 321 auf 426). Diese Tendenz lässt sich auch klar aus den Bundesstatistiken ablesen, die im Jahr 2021 zeigten, dass der Anteil der Minderjährigen unter 15 Jahren steigt; auf nationaler Ebene erreicht er 2021 39 %, gegenüber 19 % im Jahr 2018. Dieser beunruhigende Befund zeigt, dass die Mechanismen zur Früherkennung und Prävention bei Kindern gestärkt werden müssen.

Aufgrund der gestiegenen Arbeitsbelastung können die Richterinnen und Richter nicht mehr alle jungen Angeklagten anhören. Diese Situation kann insofern bedauert werden, als dass die Tatsache, dass eine Jugendliche oder ein Jugendlicher vor den Richter tritt, um angehört zu werden, für ihn eine grössere Wirkung hat, als wenn sie oder er einfach per Post einen Strafbefehl erhält. Widerhandlungen gegen die sexuelle Integrität und Straftaten, die von Jugendbanden (oftmals unter 15 Jahren) begangen wurden, haben zugenommen. Jugendbanden aus verschiedenen Kantonen treten gegeneinander an.

Schliesslich ist vor allem für die Westschweiz ein Mangel an Plätzen in geschlossenen Einrichtungen für jugendliche Straftäterinnen und -täter festzustellen. Diese Plätze sind jedoch unerlässlich, um die Jugendlichen angemessen zu betreuen und erfolgreich daran zu hindern, rückfällig zu werden. Es gibt auch einen Mangel an Plätzen, um Beobachtungen dieser Jugendlichen durchzuführen. *Timeout* und *La Clairière* führen eine Warteliste. Angesichts dieses extremen Platzmangels kann folgende Feststellung gemacht werden: *«Unter diesen Bedingungen kann die Jugendgerichtsbarkeit ihre Funktion, das Individuum zu schützen und zu erziehen, nicht mehr erfüllen»*.

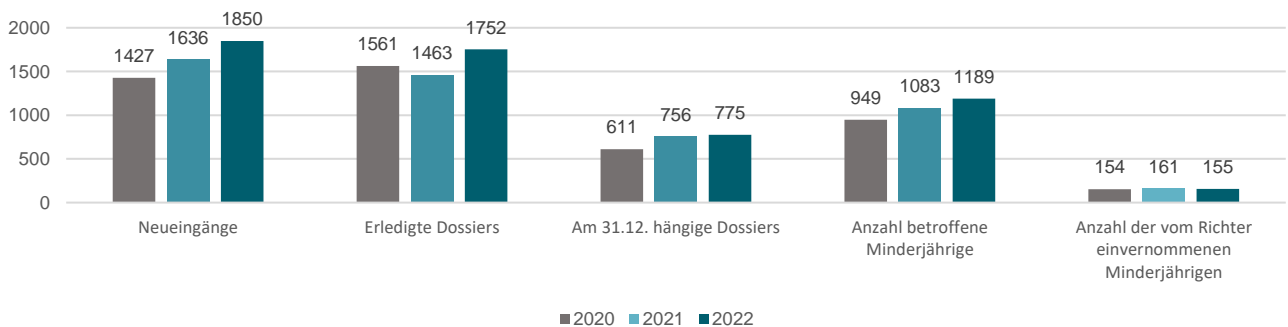
Seit 2019 hat das Jugendgericht seine Geschäftsprozesse gründlich analysiert. Die Implementierung neuer Geschäftsprozesse wird im ersten Halbjahr 2023 abgeschlossen sein. Das Jugendgericht nahm auch Änderungen in seinem Organigramm vor, um die vorhandenen Ressourcen und die Fähigkeiten seiner Mitarbeitenden bestmöglich zu nutzen. Das Gericht befürchtet jedoch, dass die derzeitige Personalausstattung nicht ausreichen wird, um den vorhersehbaren Anstieg der Fälle aufzufangen. Ein Vergleich mit den Westschweizer Kantonen, ohne Neuenburg, das kein Jugendgericht einführt und die Jugendstrafverfolgung den Bezirksgerichten überträgt, zeigt, dass die Ausstattung mit Richterstellen am Jugendstrafgericht in Freiburg geringer und ungenügend ist. Der Kanton Freiburg verfügt im Verhältnis zur Bevölkerungszahl jedes Kantons über eine Vollzeitstelle einer Jugendrichterin oder eines Jugendrichters pro 143 332 Einwohnerinnen und Einwohner (Total VZÄ Richter/in FR: 2,3). Der Kanton Genf verfügt über eine Vollzeitstelle auf 73 131 Einwohnerinnen und Einwohner (Total VZÄ Richter/innen GE: 7). Der Kanton Wallis verfügt über eine Vollzeitstelle auf 92 949 Einwohnerinnen und Einwohner (Total VZÄ Richter VS: 3,8), und der Kanton Waadt verfügt über eine Vollzeitstelle auf 137 313 Einwohnerinnen und Einwohner (total VZÄ Richter/innen VD: 6). Die Feststellung, dass der Kanton Freiburg unterbesetzt ist, gilt auch für die Funktion Fachperson für Kinderschutz; in der Tat verfügt das Jugendstrafgericht des Kantons Freiburg über ein VZÄ auf 164 832 Einwohnerinnen und Einwohner (Total VZÄ Fachperson Kinderschutz FR: 2), während in Genf ein VZÄ auf 106 605 Einwohnerinnen und Einwohner kommt (Total VZÄ Fachperson Kinderschutz GE: 4,8), ein VZÄ auf 117 697 Einwohnerinnen und Einwohner im Kanton Waadt (Total VZÄ Fachperson Kinderschutz VD: 7) und ein VZÄ auf 141 283 Einwohnerinnen und Einwohner im Kanton Wallis (total VZÄ Fachperson Kinderschutz VS: 2,5).

Die Schaffung einer zusätzlichen vollständigen gerichtlichen Einheit (Richter/in, Gerichtsschreiber/in, Sekretär/in) sollte so bald wie möglich ins Auge gefasst werden, zumal das Personal der Jugendbrigade derzeit aufgestockt wird. Nur so können straffällig gewordene Minderjährige schnell und wirksam begleitet und sanktioniert werden.

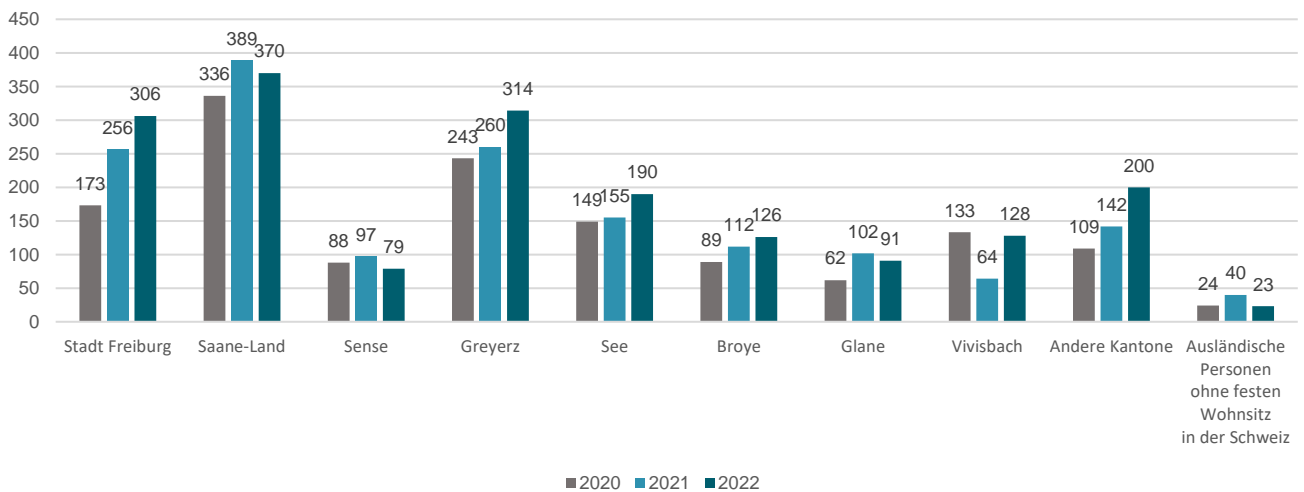
3.4.3 Arbeitslast - Statistik

3.4.3.1 Anzeigen und Strafanträge

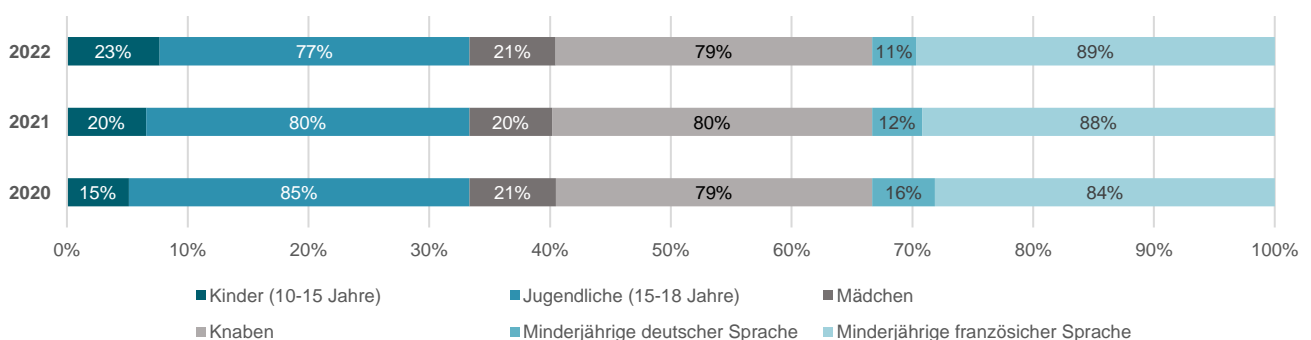
JSG - Allgemeine Statistik 2020-2022



JSG - Aufteilung nach Wohnsitz 2020-2022

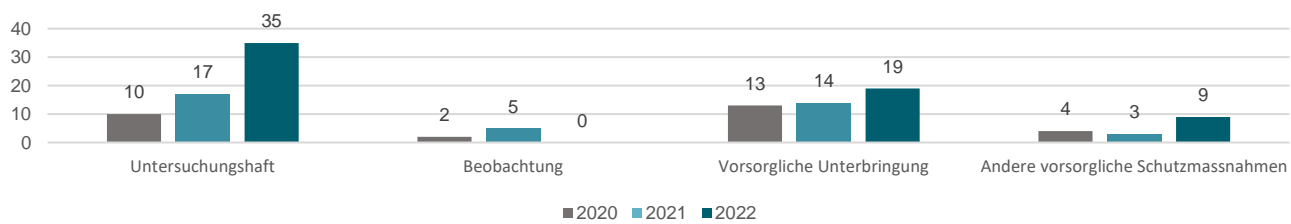


JSG - Aufteilung nach Alter, Geschlecht und Sprache 2020-2022



3.4.3.2 Vorsorgliche Massnahmen

JSG - Vorsorgliche Massnahmen 2020-2022



3.4.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Jugendstrafgerichts

[Link.](#)

3.5 Gerichtsunabhängige Justizbehörde GUJB

Aufgabe und Zuständigkeit

Die gerichtsunabhängige RichterIn oder der gerichtsunabhängige RichterIn begibt sich zu den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden des Staates Freiburg, um die ihm oder ihr anvertrauten Dossiers zu behandeln. Er oder sie hat den Auftrag, die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden bei Überlastungen, Abwesenheiten oder Ausstand von Magistratspersonen temporär zu unterstützen. Es ist zu beachten, dass der gerichtsunabhängige Richter oder die gerichtsunabhängige RichterIn zurzeit ausschliesslich in französischer Sprache arbeitet.

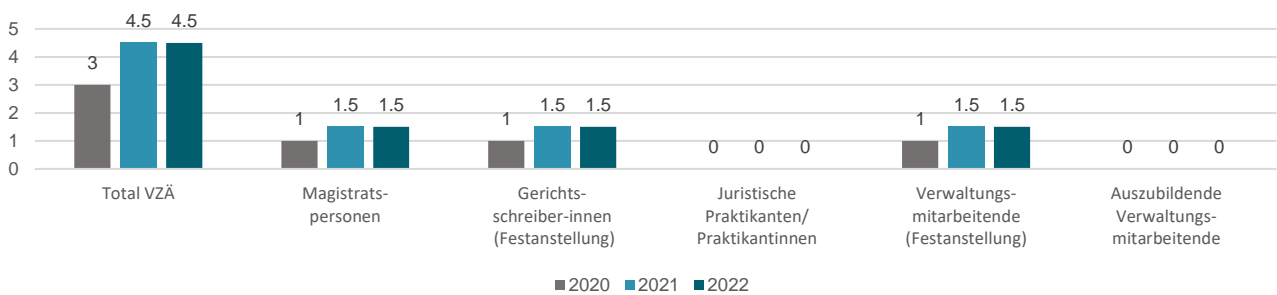
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-cellule-judiciaire-itinerante>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

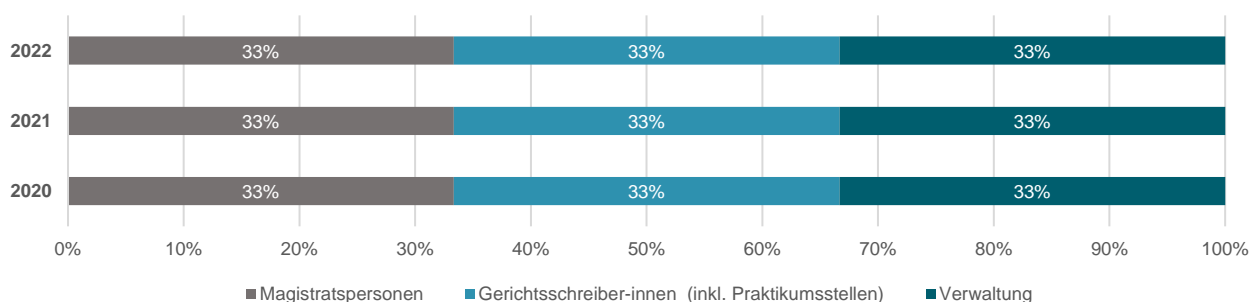
Lorraine Vallet, Nadine Aebischer, Richterinnen

3.5.1 Personalressourcen

GUJB - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



GUJB - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.5.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Laufe des Jahres 2022 wandten sich mehr Bezirksgerichte an die Gerichtsunabhängige Justizbehörde, und es wurden mehr Fälle an sie weitergeleitet, insbesondere Strafsachen.

Wie bei allen Behörden, die für das Familienrecht zuständig sind, führen die neue Rechtsprechung und der Umfang, den die Verfahren in diesem Bereich, in dem die Gerichtsunabhängige Justizbehörde die meisten Fälle bearbeitet, regelmässig annehmen, zu einer sehr deutlichen Zunahme der für die Bearbeitung dieser Angelegenheiten erforderlichen Zeit.

Im Laufe des Jahres wurde angesichts der neuen Stellen, die den Gerichtsbehörden insbesondere in den Bezirksgerichten See und Greyerz zugewiesen wurden, vom Justizrat ein neuer Schlüssel für die Verteilung/Zuteilung der Fälle an die Gerichtsunabhängige Justizbehörde beschlossen.

Bis Ende **2022** sah die Verteilung der Dossiers wie folgt aus:

- > 1. Woche des Monats: Dossiers des Bezirksgerichts Greyerz
- > 2. Woche des Monats: Dossiers des Bezirksgerichts Broye
- > 3. Woche des Monats: Frau Vallet steht den anderen Behörden zur Verfügung, insbesondere den Gerichten des Vivisbach-, des Glane- und des Seebezirks.
- > 4. Woche des Monats: kein Dossier zugewiesen.

Der Verteilschlüssel ab dem **1. Januar 2023** wird wie folgt aussehen:

- > 1. Woche des Monats: Dossiers des Bezirksgerichts Vivisbach (während 6 Monaten in der 2. Jahreshälfte 2023)
- > 2. Woche des Monats: Dossiers des Bezirksgerichts Broye
- > 3. Woche des Monats: Frau Vallet steht den anderen Behörden zur Verfügung, insbesondere dem Bezirksgericht Greyerz
- > 4. Woche des Monats: keine Dossiers zugewiesen.

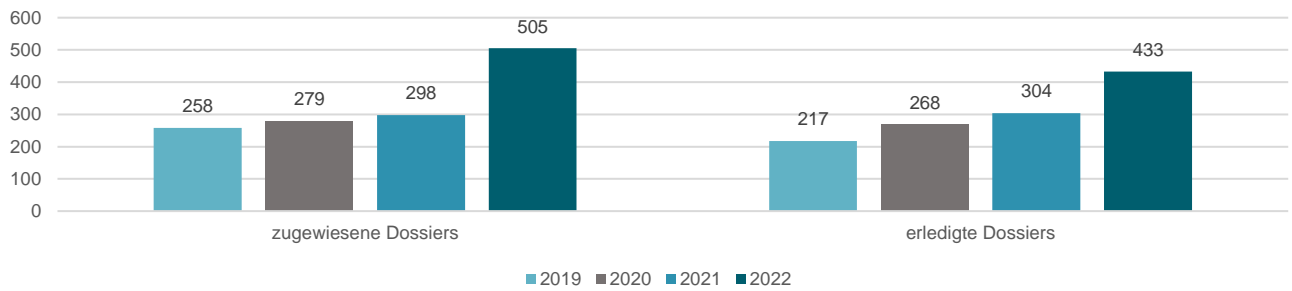
Um den Zeitverlust durch Reisen zu verringern, gestattete der Rat der Behörde auch, regelmässig im sogenannten COVID-Gerichtssaal zu tagen.

Ausserdem ist festzustellen, dass die Besonderheit der Arbeitsweise der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde, die für mehrere verschiedene Bezirksgerichte arbeitet, in den ihr zur Verfügung gestellten IT-Tools nicht oder nur unzureichend berücksichtigt wird. Dies führt zu einem Zeitverlust, z. B. bei der Post, wo in der Anwendung Tribuna keine Vorlagen mit dem Briefkopf der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde verfügbar sind und diese daher systematisch manuell an drei oder sogar vier verschiedenen Stellen geändert werden müssen. Dies zeigt sich auch im Rahmen des Projekts zur Digitalisierung der Justiz, wo die Software für das Zentrale Drucken nicht die Möglichkeit bietet, die Adresse des Bezirksgerichts, aus dem die Angelegenheit stammt, zu ändern. Ein entsprechender Antrag wurde gestellt, doch derzeit besteht die Gefahr, dass die Verwendung dieses Programms durch die Gerichtsunabhängige Justizbehörde bei den Empfängerinnen und Empfängern der Sendungen Verwirrung stiftet, was wiederum zu einem erhöhten Arbeitsaufwand für das Sekretariat dieser Behörde und der Bezirksgerichte führen würde.

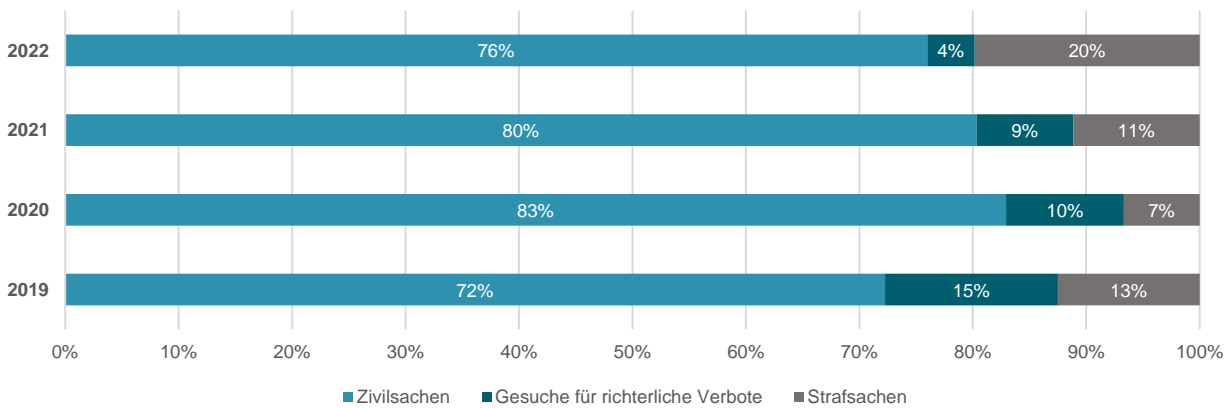
Was schliesslich die von der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde genutzten Räumlichkeiten betrifft, so kann man nur feststellen, dass sie bis an ihre Kapazitätsgrenze ausgelastet sind; die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber sind besonders eingeeengt, in einem Grossraumbüro mit dem Sekretariat und dem Drucker in ihrem Arbeitsbereich, alles ohne direktes natürliches Licht.

3.5.3 Arbeitslast – Statistik

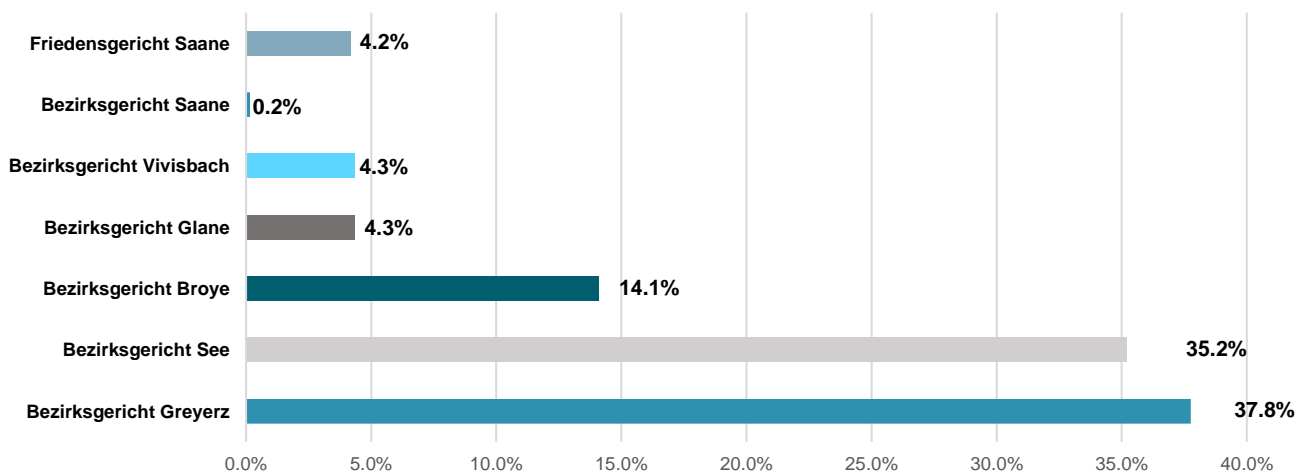
GUJB - Allgemeine Statistik 2019-2022



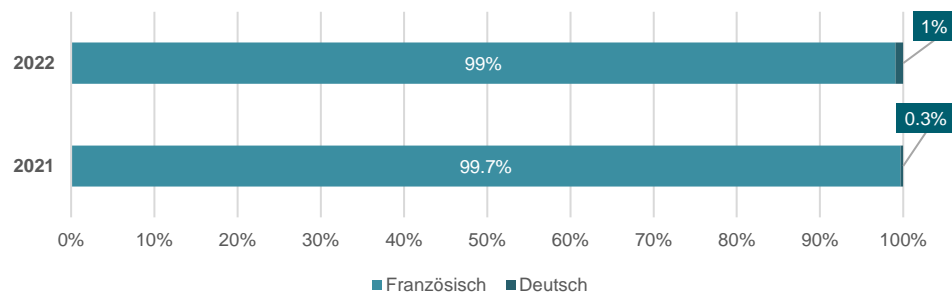
GUJB - Aufteilung der zu behandelnden Dossiers nach Rechtsgebiet 2019-2022



GUJB - Aufteilung der erledigten Dossiers nach Gerichtseinheit 2022



GUJB - Verfahrenssprache erledigte Dossers 2021-2022



3.5.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde

[Link.](#)

3.6 Wirtschaftsstrafgericht WSG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Wirtschaftsstrafgericht WSG ist ein erstinstanzliches Gericht, dessen Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt. Es beurteilt die Angelegenheiten, die hauptsächlich Vermögensdelikte oder Urkundenfälschungen betreffen, wenn ihre Abklärung besondere wirtschaftliche Kenntnisse oder die Würdigung einer grossen Zahl von Beweisurkunden erfordert.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-wirtschaftsstrafgericht>.

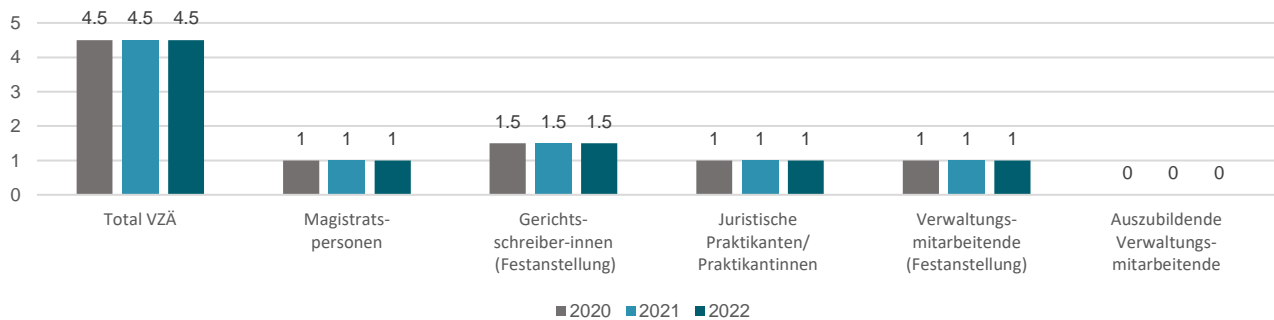
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Alain Gautschi, Präsident; Benoît Chassot, José Rodriguez, Jean-Marc Sallin, Stellvertretende Präsidenten

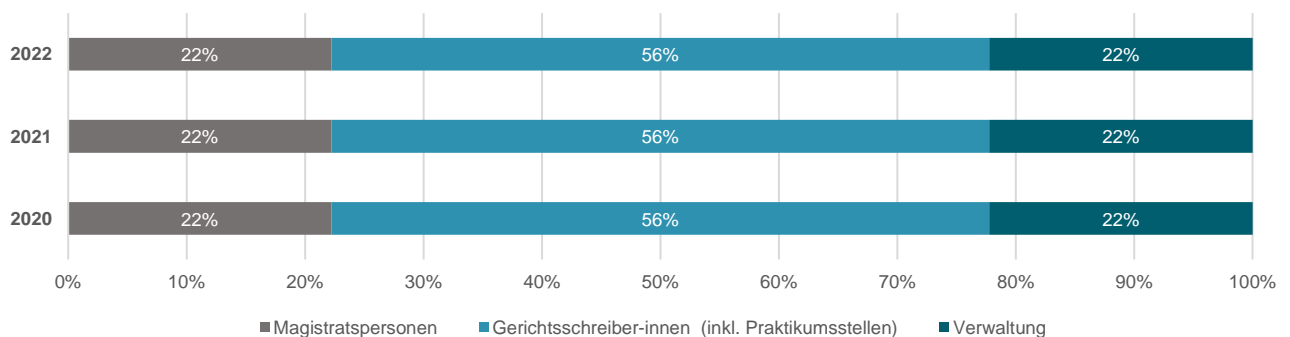
Julien Baechler, Céline Cal-Oberson, Eric Charrière, Julien Joseph Collaud, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Joseph Déneraud, Marie-Christine Dorand, Alexandre Dumas, Laurent Jacot, Bernard Loup, Cédric Margueron, Gisela Marty, Martin Morel, Nicole Moret, Thierry Schmid, Oswald Udry, Thierry Vial, Franz Walter, Andreas Zbinden, Beisitzende

3.6.1 Personalressourcen

WSG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



WSG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.6.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

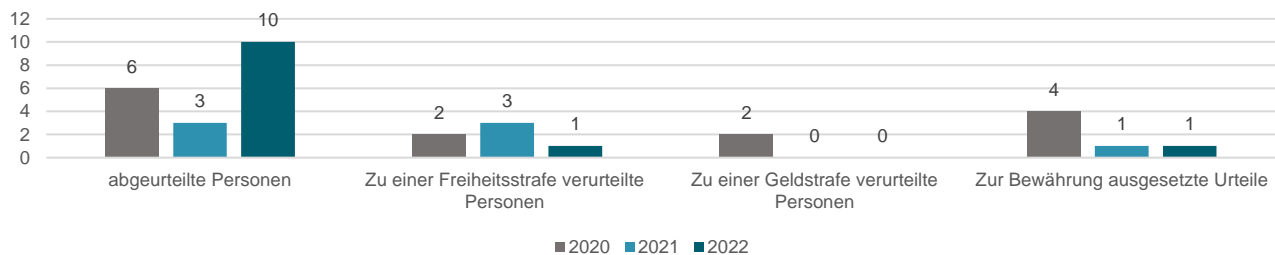
Im Jahr 2022 tagte das Wirtschaftsstrafgericht in einer Angelegenheit zwischen Juni und September. Ausserdem wurden neun Folgeentscheide getroffen. In diesem Berichtsjahr sind 7 Angelegenheiten neu eingegangen; über 6 wird zwischen Februar und Juli 2023 geurteilt.

Der Justizrat ist sich der Besonderheiten der Rolle dieser Behörde bewusst, d. h. des Eingangs umfangreicher Dossiers, die eine fast ausschliesslich konzentrierte Arbeit über mehrere Monate hinweg erfordern.

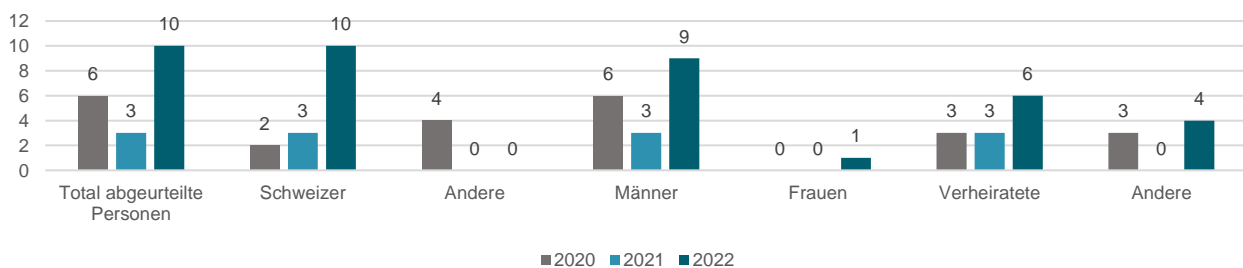
Der Rat stellt schliesslich fest, dass keine Lösung gefunden werden konnte, um dem Bedürfnis einer Stellvertretung des Präsidiums zu entsprechen, und zwar insbesondere aufgrund der Besonderheiten dieser Funktion (zweispachige Magistratsperson mit soliden Kompetenzen im Finanz- und Rechnungswesen, Gehaltsvorstellungen, ...). Diese Problematik wird vom Rat verfolgt, der angesichts der aktuellen Situation der Ansicht ist, dass dieses Vizepräsidium wahrscheinlich in eine künftige Stellenausschreibung integriert werden muss.

3.6.3 Arbeitslast – Statistik

WSG - Anzahl abgeurteilte Personen 2020-2022



WSG - Abgeurteilte Personen - Aufteilung nach Nationalität, Geschlecht, Zivilstand 2020-2022



Vergleichstabellen vgl. Punkt 3.7.2.4.3 hiernach (S. 73).

3.6.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Wirtschaftsstrafgerichtes

[Link.](#)

3.7 Bezirksgerichte BG

Aufgabe und Zuständigkeit

Im Kanton Freiburg bestehen sieben Bezirksgerichte, deren Sitze sich in Freiburg, Tifers, Bulle, Murten, Romont, Estavayer-le-Lac und Châtel-St-Denis befinden (fünf sind französischsprachig, eines deutschsprachig und eines zweisprachig).

Jedes Gericht besteht aus einem oder mehreren Präsidenten, Richtern und Gerichtsschreibern. Die Präsidenten sind Berufsrichter und die Richter Laien, welche nebenamtlich amten.

Die Bezirksgerichte tagen als Zivil- und Strafgerichte, bilden aber auch andere Gerichtsbehörden (Arbeitsgericht, Mietgericht usw.).

Es handelt sich um erstinstanzliche Gerichtsbehörden, die in zahlreichen zivil- und strafrechtlichen Angelegenheiten entscheiden.

In Zivilsachen

Das Bezirkszivilgericht ist das ordentliche Zivilgericht. Es entscheidet erstinstanzlich in allen zivilrechtlichen Angelegenheiten, für die keine andere Zuständigkeit vorgesehen ist. Das Bezirkszivilgericht besteht jeweils aus einem Präsidenten und zwei Richtern.

Der Präsident entscheidet als Einzelrichter über vermögensrechtliche Angelegenheiten, deren Streitwert 30 000 Franken nicht übersteigen. Dies in den Fällen des summarischen Verfahrens, namentlich betreffend Rechtsöffnung, Konkurs, Arrest und Nachlassvertrag, sowie in den übrigen Fällen, in denen das Gesetz seine Zuständigkeit vorsieht.

Folgende Gerichtsbehörden sind dem Bezirksgericht angegliedert: das Mietgericht und das Arbeitsgericht.

Das Mietgericht entscheidet über Streitigkeiten aus Mietrecht betreffend nichtlandwirtschaftliche unbewegliche Sachen.

Das Arbeitsgericht entscheidet in privatrechtlichen Streitigkeiten aus einem Arbeitsverhältnis.

In Strafsachen

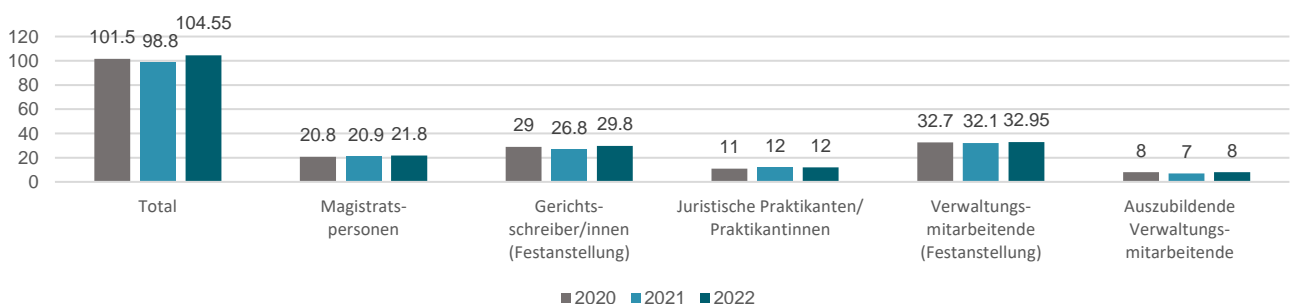
Das Bezirksstrafgericht entscheidet erstinstanzlich über alle Straftaten, für die keine andere Behörde zuständig ist. Es besteht aus einem Präsidenten und vier Beisitzenden.

Der Polizeirichter, dessen Funktion vom Präsidenten des Bezirksstrafgerichts ausgeübt wird, entscheidet als Einzelrichter erstinstanzlich, sofern das Gesetz keine andere Behörde als zuständig bezeichnet, bei Übertretungen sowie Verbrechen und Vergehen, für welche eine Freiheitsstrafe von höchstens 18 Monaten zu erwarten ist.

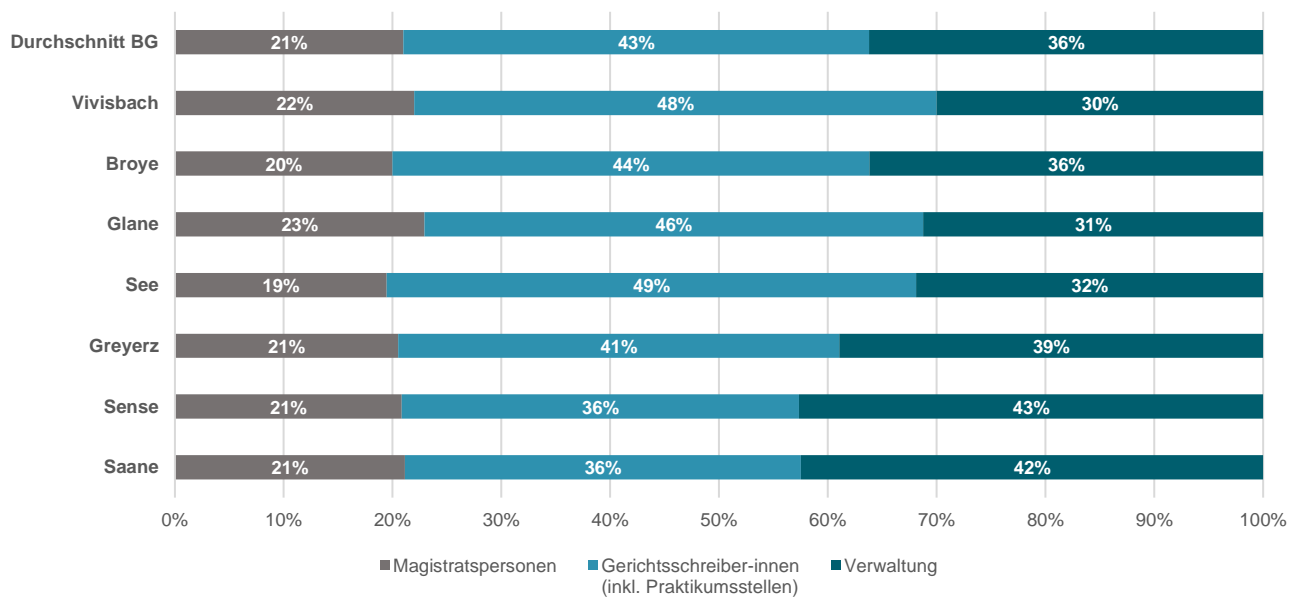
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-bezirksgerichte>

3.7.1 Personalressourcen

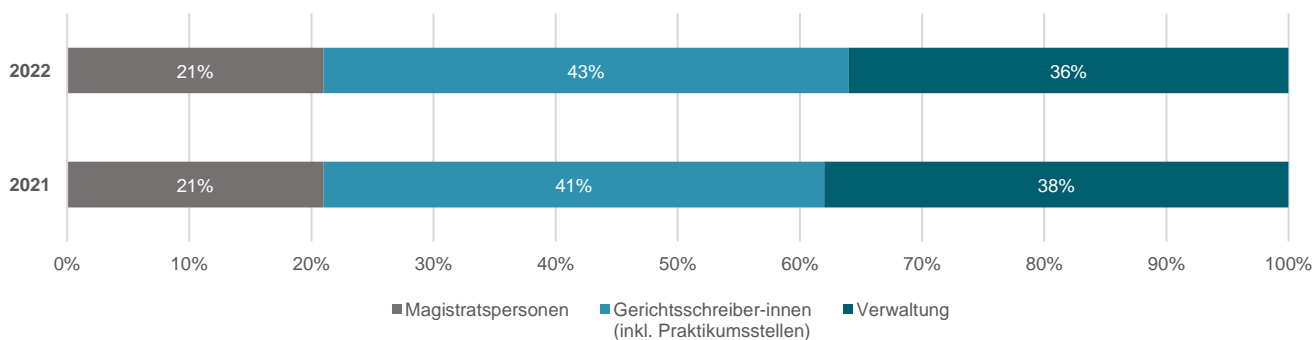
BG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien am 31.12.2022



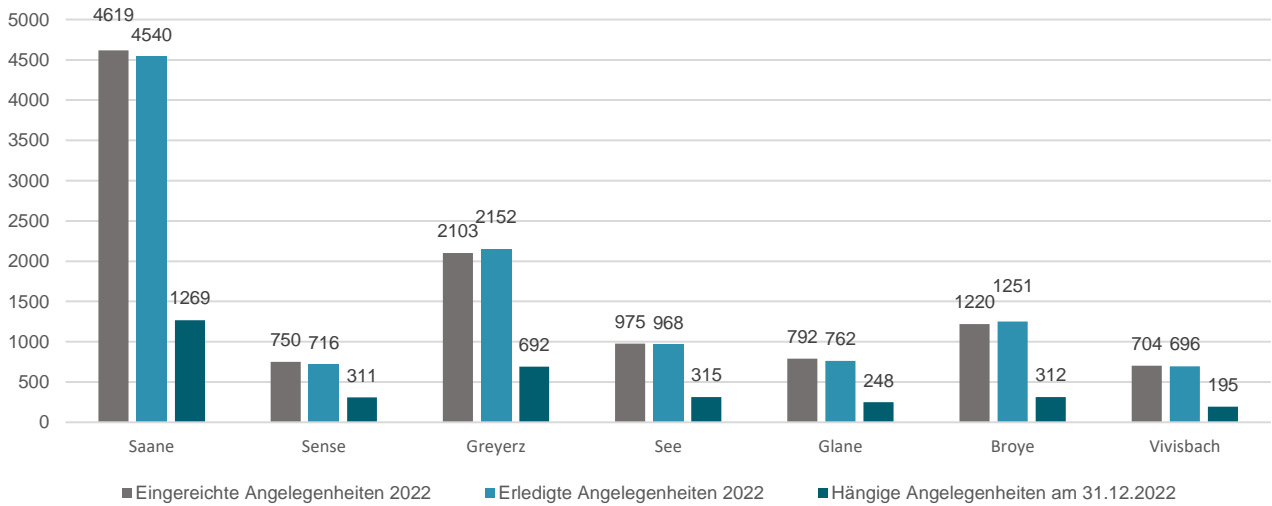
BG - Personalressourcen nach Kategorien (VZÄ) 2021-2022



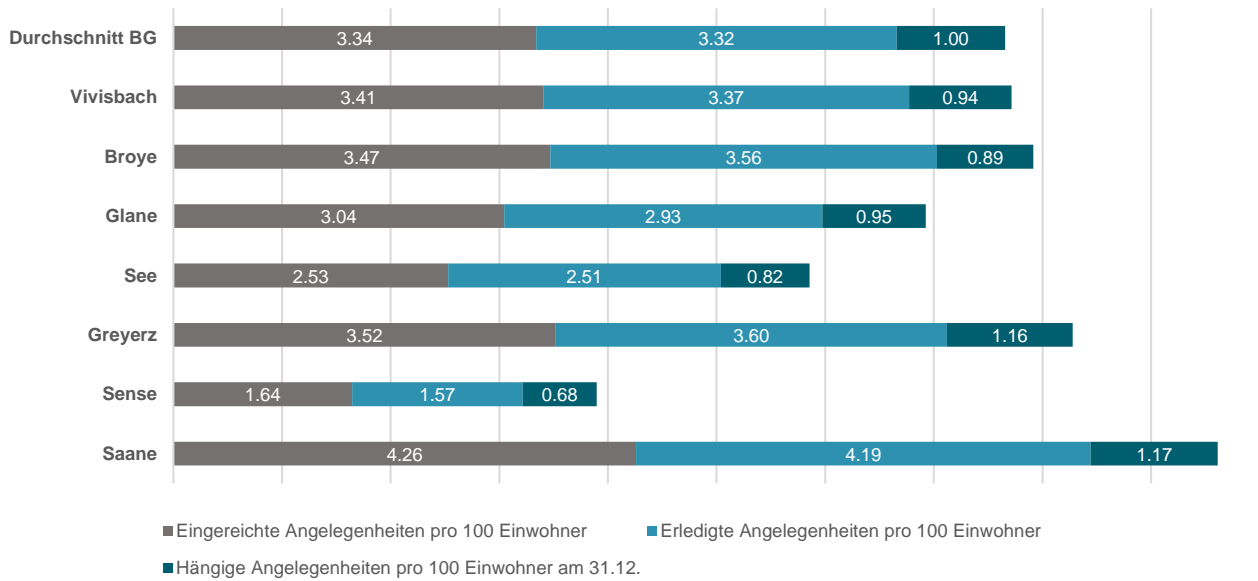
3.7.2 Arbeitslast – Statistik

3.7.2.1 Allgemein

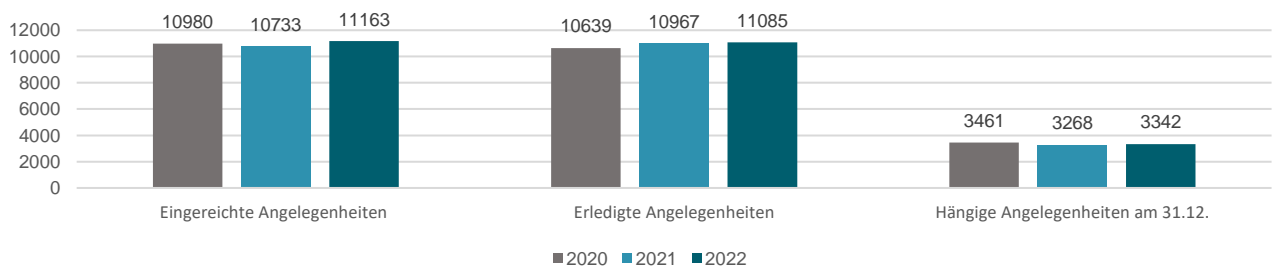
BG - Arbeitslast 2022



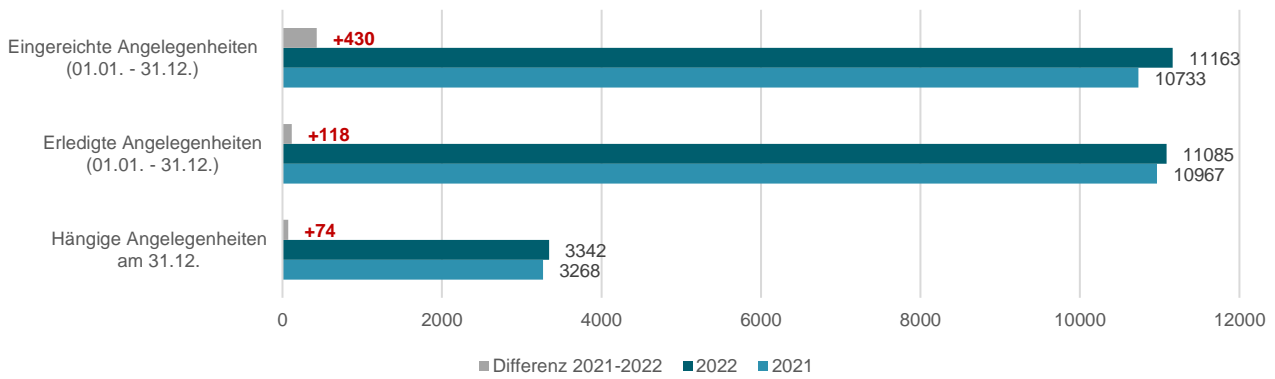
BG - Arbeitslast 2022 pro 100 Einwohner



BG - Allgemeine Entwicklung 2020-2022

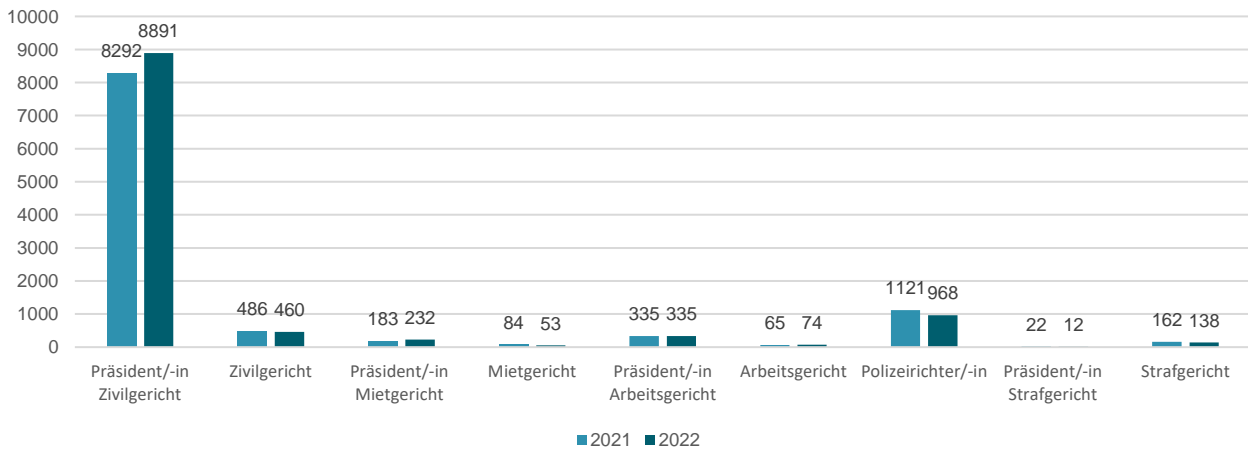


BG - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022

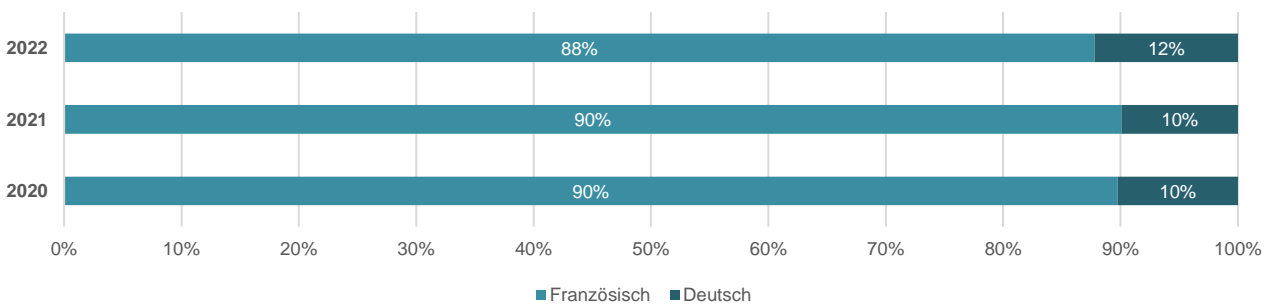


Die Zahlen 2021 stimmen nicht mit den Zahlen im Vorjahresbericht überein. Die angegebenen Zahlen waren aufgrund eines Informatikproblems ungenau und wurden im vorliegenden Bericht korrigiert.

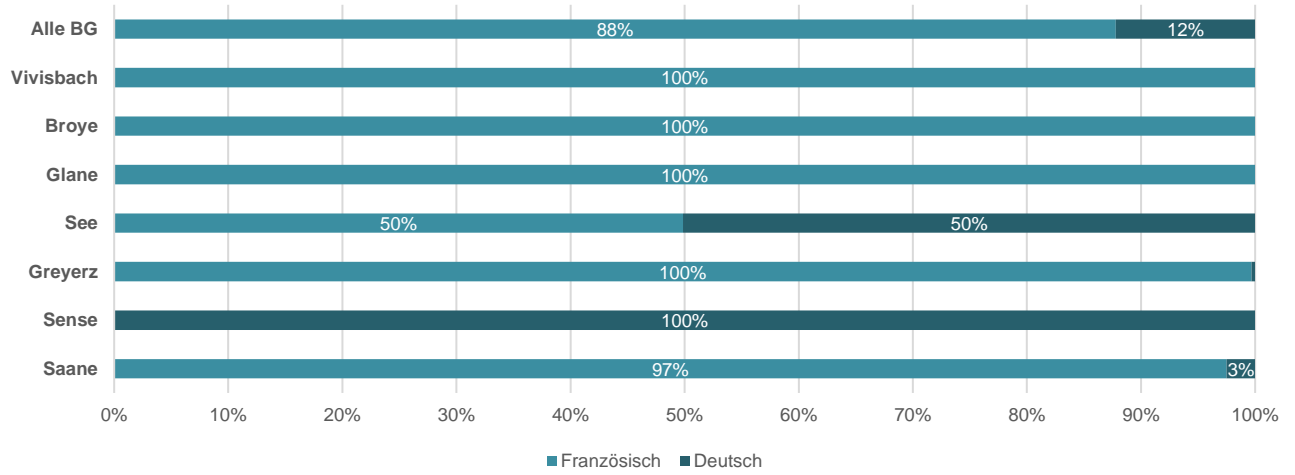
BG - Gesamtübersicht Entwicklung Neueingänge 2021-2022



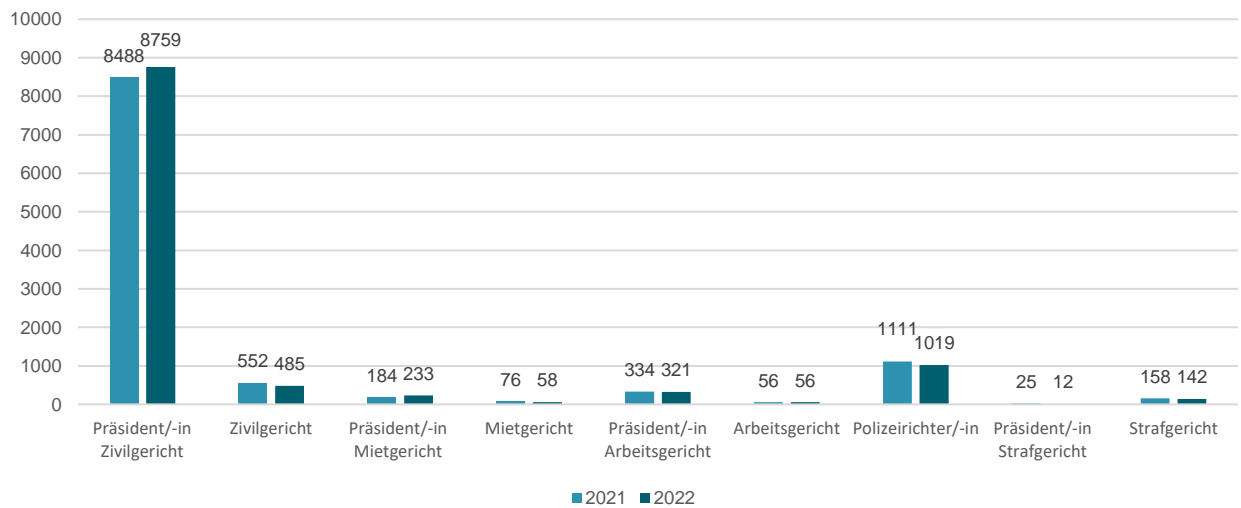
BG - Verfahrenssprache Neueingänge allgemein 2020-2022



BG - Gesamtübersicht Verfahrenssprache Neueingänge 2022



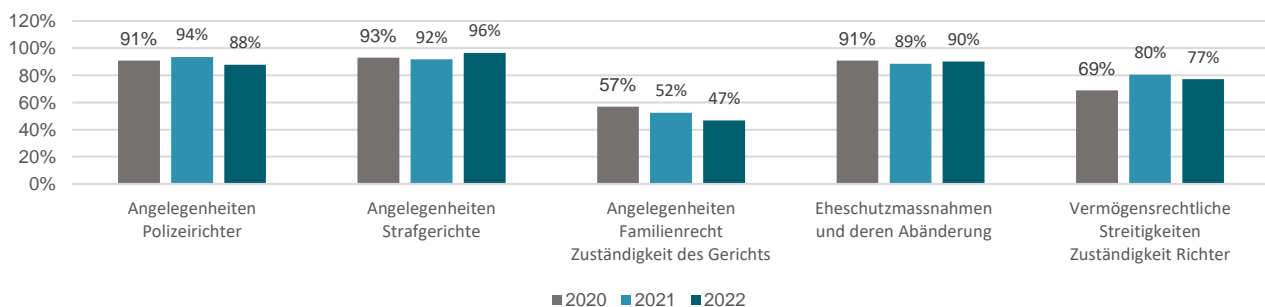
BG - Entwicklung erledigte Angelegenheiten - Gesamtübersicht 2021-2022



3.7.2.2 Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	> 2 Jahre
Strafrichter	117	266	358	291	115	15
Strafgericht	6	29	68	34	4	1
Polizeirichter	111	237	290	257	111	14
Zivilgericht	17	34	67	77	127	86
Familienrecht	17	34	56	69	121	80
Klagen aus Vertrag	0	0	11	8	6	6
Präsident Zivilgericht	535	2123	450	176	71	26
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	42	224	139	24	2	0
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	29	88	90	66	25	5
Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 51 Abs. 1 Bst a JG)	22	47	47	67	36	18
Rechtsöffnung	442	1764	174	19	8	3
Arbeitsgericht	90	136	72	31	37	11
Präsident	90	134	65	16	16	0
Gericht	0	2	7	15	21	11
Mietgerichtsbarkeit	75	138	28	24	21	5
Präsident	74	135	13	6	4	1
Gericht	1	3	15	18	17	4

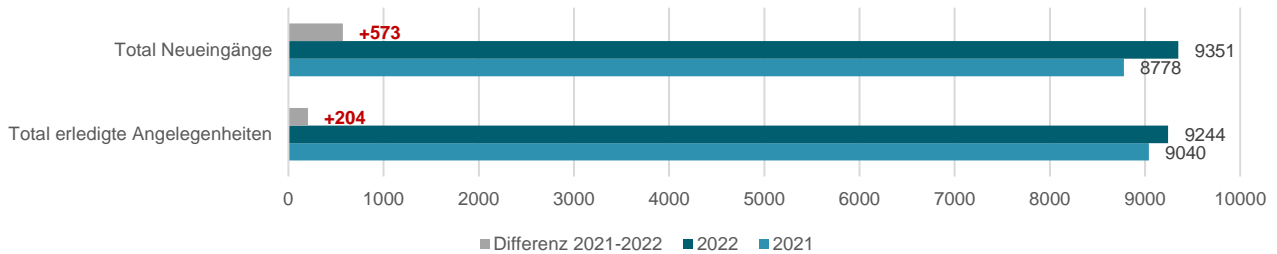
BG - Innerhalb eines Jahres nach Eingang abgeurteilte Angelegenheiten 2020-2022



3.7.2.3 Zivilverfahren

3.7.2.3.1 Allgemein

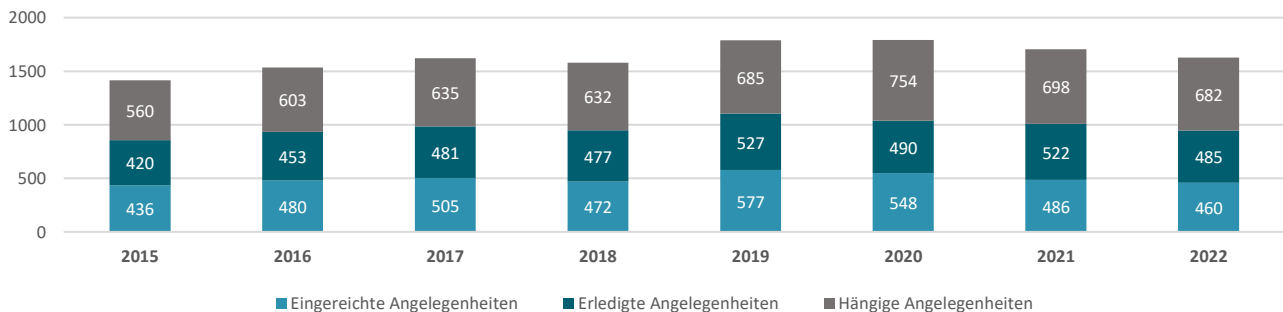
Zivilverfahren - Vergleich Neueingänge und erledigte Angelegenheiten 2020-2021 - Gerichte und Präsidenten



3.7.2.3.2 Bezirksgerichte (BG) – Zivilverfahren

Aufteilung 2021	Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)	Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)	Hängige Angelegenheiten am 31.12.	Davon bis zum 31.12. des vorletzten Jahres eingereichte Angelegenheiten
Saane	166	172	256	57
Sense	43	32	52	10
Greyerz	91	105	151	48
See	30	35	52	16
Glane	36	38	49	12
Broye	61	62	71	15
Vivisbach	33	41	51	16
Total	460	485	682	174

BG - Entwicklung Zivilverfahren Bezirksgerichte 2015-2022



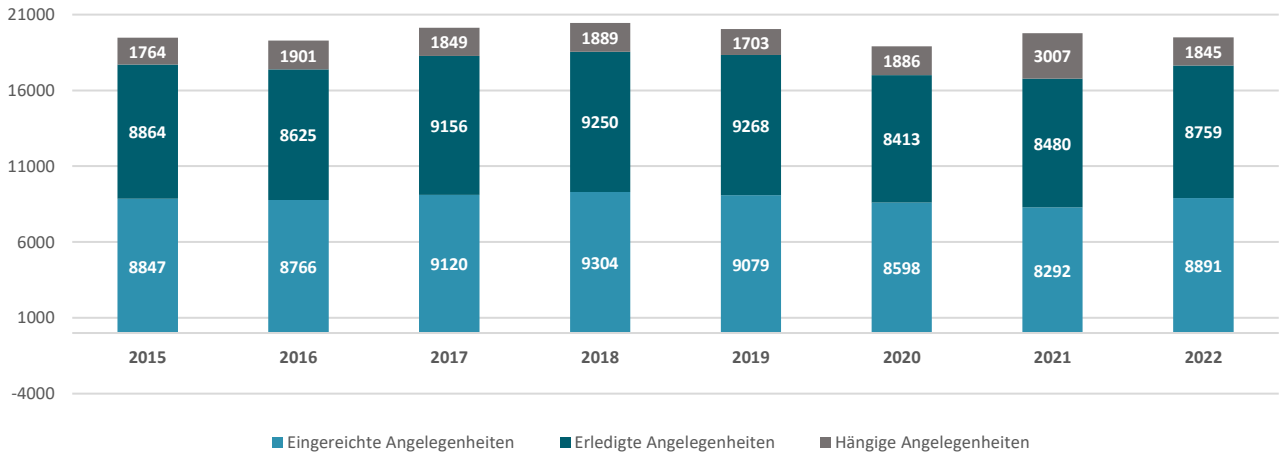
Gegenstand der Entscheide

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
A. Zivilgesetzbuch	140	30	89	31	31	53	34	408
1. Personenrecht	0	0	1	0	0	0	1	2
2. Familienrecht	134	29	84	24	26	48	31	376
a) Scheidung	99	23	63	17	17	29	24	272
b) Änderung von Scheidungsurteilen	33	5	18	7	8	18	6	95
c) Trennung	0	0	0	0	0	0	0	0
d) Verschiedenes	2	0	3	0	1	1	1	8
3. Erbrecht	2	0	3	4	5	2	0	16
4. Sachenrecht	4	1	1	3	0	3	2	14
B. Obligationenrecht	17	2	5	4	6	7	4	45
1. Klagen aus Vertrag	12	2	4	2	6	4	2	32
2. Klagen aus unerlaubter Handlung	2	0	0	0	0	0	0	2
3. Gesellschaftsrecht	0	0	0	1	0	2	1	4
4. Andere	3	0	1	1	0	1	1	7
C. Andere eidg. oder kant. Gesetze	15	1	11	0	1	2	3	33
Total	172	33	105	35	38	62	41	486

3.7.2.3.3 Gerichtspräsidenten – Zivilverfahren

Aufteilung 2022	Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)	Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)	Hängige Angelegenheiten am 31.12.	Davon bis zum 31.12. des vorletzten Jahres eingereichte Angelegenheiten
Saane	3729	3585	703	20
Sense	560	562	177	13
Greyerz	1686	1707	372	37
See	774	767	179	12
Glane	598	588	135	5
Broye	993	1014	188	2
Vivisbach	551	536	91	1
Total	8891	8759	1845	90

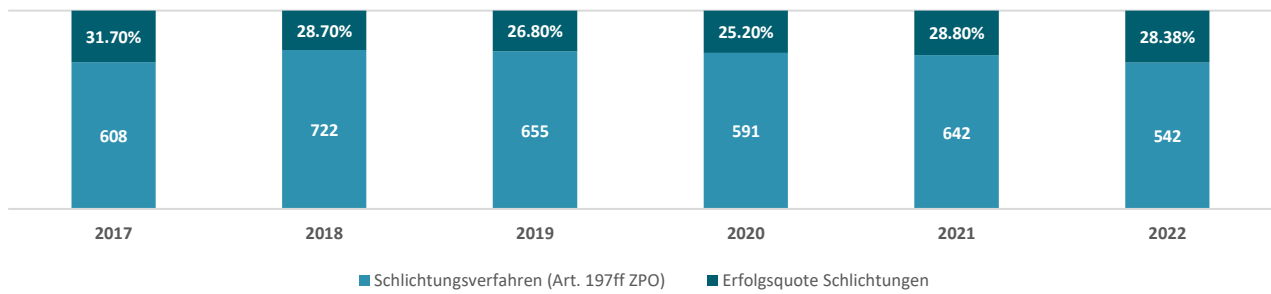
BG - Entwicklung Zivilverfahren Gerichtspräsidenten 2015-2022



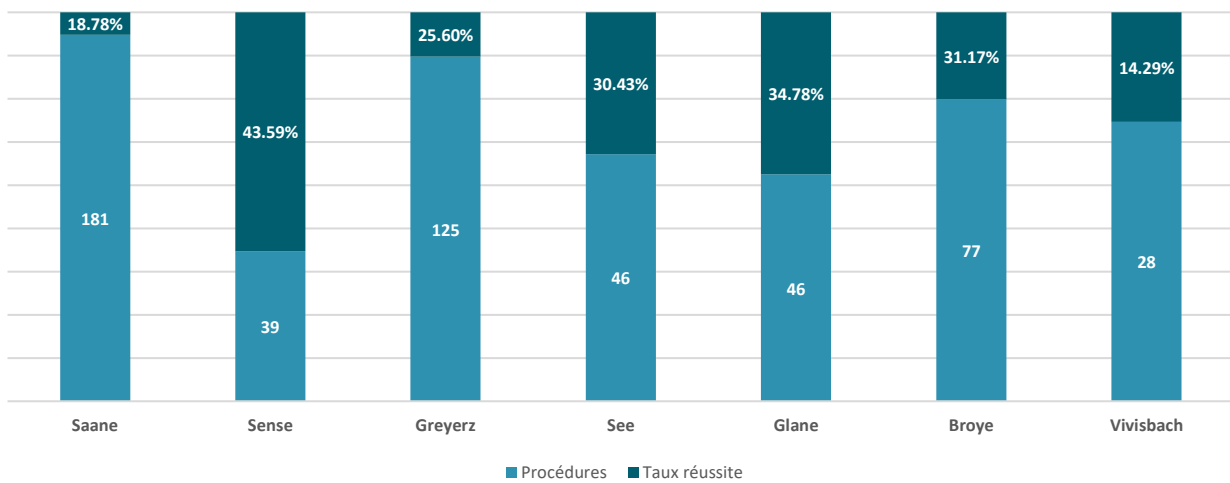
Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einig.	157	41	73	49	25	57	35	437
2. Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	2	1	3	0	0	0	0	6
3. Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung (Art. 172 ZGB)	123	19	57	22	24	40	18	303
4. Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 51 Abs. 1 Bst. a JG)	102	16	42	16	16	23	16	231
5. Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	296	38	153	42	77	88	46	740
6. Vorläufige Eintrag. Pfandrechten Handwerker/ Unternehmer	28	2	13	1	4	19	1	68
7. Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege	524	91	296	123	99	136	86	1355
8. Entscheide gestützt auf das EGSchKG	1591	275	826	400	262	494	251	4099
9. Aufhebung von Wertpapieren	20	14	21	8	4	16	8	91
10. Rechtshilfebegehren	3	7	24	16	6	21	8	85
11. Urteilsvollstreckung (Art. 339 ZPO)	8	1	2	1	1	2	1	16
12. Schlichtungsverfahren (Art. 197ff ZPO)	181	39	125	46	46	77	28	542
13. Verschiedenes	397	18	72	43	24	41	38	633
Total	3432	562	1707	767	588	1014	536	8606

Gesamtübersicht Schlichtungsquote und Erledigung 2017-2022



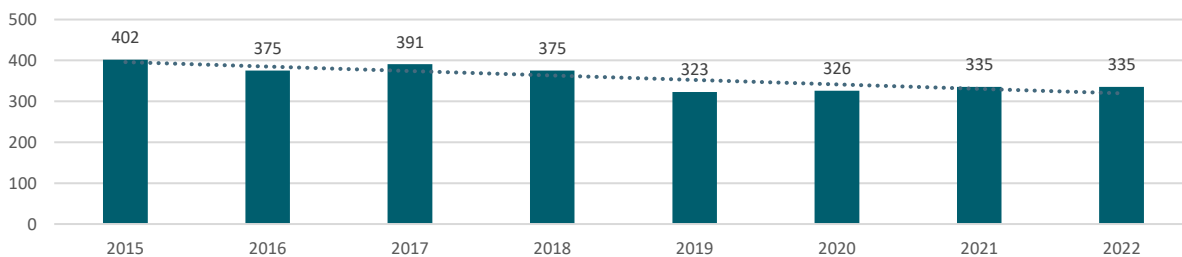
Schlichtungsverfahren und Schlichtungsquote 2022 - pro Bezirk



3.7.2.3.4 Arbeitsgerichte

3.7.2.3.4.1 Präsidentinnen und Präsidenten der Arbeitsgerichte

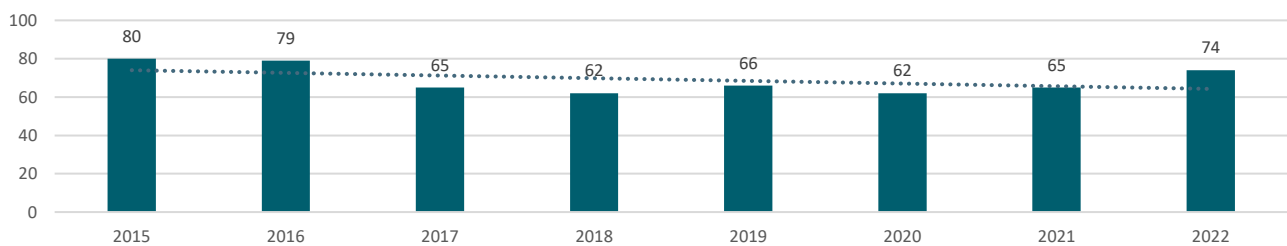
Präsidenten Arbeitsgerichte - Neueingänge - Entwicklung 2015-2022



Aufteilung 2022	per 01.01. hängige Angelegen- heiten	neu eingereichte Angelegen- heiten	gefällte Urteile	abge- schlossene Fälle durch Vergleich	andere abge- schlossene Fälle	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	48	144	13	28	114	37
Sense	4	24	2	4	12	10
Greyerz	10	57	4	11	36	16
See	4	36	3	3	22	12
Glane	3	16	1	6	8	4
Broye	11	39	0	17	24	9
Vivisbach	0	19	0	4	9	6
Total	80	335	23	73	225	94

3.7.2.3.4.2 Arbeitsgerichte (AG)

AG - Neueingänge - Entwicklung 2015-2022

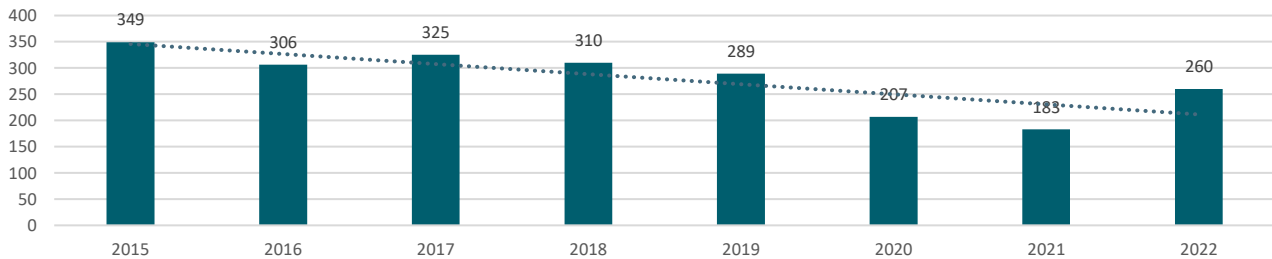


Aufteilung 2022	per 01.01. hängige Angelegen- heiten	neu eingereichte Angelegen- heiten	gefällte Urteile	abge- schlossene Fälle durch Vergleich	andere abge- schlossene Fälle	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	49	42	10	12	9	59
Sense	3	3	1	0	0	5
Greyerz	15	7	5	1	1	15
See	8	10	3	3	1	11
Glane	0	2	0	0	0	2
Broye	8	5	4	2	2	5
Vivisbach	4	5	0	1	1	7
Total	87	74	23	19	14	104

3.7.2.3.5 Mietgerichtsbarkeit

3.7.2.3.5.1 Mietgerichtspräsidentinnen- und Präsidenten

Präsidenten Mietgerichte - Neueingänge - Entwicklung 2015-2022

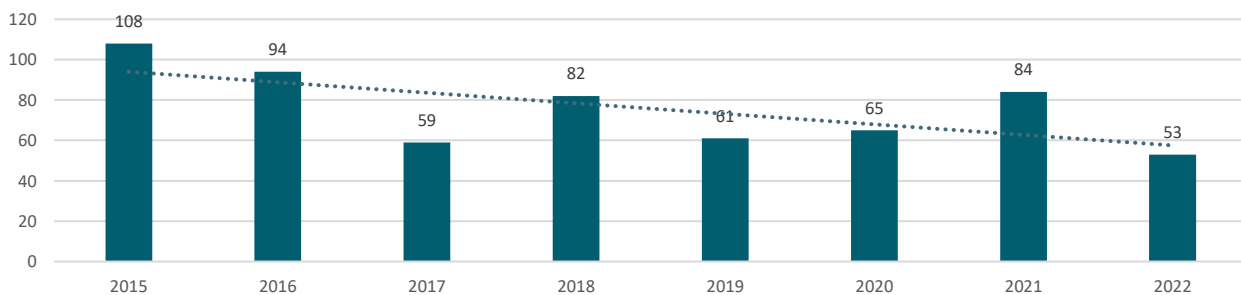


Aufteilung 2022

	per 01.01. hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	17	111	110	18
Sense	4	16	15	5
Greyerz	10	57	4	11
See	2	14	14	2
Glane	6	19	22	3
Broye	1	16	15	2
Vivisbach	6	27	26	7
Total	46	260	206	48

3.7.2.3.5.2 Mietgerichte (MG)

MG - Neueingänge - Entwicklung 2015-2022

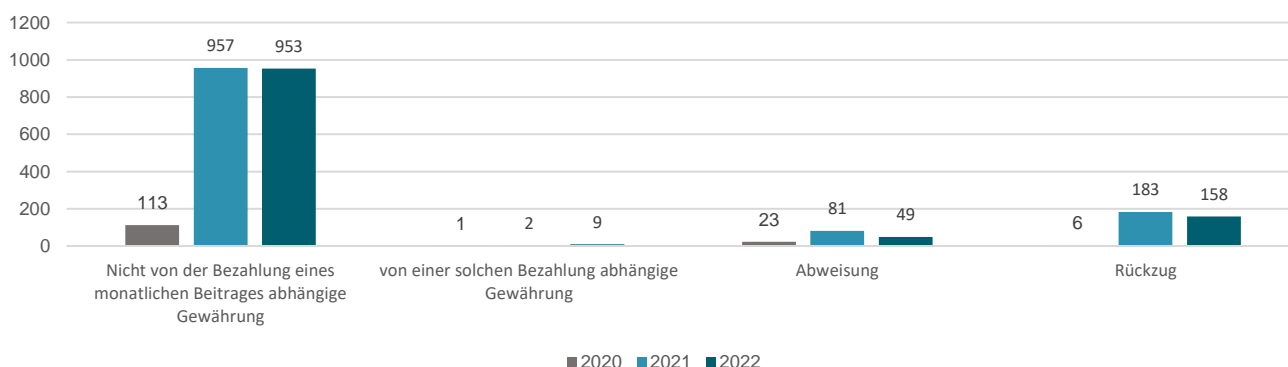


Aufteilung 2022	per 01.01. hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	21	17	19	19
Sense	8	3	6	5
Greyerz	0	0	0	0
See	9	2	5	6
Glane	12	18	14	16
Broye	0	0	0	0
Vivisbach	21	13	14	20
Total	71	53	58	66

3.7.2.3.6 Unentgeltliche Rechtspflege

3.7.2.3.6.1 Zivilsachen

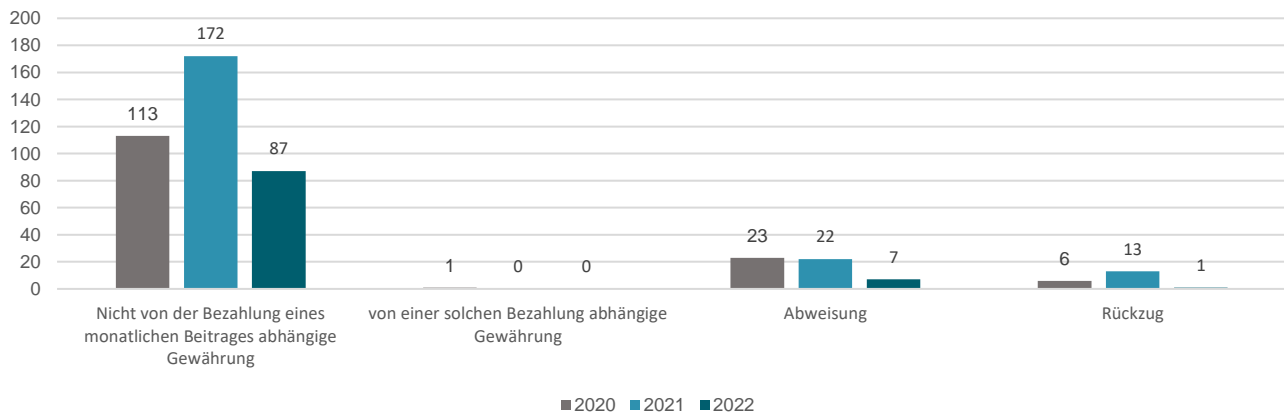
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst 2020-2022



Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst

2022	Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung	von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung	Abweisung	Rückzug
Saane	387	5	22	106
Sense	58	0	5	11
Greyerz	259	1	1	27
See	99	0	5	8
Glane	76	0	10	2
Broye	0	0	0	0
Vivisbach	74	3	6	4
Total	953	9	49	158

Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst 2020-2022



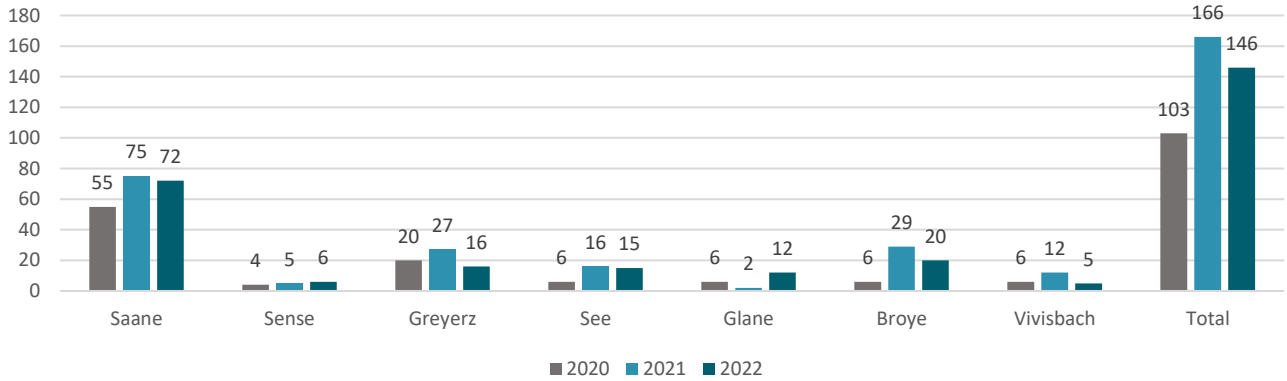
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten

2022	Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten			
	Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung	von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung	Abweisung	Rückzug
Saane	19	0	1	0
Sense	15	0	2	1
Greyerz	15	0	1	0
See	13	0	1	0
Glane	14	0	1	0
Broye	9	0	1	0
Vivisbach	2	0	0	0
Total	87	0	7	1

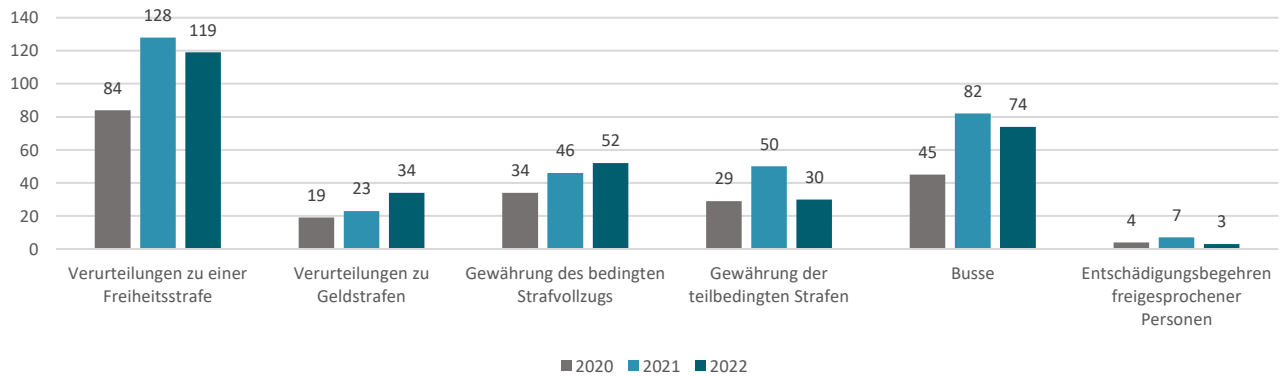
3.7.2.4 Strafsachen

3.7.2.4.1 Bezirksstrafgerichte

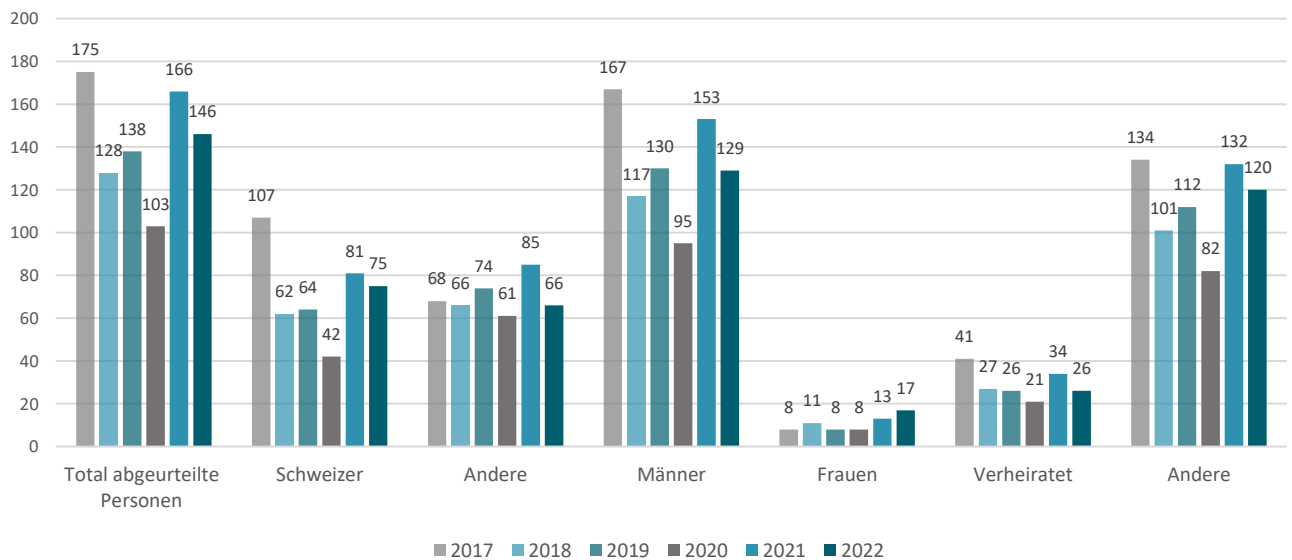
Strafgerichte - Abgeurteilte Personen 2020-2022



Strafgerichte - Allgemeine Entwicklung 2020-2022 (abgeurteilte Personen)



Strafgerichte - Abgeurteilte Personen - Aufteilung nach Nationalität, Geschlecht, Zivilstand 2017-2022



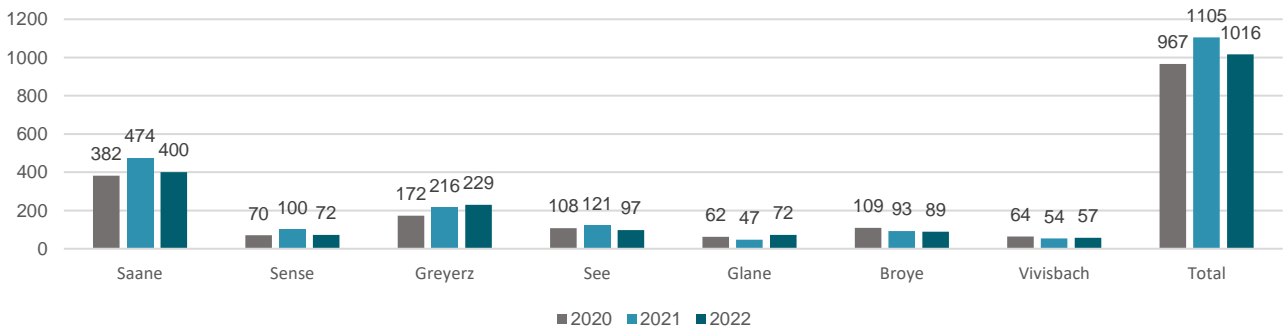
2022	Abgeurteilte Personen	Nationalität		Geschlecht		Zivilstand		Verfahrenssprache	
		Schweizer	Andere	Männer	Frauen	Verheiratet	Andere	Französisch	Deutsch
Saane	72	32	40	66	6	11	61	68	4
Sense	6	2	4	5	1	3	3	0	6
Greyerz	16	11	5	13	3	3	13	16	0
See	15	7	8	11	4	5	10	6	9
Glane	12	5	7	10	2	0	12	12	0
Broye	20	14	1	20	0	3	17	20	0
Vivisbach	5	4	1	4	1	1	4	5	0
Total	146	75	66	129	17	26	120	127	19

Anzahl strafbarer Handlungen

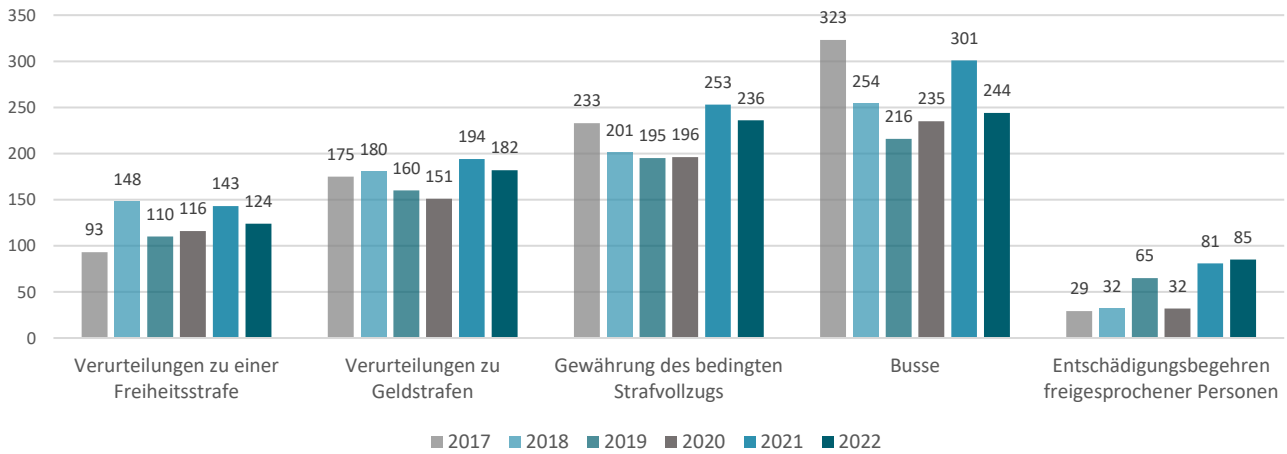
	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 StGB)	23	5	7	3	4	4	0	46
2. Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172ter StGB)	30	4	19	9	0	11	2	75
3. Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179novies StGB)	3	0	3	2	1	0	1	10
4. Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 StGB)	19	2	8	4	0	6	1	40
5. Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität	18	7	6	4	0	3	1	39
6. Vergehen gegen die Familie (Art. 213 - 220 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 StGB)	1	0	0	0	0	1	0	2
8. Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 StGB)	0	0	1	0	0	0	0	1
9. Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht (Art. 240-250 StGB)	0	0	0	0	0	0	1	1
10. Urkundenfälschung (Art. 251-257 StGB)	3	0	1	1	0	2	0	7
11. Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
12. Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 StGB)	11	0	1	2	0	3	0	17
14. Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Bestechung (Art. 322ter-322octies StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Verstösse gegen das SVG	11	1	27	5	3	16	1	64
18. Verstösse gegen das BetmG	96	4	21	11	18	22	7	179
19. Verstösse gegen das AGAuG	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Verstösse gegen das WG	2	0	3	4	0	2	0	11
21. Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	45	3	19	2	5	16	1	91
Total	262	26	116	47	31	86	15	583

3.7.2.4.2 Polizeirichterinnen und Polizeirichter

Polizeirichter - überwiesene Personen 2020-2022



Polizeirichter - Allgemeine Entwicklung 2017-2022

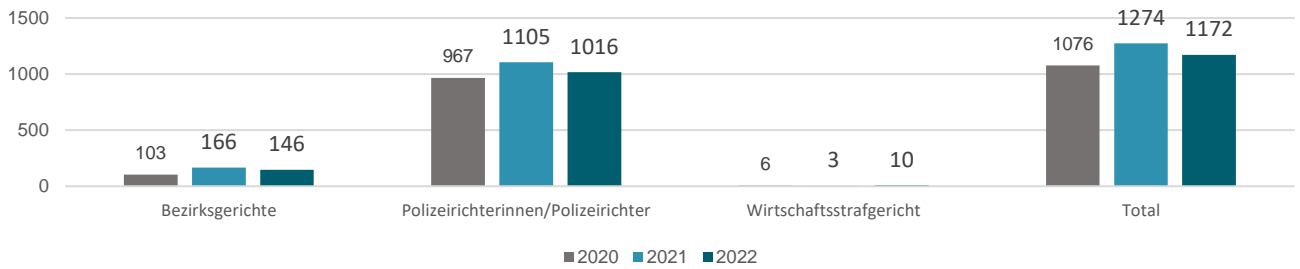


Aufteilung 2022	Überwiesene Personen	Verurteilte	Freigesprochene	Rückzug des Straf-antrags oder der Einsprache
Saane	400	172	56	115
Sense	72	37	9	16
Greyerz	229	70	47	44
See	97	41	18	24
Glane	72	31	7	21
Broye	89	34	10	32
Vivisbach	57	29	11	9
Total	1016	414	158	261

Anzahl strafbare Handlungen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Strafbare Handlungen gemäss StGB	158	31	73	35	40	36	16	389
a) Körperverletzungen	20	2	18	9	9	7	5	70
b) Strafbare Handlungen gegen das	33	1	8	2	0	0	1	45
c) Ehrverletzungen	23	4	8	2	9	6	2	54
d) Sexualdelikte	15	12	14	8	4	12	3	68
e) Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	4	1	2	2	1	0	0	10
f) Übertretung von Bestimmungen des	0	0	0	0	0	0	0	0
g) Verschiedenes	63	11	23	12	17	11	5	142
2. Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	13	2	5	3	1	0	2	26
a) Art. 8 EGStGB	0	0	0	0	0	0	0	0
b) Verschiedenes	13	2	5	3	1	0	2	26
3. Strafbare Handlungen	199	43	86	88	45	20	32	513
a) gegen das Fischereigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
b) gegen das Jagdgesetz	0	1	0	0	0	0	0	1
c) gegen das Waldgesetz	0	1	0	0	0	0	0	1
d) gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
e) gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
f) gegen das Gesetz über Ausländerinnen	25	2	6	7	15	2	5	62
g) gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
h) gegen das Tierschutzgesetz	0	0	1	0	0	2	1	4
i) gegen das Gewässerschutzgesetz	0	1	0	0	0	0	0	1
j) gegen das Verkehrsgesetz	9	0	5	1	1	0	0	16
k) gegen das Gesetz über die öffentlichen	0	0	1	0	0	0	0	1
l) gegen das	1	0	0	1	0	0	0	2
m) gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
n) gegen das Strassenverkehrsgesetz	59	20	36	39	9	12	17	192
o) gegen das Betäubungsmittelgesetz	38	5	11	12	13	1	0	80
p) Verstösse gegen das WG	9	2	4	3	2	0	2	22
q) Verschiedenes	58	11	22	25	5	3	7	131
Total	370	76	164	126	86	56	50	928

3.7.2.4.3 Zusammenfassung Strafsachen

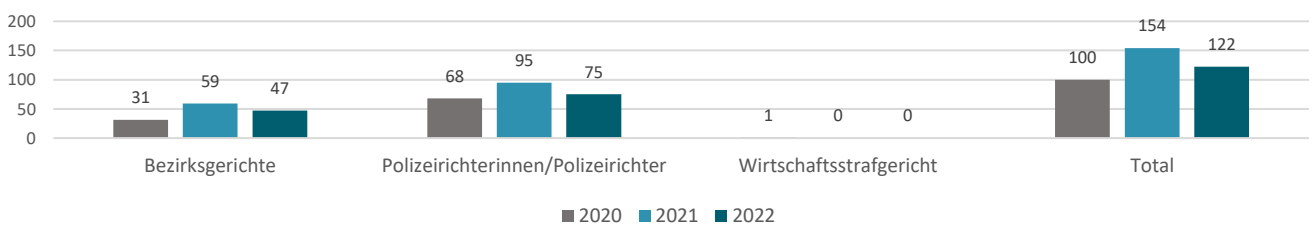
Zusammenfassung - Allgemeine Entwicklung abgeurteilte Personen 2020-2022



Aufteilung 2022	Bezirksstraengerichte	Polizeirichter	Wirtschaftsstraengericht WSG	Total
Saane	72	400	--	472
Sense	6	72	--	78
Greyerz	16	229	--	245
See	15	97	--	112
Glane	12	72	--	84
Broye	20	89	--	109
Vivisbach	5	57	--	62
WSG	--	--	10	10
Total	146	1016	10	1172

3.7.2.4.4 Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

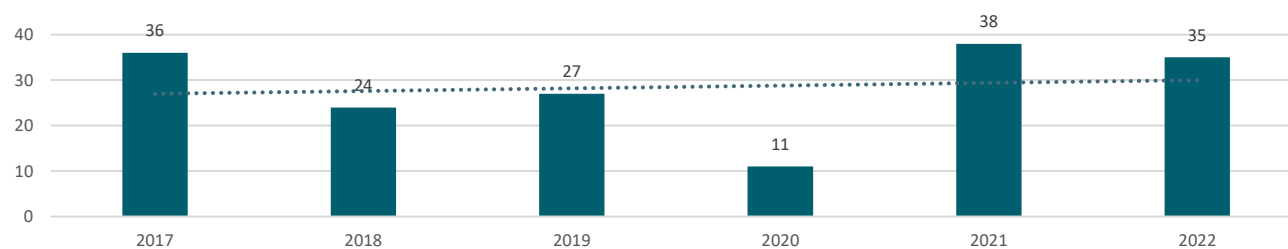
Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs - Entwicklung 2017-2022



Aufteilung 2022	Bezirksstrafgerichte	Polizeirichter	Wirtschaftsstrafgericht WSG	Total
Saane	28	46	--	74
Sense	0	0	--	0
Greyerz	3	10	--	13
See	2	7	--	9
Glane	4	6	--	10
Broye	9	5	--	14
Vivisbach	1	1	--	2
WSG	--	--	0	0
Total	47	75	0	122

3.7.2.4.5 Untersuchungshaft

Anzahl Beschuldigte in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils - Entwicklung 2017-2022



3.7.3 Bezirksgericht Saane BGSA

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Christelle Almeida Boges, François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebekka Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Präsidentinnen/Präsidenten
Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Sandrine Schaller Walker, Stellvertretende Präsidentinnen/Präsidenten

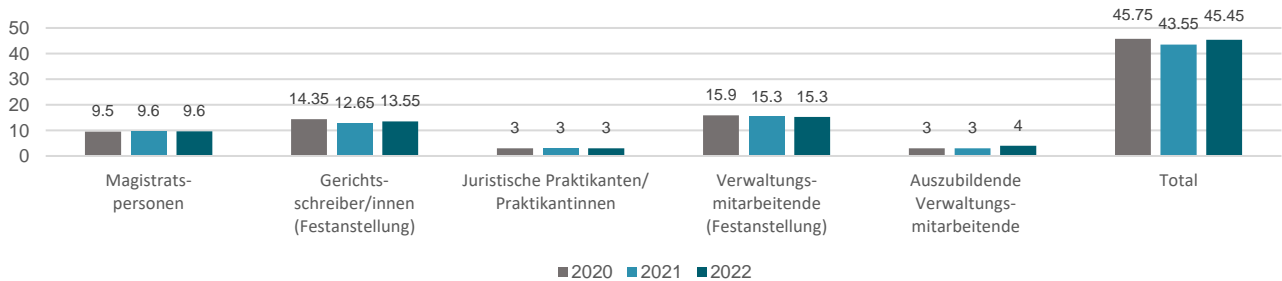
Zivil- und Strafgericht: Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Renate Bartosch Krauskopf, Claude Chassot, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Dénervaud, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Claudia Häller, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Anne Hemmer, Sandra Herren Schwab, Renato Iliescu, Anne Jochem, Jürg Jost, Hans Jungo, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Guy Python, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Cécile Thiémar, José Uldry, Petra Vondrasek, Beisitzende

Arbeitsgericht: Christelle Almeida Borges, Ariane Guye, José Rodriguez, Präsidentin/Präsident; Rebekka Jutzet, Stellvertretende Präsidentin; Nicole Madeleine Aeby, David Brugger, Karin Rudaz, Beisitzende; Jean-François Feyer, Marc Fischer, Xavier Ganioz, Patrick Gendre, Reto Julmy, Jean-Jacques Marti, Ersatzbeisitzende

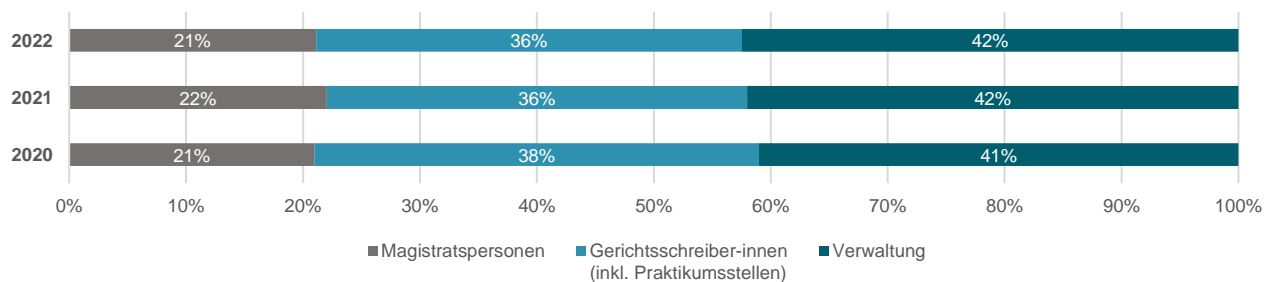
Mietgericht: Ariane Guy, Präsidentin; Rebekka Jutzet, Alexandra Rossi Carré, Stellvertretende Präsidentin/Präsident; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Beisitzende; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Ersatzbeisitzende

3.7.3.1 Personalressourcen

BGSA - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGSA - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.7.3.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 belief sich die Zahl der Angelegenheiten, die sowohl beim Zivilgericht des Saanebezirks als auch bei den Präsidentinnen/Präsidenten eingingen, auf 3893, was einem Anstieg um 18 % gegenüber dem Jahr 2021 entspricht (589 Angelegenheiten mehr als im Jahr 2021). Angesichts der steigenden Arbeitsbelastung wurde die Schaffung einer vollständigen Einheit, d. h. eine zivile Präsidentin/ein ziviler Präsident, eine Gerichtsschreiberin/ein Gerichtsschreiber, eine Sekretärin/ein Sekretär, zu 100 % beantragt.

Überdies ist noch anzumerken, – und das gilt für alle Bezirksgerichte –, dass die Zivilverfahren nicht nur zahlenmässig zunehmen, sondern sowohl durch die Zahl der beteiligten Personen als auch durch die Bereiche, die sie betreffen, immer komplexer werden. Dies hat zur Folge, dass die Vorbereitung des Dossiers vor der Sitzung und das Verfassen der Entscheide länger dauert. Die Revision der Berechnung von Unterhaltsbeiträgen im Familienrecht ist ein perfektes Beispiel dafür.

Um möglichst viele Angelegenheiten in einem vernünftigen Zeitraum zu erledigen, blieb die Arbeitslast der Präsidentinnen und Präsidenten des Strafgerichtes des Saanebezirks daher hoch.

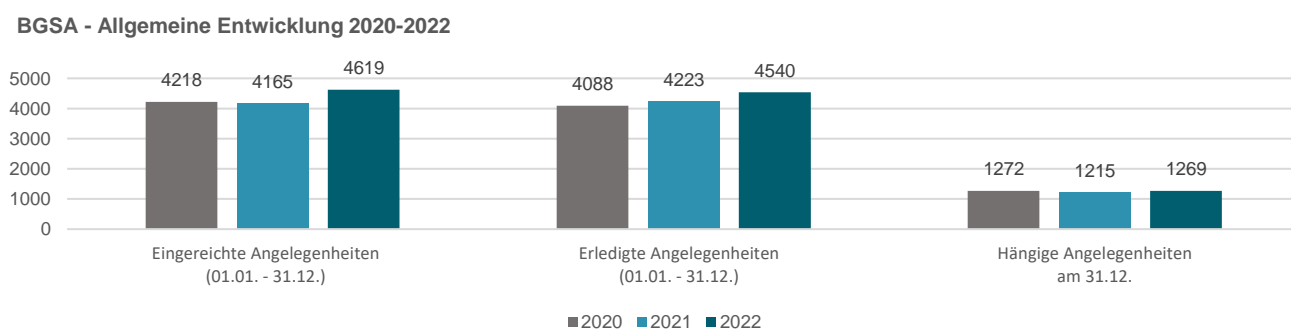
2022 gingen beim Strafgericht 71 neue Dossiers zur Bearbeitung ein (68 in französischer Sprache; 3 in deutscher Sprache). Das Gericht hat 66 davon erledigt. Ab 1. Januar 2023 müssen also noch 31 Dossiers behandelt werden. Bei den Polizeirichtern gingen 344 neue Dossiers ein (321 in französischer Sprache; 23 in deutscher Sprache). Sie erledigten 402. Ab 1. Januar 2023 müssen also noch 145 Dossiers behandelt werden.

Anzumerken bleibt, dass es bei der Zuweisung von Anhörungen einige Schwierigkeiten gab, weil einige Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten nur schwer verfügbar waren.

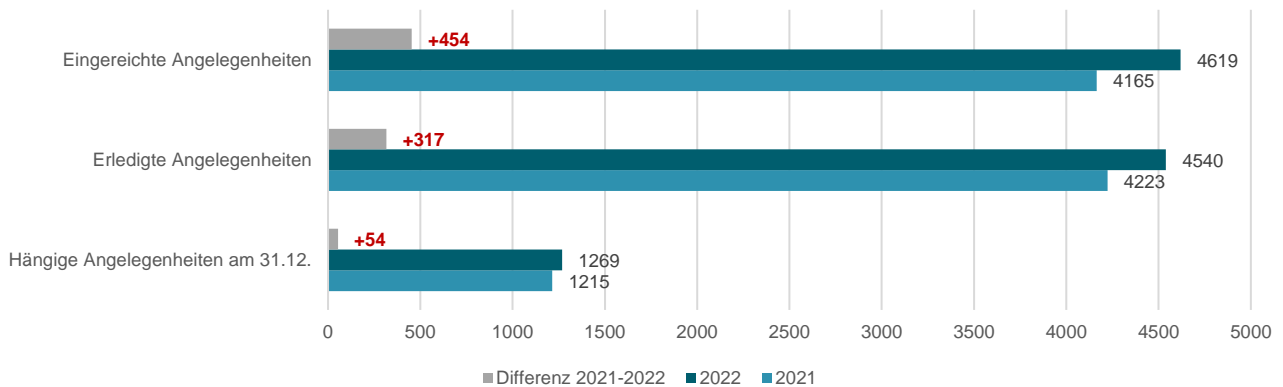
Eine interne Personalreorganisation führte zur Schaffung eines Sekretariatspools (220 %) und eines Pools von Strafgerichtsschreiberinnen und Strafgerichtsschreibern (50 %).

Was schliesslich die Räumlichkeiten betrifft, so scheinen diese die Grenzen ihrer Möglichkeiten für die dortige Aktivität erreicht zu haben. Ein Plan, zusätzliche Stockwerke auf dem Gebäude zu errichten, wird derzeit vom Hochbauamt geprüft.

3.7.3.3 Arbeitslast – Statistik



BGSA - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022 (Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	3123	3729	3157	3585	577	703
Zivilgericht	181	166	199	172	262	256
Präsidenten Mietgericht (Saane)	101	111	105	110	17	18
Mietgericht (Saane)	28	17	33	19	21	19
Präsidenten Arbeitsgericht	159	144	161	155	48	37
Arbeitsgericht	35	42	26	31	49	59
Polizeirichter	463	337	469	400	213	146
Präsidenten Strafgericht	3	1	3	2	1	0
Strafgericht	72	72	70	66	27	31
Total	4165	4619	4223	4540	1215	1269

3.7.3.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Saane

[Link.](#)

3.7.4 Bezirksgericht Sense BGSSEN

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Präsidentinnen; Peter Stoller, Stellvertretender Präsident

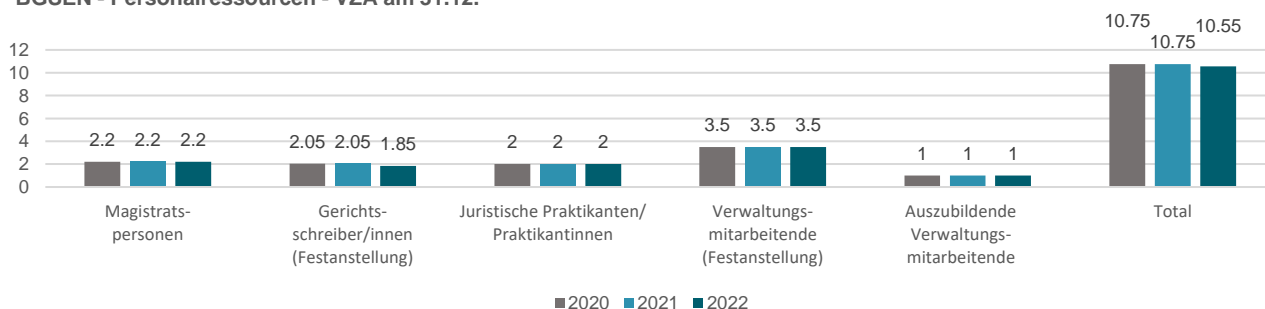
Zivil- und Strafgericht: Robert Aeberhard, Judith Berger, Martha Bürgisser, Dominique Chappuis Waeber, Monika Grossrieder, Eveline Jungo, Guido Jungo, Urs Kolly, Marianne Portmann, Thomas Reidy, Markus Stöckli, Myriam Sturny, Beisitzende

Arbeitsgericht: Caroline Gauch, Jonas Kühni, Präsidentin/Präsident; Debora Friedli-Bruggmann, Stellvertretende Präsidentin; Irène Marguet, René Stritt, Beisitzende; Dominique Chappuis Waeber, Urs Maurer, Pascal Rappo, Michael Zurkinden, Ersatzbeisitzende

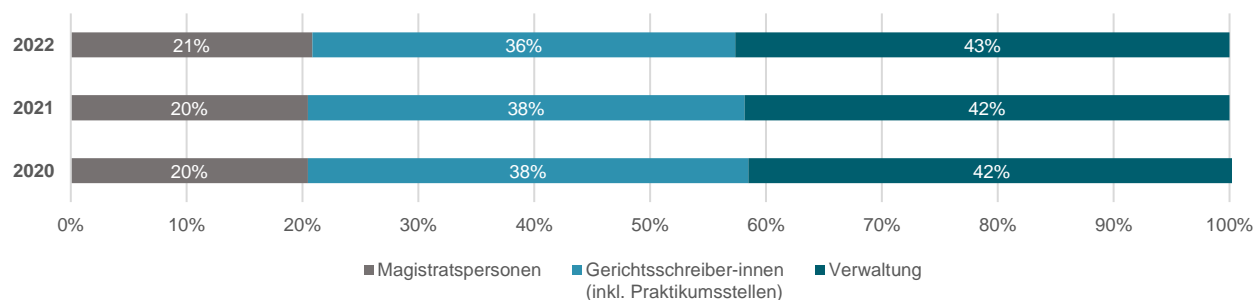
Mietgericht des Sense- und Seebezirks: Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Nicholas Bürgy, Präsidentin/Präsident; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Verena Loembe, Gilberte Schär, Beisitzende; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Ersatzbeisitzende

3.7.4.1 Personalressourcen

BGSSEN - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGSSEN - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.7.4.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

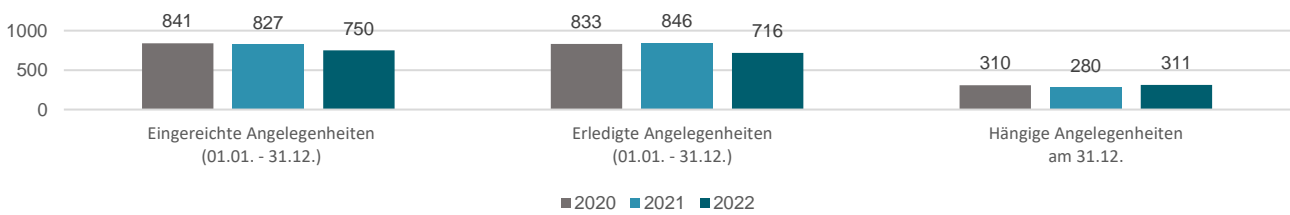
Präsident Peter Rentsch trat am 31. Dezember 2021 in den Ruhestand. Er wurde jedoch zum Ad-hoc-Richter ernannt, um ein Dossier abzuschliessen. Die dem Bezirksgericht Sense zustehenden Richterstellenprozente wurden neu verteilt und Debora Friedli-Bruggmann wurde zur neuen Präsidentin gewählt. Jonas Kühni wurde zum Präsidenten des Arbeitsgerichts und Nicholas Bürgy zum Präsidenten des Mietgerichts gewählt (jeweils 10 %).

Im Jahr 2022 wurden insgesamt 649 zivilrechtliche Angelegenheiten registriert (2017: 936, 2018: 827, 2019: 832, 2020: 780, 2021: 732). Insgesamt sind 103 Strafsachen registriert worden (2017: 83; 2018: 75, 2019: 89, 2020: 85, 2021: 106), 82 Angelegenheiten wurden erledigt (2017: 93, 2018: 69, 2019: 89, 2020: 77, 2021: 107).

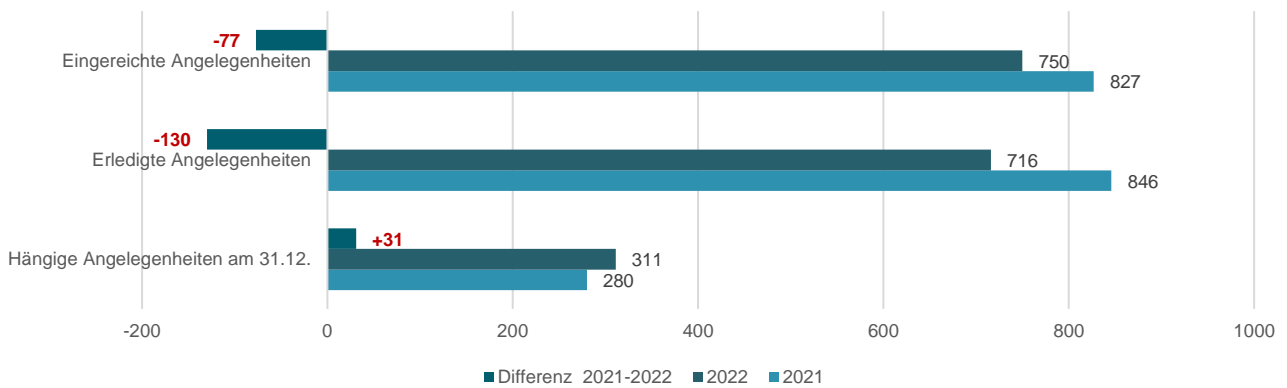
Die Arbeitsbelastung war nach wie vor hoch, konnte aber grösstenteils gemeistert werden. Die Fälle werden immer komplexer, die Dossiers immer umfangreicher, die Häufigkeit der rechtlichen Änderungen und die Anforderungen an die Begründung von Entscheiden immer höher.

3.7.4.3 Arbeitslast – Statistik

BGSEN - allgemeine Entwicklung 2020-2022



BGSEN - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022
(Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	633	560	648	562	181	177
Zivilgericht	41	43	52	32	40	52
Präsidenten Mietgericht (Sense)	14	16	12	15	4	5
Mietgericht (Sense)	6	3	6	6	9	5
Präsidenten Arbeitsgericht	16	24	17	18	4	10
Arbeitsgericht	4	3	5	1	3	5
Polizeirichter	100	92	100	75	29	45
Präsidenten Strafgericht	1	0	1	0	1	0
Strafgericht	12	9	5	7	10	12
Total	827	750	846	716	280	311

3.7.4.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Sense

[Link.](#)

3.7.5 Bezirksgericht Greyerz BGGR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Camille Perroud Sugnaux, Séverine Zehnder, Präsidentin/Präsident; Grégoire Bovet, Debora Friedli-Bruggmann, Pascal L'Homme, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

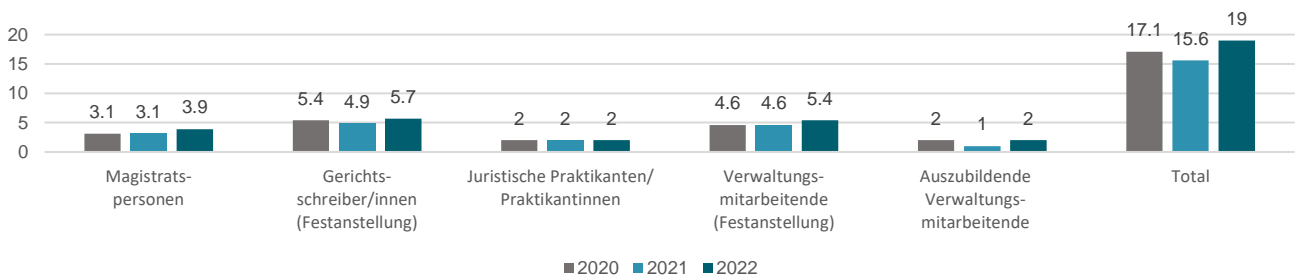
Zivil- und Strafgericht: Jacques Aebischer, Philippe Barras, Karine Beaud, Damien Blanc, Soraya Bosson, Jacqueline Brodard, Michel Castella, Barbara Clément Reichenbach, Ludmilla Combriat, Colette Dupasquier, Nicole Fragnière-Morard, Maryse Gapany Joye, Joseph Geinoz, Stéphane Giller, Patrice Morand, Jean-Marie Oberson, Rachel Sauge, Corinne Marie Uginet, Christian Wyssmüller, Beisitzende

Arbeitsgericht: Romain Lang, Nicolas Oberson, Präsidenten; Claudia Dey Gremaud, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Séverine Zehnder, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Yolande Progin, Pierre Rouiller, Beisitzende; Philippe Clément, François Ducrest, Mathieu Fehlmann, Christian Schorderet, Ersatzbeisitzende

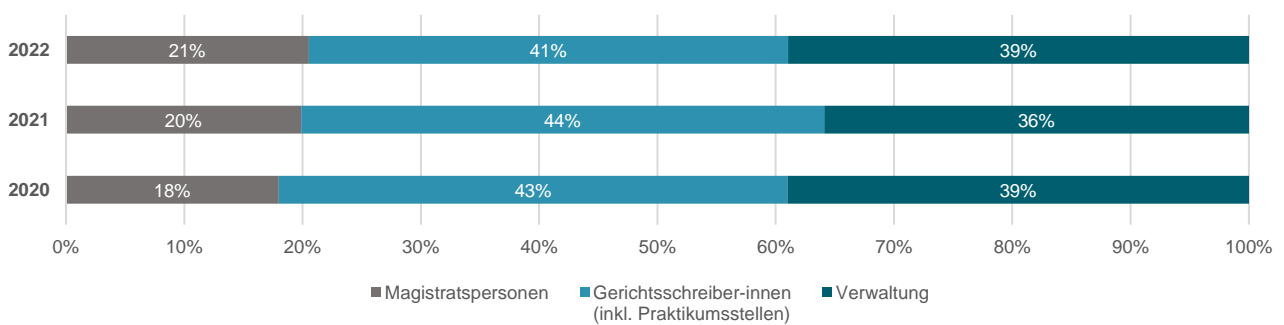
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.5.1 Personalressourcen

BGGR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGGR - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.7.5.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Präsident Philippe Vallet trat am 31. Dezember 2021 in den Ruhestand. Romain Lang trat sein Amt als Nachfolger von Philippe Vallet am 1. Januar 2022 an. Ab diesem Datum wurde dem Gericht eine neue Magistratsstelle zu 80 % zugewiesen. Séverine Zehnder, die ihr Amt am 1. Juni 2022 antrat, besetzt diese Stelle zu 60 %, die restlichen 20 % wurden zu je 10 % auf Camille Perroud Sugnaux und Frédérique Bütikofer Repond aufgeteilt. Philippe Vallet hatte den vakanten Posten des Präsidenten während des Zeitraums vom 1. Januar 2022 bis zum 31. Mai 2022 zu 60 % inne, danach beendete er alle Funktionen in der Behörde.

Séverine Zehnder ist neben Romain Lang und Claudia Dey Gremaud ausschliesslich für Zivilverfahren zuständig. Die Präsidentinnen Camille Perroud Sugnaux und Frédérique Bütikofer Repond befassen sich nur mit den Strafverfahren, die dem Gericht des Greyerzbezirks zugewiesen sind.

Die Arbeitsbelastung für das Jahr 2022 blieb im Vergleich zum Jahr 2021 stabil. Es sind insgesamt 2103 neue Angelegenheiten gegenüber 2105 im Vorjahr eingegangen. Die Arbeitsbelastung ist nach wie vor erheblich. Dank der Ankunft einer neuen Magistratin und neuer Mitarbeitenden im Sekretariat und in der Gerichtsschreiberei konnte das Gericht jedoch mehr Fälle erledigen, als eingingen, und dies innert angemessener Frist.

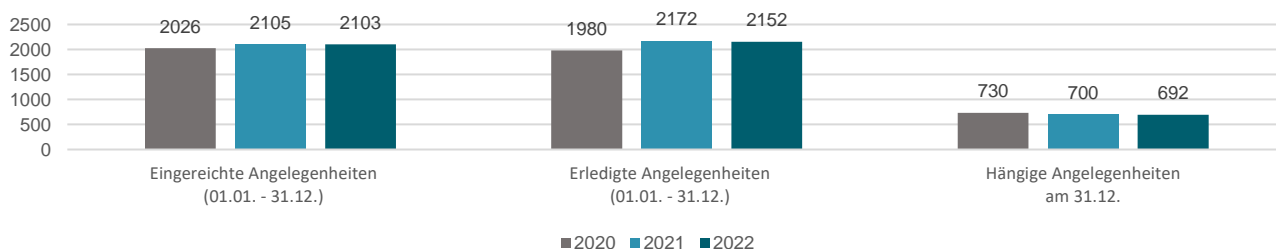
Das Gericht konnte während des gesamten Jahres 2022, d. h. für 172 neue Dossiers (157 in Zivilsachen und 15 in Strafsachen), die Hilfe der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde in Anspruch nehmen. 167 Dossiers wurden somit von dieser im Laufe des Jahres 2022 erledigt.

Bei den Zivilsachen belief sich die Zahl der registrierten Angelegenheiten, alle Fälle zusammengenommen, in diesem Jahr auf 1870, während sie im Vorjahr 1831 betragen hatte. Die Zahl der neu registrierten Strafsachen belief sich auf 233 Dossiers, verglichen mit 274 im Vorjahr.

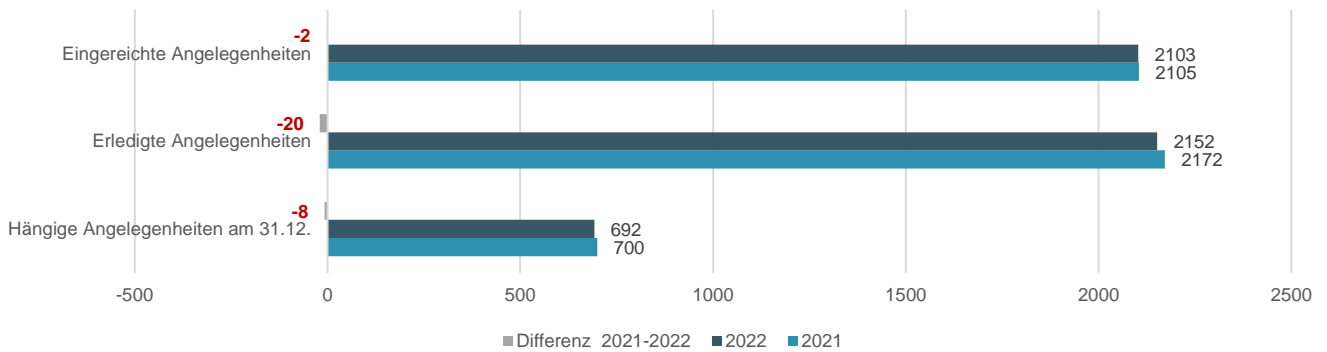
Beim Personal ist das Gericht für den zivilen Sektor dabei, seine Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber neu in einem Pool zusammenzuführen. Parallel dazu wurde zu Beginn des Jahres auch die Organisation des Sekretariats überarbeitet.

3.7.5.3 Arbeitslast - Statistik

BGGR - Allgemeine Entwicklung 2020-2022



BGGR - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022 (Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	1657	1686	1733	1707	361	372
Zivilgericht	99	91	101	105	158	151
Präsidenten Mietgericht (Greyerz)	18	29	15	31	5	3
Mietgericht (Greyerz)	0	0	0	0	0	0
Präsidenten Arbeitsgericht	47	57	52	51	9	16
Arbeitsgericht	10	7	9	7	14	15
Polizeirichter	239	210	222	229	143	124
Präsidenten Strafgericht	13	7	14	6	1	3
Strafgericht	22	16	26	16	9	8
Total	2105	2103	2172	2152	700	692

3.7.5.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Greyerz

[Link.](#)

3.7.6 Bezirksgericht See BGSEE

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Präsidentin/Präsident; Jean-Benoît Meuwly, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

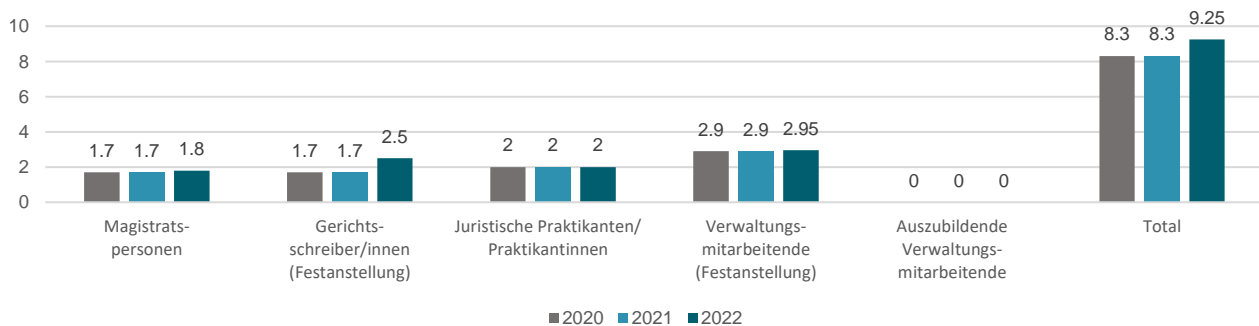
Zivil- und Strafgericht: Daniel Baechler, Brigitte Bauer, Nicole Chuard, Eric Delley, Miriam Deuble, David Humair, Cilette Marchand, Jonas Petersen, Frédéric Plancherel, Thomas Schick, Valentine Tschümperlin, Aline Wälti, Patrick Zehnder, Beisitzende

Arbeitsgericht: Peter Stoller, Präsident; Sandrine Schaller Walker, Stellvertretende Präsidentin; Bruno Schwander, Eliane Weber, Beisitzende, Anne-Marie Coopt, Manfred Meyer, Christian Pillonel, Philipp Wieland, Ersatzbeisitzende

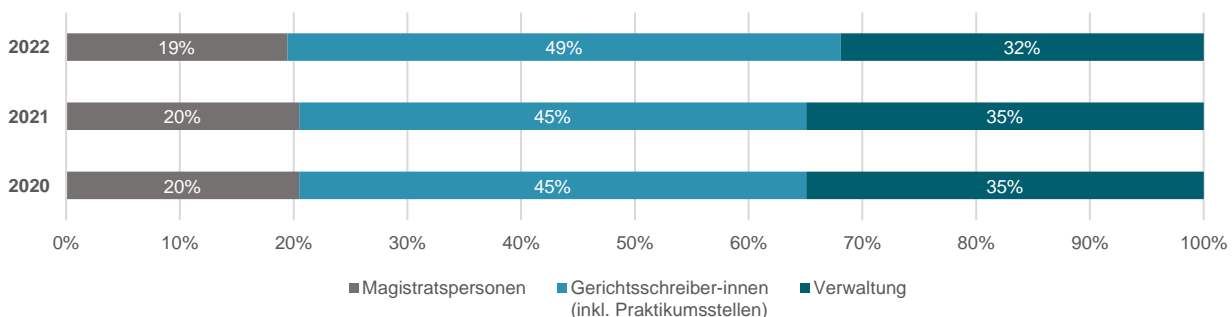
Mietgericht des Sense- und Seebezirks: Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Nicholas Bürgy, Präsidentin/Präsident; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Verena Loembe, Gilberte Schär, Beisitzende; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Ersatzbeisitzende

3.7.6.1 Personalressourcen

BGSEE - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGSEE - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.7.6.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung des Bezirksgerichts See ist nach wie vor sehr hoch, insbesondere wegen der weiter steigenden Zahl französischsprachiger Angelegenheiten, dies ist ein Trend, der sich auch 2022 einmal mehr bestätigte. Es ist anzumerken, dass diese Angelegenheiten 2009 erst 29 % der Neueingänge ausmachten, diese Zahl aber per 2020 auf 45 % und per 2022 auf 50 % gestiegen ist.

Beide Präsidenten sind ins Projekt e-Justice involviert: Präsidentin Schaller arbeitet mit einem Pensum von rund 40 % auch für das Projekt e-Justice und Präsident Stoller hat sich als Mitglied des Steuerungsausschusses e-Justice und Auftraggeber eines Teilprojekts (Zentrales Drucken) ebenfalls für die Digitalisierung der Justiz im Kanton eingesetzt. Die Hälfte der Angelegenheiten von Frau Schaller wird von der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde übernommen.

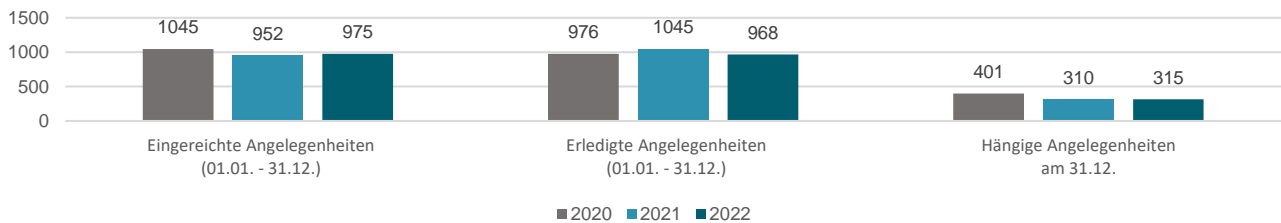
Durch die Erhöhung der Stellenprozentage per 1. Januar 2022 und die dadurch ermöglichte Anstellung einer zusätzlichen Gerichtsschreiberin zu 70 % konnte der Gerichtsschreiber entlastet werden.

Die Gerichtsschreiberin und Präsidentin des Arbeitsgerichts Anna Schwaller verliess das Bezirksgericht See am 30. September 2022, um eine zusätzliche Ausbildung zu beginnen. Sie wurde von Christina Joller als Chef-Gerichtsschreiberin und von Alicia Loosli als Gerichtsschreiberin abgelöst.

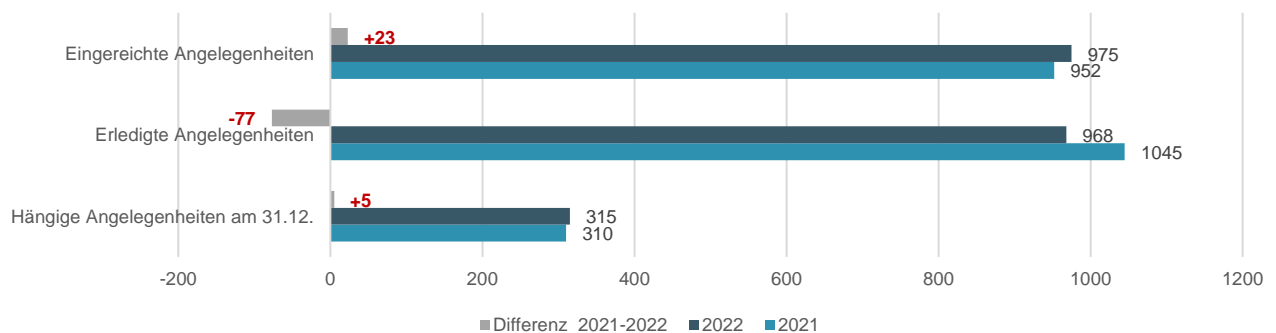
Die Räumlichkeiten sind bis zu ihrer maximalen Kapazität ausgelastet. Angesichts der zusätzlichen Stellen, die dem Gericht bewilligt wurden, wird die Fläche der Räumlichkeiten mittelfristig wahrscheinlich nicht ausreichen.

3.7.6.3 Arbeitslast - Statistik

BGSEE - Allgemeine Entwicklung 2020-2022



BGSEE - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022
(Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	720	744	796	767	173	179
Zivilgericht	37	30	58	35	57	52
Präsidenten Mietgericht (See)	9	14	10	14	2	2
Mietgericht (See)	9	2	7	5	9	6
Präsidenten Arbeitsgericht	29	36	27	28	4	12
Arbeitsgericht	5	10	5	7	8	11
Polizeirichter	128	98	125	97	48	48
Präsidenten Strafgericht	1	0	1	0	0	0
Strafgericht	14	11	16	15	9	5
Total	952	975	1045	968	310	315

3.7.6.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts See

[Link](#).

3.7.7 Bezirksgericht Glane BGGL

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Grégoire Bovet, Präsident; Sonia Bulliard Grosset, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Pascal L’Homme, Jean-Benoît Meuwly, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

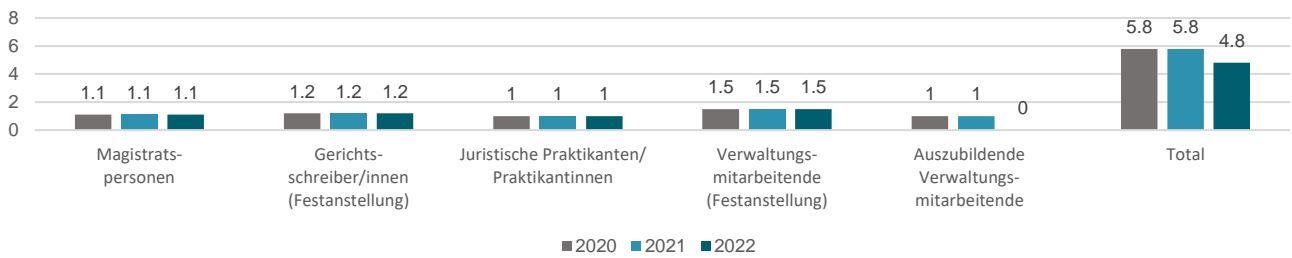
Zivil- und Strafericht: Jean-François Bard, Astrid Bichsel-Zeindl, Marlène Cornu, Guillaume Favre, Maja Fontaine, Christophe Girard, Muriel Joye, Claudine Matthey, Philippe Pache, Beisitzende

Arbeitsgericht: Jacques Menoud, Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Stellvertretende Präsidenten; Vincent Brodard, Bernard Ropraz, Beisitzende; Christian Deillon, Sébastien Jaquier, Denis Repond, Cédric Rossel, Jacques Terrapon, Jean-François Vuagniaux, Ersatzbeisitzende

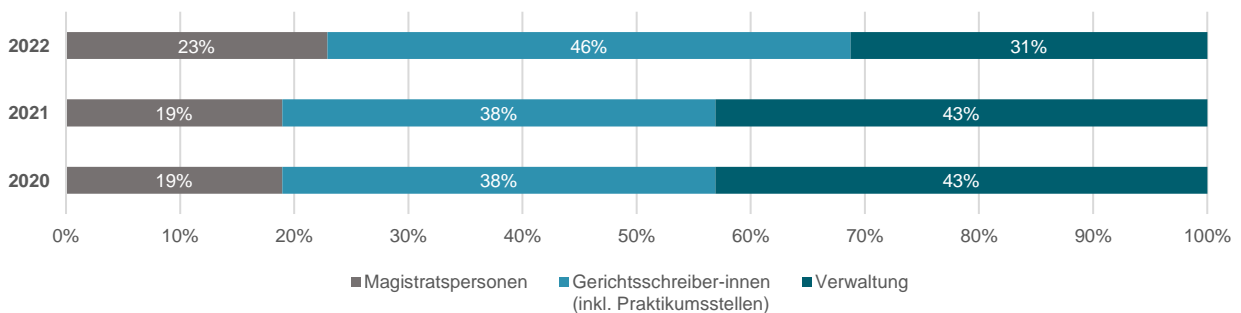
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.7.1 Personalressourcen

BGGL - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGGL - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



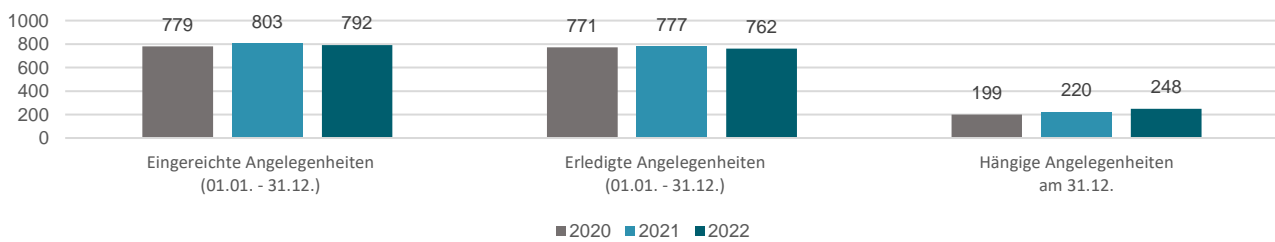
3.7.7.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitslast war im Jahr 2022 noch höher als sie bereits im Jahr 2021 war. Obwohl die Zahl der neu registrierten Angelegenheiten im Jahr 2022 gleich hoch war wie 2021, war das Volumen der eingegangenen Angelegenheiten deutlich höher als in den Vorjahren. Die Dossiers werden immer komplexer und zeitaufwendiger.

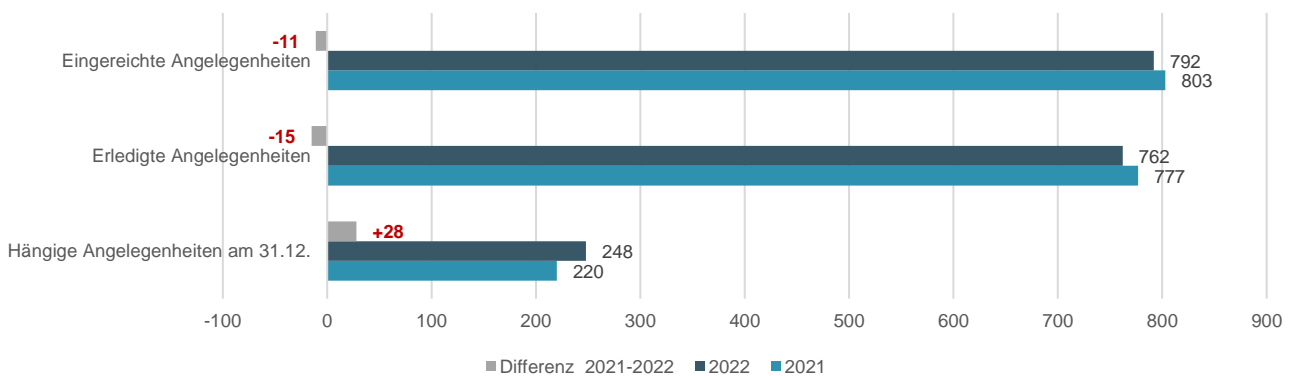
Die Unterstützung durch die Gerichtsunabhängige Justizbehörde entlastete die Behörde.

3.7.7.3 Arbeitslast - Statistik

BGGL - Allgemeine Entwicklung 2020-2022



BGGL - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022
(Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	651	598	635	588	127	135
Zivilgericht	51	36	46	38	51	49
Präsidenten Mietgericht (Glane)	14	19	14	22	6	3
Mietgericht (Glane)	13	18	14	14	12	16
Präsidenten Arbeitsgericht	17	16	15	15	3	4
Arbeitsgericht	2	2	2	0	0	2
Polizeirichter	52	83	47	72	19	30
Präsidenten Strafgericht	0	1	2	1	0	0
Strafgericht	3	19	2	12	2	9
Total	803	792	777	762	220	248

3.7.7.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Glane

[Link.](#)

3.7.8 Bezirksgericht Broye BGBR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2021

Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Präsidentin/Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Stéphane Raemy, Alexandra Rossi Carré, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

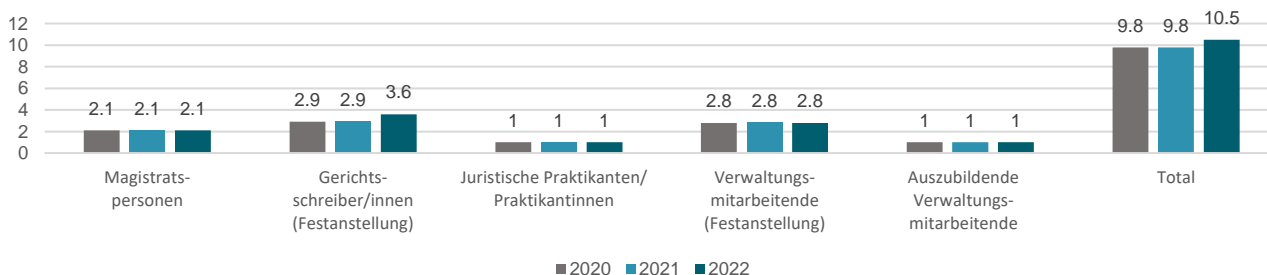
Zivil- und Strafgericht: Guy Biland, Maurice Bourqui, Martine Corminboeuf, Francis Duruz, Marcel Godel, Micheline Guerry, Carine Haenni, Claude Jabornigg, Christine Keller, Francis Marchand, Annelise Moser, Irène Rüssi, Claire-Lise Sudan, Beisitzende

Arbeitsgericht: Christian Esseiva, Jean-Benoît Meuwly, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Stellvertretende Präsidentin; François Berchier, Yvan Corminboeuf, Beisitzende; Frédéric Gross, Hans Krebs, Francis Michel, Christian Müller, Ersatzbeisitzende

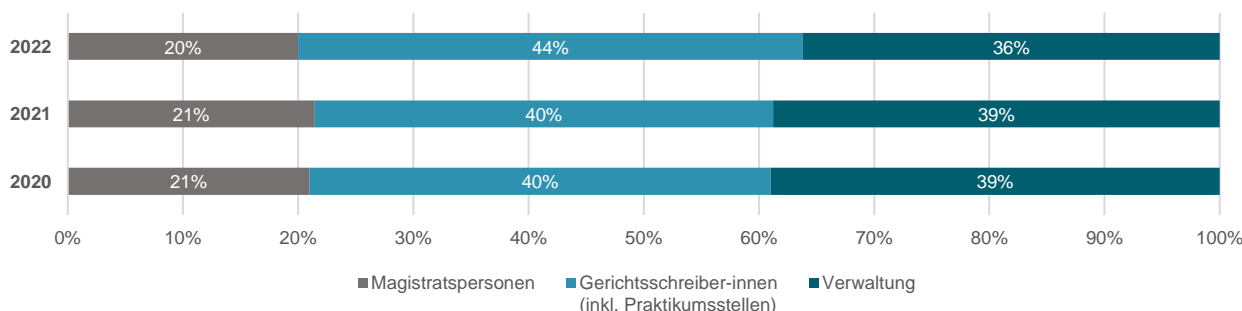
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.8.1 Personalressourcen

BGBR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGBR - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.7.8.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 gingen 1114 neue zivile Angelegenheiten (gegenüber 1093 im Jahr 2021, 1173 im Jahr 2020, 1234 im Jahr 2019 und 1051 im Jahr 2018) ein. Gesamthaft wurden 1140 Entscheide gefällt (gegenüber 1080 im Jahr 2021, 1170 im Jahr 2020, 1020 im Jahr 2019 und 1022 im Jahr 2018). Die Zahl der neuen zivilen Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr leicht gestiegen, insbesondere die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Zivilgerichts fallen, ist um 39 % gestiegen (+17 neue Fälle im Vergleich zu 2021), was zeigt, dass der im Jahr 2021 festgestellte Rückgang dieser Art von Angelegenheiten nicht Teil eines allgemeinen Trends war.

Im Bereich Strafrecht wurden 106 neue Angelegenheiten registriert (gegenüber 116 im Jahr 2021, 136 im Jahr 2020, 118 im Jahr 2019 und 116 im Jahr 2018). 98 davon fielen in die Kompetenz des Polizeirichters, 6 in diejenige des Strafgerichts und 2 in diejenige des Präsidenten des Strafgerichts.

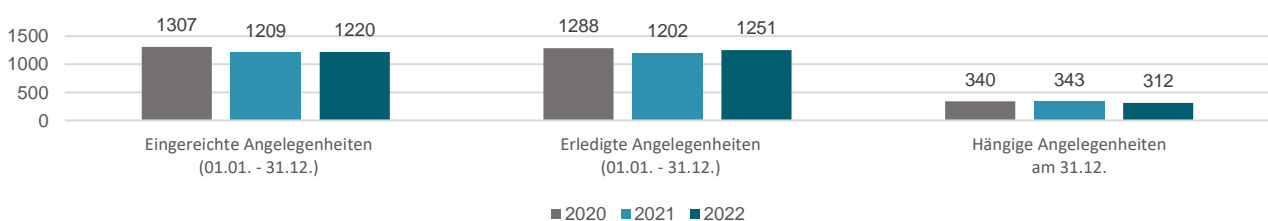
Die Zahl der Angelegenheiten vor dem Strafgericht – also der schwersten Fälle –, die sich im Jahr 2021 (31 Fälle im Jahr 2021) im Vergleich zum Jahr 2020 (17 Fälle) fast verdoppelt und im Vergleich zum Jahr 2019 (8 Fälle) fast vervierfacht hatte, ging im Jahr 2022 (6 Fälle) erheblich zurück, so dass der starke Anstieg im Jahr 2021 in diesem Fall aussergewöhnlich erscheint. Die hohe Arbeitsbelastung, die sich aus der aussergewöhnlichen Anzahl neuer Angelegenheiten im Strafgericht ergab, die 2021 eingingen, konnte 2021 nicht aufgefangen werden. Der Rest der Angelegenheiten konnte im Laufe des Jahres 2022 erledigt werden. Es sollte jedoch darauf hingewiesen werden, dass mehrere dieser Urteile noch redigiert werden.

Trotz der Bereitstellung von 0,7 VZÄ für einen Gerichtsschreiber am 1. Januar 2022 bleibt die Arbeitsbelastung aufgrund der von Jahr zu Jahr steigenden Anzahl von Fällen und der immer schwerfälligeren Verfahren weiterhin sehr hoch. Und so ist die Gerichtsunabhängige Justizbehörde eine wertvolle Unterstützung bei der Bearbeitung der Angelegenheiten.

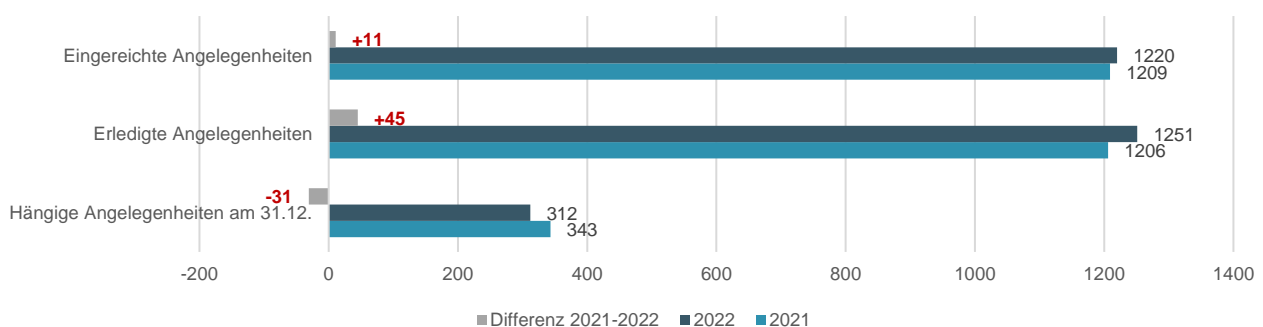
In Anbetracht der Tatsache, dass die Räumlichkeiten ursprünglich für einen einzigen Richter vorgesehen waren, ist schliesslich festzustellen, dass sie mit ihrer maximalen Kapazität genutzt werden; in den Büroräumlichkeiten wird es angesichts der steigenden Zahl von Mitarbeitenden und Magistratspersonen immer enger.

3.7.8.3 Arbeitslast - Statistik

BGBR - Allgemeine Entwicklung 2020-2022



BGBR - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022
(Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	991	993	972	1014	209	188
Zivilgericht	44	61	56	62	72	71
Präsidenten Mietgericht (Broye)	4	16	5	15	1	2
Mietgericht (Broye)	0	0	0	0	0	0
Präsidenten Arbeitsgericht	50	39	43	41	11	9
Arbeitsgericht	4	5	4	8	8	5
Polizeirichter	81	98	93	89	28	37
Präsidenten Strafgericht	4	2	4	2	0	0
Strafgericht	31	6	29	20	14	0
Total	1209	1220	1206	1251	343	312

3.7.8.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Broye

[Link.](#)

3.7.9 Bezirksgericht Vivisbach BGVI

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Pascal L’Homme, Präsident; Grégoire Bovet, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

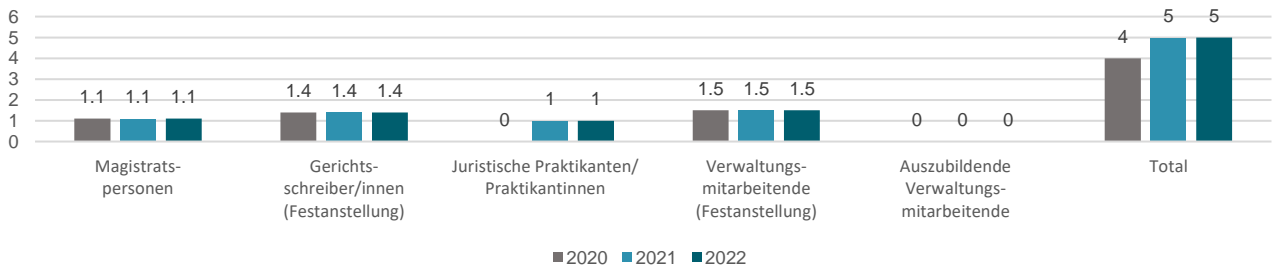
Zivil- und Strafergericht: Claudine Aebischer, Noémie Berthoud, Stéphane Broillet, Jeannick Cardinaux, Valérie Dewarrat, Roland Dumoulin, Jean-Bernard Jaquet, Catherine Mossier, Caroline Perroud, François Pilloud, Michel Savoy, Marie Wicht, Beisitzende

Arbeitsgericht: Julia Giallombardo, Pascal L’Homme, Präsidentin/Präsident; Jacques Menoud, Stellvertretender Präsident; Pascal Emonet, Fabienne Tâche, Beisitzende; Laurent Gabriel, Daniel Jamain, Eric Maillard, Antonio-Elviro Soares, Ersatzbeisitzende

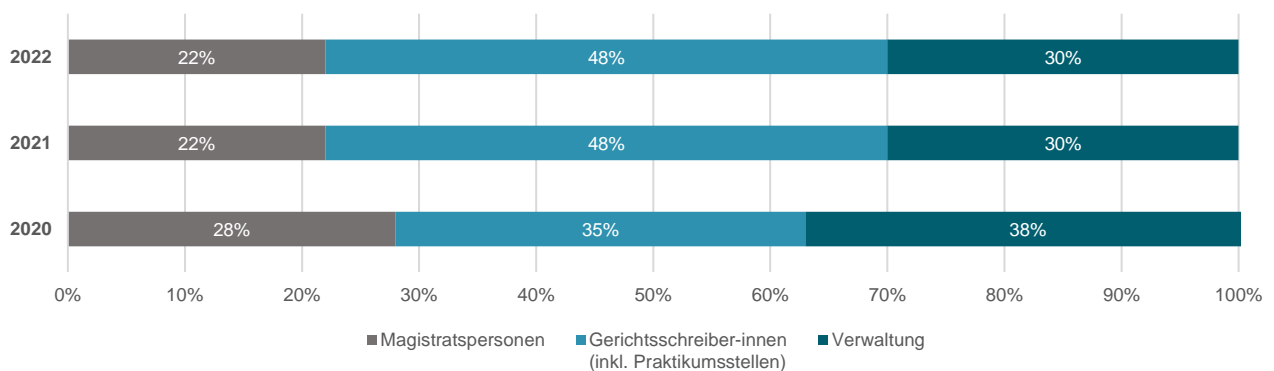
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.9.1 Personalressourcen

BGVE - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGVE - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



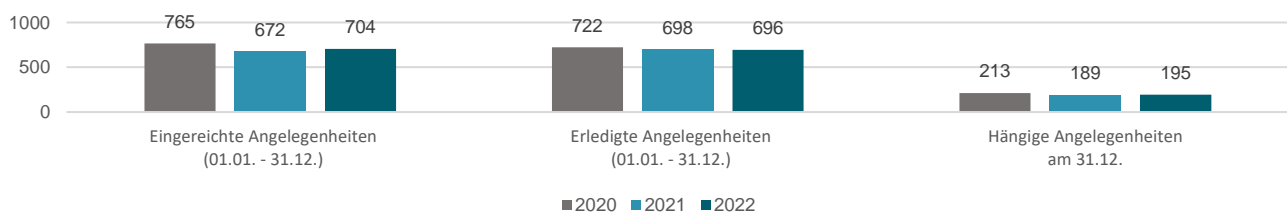
3.7.9.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Zahl der laufenden Angelegenheiten stieg im Laufe des Jahres explosionsartig an, bevor sie sich gegen Ende des Jahres wieder auf einem vernünftigeren Niveau einpendelte. Vor allem dank einer vorübergehenden Erhöhung des Beschäftigungsgrads einer Gerichtsschreiberin um 20 % und der Unterstützung durch die Gerichtsunabhängige Justizbehörde konnte die Arbeitslast bewältigt werden.

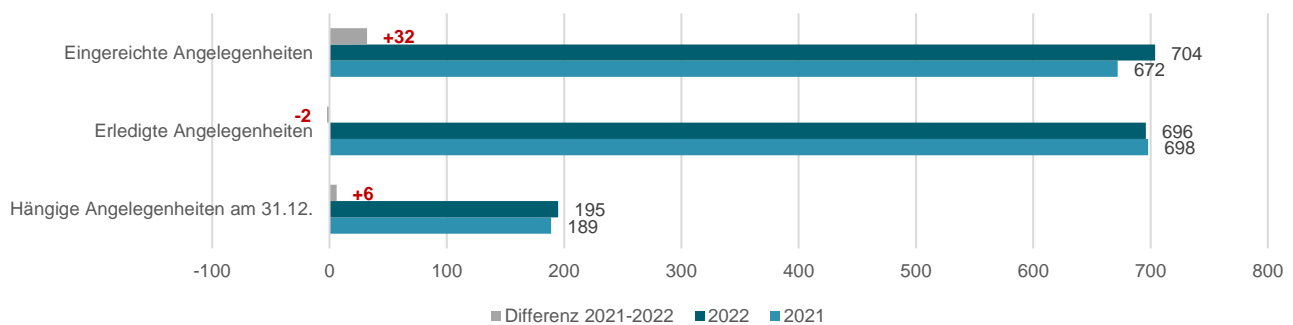
Was die Räumlichkeiten betrifft, so wartet das Bezirksgericht Vivisbach immer noch auf den Beginn des Baus eines neuen Verwaltungsgebäudes oder zumindest auf diesbezügliche Informationen.

3.7.9.3 Arbeitslast – Statistik

BGVI - Allgemeine Entwicklung 2020-2022



BGVI - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



Entwicklung 2021-2022
(Gesamtübersicht)

	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Präsidenten Zivilgericht	518	551	547	536	76	91
Zivilgericht	33	33	40	41	59	51
Präsidenten Mietgericht (Vivisbach)	14	27	13	26	7	7
Mietgericht (Vivisbach)	19	13	9	14	21	20
Präsidenten Arbeitsgericht	17	19	19	13	0	6
Arbeitsgericht	5	5	5	2	4	7
Polizeirichter	58	50	55	57	21	13
Präsidenten Strafgericht	0	1	0	1	0	0
Strafgericht	8	5	10	6	1	0
Total	672	704	698	696	189	195

3.7.9.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Vivisbach

[Link.](#)

3.8 Friedensgerichte

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Friedensgericht ist in erster Linie Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde. Sein Präsident ist der Friedensrichter. Die Erwachsenenschutzbehörde ordnet eine Massnahme an, wenn die Unterstützung der hilfsbedürftigen Person durch die Familie, andere nahestehende Personen oder private oder öffentliche Dienste nicht ausreicht oder von vornherein als ungenügend erscheint und wenn bei Urteilsunfähigkeit der hilfsbedürftigen Person keine oder keine ausreichende eigene Vorsorge (Vorsorgeauftrag und Patientenverfügung) getroffen worden ist und die Massnahmen von Gesetzes wegen (Vertretung durch den Ehegatten/eingetragenen Partner, Vertretung bei medizinischen Massnahmen, Schutz der Person, die sich in einer Wohn- oder Pflegeeinrichtung aufhält) nicht genügen.

Die Erwachsenenschutzbehörde kann entweder eine Beistandschaft errichten oder eine fürsorgerische Unterbringung anordnen. Es gibt vier Arten von Beistandschaften: die Begleitbeistandschaft, die Vertretungsbeistandschaft, die Mitwirkungsbeistandschaft und die umfassende Beistandschaft.

Die Erwachsenenschutzbehörde ist auch für die gerichtliche Beurteilung der ärztlichen Unterbringungsentscheide zuständig.

Die Kindesschutzbehörde ist für die Anordnung sämtlicher Kindesschutzmassnahmen – zum Beispiel Aufhebung der elterlichen Obhut, Entziehung der elterlichen Sorge, Unterbringung und Ernennung eines Beistandes – zuständig.

Nicht miteinander verheiratete Eltern können erklären, dass sie die elterliche Sorge gemeinsam ausüben möchten. Die Erklärung kann entweder gleichzeitig mit der Anerkennung des Kindes durch den Vater gegenüber dem Zivilstandsamt oder später gegenüber der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde am Wohnsitz des Kindes abgegeben werden. Ist ein Elternteil nicht bereit, die Erklärung über die gemeinsame elterliche Sorge abzugeben, so kann der andere Elternteil an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde am Wohnsitz des Kindes gelangen. Die gemeinsame elterliche Sorge darf einem Elternteil nur in begründeten Ausnahmefällen vorenthalten werden (nur wenn das Kindeswohl durch die Verfügung der gemeinsamen Sorge schwerwiegend gefährdet wird).

Die Entscheide der Schutzbehörde können mit Beschwerde beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof des Kantonsgerichts angefochten werden.

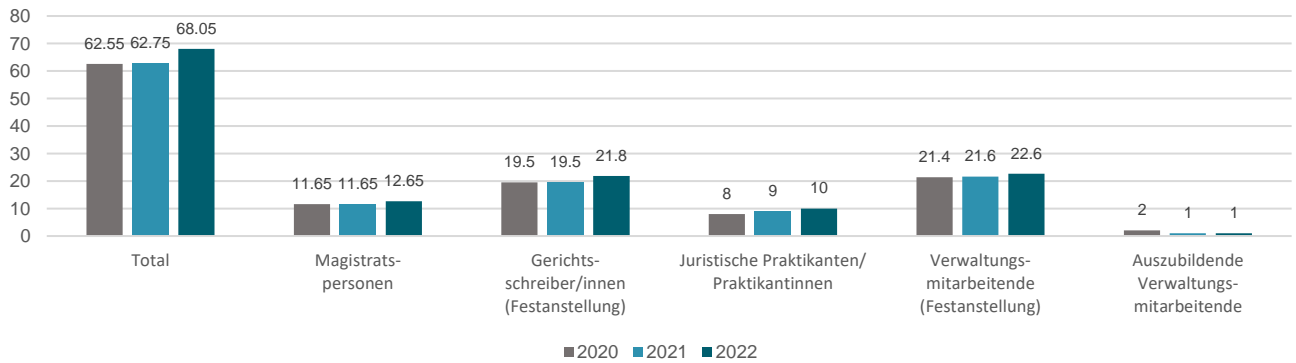
Dem Friedensgericht und dem Friedensrichter kommen Aufgaben im Bereich des Erbrechts zu. Neben den Steuerinventaren, die der Friedensrichter nach jedem Todesfall aufzunehmen hat, hat er auch die für die Sicherung des Erbanges nötigen Massnahmen zu treffen. Unter diesem Titel ist er mit der Testamentseröffnung und der Ausstellung von Erbbescheinigungen befasst.

Der Friedensrichter kann unter anderem richterliche Betretungsverbote erlassen.

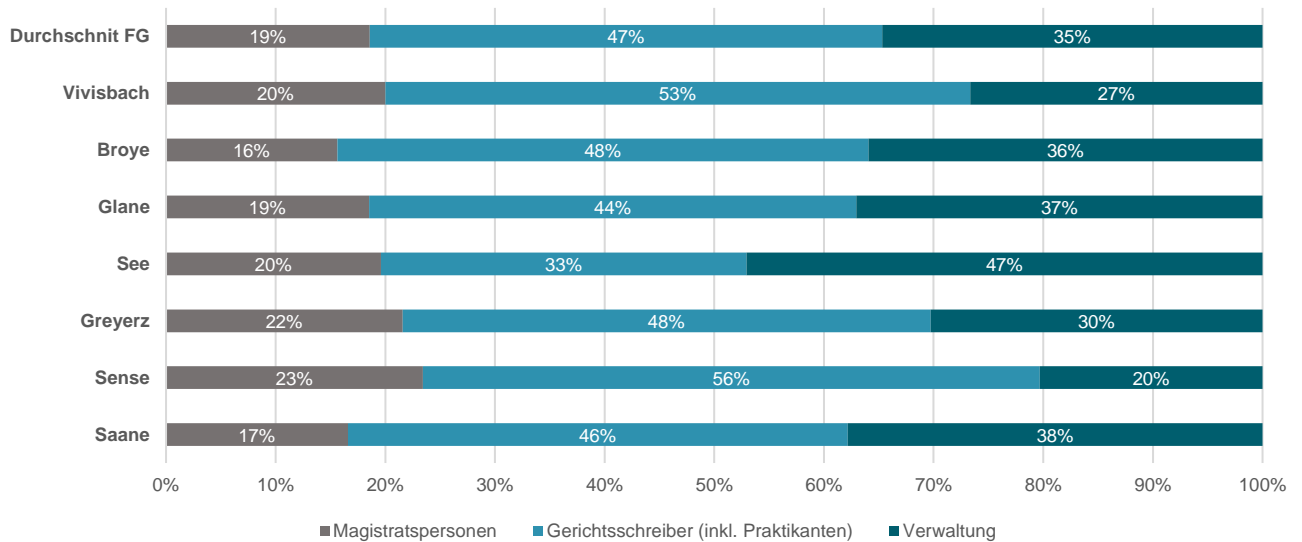
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-friedensgerichte>.

3.8.1 Personalressourcen

FG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



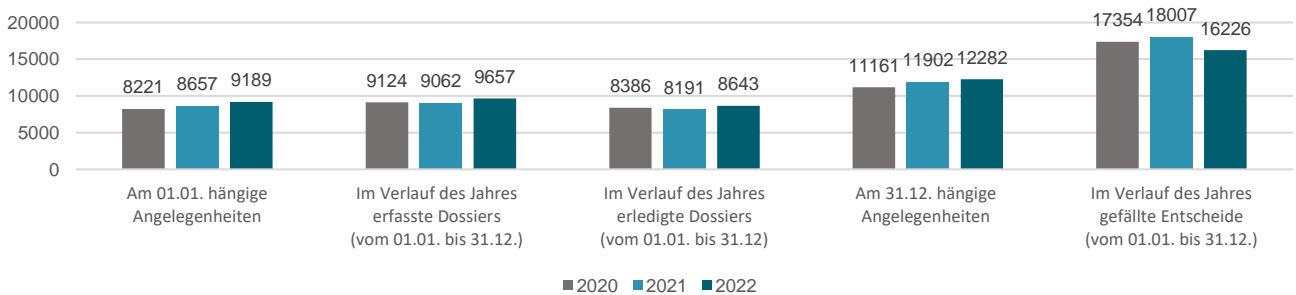
FG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien 2022



3.8.2 Arbeitslast – Statistik

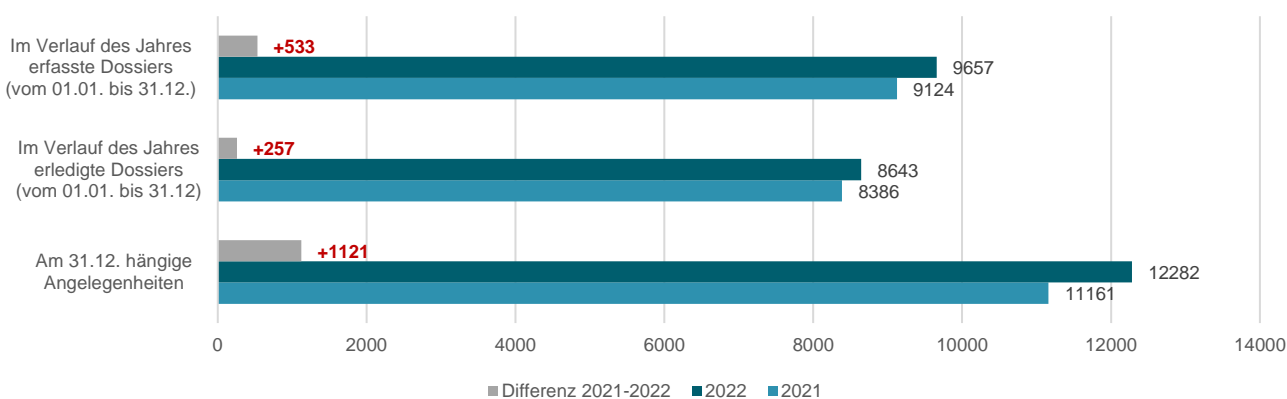
3.8.2.1 Allgemeine Statistik

FG - allgemeine Statistik 2020-2022

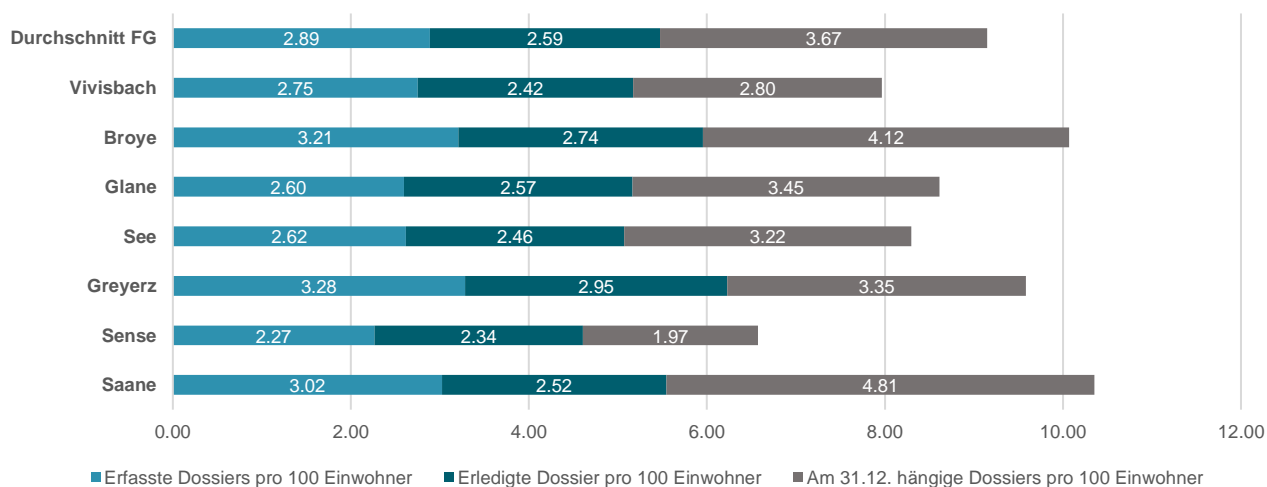


2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	3624	698	1449	1181	712	1141	384	9189
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	3280	1033	1962	1009	676	1128	569	9657
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	2734	1068	1761	947	668	965	500	8643
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	5215	897	2005	1243	897	1447	578	12282
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	6087	2232	3504	1196	1069	1231	907	16226

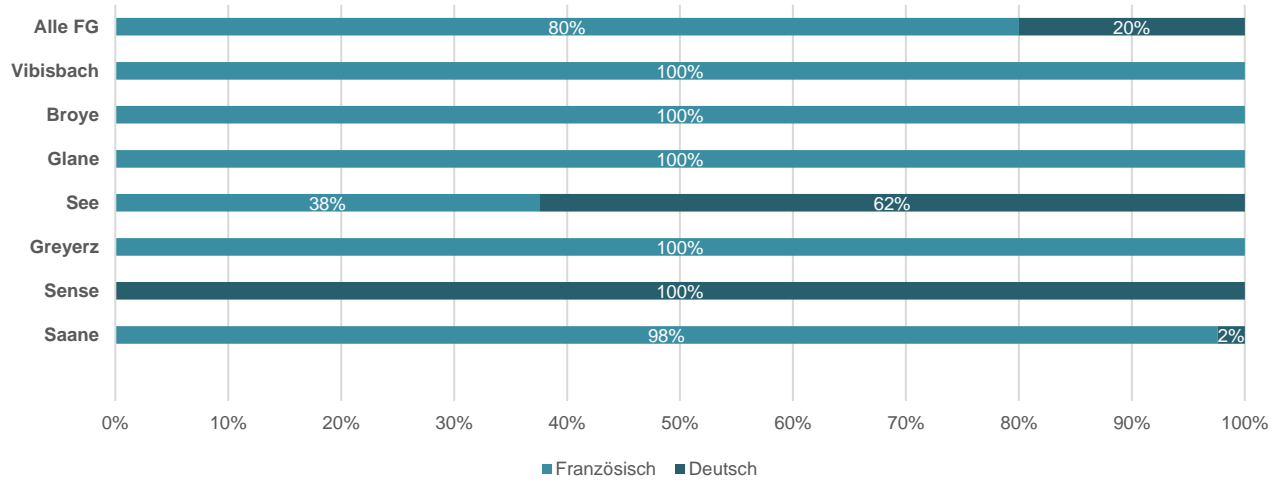
FG - Entwicklung allgemeine Arbeitslast 2021-2022



FG - Arbeitslast 2022 pro 100 Einwohner

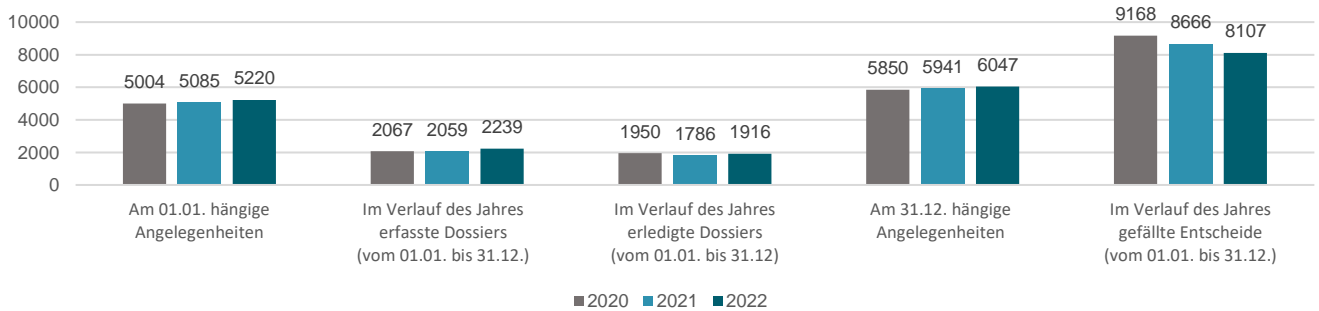


FG - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2022



3.8.2.2 Erwachsenenschutz

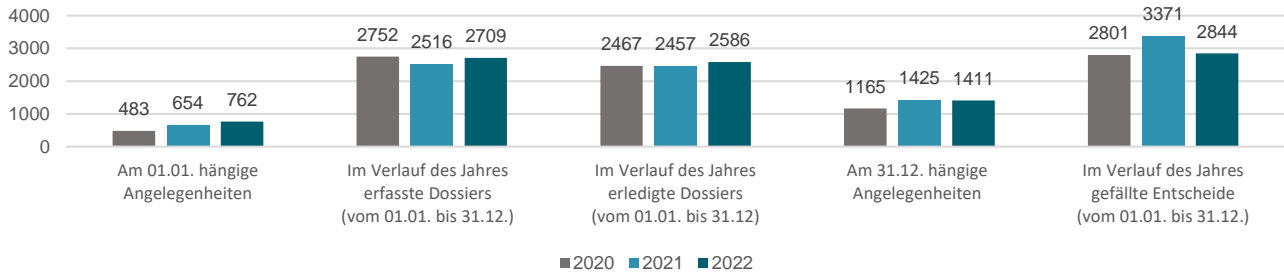
FG - Erwachsenenschutz - Entwicklung 2020-2022



2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	2076	532	956	471	415	517	253	5220
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	841	216	445	188	188	235	126	2239
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	672	209	382	177	184	175	117	1916
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	2439	614	1138	482	482	587	305	6047
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	3243	909	1643	710	573	565	464	8107

3.8.2.3 Nachlass

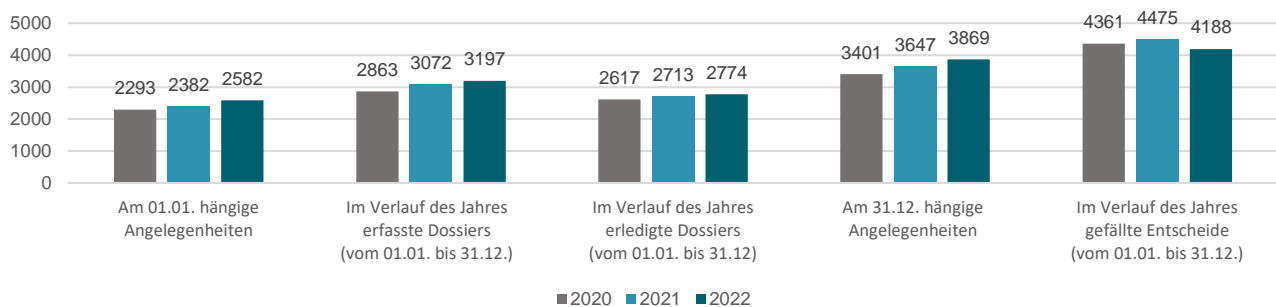
FG - Nachlass - Entwicklung 2020-2022



2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	230	8	17	165	82	253	7	762
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	823	393	576	273	178	298	168	2709
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	747	459	546	317	165	208	144	2586
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	666	27	61	121	108	366	62	1411
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	763	889	480	124	148	275	165	2844

3.8.2.4 Kinderschutz

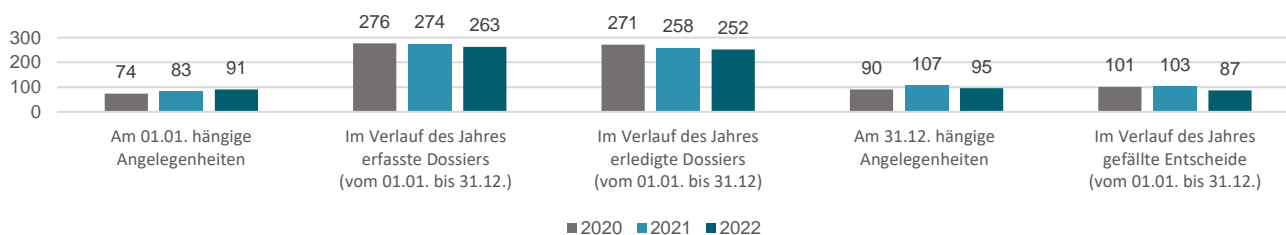
FG - Kinderschutz - Entwicklung 2020-2022



2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	1032	143	390	439	175	305	98	2582
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	1114	281	623	335	234	417	193	3197
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	861	274	557	252	249	420	161	2774
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	1672	221	639	522	245	406	164	3869
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	1651	346	1143	264	304	297	183	4188

3.8.2.5 Unzuständigkeit

FG - Unzuständigkeit*) - Entwicklung 2020-2022



*) Es handelt sich dabei hauptsächlich um Rechtsöffnungsanträge, die für unzulässig erklärt und aus dem Verfahrensverzeichnis gestrichen wurden.

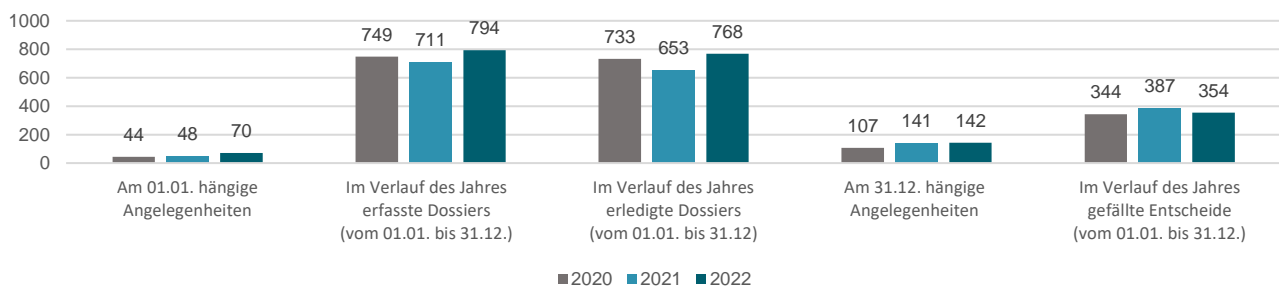
2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	11	0	1	52	2	25	0	91
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	26	10	17	87	14	94	15	263
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	28	10	17	86	12	84	15	252
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	14	0	0	53	4	24	0	95
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	29	10	18	0	0	15	15	87

3.8.2.6 Nichteintreten und Verfahrenseinstellung, mit oder ohne Entscheid

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Unzuständigkeit (Art. 59 ZPO)	46	13	16	82	14	91	13	275
2. Abgeschriebenes Verfahren, Unterbrechung des Verfahrens und	10	4	246	7	0	4	13	284

3.8.2.7 Fürsorgerische Unterbringung

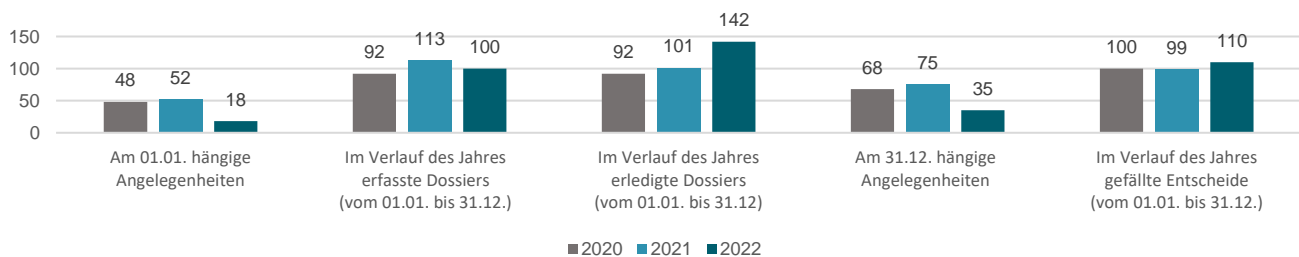
FG - Fürsorgerische Unterbringung - Entwicklung 2020-2022



2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	35	2	4	11	5	8	5	70
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	332	90	185	50	44	55	38	794
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	312	92	184	56	42	45	37	768
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	80	6	13	5	10	17	11	142
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	151	30	68	26	17	33	29	354

3.8.2.8 Gerichtliches Verbot

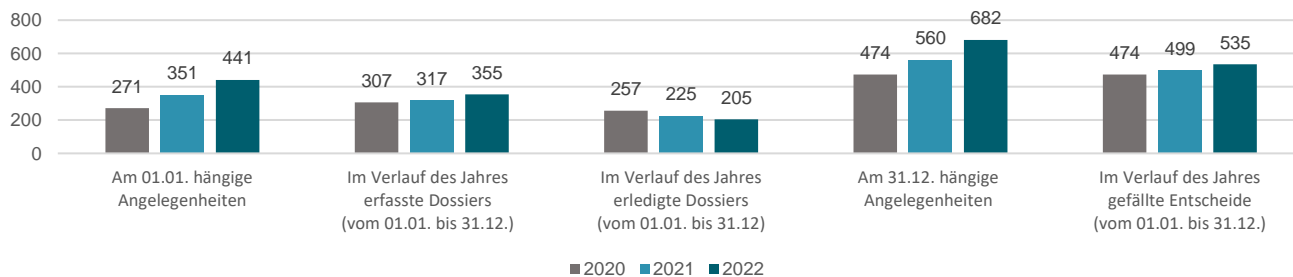
FG - Gerichtliches Verbot - Entwicklung 2020-2022



2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	0	0	0	7	4	7	0	18
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	23	14	28	6	4	15	10	100
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	57	9	26	8	8	24	10	142
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	1	6	2	5	7	14	0	35
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	26	13	26	9	7	19	10	110

3.8.2.9 Unentgeltliche Rechtspflege

FG - Unentgeltliche Rechtspflege - Entwicklung 2020-2022



2022	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	238	12	82	36	28	24	21	441
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	121	29	88	70	14	14	19	355
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	57	15	50	51	8	9	15	205
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	343	23	152	55	41	32	36	682
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	225	35	132	63	19	23	38	535

3.8.3 Friedensgericht Saane FGSA

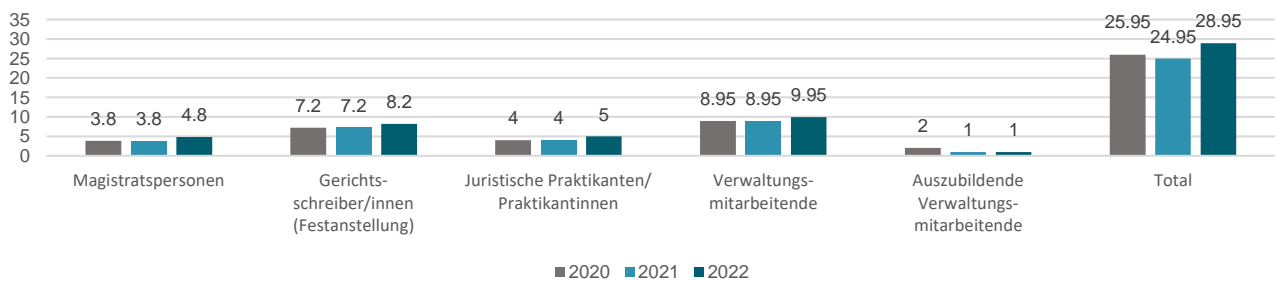
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Samuel Briguet, Gaël Gobet, Mélanie Imhof, Violaine Monnerat, Delphine Queloz, Wanda Suter, Friedensrichterin/Friedensrichter; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Ersatzrichterin

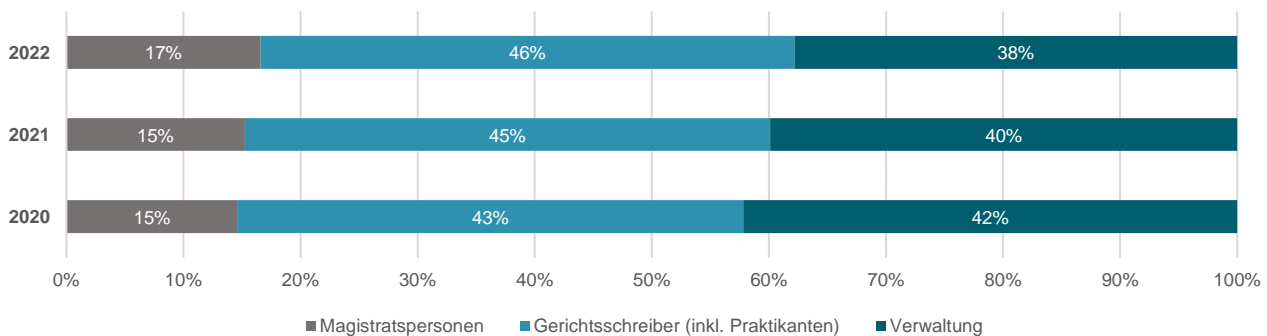
Béatrice Ackermann, Michel Allemann, Fabienne Bapst, Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Catherine Ducrest-Wyssmueller, Laurent Eggertswyler, Philippe Ettlin, Stefanie Frölicher-Güggi, Jean-Pierre Antonio Gauch, Béatrix Guillet, Myriam Guillet, Christian Gummy, Fabienne Jacquat-Bondallaz, Marine Jordan, Roger Marthe, Nathalie Mastelli, Danièle Mayer Aldana, Madeleine Merkle, Sonia Nicolet, Blaise Rochat, Claire Roelli, Marie Schaefer, Matthias Wattendorff, Beisitzende

3.8.3.1 Personalressourcen

FGSA - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGSA - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.8.3.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Alle Friedensgerichte sind sich einig, dass die Angelegenheiten zahlreicher und komplexer werden.

Im Saanebezirk selbst konnte ein Anstieg der neu registrierten Dossiers festgestellt werden, d. h. 213 Meldungen mehr als 2021. Auf der Ebene der neuen Angelegenheiten konnten zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember 2022 3280 Angelegenheiten verbucht werden. Beim Kinderschutz ist ein Anstieg der Zahl der hängigen Angelegenheiten zu verzeichnen; er erklärt sich durch die komplexere Bearbeitung einiger Angelegenheiten. Die Zunahme der Anzahl Sitzungen, nämlich 1546 im Jahr 2020, 1531 im Jahr 2021 und 2161 im Jahr 2022, ist wahrscheinlich auf das Nachholen von Sitzungen zurückzuführen, die aufgrund der Pandemie verschoben wurden.

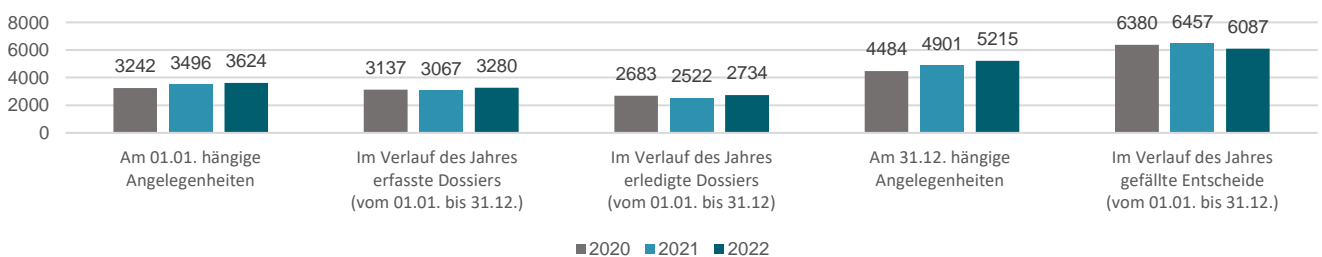
Der Stellenantritt einer neuen Magistratsperson zu 100 % und eines Teams bestehend aus einer Gerichtsschreiberin, einer Sekretärin und einem Praktikanten am 1. Januar 2022 wurde begrüsst. Es muss jedoch festgestellt werden, dass das hohe Arbeitsvolumen bereits jetzt die gesamte Kapazität des neuen Friedensrichters absorbiert und alle Magistratspersonen dieser Instanz sich erneut in einer angespannten Situation befinden.

Die Räumlichkeiten sind derzeit zwar funktional, aber zu eng. Um den Platzmangel zu beheben und bis neue Räumlichkeiten zur Verfügung stehen, muss der Saal des Generalrats genutzt werden. Die Buchhaltung ist in Büros ausserhalb umgezogen. Die Suche nach neuen Räumlichkeiten wird mit Unterstützung des Amts für Justiz und des Hochbauamts weitergeführt.

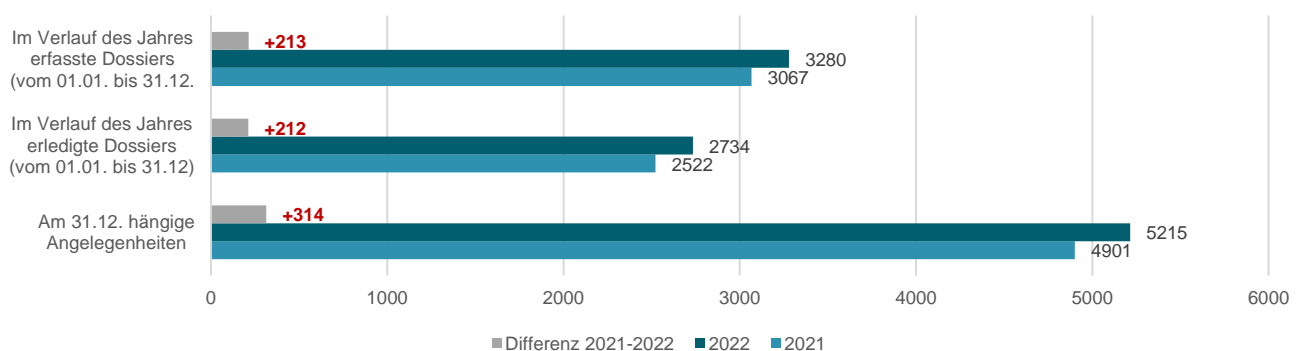
Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass das Fehlen der Mittel, die insbesondere dem JA, der Stiftung Transit für die SPFB, den Begleiteten Besuchstagen und der Familienbegleitung Freiburg zur Verfügung gestellt werden, die Aufgabe der Kinderschutzbehörden erschweren. Die Problematik der Vaterschaftsbeistandschaften, die das JA aus Personalmangel ablehnte, konnte nach Gesprächen zwischen der GSD und der SJSD im positiven Sinne gelöst werden.

3.8.3.3 Arbeitslast – Statistik

FGSA - Allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGSA - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



3.8.3.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Saane

[Link](#)

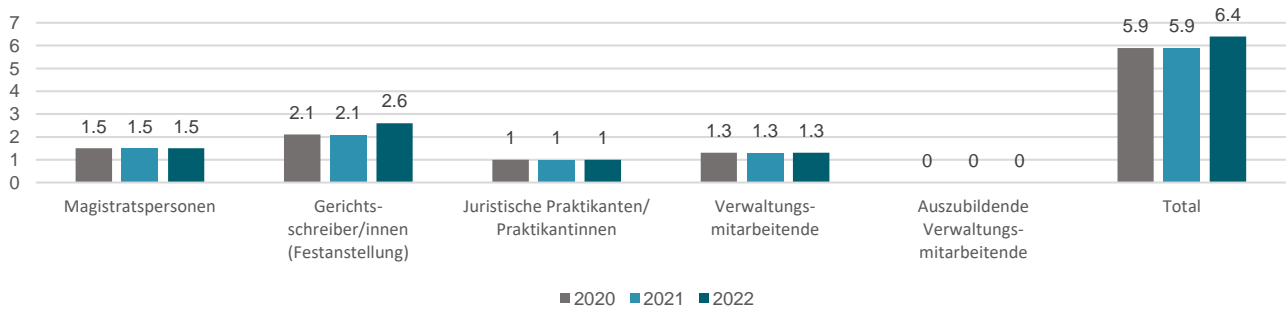
3.8.4 Friedensgericht Sense FGSEN

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

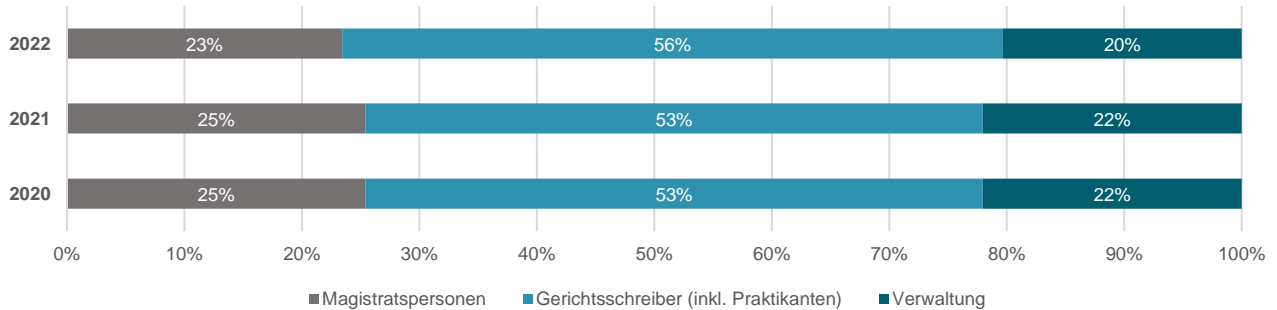
Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Friedensrichterin; Claudine Lerf-Vonlanthen, Wanda Suter, Ersatzrichterin
 Tamara Aebischer, Gabrielle Aerschmann, Brigitte Gauch, Therese Imstepf, Bernadette Mäder, Marie-Therese Piller,
 Sylvia Reidy, Yvo Riedo, Ruth Schärli, Michel Seewer, Beisitzende

3.8.4.1 Personalressourcen

FGSEN - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGSEN - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



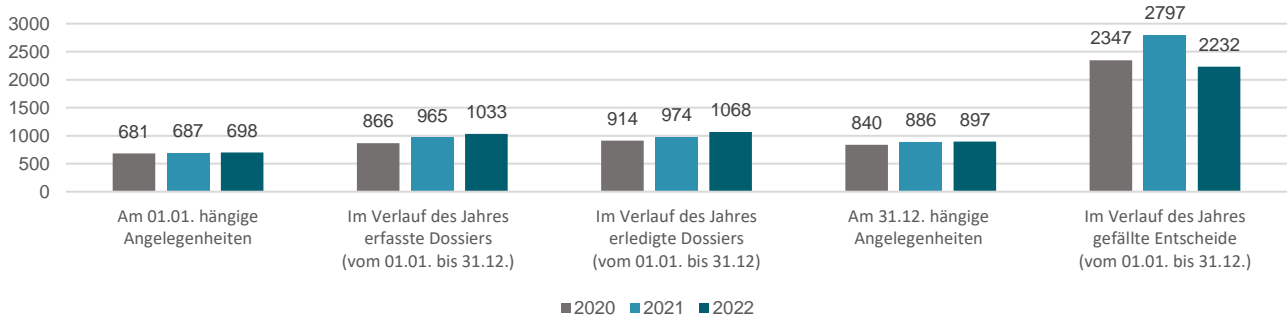
3.8.4.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung wurde 2022 grösser. Zwar blieb die Zahl der Dossiers im Vergleich zum Vorjahr konstant, doch die zu bearbeitenden Fälle wurden immer komplexer und damit zeitaufwändiger. Vor allem die Meldungen über die Gefährdung von Kindern und psychisch Kranken erfordern viel Fingerspitzengefühl und Arbeit. Die Behörde fragt sich, ob der Prozentanteil an Magistratspersonen nicht um mindestens 20 % erhöht werden sollte.

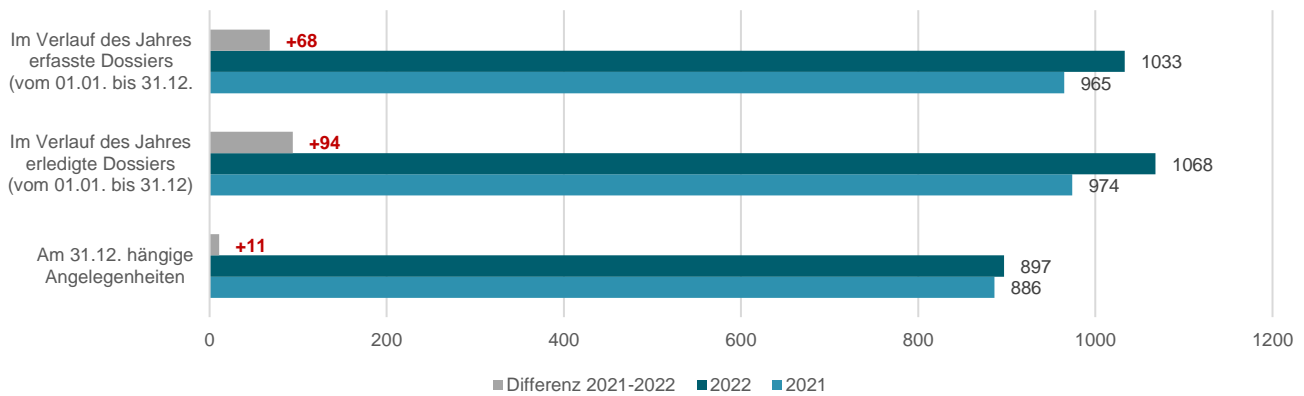
Was die Räumlichkeiten betrifft, so verfügt das Friedensgericht über zusätzlichen Platz im zweiten Stock (Büros, Gerichtssaal, Ruheraum, Sanitäranlagen). Der verfügbare Platz ist derzeit ausreichend.

3.8.4.3 Arbeitslast – Statistik

FGSEN - allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGSEN - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



3.8.4.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Sense

[Link.](#)

3.8.5 Friedensgericht Greyerz FGGR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

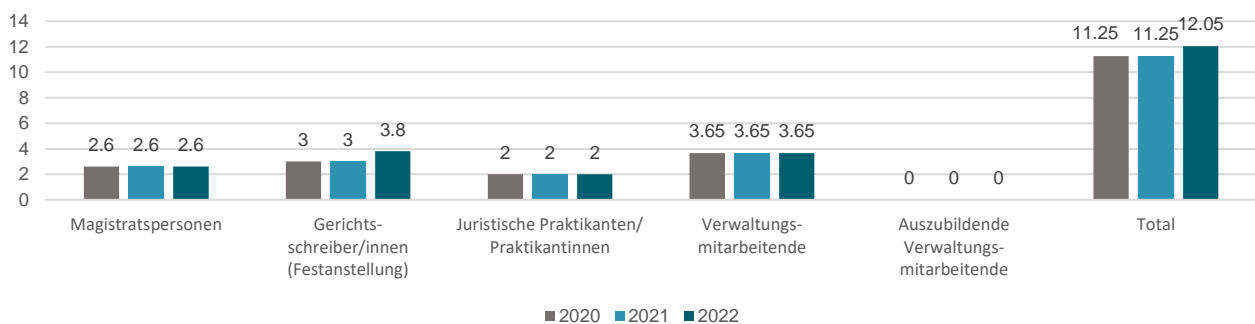
Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Friedensrichter/Friedensrichterin

Martina Gerber-Sturny, Claudine Lurf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Ersatzrichterin

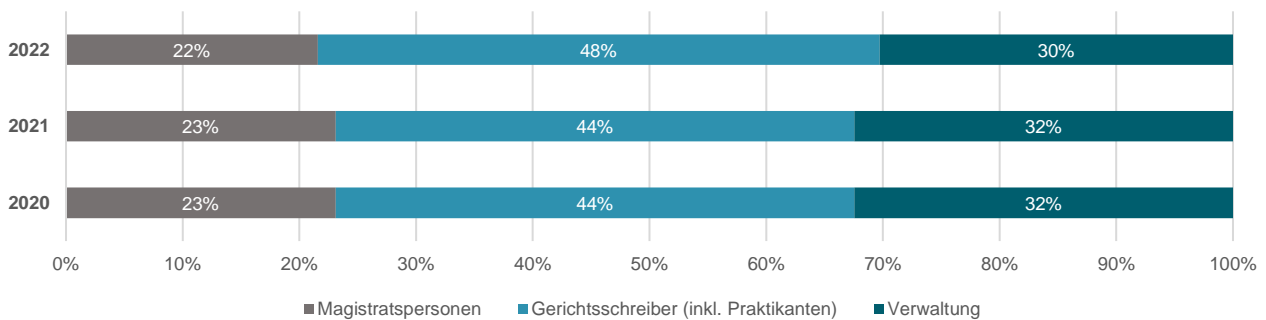
Sylvain Bertschy, Daniel Bovigny, Frédérique Brodard, François Charrière, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Robert Combriat, Sara Liliana Delamadeleine, Elisabeth Dunand, Maria-Elvira Nordmann, François Oberson, Virginie Oliveira da Silva, Fatima Rey, Dominique Schmutz, Beisitzende

3.8.5.1 Personalressourcen

FGGR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGGR - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



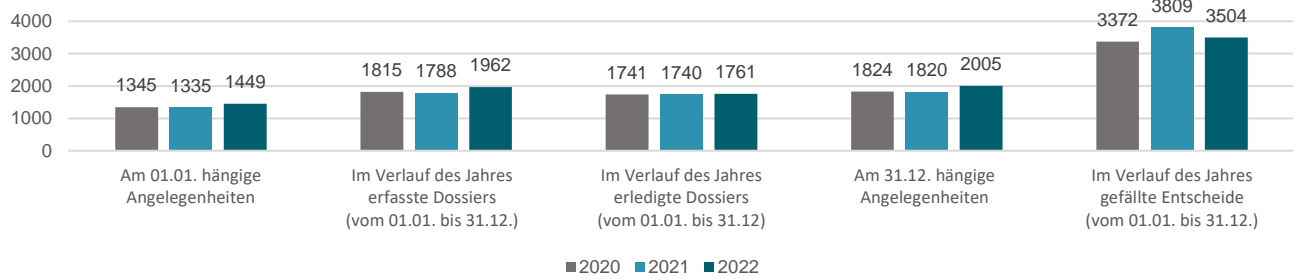
3.8.5.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks arbeitet immer noch in angespanntem Modus, und die Arbeitsbelastung im Jahr 2022 war hoch.

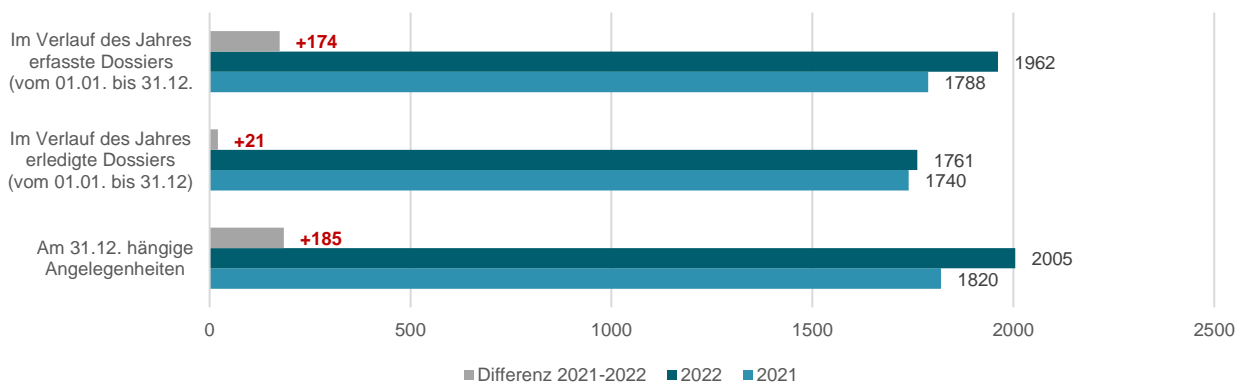
Die Räumlichkeiten, welche die Behörde seit September 2014 nutzt, sind modern, hell, funktional und werden von allen Mitarbeitenden geschätzt. Allerdings fühlt sich die Behörde dort bereits eingeeengt. Die im Frühjahr 2018 vorgenommenen Umbaumassnahmen zur Unterbringung einer neuen Richterin reichen nicht mehr aus, wenn man bedenkt, dass 2022 eine neue Stelle für die Gerichtsschreiberei geschaffen wurde, über das RAV Verstärkung für das Sekretariat eingestellt wurde und 2023 zusätzliches Personal beantragt wird.

3.8.5.3 Arbeitslast – Statistik

FGGR - allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGGR - Entwicklung Arbeitslast 2020-2022



3.8.5.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Greyerz

[Link.](#)

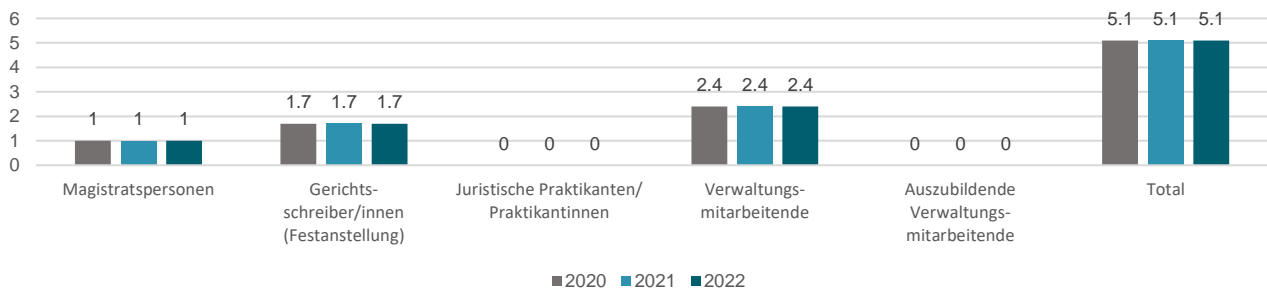
3.8.6 Friedensgericht See FGSEE

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

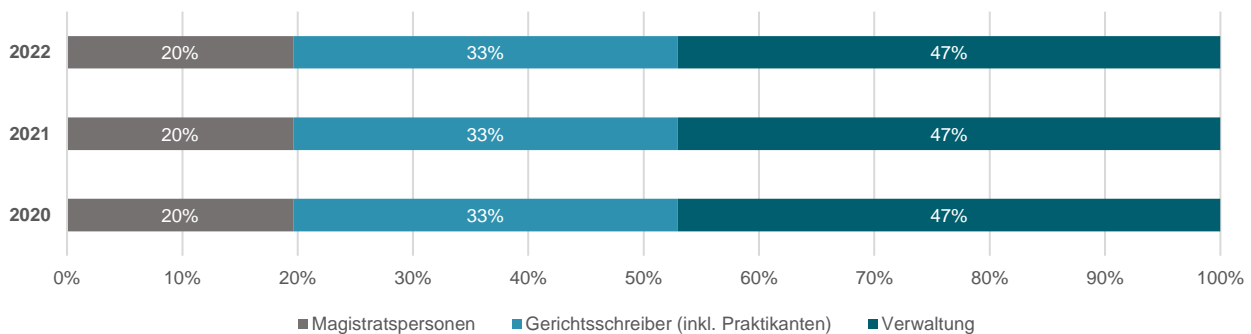
Claudine Lurf-Vonlanthen, Friedensrichterin; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Ersatzrichterin
 Claudia Achermann, Nicole Aebi, Marie-Madeleine Bovigny Rossy, Els De Kock, Guido Egger, Jacqueline Haefliger, Ivan Progin, Marianne Reinhard Ryser, Olivier Simonet, Sabine Spring, Annakatharina Walser Beglinger, Beisitzende

3.8.6.1 Personalressourcen

FGSEE - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGSEE - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.8.6.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

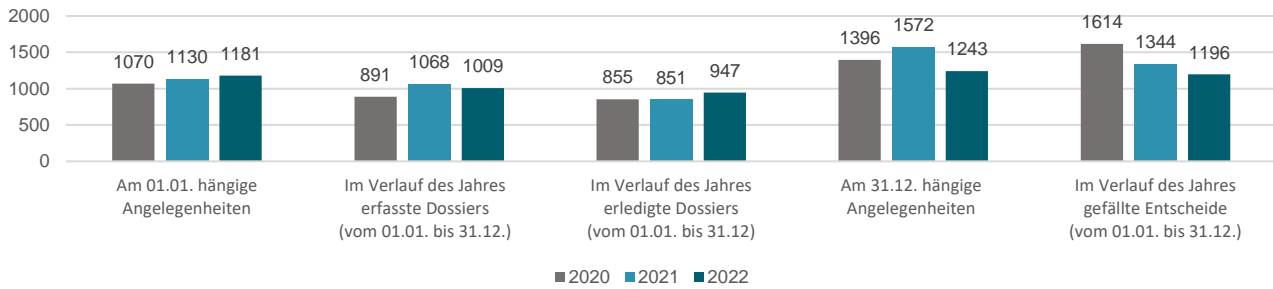
Die Arbeitsbelastung wurde 2022 grösser. Die Behörde verzeichnet immer mehr Anfragen per Telefon und E-Mail, insbesondere in Erbschaftsangelegenheiten. Diese Arbeitsbelastung kann nur durch Überstunden der Mitarbeitenden bewältigt werden.

Die Räumlichkeiten befinden sich im Industriegebiet der Gemeinde Murten, fünfzehn Gehminuten vom Bahnhof Murten und vom Bahnhof Münchenwiler-Courgevieux entfernt. Mit dem Auto ist der Ort gut erreichbar und leicht zu finden.

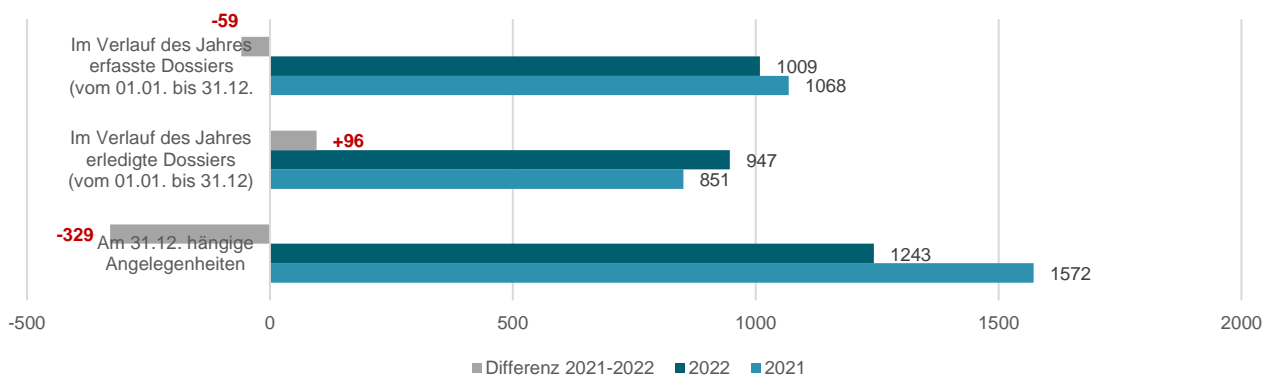
Die Behörde stellt fest, dass einige deutschsprachige Personen nur in Marsens untergebracht werden können, wo es einen Mangel an deutschsprachigen Ärztinnen, Ärzten und an deutschsprachigem Personal gibt.

3.8.6.3 Arbeitslast – Statistik

FGSEE - allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGSEE - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



3.8.6.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts See

[Link.](#)

3.8.7 Friedensgericht Glane FGGL

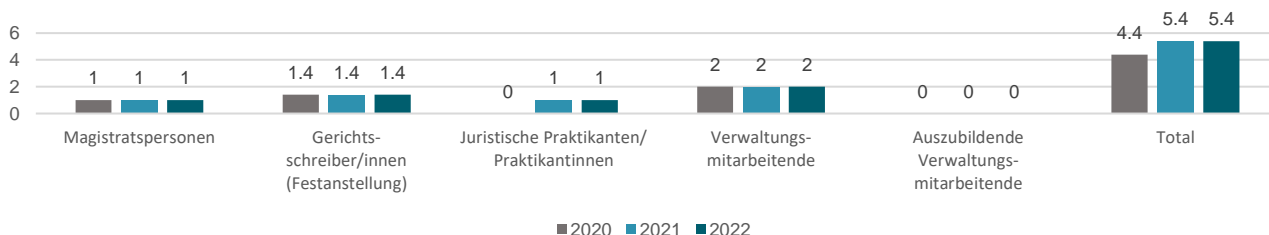
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Marc Butty, Friedensrichter; Sylviane Sauter, Ersatzrichterin

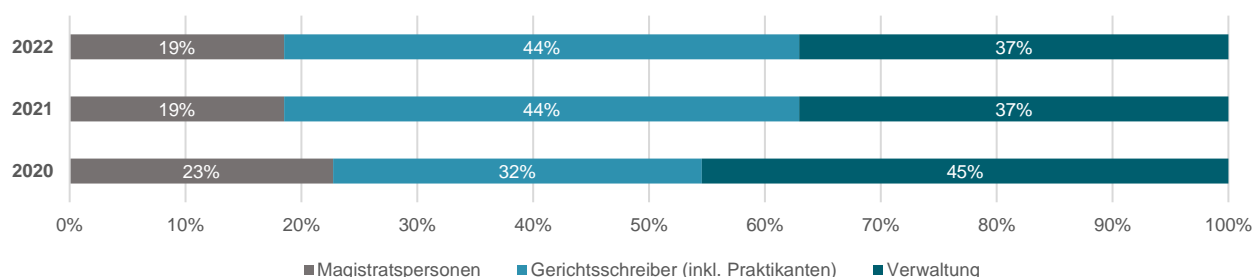
Jean-François Bard, Jean-François Bonfils, Claude-Alain Bürgi, Alexis Carrel, Claudine Codourey, Mircea-Ninel Cuzman, Evelyne Garrido, Benoît Gex, Jean-François Girard, Claudine Jaquier, Marguerite Morand-Delabays, Pascale Mottet, Mélanie Robyr Jaques, Bernard Sansonnens, Ethan Zaami, Beisitzende

3.8.7.1 Personalressourcen

FGGL - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGGL - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.8.7.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Bis zum Ende des Jahres 2022 belief sich die Zahl hängiger Angelegenheiten auf 897, gegenüber 884 im Vorjahr, was einen leichten Anstieg bedeutet. Insgesamt wurden mehr als 1050 Entscheide gefällt, was einem leichten Rückgang entspricht. Allerdings führen nicht alle von ihnen mittel- bis langfristig zur formellen Eröffnung eines Dossiers, für diese bleibt die Zahl mehr oder weniger konstant (zwischen 600 und 650).

Am 31. Dezember 2022 zählte man im Friedensgericht:

482 Dossiers zu Erwachsenen, bei 188 neu registrierten Dossiers und 184 erledigten Angelegenheiten, was einerseits eine gewisse Stabilität bei der Zahl der hängigen Angelegenheiten zeigt, andererseits aber auch eine grosse Rotation/Fluktuation, die vom Gesetzgeber so gewollt ist (subsidiäre, punktuelle, gezielte und in gewissem Masse formative Massnahmen).

245 Mandate oder Beistandschaften für Kinder (Vormundschaften für Minderjährige, Erziehungs-, Vaterschafts- und/oder Unterhaltsbeistandschaften und Aufsicht über persönliche Beziehungen), ohne die – zahlreichen – Schritte im Zusammenhang mit unehelichen Geburten zu zählen, deren Anzahl an Entscheiden und Dossiers (hängige Angelegenheiten) laufend steigt.

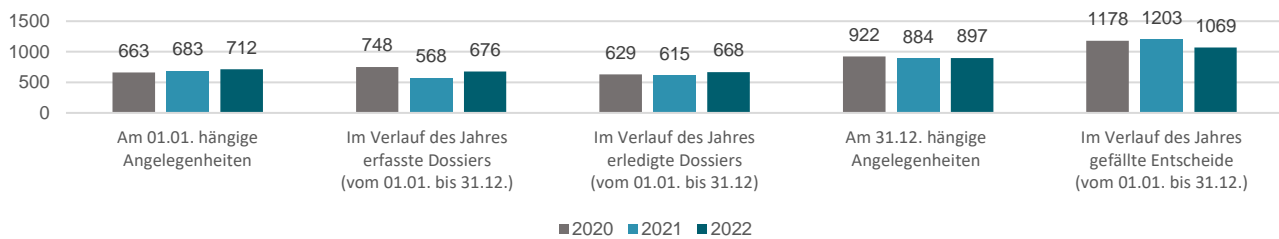
Im Laufe des Jahres 2022 wurden vom Friedensgericht 44 Dossiers von fürsorglicher Unterbringung (FU) eröffnet und 42 Dossiers erledigt.

Erbschaften, die in die alleinige Zuständigkeit des Friedensrichters fallen, bleiben ein wichtiger Posten, der sowohl technisch, was die Rechtsaspekte betrifft, als auch sensibel ist, da die Vergangenheit eine grosse Last darstellt und für manche Menschen finanziell viel auf dem Spiel steht, vor allem nach einer Zeit der Krankheit oder des Leidens und der Trauer. Die Entscheide (148 in diesem Jahr) und Schritte, vor allem in der Verwaltung und beim Sammeln von Informationen, sind vielfältig und zahlreich. Diese Angelegenheiten gingen jedoch nach zwei Jahren (2020 und 2021), die von Covid und vielen Todesfällen geprägt waren, zurück. Im Jahr 2022 waren die Zahlen wieder vernünftiger.

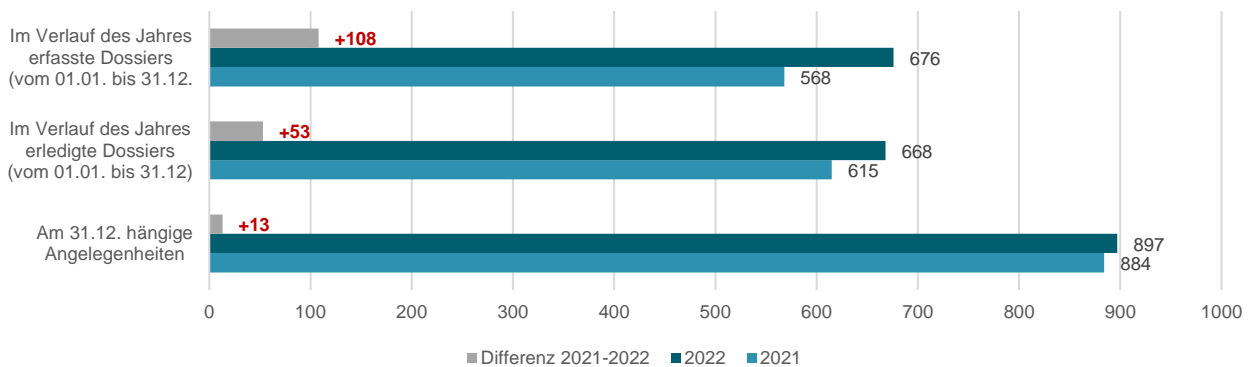
Das Raumangebot könnte in den kommenden Jahren nicht mehr genügend sein.

3.8.7.3 Arbeitslast – Statistik

FGGL - allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGGL - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



3.8.7.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Glane

[Link.](#)

3.8.8 Friedensgericht Broye FGBR

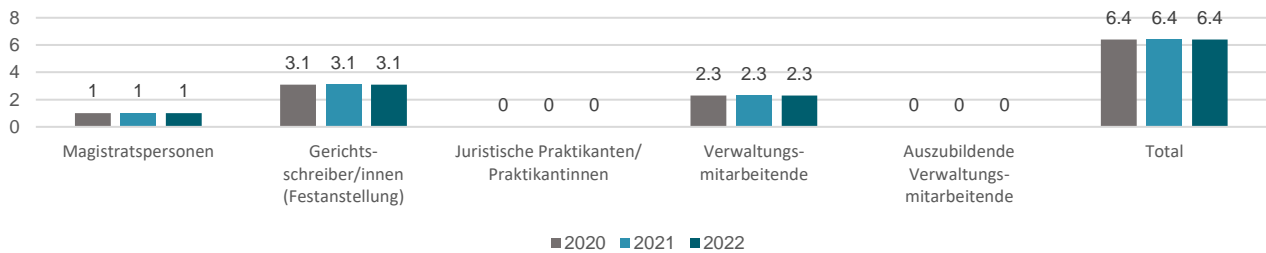
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Sylviane Sauteur, Friedensrichterin; Sophie Germond, Ersatzrichterin

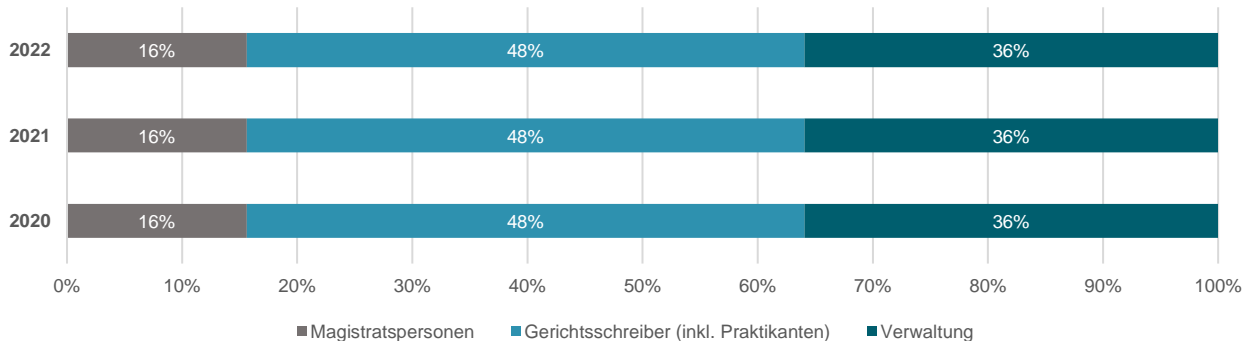
Sylvie Bise, Cristina Boffi, Marie-Claire Corminboeuf, Eric Haberkorn, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez, Thierry Schneider, Nathalie Sideris-Corminboeuf, Beisitzende

3.8.8.1 Personalressourcen

FGBR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGBR - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.8.8.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

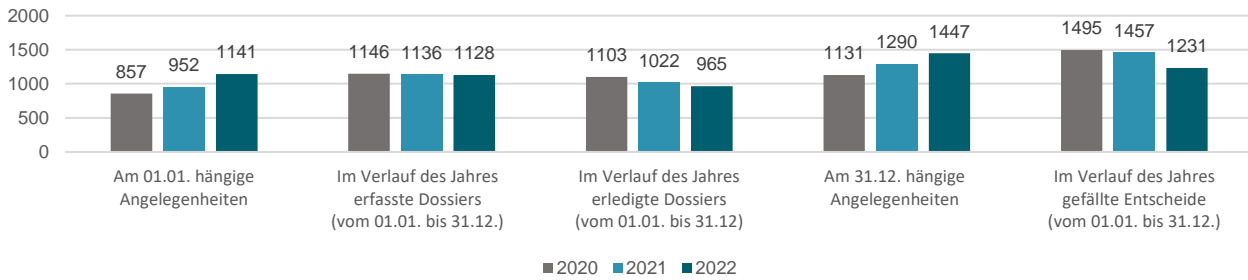
Die generelle Arbeitslast ist weiterhin steigend, was insbesondere auf die zunehmende Komplexität der Situationen der betroffenen Personen, sowohl auf sozialer als auch auf familiärer Ebene, und das Bevölkerungswachstum zurückzuführen ist.

Von den Erwachsenenschutzmassnahmen, die im Gesetz vom 1. Januar 2013 in umfassende Beistandschaften geändert wurden, müssen einige noch angepasst werden, damit diese mit Artikel 14 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuches übereinstimmen.

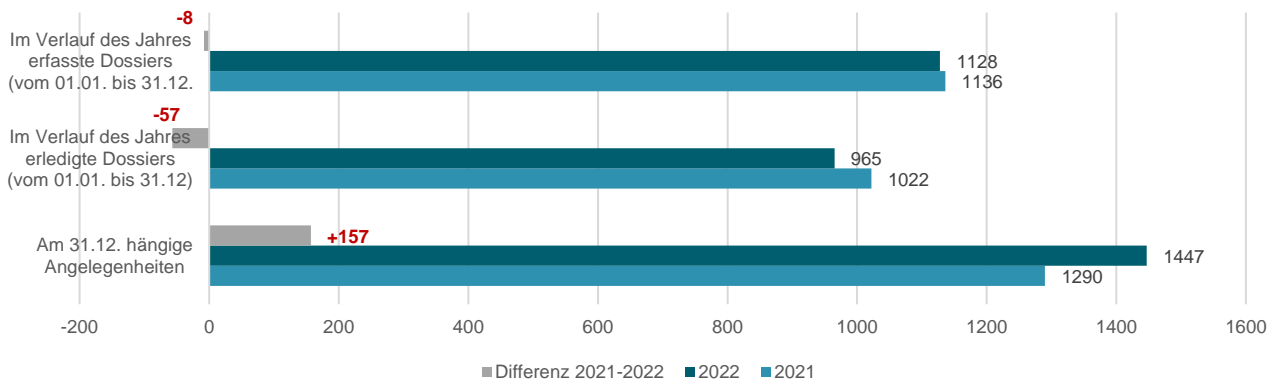
Die Räumlichkeiten in der Nähe des Bahnhofs sind gut erreichbar (Parkplätze in der Umgebung) und bieten die nötige Diskretion für den Zugang. Wie bereits in den Vorjahren wurde der zur Verfügung stehende Raum vollständig genutzt, sowohl was die Arbeitsplätze als auch den Raum für Dokumente betrifft.

3.8.8.3 Arbeitslast – Statistik

FGBR - allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGBR - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



3.8.8.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Broye

[Link.](#)

3.8.9 Friedensgericht Vivisbach FGV

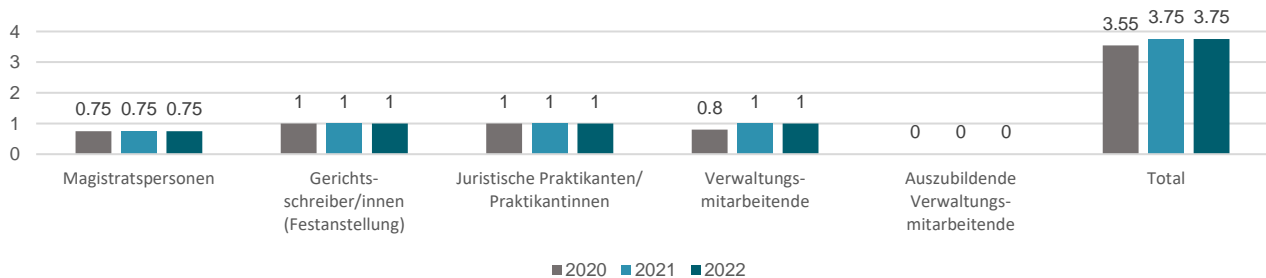
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Sophie Germond, Friedensrichterin; Marc Butty, Ersatzrichter

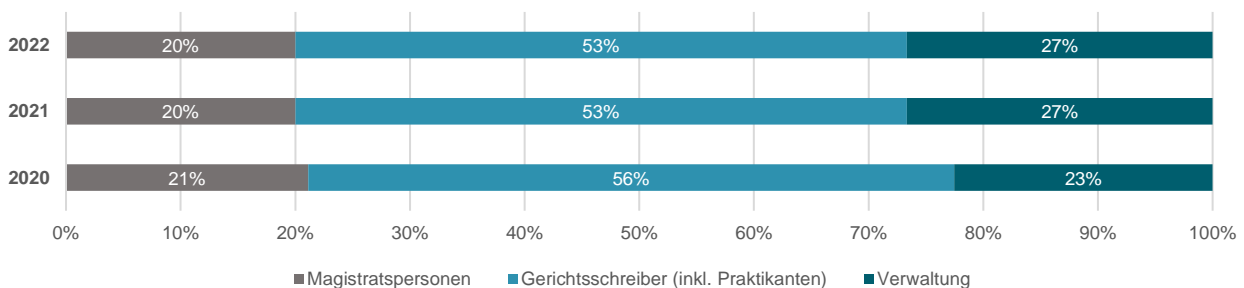
Anne-Lise Chaperon, Isabelle Fluri Ruchet, Marie-Claude Genoud, Séverine Maillard, Roland Mesot, Nicole Paillard, Yves Pollet, Jean-Daniel Vial, Maryline Werro, Beisitzende

3.8.9.1 Personalressourcen

FGVI - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGVI - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.8.9.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 blieb die Gesamtarbeitsbelastung steigend (+20 % im Vergleich zum Jahr 2021). Dieser Anstieg ist sowohl beim Erwachsenenschutz als auch beim Kinderschutz und bei Erbschaftsfällen nach wie vor erheblich. Tatsächlich verzeichnet das Friedensgericht des Vivisbachbezirks im Jahr 2022 einen deutlichen Anstieg der Todesfälle (+37 %). Dieser Anstieg ist schwer zu erklären, insbesondere wenn man bedenkt, dass wir nicht immer die genaue Ursache kennen, die zum Tod der betroffenen Person führte. Dies lässt sich zum Teil durch das Bevölkerungswachstum im Vivisbachbezirk und durch die Wiederaufnahme zwischenmenschlicher Kontakte nach dem Ende der pandemiebedingten Massnahmen des Abstandhaltens erklären. Zudem nehmen die Meldungen an die Schutzbehörde zu und erfordern oft ein dringendes Eingreifen des Friedensgerichts. Dies gilt insbesondere für renitente Minderjährige, die in einem Heim untergebracht sind, sich nicht an den Erziehungsrahmen des Heims halten und ständig von dort weglaufen. Diese werden, aus Sicherheitsgründen und um ihr Verhalten zu zügeln, häufig in Zurechtweisungsaufenthalten in anderen Einrichtungen untergebracht. Diese Massnahmen erzielen jedoch selten die gewünschte Wirkung, was dazu führt, dass die Eltern, die bereits mit der Situation ihres Kindes überfordert sind, das Vertrauen in die Behörde verlieren und nicht mehr bereit sind, mit ihr zusammenzuarbeiten. Das Friedensgericht kann in solchen Situationen immer weniger eingreifen, da es an geeigneten Einrichtungen für Jugendliche, wie geschlossenen Heimen, mangelt und in den bestehenden Einrichtungen nicht genügend Personal vorhanden ist. Diese Problematik muss im Vorfeld weitervermittelt werden, damit die Situationen von Minderjährigen in Schwierigkeiten

wirksamer angegangen werden können und verhindert wird, dass sich ihre soziale Situation nach Erreichen der Volljährigkeit weiter verschlechtert.

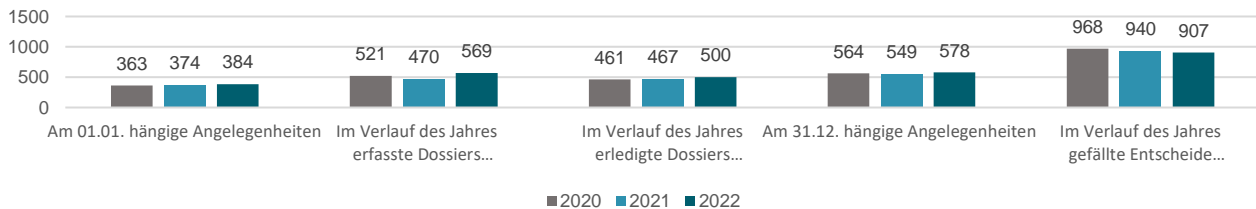
Bei der Arbeitsbelastung ist ein leichter Anstieg der Dossiers in den Bereichen Erbschaft (+24 %) und Kinderschutz (+48 %) festzustellen.

Wie bereits erwähnt, hat sich die Zusammenarbeit mit dem JA, seit dieses wieder Vertretungsmandate übernimmt, im Bereich der Mandate verbessert. Es sei darauf hingewiesen, dass es immer noch an Plätzen in Jugendeinrichtungen mangelt. Bei Erwachsenen fehlen Zwischenstrukturen zwischen Pflegeheimen und Institutionen für Menschen mit Frühdemenz.

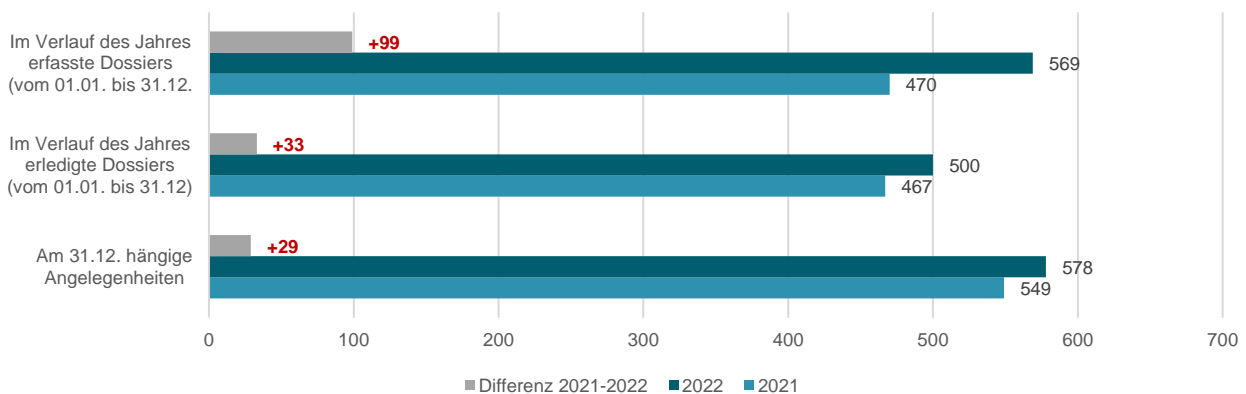
Mit den Räumlichkeiten ist die Behörde zufrieden. Aufgrund von Sanierungsarbeiten am Wehrgang des Schlosses bleibt der Zugang jedoch problematisch, insbesondere für Menschen mit eingeschränkter Mobilität.

3.8.9.3 Arbeitslast - Statistik

FGVI - allgemeine Entwicklung 2020-2022



FGVI - Entwicklung Arbeitslast 2021-2022



3.8.9.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Vivisbach

[Link.](#)

3.9 Oberämter OA

Aufgabe und Zuständigkeit

Der Oberamtmann vertritt den Staatsrat und jede seiner Direktionen im Bezirk. Er wird von der Wahlversammlung des Bezirks für fünf Jahre gewählt.

Er trägt zur Entwicklung seines Bezirks bei, im Besonderen veranlasst und fördert er die regionale und interkommunale Zusammenarbeit (Art. 15 des Gesetzes über die Oberamtänner). Er ist ebenfalls für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung verantwortlich (Art. 19). Zusätzlich zu diesen Aufgaben übt er die Befugnisse aus, die ihm durch die Gesetze und Reglemente auferlegt werden (Art. 14). Er ist so namentlich verantwortlich für die Erteilung von Baubewilligungen (vgl. Raumplanungs- und Baugesetz).

Er ist gemäss dem Gesetz über die Gemeinden und dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege zuständig für Beschwerden gegen Verfügungen der Gemeindebehörden.

Im Bereich des Strafrechts ist er zuständig für Geschäfte, welche die Spezialgesetzgebung ihm zuordnet, namentlich im Bereich des Strassenverkehrsrechts.

Die Aufsicht des Justizrates umfasst lediglich die Tätigkeit der Oberämter im strafrechtlichen Bereich.

Organisation

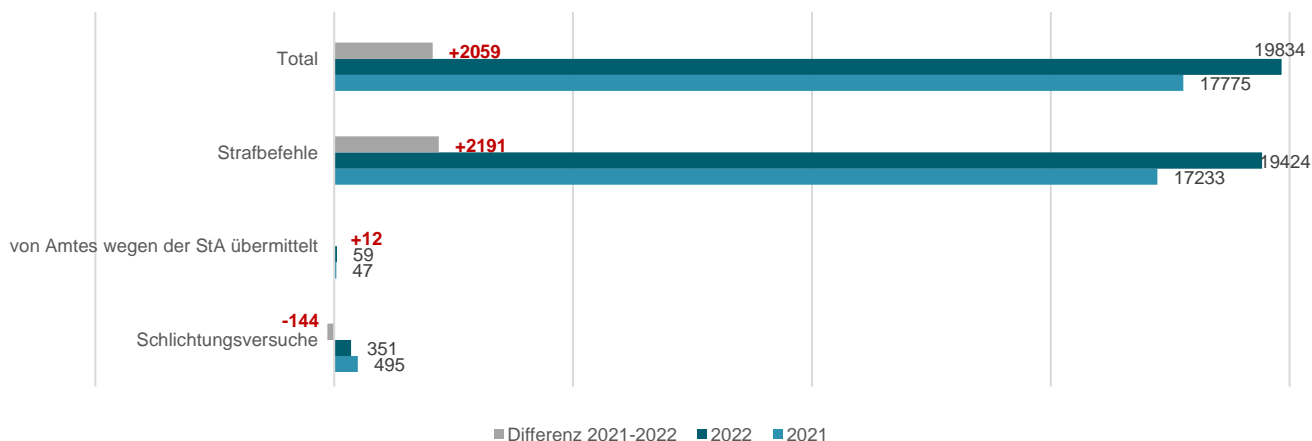
Der Kanton Freiburg zählt sieben Oberämter, welche in den Hauptorten des jeweiligen Bezirks ihren Sitz haben.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/oberaemter>.

3.9.1 Strafrechtliche Tätigkeit der Oberämter - Arbeitslast - Statistik 2022

Strafanträge und Strafanzeigen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
Schlichtungsversuche	149	22	73	24	25	40	18	351
erfolgreich	90	3	50	11	5	17	10	186
gescheitert, der StA übermittle	58	5	23	7	16	9	6	124
hängig	1	1	15	6	1	9	0	33
von Amtes wegen der StA übermittle	34	2	13	0	3	5	2	59
Strafbefehle	6117	2091	2931	5634	528	1389	734	19424
endgültige	6087	2061	2896	5620	525	1369	713	19271
Einsprache, dem Richter übermittle	30	30	35	14	3	20	9	141
Total	6300	2115	3017	5658	556	1434	754	19834

OA - allgemeine Entwicklung 2021-2022



3.9.2 Oberamt Saane OASA

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Lise-Marie Graden, Oberamtfrau; Patrick Nicolet, Tatiana Veth, Vizeoberamtfrau/Vizeoberamtmann

3.9.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Das Volumen der Strafsachen ist gross, auch wenn es im Vergleich zum Jahr 2021 stabil blieb. Die Strafabteilung arbeitet in angespanntem Modus.

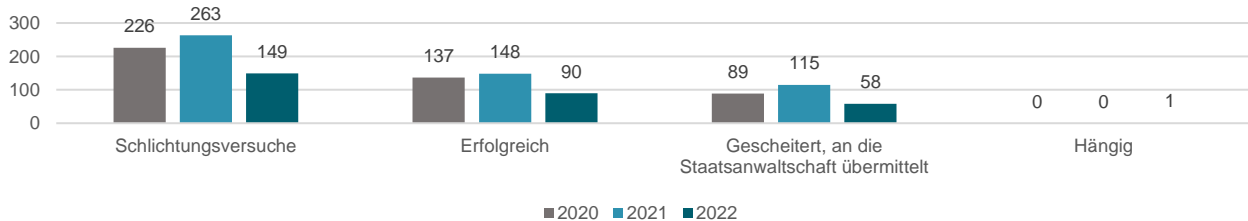
Generell ist ein Anstieg der Entscheide im Bereich der Verkehrsunfälle zu verzeichnen und ein Rückgang der Dossiers, die von der Staatsanwaltschaft der Schlichtung zugeführt werden. Auf dieser Basis war eine normale Weiterführung der Angelegenheiten möglich. Dies trotz der Tatsache, dass Verkehrsunfälle aufgrund der erforderlichen Analyse die zeitaufwendigsten Fälle darstellen.

Im Jahr 2022 wurde kein Strafbefehl im Zusammenhang mit Bauvorhaben erlassen. Generell werden baupolizeiliche Dossiers immer komplexer und erfordern immer mehr Abklärungen, wodurch ihre Bearbeitung länger dauert. Das Oberamt verfügt nicht über die notwendigen Ressourcen (Zeit und Personal), um eine optimale Bearbeitung dieser Dossiers und der möglichen strafrechtlichen Sanktionen, die sich daraus ergeben können, zu gewährleisten.

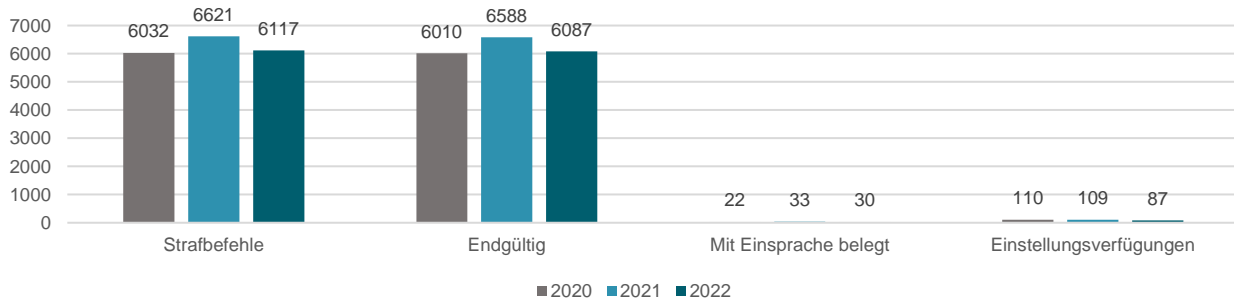
Im Rahmen der baupolizeilichen Dossiers wird der Wiederherstellung der Gesetzeskonformität der Bauten Priorität eingeräumt. Meist wird das Strafverfahren erst nach Abschluss des Verwaltungsverfahrens eingeleitet, um eine bessere Zusammenarbeit der Eigentümerschaft während des Verwaltungsverfahrens zu gewährleisten.

3.9.2.2 Arbeitslast - Statistik

OASA - Strafanträge 2020-2022



OASA - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Saane

[Link.](#)

3.9.3 Oberamt Sense OASEN

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Manfred Raemy, Oberamtmann; Simon Bucheli, Vizeoberamtmann

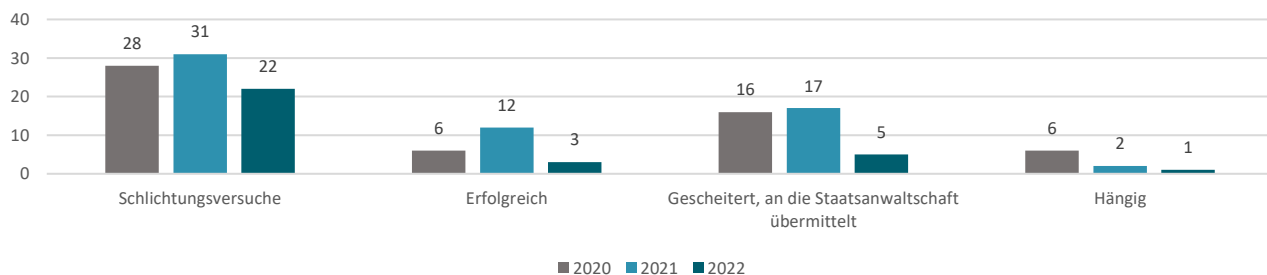
3.9.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Zahl der Strafbefehle stieg im Vergleich zum Vorjahr um 681. Insgesamt wurden 2377 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 30 durch Einsprache angefochten. Es sei darauf hingewiesen, dass 18 dieser Angelegenheiten auf Ebene Oberamt (durch einen zweiten Entscheid) beigelegt wurden und 9 an den Polizeirichter weitergeleitet wurden. 3 Einsprachen waren am 31. Dezember noch hängig.

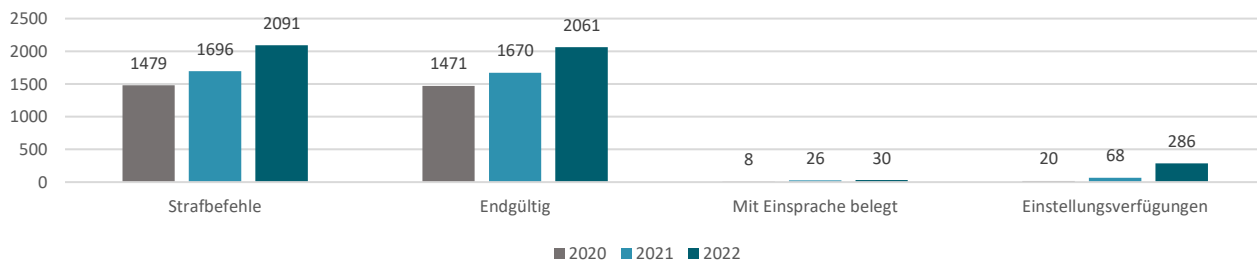
Die Zustellung und das Inkasso von Strafbefehlen für im Ausland wohnhafte Fahrerinnen und Fahrer werden von Jahr zu Jahr schwieriger und zeitaufwändiger. Die meisten Geschwindigkeitsüberschreitungen werden am stationären Radargerät auf der Autobahn A12 (Gemeinde Bösinggen) gemessen und betreffen häufig Fahrer mit Wohnsitz im Ausland, die hauptsächlich mit Mietwagen unterwegs sind. Ungenaue Adressen, fehlende Angaben (z. B. Geburtsdatum) und Umzüge erschweren die Arbeit und erfordern gegebenenfalls immer häufiger eine Ausschreibung in Ripol.

3.9.3.2 Arbeitslast - Statistik

OASEN - Strafanträge 2020-2022



OASEN - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Sense

[Link.](#)

3.9.4 Oberamt Greyerz OAGR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Vincent Bosson, Oberamtmann; Fabien Schafer, Vizeoberamtmann

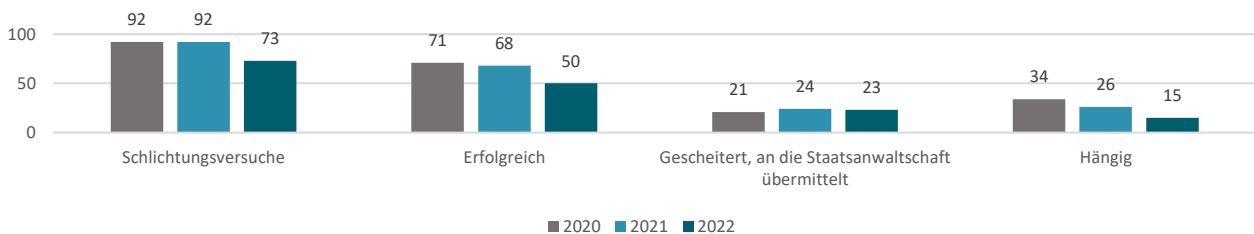
3.9.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Das operative Management durch den Oberamtmann war in den ersten vier Monaten des Jahres aufgrund seines Amtsantritts besonders intensiv. Es galt, strategische und politische Dossiers an die Hand zu nehmen und gleichzeitig die Verwaltung des Oberamtes ohne die Hilfe einer Vizeoberamtsperson fortzuführen, die ihr Amt erst am 25. April 2022 antrat.

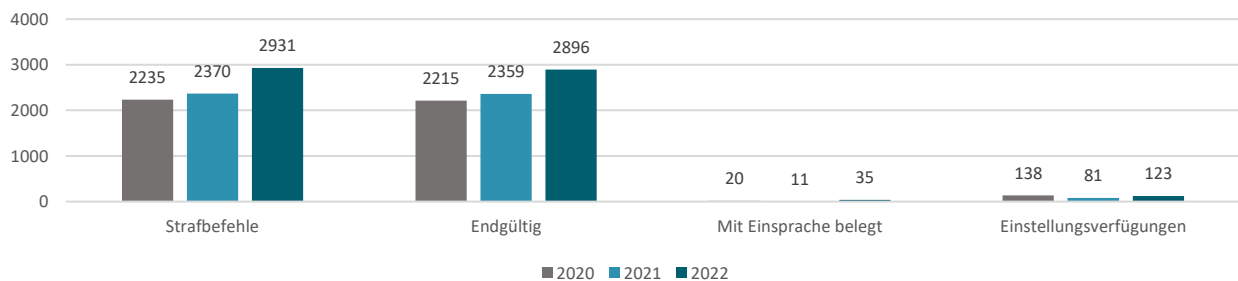
Die Gesamtzahl der registrierten Strafklagen ging leicht zurück. Die Zahl der beim Oberamt des Greyerzbezirks registrierten Strafanzeigen stieg im Vergleich zum Jahr 2021 an. Die meisten Anzeigen betrafen Widerhandlungen im Zusammenhang mit dem Strassenverkehrsgesetz, die im Vergleich zum Vorjahr zugenommen haben (2022/1188 - 2021/1072), und Verstösse gegen richterliche Verbote (2022/1510 - 2021/1050). Der Anstieg der angezeigten Widerhandlungen gegen richterliche Verbote ist sicherlich zum Teil auf die umfangreichen Neubauten im Greyerzbezirk zurückzuführen. Diese Anzeigen verursachen einen hohen Verwaltungsaufwand und führen zu zahlreichen Anfechtungen.

3.9.4.2 Arbeitslast – Statistik

OAGR - Strafanträge 2020-2022



OAGR - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Greyerz

[Link.](#)

3.9.5 Oberamt See OASEE

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Christoph Wieland, Oberamtmann; Sarah Göksu Hage, Nicola Constant Ostini Della Vedova, Vizeoberamtfrau/Vizeoberamtmann

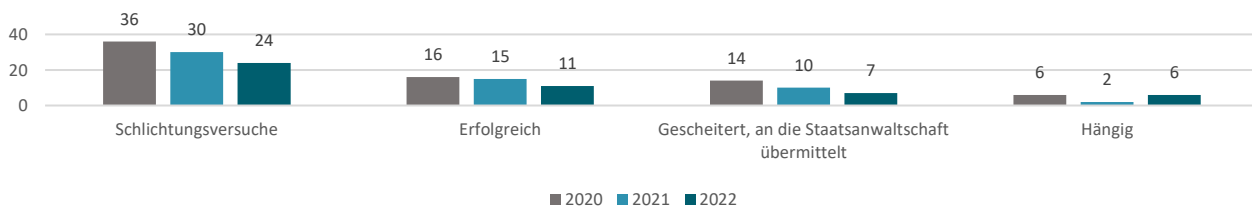
3.9.5.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 wurden insgesamt 24 Strafklagen registriert (Vorjahr: 30). Im Vergleich zum Vorjahr stieg die Anzahl der Strafbefehle im Jahr 2022 von 4309 auf 5634 (+32,00 %). Die Zahl der Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz nahm daher zu.

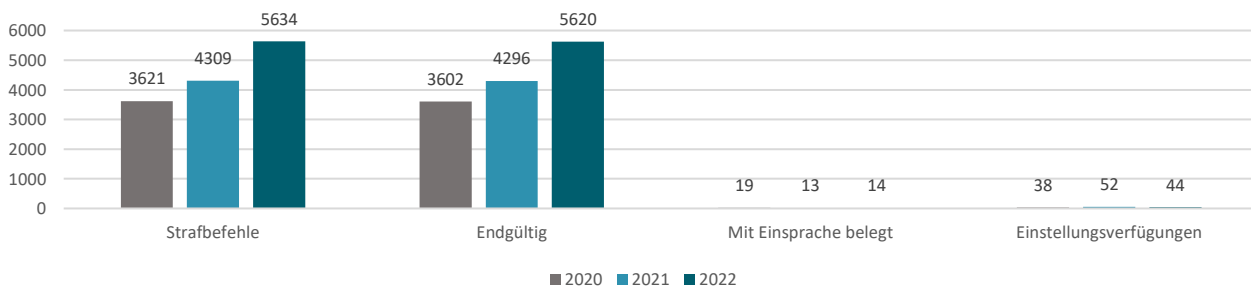
Der deutliche Anstieg der Strafbefehle (+32 %) ist mit den verfügbaren Personalressourcen nur schwer zu bewältigen. Wenn es 2023 keinen nennenswerten Rückgang der Strafbefehle gibt, muss eine Erhöhung des Beschäftigungsprozentsatzes erfolgen.

3.9.5.2 Arbeitslast - Statistik

OASEE - Strafanträge 2020-2022



OASEE - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.5.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes See

[Link.](#)

3.9.6 Oberamt Glane OAGL

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Willy Schorderet, Oberamtmann; Valentin Bard, Vizeoberamtmann

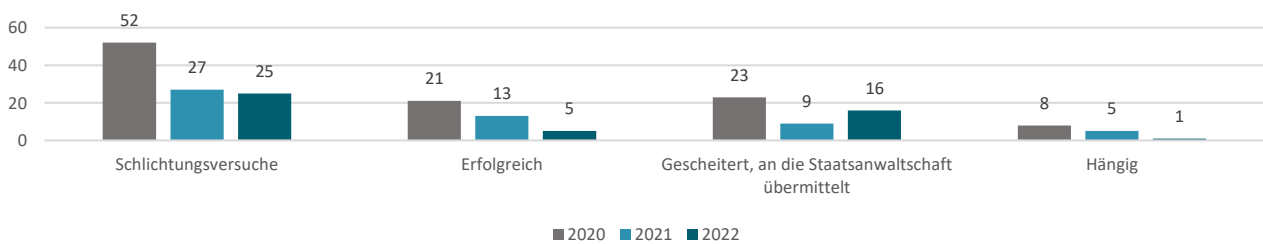
3.9.6.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 gab es insgesamt einen Anstieg des Volumens der Strafsachen um 10,8 % von 499 auf 553. Der Rückgang der Verzeigungen wegen Geschwindigkeitsübertretungen (-40) wurde durch die Zunahme der Anzeigen wegen verschiedener Widerhandlungen gegen das SVG (+34) und der Anzeigen wegen Widerhandlungen gegen ein richterliches Verbot (+45) mehr als kompensiert.

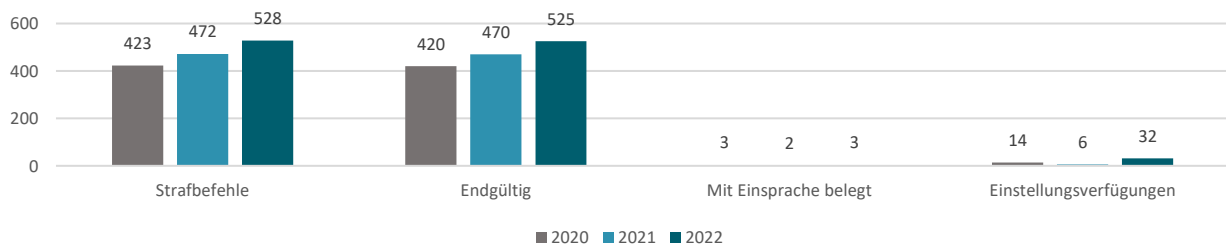
Die Anzahl der von der Staatsanwaltschaft weitergeleiteten Strafantragsdossiers blieb stabil (-2).

3.9.6.2 Arbeitslast - Statistik

OAGL - Strafanträge 2020-2022



OAGL - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.6.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Glane

[Link.](#)

3.9.7 Oberamt Broye OABR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Nicolas Kilchoer, Oberamtmann; Joël Bourqui, Vizeoberamtmann

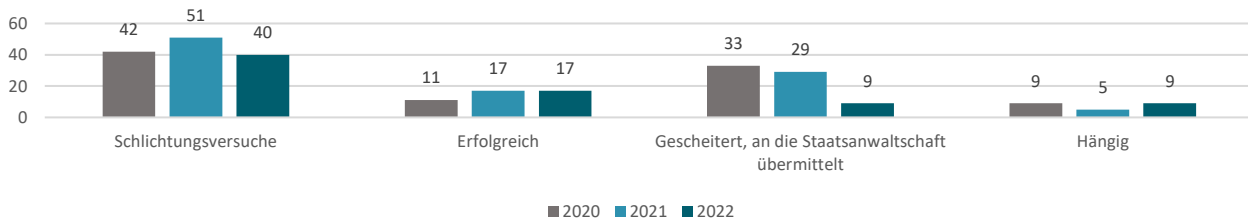
3.9.7.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Steigerung der gerichtlichen Tätigkeit im Strafbereich (1389 Dossiers gegenüber 1142 Dossiers im Jahr 2021).

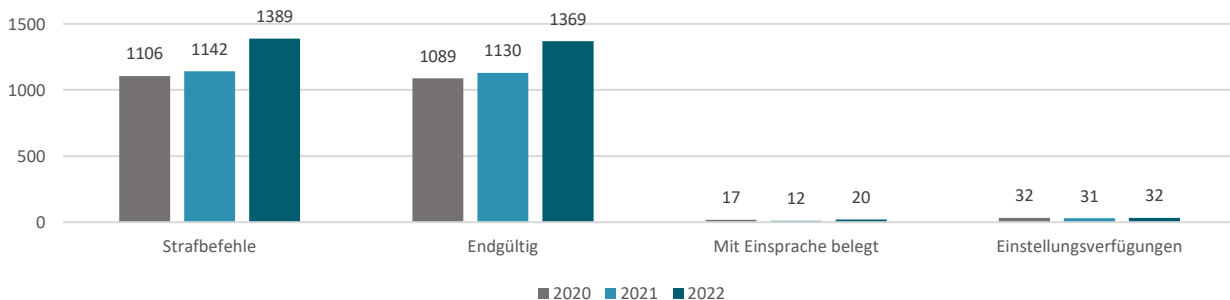
Die Anzahl der Strafanträge, die von der Staatsanwaltschaft zur Schlichtung an den Oberamtmann weitergeleitet wurden, war geringer als im Vorjahr. Die Zahl der Strafanzeigen nimmt zu. Es ist darauf hinzuweisen, dass der grösste Teil dieser Anzeigen wegen Widerhandlungen gegen das SVG eingereicht wurde, wobei zu unterstreichen ist, dass in den wenigsten Fällen Einsprache gegen die Verfügungen erhoben wurde (1,4 %). Die Strafbefehle haben seit 2019 von 606 auf 806 Dossiers zugenommen (+33 %), was einerseits auf die enge Verbindung zum Baurecht (richterliche Verbote auf Parkplätzen) und andererseits auf die Formalität des Verfahrens zurückzuführen ist.

3.9.7.2 Arbeitslast - Statistik

OABR - Strafanträge 2020-2022



OABR - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.7.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Broye

[Link](#).

3.9.8 Oberamt Vivisbach OAVI

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

François Genoud, Oberamtmann; Laura Corpataux, Vizeoberamtfräü

3.9.8.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

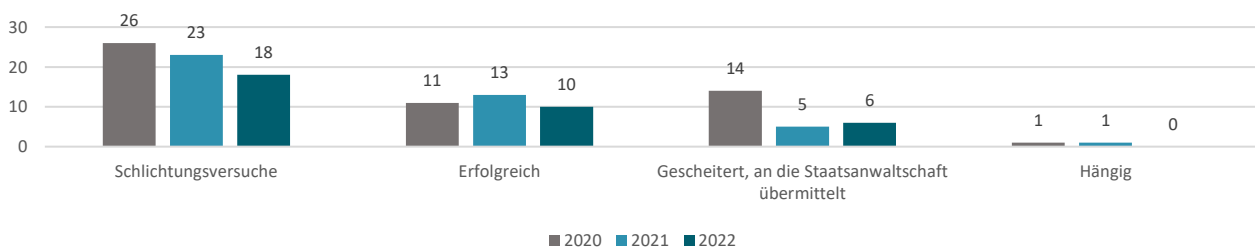
Im Allgemeinen zeigen die Statistiken eine Abnahme der Strafklagen und eine Erhöhung der Strafanzeigen (+99).

Die am häufigsten auftretenden Straftaten waren: häusliche Gewalt, Tötlichkeit, einfache Körperverletzungen, Beleidigungen, Drohungen, Verleumdung, Veruntreuung, üble Nachrede, Missbrauch eines Telekommunikationsgerätes, Diebstahl und Rassendiskriminierung.

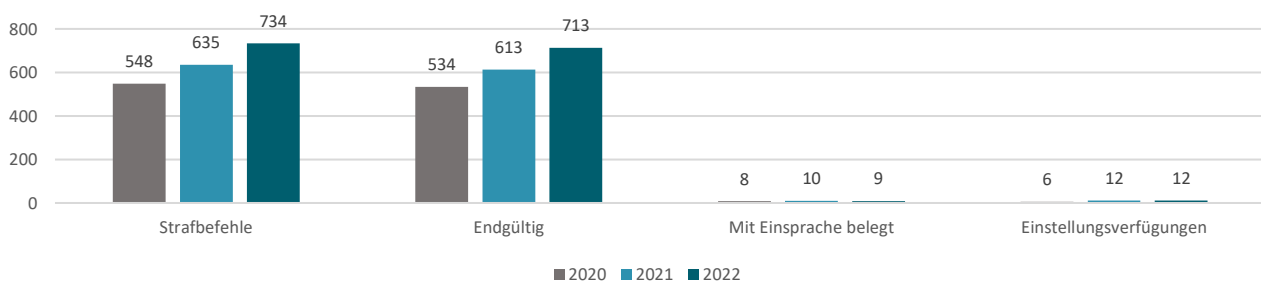
Im Bereich der Strafanzeigen stellte das Oberamt einen Anstieg von rund 15 % fest. Diejenigen mit Bezug zum Strassenverkehrsgesetz (SVG) oder anderen gesetzlichen Grundlagen stellen die deutliche Mehrheit der eingegangenen Strafanzeigen dar: 579/734. Danach folgen Strafanzeigen wegen eines richterlichen Verbots (125), wegen Arbeiten, die ohne Baubewilligung unternommen werden oder die Bedingungen einer solchen verletzen (19), wegen der Einwohnerkontrolle (2) und wegen Abfällen (2).

3.9.8.2 Arbeitslast - Statistik

OAVI - Strafanträge 2020-2022



OAVI - Strafanzeigen 2020-2022



3.9.8.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Vivisbach

[Link.](#)

3.10 Schlichtungskommissionen für Mietsachen SKM

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Schlichtungskommissionen im Mietwesen ermöglichen es, Missbräuche zu bekämpfen, Streitigkeiten zwischen Eigentümern und Mietern zu schlichten und einen gewissen Schutz der Mieter zu gewährleisten. Sie haben gemäss der neuen schweizerischen Zivilprozessordnung (Art. 201 ZPO; SR 272) auch die Aufgabe der Rechtsberatung.

Beim Schlichtungsverfahren müssen die Regeln nach den Art. 202 ff. der schweizerischen Zivilprozessordnung eingehalten werden.

Organisation

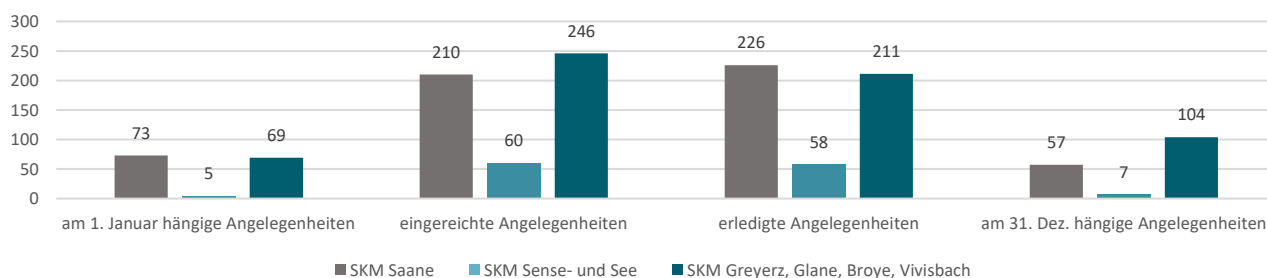
Für Streitigkeiten bei Miete und Pacht von Wohn- oder Geschäftsräumen sind drei Schlichtungsbehörden zuständig: eine für den Saanebezirk; eine für den Sense- und Seebezirk und eine für die südlichen Bezirke (Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirk).

Die Schlichtungskommissionen tagen jeweils zu dritt und setzen sich aus dem Präsidenten und zwei Beisitzenden zusammen, von denen jeweils eine Beisitzende/ein Beisitzender die Vermieterinnen bzw. Mieterinnen und Mieter vertritt.

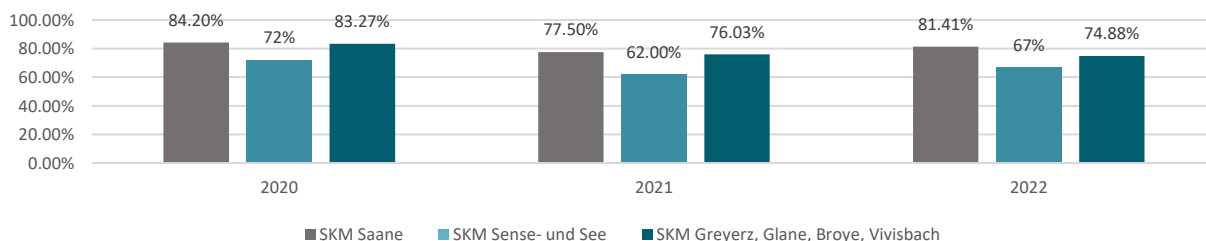
Webseite der Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schlichtungsbehoerden-in-mietsachen-und-mietgericht>.

3.10.1 Arbeitslast - Statistik

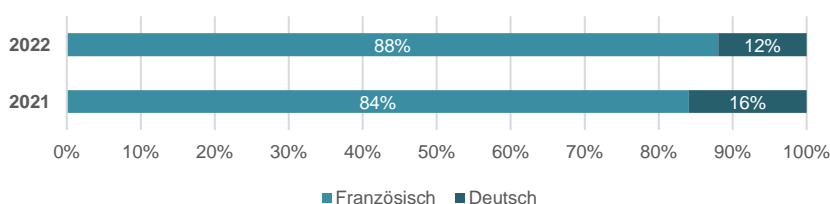
SKM - Arbeitslast 2022



SKM - Entwicklung Schlichtungsgrad 2020-2022



SKM - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.10.2 Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks SKMSA

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Jacqueline Passaplan, Präsidentin; Sophie Sarah Dumartheray, Stellvertretende Präsidentin

Valentin Aebischer, Jean-Marc Boechat, Ricardo Ramos, Amalia Echegoyen, Christine Maillard, Beisitzende (Mietervertretung), François Chenux, Samuel Hirt, Sébastien Thorimbert, Françoise Marchon, Olivier Ragonesi, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

3.10.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

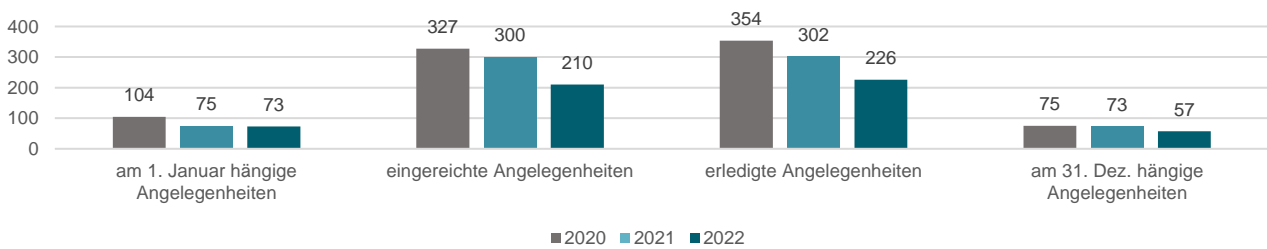
Die Anzahl der im Laufe des Jahres eingereichten Gesuche ist relativ ähnlich wie im Jahr 2021.

42 Gesuche führten im Kommissionsstadium nicht zu einer Einigung. Allerdings setzen nicht alle das Verfahren vor dem Mietgericht fort.

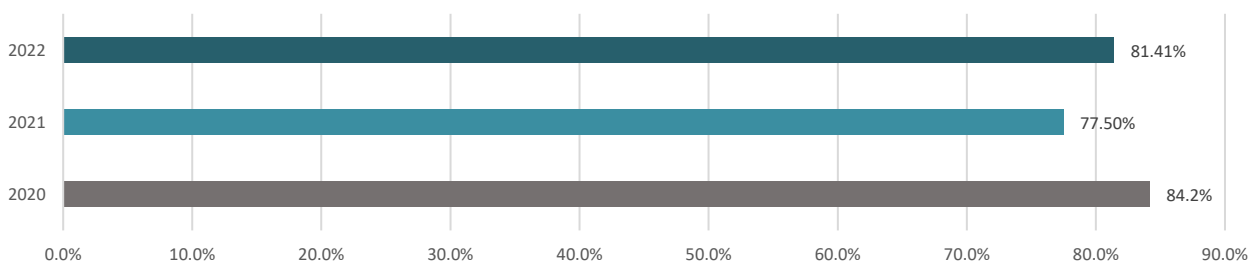
3.10.2.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.2.2.1 Allgemeine Statistik

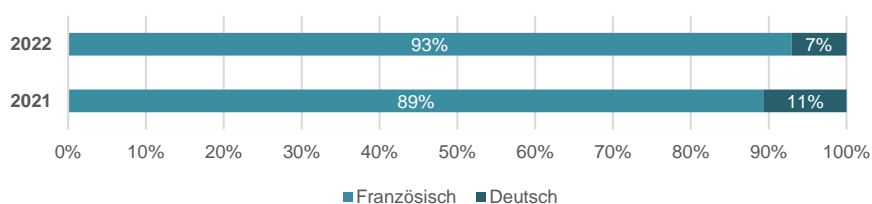
SKMSA - Arbeitslast 2020-2022



SKMSA - Schlichtungsgrad 2020-2022



SKMSA - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.10.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks
[Link](#).

3.10.3 Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks SKMSS

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Marius Schneuwly, Präsident; Sarah Reitze, Stellvertretende Präsidentin

Susanne Heiniger, Beatrix Franziska Vogl Ott, Gabriella Weber Morf, Beisitzende (Mietervertretung), Hanspeter Bellorini, Marianne Isler-Raemy, Edgar Jenny, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

3.10.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

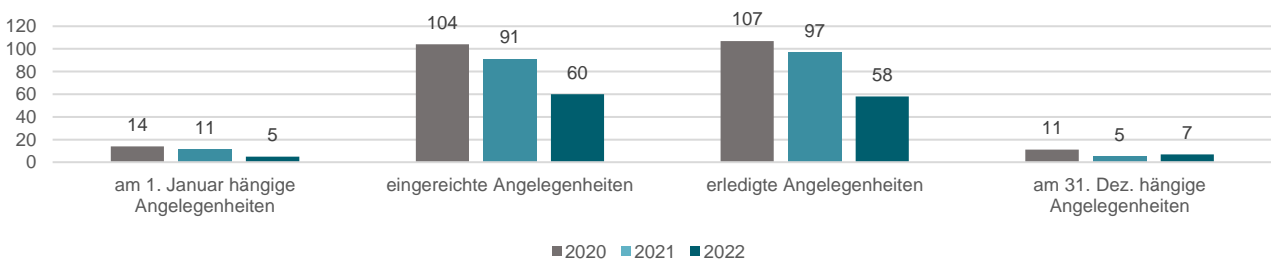
Im Vergleich zu den Vorjahren (2020: 104 / 2021: 97), ging die Zahl der Gesuche im Jahr 2022 stark zurück (nur 60). Es gibt keine Erklärung für diesen Rückgang, aber die Kommission geht davon aus, dass 2023 wieder mehr Gesuche eingereicht werden (bevorstehende Anpassung des Referenzzinssatzes, starker Anstieg der Nebenkosten, Teuerung usw.).

Von den 58 bearbeiteten Gesuchen konnten 39 geschlichtet werden. Die Erfolgsquote der Schlichtungen von 67 % im Jahr 2022 ist etwas höher als im Jahr 2021 und stellt eine erhebliche Entlastung für die Gerichtsbehörden dar.

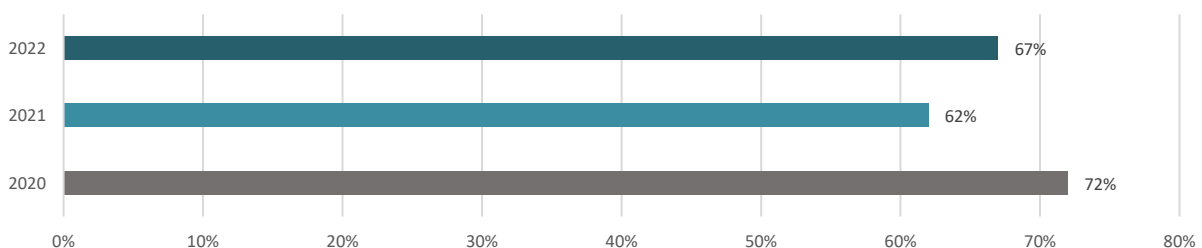
3.10.3.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.3.2.1 Allgemeine Statistik

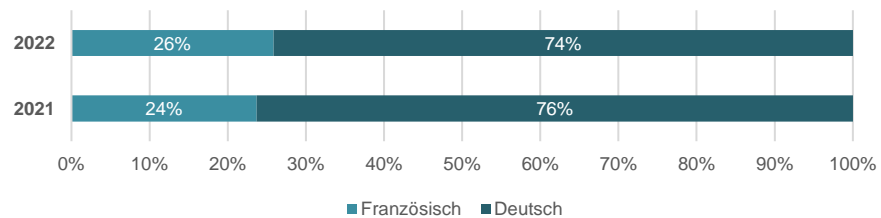
SKMSS - Arbeitslast 2020-2022



SKMSS - Schlichtungsgrad 2020-2022



SKMSS - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.10.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

[Link.](#)

3.10.4 Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks SKMSÜD

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Jean-Christophe Oberson, Präsident; Houri Rousseau, Stellvertretende Präsidentin

Cristina Beaud, Simon Chatagny, Délia Charrière-Gonzalez, Laure Gallay-Christ, Elodie Surchat, Beisitzende (Mietervertretung), Alain Charrière, Josiane-Marie Galley, Xavier Guanter, Andéol Jordan, Daniel Massardi, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

3.10.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Anzahl der eingereichten Gesuche ist im Jahr 2022 im Vergleich zum Jahr 2021 stabil.

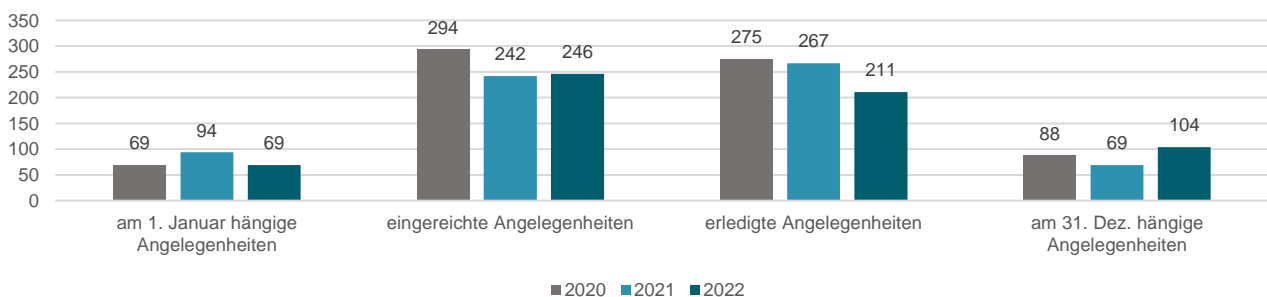
Die Schlichtungsquote bleibt stabil. 53 Gesuche führten nicht zu einer Einigung im Schlichtungsverfahren und die Ergebnisse der Klagebewilligungen ist nicht bekannt, wenn die Anträge bei den jeweiligen Mietgerichten eingereicht werden.

Es wurden 9 Urteilsvorschläge gemacht, 8 wurden angenommen und 1 Einsprache wurde eingereicht, woraufhin eine Klagebewilligung erteilt wurde.

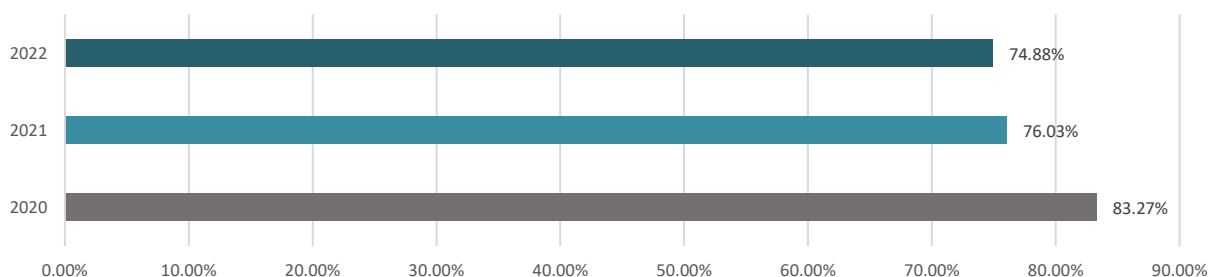
3.10.4.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.4.2.1 Allgemeine Statistik

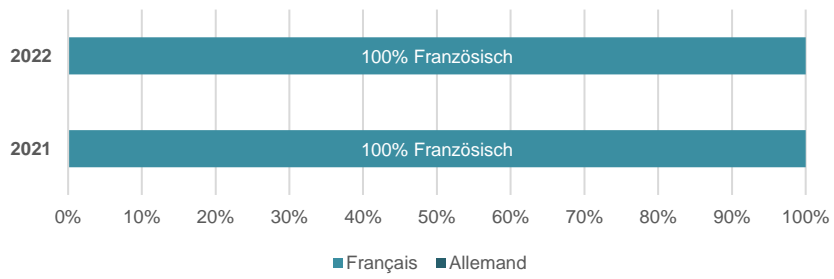
SKMSÜD - Arbeitslast 2020-2022



SKMSÜD - Schlichtungsgrad 2020-2022



SKM - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.10.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-Broye- und Vivisbachbezirks

[Link.](#)

3.11 Rekurskommission der Universität RKU

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Rekurskommission ist eine durch das Gesetz über die Universität geschaffene besondere Verwaltungsjustizbehörde mit dem Status einer Gerichtsbehörde. Organisation und Verfahren sind im Gesetz über die Universität, im Verwaltungsrechtspflegegesetz sowie im Kommissionsreglement geregelt. Die Kommission entscheidet in der Regel ohne mündliche Verhandlung und mehrheitlich im Zirkularverfahren. Sie tagt unter dem Vorsitz der Präsidentin/des Präsidenten oder der Vizepräsidentin/des Vizepräsidenten mit vier von ihr oder ihm bestimmten Beisitzenden.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-der-universitaet>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Daniela Kiener, Präsidentin; Géraldine Pontelli-Barras, Vizepräsidentin

Ambroise Bulambo, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Isabelle Théron, Petra Vondrasek, Frédérique Joëlle Weil Fivian, Beisitzende; Marina Achermann-Eggelhöfer, Sascha Bischof, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Andreas Stöckli, Laure Zbinden, Ersatzbeisitzende

Stéphanie Colella, Frédérique Riesen, juristische Sekretärin

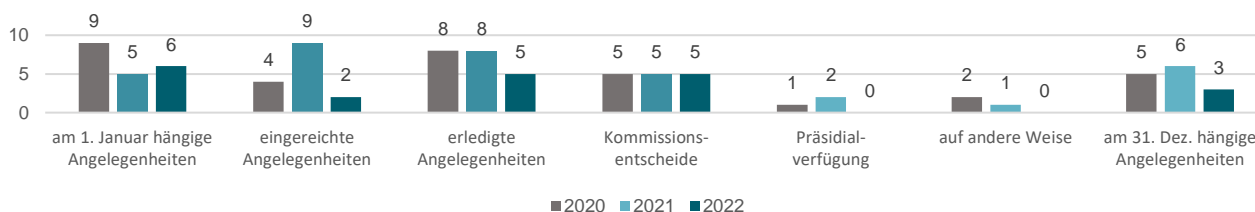
3.11.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Kommission ist à jour. Am 31.12.2022 sind drei hängige Angelegenheiten zu verzeichnen.

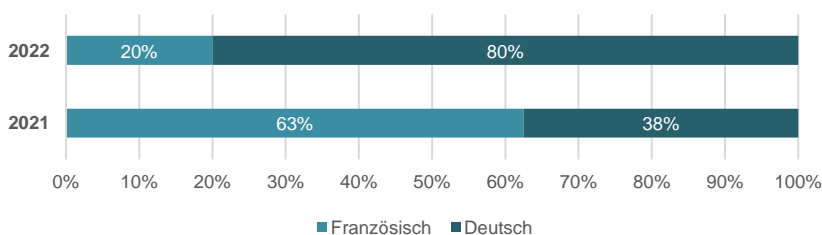
3.11.2 Arbeitslast – Statistik

3.11.2.1 Allgemeine Statistik

RKU - Arbeitslast 2020-2022



RKU - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.11.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission der Universität

[Link](#)

3.12 Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben SKGLEICH

Aufgabe und Zuständigkeit

Jeder Kanton richtet gemäss Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (GIG) eine Schlichtungsstelle ein, die die Parteien kostenlos beraten und versuchen, eine Einigung herbeizuführen. Die Kommission kümmert sich unabhängig von den Gerichten um Situationen von Diskriminierung in der Arbeitswelt aufgrund des Geschlechts und um Situationen von sexueller Belästigung. Sie kann bei Verdacht auf Diskriminierung kontaktiert werden.

Die Kommission verhandelt unter der Leitung einer vorsitzenden Person mit vier Beisitzenden, nämlich zwei Frauen und zwei Männern. Zwei Beisitzerinnen oder Beisitzer vertreten die Arbeitgebenden, eine oder einer die Arbeitnehmenden und eine oder einer die Frauenorganisationen. Allfällige Schlichtungsgesuche sind an diese Kommission zu richten. Sie wird gegebenenfalls den Weiterziehungsschein ausstellen, worauf innerhalb von drei Monaten das Gericht eingeschaltet werden muss.

Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit privatrechtlichen Arbeitsverhältnissen ist der Schlichtungsversuch für den Kläger fakultativ, für den Beklagten jedoch obligatorisch. Bei öffentlich-rechtlichen Arbeitsverhältnissen kann die wegen einer Diskriminierung klagende Person von der Schlichtungskommission eine Stellungnahme verlangen, nachdem sie Beschwerde gegen einen erstinstanzlichen Entscheid erhoben hat.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schlichtungskommission-fuer-die-gleichstellung-der-geschlechter-im-erwerbsleben>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Suat Ayan Janse van Vuuren, Präsidentin; Anastasia Zacharatos, Stellvertretende Präsidentin

Viviane Collaud, Reto Julmy, Beisitzende (Arbeitgebende); Daniel Bürdel, Jean-Daniel Wicht, Ersatzbeisitzende (Arbeitgebende); Raphaël Brandt, René Nicolet, Beisitzende (Arbeitnehmende); Luftey Kaya, Ersatzbeisitzende (Arbeitnehmende); Nicole Schmutz Larequi, Beisitzende (Frauenorganisation); Isabelle Brunner Wicht, Ersatzbeisitzende (Frauenorganisation)

Anouchka Chardonnens, juristische Sekretärin

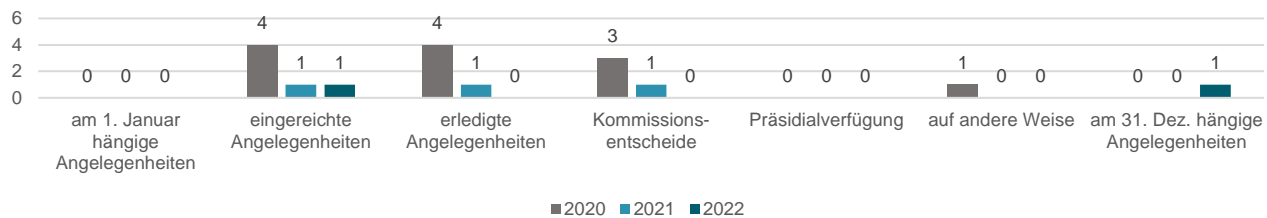
3.12.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Es sind keine hängigen Fälle vorhanden. Seit dem 1. Januar 2022 sind keine Angelegenheiten registriert worden.

3.12.2 Arbeitslast – Statistik

3.12.2.1 Allgemeine Statistik

SKGLEICH - Arbeitslast 2020-2022



3.12.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

[Link.](#)

3.13 Rekurskommission für Bodenverbesserungen RKBV

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Rekurskommission für Bodenverbesserungen RKBV übt ihre Befugnisse gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege aus. Namentlich die Entscheide des Vorstandes und der Schätzungskommission einer Körperschaft (Art. 197 Abs. 1 Bst. a GBO) sind beim Organ, welches die Entscheidung getroffen hat, mit Einsprache anfechtbar. Die erlassenen Einspracheentscheide (Art. 203 Abs. 1 GBO) können mit Beschwerde bei der RKBO angefochten werden. Das Verwaltungsverfahren (Art. 76 bis 100 VRG) ist grundsätzlich anwendbar unter Berücksichtigung der Sonderregeln von Art. 203 bis 207 GBO. Die RKBO entscheidet als letzte kantonale Instanz (Art. 203 Abs. 3 GBO).

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-fuer-bodenverbesserungen-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Jacques Menoud, Präsident; Thomas Meyer, Vizepräsident

Jean-Bernard Bapst, Felix Bärtschi, Yvan Chassot, Jacques Genoud, René Hirsiger, Sylvie Mabillard, Joseph Rhême, Dominique Schaller, Beisitzende

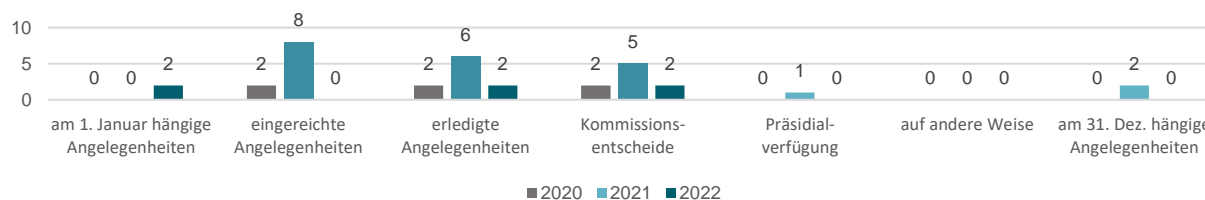
3.13.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Kommission ist à jour. Zwei Angelegenheiten waren am 1. Januar 2022 hängig und konnten erledigt werden; es ging keine neue Angelegenheit ein.

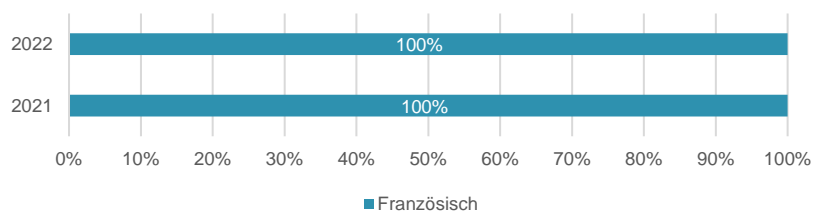
3.13.2 Arbeitslast – Statistik

3.13.2.1 Allgemeine Statistik

RKBV - Arbeitslast 2020-2022



RKBV - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.13.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für Bodenverbesserungen

[Link](#).

3.14 Enteignungskommission ENTK

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Kommission entscheidet über alle Schätzungsfragen, die durch das Gesetz über die Enteignung nicht einer anderen Behörde übertragen werden, sowie über Entschädigungsbegehren wegen materieller Enteignung. Sie übt ferner die Kompetenzen aus, die andere Bestimmungen des kantonalen Rechts ausdrücklich oder sinngemäss – zum Beispiel die Entschädigungsbegehren eines Eigentümers gegenüber seinem Nachbarn, in Anwendung des Raumplanungs- und Baugesetzes – dem Enteignungsrichter zuweisen.

Das Verfahren vor der Kommission ist geregelt in jenem Gesetz, welches sie einsetzt, sowie im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege. Ihre Entscheide können mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-enteignungskommission>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Anna Noël, Präsidentin; Pierre-Henri Gapany, Danielle Julmy, Vizepräsidentin

Gérald Cantin, Pascal Chassot, Olivier Chenevart, Marie Angelina Cécika Christen, Lorenz Fivian, Andreas Freiburghaus, Jacqueline Giroud, German Imoberdorf, Jean-Marc Sallin, Patrik Schaller, Noël Schneider, Imre Schnierer, Elodie Surchat, Victorine Alice van Zanten, Beisitzende

Sarah Luisier-Curchod und Cornelia Mooser, Sekretärin

3.14.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2022 wurden 5 neue Angelegenheiten eingereicht: drei Anträge auf Entschädigung für eine materielle Enteignung und zwei Anträge auf formelle Enteignung.

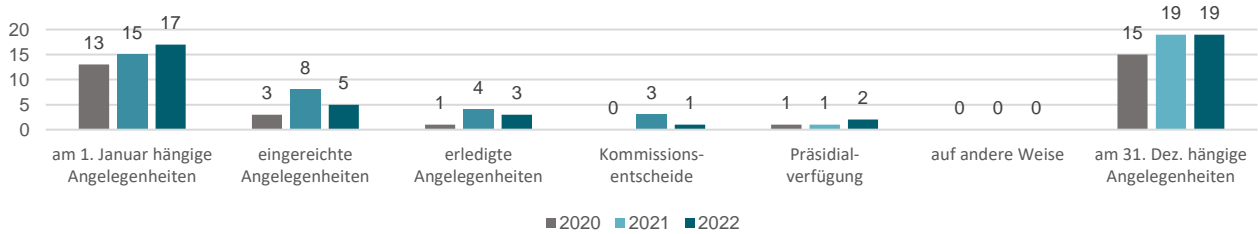
Ein Antrag auf Entschädigung für materielle Enteignung wurde von der Enteignungskommission im Jahr 2022 entschieden.

Ein bereits 2001 eingereichter Antrag auf Einrichtung einer Dienstbarkeit, die zehn Parzellen betraf, wurde teilweise erledigt.

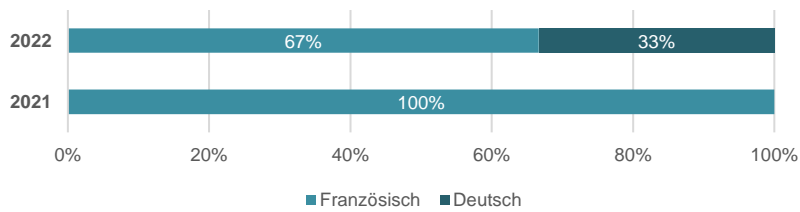
3.14.2 Arbeitslast – Statistik

3.14.2.1 Allgemeine Statistik

ENTK - Arbeitslast 2020-2022



ENTK - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.14.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Enteignungskommission

[Link.](#)

3.15 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch ABGB

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Aufsichtsbehörde ist zuständig für die Überwachung und die gerichtliche Aufsicht der Grundbuchführung. Einerseits prüft sie jedes für die Grundbuchführung zuständige Amt einmal jährlich. Andererseits befindet sie, unter Vorbehalt der Beschwerde an das Kantonsgericht, über Beschwerden gegen Entscheide der Grundbuchverwalterinnen und Grundbuchverwalter.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-aufsichtsbehoerde-ueber-das-grundbuch>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Bettina Hürlimann-Kaup, Präsidentin; Pierre-Henri Gapany, Vizepräsidentin

Catherine Overney, Jérôme Delabays, Alexandra Jungo, Maryse Pradervand-Kernen, Mitglieder

Xavier Morard, juristische Sekretärin

3.15.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch erledigte die laufenden Geschäfte und behandelte Rechtsfragen. Es ist anzumerken, dass sie sich im Jahr 2022 mit 9 Beschwerden befasste, während es im Jahr 2021 nur 3 waren. Im Jahr 2022 wurden 3 Entscheide getroffen (1 in französischer Sprache und 2 in deutscher Sprache), von denen sich einer auf eine 2021 eingereichte Angelegenheit bezog (1 Rückweisung, 1 Zulassung, 1 Unzulässigkeit).

Neben der hohen Anzahl von Beschwerden forderte auch die beträchtliche Zunahme der Aufgaben im Bereich der administrativen Aufsicht die Behörde in hohem Masse.

Schliesslich besuchte die Behörde im Jahr 2022 alle Büros und führte Stichprobenkontrollen durch.

Es ist darauf hinzuweisen, dass Bettina Hürlimann-Kaup, Catherine Overney, Alexandra Jungo und Maryse Pradervand-Kernen ihren Rücktritt per 31. Dezember 2022 erklärt haben. Um die Kontinuität der Arbeit der Behörde zu gewährleisten, kandidierte Bettina Hürlimann-Kaup erneut für die Mitgliedschaft in der Behörde im Jahr 2023 und wurde im Dezember 2022 vom Grossen Rat wiedergewählt. Darüber hinaus wurden zwei neue Mitglieder gewählt.

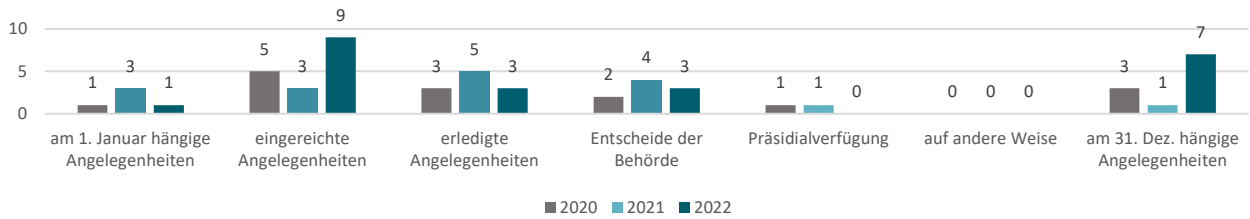
Schliesslich wurde mit der Finanzdirektion eine Vereinbarung über die Bearbeitung von administrativen Aufgaben unterzeichnet.

Wie bereits erwähnt (siehe Punkt 2.3.2), hat der Justizrat Schwierigkeiten, geeignete kandidierende Personen für die Besetzung der freien Stellen in dieser Behörde zu finden.

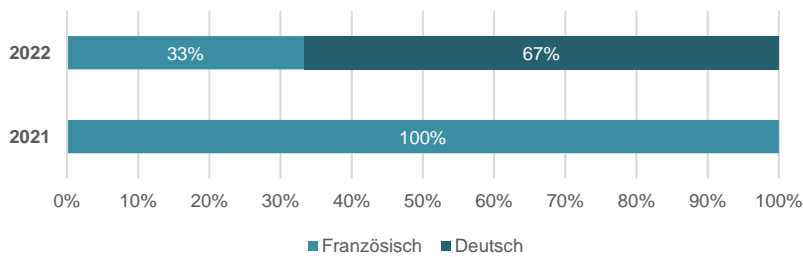
3.15.2 Arbeitslast – Statistik

3.15.2.1 Allgemeine Statistik

ABGB - Arbeitslast 2020-2022



ABGB - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.15.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

[Link.](#)

3.16 Rekurskommission für die Ersterhebung RKEH

Aufgabe und Zuständigkeit

Sie behandelt Beschwerden im Bereich von Parzellarvermessungen gemäss der Spezialgesetzgebung. Sie entscheidet als letzte kantonale Instanz. Aufgrund ihrer Zusammensetzung garantiert sie die sachkundige Berücksichtigung sowohl von Aspekten in Bezug auf die Rechte und Pflichten der betroffenen Personen als auch spezifische Aspekte in Bezug auf die Vermessung.

Zudem ermöglicht die Anwesenheit aller betroffenen Personen (beschwerdeführende Partei, beschwerter Geometer, interessierte Personen, Zeugen) an den öffentlichen Verhandlungen im Allgemeinen ein besseres Verständnis der Rechte und der Vermessung im in Frage stehenden Dossier.

Webseite Gerichtsbehörden <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-fuer-die-ersterhebung-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Alice Reichmuth Pfammatter, Präsidentin; Marc Zürcher, Vizepräsidentin

Xavier Angéloz, Yvan Chassot, Luc Déglise, Daniel Kaeser, Giacinto Zucchini, Beisitzende

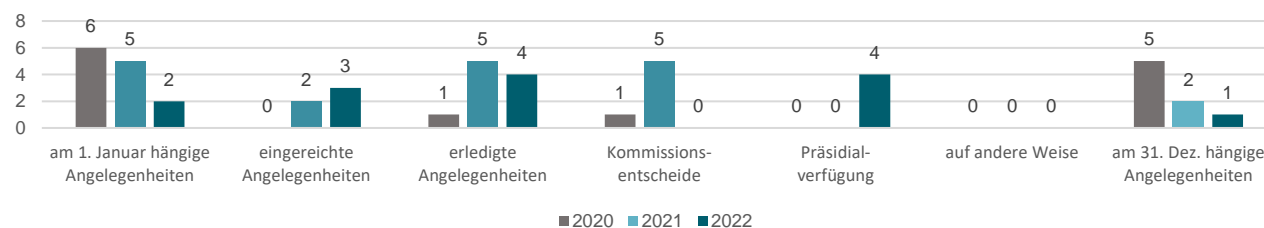
3.16.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Ausser einer hängigen Angelegenheit ist die Beschwerdekommission à jour.

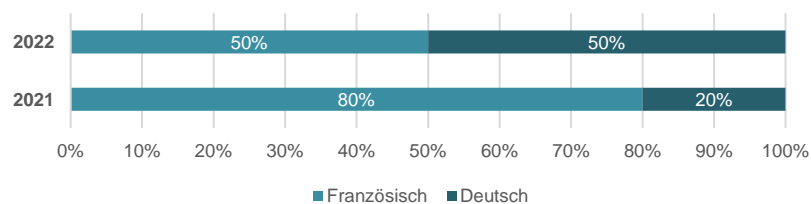
3.16.2 Arbeitslast – Statistik

3.16.2.1 Allgemeine Statistik

RKEH - Arbeitslast 2020-2022



RKEH - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2022



3.16.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für die Ersterhebung

[Link](#).

3.17 Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung SCHG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das für Streitigkeiten zwischen Versicherern und Leistungserbringern in den Bereichen Kranken- und Unfallversicherung zuständige (Art. 89 Abs. 1 KVG sowie Art. 57 Abs. 1 UVG), von den Kantonen zu bezeichnende (Art. 89 Abs. 4 KVG und Art. 57 Abs. 3 UVG) Schiedsgericht setzt sich aus einer neutralen Person, die den Vorsitz innehat, und aus je einer Vertretung der Versicherer und der betroffenen Leistungserbringer in gleicher Zahl zusammen. Im Rahmen der bundesrechtlichen Vorgaben ist die nähere Ausgestaltung des schiedsgerichtlichen Verfahrens grundsätzlich Sache der Kantone (Art. 89 Abs. 5 KVG und Art. 57 Abs. 3 UVG).

Gesetz und Verordnung umschreiben nicht näher, was unter Streitigkeiten im Sinne von Art. 89 Abs. 1 KVG bzw. Art. 57 Abs. 1 UVG zu verstehen ist. Nach Rechtsprechung und Lehre setzt die sachliche Zuständigkeit des Schiedsgerichts voraus, dass die Streitigkeit Rechtsbeziehungen zum Gegenstand hat, die sich aus dem KVG/UVG ergeben oder auf Grund des KVG/UVG eingegangen worden sind.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schiedsgericht-in-sachen-kranken-und-unfallversicherung-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2022

Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin

3.17.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

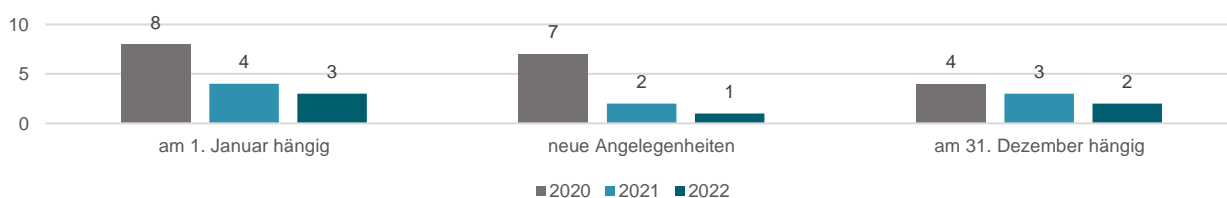
Das Schiedsgericht verzeichnete im Jahr 2022 nur 1 neue Angelegenheit. Die Erklärung dafür ist wahrscheinlich auf eine Methodenänderung zurückzuführen. Die Versicherungen konnten sich auf eine Methode zur Evaluation der Wirtschaftlichkeit von Pflegedienstleistern einigen.

Ein komplexer Fall aus dem Jahr 2019 konnte endlich erledigt werden.

3.17.2 Arbeitslast – Statistik

3.17.2.1 Allgemeine Statistik

SCHG - Arbeitslast 2020-2022



3.17.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung [Link](#).

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-GC-139

Rapport annuel 2022 - Conseil de la magistrature

Propositions de la Commission de justice

Présidence : Bertrand Morel

Vice-Présidence : Pierre Mauron

Membres : Antoinette de Weck, David Papaux, Annick Remy-Ruffieux, Daphné Roulin

La Commission de justice :

prend acte

du rapport annuel 2022 du Conseil de la magistrature et invite le Grand Conseil à en faire de même.

Catégorisation du débat

La Commission de justice propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 14 juin 2023

Anhang

GROSSER RAT

2023-GC-139

Jahresbericht 2022 - Justizrat

Antrag der Justizkommission

Präsidium: Bertrand Morel

Vize-Präsidium: Pierre Mauron

Mitglieder: Antoinette de Weck, David Papaux, Annick Remy-Ruffieux, Daphné Roulin

Die Justizkommission

nimmt Kenntnis

vom Jahresbericht 2022 des Justizrats und lädt den Grossen Rat ein, dasselbe zu tun.

Kategorie der Behandlung

Die Justizkommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 14. Juni 2023

RAPPORT

de la Commission interparlementaire ‘détention pénale’ aux parlements des cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève, du Jura et du Tessin du 10 mai 2023

La Commission interparlementaire (CIP) chargée du contrôle de l'exécution des concordats latins sur la détention pénale¹, composée des délégations des cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, vous transmet son rapport².

Mission et mode de travail de la Commission interparlementaire

La Commission est chargée d'exercer la haute surveillance sur les autorités chargées de l'exécution des deux concordats. Pour accomplir ses tâches, la Commission se fonde sur un rapport qui lui est soumis par la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP). Cette information est complétée par des questions orales adressées en cours de séance au représentant de la Conférence.

Rapport de la CLDJP du 27 avril 2023 / observations de la CIP

La Commission remercie la Conférence pour son rapport, qu'elle accueille favorablement et avec intérêt. Les points suivants ont spécialement retenu son attention :

1. Niveau intercantonal

A) Création d'une Commission pour l'exécution des sanctions pénales (CoESP)

Extrait du rapport de la CLDJP :

« Les affaires du domaine de l'exécution des sanctions pénales (dont font partie la détention en vertu de la procédure pénale, l'exécution des peines et des mesures et la détention administrative en application du droit des étrangers) qui concernent l'ensemble de la Suisse doivent être pilotées par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP). Dans l'intérêt d'une pratique d'exécution uniforme, la CCDJP doit émettre des recommandations à l'intention des cantons et prendre position sur des thèmes importants concernant l'exécution des sanctions pénales. Afin d'améliorer et de renforcer ce pilotage (politique) de l'exécution des peines et des mesures au niveau national, une Commission pour l'exécution des sanctions pénales (CoESP) sera créée en tant que commission permanente selon l'art. 4 des statuts de la CCDJP (...).

- > La CIP prend acte de la création de cette commission, qui sera opérationnelle dès 2024. Elle retient que cette nouvelle entité doit permettre un désenchevêtrement des tâches et des responsabilités au sein des organes de la CCDJP, ainsi qu'une clarification de leurs compétences et de leur composition. La Commission ne peut

¹ Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin ; concordat du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin).

² Dans le but de limiter le décalage entre les faits évoqués dans son rapport et la transmission de celui-ci aux parlements, la CIP a choisi de ne plus le structurer par année civile. Le présent rapport porte ainsi sur les faits survenus ou constatés dans une période comprise entre le 1^{er} janvier 2022 et le 10 mai 2023.

que saluer cette volonté d'éviter « les doubles emplois et les redondances », gage d'une efficacité renforcée.

Extrait du rapport de la CLDJP :

« Lors de la création du Centre suisse de compétences en matière d'exécution de sanctions pénales (CSCSP) en 2018, le Conseil de fondation du CSCSP s'est vu confier une partie des tâches du Comité des Neuf (commission permanente de la CCDJP), qui a été supprimé en même temps. En outre, l'art. 2 ch. 2 let. c des statuts a chargé le CSCSP d'élaborer des standards communs pour le développement, la planification et l'exécution des sanctions pénales. Ce mélange de tâches techniques et de tâches de pilotage en partie politiques a eu pour conséquence que le rôle du CSCSP et du Conseil de fondation n'a jamais été très clair. Le CSCSP doit donc être positionné comme une organisation purement professionnelle sans mandat de pilotage politique ni d'harmonisation autonome. »

- > La CIP accueille favorablement la volonté de positionner le CSCSP en tant qu'organisation purement professionnelle et de clarifier son rôle, ainsi que celui de son Conseil de fondation. Elle retient que la modification des statuts du CSCSP, portant sur ses buts et sur la composition de son Conseil (forte réduction du nombre de membres, abandon d'une représentation politique) doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2024.
- > La Commission apprend par ailleurs avec satisfaction qu'une solution a pu être trouvée pour la création d'un campus réunissant sous un même toit les trois sites actuels du CSCSP. Celui-ci s'implantera sur le site du Marly Innovation Center (MIC), à Marly (Fribourg). Le CSCSP occupera deux bâtiments à construire. Le premier accueillera les surfaces administratives pour la formation, les échanges et les bureaux. Il disposera dans le second – un hôtel de 180 chambres – de 60 chambres avec service hôtelier. La CCDJP a approuvé le budget. La mise à disposition des infrastructures est prévue à l'automne 2025.

2. Concordat latin sur la détention pénale des adultes et des jeunes adultes

A) Prix de pension

Extraits du rapport de la CLDJP :

« Les nouveaux prix de pension ont été fixés par décision du 31 mars 2022, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023³.

S'agissant plus spécialement de Curabilis, il a été précisé que le prix fixé à CHF 1'286.- se décomposait, sur la base des calculs effectués à l'époque par KPMG, en un montant de CHF 670.- pour la prestation « sécuritaire » et de CHF 616.- pour la prestation « thérapeutique ». En outre, dès que les HUG auront accepté de facturer séparément cette prestation thérapeutique afin que les cantons placeurs puissent la soumettre aux assureurs LAMal en vue de sa prise en charge, seule la prestation sécuritaire constituera le prix de pension. La part éventuellement non couverte par l'assurance-maladie restera à la charge des cantons placeurs. »

³ La décision du 31 mars 2022 fixant les prix pour la journée de détention avant jugement ou l'exécution d'une sanction pénale ou d'une mesure, en force ou à titre anticipé, effectuée dans les établissements du Concordat latin est annexée à ce rapport.

- > La CIP prend acte des nouveaux prix de pension entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Elle considère que ceux-ci, établis sur la base de standards de prise en charge, reflètent le coût effectif des journées de détention dans les établissements concordataires.
- > La Commission accueille avec satisfaction la volonté de séparation des prestations sécuritaire et thérapeutique fournies par Curabilis. Elle considère, avec l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel, que les pathologies psychiques sont des maladies au sens de l'article 3 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA). Il est dès lors justifié d'affecter à l'assurance obligatoire des soins le coût des traitements thérapeutiques exécutés dans le cadre d'une mesure institutionnelle. Cela permettra d'alléger la charge des cantons. La CIP attend ainsi des HUG qu'ils acceptent sans tarder la facturation spécifique de leurs prestations en vue d'un règlement par les assureurs-maladie.

B) Projet pilote « Objectif Désistance »

Le projet pilote Objectif Désistance (OD), initié en 2019, s'est achevé en janvier 2023. Pour rappel, OD propose un modèle d'intervention commun à l'ensemble des entités latines préposées aux suivis en milieu ouvert, visant à éloigner les probationnaires des activités de délinquance en les accompagnant sur le chemin de la réinsertion. Les résultats et l'évaluation scientifique de l'étude – qui seront publiés prochainement – ont été présentés à la Commission par M^{me} Luisella Demartini, directrice opérationnelle, M. François Grivat, directeur administratif et financier, et M. Lionel Grossrieder, chercheur à l'Université de Lausanne.

La CIP retient de cette intervention que les probationnaires qui ont suivi le programme OD (particulièrement les primo-délinquants) avaient globalement moins récidivé que les autres et avaient gagné en stabilité dans leur vie professionnelle et leurs relations personnelles. Elle retient également que ces premiers résultats demandent à être confirmés sur le long terme. La Commission relève par ailleurs, avec satisfaction, la forte adhésion des agents de probation formés à la stratégie OD.

- > La Commission se réjouit des résultats encourageants enregistrés par le projet OD et se félicite d'apprendre que la mise en œuvre de cette stratégie sera poursuivie dans les cantons concordataires. Cela permettra de vérifier sa pertinence sur le long terme.
- > La CIP regrette cependant vivement le refus des représentants des cantons de Fribourg, Neuchâtel, Jura et Valais de la Conférence latine de participer au financement de la création de postes concordataires de coordinateurs-animateurs, notamment chargés de l'organisation d'activités et de rencontres entre les probationnaires et la société civile. La Commission estime qu'il aurait été préférable de développer le projet de manière uniforme dans tous les cantons, au moins dans sa phase de rodage. Elle redoute de voir le programme décliné de différentes manières, selon les moyens que les cantons voudront bien y consacrer. La CIP regrette d'autant plus vivement cette décision que le coût à répartir entre les cantons (quelque 360 000 francs pour 2,1 EPT) n'apparaît pas élevé en regard du coût de détention annuel moyen pouvant être épargné par personne n'ayant pas récidivé (environ 140 000 francs). Si le programme OD permet d'éviter des récidives, donc des incarcérations, cela ne peut qu'être bénéfique tant d'un point

de vue économique que sécuritaire. La Commission invite dès lors la Conférence latine à reconsidérer sa décision de ne pas soutenir la création de postes concordataires de coordinateurs-animateurs.

C) Planification concordataire⁴

Extrait du rapport de la CLDJP :

« Afin d’optimiser la construction de la future prison des Grands-Marais, le Conseil d’Etat a validé un calendrier de réalisation en une seule étape au lieu des deux envisagées. Cette nouvelle planification rendra possible une mise en service progressive des 410 places du site dès 2030, soit cinq ans plus tôt que la variante en deux phases.

- > La CIP salue la décision du Conseil d’Etat vaudois, qui permettra de soulager plus rapidement que prévu un système carcéral frappé de surpopulation. Elle relève par ailleurs qu’une réalisation en une seule étape permettra de réduire les coûts d’investissements de 17 millions de francs, sur une enveloppe de 279 millions.

Extrait du rapport de la CLDJP :

Le Grand Conseil genevois a adopté, en date du 24 mars 2023, la Loi sur la planification pénitentiaire (LPPén). »

- > La Commission salue également la volonté du Grand Conseil genevois d’aller de l’avant après l’abandon, en 2020, du projet des Dardelles. Elle retient que la loi sur la planification pénitentiaire pose notamment les bases pour la construction d’un nouvel établissement en lieu et place de la prison de Champ-Dollon, dont chacun s’accorde à dire qu’elle ne satisfait pas à des conditions de détention adéquates. La CIP retient encore avec satisfaction que le conseiller d’Etat sortant en charge de la sécurité, M. Mauro Poggia, avait fait part l’été dernier de sa volonté de détruire Champ-Dollon pour reconstruire sur le même site un nouveau complexe pénitentiaire de plusieurs bâtiments d’ici à 2030. Ceci, bien sûr, sous réserve du feu vert du Grand Conseil.

D. Processus latin d’exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR)

Extraits du rapport de la CLDJP :

« Les collaborateurs des entités cantonales seront formés selon un module « Introduction générale à PLESORR » et des modules « Cours spécifiques PLESORR ». Ces modules seront organisés en 2024 et en 2025. Ils seront gérés par le CSCSP et donnés de manière régionalisée. (...)

Le processus PLESORR a été élaboré de sorte à générer le moins possible d’augmentation de ressources. L’impact se situera essentiellement au niveau de la formation des collaborateurs aux outils PLESORR (...). En tout état de cause, il appartiendra aux cantons, en fonction des pratiques et des ressources actuelles de chacun d’eux, de faire leurs propres calculs pour déterminer leurs propres besoins de ressources supplémentaires. En définitive, l’impact PLESORR se situera donc probablement dans la restructuration d’une bonne partie de ressources actuelles avant

⁴ Sont annexés à ce rapport un état des lieux des places de détention du concordat latin et la Planification concordataire latine, qui donne l’aperçu des projets à réaliser.

d'induire une augmentation d'ETP. »

- > La CIP se félicite de la mise en œuvre de ce projet, qui vise à harmoniser et à réglementer au niveau du concordat latin les principes et la mise en pratique de la gestion des risques dans le cadre de l'exécution des sanctions pénales. La standardisation des procédures doit permettre une collaboration plus efficace entre les acteurs concernés (autorités d'exécution, de probation et établissements pénitentiaires) et une meilleure prise en charge des cas sensibles avec, à la clé, une diminution de la récidive. Il conviendra de vérifier, sur la durée, si tel est bien le cas.
- > La Commission retient qu'un règlement concordataire sera présenté à la CLDJP en novembre prochain pour une entrée en vigueur progressive entre 2024 et 2025.

3. Concordat latin sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures

A) Manque de places pour l'exécution des mesures en milieu fermé

La CIP alerte depuis longtemps sur le manque chronique de places pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'encontre de personnes mineures. Elle avait manifesté son inquiétude par le dépôt d'un postulat (2019), puis d'une résolution (2020) demandant aux cantons concordataires de créer, dans un délai de trois ans, des places supplémentaires en milieu fermé. La CLDJP avait alors indiqué avoir pris les décisions nécessaires à la mise en œuvre du projet de réhabilitation partielle de l'ancien foyer d'éducation de Prêles (BE). Une volonté que la Commission avait accueillie avec une certaine satisfaction.

Mais au printemps dernier déjà, face au scepticisme du groupe de travail chargé d'examiner la faisabilité (travaux de rénovation lourds, refus de la Fondation Suisse Bellevue d'exploiter le foyer réhabilité, risque lié à la difficulté de recrutement de personnel), la CIP redoutait l'abandon de cette option, dont la CLDJP devait rediscuter à l'automne.

La Commission retenait cependant qu'était étudiée, en parallèle, l'extension anticipée du Centre éducatif fermé de Pramont (VS), chroniquement surchargé⁵. Selon la stratégie pénitentiaire cantonale, celui-ci devait être assaini et doté de 18 places supplémentaires d'ici 2030. Un horizon trop lointain pour le Grand Conseil valaisan qui, avec la bénédiction du Conseil d'Etat, a estimé que l'ordre de priorité devait être modifié en faveur d'une réalisation plus rapide du projet. C'est ainsi que le Parlement a accepté le 7 juin 2022 un postulat demandant la construction, dans les meilleurs délais, des nouvelles infrastructures de Pramont. Ledit postulat a été transmis au Conseil d'Etat pour exécution dans les 18 mois.

La CIP salue le volontarisme du Parlement valaisan qui permet d'espérer qu'enfin une réponse puisse être apportée au manque de places pour l'exécution des mesures en milieu fermé prononcées à l'encontre de garçons mineurs. On rappellera que la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs imposait aux cantons de créer les établissements nécessaires à l'exécution du placement et de la privation de liberté au plus tard dix ans après son entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2007.

⁵ Le rapport de la CLDJP indique un taux d'occupation pour l'année 2022 de 97,6%. Au 14 mars 2023, la liste d'attente comprenait 18 mineurs et 3 jeunes adultes.

Le projet de réhabilitation du foyer de Prêles, pour sa part, a été abandonné par la CLDJP en date du 3 novembre 2022.

B) EDM Aux Léchaies

- > La Commission relève que le taux d'occupation des 18 places de l'établissement mixte de détention pour mineurs et jeunes adultes (EDM) *Aux Léchaies*, à Palézieux, destiné à la détention avant jugement et à l'exécution de peines privatives de liberté en milieu fermé, demeure relativement bas, malgré une progression par rapport au précédent exercice⁶. Pour mémoire, le prix de pension ordinaire est calculé sur un taux d'occupation de 90 %. Si ce taux n'est pas atteint, une « treizième facture » est adressées aux cantons afin de combler le déficit.

La CIP constate que si le nombre de placements n'a jamais été aussi faible (156 en 2022 contre 175 en 2021 et plus de 200 les années précédentes), la durée moyenne des séjours s'est allongée (36 jours en 2022 contre 27 en 2021). Au total, l'EDM a enregistré l'an dernier 5634 nuitées, soit 934 de plus qu'en 2021. Les placements en détention provisoire représentent 78 % des nuitées.

C) Etablissement fermé pour jeunes filles

L'unité d'accueil Time Up, à Fribourg, proposera en 2024 quatre places destinées à l'exécution de mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'encontre de jeunes filles. Le permis de construire a été délivré et les travaux de gros œuvre adjugés. Selon le planning établi, l'unité devrait être opérationnelle en mai 2024 au plus tard.

- > La CIP se réjouit de la mise à disposition prochaine d'une telle structure, nécessaire mais actuellement inexistante.

4. Conclusion

La Commission salue les avancées enregistrées dans différents dossiers. Elle souligne notamment la création d'une Commission pour l'exécution des sanctions pénales, la volonté de séparation des prestations sécuritaire et thérapeutique fournies par Curabilis ou encore la réunion sous un même toit des trois sites actuels du CSCSP.

La CIP remercie particulièrement le Grand Conseil et le Conseil d'Etat du canton du Valais pour avoir revu l'ordre de priorité de ses constructions pénitentiaires. Elle espère désormais une mise à disposition rapide des nouvelles infrastructures de Pramont, considérant que la société doit s'attacher à réinsérer les personnes mineures qui enfreignent la loi en les protégeant d'une dérive délinquante par des mesures à but éducatif et/ou thérapeutique. Un encadrement approprié reste, à ses yeux, la meilleure stratégie de prévention de la récidive. Aussi la Commission veut-elle croire que le problème du manque de places pour l'exécution des mesures en milieu fermé est désormais en bonne voie de résolution. Ceci dans l'intérêt tant des jeunes concernés, dont la personnalité est encore en construction, que de la collectivité.

⁶ Le rapport de la CLDJP indique un taux d'occupation moyen pour 2022 de 85,75%, alors qu'il était de 71,4% en 2021.

Fribourg, le 10 mai 2023

Au nom de la Commission interparlementaire 'détention pénale'

(Sig.) Stéphane Ganzer (VS)

Président

(Sig.) Patrick Pugin

Secrétaire



LE CONCORDAT LATIN



Décision

du 31 mars 2022

**fixant les prix pour la journée de détention avant jugement ou d'exécution
d'une sanction pénale ou d'une mesure, en force ou à titre anticipé,
effectuée dans les établissements du Concordat latin**

(Décision sur les prix de pension)

La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures

Vu:

Les articles 40, 41, 57 à 61, 64, 75 à 78, 79b, 80, 90, 372 al. 3, 377 à 379 et 380 al. 1 du Code pénal suisse, du 21 décembre 1937 (CP) ;

Les articles 220, 234 et 236 du Code de procédure pénale suisse, du 5 octobre 2007 (CPP) ;

L'ordonnance relative au code pénal et au code pénal militaire, du 19 septembre 2006 (O-CP-CPM) ;

Les articles 4, 11 à 13 et 24 à 28 du Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (ci-après : le Concordat latin) ;

Le règlement d'organisation et de fonctionnement des Conférences CLDJP, CLDAM et CLAMPP, du 23 mars 2016 ;

La décision du 16 mars 2000 de la Conférence romande des Chefs de Départements de justice et police (actuellement : la CLDJP) déléguant à la Conférence des autorités cantonales compétentes en matière pénitentiaire (la Conférence) la compétence de fixer les prix de la journée de détention pour la détention avant jugement ;

La convention quadriennale de prestations conclue entre la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et la Fondation « Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) » ;

Sur la proposition de la Commission concordataire latine du 10 février 2022,

Décide:

Art. 1 Principes

¹ Le prix de pension pour la journée de détention avant jugement, d'exécution d'une sanction pénale ou d'une mesure, y compris à titre anticipé, tient compte en particulier des critères posés par l'article 28 du Concordat latin.

² Il n'est toutefois tenu compte ni de la rémunération ni du salaire que les personnes détenues reçoivent pour leur activité dans le cadre de la semi-détention, du travail externe ou du travail et du logement externes et grâce à laquelle elles versent une participation.

³ Le prix comprend aussi les frais médicaux et pharmaceutiques inhérents à la visite médicale d'entrée, ainsi que la prime d'assurance accident.

⁴ Les autres frais médicaux, pharmaceutiques, ainsi que d'hospitalisation dans un établissement non concordataire, sont facturés en plus. Il en est de même des frais liés à l'hospitalisation (transferts, garde, etc.).

⁵ En cas de transfert en milieu hospitalier, le prix de pension est réduit d'un tiers dès le 8^{ème} jour d'hospitalisation.

Art. 2 Prix de pension

¹ Les prix de pension journaliers sont fixés comme suit :

Régimes	Prix
Secteur fermé (<i>sécurité élevée</i>)	380.-
Secteur fermé d'un établissement ouvert (<i>sécurité normale</i>)	350.-
Etablissement ouvert ou secteur ouvert d'un établissement fermé (<i>sécurité basse</i>)	320.-
Isolement cellulaire (<i>sécurité renforcée</i>)	760.-
Unité psychiatrique	680.-
Unité de mesures Curabilis	1'286.- ¹
Unité carcérale hospitalière - prestation sécuritaire	165.-
Jeunes adultes (art. 61 CP)	730.-
Semi-détention	214.-
Travail externe	214.-
Travail et logement externes	10.-
Exécution de peines sous surveillance électronique	20.-
Exécution de peines sous la forme du travail d'intérêt général (TIG)	20.-
Exécution d'une sanction pénale (mère et enfant) : complément par enfant	160.-
Détention avant jugement, sans occupation	194.-
Détention avant jugement, avec occupation	224.-
Détention avant jugement (mère et enfant) : complément par enfant	85.-

¹ Ce prix se décompose en un montant de CHF 670.- pour la prestation « sécuritaire » et de CHF 616.- pour la prestation « thérapeutique ». Dès que les HUG auront accepté de facturer séparément cette prestation thérapeutique afin que les cantons placeurs puissent la soumettre aux assureurs LAMal en vue de sa prise en charge, seule la prestation sécuritaire constituera le prix de pension. La part éventuellement non couverte par l'assurance-maladie restera à la charge des cantons placeurs.

Art. 3 Contributions pour le financement du Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP)

¹ La contribution pour le financement du CSCSP est ajoutée au prix de pension. La facturation est effectuée par le CSCSP conformément aux modalités prévues par la convention de prestations conclue entre la CCDJP et le CSCSP.

² Le canton du Tessin est autorisé à facturer par compensation un montant identique à cette contribution pour la formation au moins équivalente qu'il dispense aux personnes détenues.

Art. 4 Participation de la personne détenue

Le montant de la participation de la personne détenue aux frais d'exécution de la sanction pénale est fixé par la Conférence.

Art. 5 Placements interconcordataires

En cas de placement interconcordataire, et sous réserve d'un accord entre concordats, le prix de pension facturé est celui en vigueur dans l'établissement dans lequel est placé le détenu.

Art. 6 Dispositions finales

¹ La présente décision abroge la Décision du 29 mars 2018 fixant les prix pour la journée de détention avant jugement ou d'exécution d'une sanction pénale en force ou à titre anticipé, effectuée dans les établissements des cantons partenaires du Concordat latin (Décision sur les prix de pension)

² La Conférence invite dès lors les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter leurs réglementations relatives aux prix de pension.

³ La présente décision entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

⁴ Elle est publiée sur le site internet de la Conférence.

Le Secrétaire général :

Blaise Péquignot

La Présidente :

Béatrice Métraux
Conseillère d'Etat



Le Secrétaire général

Note en réponse à la demande de M. le député Sylvain Thévoz concernant un état des lieux des places de détention du concordat latin

Contexte

Suite à la séance de la Commission interparlementaire chargée du contrôle de l'exécution des concordats latins sur la détention pénale tenue le 31 octobre 2022 à Sion, M. le député Sylvain Thévoz (GE) a souhaité avoir un état des lieux des places de détention du concordat latin. Plus spécialement, les questions suivantes ont été formulées :

- 1) le nombre de places existantes dans chaque canton
- 2) le nombre de places actuellement en constructions dans chaque canton
- 3) la planification (échancier) concernant le nombre de places manquantes, et ceci pour chaque catégorie (exécution de peine homme, femme, avant jugement homme, femme, mineurs, etc.) dans chaque canton

Propos introductifs

Le Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) a développé un [Monitoring de la privation de liberté](#) (MPL). Les entités cantonales (établissements et services pénitentiaires) fournissent ainsi régulièrement au CSCSP les diverses données à cette fin. Plusieurs tableaux interactifs permettent à tout un chacun d'avoir accès à différentes statistiques. Les autorités ont un accès plus élargi.

Depuis 2022, des chiffres-clés concernant les places dans les établissements pénitentiaires cantonaux et leur occupation sont publiés régulièrement pour toute la Suisse.

Depuis juin 2022, le MPL fournit également chaque trimestre des informations sur le nombre de personnes placées dans des structures non pénitentiaires comme des cliniques ou des foyers spécialisés.

Le MPL est une prestation fournie par le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP), conformément à sa convention de prestations avec la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des départements de justice et police (CCDJP).

Dans ce cadre, le CSCSP travaille étroitement avec les trois concordats d'exécution de peines et mesures, la Conférence des chefs de services pénitentiaires cantonaux (CCSPC) et l'Office fédéral de la statistique (OFS).

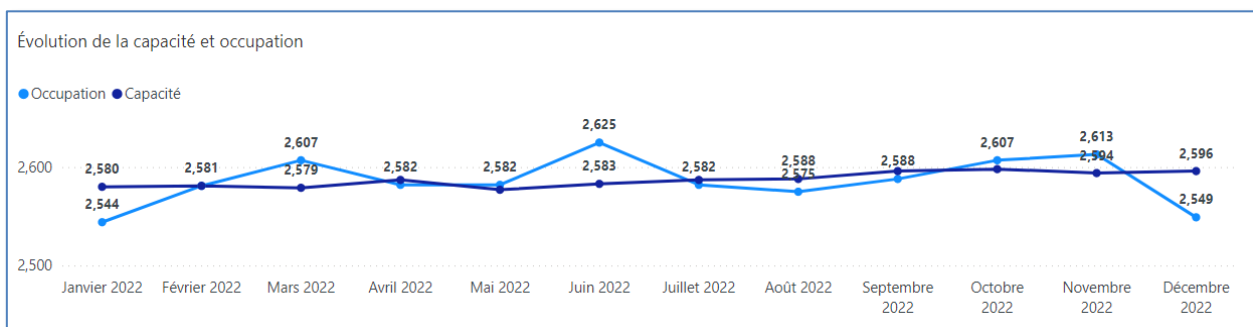
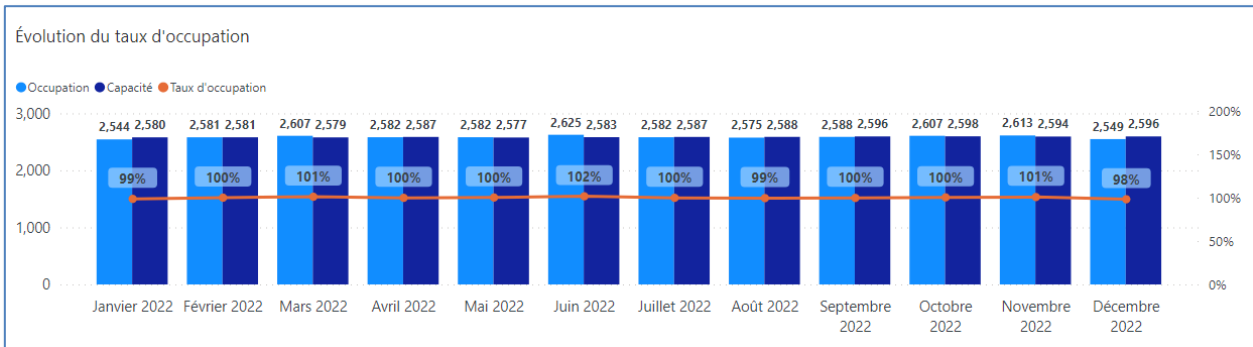
1) Nombre de places existantes dans chaque canton

Actuellement, le concordat latin compte au total 2625 places, y compris la détention administrative.

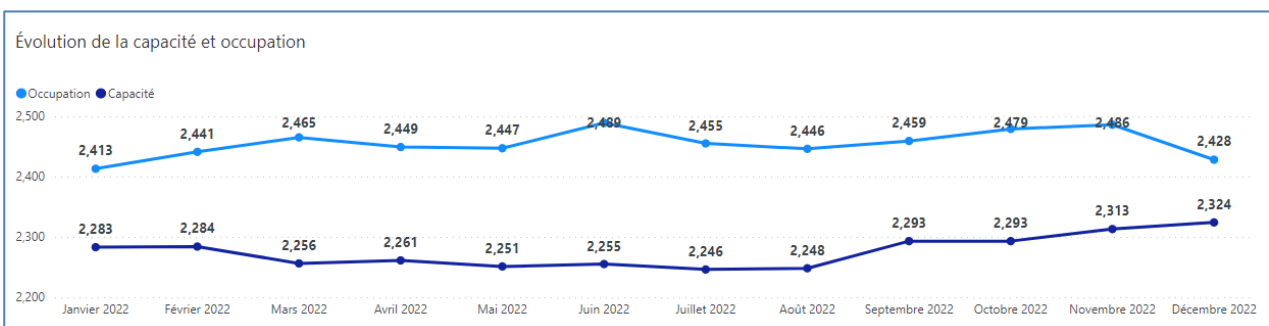
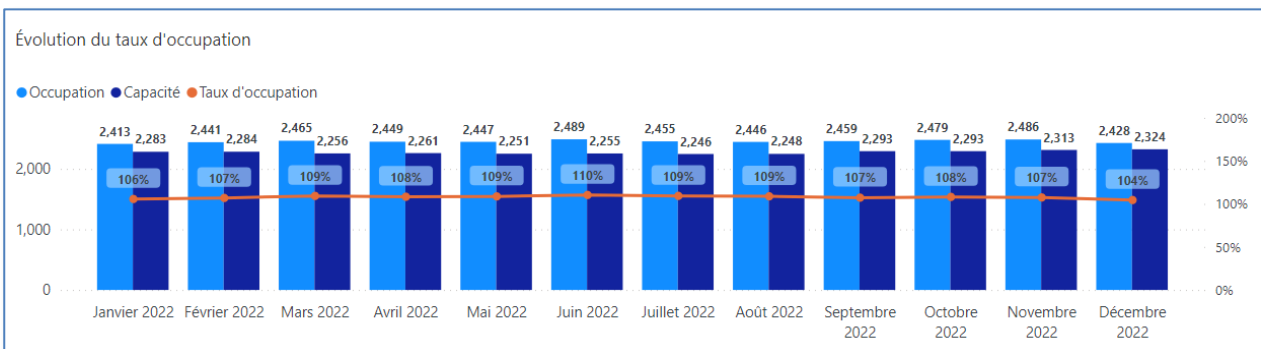
Selon le relevé au 31 décembre 2022, 2596 places étaient disponibles avec un taux global d'occupation de 98%. Le tableau ci-après donne le détail par canton et par établissement :

Établissement	Canton	Capacité officielle	Capacité disponible	Occupation	Taux d'occupation
Etablissement de détention fribourgeois – site Prison centrale	FR	100	100	60	60%
Établissement de détention fribourgeois-site Bellechasse	FR	200	200	186	93%
Centre éducatif de détention et d'observation - La Clairière	GE	30	30	12	40%
Etabl. concordataire de détention admin. de Frambois	GE	20	20	18	90%
Etablissement de détention de "La Brenaz"	GE	168	168	158	94%
Etablissement de Favra	GE	20	20	17	85%
Établissement ouvert de Villars	GE	19	19	16	84%
Etablissement ouvert Le Vallon	GE	24	24	8	33%
Etablissement pénitentiaire fermé "Curabilis"	GE	77	77	74	96%
Prison de Champ-Dollon	GE	398	398	512	129%
Prison de Delémont	JU	14	14	11	79%
Prison de Porrentruy	JU	18	18	14	78%
Prison de Porrentruy, L Orangerie	JU	13	13	0	0%
Etablissement d'exécution des peines Bellevue	NE	63	63	63	100%
Etablissement de détention La Promenade	NE	109	109	96	88%
Strutture carceraria cantonali/Carcere Giudiziario "Farera"	TI	88	88	44	50%
Strutture carceraria cantonali/Penitenziario Cantonale "La Stampa"	TI	164	164	150	91%
Strutture carceraria cantonali/Penitenziario Cantonale "Lo Stampino"	TI	46	44	36	82%
Établissement de détention pour des mineurs et jeunes adultes Aux Léchaies	VD	36	36	27	75%
Etablissement du Simplon	VD	40	40	31	78%
Etablissements de la Plaine de l'Orbe	VD	333	325	313	96%
Prison de la Croisée	VD	211	211	296	140%
Prison de La Tuilière	VD	81	62	62	100%
Prison du Bois-Mermet	VD	100	100	158	158%
Centre éducatif fermé de Pramont	VS	24	24	23	96%
Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue	VS	65	65	48	74%
Prison de Sion	VS	144	144	105	73%
Untersuchungsgefängnis Brig	VS	20	20	11	55%
Total		2'625	2'596	2'549	98%

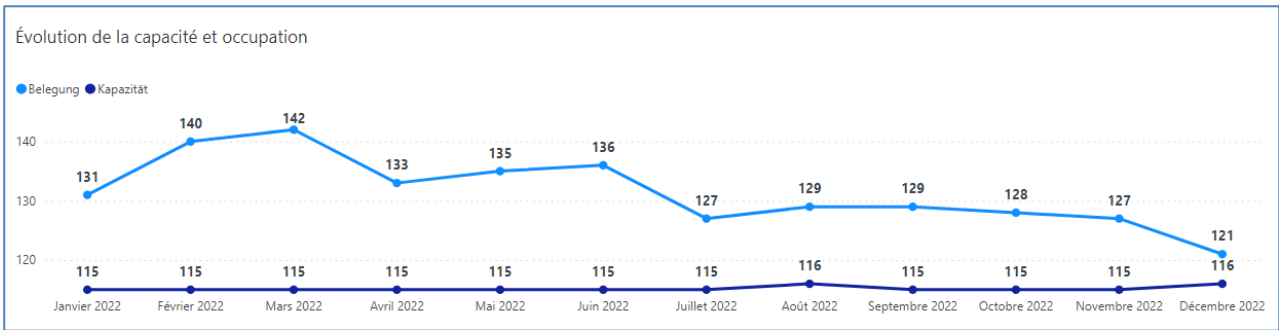
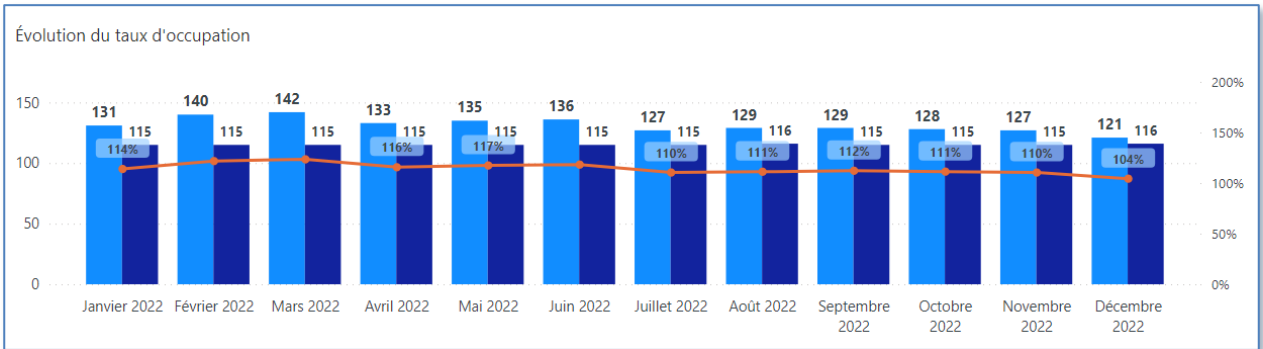
Sur l'année 2022, le taux d'occupation a été globalement stable, variant entre 98% et 102% :



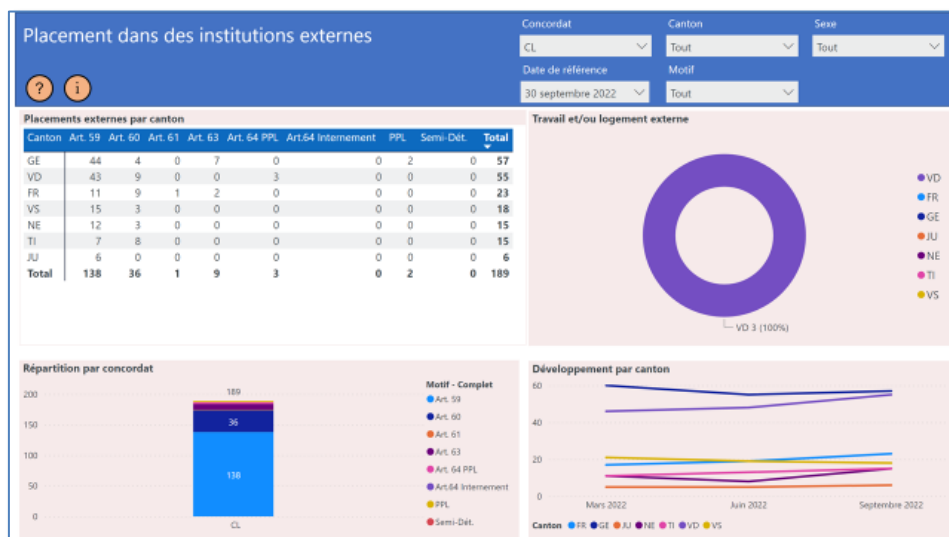
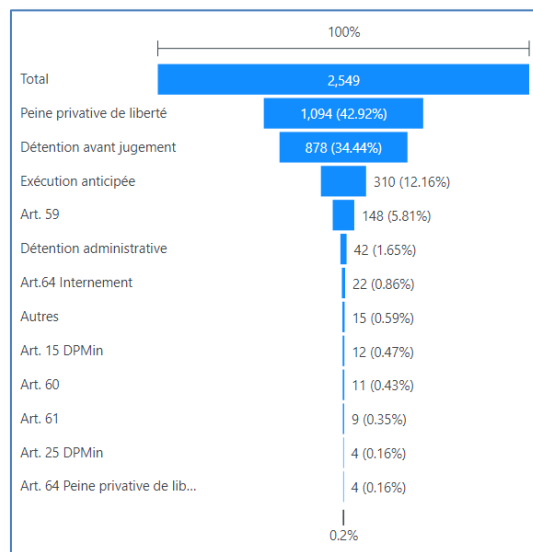
Rapportés aux détenus hommes, les chiffres se présentent comme suit, le taux d'occupation dépassant alors systématiquement les 100% :



Concernant les femmes détenues :



Les motifs de placement dans ces 2549 places occupées au 31 décembre 2022 étaient les suivants :



2) Nombre de places actuellement en construction dans chaque canton

Actuellement, des places sont en construction à Crêtelongue et à la prison de Sion, comme la CIP a pu en faire la visite le 31 octobre 2022.

Des travaux sont également en cours à la Tuilière (fin prévue en 2024).

Une infirmerie en cours de construction à l'établissement de la Promenade à La Chaux-de-Fonds.

Le tableau annexé « Planification concordataire latine » donne les détails.

Sinon, il n'y a pas d'autres places en construction.

3) Planification (échancier) concernant le nombre de places manquantes, et ceci pour chaque catégorie (exécution de peine homme, femme, avant jugement homme, femme, mineurs, etc.) dans chaque canton

Le tableau annexé « Planification concordataire latine » donne l'aperçu des projets à réaliser.

Plus spécialement, 18 places en extension de Pramont seront créées d'ici à 2026/2027 pour les mineurs, avec placements possibles pour les jeunes adultes (art. 61 CP). La planification de ces places a été avancée (initialement prévu dès 2030. Par contre, comme annoncé, la Conférence latine a renoncé le 3 novembre 2022 au projet de réhabilitation partielle de l'ancien Foyer d'éducation de Prêles (22 places) au profit du projet Pramont+.

S'agissant du projet vaudois « Les Grands Marais », la 1^{ère} étape prévoit 216 places (48 places DAJ et 168 exécution de peine), horizon mi-2027.

En l'état, il n'est guère possible de donner une répartition précise des places réparties entre les hommes et les femmes dès lors que les nouvelles constructions seront conçues pour pouvoir modifier l'affectation de secteurs en fonction des besoins du moment sans devoir restructurer l'entier de l'établissement.

Fribourg, le 2 février 2023

Annexe : Planification concordataire latine, mars 2022

Planification concordataire latine
(Etat: mars 2022)

	Etablissements	Nombre de places actuel				Décision CLDJP	Mise en service	Nombre de collaborateurs	Investissement	Nombre de places projetées	DAJ	EAP	Régime ouvert	Régime fermé	MTI & Internements	Art. 80 CP	SD/TEX	LMC	Secteur tampon	
		Total	Milieu fermé		Milieu ouvert															
			H	F	H															F
FR	Bellechasse (séparation des régimes fermé et ouvert)	200	100		100															
	Prison centrale (fermeture)	80	80																	
	Maison des Falaises (fermeture)	20			20															
	Bâtiment cellulaire												100							
	Bâtiment Pavillon																			
	Bâtiment Bibera									70							5	5		
	Bâtiment SD/TEX															10				
	UTEB (report du projet)					04.04.2019								60						
VD	La Tuilière: centre de soins psychiques	81	27	54		16.06.2021	2024	fr. 17'000'000.00	60 70-80 (femmes uniquement)											
	Bois-Mermet: remplacement	100	100				aucune date connue pour la désaffectation du Bois-Mermet		-100											
	Nouvel établissement site EPO (Grands-Marais)						2027 au plus tôt		216											
	Nouvel établissement site EPO (Grands-Marais)						aucune date connue validée politiquement	fr. 278'900'000.00	194	136 + 8 (destinées aux pers. hand.)	254 + 12 (destinées aux pers. hand.)									
VS	Crêtelongue (Vision 2030)	53			53	08.11.2018	01.04.2023	fr. 39'500'000.00	80+24		Remarque 1									
	Sion (Vision 2030)	144	128		16	08.11.2018	01.04.2023	fr. 15'500'000.00	160	Remarque 2										
	Nouveau centre d'exécution de mesures thérapeutiques en milieu fermé (59 al. 3 CP) sur le site de Crêtelongue (Vision 2030)					08.11.2018			30				30							
	Pramont (Vision 2030)	33	33			08.11.2018			18				18							
GE	Projet en cours d'étude																			
JU	Reprise de la prison de Moutier (LMC)						01.01.2025 ou 01.01.2026		26											
JU	Delémont	14					A l'ouverture du NEP		-14											
JU	Porrentruy - Orangerie	13					A l'ouverture du NEP		-13											
JU	Porrentruy	18					A l'ouverture du NEP		-18											
JU	Nouvel établissement de détention : planification en cours								82 à 99											
TI	La Farera	61	61					fr. 23'000'000.00												
	La Stampa (nouveau projet)																			
	Réaffectation de Torricella ?																			
NE	ED La Promenade, La Chau-de-Fonds	112	112				fin 2023	fr. 5'400'000.00	0*											

fr. 379'300'000.00

* Construction d'un service médical. Réduction temporaire de quelques places durant les travaux en 2023.

Etablissements du Concordat latin non concernés actuellement par la planification

	Etablissements	Nombre de places actuel				
		Total	Milieu fermé		Milieu ouvert	
			H	F	H	F
VD	Etablissements de la plaine de l'Orbe (EPO)	333	250		83	
	Prison de La Croisée, Orbe	211	211			
	Le Simplon, Lausanne	34			34	
VS	Prison de Brigue	20	13		7	
NE	EEP Bellevue	65	65			
GE	UCH	10	10			
GE	Champ-Dollon	398	363	?	35	
GE	La Brenaz	168	168			
GE	Curabilis	92	92			
JU	Prison de Porrentruy	18	18			
JU	Prison de Delémont	14	14			
JU	Porrentruy, L'Orangerie	13			13	
TI	Le Stampino	44			44	
TI	Hôpital de Lugano	2	2			
TI	Clinique psychiatrique cantonale	4	4			

Remarque 1

Les 24 places seront pour l'exécution de la semi-détention et le travail externe ainsi que pour les très courtes peines
Les 80 places seront pour l'exécution des peines en offrant la possibilité de placer en sécurité élevée ou sécurité normale ou sécurité basse !

Remarque 2

Les 160 places disponibles à la fin des constructions se répartissent de la façon suivante:

- ↳ 112 places DAJ hommes
- ↳ 10 places ExP hommes, milieu fermé, sécurité élevée
- ↳ 8 places DAJ femmes
- ↳ 8 places ExP femmes, milieu fermé, sécurité élevée
- ↳ 22 places LEI hommes et en principe également femmes

BERICHT

der interparlamentarischen Kommission «strafrechtlicher Freiheitsentzug» an die Parlamente der Kantone Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf, Jura und Tessin vom 10. Mai 2023

Die interparlamentarische Kommission (IPK), die mit der Kontrolle des Vollzugs der lateinischen Konkordate über den strafrechtlichen Freiheitsentzug¹ beauftragt ist und sich aus Delegationen aus den Kantonen Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura zusammensetzt, stellt Ihnen ihren Bericht zu.²

Aufgabe und Arbeitsweise der interparlamentarischen Kommission

Die Kommission hat die Aufgabe, die Oberaufsicht über die Behörden, die mit dem Vollzug der beiden Konkordate beauftragt sind, auszuüben. Damit die Kommission ihre Aufgaben erfüllen kann, stützt sie sich auf einen Bericht, der ihr von der Westschweizer Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz (LKJPD) unterbreitet wird. Diese Informationen werden durch mündliche Fragen, die während der Sitzung an die Vertreterin oder den Vertreter der Konferenz gerichtet werden, ergänzt.

Bericht der LKJPD vom 27. April 2023 / Beobachtungen der IPK

Die Kommission bedankt sich bei der Konferenz für deren Bericht, den sie mit Interesse und zustimmend zur Kenntnis nimmt. Folgende Punkte haben ihre Aufmerksamkeit besonders geweckt:

1. Auf interkantonomer Ebene:

A) Einrichtung einer Kommission für den Justizvollzug

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

«Die gesamtschweizerisch relevanten Geschäfte im Bereich des Justizvollzugs (dazu gehören die Haft nach Strafprozessrecht, der Straf- und Massnahmenvollzug und die Administrativhaft nach Ausländerrecht) sollen von der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) gesteuert werden. Im Interesse einer einheitlichen Vollzugspraxis soll die KKJPD Empfehlungen zuhanden der Kantone abgeben und zu wichtigen Themen des Justizvollzugs Stellung nehmen. Um diese (politische) Steuerung des Straf- und Massnahmenvollzugs auf nationaler Ebene zu verbessern und zu stärken, wird eine Kommission für den Justizvollzug als ständige Kommission gemäss Art. 4 der Statuten der KKJPD (...) geschaffen.»

- > Die IPK nimmt die Einrichtung dieser Kommission, die ihre Arbeit ab dem Jahr 2024 aufnehmen soll, zur Kenntnis. Sie hält fest, dass diese neue Einheit eine Entflechtung der Aufgaben und Verantwortlichkeiten innerhalb der Organe der

¹ Konkordat vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jugendlichen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen); Konkordat vom 24. März 2005 über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher aus den Westschweizer Kantonen (und teilweise aus dem Kanton Tessin).

² Die IPK hat sich dafür entschieden, ihren Bericht nicht mehr nach Kalenderjahr zu gliedern; auf diese Weise liegen die beschriebenen Ereignisse bei der Zustellung des Berichts an die Parlamente zeitlich weniger weit zurück. Dieser Bericht konzentriert sich somit auf Tatsachen, die in der Zeitspanne zwischen dem 1. Januar 2022 und dem 10. Mai 2023 eingetreten sind oder festgestellt wurden.

KKJPD und eine Klärung derer Kompetenzen und derer Zusammensetzung ermöglichen soll. Die Kommission kann diesen Willen zur Vermeidung von «Doppelarbeit und Überschneidungen» nur begrüssen, da dies eine Garantie für mehr Effizienz ist.

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

«Bei der Gründung des Schweizerischen Kompetenzzentrums für den Justizvollzugs (SKJV) im Jahr 2018 wurde dem Stiftungsrat des SKJV ein Teil der Aufgaben des Neunerausschusses (ständige Kommission der KKJPD) übertragen, das gleichzeitig abgeschafft wurde. Ausserdem wurde das SKJV in Artikel 2 Ziff. 2 Bst. c der Statuten damit beauftragt, gemeinsame Standards für die Entwicklung, Planung und den Vollzug von Sanktionen zu entwickeln. Diese Vermischung von technischen Aufgaben und teilweise politischen Steuerungsaufgaben führte dazu, dass die Rolle des SKJV und des Stiftungsrats nie ganz klar war. Das SKJV muss daher als eine reine Berufsorganisation ohne politisches Steuerungsmandat oder autonome Harmonisierung positioniert werden.»

- > Die IPK begrüsst die Absicht, das SKJV als reine Berufsorganisation zu positionieren und seine Rolle sowie diejenige seines Stiftungsrats zu klären. Sie hält fest, dass die Änderung der Statuten des SKJV, die sich auf seine Ziele und die Zusammensetzung seines Rates (starke Reduktion der Mitgliederzahl, Verzicht auf eine politische Vertretung) bezieht, am 1. Januar 2024 in Kraft treten muss.
- > Die Kommission nimmt zudem mit Befriedigung zur Kenntnis, dass eine Lösung für die Schaffung eines Campus gefunden werden konnte, der die drei derzeitigen Standorte des SKJV unter einem Dach vereint. Dieser wird auf dem Gelände des Marly Innovation Centers (MIC) in Marly (Freiburg) angesiedelt sein. Das SKJV wird zwei noch zu errichtende Gebäude belegen. Das erste wird die Verwaltungsflächen für Bildung, Austausch und Büros beherbergen. Es wird im zweiten – einem Hotel mit 180 Zimmern – über 60 Zimmer mit Hotelservice verfügen. Die KKJPD hat das Budget genehmigt. Die Infrastruktur soll im Herbst 2025 zur Verfügung stehen.

2. Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen und jugendlichen Erwachsenen

A) Pensionspreis

Auszüge aus dem Bericht der LKJPD:

«Die neuen Pensionspreise wurden mit Beschluss vom 31. März 2022 festgelegt und sind seit dem 1. Januar 2023 in Kraft.³

Speziell in Bezug auf Curabilis wurde präzisiert, dass sich der festgelegte Preis von 1286 Franken auf der Grundlage der damaligen Berechnungen von KPMG in folgende Beträge aufgliedert: 670 Franken für die Leistung «Sicherheit» und 616 Franken für die «therapeutische» Leistung. Sobald sich das HUG zudem bereit erklärt hat, diese therapeutische Leistung separat in Rechnung zu stellen, damit die Platzierungskantone sie den KVG-Versicherern zur Kostenübernahme vorlegen können, wird nur noch die Sicherheitsleistung den Pensionspreis bilden. Der eventuell

³ Der Beschluss vom 31. März 2022 zur Festsetzung der Preise für einen Tag Untersuchungshaft, Vollzug einer rechtskräftigen Strafe oder Massnahme oder vorzeitigen Vollzug, der in den Einrichtungen des Lateinischen Konkordats durchgeführt wird, ist diesem Bericht beigelegt (auf Französisch).

nicht von der Krankenversicherung gedeckter Anteil geht weiterhin zu Lasten der platzierenden Kantone.»

- > Die IPK nimmt die neuen Pensionspreise, die am 1. Januar 2023 in Kraft getreten sind, zur Kenntnis. Sie ist der Ansicht, dass diese, die auf der Grundlage von Betreuungsstandards erstellt werden, die tatsächlichen Kosten der Hafttage in den Konkordatsanstalten widerspiegeln.
- > Die Kommission begrüsst die Absicht, die von Curabilis erbrachten Sicherheits- und Therapieleistungen zu trennen. Sie ist zusammen mit dem Institut für Gesundheitsrecht der Universität Neuenburg der Ansicht, dass psychische Erkrankungen Krankheiten im Sinne von Artikel 3 des Bundesgesetzes über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) sind. Es ist daher gerechtfertigt, die Kosten für therapeutische Behandlungen, die im Rahmen einer stationären Massnahme durchgeführt werden, der obligatorischen Krankenpflegeversicherung in Rechnung zu stellen. Dadurch werden die Kantone entlastet. Die IPK erwartet daher vom HUG, dass es unverzüglich die spezifische Fakturierung seiner Leistungen im Hinblick auf die Abrechnung durch die Krankenversicherer akzeptiert.

B) Pilotprojekt «Objectif Désistance»

Das Pilotprojekt Objective Desistance (OD), das 2019 gestartet wurde, wurde im Januar 2023 abgeschlossen. Zur Erinnerung: OD schlägt ein Interventionsmodell vor, das allen lateinischen Einrichtungen, die mit der Betreuung im offenen Vollzug betraut sind, gemeinsam ist und darauf abzielt, auf Bewährung entlassene Strafgefangene von kriminellen Aktivitäten fernzuhalten und sie auf dem Weg zur Wiedereingliederung zu begleiten. Die Ergebnisse und die wissenschaftliche Auswertung der Studie – die in Kürze veröffentlicht werden – wurden der Kommission von Luisella Demartini, operative Direktorin, François Grivat, Verwaltungs- und Finanzdirektor, und Lionel Grossrieder, Forscher an der Universität Lausanne, vorgestellt.

Die IPK entnimmt dieser Intervention, dass auf Bewährung entlassene Strafgefangene, die das Programm OD durchlaufen hatten (insbesondere Ersttäter/innen), insgesamt weniger rückfällig geworden waren als andere und an Stabilität in ihrem Berufsleben und ihren persönlichen Beziehungen gewonnen hatten. Sie hält ausserdem fest, dass diese ersten Ergebnisse langfristig bestätigt werden müssen. Die Kommission stellt darüber hinaus mit Zufriedenheit fest, dass die geschulten Bewährungshelferinnen und Bewährungshelfer die Strategie OD stark unterstützen.

- > Die Kommission begrüsst die ermutigenden Ergebnisse des Projekts OD und ist erfreut zu erfahren, dass die Umsetzung dieser Strategie in den Konkordatskantonen fortgesetzt werden soll. So kann ihre Relevanz langfristig überprüft werden.
- > Die IPK bedauert jedoch zutiefst die Weigerung der Vertreter der Kantone Freiburg, Neuenburg, Jura und Wallis in der Westschweizer Konferenz, sich an der Finanzierung der Schaffung von Konkordatsstellen für Koordinatoren-Animatoren zu beteiligen, die insbesondere mit der Organisation von Aktivitäten und Treffen zwischen den auf Bewährung entlassenen Strafgefangenen und der Zivilgesellschaft beauftragt sind. Die Kommission ist der Ansicht, dass es besser

gewesen wäre, das Projekt in allen Kantonen einheitlich zu entwickeln, zumindest in der Einarbeitungsphase. Sie befürchtet, dass das Programm auf unterschiedliche Weise ausgeführt werden könnte, je nachdem, wie viel Geld die Kantone dafür ausgeben wollen.

Die IPK bedauert diesen Entscheid umso mehr, als die auf die Kantone zu verteilenden Kosten (rund 360 000 Franken für 2,1 VZÄ) im Vergleich zu den durchschnittlichen jährlichen Haftkosten, die pro rückfallfreier Person eingespart werden können (rund 140 000 Franken), nicht hoch erscheinen. Wenn durch das Programm OD Rückfälle und damit Inhaftierungen vermieden werden können, kann dies sowohl aus wirtschaftlicher als auch aus sicherheitspolitischer Sicht nur von Vorteil sein. Die Kommission fordert die Westschweizer Konferenz daher auf, ihren Entscheid, die Schaffung von Konkordatsstellen für Koordinatoren-Animatoren nicht zu unterstützen, zu überdenken.

C) Konkordatsplanung⁴

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

«Um den Bau des künftigen Gefängnisses in Grands-Marais zu optimieren, bestätigte der Staatsrat einen Zeitplan für die Realisierung in einer einzigen Etappe statt der geplanten zwei. Diese neue Planung macht es möglich, dass die 410 Plätze auf dem Gelände ab 2030 schrittweise in Betrieb genommen werden können, fünf Jahre früher als bei der zweiphasigen Variante.»

- > Die IPK begrüsst den Entscheid des Waadtländer Staatsrats, die schneller als erwartet zu einer Entlastung des von Überfüllung betroffenen Gefängnissystems führen wird. Sie weist zudem darauf hin, dass die Investitionskosten von 279 Millionen Franken mit einer Realisierung in einer einzigen Etappe um 17 Millionen Franken gesenkt werden können.

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

«Der Genfer Grosse Rat hat am 24. März 2023 das Gesetz über die Strafvollzugsplanung (LPPén) verabschiedet.»

- > Auch die Kommission begrüsst die Absicht des Genfer Grossen Rates, nach der Aufgabe des Projekts Dardelles im Jahr 2020 vorwärts zu machen. Sie hält fest, dass das Gesetz über die Strafvollzugsplanung unter anderem die Grundlage für den Bau einer neuen Einrichtung anstelle des Gefängnisses Champ-Dollon schafft, das nach allgemeiner Auffassung keine angemessenen Haftbedingungen bietet. Die IPK nimmt weiterhin mit Genugtuung zur Kenntnis, dass der abtretende, für die Sicherheit zuständige Staatsrat Mauro Poggia im letzten Sommer seine Absicht bekundet hatte, Champ-Dollon abzureissen, um am selben Ort bis 2030 einen neuen Gefängniskomplex mit mehreren Gebäuden zu errichten. Dies gilt natürlich nur, wenn der Grosse Rat dafür grünes Licht gibt.

⁴ Dem Bericht beigefügt sind eine Bestandsaufnahme der Haftplätze des lateinischen Konkordats und die lateinische Konkordatsplanung, die einen Überblick über die zu realisierenden Projekte gibt (*auf Französisch*).

D) Risiko- und ressourcenorientierter Justizvollzugsprozess der lateinischen Schweiz (PLESORR)

Auszüge aus dem Bericht der LKJPD:

«Die Mitarbeitenden der kantonalen Anstalten werden nach einem Modul «Allgemeine Einführung in PLESORR» und der Module «Spezifische Kurse PLESORR» geschult. Diese Module werden in den Jahren 2024 und 2025 durchgeführt. Sie werden vom SKJV verwaltet und regionalisiert unterrichtet. (...)

Der Prozess PLESORR wurde so gestaltet, dass er so wenig wie möglich zu einer Ressourcenerhöhung führt. Die Auswirkungen werden hauptsächlich in der Schulung der Mitarbeitenden in den PLESORR-Werkzeugen liegen (...). In jedem Fall wird es Aufgabe der Kantone sein, je nach den aktuellen Praktiken und Ressourcen der einzelnen Kantone eigene Berechnungen anzustellen, um ihren eigenen Bedarf an zusätzlichen Ressourcen zu ermitteln. Letztendlich wird die Auswirkung von PLESORR also wahrscheinlich in der Umstrukturierung eines Grossteils der derzeitigen Ressourcen liegen, bevor eine Erhöhung der VZÄ angezeigt ist.»

- > Die IPK begrüsst die Umsetzung dieses Projekts, mit dem die Grundsätze und die praktische Umsetzung des Risikomanagements im Rahmen des Strafvollzugs auf der Ebene des lateinischen Konkordats harmonisiert und geregelt werden sollen. Die Standardisierung der Verfahren soll zu einer effizienteren Zusammenarbeit zwischen den beteiligten Akteuren (Vollzugsbehörden, Bewährungshilfe und Strafvollzugsanstalten) und zu einer besseren Behandlung heikler Fälle führen, was wiederum die Rückfallquote senken soll. Ob dies tatsächlich der Fall ist, muss im Laufe der Zeit überprüft werden.
- > Die Kommission hält fest, dass der LKJPD im November ein Konkordatsreglement vorgelegt werden soll, das zwischen 2024 und 2025 schrittweise in Kraft treten soll.

3. Lateinisches Konkordat über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher

A) Mangel an Plätzen für den Vollzug von Massnahmen in geschlossenen Einrichtungen

Die IPK warnt schon lange vor dem chronischen Mangel an Plätzen für den geschlossenen Vollzug von strafrechtlichen Massnahmen, die gegen Jugendliche angeordnet werden. Sie hatte ihre Besorgnis durch die Einreichung eines Postulats (2019) und später einer Resolution (2020) zum Ausdruck gebracht, in denen die Konkordatskantone aufgefordert wurden, innerhalb von drei Jahren zusätzliche Plätze in geschlossenen Einrichtungen zu schaffen. Die LKJPD hatte damals mitgeteilt, dass sie die notwendigen Entscheide getroffen habe, um das Projekt zur teilweisen Sanierung des ehemaligen Erziehungsheims in Prêles (BE) umzusetzen. Ein Wunsch, den die Kommission mit einer gewissen Genugtuung aufgenommen hatte.

Doch bereits im vergangenen Frühjahr befürchtete die IPK angesichts der Skepsis der Arbeitsgruppe, die mit der Prüfung der Machbarkeit beauftragt worden war (umfangreiche Renovierungsarbeiten, Weigerung der Schweizer Stiftung Bellevue, das sanierte Heim zu betreiben, Risiko, dass es schwierig ist, Personal zu rekrutieren), dass diese Option, über welche die LKJPD im Herbst erneut diskutieren sollte, fallen gelassen werden würde.

Die Kommission hielt jedoch fest, dass parallel dazu die vorzeitige Erweiterung des chronisch überlasteten geschlossenen Erziehungszentrums in Pramont (VS) geprüft wurde⁵. Gemäss der kantonalen Strafvollzugsstrategie sollte es bis 2030 saniert und mit 18 zusätzlichen Plätzen ausgestattet werden. Ein zu ferner Horizont für den Walliser Grossen Rat, der mit dem Segen des Staatsrats der Ansicht war, dass die Prioritätenordnung zugunsten einer schnelleren Realisierung des Projekts geändert werden sollte. So nahm das Parlament am 7. Juni 2022 ein Postulat an, das den schnellstmöglichen Bau der neuen Infrastruktur in Pramont forderte. Das genannte Postulat wurde dem Staatsrat zur Ausführung innerhalb von 18 Monaten überwiesen.

Die IPK begrüsst den Voluntarismus des Walliser Parlaments, der hoffen lässt, dass endlich eine Antwort auf den Mangel an Plätzen für den Vollzug von geschlossenen Massnahmen, die gegen minderjährige Knaben ausgesprochen werden, gefunden werden kann. Es sei daran erinnert, dass das Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht die Kantone verpflichtete, spätestens zehn Jahre nach seinem Inkrafttreten am 1. Januar 2007 die nötigen Einrichtungen für den Vollzug der Unterbringung und des Freiheitsentzugs zu schaffen.

Das Projekt zur Sanierung des Heims in Prêles seinerseits wurde von der LKJPD am 3. November 2022 aufgegeben.

B) EDM Aux Léchaïres

> Die Kommission stellt fest, dass die Belegung der gemischten Haftanstalt für Jugendliche und junge Erwachsene (EDM) in *Aux Léchaïres* in Palézieux (18 Plätze), die für die Untersuchungshaft und den geschlossenen Vollzug von Freiheitsstrafen vorgesehen ist, weiterhin relativ gering ist⁶. Zur Erinnerung: Der reguläre Pensionspreis wird auf einer Auslastung von 90 % berechnet. Wenn diese Quote nicht erreicht wird, wird den Kantonen eine «dreizehnte Rechnung» zugestellt, um das Defizit auszugleichen.

Die IPK stellt fest, dass die Zahl der Platzierungen zwar noch nie so niedrig war (156 im Jahr 2022 gegenüber 175 im Jahr 2021 und über 200 in den Vorjahren), die durchschnittliche Aufenthaltsdauer jedoch gestiegen ist (36 Tage im Jahr 2022 gegenüber 27 im Jahr 2021). Insgesamt verzeichnete das EDM im vergangenen Jahr 5634 Übernachtungen, 934 mehr als 2021. Auf die Unterbringung in Untersuchungshaft entfallen 78 % der Übernachtungen.

C) Geschlossene Anstalt für Mädchen

Die Aufnahmeeinheit Time Up in Freiburg wird 2024 vier Plätze für den Vollzug von Strafmassnahmen in geschlossenen Einrichtungen anbieten, die gegen Mädchen verhängt wurden. Die Baubewilligung wurde erteilt und die Rohbauarbeiten wurden vergeben. Gemäss der festgelegten Planung soll die Einheit spätestens im Mai 2024 einsatzbereit sein.

> Die IPK freut sich über die baldige Bereitstellung einer solchen Struktur, die notwendig ist, aber derzeit nicht existiert.

⁵ Der Bericht der LKJPD weist für das Jahr 2022 eine Auslastungsrate von 97,6 % aus. Am 14. März 2023 standen 18 Minderjährige und 3 junge Erwachsene auf der Warteliste.

⁶ Der Bericht der LKJPD zeigt eine durchschnittliche Belegung von 85,75 % im Jahr 2022, gegenüber 71,4 % im Jahr 2021.

4. Fazit

Die Kommission begrüsst die Fortschritte, die in verschiedenen Dossiers erzielt wurden. Sie hebt insbesondere die Schaffung einer Kommission für den Vollzug strafrechtlicher Sanktionen, den Willen zur Trennung der von Curabilis erbrachten Sicherheits- und Therapieleistungen oder die Zusammenlegung der drei derzeitigen Standorte des SKJV unter einem Dach hervor.

Die IPK dankt insbesondere dem Grossen Rat und dem Staatsrat des Kantons Wallis dafür, dass sie die Prioritätenordnung für ihre Gefängnisbauten überarbeitet haben. Sie hofft nun auf eine schnelle Bereitstellung der neuen Infrastruktur in Pramont, da sie der Ansicht ist, dass die Gesellschaft darauf bedacht sein muss, minderjährige Gesetzesbrecher zu resozialisieren, indem sie sie durch erzieherische und/oder therapeutische Massnahmen vor einem Abgleiten in die Kriminalität schützt. Eine angemessene Betreuung ist ihrer Ansicht nach immer noch die beste Strategie zur Verhinderung von Rückfällen. Die Kommission ist daher der Ansicht, dass das Problem des Mangels an Plätzen für den geschlossenen Vollzug auf gutem Weg ist, gelöst zu werden. Dies liegt sowohl im Interesse der betroffenen Jugendlichen, deren Persönlichkeit sich noch in Entwicklung befindet, als auch der Allgemeinheit.

Freiburg, 10. Mai 2023

Im Namen der Interparlamentarischen Kommission «strafrechtlicher Freiheitsentzug»

(Sig.) Stéphane Ganzer (VS)

Präsident

(Sig.) Patrick Pugin

Sekretär